



Union postale universelle

Documents du Congrès de Séoul 1994

Tome II

Délibérations

Berne 1995

Bureau international de l'Union postale universelle

Le présent volume doit être cité sous la référence suivante:

Documents du Congrès de Séoul 1994, tome II

Note. – Les documents suivants ne sont pas reproduits dans le présent volume étant donné qu'ils ont uniquement servi de documents de travail pour les membres de l'organe intéressé:

- Documents et procès-verbaux du Bureau du Congrès;
- Pièces de la Commission 1 (voir les rapports de cette Commission);
- Pièces de la Commission 10.

Table des matières

	Page
1. Table des matières	3
2. Table des abréviations	5
3. Procès-verbaux et rapports	
– séances plénières	9
– séances de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs)	345
– séances de la Commission 2 (Finances)	383
– séances de la Commission 3 (Affaires générales et structure de l'Union)	395
– séances de la Commission 4 (Convention)	435
– séances de la Commission 5 (Services nouveaux et marchés)	495
– séances de la Commission 6 (Qualité de service)	509
– séances de la Commission 7 (Colis postaux)	525
– séances de la Commission 8 (Services financiers postaux)	551
– séances de la Commission 9 (Coopération technique)	573
– séances de la Commission 10 (Rédaction)	611
4. Index alphabétique	685

Table des abréviations (sigles, symboles, etc.) et signes employés dans les Décisions du Congrès de Séoul 1994

A. Abréviations, etc., courantes

Administration	Administration postale
Arr.	Arrangement
art.	article
c	centime
CA	Conseil d'administration
CCD	Conseil de coopération douanière
CCEP	Conseil consultatif des études postales
CCRI	Correspondance commerciale-réponse internationale
CE	Conseil exécutif
CEP	Conseil d'exploitation postale
Chèques	Arrangement concernant le service des chèques postaux
cm	centimètre
col.	colonne
Colis	Arrangement concernant les colis postaux
Constitution	Constitution de l'Union postale universelle
Conv. ou Convention	Convention postale universelle
CTPD	Coopération technique entre pays en développement
dm	décimètre
Doc	Documents (du Congrès, des Commissions, etc.)
DTS	Droit de tirage spécial
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
EDI	Echange de données informatisé
form.	formule
fr	franc
g	gramme
h	heure
IATA	Association du transport aérien international
id.	idem
ISO	Organisation internationale de normalisation
kg	kilogramme
km	kilomètre
lb (16 onces)	livre avoirdupois (453,59 grammes)
m	mètre
Mandats	Arrangement concernant les mandats de poste
max.	maximum
mille marin	1852 mètres
min.	minimum
mm	millimètre
mn	minute (de temps)
N° ou n°	numéro

ONU	Organisation des Nations Unies
oz	once (28,3465 grammes) (16e partie de la livre avoirdupois)
p.	page
p. ex.	par exemple
PMA	pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
Prot. ou Protocole	Protocole final (de l'Acte respectif)
RE, Règl.	Règlement d'exécution
ou Règlement	
Règl. gén. ou	Règlement général de l'Union postale universelle
Règlement général	
Remboursements	Arrangement concernant les envois contre remboursement
s	seconde (de temps)
t	tonne (1000 kilogrammes)
t-km	tonne-kilomètre ou tonne kilométrique (unité utilisée en matière de transport)
UIT	Union internationale des télécommunications
UPU ou Union	Union postale universelle

B. Abréviations relatives aux formules

(Ces abréviations sont toujours suivies du numéro d'ordre de la formule)

AV	Correspondances-avion (Washington 1989)
C	Convention (Washington 1989)
CN	Convention (Séoul 1994)
CP	Colis
MP	Mandats
R	Remboursements
VD	Valeurs
VP	Chèques

Procès-verbaux et rapports

1. Séance inaugurale et séances plénières du Congrès
2. Séances de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs)
3. Séances de la Commission 2 (Finances)
4. Séances de la Commission 3 (Affaires générales et structure de l'Union)
5. Séances de la Commission 4 (Convention)
6. Séances de la Commission 5 (Services nouveaux et marchés)
7. Séances de la Commission 6 (Qualité de service)
8. Séances de la Commission 7 (Colis postaux)
9. Séances de la Commission 8 (Services financiers postaux)
10. Séances de la Commission 9 (Coopération technique)
11. Séances de la Commission 10 (Rédaction)

Inauguration solennelle du XX^e Congrès de l'Union postale universelle de Séoul

Le XX^e Congrès de l'Union postale universelle est ouvert solennellement le lundi 22 août 1994, à 10 heures, dans la salle Atlantique du KOEX à Séoul, par Son Excellence Kim Young Sam, Président de la République de Corée, en présence de M. Yoon Dong-yoon, Ministre des communications de la République de Corée, M. F. Koller, Doyen du Congrès, M. A.C. Botto de Barros, Secrétaire général, et des délégations des Pays-membres de l'Union postale universelle.

La cérémonie inaugurale commence avec le spectacle «Yuchoshinjigok» par le Centre de représentation des arts traditionnels de Corée (CRATC).

Après l'arrivée de Son Excellence Kim Young Sam, Président de la République de Corée, M. Yoon Dong-yoon, Ministre des communications de la République de Corée, prononce le discours d'ouverture:

Monsieur le Président Kim Young Sam,
Monsieur le Doyen du Congrès, Monsieur Fritz Koller,
Monsieur le Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle,
Monsieur Botto de Barros,
Mesdames et Messieurs,

J'ai le grand plaisir, en ma qualité de Ministre des communications de la République de Corée, de vous souhaiter de tout cœur la bienvenue, à vous tous qui êtes venus à Séoul pour participer au XX^e Congrès de l'UPU.

Le Ministère des communications est très honoré d'avoir l'occasion, en accueillant ce Congrès, de contribuer à la promotion de l'UPU et à la mise en valeur des services postaux du monde entier.

A partir du moment où le Congrès de Washington a choisi la Corée du Sud comme pays hôte, nous avons tout mis en œuvre pour planifier et préparer au mieux ce Congrès.

Nous sommes heureux de voir le grand nombre de délégations qui participent à ce Congrès. Grâce à votre présence, c'est véritablement une fête des familles postales du monde entier qui a lieu aujourd'hui.

J'aimerais exprimer ma reconnaissance la plus sincère à tous les délégués, ainsi qu'au personnel du Bureau international, pour leur coopération et leur soutien; sans eux, ce Congrès de l'UPU n'aurait pu avoir lieu. Et je puis vous assurer que nous ferons tout ce qui sera en notre pouvoir pour que le Congrès se déroule dans les meilleures conditions possible pendant les trois prochaines semaines.

Mesdames et Messieurs,

Un regard en arrière nous apprend que la poste coréenne a été créée en 1884, pour suivre le mouvement de modernisation de la société coréenne. Depuis lors, le service postal de ce pays n'a jamais cessé de progresser. Sur sa lancée, il a grandement contribué à notre croissance sociale et économique, ainsi qu'au développement de nos systèmes culturel et politique.

Aujourd'hui, la poste et les télécommunications continuent à avoir un rôle de premier plan dans la transformation de notre monde, notamment dans le domaine de l'informatique. Tout est mis en œuvre pour que ces deux secteurs deviennent des secteurs de pointe de la mondialisation. Par ailleurs, j'espère qu'en accueillant le XXI^e Congrès de l'UPU la poste coréenne aura la chance d'enrichir ses connaissances et de progresser suffisamment pour pouvoir contribuer encore davantage à améliorer le bien-être non seulement du peuple coréen, mais aussi de tous les habitants de la planète.

Ce Congrès représente aussi pour nous l'occasion de dresser pour vous le bilan du développement de nos services postaux et de télécommunication qui s'est produit en peu de temps. Nous sommes prêts à partager l'expérience que nous avons acquise lorsque nous avons dû surmonter les obstacles qui se dressaient devant nous, car nous sommes convaincus qu'un développement harmonieux des services des postes et des télécommunications du monde entier constitue un moyen parmi d'autres d'assurer la paix et la prospérité à toute l'humanité.

J'espère sincèrement que ce Congrès donnera aux Pays-membres de l'UPU maintes occasions d'avoir de véritables discussions et que ces échanges de vues renforceront la coopération dans le domaine des communications.

Puisse ce Congrès, par sa réussite, aider la poste à s'acquitter de ses nobles tâches à la veille du XXI^e siècle. J'adresse mes meilleurs vœux à M. le Président Kim Young Sam, et je vous souhaite à tous plein succès dans vos travaux.

Je vous remercie de votre attention.

Merci.

(Applaudissements.)

M. Fritz Koller, ancien Vice-Directeur ministériel de l'Administration postale d'Allemagne, Doyen du Congrès, prend la parole:

Au nom des délégués venus de toutes les régions géographiques du monde pour participer au XXII^e Congrès postal universel à Séoul, j'ai l'insigne honneur et le grand privilège, en ma qualité de Doyen, d'exprimer notre vive reconnaissance et nos profonds sentiments de gratitude envers le Gouvernement de la République de Corée pour l'heureuse initiative qu'il a prise en invitant le Congrès, en tant qu'organe suprême de l'Union postale universelle, à tenir ses assises à Séoul.

C'est pour nous une joie particulière que le Président de la République de Corée, Son Excellence Kim Young Sam, ait daigné participer à l'inauguration solennelle du Congrès et nous accorder l'honneur de procéder personnellement à l'ouverture de ce Congrès. Nous présentons à Son Excellence le Président de la République de Corée nos hommages les plus respectueux. Votre présence, Excellence, est pour nous une manifestation de la grande estime et une preuve de l'intérêt continu que le Gouvernement de la République de Corée porte à l'Union postale universelle ainsi qu'à son œuvre historique et humanitaire.

Nous adressons nos vifs remerciements au Ministre des communications de la République de Corée, M. Yoon Dong-yoon, pour les très aimables paroles de bienvenue qu'il vient de prononcer à notre intention. Nous y sommes très sensibles. Nous vous remercions tout particulièrement, Monsieur le Ministre, pour l'intérêt et la grande compréhension dont vous avez fait preuve à l'égard de nos préoccupations concernant la préparation de ce Congrès. Votre soutien permanent a considérablement facilité les travaux préparatoires du Congrès.

C'est avec énormément d'intérêt que nous, représentants des Pays-membres, sommes venus en Corée (Rép.). Nous sommes en effet dans un pays de grandes traditions, doté d'un riche héritage culturel. Mais nous sommes également dans un pays qui, tout en possédant une histoire vieille de plusieurs milliers d'années, s'est élancé dans le monde de la modernisation et de l'industrialisation. Et c'est justement en raison de cette percée fort réussie que la Corée (Rép.) constitue le pays tout désigné pour recevoir notre Congrès, qui sera le Congrès du changement et du développement au sein de la coopération postale internationale. Et quelle coïncidence que Séoul fête cette année le 600^e anniversaire de son accession au rang de ville. Séoul est une ville de contrastes: d'un côté, moderne, dynamique, pleine de vitalité et répondant à toutes les exigences, elle a, malgré un essor fulgurant, conservé la richesse de son héritage culturel et n'a rien perdu de son charme et de sa beauté intrinsèque. Tout récemment, Séoul a acquis une notoriété mondiale, grâce au déroulement parfait d'un point de vue technique et organisationnel des Jeux olympiques. A notre avis, ceci est de très bon augure pour la réussite de notre Congrès.

Je profite de l'occasion pour exprimer tous mes remerciements aux autorités de la ville de Séoul pour l'aide qu'elles ont apportée lors de la préparation et de la réalisation du Congrès, ainsi que pour leurs attentions envers les délégués.

Mais c'est avant tout chez les hommes et les femmes de ce pays que nous venons; ils nous ont réservé un accueil très chaleureux et nous entourent depuis la première heure de notre arrivée d'un climat d'hospitalité parfaite et d'une amabilité franche et généreuse.

Et déjà, nous ressentons le dynamisme, l'assiduité, la vivacité d'esprit, la gaieté, la sensibilité et l'humour de ce peuple. Nous nous sentons déjà liés par une grande sympathie.

C'est donc dans ce contexte harmonieux formé par le pays, la ville de Séoul et les Coréens que nous avons la chance de tenir le XXI^e Congrès de l'UPU.

La première mission des Congrès de l'UPU consiste à examiner les Actes en vigueur de l'Union, à améliorer l'organisation, la structure, les fonctions et les activités de l'UPU et à fixer les objectifs pour les cinq années à venir. Depuis 1874, date de la fondation de l'Union à Berne, en Suisse, vingt Congrès ont eu lieu jusqu'à ce jour.

Tous ces Congrès ont conduit à une amélioration, une modernisation et un développement du trafic postal international. Et plus que cela, ils ont été d'une grande signification dans tous les domaines postaux et, d'une manière générale, pour la coopération internationale entre les pays et les peuples.

Si l'on considère la situation actuelle de l'UPU et les services postaux internationaux, on constate que la différence avec le passé réside essentiellement dans le changement rapide et radical qui s'est opéré au cours des dernières années dans l'ensemble de l'environnement dans lequel l'UPU et les Administrations postales exercent leur action.

Un tel environnement impose au Congrès de Séoul des tâches et des missions qu'un Congrès, au cours de la longue histoire de l'UPU, n'a encore jamais connues sous cette forme. Il incombe donc à l'UPU et à l'ensemble de la coopération postale internationale de réagir énergiquement à la nouvelle situation pour conserver et, si possible, consolider leur position sur le marché aujourd'hui très disputé de la communication.

Cela ne signifie pas que l'UPU n'ait pas reconnu les signes avant-coureurs de cette évolution. Ses organes, le Conseil exécutif, le Conseil consultatif des études postales et le Bureau international, ont fourni, depuis le Congrès de Washington, un travail énorme dont les résultats serviront de base essentielle à nos délibérations et à nos décisions. La volonté d'un nouvel essor se reflète également dans le thème principal du Débat général de deux jours, à savoir «L'UPU et la poste de demain: planification stratégique globale face à un environnement concurrentiel».

Mais tout cela n'est pas suffisant pour affirmer et améliorer notre position actuelle sur le marché de la communication. Nous devons tous être conscients de la nécessité d'opérer rapidement les changements et les réformes indispensables tant dans la coopération postale internationale que dans la structure de l'Union.

Nous devons fixer de nouvelles priorités pour l'avenir et trouver des orientations supplémentaires afin que les solutions ne soient pas prises en dehors de l'Union et sans elle.

Cependant, les grands bouleversements et la situation difficile dans laquelle nous nous trouvons ne doivent pas nous laisser sombrer dans le pessimisme. Nous devons au contraire considérer ce changement radical comme un défi et comme la chance historique de commencer quelque chose de nouveau. Profitons de l'occasion pour redéfinir dans cet environnement difficile notre avenir en tant qu'Union postale universelle et Administrations postales. Nous aurons besoin pour cela de beaucoup de sagesse, de savoir-faire et de courage, mais surtout de coopération et de solidarité. Puisse dans la longue histoire de l'UPU l'espoir et la certitude que le Congrès de Séoul, dont les résultats et la durée de validité des Actes s'avancent dans le XXI^e siècle tout proche, continuera, lui aussi, la grande œuvre de l'UPU dans l'esprit de responsabilité commune et de solidarité et qu'il ouvrira la voie d'une nouvelle culture postale dans l'histoire de l'UPU.

C'est dans cet esprit de solidarité que j'exprime mes vœux les plus confiants de réussite au Congrès de l'Union postale universelle et que je prie Son Excellence le Président de la République de Corée de bien vouloir procéder à l'ouverture du XXI^e Congrès postal universel de Séoul.

(Applaudissements.)

Ensuite, Son Excellence Kim Young Sam, Président de la République de Corée, prononce le discours inaugural et ouvre officiellement le XXI^e Congrès:

Monsieur le Doyen du Congrès,
Monsieur le Directeur général,
Mesdames et Messieurs les délégués,

Permettez-moi de vous adresser mon souhait de bienvenue en République de Corée au nom de tous nos citoyens.

L'UPU ayant une histoire déjà longue de cent vingt ans, je me réjouis tout particulièrement de la tenue de son Congrès à Séoul en cette année du 600^e anniversaire de la capitale coréenne.

Je tiens à remercier le Bureau international de l'UPU ainsi que tous ceux qui, au sein du Ministère coréen des communications, ont apporté leur concours à la préparation de cette rencontre.

L'UPU revêt une importance particulière pour les Coréens puisqu'elle est la première organisation internationale à laquelle la République de Corée a adhéré en 1900.

Créée en 1874 et ayant pour devise «Le monde est un seul territoire postal», l'UPU a contribué aux échanges et à la coopération entre les différents pays grâce à son idéal «l'amitié à travers la poste».

L'année dernière, à l'occasion de ma prise de fonctions, j'ai reçu une lettre de félicitations ainsi que soixante-six graines de melon oriental, symbole de chance, de la part d'un jeune garçon chinois. Je fus très touché de ces cadeaux qui me sont parvenus par le courrier international.

Ainsi, je considère que l'amitié qui ignore les frontières représente l'esprit même de l'UPU.

Mesdames, Messieurs les délégués,

Sur la scène internationale, nous inaugurons une ère nouvelle où la communication transcende les frontières, où la planète entière devient un village.

Je suis convaincu que l'esprit de l'UPU qui consiste à relier tous les pays en oubliant les races et les frontières constitue le moteur de l'époque actuelle.

Ce Congrès ouvrira un nouveau chapitre dans l'histoire de l'UPU avec, entre autres, l'adoption de la Stratégie postale de Séoul et la décision de créer un réseau postal informatisé au niveau mondial.

Je suis persuadé que ce Congrès offrira l'occasion de créer une nouvelle UPU, mieux adaptée aux bouleversements mondiaux.

Mesdames, Messieurs les délégués,

Le peuple et le Gouvernement coréens ont toujours œuvré en faveur de la réunification pacifique des deux Corées grâce à la réconciliation et à la coopération.

Cependant, le courrier et les communications sont toujours interrompus, sans même parler des échanges et de la coopération.

Tenant compte de la faible distance qui nous sépare, l'acheminement du courrier ne nécessiterait qu'une seule journée. Il est donc déplorable que nous ne puissions pas même savoir depuis cinquante ans si nos familles sont toujours en vie.

Je formule le souhait que ce Congrès de Séoul permette d'ouvrir les échanges de courrier et les communications entre les deux pays et nous rapproche ainsi du jour de la réunification.

Mesdames, Messieurs les délégués,

La République de Corée est à la recherche d'un nouvel essor à travers les réformes et une politique ambitieuse.

Nous nous sommes engagés dans l'édification de la «Nouvelle Corée», une nation saine, de liberté et de justice. En faveur de la «nouvelle économie», nous mobilisons toute notre créativité et toutes nos forces.

Face aux bouleversements de l'ordre mondial, nous poursuivons une internationalisation active tournée vers la coopération.

A cet effet, nous préparons une réforme postale sans précédent.

Cette réforme nécessite l'informatisation de tous les bureaux de poste du pays. Nous nous relions ensuite au réseau mondial informatisé de la poste, ce qui permettra des services postaux à la fois rapides et sûrs.

Afin de nous préparer à la société de l'information, nous poursuivons la construction d'un réseau d'intégration de services dans le cadre des projets stratégiques du pays.

Le réseau postal national sera connecté à cette autoroute de l'information qui sera construite prochainement afin d'améliorer l'efficacité des activités économiques et le niveau de vie de nos concitoyens.

Par ailleurs, nous allons séparer le mode d'expédition ordinaire du courrier du mode rapide pour rendre plus efficaces nos échanges postaux.

Afin d'améliorer la qualité de service, nous allons regrouper l'ensemble des activités postales au sein d'une régie autonome dès l'année 1997.

Pour ma part, je souhaite que le Congrès de Séoul constitue pour le service postal coréen l'occasion de sa modernisation, de son internationalisation et du développement de sa contribution aux activités de l'UPU.

En espérant que le Congrès soit historique, qu'il permette un développement considérable des activités postales de tous les pays participants, qu'il contribue au renforcement des échanges et de la coopération, je déclare ouvert le XXI^e Congrès postal universel.

(Applaudissements.)

Ensuite, M. A.C. Botto de Barros, Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle et Secrétaire général du Congrès, remet à Son Excellence Kim Young Sam, Président de la République de Corée, le cadeau de l'Union postale universelle et une lettre de remerciements pour l'accueil du XXI^e Congrès postal universel en République de Corée, reproduite en annexe 1.

La cérémonie se termine par le spectacle du Centre de représentation des arts traditionnels de Corée (CRATC).

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Le Directeur général du Bureau international

22 août 1994

Son Excellence
Monsieur Young-sam Kim
Président de la République de Corée

SÉOUL
RÉP. DE CORÉE

Son Excellence, le Président de la République de Corée,

Son Excellence vient d'ouvrir le XXII^e Congrès postal universel, dans le magnifique Centre des Congrès à Séoul, devant les représentants des Pays-membres de l'Union postale universelle et les nombreux observateurs et invités venus de tous les continents du monde.

La tenue d'un Congrès constitue un événement de grande importance pour l'Union postale universelle. Celui de Séoul, organisé à l'aube du XXI^e siècle, marquera, sans aucun doute, l'histoire de notre Organisation qui se trouve devant les défis stratégiques à relever dans les années et décennies à venir.

En ma qualité de Directeur général du Bureau international, je voudrais remercier vivement Son Excellence pour sa présence à la cérémonie solennelle d'ouverture et pour son discours exprimant beaucoup de sympathie à l'égard des services postaux et soulignant leur rôle vital pour l'organisation et le fonctionnement efficace des sociétés et le rapprochement entre les peuples et nations du monde.

Notre Organisation se sent honorée par ces paroles, combien symboliques, qui témoignent de façon probante de l'estime et de l'intérêt que les plus hautes autorités du Pays-hôte portent au développement de la collaboration internationale dans le domaine postal.

Je me permets de saisir cette occasion pour exprimer au Gouvernement de votre Pays et à son Administration postale, la gratitude des Administrations postales pour l'accueil du XXII^e Congrès et pour l'extraordinaire effort déployé par les organisateurs afin que ce Congrès soit couronné de succès.

Je suis persuadé que le traditionnel esprit de collaboration et d'ouverture dont la famille postale internationale est animé contribuera à rendre les travaux du Congrès constructifs et promettants.

En réitérant mes vifs remerciements pour l'organisation du Congrès et pour avoir assuré des conditions d'accueil et de travail exemplaires, tout en souhaitant une grande prospérité à votre Pays, je présente à Son Excellence, le Président de la République de Corée, mes hommages les plus respectueux.

(signé)

A.C. BOTTO DE BARROS

Séance d'ouverture du Congrès

Lundi 22 août 1994

Présidence de M. F. Koller, Doyen du Congrès, et de M. Young-su Kwon, Inspecteur général au Ministère des communications de la République de Corée

La séance est ouverte à 14 h 40.

Ouverture du
Congrès par le
Doyen

M. F. KOLLER, DOYEN DU CONGRÈS, qui assume la présidence du Congrès conformément à l'article 6, paragraphe 2, du Règlement intérieur des Congrès, déclare ouverte la première séance plénière du XXII^e Congrès postal universel et prononce le discours d'ouverture ci-après:

Je salue très cordialement les participants au Congrès qui sont venus de tous les coins du monde et qui représentent les continents et pays de notre globe. Je leur adresse les meilleurs vœux de bienvenue et leur souhaite à tous un séjour agréable et plein de succès, ici à Séoul, et en République de Corée.

Je remercie Son Excellence, le Président de la République de Corée, pour sa participation personnelle à la cérémonie inaugurale de notre Congrès de ce matin. Je salue en particulier le Ministre des communications de la République de Corée, M. Yoon Dong-yoon, qui nous a tellement aidés dans la préparation du Congrès et qui participe en personne à cette séance.

Je profite moi-même de cette occasion pour remercier tout particulièrement les autorités de la République de Corée, le Bureau international ainsi que le Conseil exécutif de m'avoir choisi comme Doyen du XXII^e Congrès postal universel. Cette désignation est pour mon pays, l'Allemagne, et pour moi-même, un grand honneur et une distinction. Je m'efforcerai d'être l'émule de ceux qui m'ont précédé dans cette fonction. Je pense en particulier à ceux que j'ai personnellement connus lors des six Congrès postaux précédents auxquels j'ai participé: Arne Krog, Vincente Tuason, Josef Jung, René Joder, Fred Pageau et Ramachandra Murthy. Soyez certains que je mènerai ma mission dans l'intérêt exclusif de l'Union postale universelle et en toute loyauté à l'égard de tous ses Pays-membres. En exerçant cette fonction, je compte sur votre indulgence et sur votre compréhension.

Appel des
Pays-membres

Sur les 188 Pays-membres de l'Union, le Secrétaire du Congrès signale, après l'appel nominal des pays, que 137 sont présents ou représentés. La liste de ceux-ci figure en annexe 1.

Le quorum étant atteint, le Congrès peut délibérer valablement.

Le DOYEN rappelle les noms des collègues et amis décédés depuis le Congrès de Washington. Il s'agit de:

M. A.F. SPRATT, Former Managing Director of Australia Post

M. P. MACHOLD, Dr en Droit, Président de la Direction régionale des postes et télégraphes de Vienne, Autriche

M. O.K. HUSBANDS, Former Postmaster General and Member of the Executive Council of the postal administration of Barbados

M. T. BOURAIMA, ancien Directeur général de l'Office des postes et télécommunications du Bénin

M. H. CORREA DE MATTOS, ancien Ministre des communications du Brésil

M. P. HADJIOANNOU, ancien Directeur général du Département des services postaux de Chypre

M. D.A. VELASCO DEL MAZO, ancien Chef du service commercial à l'Administration postale d'Espagne

M. J. ROBERT, ancien Directeur départemental adjoint à l'Administration postale de France

Mme I. JUHARI, ancienne Directrice générale adjointe à l'Administration postale de Hongrie (Rép.)

M. K. KALAKE, Former Director of Postal Planning Center, Public Corporation for Posts and Giro of Indonesia

M. B. KRISTJANSSON, Directeur supérieur, Chef de la Division des services de l'Administration des postes et télécommunications de l'Islande

M. NILAKANTHA RAO PADHYA, Former Director General, Postal Services Department, Népal

M. J. HISDAL, ancien Directeur des services postaux de l'Administration postale de Norvège

M. J. PÉREZ-BARRETO PÉREZ, ancien Directeur général des postes du Pérou

M. W. ADAMSKI, Former Deputy Minister of PTT of Poland (Rep)

M. H. RABCEWICZ, Former Head of Division in Ministry of PTT of Poland (Rep)

M. M.S. AL MOADHADI, ancien Directeur général des postes du Qatar

M. R. PEMBERTON, Retired Postmaster General of Trinidad and Tobago

M. S.S. MWAMBA, Former Regional Postal Manager of Zambia

M. R.L. DOCAMPO, ancien Directeur général du Bureau international de l'UPAEP

M. R. VOEFFRAY, ancien Conseiller et Chef adjoint du Cabinet du Directeur général du Bureau international

Ces collègues dont je viens d'évoquer la mémoire ont tous apporté leur précieuse contribution au développement de l'Union postale universelle. Ils ont mérité notre reconnaissance, notre estime et notre pensée respectueuse. En hommage à leur mémoire, je prie l'assemblée de se lever et d'observer une minute de silence.

(L'assemblée observe une minute de silence.)

Je propose que le Secrétariat adresse un message de sympathie au nom du Congrès aux familles des défunts.

Perpétuons une autre tradition des Congrès et adressons nos remerciements aux collègues qui, depuis le dernier Congrès de Washington, ont fait valoir leurs droits à la retraite (cf. annexe 2). Ils ont eux aussi rendu de grands services à l'Union postale universelle. Nous leur souhaitons longue vie, santé, bonheur et satisfaction.

Discours du Doyen

M. F. KOLLER, DOYEN DU CONGRÈS: A cet endroit, il est d'usage que le Doyen s'exprime, par des remarques personnelles, sur le Congrès même, sur ses tâches et objectifs. Etant donné les contraintes de temps dont nous sommes tous tributaires, je me limiterai à deux sujets qui, depuis le Congrès de Washington, ont fortement influencé l'évolution des choses au sein de l'Union postale universelle et auprès des Administrations postales.

Il s'agit, d'une part, de l'extension de l'Union, imputable à la conjoncture politique. Le nombre des Pays-membres est ainsi passé pendant la dernière période quinquennale, de 170 à 188. Cette augmentation met en relief une fois de plus l'universalité de l'Union ainsi que sa position prééminente en tant qu'organisation spécialisée unique reconnue par les Nations Unies dans ce secteur. Je remercie les nouveaux membres de leur confiance à l'égard de l'Union postale universelle, et j'adresse une cordiale bienvenue et un salut particulier aux délégations de ces pays participant pour la première fois à un Congrès.

Il y a, d'autre part, la modification fondamentale intervenue dans l'environnement auquel l'Union postale universelle et les Administrations postales sont confrontées. Cet environnement est caractérisé par la transformation de structures étatiques dans un grand nombre d'Administrations postales, par la disparition partielle ou complète du monopole pour certains domaines d'activités postales, par une révolution dans le domaine de la transmission des données comportant le recours à des technologies nouvelles, par l'apparition de réseaux d'acheminement privés à l'échelle mondiale, par une dérégulation et une libéralisation qui tendent à se généraliser, par une compensation peu satisfaisante pour certaines prestations postales échangées entre les Administrations et – last but not least – par une concurrence exercée dans le domaine propre de chacun par d'autres Administrations postales.

Cette évolution a forcé l'Union postale universelle et les Administrations postales à s'engager dans des voies complètement nouvelles. Sur la base du Programme général d'action de Washington, nombre de mesures destinées à accroître les échanges postaux de même que la qualité de service, ainsi qu'à réaliser l'orientation conséquente sur les besoins de la clientèle postale ont déjà été prises.

Cependant, la vraie réponse aux défis nouveaux se trouve sans doute dans les propositions soumises au Congrès, et qui sont censées créer des conditions meilleures pour la compétitivité de la poste sur les marchés de l'avenir. Ces propositions concernent notamment la restructuration de l'Union postale elle-même, comportant l'introduction d'un «Plan stratégique» et d'un «budget programme», de même qu'une nouvelle réglementation du système des frais terminaux dans le service de la poste aux lettres, la mise en œuvre d'un réseau de communication à l'échelle mondiale entre les services postaux au moyen de l'Electronic Data Interchange (EDI), l'amélioration de la coopération au développement qui prend une signification nouvelle du fait des nouveaux membres, ensuite le renforcement de la qualité de service dans tous les domaines, et également la sécurité postale. Toutes ces propositions devraient constituer la base d'un programme spécial appelé «Stratégie postale de Séoul».

Ces propositions complexes et importantes sont le fruit d'un travail pluriannuel et difficile accompli par tous les organes de l'Union postale universelle: le Conseil exécutif, le Conseil consultatif des études postales et le Bureau international. C'est à tous ces organes, à leurs membres et à leurs collaborateurs, que nous devons la plus haute reconnaissance et notre gratitude toute particulière, et notamment à ceux qui étaient chargés de la direction de ces organes, à savoir Thomas Leavey, Boris Boutenko et Adwaldo Botto de Barros.

A l'issue de cinq ans de préparation, le travail requis pour ce Congrès est accompli, les propositions pertinentes lui sont soumises. Elles devraient constituer l'instrument nécessaire pour affronter, au seuil du siècle prochain, la concurrence serrée sur les marchés internationaux de la communication. Mais le succès du Congrès sera également fonction de l'esprit qui régnera dans les négociations et aux moments des prises de décisions. Je souhaite donc que les délibérations puissent se dérouler dans une atmosphère de compréhension mutuelle et de solidarité entre les Pays-membres, pour le bien-être de l'Union postale universelle et des ses Administrations postales, mais avant tout pour le bien-être des peuples et des hommes du monde entier.

(Applaudissements.)

Désignation du
Président d'honneur
du Congrès

Le DOYEN: J'ai le grand plaisir de proposer M. Yoon Dong-yoon, Ministre des communications de la République de Corée, comme Président d'honneur du XXIIe Congrès de l'UPU.

(Applaudissements.)

Par vos applaudissements, vous avez bien voulu accepter cette proposition et nous pouvons nous féliciter de ce choix. Nous connaissons tous le mérite qui revient à M. Yoon Dong-yoon pour son action au sein de l'Administration coréenne qui, sous sa direction, a atteint un haut niveau. Grâce aux initiatives qu'il avait prises, les portes de la coopération internationale se sont largement ouvertes et c'est en particulier grâce à lui que le XXIIe Congrès postal universel se déroule dans d'aussi bonnes conditions.

Nous espérons tous que notre Président d'honneur nous apportera ses conseils, son aide et son soutien, et qu'il sera notre guide lors des débats au Congrès.

Discours du
Président d'honneur
du Congrès

M. YOON DONG-YOON, PRÉSIDENT D'HONNEUR:

Monsieur le Doyen du Congrès,
Monsieur le Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle,
Mesdames et Messieurs,

Je suis très honoré d'avoir été désigné comme Président d'honneur du XXII^e Congrès de l'Union postale universelle (UPU) et j'accepte votre décision avec gratitude.

J'ai commencé ma carrière au Ministère des communications il y a vingt-huit ans, en tant que directeur d'un bureau de poste dans une ville portuaire, située dans le sud de la péninsule coréenne. En me confiant la présidence d'honneur de ce Congrès, vous m'avez fait le plus grand honneur qui m'ait été donné de connaître durant toute ma carrière au Ministère des communications. Je suis cependant tout à fait conscient des obligations inhérentes à cette fonction et je m'engage à faire tout ce qui sera en mon pouvoir pour m'acquitter au mieux de ma tâche. Ainsi, j'espère sincèrement contribuer à la réussite de ce Congrès.

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes ici rassemblés, pleinement conscients de nos responsabilités, pour mener à bien la noble mission qui est la nôtre, à savoir servir la société en lui fournissant des services postaux tout en accordant à chaque être humain une place particulière.

Mais aujourd'hui, face à un environnement en mutation très rapide, la poste doit trouver de nouveaux moyens de mettre en valeur les services postaux. Cette mutation est due à un développement rapide des autres moyens de communication, à une évolution des besoins de la clientèle et à une concurrence sans cesse plus active des coursiers privés.

J'aimerais saisir l'occasion qui m'est ici donnée pour vous présenter la poste coréenne et vous décrire les différents problèmes auxquels nos services postaux sont confrontés. En partageant avec vous notre expérience, acquise au fur et à mesure que nous trouvions une solution à ces problèmes, j'espère vous démontrer que la poste mondiale est une entreprise viable.

Depuis sa création il y a cent dix ans, le service postal de notre pays a essuyé bien des épreuves, que ce soit des invasions ou des guerres, mais n'a jamais cessé pour autant de se développer et de contribuer à l'évolution de la société. Il y a trente ans, la Corée comptait 800 bureaux de poste; elle en possède aujourd'hui presque 3400. Dans cet intervalle, le volume total de notre courrier est passé de 200 millions à 3 milliards d'envois par année. La mécanisation des centres de tri, qui a commencé dans la ville de Séoul, a permis d'accroître considérablement l'efficacité de la distribution du courrier. Et comme nous souhaitons faire des bureaux de poste des centres d'information locale, nous avons mis en pratique, à l'échelle nationale, un plan d'informatisation des opérations postales.

Dans le secteur financier et bancaire, nous avons relié tous les bureaux de poste au moyen d'un réseau informatique en ligne qui nous permet d'offrir des services bancaires même dans les zones rurales. Nous sommes ainsi en mesure de stimuler les économies locales et de mettre en valeur les industries nationales.

Dans le secteur des télécommunications, nous avons dû faire face à une pénurie de téléphones dans les années 70. Mais après avoir amélioré les services, transformé notre structure en une entreprise publique et récolté les fruits des investissements faits par le gouvernement dans l'infrastructure, nous avons atteint au début des années 80 un niveau suffisamment élevé pour produire nous-mêmes la plupart du matériel dont nous avons besoin pour satisfaire nos besoins élémentaires en matière de télécommunication. Et il nous a fallu moins de dix ans pour parvenir à ce résultat. Nous sommes fiers de constater que maintenant, nous pouvons même aider d'autres pays en développement à améliorer leurs services postaux et leurs services de télécommunication. Nous avons aussi commencé à privatiser nos services de télécommunication en vue d'encourager le jeu de la concurrence dans ce secteur et de donner à la gestion de ces services une plus grande autonomie.

Si les télécommunications ont connu un développement rapide, les services postaux sont, eux, encore en butte à des obstacles qui limitent leur aptitude à satisfaire les exigences sans cesse croissantes des clients. Cet état de choses découle d'un manque de matériel et de main-d'œuvre, dû au fait que le système de gestion n'autorise aucune souplesse budgétaire, et d'autres facteurs, tels que l'impossibilité que les tarifs postaux couvrent les coûts et l'irrationalité des systèmes de classification du courrier.

Pour résoudre ces problèmes, nous allons mettre en place, à partir du mois d'octobre de cette année, un nouveau système de classification du courrier. Ce système prévoit un acheminement à deux vitesses du courrier, selon qu'il s'agit d'envois prioritaires ou d'envois non prioritaires, ainsi que l'application de taxes d'affranchissement adaptées aux coûts. En outre, afin de garantir une certaine autonomie tout en préservant l'intérêt général, nous avons prévu de transformer la poste, qui est actuellement une Administration gouvernementale, en entreprise publique, d'ici à 1997.

Dans le cadre de cette réforme, nous nous sommes fixé comme priorité absolue le respect des intérêts de la clientèle, et cette restructuration n'aura lieu que sous réserve qu'un service postal universel de base soit assuré à tous les citoyens. Nous espérons que les efforts que nous faisons pour améliorer notre poste serviront de références lors des discussions qui, pendant le Congrès, viseront à trouver de meilleurs moyens de faire face à notre environnement en rapide mutation.

Mesdames et Messieurs,

En ma qualité de Président d'honneur, je vous demande, à vous tous qui êtes venus des quatre coins du monde pour discuter de l'avenir des services postaux au XXI^e siècle, de tout mettre en œuvre pour délibérer du mieux possible sur les questions à l'ordre du jour du Congrès.

Au Congrès de Washington, en 1989, l'évolution de l'environnement postal a suscité de sérieux échanges de vues. Ce Congrès également vous donnera l'occasion de définir le rôle futur de l'UPU.

J'ai toujours pensé que nous devions changer d'optique à l'égard du service postal et prendre conscience du fait que la poste, à la différence des autres moyens de communication, présente l'avantage de pouvoir transmettre les sentiments véritables de l'expéditeur lorsque celui-ci envoie son message. Si nous cultivons cet atout et que nous parvenons à offrir des services de qualité qui soient à la fois plus rapides, plus diversifiés et plus fiables, la poste demeurera extrêmement compétitive.

Nous ne devons pas nous contenter de promouvoir la compétitivité. Nous devrions aussi redoubler d'efforts pour utiliser des techniques de pointe, adopter des stratégies de commercialisation percutantes et réduire les coûts grâce à une gestion efficace.

J'espère que vous tous qui participez à ce Congrès, travaillerez ensemble, dans le respect de l'esprit de coopération qui caractérise l'UPU, à trouver de nouveaux moyens qui permettront aux Administrations postales de progresser ensemble. Nous devons tous faire preuve de sagesse et d'ouverture d'esprit, et tenir plus compte de l'avis des autres que de nos propres opinions et intérêts. Ainsi, j'espère qu'en ce qui concerne les frais terminaux, vous trouverez le meilleur compromis possible grâce à votre esprit de coopération et votre conception du bien public.

Mesdames et Messieurs,

Selon une enquête menée par un organe d'information coréen il y a de cela quelques années, ce sont aux postiers que le grand public fait le plus confiance.

Encore une fois, j'aimerais vous inviter à user de votre sagesse, dans un esprit de coopération, pour faire en sorte qu'au XXI^e siècle, la poste mondiale soit l'un des services les plus fiables et les plus estimés de la communauté internationale.

Je vous remercie de votre attention.

Election du Président du Congrès

Le DOYEN: C'est maintenant pour moi un privilège particulier de proposer l'un de nos éminents collègues en tant que Président du Congrès. Il s'agit de M. Kwon Young-su, Inspecteur général au Ministère des communications de la République de Corée.

M. Kwon, que je vous propose comme Président, est l'un des fonctionnaires les plus expérimentés de l'Administration coréenne. De par son parcours professionnel, il dispose d'une solide base acquise au cours d'une brillante carrière dans les différents domaines de l'Administration postale et du Ministère, ce qui constitue un excellent atout pour remplir la mission difficile qui incombe au Président du Congrès postal universel. Avec la nomination de M. Kwon à la fonction de Président de Congrès, les vœux de tous ceux qui ont eu le plaisir au cours de ces dernières années de coopérer avec lui et qui ont pu apprécier sa façon de travailler efficace et avisée se verront exaucés. Avec M. Kwon comme Président du Congrès, nous sommes sûrs de disposer d'un élément essentiel pour la réussite du Congrès de Séoul. Il nous appartient maintenant d'offrir notre soutien à M. Kwon dans la réalisation de sa tâche difficile. Je vous propose à présent d'élire M. l'Inspecteur général Kwon Young-su, conformément à l'article 7, paragraphe 1, du Règlement intérieur des Congrès, comme Président du XXI^e Congrès postal universel.

(Applaudissements.)

Discours du
Président du
Congrès

Le PRÉSIDENT:

Messieurs les délégués et observateurs,
Mesdames et Messieurs,

C'est avec un profond sentiment de gratitude que j'accepte votre décision de m'élire comme Président du XXII^e Congrès postal universel.

Je me rends compte que cela représente une énorme responsabilité. Soyez assurés qu'au cours des trois prochaines semaines, j'exercerai loyalement ma tâche dans la plus grande mesure de mes possibilités et pour servir au mieux les intérêts de notre Union.

J'ai assisté à mon premier Congrès de l'UPU il y a quinze ans, à Rio de Janeiro, en qualité de Directeur du Service postal international de la Corée et j'ai représenté ensuite mon pays aux Congrès de Hambourg et de Washington. J'ai toujours considéré comme un privilège le seul fait de participer au Congrès mais, aujourd'hui, c'est un honneur plus grand encore qui m'est fait. Je vous en suis reconnaissant à vous, délégués au présent Congrès, ainsi qu'aux chefs de mon Gouvernement, qui avez placé une telle confiance dans mes compétences.

Comme beaucoup d'entre vous, j'ai assisté au profond bouleversement qui a touché le marché mondial des communications et j'ai suivi le développement impressionnant de nos produits et services postaux, depuis le commencement de ma carrière au Ministère des communications, dans les années 60. Mais tous les âges ou toutes les générations peuvent dire qu'ils ont assisté à des changements fulgurants. Il me revient à l'esprit le proverbe coréen qui dit que «dix années changent même les rivières et les montagnes».

Dans les années 90, le rythme de ce changement de l'environnement dans lequel nous opérons s'est accéléré à une telle allure que certains d'entre nous se demandent aujourd'hui si nos Administrations postales pourront le suivre. Le terrain familier de la protection du monopole et d'un fond de clientèle stable sur lequel nous nous tenions semblent s'éroder sous nos pieds de plus en plus rapidement. La tendance à la déréglementation qui se généralise amène sur le marché des concurrents plus opiniâtres qui s'emparent de larges parts de marché, tandis que la télécopie, le courrier électronique et les transferts de fonds électroniques détournent les clients séduits, qui commencent à trouver que ces nouvelles techniques remplacent avantageusement l'envoi par la poste de documents sur papier.

Bref, les dirigeants postaux que nous sommes doivent faire face aujourd'hui à des choix plus difficiles que jamais. Depuis le Congrès de Washington, le Conseil exécutif, le Conseil consultatif des études postales et le Bureau international ont fait d'énormes efforts pour forger les instruments dont nous avons besoin pour adapter notre Union à notre environnement en rapide mutation. Ces efforts se sont traduits par la formulation des propositions de restructuration de notre Union que vous examinerez durant ce Congrès. En reconnaissance du gros travail qu'ils ont fourni pour mener à bien cette tâche complexe, je tiens à remercier tous les membres de ces organes de l'UPU et, en particulier, le Président du Conseil exécutif, M. Thomas Leavey, le Président du CCEP, M. Boris Boutenko, et le Directeur général, M. A.C. Botto de Barros.

A Rio et à Hamburg, nous avons déjà admis qu'il était nécessaire d'adapter nos services postaux à un environnement de plus en plus concurrentiel. A Washington, cette détermination nous a conduit à élaborer un programme d'action qui a servi de guide à la transformation des Administrations postales en entreprises postales.

Les efforts que nous avons faits ont été fructueux, mais les circonstances nous poussent aujourd'hui à les poursuivre. A ce Congrès, il nous est demandé de prendre des mesures plus audacieuses et de plus grande portée que jamais auparavant. Notre appel à l'action est contenu dans notre ordre du jour. Ce qui nous est demandé de faire au présent Congrès est rien de moins que de redéfinir et de reconstruire notre Union.

En tant que votre Président, je ne ferai que refléter votre volonté. C'est vous, délégués à ce Congrès, qui déciderez du sort de notre Union. Et vous tenez déjà dans vos mains le paysage d'une nouvelle Union postale universelle.

Mesdames et Messieurs,

Jamais encore il n'a été demandé à un Congrès de l'UPU de terminer ses travaux en l'espace de dix-huit jours à peine. Notre emploi du temps est donc très serré, mais les décisions que nous devons prendre sur des sujets comme l'EDI, les frais terminaux, le développement postal et la Stratégie postale de Séoul sont d'une importance cruciale pour nous tous. Il me faudra donc compter sur votre coopération pour veiller à ce que nous achevions tous nos travaux dans le temps limité qui nous est imparti.

Durant la préparation de ce Congrès, nous avons reçu l'incalculable concours des pays hôtes des précédents Congrès. L'Administration postale d'Allemagne nous a fait part de son expérience tirée de l'organisation du Congrès de Hamburg et le Dr Fritz Koller, qui est le Doyen du présent Congrès, y a grandement contribué. L'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique nous a aidé dans notre organisation et nos préparatifs logistiques – elle a, notamment, organisé à Potomac, Maryland, un programme de formation de notre personnel riche d'informations. Nous aimerions aussi exprimer notre reconnaissance au Bureau international pour l'aide et le soutien qu'il nous a apportés.

J'aimerais enfin exprimer tout particulièrement mes remerciements aux interprètes et à tous ceux qui travaillent dans la coulisse pour faire en sorte que ce Congrès se déroule bien. Je pense en particulier aux membres du personnel de soutien du Bureau international, aux traducteurs et aux dactylographes des groupes linguistiques, ainsi qu'aux membres du Secrétariat coréen. On insistera jamais assez sur l'importance de leur travail.

Mesdames et Messieurs, je m'engage une fois encore à exercer de mon mieux ma fonction de Président. En retour, je fais simplement appel à votre participation active et à votre coopération tout au long du Congrès, de façon que nous puissions atteindre nos objectifs et faire de ce XXI^e Congrès de l'UPU un succès sans précédent.

Je vous remercie de votre attention.

(Applaudissements.)

Discours du
Secrétaire général

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL:

Monsieur le Président d'honneur Yoon Dong-yoon,
Ministre des communications,
Monsieur le Président Young-su Kwon,
Monsieur le Doyen, Dr Fritz Koller,
Mesdames et Messieurs les délégués et observateurs au XXIIe Congrès postal universel,

C'est pour moi un privilège de prendre la parole devant cette assemblée formée de représentants de l'ensemble des Pays-membres de l'Union postale universelle réunis en Congrès, inauguré ce matin par Son Excellence Young-sam Kim, Président de la République de Corée.

La présence de Son Excellence a été un grand honneur pour notre Union et un témoignage de l'importance accordée par l'autorité suprême du pays hôte à l'Union postale universelle et aux délégations présentes à ce Congrès. Je voudrais exprimer notre reconnaissance pour l'accueil chaleureux et nos meilleurs vœux pour la prospérité de la République de Corée et pour le bonheur de son peuple.

Je voudrais aussi rassurer Son Excellence que, depuis le début de mon mandat à la tête du Bureau international, j'ai fait de mon mieux et entamé toutes les démarches à ma portée auprès des autorités des deux Corées pour ouvrir les échanges de courrier entre les deux pays. Je souhaite que mon successeur donne suite à ces démarches avec succès.

J'aimerais maintenant adresser mes félicitations les plus cordiales au Président d'honneur du Congrès, M. le Ministre Yoon Dong-yoon, et au Président du Congrès, M. Young-su Kwon, et les remercier pour les aimables paroles qu'ils ont bien voulu exprimer à l'égard du Bureau international, de sa Direction et de son personnel.

Il m'est également agréable de transmettre mes meilleures salutations au Dr Fritz Koller et de lui faire part de notre gratitude pour avoir accepté la tâche de Doyen du Congrès, d'être le représentant de tous les délégués et leur porte-parole. Son rôle est particulièrement important lors de la mise en fonctionnement du Congrès et de ses organes délibérateurs.

Je salue tout spécialement les chefs de délégation, les hauts responsables des Pays-membres qui, par leur présence et par leur participation, témoignent du grand intérêt qu'eux-mêmes et leurs gouvernements portent à la collaboration et à la solidarité internationales, au développement des services postaux et à l'avenir de l'UPU. Je tiens aussi à remercier tous les Pays-membres qui ont mis, en ma personne, leur confiance, en me plaçant à la tête du Bureau international tout au long de ces dix années.

Me référant au quinquennat écoulé, j'aimerais exprimer notre reconnaissance aux deux Conseils qui viennent d'achever leurs mandats, le Conseil exécutif, en la personne de son Président, M. Thomas R. Leavey, et le Conseil consultatif des études postales, en la personne de son Président, M. Boris P. Boutenko, pour le travail de qualité accompli, grâce auquel le Congrès dispose aujourd'hui d'une base documentaire très solide. Je ne pourrais pas non plus passer sous silence l'apport intellectuel de mes collaborateurs du Bureau international qui, avec leur expérience, ont eu l'occasion de participer activement à la recherche de solutions à toutes les questions cruciales touchant l'avenir de l'Union.

Le Doyen du Congrès a évoqué la mémoire de nos collègues qui ont participé aux Congrès précédents de l'UPU et qui sont décédés depuis 1989. J'aimerais m'associer à cet appel en mémoire de nos collègues et amis qui ont beaucoup contribué au développement de notre Union et dont nous garderons un souvenir durable.

Je voudrais également exprimer mes meilleurs souhaits à nos anciens collègues et amis qui ont fait valoir leurs droits à la retraite depuis le Congrès de Washington. Je tiens à remercier spécialement mes collaborateurs qui ont quitté le Bureau international: M. Cicéron, ancien Vice-Directeur général, MM. Navarro, Paris, Muñoz, Mlle Robert, MM. Ouadahi, Nlend, Fall, Devecchi, Aguilar, Faúndez-Vásquez, Rubens et Cacciatore.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Il est rare de voir une audience si variée, si bien représentée que celle qui est réunie ici pour participer au XXI^e Congrès. Les Congrès ont un aspect exceptionnel. En effet, cet événement, que nous vivons à des intervalles réguliers, focalise toutes les attentions et attire l'intérêt aussi bien des Administrations postales que des Gouvernements des Pays-membres.

C'est avec une vive émotion que je tiens à m'adresser à vous pour faire passer mon dernier message, en tant que Secrétaire général, à l'ouverture d'un Congrès de l'UPU. Ce sera un message d'amitié et de reconnaissance à l'égard de tous ceux qui ont œuvré ensemble pour la cause du développement de la poste universelle, et d'espoir pour un avenir des services postaux digne de la place qui leur revient dans le marché des communications.

Changer, participer au progrès, se moderniser en permanence; tels sont les mots qui reviennent comme leitmotiv sur les lèvres des responsables des services postaux de tous les pays du monde. Les changements de l'environnement politique, économique et social auxquels nous avons assisté, en cette période de fin de siècle, ont été si rapides et si profonds qu'ils ont entraîné toute une série de phénomènes et de processus de transformations touchant également de plein fouet le secteur des communications.

Les mutations actuelles du marché postal ont certes déjà été perçues depuis le Congrès de Rio de Janeiro, que j'ai présidé en 1979, mais personne, à l'époque, n'avait prévu la célérité avec laquelle interviendraient la déréglementation, la concurrence technologique et celle des coursiers privés.

Depuis le Congrès de Hamburg 1984, la prise de conscience des conséquences de ces bouleversements a progressivement gagné du terrain. Le Programme général d'action, adopté par l'ensemble des Pays-membres représentés au Congrès de Washington 1989, a constitué une première réponse de choc visant à faire réagir les postes de façon vigoureuse et déterminante face aux défis. Les postes, dans leur grande majorité, ont opté pour la compétitivité, pour l'efficacité et l'autonomie de gestion, pour une meilleure adaptation au marché et, enfin, pour la recherche de l'autonomie financière, en restant toujours fidèles à sa mission de service public et universel.

Aujourd'hui, à Séoul, nous vivons le Congrès des transformations.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Nous ne rappellerons jamais assez l'importance de la poste en tant que facteur de développement économique, social et culturel.

La réalité de ce monde qui semble tourner toujours plus vite, qui se rétrécit chaque jour avec le vertigineux progrès des moyens de communication, la formation de solides communautés régionales, la disparition progressive des frontières commerciales, le besoin croissant de fixer l'homme à son habitat d'origine, l'interdépendance des économies et des Etats, ainsi que la généralisation des économies de marché, ne sont que quelques-uns des facteurs qui conditionnent le rôle de l'UPU en tant qu'organisation intergouvernementale, et qui rendent plus que jamais nécessaire la volonté politique des pays industrialisés à participer au progrès global par le transfert de technologie aux pays en développement.

La mission de l'UPU, définie dans l'article premier de sa Constitution, fut considérée comme étant toujours actuelle par la réunion extraordinaire à haut niveau, préparatoire du Congrès de Séoul, organisée au siège de l'Union en 1992.

L'Union encourage tous les pays à s'intégrer pleinement dans ses activités et permet un dialogue franc et ouvert sur toutes les questions, même les plus controversées. Toutes les tendances peuvent s'y faire entendre librement. C'est de cette façon – cherchant un équilibre entre les avis extrêmes parfois exprimés – que le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales sont parvenus démocratiquement aux propositions découlant de leurs travaux, qui vous sont soumises.

Je suis confiant que, au terme des travaux du Congrès, les délégations des Pays-membres seront, plus que jamais, convaincues que l'Union postale universelle est l'organisation la mieux placée pour répondre aux attentes et aux besoins qu'elles auront exprimés, que l'UPU est la seule instance internationale capable d'assumer un rôle de catalyseur pour le développement postal dans le monde entier.

La meilleure preuve de l'importance du marché postal dans le monde des communications, de la culture et du commerce international est le fait qu'il continue d'augmenter et qu'il est de plus en plus convoité.

En fait – et cela concerne beaucoup plus de domaines – le monde vit aujourd'hui une vraie course commerciale qui, poussée aux ultimes conséquences, pourrait s'avérer désastreuse pour l'avenir de la planète. Pour éviter un tel scénario, les mécanismes adéquats seront certainement mis en place par les Nations Unies et par la nouvelle Organisation mondiale du commerce.

Dans le domaine postal, une culture exclusivement commerciale, ignorant le côté social de la poste, ne pourrait pas non plus prévaloir à long terme. Dans mon message à l'ouverture de la réunion à haut niveau en 1992, je disais:

«La solidarité entre Administrations, qui semble être depuis quelque temps un concept en baisse de popularité, doit être à nouveau encouragée. Ce n'est pas avec une mentalité commerciale, selon laquelle chacun défend ses propres intérêts sans mesurer les conséquences de ses décisions sur l'ensemble du système postal mondial, que ce dernier profitera des effets de synergie et d'économie

d'échelle. L'approche « commerciale » et celle de « service public » peuvent et doivent coexister. La mentalité commerciale de la poste dans l'offre de services internationaux concurrentiels doit être collective pour que les services postaux de base assurés sur un plan universel ne subissent pas un coup fatal. »

Il serait illusoire de prétendre que la poste d'un pays quelconque pourrait survivre sans offrir des services de haut de gamme les plus rentables et, de ce fait, les plus convoités par tous les concurrents présents sur le marché, parmi lesquels d'autres Administrations postales. Je me demande si l'éventuelle limitation, prônée par certains, de la faculté dont disposent les Administrations postales de se concerter au sein de l'UPU pour offrir ensemble tous les services, y compris ceux de haut de gamme, sur le plan international, serait dans l'intérêt de l'ensemble des clients, surtout de ceux les plus concernés par les fonctions sociales et stratégiques de la poste. En effet, une telle concertation constitue le seul moyen viable pour les Administrations postales de tous les Pays-membres d'atteindre l'autonomie financière, d'investir dans l'infrastructure et la formation, de rester compétitives vis-à-vis des coursiers privés et d'offrir aux clients tous les services dont ils ont besoin. D'ailleurs, à ma connaissance, les coursiers privés sont loin d'être menacés de devoir faire face à de telles contraintes.

Nous n'insisterons jamais assez sur le fait que la recherche, au sein de l'UPU, d'une meilleure qualité des services et d'une réduction de leur coût par des mesures de rationalisation du système obéit aux principes élémentaires de la concurrence salubre, dont le plus grand bénéficiaire est la clientèle.

Le Débat général de Séoul constituera un forum privilégié pour la poursuite des réflexions sur le développement des services postaux dans le monde et sur les moyens, les ressources, les mécanismes de financement additionnel et les mesures de restructuration à mettre en place, pour que l'ensemble des Pays-membres puissent continuer à trouver à l'UPU les réponses relatives à leurs attentes. Les conclusions du Débat général devront par la suite guider le travail des Commissions, qui auront notamment à se prononcer sur des questions cruciales ayant déjà fait l'objet d'études et de discussions approfondies au sein du Conseil consultatif des études postales.

Les changements qui se préparent actuellement s'annoncent fondamentaux en ce qui concerne le fonctionnement des organes permanents. Ils toucheront aussi bien la composition, les attributions que les méthodes de travail des futurs Conseils et, par conséquent, du Bureau international. Ce dernier, d'ailleurs, a toujours été et, je l'espère, sera toujours le reflet de l'ensemble des Pays-membres de l'Union et l'agent exécutif de leurs décisions collégiales.

Une organisation qui a fait ses preuves ne change pas pour la simple raison de changer. Tout changement doit correspondre à un besoin ou à l'anticipation de besoins prévisibles. Dans tout changement, il y a des arguments pour toute une gamme de solutions intermédiaires, entre deux extrêmes.

Comme l'Union est composée d'une mosaïque de Pays-membres avec différents besoins et différentes cultures, le risque d'un faux pas devient négligeable. Regardons, optimistes, vers un avenir qui ne pourra être que prometteur, car bâti avec la sagesse de chacun d'entre vous!

Je vous souhaite un grand succès dans les travaux du Congrès de Séoul.

(Applaudissements.)

Approbation des désignations des Vice-Présidents du Congrès	<p>Le PRÉSIDENT: Par la proposition 012, le Conseil exécutif a désigné, sous réserve de l'approbation du Congrès, les pays susceptibles d'assumer les vice-présidences du Congrès, à savoir l'Ethiopie, l'Italie, la Russie (Fédération de) et le Vénézuéla.</p>
Proposition 012	<p>Ces quatre désignations sont approuvées par acclamation et les Vice-Présidents du Congrès sont invités à prendre place à la tribune présidentielle.</p> <p><u>(Applaudissements.)</u></p>
Déclarations des Vice-Présidents du Congrès	<p>L'ÉTHIOPIE: C'est vraiment un honneur et un grand privilège pour mon pays, l'Ethiopie, et également pour le Continent africain, d'avoir été choisi comme l'un des quatre pays devant assurer la vice-présidence du XXIe Congrès de l'Union postale universelle. Je voudrais donc remercier tous les membres de la confiance et du crédit qu'ils nous ont accordés et vous assurer que ma délégation fera de son mieux pour se montrer à la hauteur des espoirs de cette auguste assemblée.</p> <p>Au nom de ma délégation, je souhaite remercier très sincèrement le Gouvernement de la République de Corée de l'accueil très chaleureux qui nous a été réservé à notre arrivée dans cette magnifique ville de Séoul et de l'excellente organisation du XXIe Congrès. Comme nous l'avons déjà constaté d'après les différents documents, une tâche énorme attend le Congrès et c'est avec une grande impatience que la délégation éthiopienne attend les différentes discussions et les décisions qui doivent être prises par ce Congrès.</p> <p>Je vous prie d'accepter, M. Kwon, mes félicitations pour votre nomination en tant que Président de ce XXIe Congrès. Votre élection à l'unanimité est une véritable reconnaissance des compétences et des qualités dont vous avez incontestablement fait preuve lors des sessions du Conseil exécutif auxquelles vous avez pu participer en tant que représentant de votre pays et en qualité de futur Président du Congrès. Il ne fait aucun doute que sous votre direction éclairée notre travail sera un succès.</p> <p><u>(Applaudissements.)</u></p> <p>L'ITALIE: Monsieur le Président, je vous félicite de l'élection à la présidence de ce Congrès historique. Je suis persuadé que le Congrès, sous votre direction, sera couronné de succès. C'est pour moi un privilège et un grand plaisir d'exprimer, au nom de l'Italie, mes remerciements aux délégations ici réunies pour avoir désigné mon pays à une des quatre vice-présidences du XXIe Congrès de l'UPU. Il est un événement exceptionnel dans l'histoire de la poste mondiale puisqu'il devra adopter les modifications de la structure et du fonctionnement de l'UPU, ce qui est nécessaire pour faire face aux défis touchant les questions juridiques, économiques, technologiques et commerciales de l'environnement postal.</p> <p>Je tiens à vous assurer que, moi et tous les membres de la délégation italienne, nous nous sommes engagés à déployer tous nos efforts pour assurer cette responsabilité. Je saisis cette occasion pour exprimer toute ma gratitude aux autorités coréennes pour l'accueil très chaleureux qui a été réservé à ma délégation et mes félicitations pour les excellentes dispositions qui ont été prises pour organiser ce Congrès.</p> <p><u>(Applaudissements.)</u></p>

La RUSSIE (FÉDÉRATION DE): Monsieur le Président, je vous félicite à l'occasion de cette grande fête postale mondiale qu'est le XXLe Congrès postal universel à Séoul. Nous sommes tous très reconnaissants à nos collègues coréens qui ont si bien organisé et préparé ce Congrès.

Au nom de l'Administration postale russe, je vous remercie de nous avoir choisi comme Vice-Président du Congrès.

Nous avons devant nous un travail extrêmement complexe et lourd, car il s'agit de la structuration, de la réorganisation et de l'amélioration de l'ensemble du service postal mondial.

Au nom de mon pays et en mon nom personnel, je voudrais souhaiter tous les succès possibles à notre Congrès.

(Applaudissements.)

Le VÉNÉZUÉLA: Au nom de la République du Vénézuéla, je vous suis très reconnaissant de nous avoir nommé comme Vice-Président de ce Congrès et je peux vous assurer que nous ne ménagerons pas notre peine.

Je suis persuadé que nous pourrions mener à bien tous les travaux de ce Congrès. Nous sommes ici non seulement pour encourager les services postaux, mais aussi pour réaffirmer la solidarité postale à l'échelle mondiale. Je suis certain que la direction et la présidence de ce Congrès sont confiées à des mains tout à fait compétentes.

(Applaudissements.)

Approbation des désignations des présidences et des vice-présidences des Commissions du Congrès

Le PRÉSIDENT: Le Conseil exécutif a désigné, sous réserve de l'approbation du Congrès, les Pays-membres susceptibles d'assumer les présidences et les vice-présidences des Commissions qui figurent dans la proposition 013 que je vous invite à adopter.

La proposition 013 est adoptée.

Proposition 013

Approbation des désignations des membres des Commissions restreintes

Le PRÉSIDENT invite le Congrès à approuver la proposition 014 qui concerne les Pays-membres désignés par le CE, conformément à l'article 102, § 6.27, du Règlement général, comme étant susceptibles d'être membres des Commissions restreintes suivantes:
Commission 1 (Vérification des pouvoirs) et Commission 10 (Rédaction).

La proposition 014 est adoptée.

Proposition 014

Le PRÉSIDENT constate que le bureau du Congrès est ainsi constitué et se réjouit de travailler avec les Pays-membres élus dans un esprit de collaboration et de compréhension.

Levée de l'interdiction de réadmission de l'Afrique du Sud à l'Union postale universelle

Congrès – Doc 89

Proposition
025/Rev 2

Le ZIMBABWE présente le Congrès – Doc 89 en tant que chef de la délégation de l'UPU qui s'est rendue en Afrique du Sud, du 6 au 10 juin 1994, pour examiner sur place l'importance des mutations qui s'y sont opérées et surtout de voir si la discrimination raciale a disparu dans ce pays. La mission a été positive et a pu établir que des changements profonds se sont opérés en Afrique du Sud; un gouvernement a été mis en place après des élections démocratiques et l'apartheid a disparu. La délégation recommande donc la levée de l'interdiction de la réadmission de l'Afrique du Sud à l'Union postale universelle.

Le PRÉSIDENT invite à approuver la proposition 025/Rev 2 sur la levée de l'interdiction de réadmission de l'Afrique du Sud à l'Union postale universelle. Il annonce que l'Algérie et le Congo (Rép.) se sont ajoutés à la liste des Pays-membres qui ont appuyé cette résolution.

L'INDE souhaite également figurer sur la liste des pays qui appuient la résolution 025/Rev 2, parce qu'elle salue la fin de l'apartheid en Afrique du Sud et l'avènement de la démocratie dans ce pays. L'Inde a toujours eu des liens étroits avec les mouvements de libération nationale. L'Ambassade de l'Inde à Pretoria a été ouverte en mai 1994 et le Consulat général à Durban en mai 1994.

La CORÉE (RÉP.): Le pays hôte du Congrès appuie la réadmission de l'Afrique du Sud à l'Union postale universelle et souhaite souligner les progrès importants faits en Afrique du Sud et dont il faut tenir compte.

L'ESPAGNE appuie la levée de l'interdiction de réadmission de l'Afrique du Sud. Ce nouveau membre apportera à la communauté postale internationale une contribution positive.

L'OBSERVATEUR DE L'UNION PANAFRICAINNE DES POSTES (UPAP): L'Afrique du Sud s'est complètement transformée pour la plus grande joie de la communauté internationale et en particulier de la famille postale mondiale. Des changements spectaculaires se sont produits. L'apartheid a été démantelé et M. Nelson Mandela est le premier Président d'un gouvernement multiracial. La raison donc pour laquelle l'Afrique du Sud a été expulsée de l'UPU a disparu. Tous les Etats membres de l'UPAP ont adopté, à la 2e Conférence des plénipotentiaires, à Lomé, une décision de réadmission de l'Afrique du Sud à l'UPU.

La proposition 025/Rev 2 a été adoptée.

Le PRÉSIDENT rappelle que la résolution entre en vigueur immédiatement et l'Afrique du Sud peut donc demander sa réadmission à l'UPU.

(Un membre du secrétariat coréen entre dans la salle et remet un document au Secrétaire général.)

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL annonce qu'il vient de recevoir l'instrument d'adhésion de l'Afrique du Sud à l'Union postale universelle et demande au Secrétaire du Congrès d'en donner lecture.

Le SECRÉTAIRE DU CONGRÈS procède à la lecture du document suivant:

«République sud-africaine

Cabinet du Président

Instrument d'adhésion

Je soussigné, NELSON ROLIHLAHLA MANDELA, Président de la République sud-africaine,

ayant vu et examiné la Constitution de l'Union postale universelle, conclue à Vienne le 10 juillet 1964, et les autres Actes de l'Union,

déclare, par la présente, au nom de la RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE, membre de l'Organisation des Nations Unies, adhérer à l'Union postale universelle et aux Actes suivants:

- Constitution de l'Union postale universelle et Protocole final, signés à Vienne le 10 juillet 1964
- Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle, signé à Tokyo le 14 novembre 1969
- Deuxième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle, signé à Lausanne le 5 juillet 1974
- Troisième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle, signé à Hamburg le 27 juillet 1984
- Quatrième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle, signé à Washington le 14 décembre 1989,

ainsi qu'aux

- Règlement général de l'Union postale universelle, et
- Convention postale universelle et Protocole final, signés à Washington le 14 décembre 1989.

Je promets que les dispositions contenues dans les Actes énumérés ci-dessus seront scrupuleusement respectées par mon pays.

Je déclare également que la République sud-africaine désire être rangée dans la classe de contribution de dix (10) unités concernant sa participation aux dépenses de l'Union.

En foi de quoi, j'ai signé cet instrument d'adhésion à l'Union postale universelle, qui sera déposé auprès du Directeur général du Bureau international, conformément à l'article 11, paragraphe 3, de la Constitution de l'Union postale universelle.

Fait à Pretoria, le 30 juillet 1994.

(Signé)

Le Président de la République sud-africaine»

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Après avoir pris connaissance de ce document, j'aimerais certifier que cet instrument d'adhésion est en tous points conforme aux dispositions de la Constitution de l'UPU en la matière et je le déclare donc valable.

Monsieur le Président d'honneur,
Monsieur le Président du Congrès,
Monsieur le Doyen,
Mesdames et Messieurs les délégués des Pays-membres de l'Union postale universelle participant au XXI^e Congrès postal universel,
Mesdames et Messieurs les observateurs,
Mesdames et Messieurs,

En ma qualité de Directeur général du Bureau international et en vertu des pouvoirs qui me sont confiés par la Constitution de l'Union postale universelle, précisément en son article 11, paragraphes 3 et 5, j'ai l'honneur et le plaisir de profiter de la présence de cette assemblée des Pays-membres de l'Union, réunis ici en Congrès à Séoul, pour vous notifier officiellement l'adhésion de l'Afrique du Sud; cette adhésion prend effet immédiatement aujourd'hui, le 22 août 1994.

En outre, cette adhésion sera aussi notifiée par écrit aux Gouvernements des Pays-membres et les mesures utiles seront prises pour que cette notification parte de Berne aujourd'hui même.

A la suite de cette adhésion, l'Union postale universelle compte désormais 189 Pays-membres.

Le PRÉSIDENT annonce que toutes les dispositions sont prises pour accueillir l'Afrique du Sud et demande au secrétariat coréen d'afficher le nom de l'Afrique du Sud sur le tableau électronique, de mettre la pancarte du pays à la place qui lui est réservée et d'ouvrir le micro qui lui a été attribué. Il demande au secrétaire du Congrès de conduire la délégation sud-africaine à sa place dans la salle du Congrès.

(Applaudissements à l'entrée de la délégation de l'Afrique du Sud dans la salle.)

Le PRÉSIDENT: Si j'en crois vos applaudissements, j'imagine que toutes les délégations sont heureuses de voir la brebis si longtemps égarée revenir au sein de l'UPU.

L'AFRIQUE DU SUD remercie l'UPU au nom du Gouvernement et du peuple de l'Afrique du Sud d'avoir réadmis son pays au sein de cette auguste assemblée. Elle remercie en particulier certains Pays-membres qui ont œuvré à la réadmission de l'Afrique du Sud à l'UPU. L'expulsion de l'Afrique du Sud n'a pas été ressentie par le peuple de ce pays comme des représailles adressées contre lui,

mais plutôt comme une contribution importante de la communauté internationale à la lutte pour la démocratie en Afrique du Sud. Les remerciements vont tout particulièrement à l'endroit de l'UPAP et de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), pour le rôle que ces organisations ont joué. L'Afrique du Sud est heureuse d'avoir été réadmise au sein de cette communauté internationale.

(Applaudissements.)

La séance est levée à 17 h 30.

Au nom du Congrès:

Le Président,
Young-su Kwon

Le Secrétaire général,
A.C. Botto de Barros

Le Secrétaire,
L.L. Fernandes Pinheiro

**Liste des Pays-membres représentés à l'ouverture du Congrès
(pays présents et pays représentés par un autre)**

République algérienne démocratique et populaire
République fédérale d'Allemagne
Etats-Unis d'Amérique
République populaire d'Angola
Royaume de l'Arabie saoudite
République argentine
République d'Arménie
Australie
République d'Autriche
Etat de Bahrain
Bangladesh
Barbade
Belgique
République du Bénin
Royaume de Bhoutan
République de Bolivie
République du Botswana
République fédérative du Brésil
Brunei Darussalam
République de Bulgarie
Burkina Faso
Royaume du Cambodge
République du Cameroun
Canada
République du Cap-Vert
République centrafricaine
Chili
République populaire de Chine
République de Colombie
République du Congo
République de Corée
République de Costa-Rica
République de Côte d'Ivoire
République de Croatie
République de Cuba
Royaume de Danemark
République de Djibouti
République dominicaine
République arabe d'Egypte
République de El Salvador
Emirats arabes unis
République de l'Equateur
Erythrée
Espagne
République d'Estonie

Ethiopie
Fidji
République de Finlande
République française
République gabonaise
Gambie
République de Géorgie
République du Ghana
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man
Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Grèce
République de Guinée équatoriale
Guyane
République du Honduras
République de Hongrie
Inde
République d'Indonésie
République islamique d'Iran
Irlande
République d'Islande
Israël
Italie
(Al) Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste
Japon
Royaume hachémite de Jordanie
République du Kazakhstan
République de Kenya
Kuwait
Royaume du Lesotho
République de Lettonie
République libanaise
Principauté de Liechtenstein
République de Lituanie
Luxembourg
Malaisie
Malawi
République des Maldives
République du Mali
Malte
Royaume du Maroc
Maurice
République islamique de Mauritanie
Etats-Unis du Mexique
Principauté de Monaco
Mongolie
République populaire du Mozambique
Union de Myanmar
République de Namibie
République de Nauru
Norvège
Nouvelle-Zélande
Sultanat d'Oman
République de l'Ouganda
République islamique du Pakistan
Papouasie – Nouvelle-Guinée
République de Paraguay

Pays-Bas
Antilles néerlandaises et Aruba
République des Philippines
République de Pologne
Portugal
Etat de Qatar
Roumanie
Fédération de Russie
Sainte-Lucie
République de Saint-Marin
Samoa occidental
République du Sénégal
République de Singapour
République slovaque
République de Slovénie
République socialiste démocratique de Sri Lanka
Suède
Confédération suisse
République du Suriname
Royaume du Swaziland
République arabe syrienne
République unie de Tanzanie
République tchèque
Thaïlande
République togolaise
Royaume des Tonga
République de Turquie
Ukraine
République orientale de l'Uruguay
République de Vanuatu
Etat de la Cité du Vatican
République de Vénézuéla
République socialiste du Viet Nam
République du Yémen
République de Zambie
République de Zimbabwe

Liste des anciens délégués qui ont fait valoir leur droit à la retraite

Pays	Nom et ancienne fonction
Allemagne	<p>W. FLORIAN, Docteur en droit, ancien Secrétaire d'Etat auprès du Ministère des postes et télécommunications, Président du Congrès de Hamburg</p> <p>F. SCHOLL, ancien Membre du Comité directeur de la Deutsche Bundespost POSTDIENST</p> <p>F. KOLLER, Docteur en droit, ancien Vice-Directeur ministériel auprès du Ministère des postes et télécommunications</p> <p>R. JANSSEN, Docteur en droit, ancien Vice-Directeur ministériel auprès du Ministère des postes et télécommunications</p> <p>P. KLOSSEK, Docteur en droit, ancien Conseiller ministériel auprès de la Direction générale, Deutsche Bundespost POSTDIENST</p> <p>H.J. HILGERS, ancien Directeur adjoint auprès de la Direction générale de la Deutsche Bundespost POSTDIENST</p> <p>H. FRIES, ancien Chef adjoint de Section auprès de la Direction générale de la Deutsche Bundespost POSTDIENST</p>
Amérique (Etats-Unis)	<p>A.M. FRANK, former Postmaster General</p> <p>E.E. HORGAN, Jr., former Associate Postmaster General – International</p> <p>J.G. MULLIGAN, former Senior Assistant Postmaster General</p> <p>G.C. MORISON, former Assistant Postmaster General</p> <p>Ch.C. CLAUSON, former Chief Postal Inspector</p> <p>J.E. STANFORD, former General Manager, Official & International Mail Accounting Division</p> <p>I. HARRISON, former Senior Advisor, International Postal Affairs</p> <p>F.A. BURNS, former Manager, International Business</p> <p>S.J. WINSTON, former Senior Advisor to the Associate Postmaster General</p> <p>M. GONZALEZ, former International Relations Specialist</p> <p>R. TREVINO, former Division Director, Marketing and Communications</p>
Argentine	H.A. HERRERA, ancien «Jefe de División Asuntos Internacionales»
Australie	<p>R.M. TAYLOR, former Managing Director</p> <p>J.L. BRADY, former Secretary</p> <p>P.J. SMITH, former Manager, International Postal Affairs</p>
Autriche	<p>H. KNAUTHE, Docteur en droit, ancien Directeur, Chef du Service international des postes à la Direction générale des postes et des télégraphes</p> <p>F. MITTERMAIER, Docteur en droit, ancien Directeur, Responsable en matière de colis postaux, de poste aérienne, de services financiers postaux et d'affaires concernant la CEPT à la Direction générale des postes et des télégraphes</p> <p>R. TOIFL, ancien Administrateur, fonctionnaire expert en matière de colis postaux internationaux à la Direction générale des postes et des télégraphes</p>
Bahamas	W.T. KNOWLES, former Senior Deputy Postmaster General
Bangladesh	<p>K.R. QUDDUS, former Director General</p> <p>M. AHMAD, former Director General</p>

Pays	Nom et ancienne fonction
Barbade	C. GILL, former Postmaster General
Belgique	G. WINDELS, ancien Inspecteur général, Chef du Service des affaires internationales
Bolivie	Sra. M.E. BELTRAN DE VILLA, ancien «Gerente de Relaciones Internacionales»
Bulgarie (Rép.)	P. ATANASSOV, ancien expert en chef des services postaux internationaux
Chypre	T. CHARALAMBIDES, ancien Directeur du Département des services postaux
Colombie	G. MOSQUERA, ancien Sous-Directeur des Opérations
Corée (Rép.)	W.-j. LEE, former Minister of Communications Y.-s. SHIN, former Vice Minister of Communications P.-g. HUH, former Director General of Posts H.-w. LEE, former Director of Korean Secretariat, UPU Seoul Congress B.-w. RAH, former Deputy Director of International Postal Division Y.-ch. KONG, former Assistant Section Chief
Costa-Rica	A. PIEDRA, ancien Chef des affaires internationales J. GUTIERREZ, ancien membre du Conseil d'administration Mme I. LEON, ancien Vice-ministre du Gouvernement et de la police M. CALVO, ancien Directeur national D. AMADOR, ancien représentant du Ministère du Gouvernement
Egypte	K. ABDEL-HADI, ancien Président du Conseil d'administration de l'Organisme des postes
Equateur	A.C. CIFUENTES, ancien Directeur des relations internationales
France	P. DURAND, ancien Directeur départemental
Grande-Bretagne	Miss S. SMITH, former Head of Overseas Postal Section, Department of Trade and Industry C. BRISCOE, former Director & General Manager, Royal Mail International D. FOOT, former Director of International Affairs
Grèce	M. MATHIOUDAKIS, Conseiller spécial pour les questions internationales K. SCARLOS, Chef de section
Inde	R.K. SAIYED, former Secretary (Posts), Department of Posts and Director General K. PRAKASH, former Member (Operations), Department of Posts
Indonésie	A. SJARKATI, former Director of Convention and International Relations of Directorate General of Posts and Telecommunications
Iran (Rép. islamique)	M. HARISHI, former Responsable for mecanization and computerization, Post Co M.M. ROWSHANI, former Director General Financial Postal services, Post Co
Irlande	G. HARVEY, former Chief Executive M. COADY, former General Manager, Provincial Mails Services
Italie	M. CAO, ancien Dirigeant général, Directeur central des services postaux A. DE FRANCHIS, ancien Dirigeant supérieur, Vice-Directeur des services postaux C. BAUDAZZI, Docteur en droit, ancien Directeur du Bureau des relations internationales
Jamaïque	BERTRAM G. HENRY, former Postmaster general

Pays	Nom et ancienne fonction
Japon	Y. KAJITANI, former Director-General of the Tokai Regional Bureau of Postal Services T. ONOZAWA, former Director-General of the Broadcasting Bureau, MPT Y. IGUCHI, former Director-General of the Kinki Training Institute of Postal Services F. KITAHARA, former Senior Advisor of the International Affairs Department, MPT M. SAKURAI, former Postmaster of Komae Post Office
Kenya	C.C. MUSUNDI, former Head of Postal Services S. JUMA, former Manager International and Public Relations J.R. MWAURA, former Principal Postal Controller
Madagascar	R. RAVELOMANANTSOA RATSIMIHAH, ancien Directeur des postes Mme H. RABEFANIRAKA, ancien Chef de service des articles d'argent
Mali	S. THIAM, ancien Directeur général adjoint de l'Office des postes et télécommunications
Maurice	K. SUMODHEE, former Permanent Secretary, Ministry of Energy, Water Resources & Postal Services H. BAHORUN, former Postmaster-General, Posts and Telegraphs Department
Norvège	K. STRØMSNES, ancien Directeur des services internationaux
Pérou	Sra. V. DEL ALCAZAR DE AROSEMENA, ancien fonctionnaire de la Direction générale
Pologne (Rép.)	J. TOMASZEWSKI, former Deputy Minister of Transport, Water Management and Communications A. CICHY, former Director-General
Suède	Mrs M.-S. RUNSTEN, former Administrator of Sweden Post AB B. KLEVBORN, former Managing Director of SwedPost Consulting AB
Suisse	J. CLIVAZ, ancien Directeur général des PTT H. DUERR, ancien Directeur général suppléant des PTT E. BURN, ancien Chef du service international
Swaziland	N. MANANA, former Deputy Managing Director Posts and Telecommunications Corp. W. JELE, former Director Postal Services
Turquie	E. BASER, former Deputy President of Radio & Television High Council M.I. TANRIKULU, former Director of Postal Checks, Postal Department
Zambie	R.J. MWAPE, former Director of Postal Services S.W. MUNTHALI, former Managing Director
Bureau international	F. CICÉRON, ancien Vice-Directeur général A. NAVARRO, ancien Conseiller adjoint C. PARIS, ancien Conseiller T. MUÑOZ, ancien Conseiller supérieur Mlle S. ROBERT, ancien Deuxième Secrétaire M.S. OUADAHI, ancien Conseiller adjoint E. NLEND, ancien Conseiller supérieur S. FALL, ancien Conseiller J.-L. DEVECCHI, ancien Conseiller E. AGUILAR, ancien Conseiller adjoint L.A. FAÚNDEZ-VASQUEZ, ancien Premier Secrétaire L. RUBENS, ancien Conseiller supérieur F. CACCIATORE, ancien Conseiller supérieur

Deuxième séance du Congrès

Mardi 23 août 1994

Présidence de M. Young-su Kwon, Président

La séance est ouverte à 9 h 45.

Le PRÉSIDENT: Je souhaite la bienvenue aux observateurs qui suivent les travaux du XXI^e Congrès de l'UPU, en particulier aux représentants de POSTEUROP, de l'UPAf, de l'UPB, de la CAPTAC, de la CEPT, de la CSFPE, de l'UPPN, de l'UPAP, de l'UPSOA, ainsi qu'aux représentants de l'ONU, de l'OACI, de l'UIT, de la CCE, du CCD et de l'IATA. Nous prenons en outre acte que pour toute la durée du Congrès la Commission arabe permanente des postes (CAPP) est représentée par la Jordanie.

Communications

M. KOLLER, DOYEN DU CONGRÈS, remercie le Ministre des communications et l'Administration postale de la République de Corée pour la très agréable réception et le spectacle organisés le 22 août 1994 au Convention Centre du Seoul Hilton Hotel auxquels tous les participants au Congrès ont été invités.

Message de M. Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'ONU

M. FOURACRE, DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION POSTALE DES NATIONS UNIES félicite le Président pour son élection et délivre au Congrès le message que lui adresse M. Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général des Nations Unies:

«J'ai le plaisir d'adresser mes salutations à tous les participants au XXI^e Congrès de l'Union postale universelle.

La communication est de longue date la clé de la croissance des activités humaines et des sociétés. A l'heure où la mondialisation des activités transforme notre planète, les communications et les échanges d'informations, de savoir-faire et de réflexions intellectuelles sont plus que jamais essentiels aux sociétés humaines.

L'Union postale universelle joue un rôle vital pour la communication. En établissant des règlements et des protocoles applicables par les postes du monde entier, l'Union postale universelle continue d'apporter une contribution importante et durable au développement social, économique et culturel des pays du monde entier.

L'Union postale universelle, fondée en 1874, a l'honneur d'être l'une des premières organisations internationales à avoir été instituées. C'est à l'honneur de l'Union postale universelle d'avoir su, tout au long de sa longue histoire – et surtout ces vingt dernières années où les communications ont connu des progrès rapides – adapter opportunément sa structure et ses méthodes de travail aux besoins changeants des Administrations postales.

Dans les efforts énergiques que nous déployons pour suivre le rythme qui ne fera que s'accélérer dans le courant du XXI^e siècle, il est crucial qu'à son XXI^e Congrès, l'Union postale universelle fasse preuve d'encore plus de souplesse pour faire face à l'évolution des communications et de l'environnement postal. Je ne doute pas qu'une coordination et une coopération accrues avec les Nations Unies et avec les institutions et programmes spécialisés faciliteront la tâche de l'Union postale universelle à cet égard. J'encourage l'Union postale universelle à continuer d'entretenir des relations étroites avec d'autres institutions et programmes spécialisés des Nations Unies.

Ainsi que vous le savez tous, 1995 marquera le 50^e anniversaire de la création de l'organisation mondiale. Pour les Nations Unies, cet anniversaire est plus qu'un rappel chronologique. C'est l'occasion pour les peuples du monde entier de renouveler et de renforcer leur engagement à se dévouer aux principes et aux efforts des Nations Unies. L'action que mène l'Union postale universelle pour encourager les Administrations postales à susciter des manifestations de soutien en faveur de l'organisation, par l'émission de timbres-poste célébrant son 50^e anniversaire, me réchauffe le cœur. En vérité, la réaction des Administrations postales membres à l'invitation d'émettre des timbres en commémoration du 50^e anniversaire a été particulièrement gratifiante.

Je désirerais enfin vous exprimer, Monsieur le Directeur général, ma gratitude personnelle pour la compétence avec laquelle vous avez guidé l'Union postale universelle dans l'exercice de votre mandat de Directeur général. La dernière décennie a été une période de changements importants dans bien des aspects de la vie du monde et, à vrai dire, de la vie de chacun. Il ne fait pas de doute pour moi que, sans votre direction éclairée, l'Union postale universelle n'aurait pu faire face avec succès à ces changements. Je vous adresse mes vœux les plus chaleureux pour vos futures entreprises.

Permettez-moi de terminer en vous présentant mes souhaits les plus sincères afin que vous viviez un Congrès riche de réalisations et à la hauteur de vos espérances.»

Déclarations

Le JAPON: J'aimerais tout d'abord remercier le Gouvernement de la République de Corée et son peuple magnifique d'accueillir ce XXI^e Congrès postal universel dans cette ville internationale qu'est Séoul. Je vous remercie de la peine que vous avez prise et des efforts que votre peuple a faits au cours de ces cinq longues années pour préparer le Congrès. Je vous suis aussi très reconnaissant pour le chaleureux accueil que vous avez témoigné à toutes les délégations, y compris la nôtre. Monsieur le Président du Congrès, je vous félicite de l'honneur qui vous est échu de présider ce Congrès qui revêtira une importance historique. Je suis certain que votre riche expérience et vos compétences remarquables permettront d'assurer le succès de cette rencontre.

Profitant de l'occasion, j'aimerais aussi remercier le Secrétaire général du Congrès, M. Botto de Barros, et le personnel du Bureau international. Il est évident que, sans le soutien qualifié et fondé sur une riche expérience que vous apportez, ce Congrès ne pourrait être couronné de succès.

Ce Congrès de l'UPU est le deuxième à se tenir en Asie, un quart de siècle après le XVI^e Congrès réuni à Tokyo en 1969. Pendant les vingt-cinq ans qui se sont écoulés, le monde et l'environnement qui entourent les services postaux ont grandement changé. Parmi les transformations que nous avons vécues, vous vous rappellerez la fin de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest, la mondialisation des activités socio-économiques, le développement des sciences et des techniques, en particulier dans le domaine des communications, aussi bien sur le plan de leur technicité que des moyens employés, l'expansion des services de messagerie privée et la diversification accrue des besoins de la clientèle en matière de service postal.

Mais il est aussi vrai que l'histoire est en marche. Si vous passez soigneusement en revue les décisions prises au Congrès de Tokyo en 1969, vous trouverez sans doute l'origine de certains thèmes qui constituent les principaux sujets de discussion du présent Congrès. Au Congrès de Tokyo, il a été décidé de renforcer le rôle du CCEP, en changeant ses attributions et le nom de son Conseil d'administration, en augmentant le nombre de ses sièges et en introduisant un système de frais terminaux. Aujourd'hui, vingt-cinq ans après, les sujets deviennent, au présent Congrès, des thèmes essentiels qui détermineront l'avenir de l'Union. Des propositions seront soumises au présent Congrès portant spécifiquement sur une restructuration radicale de l'organisation et des fonctions de l'UPU dans son ensemble ainsi que sur la révision du système de frais terminaux destinée à trouver un moyen plus équitable de rémunérer les Administrations distributrices. Je suis convaincu que ces propositions seront perçues comme un des signes positifs de «l'adaptation à un changement en mutation» de l'UPU.

Confrontés à la rude concurrence de la part des coursiers privés qui étendent rapidement leurs activités, les services postaux du monde entier, pour faire preuve de cette volonté d'adaptation, s'emploient désormais sérieusement à améliorer leurs divers services postaux afin de satisfaire les besoins changeants de leurs clients et favoriser le développement. Malgré tous ces efforts, certaines Administrations postales éprouvent sans doute des difficultés à vivre dans cet environnement livré à la concurrence. Bien que la situation soit difficile, il y a certains principes fondamentaux à conserver; je veux parler de la mission sociale des Administrations postales à offrir des prestations de la meilleure qualité possible dans tous les coins du monde et de la mission propre à l'UPU qui est de promouvoir la coopération entre les nations et les Administrations postales, à cette fin. Je suis convaincu que ces objectifs n'ont rien perdu de leur valeur inestimable aujourd'hui. Il constitue l'essence même des services postaux. Tous ceux qui se consacrent à la fourniture du service postal devraient garder ces objectifs toujours présents à l'esprit.

Comme ces objectifs le laissent entendre, l'importance réside dans le fait que, quelque soit les difficultés, nous devons résoudre nos problèmes communs en promouvant la coopération entre les Pays-membres et leurs Administrations postales. Si une Administration entreprend une action servant ses propres intérêts uniquement pour résoudre ses difficultés, la situation s'améliorera peut-être, dans une certaine mesure, pendant un court moment, mais, à long terme, le fait de traiter ces problèmes dans un esprit à courte vue et peu coopératif entraînera un affaiblissement de la base des activités postales tout entières dans le monde et, en conséquence, une détérioration de l'Administration elle-même.

Dans ce même ordre d'idées, j'aimerais faire remarquer qu'en plus des questions que je viens de citer, comme la restructuration de l'UPU et la revision du système des frais terminaux, celles du repostage et de la sauvegarde de l'intégrité du réseau EMS devraient être considérées comme des matières nécessitant une intervention urgente de l'UPU.

Lors des précédents Congrès de l'UPU, plusieurs solutions «collectives» ont été trouvées au profit du service postal mondial tout entier et pour s'atteler aux divers problèmes et difficultés rencontrés par la communauté postale, grâce à l'expression, ouverte et constructive, d'avis différents fondés sur les valeurs et l'expérience propre à chaque membre, par le rassemblement de nombreux conseils et informations et par l'ajustement en conséquence des intérêts des Administrations. Au présent Congrès, nombreuses sont les propositions importantes dont nous devons discuter. Mais je suis certain, Monsieur le Président, que tous ces obstacles peuvent être surmontés, comme par le passé, grâce au renforcement de l'esprit de coopération entre les Pays-membres, autrement dit, grâce à la solidarité des Pays-membres.

J'espère sincèrement qu'au présent Congrès nous regarderons vers un horizon lointain et que nous serons capables de prendre des décisions importantes qui détermineront l'avenir du service postal.

Monsieur le Président, je crois fermement que, sous votre magnifique direction, le présent Congrès sera couronné d'un succès qui fera date. Au nom du Japon, je promets que notre délégation fera tout ce qui est en son pouvoir pour coopérer avec vous afin d'assurer le succès de ce Congrès qui se tient dans un pays proche du nôtre géographiquement et dans notre cœur.

L'AFRIQUE DU SUD: Le droit de l'Afrique du Sud à faire partie des membres de l'Union postale universelle a été restauré et c'est pour moi un privilège que de remercier tous ceux qui ont coopéré à la préparation de ce Congrès et, en particulier, les représentants des pays de la région de l'Afrique australe, l'Union panafricaine des postes, le Conseil exécutif et les hauts fonctionnaires du Bureau international de l'Union postale universelle, qui ont, d'une manière ou d'une autre, favorisé et facilité le retour de l'Afrique du Sud à l'UPU. Nous sommes reconnaissants à tous les pays ici présents qui ont appuyé le retour de mon pays dans cette Union respectée.

Ainsi que vous le savez tous, le peuple d'Afrique du Sud a élu le premier Gouvernement démocratique qui ait jamais existé dans ce pays et ce Gouvernement a accepté de relever le défi d'amener sa population à jouir d'un meilleur niveau de vie et à profiter pleinement des avantages d'une société véritablement démocratique. La réalisation de ce progrès passera par l'application de notre Programme de reconstruction de développement. Toutes les Administrations publiques, le secteur privé et les syndicats s'emploient à contribuer aux actions menées dans ce sens.

La communication est un domaine important du travail qui doit s'accomplir et, à l'évidence, les services postaux sont un moyen de communication essentiel. Le fait que nous puissions contribuer au travail de l'UPU, organisation qui peut être fière des résultats qu'elle a obtenus dans le domaine de l'organisation et de la promotion du service postal international, et en recueillir les fruits, revêt une grande importance pour nous, en Afrique du Sud.

La résiliation du mandat de membre de l'Union postale universelle de l'Afrique du Sud, décidée au Congrès de Hamburg en 1984, a été une manifestation de l'opposition internationale aux politiques d'apartheid. L'Afrique du Sud a conti-

nué d'échanger des dépêches postales avec d'autres pays, en se conformant à la Convention et aux Règlements d'exécution de l'UPU, et les services n'ont pas subi d'interruption.

Le service postal international de l'Afrique du Sud s'est étendu et au cours des dix dernières années le nombre des envois postaux internationaux reçus et expédiés a augmenté d'environ 26%.

Du fait que nous n'étions pas membre de l'UPU, nous n'avons pas reçu les circulaires hebdomadaires du Bureau international ni les autres documents, et nous sommes par conséquent peu au courant de ce qui s'est passé sur la scène postale internationale. Sortant de l'ombre pour revenir en plein jour, nous serons exposés non seulement à recevoir toutes les informations dont nous avons besoin mais aussi à agir sous le regard de la communauté postale internationale. Nous nous réjouissons de profiter des avantages que ce renouveau apportera à l'Afrique du Sud.

En ce qui concerne les comptes et les règlements entre Administrations, nous avons accepté de nous plier strictement aux dispositions de l'UPU et les Administrations postales créancières peuvent attester que nous avons rempli nos engagements financiers sans faillir.

Je souhaiterais profiter de l'occasion pour annoncer que l'Afrique du Sud a choisi, en vertu de l'article 21, § 4, de la Constitution de l'UPU, de faire partie, pour commencer, de la classe de contribution de 10 unités. Il se peut que nous passions à une classe supérieure lorsque nous aurons éprouvé l'aptitude de l'Afrique du Sud à garantir sa contribution et à devenir un participant fiable aux travaux de l'UPU.

L'Afrique du Sud n'est pas signataire de l'Arrangement de l'UPU concernant les colis postaux. Notre service international de colis postaux a continué sur la base d'accords bilatéraux passés avec d'autres Administrations postales. Je suis heureux d'annoncer notre intention de signer l'Arrangement concernant les colis postaux aussitôt que possible, peut-être même à la fin du présent Congrès. Mais, pour respecter la Constitution sud-africaine, l'entrée en vigueur d'une telle décision nécessite la promulgation d'un décret présidentiel. Ce décret est en cours de formulation.

Les «South African Post Office Ltd» et «South African Department of Posts, Telecommunications and Broadcasting» affirment leur soutien à l'UPU pour ce qui touche à la réalisation des buts de l'Union et la coopération de l'Afrique du Sud avec les Administrations postales du monde entier est un engagement auquel nous souscrivons tout naturellement.

Il ne m'est malheureusement pas possible de rester ici à Séoul pendant la durée de tout le Congrès, mais je laisse derrière moi une équipe compétente de représentants de la poste sud-africaine, ainsi que l'Ambassadeur de l'Afrique du Sud en Corée, qui sera le Chef adjoint de la délégation. Je ne doute pas qu'ils exerceront consciencieusement leurs tâches à ce Congrès et je leur adresse tous mes vœux de succès. L'ordre du jour du Congrès montre clairement que seront traitées ici de nombreuses questions importantes concernant les activités postales. Je souhaite à tous les pays ici représentés un Congrès riche de résultats et même d'entretiens agréables, lorsqu'ils travailleront à l'amélioration des services postaux de tous les pays.

La MALAISIE: J'aimerais saisir l'occasion qui m'est donnée pour remercier le Gouvernement et le peuple de la République de Corée du très chaleureux accueil qu'ils m'ont réservé, à moi et à ma délégation, lorsque nous sommes arrivés dans ce beau pays. Je me permets également de vous adresser toutes mes félicitations, Monsieur le Président, pour votre élection à la présidence de ce XXI^e Congrès. Je tiens aussi à féliciter l'Afrique du Sud de sa réadmission à l'UPU. Au cours du dernier Congrès, à Washington, nombreuses furent les résolutions et les déclarations d'importance. Depuis, la Malaisie a sensiblement modifié son exploitation postale. Nous avons donné à notre poste un statut juridique moderne, qui lui assure suffisamment d'indépendance pour pouvoir exploiter et fournir des services efficaces, fiables et de grande qualité. C'est désormais une entreprise entièrement contrôlée par l'Etat, qui porte la dénomination de Malaysia Post Limited, et qui sera bientôt privatisée.

Un organe régulateur, le Département des postes, a été créé par le Gouvernement et a la charge de superviser le développement du secteur postal et de veiller à ce qu'il fournisse des services de qualité dans le respect des normes établies. La privatisation de la poste malaisienne représente l'un des éléments les plus importants de l'ensemble de ces stratégies destinées à nous permettre d'atteindre notre objectif à long terme, à savoir faire de la Malaisie un pays véritablement développé d'ici à l'an 2020. La poste joue un rôle fondamental, en ce sens qu'elle offre des moyens de communication efficaces permettant d'atteindre cet objectif. La poste malaisienne s'emploiera donc, Monsieur le Président, à être plus active car elle devra satisfaire les exigences et répondre à l'attente de la clientèle, qui évoluent constamment du fait de la vivacité, de la volatilité et de la vigueur de l'économie.

Permettez-moi de dire un mot du thème de notre Congrès «L'UPU et la poste de demain – planification stratégique globale face à un environnement concurrentiel», en parallèle avec notre slogan pour la Journée mondiale de la poste en 1994–1996, qui est «La poste – le meilleur choix».

Ce thème tout comme le slogan laissent entendre de façon implicite les défis que la poste doit relever. Depuis sa création, le service postal demeure le moyen de communication essentiel entre les hommes de tous les milieux sur cette planète. Il franchit les frontières politiques et géographiques, il permet à tous les hommes de nouer et de renforcer des liens d'amitié. La poste jouera toujours ce rôle.

L'UPU et toutes les Administrations postales seront sur la bonne voie si elles comprennent que les progrès techniques complètent plutôt qu'ils ne concurrencent les services postaux.

L'habileté de nos Administrations postales se jugera à leur capacité à tirer rapidement parti de ces nouvelles techniques et à les intégrer dans leur système postal afin de garantir des services de qualité, efficaces et ponctuels.

A ce propos, je tiens à féliciter l'UPU d'avoir pris l'initiative de développer les échanges EDI, qui auront à coup sûr une grande influence sur le développement technique de la poste et lui permettra de conserver son avantage concurrentiel et partant, de concrétiser le slogan «La poste – le meilleur choix».

«Les structures de l'UPU à l'aube du XXI^e siècle» est l'un des sous-thèmes qui sera discuté au cours de ce Congrès. Cette discussion arrive vraiment à point nommé quand on sait que la plupart des Administrations postales dans le

monde sont en plein changements d'identité. En procédant à l'adoption d'un statut d'entreprise et à la privatisation, les membres de l'UPU devraient pouvoir s'adapter aux mutations de l'environnement postal.

Cependant, certains pays commencent à être tentés par l'idée de mettre en place une nouvelle forme de bilatéralisme. Cette tendance risque de nuire à l'esprit de fraternité qui lie depuis plus de cent ans les Administrations postales, d'entamer considérablement la solidarité des membres de l'UPU et d'alourdir le fardeau des pays en développement et des pays les moins développés. Il faut y faire obstacle!

L'UPU devrait en fait s'efforcer d'unifier davantage le réseau postal mondial et réaffirmer son engagement à faire de la poste un service universel, viable et fiable, dans toutes les Administrations postales.

Nous, représentants de la Malaisie, sommes convaincus que c'est ainsi que l'UPU devrait envisager l'avenir, à l'aube du XXI^e siècle.

Les MALDIVES: Le Congrès postal de Séoul se réunit au moment où le système postal mondial se trouve dans une période de transition, tout comme le climat coréen passe de l'été à l'automne. Ainsi, notre réunion est placée sous le signe du changement et ce Congrès offrira une occasion opportune de discuter de l'avenir de l'Union postale universelle et du système postal mondial. Le Débat général du Congrès postal de Séoul devrait être un exercice de réflexion sur la création d'un système postal sain au tournant de ce siècle. Le thème du Débat général «L'UPU et la poste de demain: planification stratégique globale face à un environnement concurrentiel» est très stimulant, alors que des accusations telles que l'affirmation que l'UPU a perdu de vue le but qu'elle s'était fixé de favoriser la collaboration internationale dans les domaines socio-économiques et culturels sont plutôt décourageantes. Pourtant, il ne faut pas se cacher la vérité, les liens fraternels entre les organisations postales de la planète se relâchent et l'idée d'une action commune entre deux Administrations postales pour favoriser la transmission du courrier ne résiste pas à l'épreuve du temps. Aujourd'hui, les organisations postales travaillent avec des sociétés du secteur privé aussi bien à l'intérieur de leurs cadres politiques et économiques qu'à l'extérieur, et les principaux groupes internationaux de transport se considèrent comme des partenaires naturels de la poste ou comme ses filiales. De plus, les organisations postales du monde entier voient se dresser devant elles une multitude d'obstacles qu'elles doivent franchir si elles veulent survivre et entrer dans le XXI^e siècle en bonne santé sur le plan commercial. On reste tout aussi perplexe devant le fait que de sérieuses questions surgissent au sujet de l'existence et de la mission de l'Union postale universelle, alors que celle-ci a pendant plus d'un siècle uni le monde en un territoire postal unique.

Par conséquent, il est absolument impératif que le Débat général du Congrès postal de Séoul ait pour but la restructuration de l'Union et de ses organes, à la lumière de la nette évolution du marché mondial des communications. Il convient aussi d'essayer de trouver le meilleur moyen pour les entreprises et les Administrations postales de concilier leurs méthodes d'exploitation à la fois en tant que services publics et en tant qu'entreprises commerciales, tout en maintenant une qualité et des normes de service élevées.

Monsieur le Président, ma délégation est d'avis que la véritable question est de savoir si le système postal mondial doit changer ou pas. Faudrait-il qu'il devienne plus commercial, plus performant, plus rentable et mieux adapté aux exigences et aux aspirations des clients ou rester un service public attaché à un corps de règlements poussiéreux et plongé dans la léthargie. En tout cas, il ne saurait être les deux à la fois. Le temps où le service postal était considéré

comme le service du pauvre protégé par des monopoles constitutionnels est révolu. A présent, il ne saurait demeurer un réseau sans coordination à l'échelle mondiale ni une association floue de partenaires autonomes des quatre coins du monde. Il doit plutôt devenir un système de communication intégré, capable d'offrir à ses usagers un service de grande qualité tout en restant financièrement viable. A cette fin, Monsieur le Président, mon Gouvernement a libéralisé les échanges postaux en supprimant pratiquement le monopole postal et en exposant ainsi notre service postal à de véritables conditions de concurrence, dans lesquelles les grandes sociétés internationales de messagerie entretiennent et vivent en bonne intelligence avec les opérateurs locaux. En moins de deux ans, la politique de libéralisation menée par mon Gouvernement a révolutionné le service postal des Maldives par les changements substantiels qu'elle a apportés dans ses méthodes et ses stratégies d'exploitation. Ainsi, l'ancien département des services postaux a été transformé en une société à responsabilité limitée – Maldives Post Limited, opérant en tant qu'entreprise commerciale à capitaux publics et visant des buts et des objectifs correspondant aux exigences d'un marché ouvert. En fait, mon ministère est responsable, entre autres, de la réglementation des activités des coursiers privés aux Maldives et doit veiller à préserver aussi bien les intérêts de ceux-ci que ceux de la poste.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, je souhaiterais mettre en évidence ci-après les points dont il serait intéressant de discuter au Débat général du Congrès de Séoul.

Premièrement, il apparaît clairement qu'il faut redéfinir l'objet, les buts et les objectifs du Conseil exécutif (CE) et du Conseil consultatif des études postales (CCEP) en relation avec le changement de leur dénomination et de leurs responsabilités.

Deuxièmement, il va sans dire, qu'au cours du Débat général du Congrès de Séoul, il faudra insister sur la question de savoir si l'on souhaite que les systèmes postaux devront faire un choix entre rester un service public ou devenir une entreprise commerciale au tournant du XXe siècle.

Troisièmement, la poste doit prendre conscience du fait qu'aujourd'hui les coursiers privés ne sont pas ses concurrents, mais qu'ils deviennent petit à petit ses partenaires naturels et qu'elle doit donc agir de concert avec eux.

Après ces quelques commentaires et observations sur les aspects pratiques de ce thème du Débat général, je souhaiterais vous remercier, Monsieur le Président, de m'avoir donné l'occasion de m'adresser à cette assemblée de pléni-potentiaires du système postal mondial.

L'INDE: Au nom de ma délégation, je remercie très sincèrement le Gouvernement et le peuple de la République de Corée pour le chaleureux accueil qui m'a été réservé, ainsi qu'à ma délégation, depuis notre arrivée à Séoul. C'est pour moi un grand honneur et un privilège d'être associé à cette auguste assemblée composée d'hommes et de femmes remarquables, vouant tous dans leurs pays respectifs leurs efforts à la prestation d'un service d'utilité publique de grande envergure, le service postal. La mission que nous accomplissons est vraiment unique, car qui d'autre peut prétendre jouer un rôle dans l'existence des riches et des pauvres, des villes et des campagnes, des anciens et des jeunes, des lettrés et des illettrés?

Monsieur le Président, long est le chemin depuis Washington à Séoul et je ne doute pas que nous tous qui sommes réunis ici avons fait d'énormes progrès dans l'application du Programme général d'action de Washington. Aujourd'hui,

nous pouvons légitimement affirmer que la poste, dans le monde entier, est consciente de l'existence et des besoins de ses clients et que les Administrations postales font tous leurs efforts pour comprendre et satisfaire les exigences des usagers des services postaux.

En Inde, comme dans la plupart des pays où les distances sont longues, la géographie accidentée et certaines régions inaccessibles, la poste continue de jouer un rôle primordial en rapprochant les gens, en contribuant au développement des échanges et du commerce et en offrant un service universel à des prix abordables. Dans notre pays, nous sommes conscients que, pour remplir ce rôle fondamental, la poste doit faire face à d'innombrables difficultés et, plutôt que de sombrer dans la complaisance, nous nous efforçons d'empêcher la marginalisation du service postal. Nous nous sommes rapidement rendu compte que nous ne pouvions pas nous permettre d'avoir une vocation de caractère uniquement sociale. Nous comprenons qu'il nous faut également adopter une orientation commerciale. Dans un contexte qui évolue rapidement, où le client a la priorité et où la loi du plus habile détermine la survie sur le marché, la poste indienne sait qu'elle ne peut plus s'abriter derrière son monopole traditionnel et dissimuler ses insuffisances en recevant force subventions.

Je suis convaincu que la perspicacité avec laquelle les dirigeants postaux vont reconcevoir et remodeler la poste pour l'adapter aux changements de l'environnement nous permettra de créer un système de communications postales dynamique, fiable et rentable, qui assumera avec efficacité son rôle de moyen de communication.

Mesdames et Messieurs, nous sommes tous réunis ici pour servir la cause du développement postal et je suis sûr que chacun de nous apportera sa contribution à cette énorme tâche qui consiste à façonner la poste de l'avenir. Je ne doute pas que le Débat général qui aura lieu à Séoul et ensuite l'adoption de la Stratégie postale de Séoul poseront des jalons importants sur l'autoroute des communications postales. J'ai délibérément emprunté cette expression au vocabulaire de notre confrère plus dans le vent qui est celui des télécommunications, car je ne vois pas pourquoi la poste devrait rester à la traîne.

Monsieur le Président, Excellences et Messieurs les Délégués, nous devrions concentrer nos efforts sur le partage des connaissances, des compétences et des expériences de manière à ne pas devoir «réinventer la roue».

Notre objectif devrait être d'assurer d'une manière fiable aux usagers de la poste aussi bien les services de base que les prestations de haut de gamme et de veiller surtout à combler le fossé qui sépare les zones rurales des zones urbaines.

Pour ce faire, existe-t-il un lieu plus approprié que Séoul, capitale d'une contrée fascinante où l'ancien et le nouveau se mêlent pour créer une culture unique? Si la Corée mérite bien le qualificatif de «lumière de l'Est» que lui a attribué le lauréat indien du Prix Nobel, Rabindranath Tagore, Séoul devrait servir au monde postal de phare éclairant la voie de la modernisation et du changement.

Le CONGO (RÉP.): Permettez-moi tout d'abord, au nom de mon pays, le Congo, d'adresser à tous les délégués de ce XXII^e Congrès postal universel nos salutations chaleureuses de paix et de solidarité.

Je voudrais ensuite remercier le Gouvernement, le peuple et l'Administration postale de Corée pour l'accueil qui nous a été réservé, à ma délégation et à moi-même, et pour la sollicitude avec laquelle nous sommes entourés depuis que nous avons foulé le sol de cette belle ville accueillante de Séoul.

Je voudrais enfin, Monsieur le Président, vous féliciter chaleureusement pour votre brillante élection à la présidence de ce Congrès. Nous sommes d'avance convaincus qu'avec vos quatre vice-présidents, que nous félicitons également, vous conduirez nos assises au succès mérité qu'attendent certainement nos clients et nos partenaires.

L'Union postale universelle, qui est l'une des plus anciennes institutions du système des Nations Unies, est aujourd'hui à la croisée des chemins. Les décisions qui sortiront du Congrès de Séoul modèleront, sans aucun doute, l'avenir de notre organisation et, en fin de compte, celui de nos Administrations et nos clientèles.

L'avenir de la poste est aujourd'hui gravement menacé par une concurrence rendue plus rude par l'évolution technologique, les besoins (de plus en plus nombreux) des clients à satisfaire et une déréglementation de plus en plus accrue des services postaux dans le monde. Le monde postal est en pleine mutation et il est essentiel que nous soyons solidaires pour gérer cette mutation à notre profit.

Pour cela, nous devons avoir l'ambition de rendre la poste plus forte afin qu'elle puisse relever les défis qui se présentent à elle, et ils sont nombreux. Cette ambition, légitime, ne peut se réaliser qu'avec le soutien mutuel de toutes les postes du monde, en particulier celles des pays développés aux pays en développement. Il faut, en effet, rappeler que la poste mondiale constitue une chaîne de multiples entreprises. Il importe alors d'agir ensemble pour que les entreprises des pays en développement cessent de représenter le chaînon manquant.

La poste congolaise n'a pas été épargnée par la concurrence effrénée des courriers privés, avec comme phénomène nouveau, les opérateurs privés nationaux qui s'investissent eux aussi de plus en plus dans ce secteur. Elle cherche, aujourd'hui, le meilleur modèle de gestion qui lui permettra de faire face à cette mutation de l'environnement postal.

Ainsi, sur le plan opérationnel, des actions sont mises en œuvre pour reconquérir d'abord la clientèle perdue et ensuite la fidéliser en réhabilitant la qualité du service de l'acheminement du courrier.

Les services financiers postaux, quant à eux, vont être repensés afin d'assurer désormais un service continu et de bonne qualité. Dans un pays comme le nôtre, l'étendue du réseau postal constitue un atout majeur pour ces services financiers et nous comptons bien y consacrer tous nos efforts.

L'UPU aussi devra s'adapter à l'évolution de l'environnement postal qui se produit à un rythme toujours plus rapide. Au Congrès de Washington 1989 déjà, nous avons pris conscience de la nécessité d'opérer une «radiographie» profonde de la structure et de la gestion de l'Union, pour nous permettre de prendre des décisions adéquates. Cette tâche fut confiée au Conseil exécutif qui nous fait aujourd'hui des propositions visant à restructurer fondamentalement cette Union.

Le Congo estime qu'il est effectivement nécessaire de revoir la structure et les fonctions de l'UPU pour que celle-ci réagisse de façon opportune aux mutations observées dans l'environnement postal. A ce titre, nous apprécions favorablement le travail effectué par le Conseil exécutif et le Bureau international.

Les propositions visant à transférer la faculté de prendre les décisions à un niveau aussi technique que possible, pour réagir rapidement en face des questions opérationnelles et commerciales qui se poseront à l'Union et aux Pays-membres, nous paraissent judicieuses et adaptées à la situation actuelle de notre organisation.

Ma délégation est néanmoins persuadée que l'on ne peut résoudre les problèmes postaux mondiaux que si tous les Pays-membres mettent en commun les connaissances et les compétences techniques acquises. C'est pour cette raison que nous accueillons favorablement l'initiative de la répartition géographique équitable des membres dans les deux futurs conseils de l'Union. Les échanges de points de vue au sein de ces organes entre les pays développés et les pays en développement des diverses régions géographiques devraient favoriser un flux d'informations et de connaissances de haute qualité.

La décision avait été prise à Washington d'organiser, désormais dans le cadre des travaux de chaque Congrès, un débat général sur une ou plusieurs questions d'actualité concernant la poste. Aussi mon pays salue-t-il, ici, l'organisation du Débat général sur le thème «L'UPU et la poste de demain: planification stratégique globale face à un environnement concurrentiel». Le thème ainsi retenu, pour la discussion correspond parfaitement à la situation actuelle de la poste et nous espérons que les conclusions que nous en tirerons nous permettront de construire cette poste forte que j'appelais de tous mes vœux plus haut.

Le dialogue constructif qui s'est instauré sur la question des frais terminaux, tant au cours de la table ronde organisée à Berne en janvier 1994, qu'au cours de la session 1994 du Conseil exécutif, nous permettra, vraisemblablement, de conserver aux pays en développement le niveau de recettes actuelles perçues au titre des frais terminaux et de mieux rémunérer les Administrations postales des pays développés, notamment pour le courrier en nombre.

Il reste à nos Administrations postales respectives d'augmenter, sinon de maintenir, le niveau du trafic international par des prestations d'une qualité de service toujours plus grande afin de ne pas laisser les coursiers privés nous prendre la part la plus importante de notre marché.

Dans le domaine de l'assistance technique, l'UPU est devenue plus opérationnelle avec une présence plus effective sur le terrain. C'est ici l'occasion de féliciter tous ces Conseillers régionaux dont le travail sur le terrain nous permet, aujourd'hui, de dire que la présence accrue de l'UPU sur ce terrain, décidée à Washington, avait été bien pensée. Le Conseil exécutif et le Bureau international doivent en être félicités pour avoir proposé cette idée.

Les efforts du Bureau international et des Conseillers régionaux, pour intéresser davantage les bailleurs de fonds aux problèmes de la poste, doivent cependant être soutenus parce que les actions actuelles de développement de la poste souffrent d'un manque évident de financement, surtout pour ce qui concerne les pays en développement.

Je ne pourrais conclure mon message sans souhaiter une chaleureuse bienvenue à la délégation de la République sud-africaine qui rejoint le cercle de la grande famille postale. Cette réintégration de l'Afrique du Sud post-apartheid, au sein de notre famille, nous honore tous car nous ne pouvions nous réjouir de laisser longtemps de côté des millions d'hommes et de femmes épris de paix et de fraternité retrouvés.

L'environnement mondial actuel, caractérisé par des efforts incessants pour la paix, favorisera, nous l'espérons, une intégration plus poussée des réseaux postaux nationaux pour faire des Pays-membres de l'UPU un immense et unique territoire postal.

Je souhaite plein succès à nos travaux.

DJIBOUTI: Permettez-moi, en mon nom et au nom de ma délégation, d'exprimer mes très vifs remerciements au Gouvernement et au peuple coréens qui nous font l'honneur de nous recevoir aujourd'hui à Séoul, cette splendide cité où se conjuguent avec harmonie, tradition et modernité, pour y tenir les assises du XXII^e Congrès de notre Union postale universelle.

Le sens de l'hospitalité légendaire qui caractérise le peuple coréen se confirme s'il en était besoin par l'excellence de l'accueil manifesté à toutes les délégations et par la mise à notre disposition des moyens et cadres de travail performants et agréables.

Depuis sa création en 1874, notre Union s'est toujours attachée à promouvoir la qualité des échanges postaux à travers le monde.

Mais notre monde a évolué, le nombre des Etats s'est considérablement élargi, les réglementations largement protectionnistes au début se sont assouplies pour permettre l'intrusion sur le marché d'opérateurs privés qui occupent les créneaux juteux des grands centres urbains et abandonnent les zones les plus difficiles d'accès ou les plus défavorisées au secteur public. Si cette dérive s'est engagée, c'est à notre sens à cause de l'absence de perspectives et à cause surtout de la lourdeur des structures mises en place qui n'ont pas permis à notre organisation de faire preuve de flexibilité et d'adaptation au marché.

Devant cette menace, qui nous concerne tous et qui frappe durement les plus petits, nous nous devons de réagir et de proposer des solutions pour, dans un premier temps, circonscrire ses effets et pour procéder ensuite aux nécessaires réorganisations structurelles de notre Union, afin de lui insuffler le dynamisme et l'efficacité voulues pour une meilleure satisfaction des attentes de la clientèle.

Cette indispensable réorganisation ne doit pas se faire au détriment des maillons les plus faibles de la chaîne postale universelle, les liens de solidarité avec les Etats les plus démunis doivent être renforcés au maximum pour récupérer les parts de marché que nos différentes Administrations ont perdu.

Nous nous devons en conséquence de redéfinir nos actions respectives et réfléchir ensemble sur les voies et moyens de parvenir à une meilleure coordination de nos institutions.

La réalisation d'un tel objectif nécessitera également que soit donnée une attention particulière à la formation de nos agents, afin d'accroître leur savoir-faire notamment dans le domaine du marketing.

Nous devons en effet être capable d'anticiper les besoins du marché et savoir mettre à sa disposition les innovations qu'il attend.

Replaçons-nous d'emblée dans le rôle de locomotive de la chaîne postale; le chemin sera certainement semé d'embûches mais nos moyens et notre immense expérience nous permettront, j'en suis persuadé, de réaliser cette ambition toute naturelle et à notre portée.

En République de Djibouti, nous sommes disposés à prendre notre part de l'œuvre commune comme nous l'avons toujours fait dans le passé. Notre pays attache en effet une importance toute particulière à notre organisation et à l'ensemble de ses travaux que nous avons fait toujours suivre avec beaucoup d'intérêt.

Avant de finir ma brève allocution, permettez-moi une fois de plus de remercier le Gouvernement et le peuple coréens pour toutes les facilités mises à notre disposition et de vous féliciter pour votre élection à la présidence du Congrès.

Vive l'Union postale universelle.

Création d'une
Commission des
intérêts des clients

Le PRÉSIDENT rappelle que la proposition visant la création d'une Commission des intérêts des clients au XXIIe Congrès postal universel a été déjà examinée et ensuite rejetée par le Conseil exécutif lors de sa session de 1994.

Proposition 038

L'IRAN (RÉP. ISLAMIQUE): L'Union postale universelle et les Administrations postales de presque tous les Pays-membres sont confrontées à une situation et à un environnement nouveaux que leur imposent les concurrents. Aujourd'hui, le client détermine la nature de service, car il est roi sur le marché et en constitue le facteur déterminant. Par conséquent, il est vital pour les Administrations postales de s'ouvrir à un nouvel environnement dans lequel les exigences du client sont reconnues comme étant le fondement des questions économiques et commerciales. La création d'une Commission des intérêts des clients garantira que toute question concernant directement ou indirectement les clients sera examinée par cette Commission avant d'être adoptée par le Congrès.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT: Conformément à l'article 102, § 6.26, du Règlement général de l'UPU, le Conseil exécutif détermine, en temps utile, le nombre de Commissions nécessaires pour mener à bien les travaux du Congrès et en fixe les attributions. Etant donné que la durée du Congrès est très limitée, la création d'une nouvelle Commission semble poser des problèmes pratiques et juridiques.

Cependant, les arguments développés par l'Iran (Rép. islamique) sont très pertinents et cette proposition pourrait être transmise au prochain Conseil exécutif pour étude.

La CORÉE (RÉP.), la TANZANIE (RÉP. UNIE), la ZAMBIE, le LIBAN et la THAÏLANDE trouvent la proposition de l'Iran (Rép. islamique) très intéressante, mais compte tenu de certains problèmes juridiques et aspects pratiques, ces délégations s'associent à la suggestion de renvoyer cette question au prochain Conseil exécutif.

Le PRÉSIDENT DU CONGRÈS et M. LEAVEY, PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF, dont le mandat vient de s'achever, précisent que le Conseil exécutif a largement tenu compte des intérêts des clients dans toutes les propositions qu'il soumet au Congrès, ainsi que dans les attributions des Commissions qu'il a décidé de créer.

Par contre, la proposition de créer maintenant une nouvelle Commission semble difficile à être mise en application dans le contexte des modalités du Règlement général de l'Union.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ajoute que les ordres du jour des Commissions 5 et 6 du Congrès contiennent déjà quelques points relatifs à la protection des intérêts des clients.

Le Congrès décide de renvoyer la proposition 038 au prochain Conseil exécutif pour qu'il étudie l'éventualité de la création d'une telle Commission lors du prochain Congrès postal universel.

Examen des propositions de modification du Règlement intérieur des Congrès

Propositions 19. 5.1 et 19. 10.1

Le PRÉSIDENT passe à l'examen des propositions de modification du Règlement intérieur des Congrès. Il rappelle que toute proposition de modification du Règlement intérieur des Congrès entre immédiatement en vigueur après son adoption.

Il invite l'Amérique (Etats-Unis) à présenter la proposition 19. 5.1 relative à la modification de l'article 5, paragraphe 2, du Règlement intérieur des Congrès.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): Il s'agit d'un amendement d'ordre rédactionnel qui ne change pas le fond de l'article en question.

La proposition 19. 5.1 est adoptée.

Proposition 19. 10.1 relative à la modification de l'article 10 du Règlement intérieur des Congrès

La CORÉE (RÉP.): Le texte actuel de l'article laisse sous-entendre que seules les Commissions peuvent constituer des groupes de travail, à l'exception du Congrès lui-même. Pour éviter tout doute, il convient de prévoir expressément cette possibilité pour le Congrès aussi.

Le PRÉSIDENT vérifie si plus de 10 Pays-membres appuient la proposition, ce qui s'avère être le cas. Il précise en outre que, selon l'article 28, paragraphe 2, du Règlement intérieur des Congrès, cette proposition doit être approuvée par les deux tiers au moins des Pays-membres représentés au Congrès. Cent quarante-deux pays étant représentés, la majorité requise est de 95 pays.

Soumise au vote, la proposition 19. 10.1 est adoptée par 131 voix pour, 1 contre et 6 abstentions.

La séance est levée à 12 h 45.

Au nom du Congrès:

Le Président,
Young-su Kwon

Le Secrétaire général,
A.C. Botto de Barros

Le Secrétaire,
L.L. Fernandes Pinheiro

Troisième séance du Congrès

Mardi 23 août 1994

Présidence de M. Young-su Kwon, Président

La séance est ouverte à 15 h 10.

Déclarations

La BARBADE: Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord d'exprimer ma reconnaissance pour le chaleureux accueil qui a été réservé à la délégation de la Barbade dans cette belle ville de Séoul.

Permettez-moi également de vous féliciter, Monsieur le Président, de votre élection. Je suis sûr que la compétence et l'expérience dont vous ferez preuve dans l'exercice de votre fonction élèveront la qualité de nos délibérations.

Malheureusement, lors de ce Congrès, nous ferons nos adieux à M. A.C. Botto de Barros qui a brillamment rempli ses deux mandats consécutifs en tant que Directeur général. Il a véritablement accompli une œuvre remarquable, sous différentes formes dont le rôle qu'il a joué dans la modernisation de l'Union n'est pas le moindre.

Le Gouvernement de la Barbade lui adresse toutes ses plus sincères félicitations et ses vœux de bonheur.

Ce Congrès a lieu à un moment où la poste se trouve dans un contexte hérissé de difficultés:

- les techniques progressent à grands pas;
- les entreprises du secteur privé rivalisant avec la poste pour obtenir le trafic du courrier sont omniprésentes; et
- nos clients exigent de plus en plus une gamme de services plus large et des services de meilleure qualité.

C'est un univers difficile où sont plongés non seulement les services postaux nationaux mais également l'Union postale universelle. L'efficacité de notre future organisation dépendra, dans une large mesure, de son aptitude à se mouvoir dans cet univers.

A cet égard, ma délégation est extrêmement encouragée par la proposition de restructuration de l'UPU, un des domaines à propos desquels le Congrès devra prendre une décision. Nous espérons que de nos délibérations ressortira une structure qui rendra l'UPU capable de se montrer plus dynamique dans tous les domaines du développement postal.

A l'instar de nombreux pays qui ont fait leur le Programme général d'action de Washington, la Barbade a utilisé ce document comme schéma directeur pour diversifier et améliorer ses services postaux. Elle s'est entièrement engagée à transformer la poste en une entreprise dynamique et rentable. Cependant, l'insuffisance de ses ressources ralentit le rythme des changements qu'elle souhaiterait faire. Par conséquent, nous suivons avec beaucoup d'intérêt les initiatives que prend l'UPU dans le domaine de l'assistance technique et nous espérons qu'à ce Congrès sera pris l'engagement non seulement d'élargir les programmes d'assistance technique de l'UPU, mais aussi, du côté des pays développés, de s'efforcer davantage de diriger cette assistance vers les pays en développement, en reconnaissant que toute amélioration de la qualité du service dans ces derniers ne peut que profiter au service postal international dans son ensemble.

Je saisis également cette occasion pour réaffirmer le soutien de la Barbade au concept d'une coopération technique entre pays en développement (CTPD). Nous sommes tout disposés à mettre nos fonctionnaires et nos installations à la disposition de l'UPU pour favoriser la réalisation de cette idée.

Monsieur le Président, il nous reste encore beaucoup à faire pour être persuadés que nous offrons une qualité totale à nos clients. L'un des domaines d'action sur lesquels il importe de mettre l'accent est la sécurité. Même si les autres domaines s'améliorent, la réputation de la poste pourrait sérieusement souffrir si nous ne nous employons pas à résoudre effectivement ce problème crucial. C'est un problème qui nous concerne tous et qui mérite nos plus grands efforts de coopération et de collaboration. J'espère que, tant au cours des discussions formelles qu'informelles que nous aurons, nous pourrions déterminer la mesure dans laquelle nous pourrions canaliser davantage d'énergie vers cet aspect de notre activité.

Monsieur le Président, la Barbade réaffirme son soutien aux principes de l'UPU et assure qu'elle appuiera toutes les actions destinées à promouvoir ces principes.

Je vous remercie.

Le KENYA: J'aimerais saisir l'occasion qui m'est donnée pour exprimer, au nom de la délégation kényenne, toute ma gratitude et ma reconnaissance au Gouvernement et au peuple de la République de Corée de l'accueil chaleureux et amical qui nous a été réservé à notre arrivée dans ce magnifique pays.

Nous aimerions également remercier l'Administration postale coréenne qui a su organiser de manière remarquable ce Congrès. Nous sommes aussi très reconnaissants à l'Union postale universelle qui permet aux Pays-membres de participer tous les cinq ans à un Congrès aussi éminent que le XXI^e Congrès.

Monsieur le Président, nous nous réunissons à un moment où il existe une forte demande de service de qualité et où la libéralisation de l'économie est devenue inévitable et pose un véritable problème lorsqu'il s'agit d'appliquer les méthodes traditionnelles de traitement des affaires postales et de préserver le monopole postal. Nous tous, dans le secteur postal, savons combien la concurrence des coursiers privés est sévère. La délégation kényenne et moi-même considérons que ce Congrès sera pour nous l'occasion de définir les politiques et les plans d'action qui nous permettront de résoudre efficacement les problèmes engendrés par la demande de service de qualité de la part des consommateurs et par la concurrence des coursiers privés.

Le Kenya prend note, avec satisfaction, du projet de restructuration de l'UPU et du fait que l'actualisation des travaux de l'Union débouchera sur certains bénéfices. Le Kenya sait également qu'il doit restructurer son Administration postale en vue de faciliter la commercialisation des produits et des services, la fixation des prix et la prise de décision rapide et partant, de satisfaire les demandes de la clientèle. Cette année, au mois de janvier, la Posts and Telecommunications Corporation (société des postes et des télécommunications) du Kenya a franchi une première étape vers la séparation des services postaux et des services de télécommunications.

En juillet 1994, le Gouvernement kényen et la Posts and Telecommunications Corporation du Kenya ont signé un contrat d'exécution, au terme duquel l'Administration postale kényenne jouit d'une plus grande autonomie et peut procéder à une plus vaste commercialisation de ses produits et services (indépendance dans la fixation des tarifs, définition d'objectifs de rendement, etc.).

Je dois admettre qu'à l'instar de n'importe quel pays en développement, le Kenya a du mal à respecter les normes de hautes qualités obligatoires en raison de la déficience de son infrastructure et de la faiblesse de son économie. J'apprécie les efforts que fait l'UPU, par le biais de la coopération technique, pour aider les pays en développement à améliorer la qualité de leurs services et j'engage vivement l'Union à poursuivre dans cette voie.

En conclusion, Monsieur le Président, j'espère au plus profond de moi que les résolutions de cette auguste assemblée, qui figureront dans la «Stratégie postale de Séoul», seront mises en œuvre par toutes les Administrations postales, de sorte à améliorer la qualité de nos services à la satisfaction de tous nos clients.

Une fois encore, je remercie le Gouvernement coréen de son aimable hospitalité et de son accueil cordial.

J'aimerais également remercier le Bureau international d'avoir coordonné les travaux de préparation du Congrès.

Je vous remercie de votre attention.

La SIERRA LEONE: C'est vraiment un privilège et un honneur pour moi que de vous transmettre les salutations de M. le Président et Chef d'Etat, le capitaine V.E.M. Strasser, du Gouvernement et du peuple de la Sierra Leone, ainsi que d'exprimer mes plus sincères sentiments de gratitude au Gouvernement et au peuple de la République de Corée pour l'effort remarquable qu'ils ont accompli en accueillant cette conférence et aussi pour l'accueil très chaleureux et fraternel qui nous a été réservé à notre arrivée dans cette magnifique ville de Séoul.

Permettez-moi de saisir cette occasion pour vous souhaiter à tous de très fructueuses délibérations au cours de ce XXII^e Congrès de l'Union postale universelle.

Les Sierra-Léoniens ont suivi avec beaucoup d'intérêt l'évolution de la situation aussi bien sur le plan international qu'au niveau de notre région et, compte tenu des changements de l'environnement économique international, nous pensons être en mesure de juger et d'évaluer notre position à l'égard de la communauté internationale dont nous faisons partie. Nous avons pris conscience du fait que les services postaux constituent un organe vital de l'Administration publique et, par conséquent, nous leur avons accordé la priorité qu'ils méritent dans l'effort national de développement. La poste est considérée comme un élément important du bien-être du pays en raison du rôle formidable qu'elle joue dans l'alpha-

bétisation de notre population, le développement commercial, économique et culturel et dans d'autres formes d'activités sociales. Ce sont les raisons pour lesquelles le Gouvernement de la République de la Sierra Leone continue d'encourager les services postaux à jouer un rôle vital dans l'économie, car ils constituent un moyen d'assurer la cohésion politique et de faciliter la coopération internationale grâce à l'échange physique des écrits. C'est enfin un moyen, et c'est loin d'être le moindre, de promouvoir le commerce international grâce à ses nouveaux services moteurs tels que l'EMS.

Messieurs les Plénipotentiaires, Vos Excellences et Messieurs les observateurs, l'avantage d'une réunion telle que celle à laquelle nous assistons aujourd'hui repose largement sur notre aptitude à rechercher conjointement et à trouver des solutions aux problèmes de développement de nos Administrations postales et à répondre aux aspirations de celles-ci. Mon pays souscrit entièrement au concept de la mondialisation. Aucun pays ne peut s'isoler à l'intérieur de ses frontières et aucune institution ni aucune entreprise ne peut se suffire à elle-même, sans la synergie ni la mise en commun des ressources qu'il est possible de mobiliser en conjuguant ses efforts par des associations bilatérales, multilatérales, transnationales et multinationales. Face à la concurrence acharnée que leur livrent les coursiers privés, les systèmes postaux doivent renforcer leur cadre institutionnel en établissant une entreprise postale mondiale.

Les répercussions de cette mondialisation stratégique sur le service social devraient bien entendu être orientées vers des gains de productivité, une hausse du niveau de qualité du service et la rentabilité. Grâce aux économies d'échelle qu'elle entraîne, la mondialisation que représente l'établissement d'une entreprise postale transnationale nous donnera un atout concurrentiel supplémentaire par rapport au système actuel dans lequel les Administrations postales ne sont que vaguement associées sous les auspices de l'Union postale universelle. La concurrence à laquelle les services sont aujourd'hui confrontés exige une approche plus commerciale plutôt que des relations n'exigeant pas trop d'engagement que suppose un cadre politique tel que celui de l'UPU.

Depuis sa fondation il y a environ cent vingt ans, l'UPU a su passer l'épreuve du temps en tant qu'institution politique. Toutefois, ce dont elle aura besoin dans l'avenir, un avenir certainement plein de turbulences, c'est l'engagement ferme entre les services postaux des différents pays de réunir au sein d'une seule société postale mondiale, dont l'objet et la mission seraient d'offrir des prestations postales de grande qualité dans un but lucratif.

Mesdames et Messieurs, comme vous le savez tous, les Administrations postales ont pris conscience de la nécessité de mettre en œuvre des stratégies commerciales efficaces. Malheureusement, nous constatons que certaines Administrations, en particulier dans le tiers-monde, sont en retard dans ce domaine, faute de ressources financières et/ou de personnel qualifié. L'attitude qu'il convient donc d'avoir à cet égard est de mettre au point une stratégie globale visant à renforcer ces Administrations en leur prêtant l'assistance nécessaire.

Mes distingués collègues seront d'accord avec moi sur le fait que les services de courrier privé ont frappé très fort dans nos pays en développement, et qu'il est donc évident que nos Administrations postales doivent resserrer les rangs et renforcer leur solidarité pour ne pas rester à la traîne des autres continents.

Sachant cela, nous sommes venus à Séoul conscients des incidences qu'auront les techniques modernes et les récents développements politiques sur les systèmes postaux dans le monde, et nous aspirons à une réactivation d'un plan-

cadre fondé sur un large consensus et capable non seulement de transformer nos services postaux nationaux et de les rendre plus productifs et rentables, mais aussi de nous permettre de bénéficier d'un soutien mutuel de façon que nous puissions transformer notre institution postale mondiale et ses différents organes en un tremplin qui nous permettra d'entrer dans le XXI^e siècle en vainqueurs dans le secteur de l'échange physique des lettres, des colis, des envois express, etc. Tous les autres services et activités que le système postal mondial pourrait être appelé à assurer afin de donner pleine satisfaction aux clients en recevront également les heureuses retombées.

Les principes et les fondements sur lesquels repose la Constitution de l'UPU fournissent une base solide et ferme à n'importe quel mode de coopération et de collaboration internationales. Nous croyons que la création d'un territoire postal unique et la collaboration que la réalisation de ce noble idéal exige constituent une nécessité sur laquelle nous pouvons fonder non seulement nos relations postales réciproques mais aussi toute forme de coopération internationale.

En dépit des difficultés que connaît le Gouvernement de la Sierra Leone dans sa lutte contre une guérilla, la poursuite d'un programme de restructuration à un retour à la démocratie, j'ai le plaisir de vous informer que, depuis sa transformation en entreprise il y a environ quatre ans, notre Administration postale, SALPOST, fait des progrès constants. Ces résultats sont obtenus dans une large mesure grâce à un recentrage de l'attention sur le client, lequel devient la raison d'être de l'entreprise. Le souci de le satisfaire même si cela a été difficile quelquefois, a contribué, en partie, au changement spectaculaire réalisé par les services postaux de la Sierra Leone.

Depuis 1990, SALPOST s'est efforcée d'introduire de nouveaux services tels que l'EMS, Post Shop et des services à caractère commercial, comme un service de photocopie, des prestations assurées pour le compte de tiers, et elle a amélioré ses services bancaires, l'ensemble de ces mesures étant destiné à transformer les services postaux de sorte que le client puisse faire toutes ses transactions en un seul endroit. Monsieur le Président, Monsieur le Doyen du Congrès, Monsieur le Directeur général, Mesdames et Messieurs, nous espérons que, grâce à une approche concertée et une réflexion menée aux niveaux mondial et national, les services postaux seront capables d'être un concurrent sérieux dans l'environnement commercial international agité de turbulences que nous traversons actuellement.

Merci de votre attention.

Examen des propositions de modification du Règlement intérieur des Congrès (suite)

Le PRÉSIDENT met en discussion la proposition 19. 24.1 présentée par la République de Corée et portant sur l'examen global, par le Congrès, des projets de décisions autres que celles modifiant les Actes, présentés par la Commission de rédaction.

Proposition 19. 24.1

La CORÉE (RÉP.): Le texte actuel n'indique pas que les projets de décisions autres que celles modifiant les Actes sont aussi présentés au Congrès par la Commission de rédaction. Il convient de combler cette lacune et de préciser en même temps que ces projets sont en règle générale examinés globalement, conformément à la pratique suivie par les Congrès précédents.

Le PRÉSIDENT vérifie si plus de 10 Pays-membres appuient la proposition pour que celle-ci puisse être mise en délibération. Cela étant le cas, il rappelle que, conformément à l'article 28, paragraphe 2, du Règlement intérieur des Congrès, la proposition doit être approuvée par les deux tiers au moins des Pays-membres représentés au Congrès. Cent quarante-six pays étant représentés, la majorité requise est de 98 voix.

Soumise au vote, la proposition 19. 24.1 est adoptée par 139 voix pour, aucune contre et 2 abstentions.

Admission des
médias au Débat
général

Le PRÉSIDENT présente la proposition 026 visant à admettre la présence des médias lors du Débat général du XXI^e Congrès en qualité d'auditeurs mais sans droit d'intervention en précisant que le Congrès de Washington avait établi un précédent en adoptant, pour la première fois, une telle mesure.

Proposition 026

La CORÉE (RÉP.) et le BANGLADESH appuient fermement la proposition.

Le Congrès adopte à l'unanimité la proposition 026.

Demandes de parti-
cipation

a) Chambre
de commerce
internationale

Le PRÉSIDENT met en discussion le Congrès – Doc 91 portant sur la demande de la Chambre de commerce internationale (CCI), une organisation non gouvernementale, de participer au Congrès en qualité d'observateur, notamment lors des séances des Commissions 3, 4, 5, 6 et 7.

Congrès – Doc 91

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT: L'article 102, § 6.17, du Règlement général autorise le Conseil exécutif à inviter les organisations non gouvernementales au Congrès en qualité d'observateurs. Le Conseil exécutif n'a pas fait usage de cette faculté mais a remis cette demande au Congrès pour décision. Par conséquent et sauf avis contraire du Congrès, nous devons nous limiter à ce qui est précisé dans l'article 5, § 2, du Règlement intérieur des Congrès, c'est-à-dire restreindre la participation de la Chambre de commerce internationale uniquement aux séances de certaines Commissions concernées. Il faut toutefois préciser dans l'invitation au CCI que les Commissions concernées ont le droit de fixer les conditions de participation, notamment les dates de séances et les points de l'ordre du jour pour lesquels la Chambre de commerce internationale est admise.

Le PRÉSIDENT précise que, compte tenu de l'attitude prédominante d'ouverture à l'extérieur, le Bureau du Congrès a estimé qu'il conviendrait de donner une suite favorable à la demande du CCI, en limitant sa participation à certains travaux des Commissions du Congrès seulement.

La SUÈDE, tout en manifestant son accord avec la manière de voir du Bureau international, propose également que la question relative à l'admission des organisations internationales non gouvernementales aux séances plénières du Congrès doit être étudiée après le Congrès par le Conseil exécutif dans le cadre de la résolution 022 où sont esquissées les études qui devront être poursuivies sur la structure de l'Union. Ceci sera aussi une bonne occasion pour mettre en harmonie toutes les dispositions du Règlement intérieur des Congrès avec celles du Règlement général, notamment pour ce qui concerne la participation des observateurs au Congrès et à ses Commissions.

L'AUSTRALIE: Le CCI est une organisation d'un grand prestige et participe déjà comme observateur dans plusieurs organisations internationales. La présence du CCI comme observateur au Congrès ajoute à la transparence de l'UPU.

Les PAYS-BAS, la TANZANIE (RÉP. UNIE) et l'ÉQUATEUR sont favorables à l'idée d'inviter la Chambre de commerce internationale en qualité d'observateur uniquement aux séances de certaines Commissions intéressées du Congrès. Les Commissions doivent cependant fixer les conditions d'admission.

Le JAPON est en principe favorable à une ouverture de l'Union au monde extérieur. Mais il est difficile de concevoir la participation au Congrès de la Chambre de commerce internationale en qualité d'observateur étant donné qu'il y a beaucoup de questions sensibles, internes à l'Union, qui sont discutées au sein de certaines séances des Commissions. Il y aurait aussi un risque que d'autres organisations, y compris celles regroupant des concurrents de la poste, demandent la participation aux travaux des organes de l'Union sur la base du précédent de la CCI.

La SIERRA LEONE: Les services postaux de notre pays (SALPOST) font partie de la Chambre de commerce nationale. Toutefois, nous partageons les préoccupations du Japon. Nous vivons dans un monde de concurrence et il se peut que d'autres organisations non gouvernementales demandent également à l'avenir une participation aux travaux du Congrès.

Le LESOTHO: Le CCI ne nous invite pas à participer à ses délibérations et nous ne savons pas dans quelle mesure le CCI représente nos clients. C'est pourquoi nous sommes opposés à la participation du CCI au Congrès.

La BELGIQUE et la THAÏLANDE se rallient à l'opinion du Japon.

La ZAMBIE et la TURQUIE sont favorables à une ouverture de l'Union, mais indiquent qu'il faut être prudent en ce qui concerne l'admission d'observateurs.

La FRANCE: Nous ne sommes pas contre l'admission d'organisations internationales non gouvernementales en qualité d'observateurs aux séances des Commissions. Cependant, il ne faut pas se précipiter et se prononcer trop vite sur la demande de la Chambre de commerce internationale. Le futur Conseil d'administration doit examiner cette question afin de dégager des critères nécessaires pour l'admission future d'observateurs au Congrès.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: La proposition de la France de confier au futur Conseil d'administration la tâche d'établir des normes pour l'admission d'observateurs aux séances du Congrès est très judicieuse. Dans l'immédiat, le Congrès pourrait inviter la Chambre de commerce internationale aux réunions des Commissions, sous réserve des restrictions éventuelles qui seraient définies, au cas par cas, par les Commissions concernées.

Soumise au vote, le Congrès approuve, par 78 voix pour, 37 contre et 28 abstentions, la participation de la Chambre de commerce internationale en qualité d'observateur et sans droit de vote aux Commissions 3, 4, 5, 6 et 7 du Congrès, sous réserve des conditions de participation qui seront définies par chaque Commission concernée.

Demande de participation au Congrès présentée par l'Association du personnel du Bureau international de l'UPU

Le PRÉSIDENT fait part de la demande de l'Association du personnel du Bureau international d'être représentée aux séances plénières et à celles des Commissions 2 et 3, lorsque des questions concernant le personnel y seront examinées.

Le Congrès accepte la demande de l'Association du personnel du Bureau international faisant l'objet du Congrès – Doc 82.

Congrès – Doc 82

Attribution des propositions d'ordre général et des Congrès – Doc aux différents organes du Congrès

Le PRÉSIDENT invite le Congrès à examiner le Congrès – Doc 37/Rev 1 portant sur l'attribution des propositions d'ordre général (annexe 1) et des Congrès – Doc (annexe 2) à ses différents organes. Les annexes 1 et 2 sont approuvées sans discussion.

Congrès – Doc 37/Rev 1

L'annexe 3 se réfère à la proposition 10. 31.1 du Japon, qui est parvenue au Bureau international après l'expiration du délai prévu pour la présentation des propositions de modification de la Constitution. Cette proposition ne sera prise en considération que sur décision du Congrès par l'application de l'article 119, paragraphe 2, du Règlement général.

Après vérification du quorum et soumise au vote, la proposition 10. 31.1 est admise pour discussion par 128 voix pour, aucune contre, et 14 abstentions, et attribuée à la Commission 3.

Refonte de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements d'exécution

L'ARGENTINE, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 3 DU CONSEIL EXÉCUTIF, présente le Congrès – Doc 60 ainsi que les additifs 1, 2, 3, 4 portant sur la refonte de la Convention, de l'Arrangement concernant les colis postaux et de leurs Règlements d'exécution, ainsi que la proposition 01 visant à l'adoption des projets définitifs de ces Actes révisés pour servir de base aux délibérations du Congrès.

Congrès – Doc 60 et Add 1 à 4

Le Congrès adopte la résolution 01 ainsi que le Congrès – Doc 60 et ses additifs 1 (Convention postale universelle), 2 (Règlement d'exécution de la Convention), 3 (Arrangement concernant les colis postaux), 4 (Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux).

Proposition 01

Détermination des pays et territoires en développement au sein de l'UPU

Le PRÉSIDENT: Ce document est important pour les Pays-membres de l'Union car il contient une liste des pays et territoires en développement membres de l'UPU qui pourra servir de référence lors des élections au futur conseil d'exploitation postale, lors de l'établissement du nouveau système des frais terminaux et également lors de la détermination des trois catégories des pays en développement bénéficiaires de l'assistance technique de l'UPU.

Congrès – Doc 90

M. MAZOU, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL, présente le Congrès – Doc 90.

Aucune observation n'ayant été formulée, le Congrès – Doc 90 est adopté.

Distribution
du bulletin
du GDEW
«NewsFlash»

Le JAPON a posé la question de savoir de quelle façon le bulletin du GDEW «News Flash» a été distribué à tous les participants au Congrès, car le GDEW n'est pas une Administration postale ni un organisme gouvernemental mais un coursier privé parmi d'autres. Le GDEW n'a d'ailleurs pas accès au Congrès.

Le PRÉSIDENT précise que la distribution d'un tel document ne lui a pas été signalée. Seuls les documents publiés par le Bureau international ou par le secrétariat coréen peuvent être distribués dans les cases.

Lorsqu'il s'agit d'autres documents, ceux-ci doivent être soumis au Président du Congrès. Cette procédure sera dorénavant respectée strictement par le secrétariat coréen.

La séance est levée à 18 heures.

Au nom du Congrès: Le Président,
 Young-su Kwon

Le Secrétaire général,
A.C. Botto de Barros

Le Secrétaire,
L.L. Fernandes Pinheiro

Quatrième séance du Congrès

Mercredi 24 août 1994

Présidence de M. Young-su Kwon, Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Communications

Le DOYEN: Hier soir, la délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a offert une merveilleuse réception. Je voudrais remercier la délégation britannique, au nom de tous les participants, de cette magnifique réception.

Le PRÉSIDENT: Avant de commencer le Débat général, je voudrais donner la parole à certaines délégations qui ont souhaité faire une déclaration de caractère général.

Déclarations

L'INDONÉSIE: Avant toute chose, j'aimerais vous féliciter, Monsieur le Président, au nom de la délégation indonésienne, pour votre élection à la présidence de ce XXII^e Congrès de l'Union postale universelle. Je suis convaincu que, sous votre conduite éclairée, ce Congrès verra ses travaux couronnés de succès.

J'aimerais aussi exprimer toute mon admiration et mes remerciements au Comité d'organisation pour le talent avec lequel il a organisé cet important Congrès dans la magnifique ville de Séoul. Je suis certain que nous ressentons tous la chaleureuse hospitalité du peuple coréen et que nous apprécions ce séjour agréable.

La délégation indonésienne souhaiterait également saisir l'occasion qui lui est donnée d'exprimer sa plus vive reconnaissance à l'Union postale universelle qui, au cours des périodes précédant le Congrès, a montré qu'elle excellait à s'acquitter de ses missions, à l'avantage de toutes les Administrations postales des Pays-membres.

L'Union postale universelle, qui est l'une des plus grandes organisations internationales, a remporté de nombreux succès depuis sa création en 1874. Il n'a certainement pas été facile de parvenir à ces résultats. Outre le travail important accompli par tous les organes de l'Union, l'esprit profondément ancré de coopération et de solidarité des Administrations postales est un grand atout pour l'Union, car il concourt aux buts communs aux services postaux internationaux.

Pour nous, peuple indonésien, cet esprit de coopération et de solidarité correspond tout à fait à notre philosophie nationale qui tend à obtenir harmonieusement une concordance de vues sur toutes les questions qui présentent un intérêt pour le peuple indonésien.

La mondialisation, favorisée par le développement des techniques de communication, est à l'origine de l'évolution continue de l'économie mondiale découlant, entre autres, de l'application des principes du GATT. Cette mondialisation à son tour entraîne l'expansion du commerce mondial et l'ouverture de nouveaux débouchés mais, par contre-coup, expose aussi le service postal international à une concurrence acharnée. Il en ressort, par conséquent, pour les services postaux soucieux de survivre et de rester rentables, la nécessité de redéfinir leur politique et leur stratégie et de faire une large place à l'aspect commercial de leurs services, sans pour autant sacrifier l'obligation sociale à laquelle le service postal international est tenu.

Au vu de ces derniers développements, une question importante se pose à laquelle il convient de répondre: étant donné sa structure, l'Union peut-elle user de son pouvoir pour mener à bien sa mission, qui est de satisfaire les besoins des Administrations postales, en particulier ceux des pays les moins avancés et des pays en développement, et d'accroître sa compétitivité, son rendement, pour faire face à la concurrence croissante à la veille du XXI^e siècle?

L'existence actuelle de nombreux concurrents, dont nous avons parlé plus haut, permet aux usagers des services de messagerie d'avoir un choix plus vaste. Bon nombre de coursiers privés sont considérés, à certains égards, comme des prestataires de services de qualité supérieure. Incontestablement, la poste n'a d'autre solution, pour relever ce défi, que d'augmenter la qualité de ses services. A cette fin, tous les organes de l'Union et toutes les Administrations postales devraient entretenir l'esprit de coopération et de solidarité qui a toujours existé, et travailler harmonieusement la main dans la main. Il serait dès lors évident qu'il existe bel et bien un service postal international unique doté d'un réseau mondial.

Par ailleurs, l'autonomie de gestion accordée par l'Etat à son opérateur postal, ainsi que l'a recommandé l'Union dans le Programme général d'action de Washington, est un atout important qui permet à cet opérateur d'améliorer ses politiques et sa stratégie dans le sens d'une plus grande prise en compte des conditions du marché.

Nous avons noté que le Conseil exécutif (CE) et le Conseil consultatif des études postales (CCEP), organes permanents de l'Union, ont fourni un travail considérable et de qualité pour aider l'Union à s'acquitter de sa mission, notamment dans les domaines commercial et technique, et en ce qui concerne certaines questions de réglementation dérivant de l'évolution de la situation mondiale. L'Indonésie, qui est membre du CE et du CCEP, a pris une part active à ces activités et souhaiterait jouer un rôle plus important dans les cinq années à venir.

Par la même occasion, j'aimerais aussi remercier le Directeur général du Bureau international de l'UPU ainsi que l'ensemble de son personnel pour l'excellent travail qu'ils ont accompli durant ces cinq dernières années, dans l'intérêt de toutes les Administrations postales.

Dans l'esprit du Programme général d'action de Washington, l'Administration postale de la République d'Indonésie a procédé à la mise en valeur de ses services postaux. Parmi les mesures les plus importantes qu'elle ait prises, on peut

citer la création de la Direction commerciale, au sein de l'entreprise publique des postes et des chèques postaux, qui a pour tâche de gérer de nombreuses activités de marketing et de commercialisation, ainsi que de mettre en pratique le principe du Congrès de Washington, qui consiste à «Mieux servir la clientèle».

S'agissant de la qualité des services et des stratégies d'exploitation, de nombreuses mesures ont aussi été prises, au nombre desquelles se trouvent:

- 1° la création d'une flotte spéciale assurant le transport des colis postaux entre les îles de Sumatra, Java et Bali, afin de réduire les délais d'acheminement;
- 2° la mise en place d'un service de guichets informatisé;
- 3° la mécanisation et l'automatisation du centre de traitement du courrier de Jakarta.

Dans un avenir proche, le Gouvernement de la République d'Indonésie permettra à l'Entreprise publique des postes et des chèques postaux de gérer ses affaires de manière plus indépendante; cette entreprise pourra dès lors développer le service public et prendre des mesures plus orientées vers un but lucratif. Il ne fait aucun doute que les résultats mentionnés ci-dessus n'auraient jamais pu être obtenus sans l'aide de l'UPU et d'autres Administrations postales, notamment dans les domaines suivants:

- développement des ressources humaines;
- marketing et information du public;
- voies d'acheminement des dépêches;
- système de suivi et de localisation EMS;
- modernisation des services de guichet;
- mise en place d'un système EDI au bureau d'échange pour le courrier-avion de Jakarta, qui constitue l'un des projets pilotes de l'Unité EDI de l'UPU.

J'aimerais remercier l'UPU et toutes les Administrations donatrices de leur soutien et de leur aide.

Après avoir évalué le travail accompli, nous devrions montrer que nous sommes responsables devant la communauté postale mondiale et montrer que nous nous sentons engagés envers elle. Ce sont les raisons pour lesquelles l'Indonésie soutient sans réserve le projet de restructuration de l'UPU. J'espère que notre engagement donnera lieu à des échanges de vues au cours de cette réunion.

En conclusion, permettez-moi de vous rappeler que «la force de la chaîne est tributaire du plus petit de ses maillons», et que jamais, au grand jamais, la solidarité qui unit les Pays-membres ne doit faillir.

Que le Tout-Puissant vous donne la force d'agir ainsi.

(Applaudissements.)

Le BRUNEI DARUSSALAM: Permettez-moi, en mon nom personnel et au nom de la délégation de Brunei Darussalam, de profiter de cette occasion pour adresser mes salutations et mes plus vives félicitations à vous-même, Monsieur le Président, pour votre élection à l'unanimité à la présidence du XXI^e Congrès de l'Union postale universelle. Je ne doute pas que sous votre conduite éclairée,

Monsieur le Président, ce Congrès réussira à atteindre ses objectifs, qui consistent à assurer un meilleur avenir pour la poste dans nos pays respectifs et au profit du monde dans son ensemble.

Au nom du Gouvernement de Brunei Darussalam, j'aimerais aussi remercier l'Administration postale et le Gouvernement de la République de Corée pour le chaleureux accueil et la généreuse hospitalité qu'ils nous ont témoignés depuis notre arrivée dans cette belle ville de Séoul. Je souhaiterais aussi féliciter votre Administration postale pour avoir choisi ce magnifique centre de rencontre pour cette très importante réunion.

Brunei Darussalam est membre de l'UPU depuis 1985. L'UPU nous a beaucoup apporté. Nous apprécions grandement l'assistance de l'Union et la prévenance avec laquelle elle nous soutient dans nos efforts d'amélioration des services postaux à Brunei, par ses missions d'experts, ses actions de formation et les autres activités qu'elle mène.

Les services postaux de Brunei Darussalam continuent de fournir un important service de communication, même en cette ère de rapide mutation technologique, où les progrès des télécommunications rapprochent les peuples grâce aux échanges d'information. Ils continuent de constituer un moyen de communication fiable pour le public en général, pour les entreprises et les Administrations publiques. Le Gouvernement a continué d'étendre et d'améliorer le système et l'infrastructure, en particulier dans les nouvelles communautés urbaines. Les services postaux desservent désormais un vaste territoire géographique et l'Administration a également mis en place de nouveaux services de guichet. Ces nouveaux services ont été bien accueillis par le public si l'on en juge d'après la forte affluence de clients qui se pressent dans les bureaux de poste.

Le Programme général d'action de Washington (PGAW), adopté par le XXe Congrès de Washington, a fixé la direction que devait emprunter le développement des services postaux du monde entier et, à Brunei, nous nous sommes fixé pour mission de mettre en œuvre ce Programme. L'Administration postale a centré son action sur le développement des services en fonction des «besoins des clients». Suivant des stratégies commerciales plus audacieuses, elle a identifié et introduit de nouveaux services postaux adaptés au marché local, tels que l'envoi de cartes d'invitation à des mariages, des services de distribution sous contrat et bien d'autres produits encore. Certains de ces services satisfont une grande demande de communication sociale de la population.

Toutefois, le développement du secteur international de nos activités postales fait aussi partie de nos préoccupations majeures. Les services postaux demeurent encore un moyen de communication internationale peu coûteux pour le grand public. Nous sommes très impatients de relever les futurs défis que représente le développement des services postaux mondiaux, un secteur qui se doit d'être moderne, dans ce monde des communications fortement exposé à la concurrence. Si l'on considère l'évolution des services postaux comme allant vers l'établissement d'un service de communication mondial, le futur rôle de l'UPU est une question essentielle qui mérite toute notre attention. A la lecture de l'ordre du jour, je suis heureux de noter que le thème principal du Débat général tournera autour du «rôle de l'UPU et la poste de demain». C'est un sujet qui suscite beaucoup d'intérêt. Pendant des siècles, jusqu'à la fin des années soixante, la poste a joui d'un monopole sur les produits qu'elle offrait au public. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une rude concurrence de la part de coursiers privés – ceux-ci sont à même d'acheminer à destination des documents et des colis plus rapidement et parfois plus sûrement. Les bouleverse-

ments qui ont affecté l'environnement économique mondial sont à l'origine de ces nouveaux défis. Ils ouvrent de ce fait de nouveaux horizons et offrent aux services postaux de passionnantes possibilités, en particulier dans le contexte mondial.

Dans le nouvel ordre économique qui s'instaure, à la suite de l'Uruguay Round, l'idée d'un monde sans frontières devient réalité. L'UIT rend cette vision plus réelle encore en évoquant la notion d'un village mondial. La notion d'interdépendance économique des Etats est passée à celle de l'interconnexion économique. Dans ce nouveau paysage, je pense que la tâche qui attend l'UPU se rapproche davantage de sa mission qui est de former un «territoire postal unique» et l'esprit de coopération dont font montre ses membres pour garantir la «liberté de transit» s'inscrit avec plus de pertinence encore dans ce nouvel ordre économique mondial.

Le changement radical du secteur des télécommunications a emporté dans son sillage des innovations techniques porteuses de nouvelles possibilités de service pour les postes. C'est ainsi que de nouveaux types de services, comme les échanges de données informatisées, sont devenus possibles. Grâce à l'emploi des moyens de communication électroniques, la fiabilité et la rapidité des services postaux peuvent être renforcées. A cet égard, l'effort collectif fait par l'Union pour imaginer la manière la plus efficace de réaliser ces potentialités sera bénéfique pour notre communauté tout entière. Je ne doute pas que par notre action conjuguée nous parviendrons à augmenter la compétitivité du réseau postal mondial.

Enfin, je tiens à nouveau, Monsieur le Président, à vous remercier et, à travers vous, à remercier le Gouvernement et le peuple de la République de Corée pour tout ce que vous faites pour rendre notre séjour ici, à Séoul, plaisant et plein d'attraits. Je vous présenterai aussi, ainsi qu'à toutes les délégations, tous mes vœux de succès dans le déroulement de ce Congrès.

(Applaudissements.)

La TANZANIE (RÉP. UNIE): C'est un grand plaisir et un honneur pour moi que de prendre la parole devant votre auguste assemblée de plénipotentiaires qui représente les gouvernements des Pays-membres de l'Union postale universelle. Au nom de ma délégation et en mon nom propre, je vous transmets les salutations du Gouvernement et du peuple de la République unie de Tanzanie. J'aimerais aussi exprimer toute la gratitude de ma délégation pour le remarquable accueil que nous a réservé le peuple coréen et l'aimable hospitalité dont il fait preuve depuis que nous sommes arrivés dans cette magnifique ville de Séoul. Compte tenu de l'atmosphère amicale qui règne et de l'efficacité avec laquelle ce Congrès est organisé, nous nous attendons à ce que cette réunion soit couronnée de succès, et suscite la formulation d'idées et la prise de décisions très constructives propres à améliorer la poste de demain.

Ce XXII^e Congrès de l'UPU a lieu à un moment où la plupart des pays ici représentés subissent des transformations sociales, économiques et politiques fondamentales qui touchent directement ou indirectement la poste. Durant ces dernières années, le Gouvernement de la République unie de Tanzanie s'est lancé dans un vaste programme de relance des principaux secteurs de l'économie. Ce sont les réformes radicales des secteurs para-publics, financiers et des communications qui revêtent une importance particulière pour la poste. La Commission chargée de la réforme du secteur para-public a pour tâche, entre autres, de restructurer les entreprises para-publiques pour que celles-ci soient plus rentables et commercialement viables. Les réformes entreprises dans le secteur

financier ont permis de libérer les taux d'intérêt ainsi que le système de change des devises afin de faciliter les mouvements des capitaux d'investissement à l'entrée dans notre pays et à l'intérieur de nos frontières. Mais surtout les réformes du secteur des communications ont libéralisé le marché des communications, le rôle du Gouvernement consistant toujours à définir les politiques et le cadre réglementaire de ce secteur, assurant ainsi les moyens de gérer efficacement un marché exposé à la concurrence.

En vertu d'un décret pris en 1993 et entré en vigueur le 1er janvier 1994, la «Tanzania Posts and Telecommunications Corporation» a été séparée en deux entités la «Tanzania Posts Corporation» et la «Tanzania Telecommunications Company Ltd». Parallèlement, un texte législatif a été adopté, autorisant la création de la Commission tanzanienne des communications, organisme chargé de la réglementation applicable à tous les exploitants du secteur des communications. Compte tenu du nouvel environnement concurrentiel qui s'est instauré et dans le cadre de son décret constitutif, la «Tanzania Posts Corporation» doit adapter et améliorer ses services en vue de satisfaire les besoins de la clientèle. Elle doit mettre au point et lancer de nouveaux produits, diversifier ses sources de revenus tout en proposant un plus grand choix de services à ses clients. L'entreprise postale tanzanienne doit concevoir et encourager l'application de techniques de gestion novatrices qui permettront de faire de la poste une entreprise postale nationale dynamique, capable de s'adapter aux conditions du marché. Elle se doit avant tout d'être rentable, financièrement fiable et autosuffisante.

Il a également été remarqué avec grand intérêt que dans le cadre du Débat général, nous centrons notre attention sur la nécessité de définir la poste de demain en fonction de l'organisation et de la gestion de l'Union dans son ensemble, sur les difficultés à établir un équilibre entre la notion d'universalité du service postal et l'obligation d'adopter une approche commerciale, ainsi que sur la nécessité d'élaborer en faveur du développement des services postaux une stratégie globale cohérente en tenant compte des techniques les plus récentes et de la concurrence qui se livre sur le marché des communications. La poste, qui pendant si longtemps a été habituée à la protection monopolistique des services postaux, assume aujourd'hui le choc de l'apparition de la concurrence résultant de la libéralisation des économies, de la déréglementation et de la suppression des monopoles des principales institutions publiques, dont la poste.

Au vu des difficultés qui se dressent devant les Administrations postales de tous les pays, et en particulier les pays en développement qui doivent lutter pour mettre en place et entretenir un service postal viable dans des conditions économiques difficiles, la République unie de Tanzanie souhaite appuyer les récents efforts faits par l'UPU pour moderniser ses structures et les rendre propres à répondre aux besoins de ses membres. La Tanzanie est convaincue qu'il faut maintenir les principes fondamentaux de l'UPU selon lesquels la création d'un seul territoire postal permet non seulement de garantir la liberté de transit des envois mais aussi de favoriser un développement et un fonctionnement collectif et harmonieux des systèmes postaux internationaux rendant possible la constitution d'un réseau postal intégré accessible à toute l'humanité, sans discrimination d'aucune sorte. Grâce à la mondialisation actuelle de l'économie et à la multiplication des besoins de communication, la poste internationale peut se développer et prospérer malgré la concurrence. En agissant en collaboration, les Administrations postales peuvent former une formidable alliance stratégique qui leur permettra de faire front à leurs concurrents.

Dans l'esprit de solidarité internationale qui existe entre les Administrations postales, il convient de renforcer et de resserrer les liens de coopération actuels afin de préserver l'intégrité du réseau postal mondial. Les pays industrialisés et les pays en développement sont tous associés dans le domaine postal, et toute tendance à écarter les pays en développement du grand courant d'innovations et d'applications techniques serait préjudiciable à tous les Pays-membres. Les clients de la poste, qui sont dispersés aux quatre coins du monde, sont tous sensibles à la qualité du service qui leur est offert d'où qu'ils viennent. Il importe donc que l'UPU fasse en sorte que les programmes de coopération technique entre les Pays-membres prévoient le transfert de technologies des pays développés aux pays en développement. Ce transfert de compétences et de techniques permettra d'instaurer un semblant d'égalité entre les différents systèmes d'organisation et d'exploitation du service postal international et de mettre ainsi en œuvre une forte synergie concurrentielle sur le marché.

La poste de demain a des chances de survivre, tout comme l'UPU. Mais, l'UPU et chacun de ses Pays-membres devraient se tenir au courant des principales manifestations d'évolution du marché des communications, qui devient chaque jour plus complexe, plus concurrentiel et plus fuyant. L'UPU a la capacité d'adaptation nécessaire pour que ses Pays-membres trouvent rapidement trouver les solutions qui s'imposent en ce qui concerne ses modes de fonctionnement, de sorte que la solidarité, la coopération et l'intégrité, du service postal continuent d'exister. Bien qu'elle soit par définition une organisation intergouvernementale, l'UPU devrait se considérer comme une entreprise commerciale multinationale chargée de mettre en valeur un réseau postal mondial intégré et fiable.

Je ne saurais conclure mon intervention autrement qu'en appelant tous les Pays-membres à travailler ensemble pour que les succès obtenus jusqu'ici par l'Union, notamment en ce qui concerne la conception et l'introduction de nouveaux services tels que l'EMS ou l'EDI (Echanges de données informatisées) servant au suivi et à la localisation des envois, se confirment, dans l'intérêt général de tous les partenaires du service postal. C'est en modernisant les systèmes de gestion postale par l'utilisation de nouvelles techniques et la création de services répondant à l'attente de la clientèle, que nous parviendront à rendre la poste compétitive sur le marché et donc à assurer sa survie aux niveaux national et international.

Pour terminer, j'aimerais féliciter la République de l'Afrique du Sud d'avoir organisé des élections démocratiques aux suffrages universelles, qui ont permis de mettre en place un gouvernement démocratique non racial. Avec les autres Etats membres nous souhaitons la bienvenue à la République de l'Afrique du Sud au sein de notre Union.

(Applaudissements.)

Débat général sur le thème: «L'UPU et la poste de demain: planification stratégique globale face à un environnement concurrentiel»

Congrès – Doc 73, 73/Add 1, 73.1 et 87

Le PRÉSIDENT prononce son discours d'ouverture:

Mesdames et Messieurs les délégués, observateurs et hôtes,
Mesdames et Messieurs,

J'ai le plaisir et le privilège de vous souhaiter la bienvenue à vous tous qui participez aujourd'hui au Débat général du XXI^e Congrès de l'UPU sur le thème «L'UPU et la poste de demain: planification stratégique globale face à un environnement concurrentiel».

Ce thème général a été choisi par le Conseil exécutif à sa session de 1993, conformément à une décision du Congrès de Washington (décision C 48).

Lors de cette même session, le Conseil exécutif a donné son accord de principe au sujet de quatre sous-thèmes, sous réserve des résultats d'une consultation du pays hôte et des Pays-membres désignés pour animer le débat. Les quatre sous-thèmes, ou sujets, ont ainsi été adoptés et deux Pays-membres, un pays développé et un pays en développement ont été choisis pour animer les discussions sur chaque sujet et assumer conjointement la responsabilité du traitement de leur sujet. L'idée de cette responsabilité assumée à deux a pour but de garantir la prise en compte des besoins spécifiques des pays en développement.

Je saisis cette occasion pour vous rappeler l'intitulé des quatre sous-thèmes adoptés et le nom des Pays-membres chargés de les animer:

1. Les structures de l'UPU à l'aube du XXI^e siècle – Etats-Unis d'Amérique et République tchèque.
2. La dualité des «services postaux universels» et d'une «approche commerciale» – Suisse et Côte d'Ivoire (Rép.).
3. La qualité totale dans un environnement concurrentiel – Japon et Emirats arabes unis.
4. Stratégie globale et développement postal – Australie et Chili.

Maintenant que nous savons sur quoi portera notre débat et de quels éléments il sera composé, j'aimerais vous rappeler, Mesdames et Messieurs les délégués et observateurs, que, suivant une pratique qui a commencé au Congrès de Washington, nos hôtes d'aujourd'hui comprennent des représentants des médias. J'espère que les discussions que nous aurons durant ces deux jours contribueront à leur faire mieux comprendre l'Union postale universelle et son rôle et inspireront quelques bons articles et, pourquoi pas, de gros titres favorables.

Il est certain que l'Union postale universelle n'est pas connue universellement, malgré le fait que ses membres offrent le réseau de communications physiques le plus étendu qui existe, influant sur la vie de tous les jours d'une grande majorité de la population mondiale. Bien qu'elle soit l'une des plus anciennes et des plus petites des organisations internationales, elle a toujours eu tendance à garder un profil bas et n'a jamais été en quête ni n'a fait l'objet de beaucoup de publicité. A l'instar des Administrations postales de beaucoup de Pays-membres, l'UPU a acquis au cours des cent vingt années, peut-être injustement, l'image d'une institution publique bureaucratique traditionnelle, assez statique: solide, estimable, mais plutôt conservatrice et lente à se mouvoir.

Toutefois, ainsi que nous le verrons au cours de ce débat, cette image s'atténue, le changement commence à se manifester dans le monde postal, parfois même d'une manière radicale qui aurait été impensable il y a à peine cinq ans. Après avoir débattu longuement et avec beaucoup de conviction la nécessité d'une réforme du monde postal – le premier débat de ce genre a eu lieu au Congrès de Rio 1979 – nous avons vu durant les cinq dernières années des signes évidents d'un véritable vent de réformes structurelles et opérationnelles, aux niveaux national et international, visant à mieux servir nos clients.

Le coup d'envoi de ce processus doit être porté au crédit du dernier Congrès, auteur du Programme général d'action de Washington, lequel a eu le mérite non seulement d'énoncer des principes généraux mais aussi d'être un programme pragmatique et pratique d'actions concrètes, que gouvernements, Administrations postales et organes de l'Union étaient appelés à mettre en œuvre pour améliorer l'efficacité globale du service postal mondial, sous tous ses aspects importants.

La mise en œuvre du Programme général d'action de Washington a été soigneusement suivie et encouragée par des Commissions du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales, soutenues dans cette tâche par le Bureau international, en particulier en ce qui concerne la mise en œuvre des activités de coopération technique destinées à aider les Administrations à atteindre les objectifs du programme et à en réaliser les actions. Le rapport commun des organes de l'Union sur la mise en œuvre du programme fait l'objet du Congrès – Doc 21 qui sera présenté et discuté en séance plénière. Je n'insisterai aujourd'hui que sur le fait qu'il ne serait pas réaliste d'espérer pouvoir, sur une période relativement aussi courte, constater en termes quantifiables le virage de la tendance du marché postal dans le monde, mais j'aimerais citer un passage tiré des conclusions du rapport commun:

«Le PGAW a contribué incontestablement à un remarquable réveil des consciences dans un nombre important d'Administrations postales: conscience de la nécessité d'une mutation de l'Union et des services postaux face à un nouveau marché des communications, conscience de la réalité et de la présence des concurrents, conscience des nouveaux besoins et des exigences de qualité de plus en plus affirmés par la clientèle. Il y a eu aussi la volonté d'agir comme l'attestent les résultats remarquables obtenus dans certains domaines.»

Bien que le thème que nous traitons aujourd'hui porte essentiellement sur l'avenir des services postaux et sur l'UPU, je pense qu'il vaut la peine de consacrer quelque temps au rappel des accomplissements du PGAW, qui a été le produit final du Débat général tenu au dernier Congrès, sur le thème «Mieux servir la clientèle – Stratégies commerciales et opérationnelles de la poste». Le PGAW a représenté un pas en avant considérable pour l'UPU et j'espère qu'à Séoul, nous serons capables de tirer profit de cette belle œuvre et de continuer d'avancer. Notre Débat général, qui pour la première fois dure deux jours, nous donnera l'occasion, à nous décideurs en matière de service postal, aux niveaux national et international, d'examiner les directions dans lesquelles l'environnement postal a changé depuis Washington et changera dans l'avenir, de juger dans quelle mesure notre réaction face à notre environnement, et au marché des communications qui en dérive, est encore valable et acceptable. Il nous permettra aussi de proposer les moyens d'actualiser notre stratégie globale, d'améliorer davantage notre organisation, notre structure, les modes d'exploitation de nos services, les stratégies de produits et notre manière de servir la clientèle, en ne perdant jamais de vue notre objectif global qui est de mieux servir nos clients, partout dans le monde. L'espoir qui m'habite est que nous puissions, en agissant de la sorte, mettre à profit les nombreux aspects positifs du PGAW, les

développer et les affiner, pour les adapter à notre environnement changeant, et y ajouter des idées, des politiques et des actions nouvelles, propres à nous permettre d'être mieux armés pour affronter l'avenir. Nous avons ici la chance et le devoir de penser en termes de stratégie et d'une manière constructive au sujet de notre avenir commun d'offrir une gamme de services répondant pleinement aux besoins de nos clients, les citoyens du monde entier. Il nous incombe d'être à même, à l'issue de notre débat, de planter la flèche qui indiquera la voie de l'avenir, de donner une orientation stratégique et d'établir des priorités communes pour la prochaine période quinquennale, de 1994 à 1999.

Il a été suggéré que cette orientation pour notre avenir immédiat, qui sera soumis à l'approbation du Congrès en séance plénière, porte le nom de «Stratégie postale de Séoul». J'espère que cette idée rencontrera l'approbation générale et que je pourrai compter sur vos interventions au Débat général pour nous aider à bâtir cette stratégie postale de Séoul sur les solides fondations que furent les travaux des Congrès de Rio de Janeiro, de Hambourg et de Washington.

Nous avons parmi nous aujourd'hui le Secrétaire général, M. Botto de Barros, qui a joué un rôle majeur dans les trois Congrès auxquels j'ai fait allusion, et qui a donc nourri l'idée, depuis le Congrès de Rio de Janeiro, d'une Union postale universelle mue par une vision stratégique globale. Je pense donc que c'est le moment opportun de lui donner la parole.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL prononce son discours:

Monsieur le Président du Congrès,
Messieurs les Chefs de délégation,
Honorables délégués,
Mesdames et Messieurs,

Une fois de plus, c'est un très grand honneur pour moi de participer, avec vous, au Débat général, que nous pouvons maintenant considérer comme une tradition de l'UPU, depuis que l'idée de l'institution de cette instance a germé au Congrès de Rio de Janeiro comme certains d'entre vous ne manqueront pas de s'en souvenir. Son utilité n'est donc plus à démontrer et son impact dans la conduite de nos affaires, tant au plan national ou régional qu'au niveau international est, fort heureusement, toujours grandissant.

En effet, le Débat général est devenu un forum très apprécié qui a la particularité de regrouper l'ensemble des décideurs dans les domaines réglementaires et opérationnels, des gestionnaires et des experts dans les divers domaines et métiers de la poste, offrant ainsi une opportunité spécifique, dans le cadre des Congrès de notre Union, de discuter des problèmes de la poste, de définir une orientation stratégique cohérente, de déterminer des objectifs globaux et des stratégies associées, et de définir un programme d'action commun pour la période quinquennale à venir, programme dont le financement est assuré entièrement ou partiellement, grâce aux efforts conjugués de tous les partenaires.

Le sujet qui constitue le thème central des discussions du présent débat, et qui a été annoncé par le Président du Congrès, à savoir: «L'UPU et la poste de demain: planification stratégique globale face à un environnement concurrentiel» – est à la fois pertinent et d'actualité. Il nous conduira nécessairement à analyser des questions qui préoccupent aujourd'hui les acteurs publics du monde postal dont certains, pour ne pas dire tous, seront appelés à agir dorénavant dans un environnement fortement secoué par le vent de la déréglementation et de la libéralisation du marché postal.

C'est le lieu de rappeler que ces tendances avaient été déjà relevées dans le cadre des travaux ayant donné lieu au Programme général d'action de Washington, qui peut être considéré comme le premier programme stratégique de l'UPU dont le but primordial était de mieux préparer la poste à mieux servir ses clients. Le PGAW – et, bien entendu, d'autres actions spécifiques qui ont été entreprises récemment au sein de l'UPU par l'un ou l'autre de ses organes – doivent surtout être considérés comme des forces unificatrices qui ont le mérite de conjuguer l'ensemble des efforts aux plans national, régional et international, les Pays-membres agissant de concert dans une solidarité manifeste, dans le cadre d'une stratégie visant des objectifs communs. Si tel n'avait pas été le cas, et si tel n'est pas le cas dans l'avenir, il est à craindre que la concurrence externe, c'est-à-dire celle exercée par les autres opérateurs postaux, ait pour conséquence néfaste une concurrence intra-muros – celle entre Administrations postales – ce qui, à mon avis, conduirait à l'affaiblissement, voire à la désagrégation du réseau postal international. Ceci est le cas notamment lorsque les Administrations postales se font concurrence sur leurs territoires respectifs.

Il faut cependant avoir à l'esprit que la force des concurrents est, entre autres, liée à leur capacité à contrôler la qualité de service de bout en bout et à leurs systèmes d'information fermement adossés sur les nouvelles technologies; je fais ici référence notamment à leur système de suivi et de localisation des envois qui répond aux besoins d'information des clients. C'est donc dire que l'Union postale universelle devra nécessairement renforcer et dynamiser le réseau postal international, celui-ci ne pouvant être considéré comme une simple juxtaposition des réseaux postaux nationaux avec toutes les inerties que cela entraîne. A cet effet, l'adoption d'une politique d'innovation, la mise en œuvre d'actions concertées et une coordination aux niveaux régional et international sont nécessaires.

En ce qui me concerne, j'ai la ferme conviction que la vraie réponse à ces défis passe nécessairement par l'adoption de trois principes fondamentaux que sont:

- la connaissance du marché (les clients et leurs besoins, la concurrence, les produits offerts, etc.);
- la satisfaction des besoins des clients à toutes les étapes de nos relations avec eux; ici, il convient de faire sien le concept d'une excellente qualité pour tous les produits et services offerts;
- l'innovation par la promotion des produits et services, des technologies et de la gestion.

Lors de la réunion extraordinaire à haut niveau tenue à Berne en mai 1992, j'ai interpellé les Administrations en leur suggérant qu'elles devraient impérativement trouver, au jour le jour, les réponses adéquates aux deux questions primordiales suivantes:

- 1° Qui sont les clients de la poste?
- 2° Quels sont leurs besoins?

Ces deux questions fondamentales demeurent toujours actuelles. Quelle autre entité – outre la poste – peut affirmer que tous les citoyens du monde sont ses clients?. En ce qui concerne la réaction des Administrations postales dans un environnement concurrentiel, il me semble que la meilleure stratégie qu'il convienne d'adopter est de mieux servir nos marchés, en d'autres termes, de donner satisfaction aux clients – principe fondamental qui est le fondement du PGAW – en ayant une attitude positive et proactive. Si ce principe est mis en œuvre aux niveaux national et international, l'avenir ne pourra pas nous échapper. Bien évidemment, la mise en œuvre de ce principe se traduit par l'applica-

tion d'un véritable programme qui prendra en compte tous les aspects de la poste au niveau de chaque entité responsable que sont les Gouvernements, les Administrations, les Unions restreintes et l'Union postale universelle. L'application d'un tel programme que le Débat général est appelé à définir dans les grandes lignes implique la collaboration de tous les Pays-membres, collaboration nécessaire pour réduire l'écart de développement entre les Administrations et, ce faisant, renforcer les maillons les plus faibles de notre réseau.

Telles sont, Mesdames et Messieurs, les convictions que je souhaitais partager avec vous. Je vous remercie de votre attention et vous présente mes vœux de succès dans la suite de vos travaux.

Débat général sur le thème: «L'UPU et la poste de demain: planification stratégique globale face à un environnement concurrentiel»

Sous-thème n° 1:
«Les structures de l'UPU à l'aube du XXI^e siècle»

Congrès – Doc 73 et 73.1

Le PRÉSIDENT: Je dois remercier le Secrétaire général pour ses observations pertinentes, fondées, comme nous le savons, sur son expérience longue et variée, tant au niveau national puisqu'il a été à la tête d'une importante Administration postale, qu'au niveau international où il a mené une brillante carrière. Dans son intervention, il a émis quelques signaux d'alarme, exprimant certaines craintes au sujet des effets sur le réseau postal international de la concurrence entre Administrations postales et il nous a rappelé que l'environnement dans lequel nous opérons est violemment secoué par les vagues de la déréglementation et de la libéralisation.

La déréglementation et l'exposition des marchés postaux nationaux à la concurrence exercée à des degrés divers par le secteur privé, font l'objet de discussions et de controverses considérables depuis un certain temps. Des thèmes importants, d'une grande actualité, seront évoqués lors de notre Débat général qui va s'ouvrir. Il y a aussi, malheureusement, des sujets qui, d'après mon expérience, risquent fortement de provoquer des divisions et de créer ce que je considère comme des polémiques et des conflits inutiles. Je souhaiterais naturellement que nos discussions se déroulent dans un esprit positif et qu'elles aboutissent à un large consensus au sujet de notre future stratégie.

Bien entendu, cela ne veut pas dire que je souhaite que l'on évite d'aborder ce type de sujets prêtant à controverse. Ils sont bien trop importants pour être passés sous silence. Mais, j'aimerais éviter que se répète la prise d'attitudes partisans qui ont tendu à ternir certaines de nos discussions de la Réunion extraordinaire à haut niveau, tenue en mai 1992.

Il me serait donc agréable de pouvoir compter sur votre coopération pour que les discussions que nous aurons durant ce Débat général soient conduites dans l'atmosphère de tolérance et de compréhension mutuelle qui caractérise l'UPU.

Pour faciliter la création d'une telle atmosphère, je pense qu'il serait utile de nous rappeler, au commencement de ce Débat, certaines des caractéristiques de notre organisation et certains éléments et limitations de son rôle que quelques-uns de nos critiques, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'UPU, ont tendance à oublier.

Nous savons tous que les Pays-membres, et leur Administration postale, bien que souvent nettement divisés en deux catégories, pays développés et pays en développement, présentent une diversité bien plus grande dans le large éventail des environnements économiques, sociaux, politiques et culturels dans lesquels ils existent. L'UPU a été créée à l'origine pour lancer une passerelle entre ces

disparités internationales et pour permettre aux Pays-membres dont les systèmes postaux nationaux accusent de grandes différences, d'œuvrer ensemble efficacement en adoptant des normes communes, dans les cas et dans la mesure où une telle coopération est nécessaire.

Lorsqu'il était question d'adopter ces normes communes d'ordre technique, opérationnel ou liées au système de compensation, l'UPU a généralement travaillé en s'appuyant sur un large consensus, consciente de la nécessité de concilier les situations et les intérêts très variés des Pays-membres. Quoi qu'en disent les critiques, l'UPU a réussi à instaurer un niveau relativement élevé de liens entre Administrations postales qui diffèrent sensiblement en taille, en structure et en niveau de développement; des lettres sont aujourd'hui échangées entre des personnes vivant aux antipodes, avec un minimum de formalités ou de frais administratifs.

Nous ne devons pas laisser l'intérêt commun que nous avons de maintenir et de renforcer un réseau postal *international* amélioré être troublé ou menacé par des chicanes au sujet de la meilleure manière d'organiser des services postaux *nationaux*, de la portée des monopoles nationaux, du rôle de la concurrence dans les marchés postaux nationaux, etc. Toutes ces questions doivent être laissées à l'appréciation des gouvernements souverains des Pays-membres, au niveau national. Cela n'a jamais été le rôle de l'UPU de réglementer ces domaines des services intérieurs. En revanche, sa mission est de veiller à ce que différents systèmes nationaux puissent travailler harmonieusement et efficacement ensemble.

Le fait que les pays ne réglementent pas ces domaines ne nous empêche pas cependant de porter ensemble notre attention sur les développements qui se produisent partout dans le monde en matière de réglementation et de monopole au niveau national. L'UPU peut avoir, et a effectivement, un rôle utile pour ce qui concerne le rassemblement des informations sur l'évolution de ces domaines, et la mise à la disposition de ses membres de ces informations, sous la forme d'une base de données, et, si nécessaire, dans la conduite d'une étude objective des avantages et des inconvénients de certaines types de cadres organiques et réglementaires dans des situations données, fondée sur l'expérience de ses Pays-membres.

Là réside clairement l'une des raisons d'être du Débat général, comme certains des sujets que nous traiterons le démontrent.

Je ne peux que répéter que je ne doute pas que, dans l'abord de sujets pouvant prêter à controverse, les intervenants feront preuve de tolérance et de respect à l'égard des situations et des intérêts de leurs confrères, vertus qui appartiennent à la tradition de l'UPU. L'accord est général, j'en suis sûr, au sujet de la nécessité pour l'UPU de changer pour s'adapter aux mutations rapides de son environnement. Mais nous devons nous souvenir que la patience, tout comme la tolérance, demeurent des vertus.

J'espère que vous me pardonneriez de m'être attardé à rappeler le rôle de l'UPU et que vous comprendrez l'esprit dans lequel j'ai fait ces remarques empreintes d'une certaine franchise.

La mention du rôle de l'UPU nous amène tout naturellement à aborder le premier de nos sujets: «Les structures de l'UPU à la veille du XXI^e siècle».

Je vous présente les animateurs du sous-thème n° 1: «Les structures de l'UPU à l'aube du XXI^e siècle», à savoir, M. Michael J. Regan, Amérique (Etats-Unis), Président du GT 3/3, et M. Jan Masák, Directeur général adjoint de la poste, Tchèque (Rép.).

(Applaudissements.)

L'ANIMATEUR: Depuis le dernier Congrès de l'UPU de Washington 1989, le monde a connu des changements spectaculaires sur les plans politique, social et économique.

Dans le monde entier, les champs d'action des gouvernements et du commerce évoluent constamment. Tant au niveau national qu'international, les idées traditionnelles concernant les rapports liant ces deux secteurs d'activité sont remises en question. Il ne se dégage apparemment aucun consensus sur la manière de concilier les revendications des secteurs public et privé, ni sur le moyen d'établir un équilibre entre les principes d'ordre social et les principes économiques qui se font concurrence. Transformer et expérimenter sont la règle en la matière.

Il n'est donc pas surprenant que les Ministères des postes et des télécommunications et leurs services d'exécution soient aussi touchés par la nécessité de s'adapter et de changer. Il y a peu de temps encore, dans la plupart des pays, les Administrations des postes et des télécommunications étaient liées par la mission commune qu'elles avaient d'assurer au public l'accès aux services de communication. Les deux secteurs partageaient leurs installations, leurs recettes et leurs services auxiliaires. Pourtant, en de nombreux pays, sous la pression des progrès techniques et de la concurrence, ces deux secteurs se séparent pour fonctionner indépendamment.

Les rapports qu'entretiennent les autorités gouvernementales aussi bien avec des agences de télécommunications qu'avec les services postaux changent aussi. Les gouvernements se trouvent fortement poussés à réduire ou à supprimer les subventions qu'ils accordent à ces services. Ainsi, dans les pays développés, et de plus en plus dans les pays en développement, ces deux institutions doivent fonctionner avec les recettes issues des services qu'elles assurent. Les services réservés et les monopoles partiels contribuent à constituer la base de revenus indispensable pour que les obligations liées aux services universels soient remplies. Ils ne mettent cependant pas la poste entièrement à l'abri des effets des progrès techniques et de la concurrence. Les principes commerciaux et les exigences du marché s'introduisent dans le domaine du service public. Les employés des guichets de poste voient devant eux non plus des bénéficiaires de leur service qui dépendent d'eux mais des clients qui ont la possibilité d'aller voir ailleurs. Les Administrations postales cherchent donc à modifier substantiellement leur manière de gérer leurs ressources et leurs activités. C'est ainsi que la nécessité de faire preuve de souplesse et de capacité d'adaptation qui se fait de plus en plus impérieuse se heurte à l'ancienne obligation de rendre compte au gouvernement.

Cette évolution de la situation est reconnue dans le Programme général d'action de Washington qui exhorte notamment les Administrations à tout mettre en œuvre pour obtenir de leur gouvernement le statut juridique d'entreprise et l'autonomie de gestion.

I. Le dynamisme du secteur des télécommunications

Les Administrations des télécommunications ont réagi avec énergie à cette situation. En procédant à des restructurations, en lançant de nouvelles stratégies et en explorant de nouveaux moyens d'offrir et d'exploiter les services, elles ont montré leur vitalité. Presque chaque semaine, les titres de la presse attirent l'attention sur l'effervescence de ce secteur d'activité:

- British Telecoms et MCI s'associent «pour donner aux entreprises du monde entier le moyen de mieux communiquer»;
- le transporteur international japonais, Kokusai Denshin Denwa, s'associe avec Singapour Telecom et AT&T pour former un joint-venture appelé «World Partners»;
- les Administrations des téléphones néerlandaise, suédoise et suisse constituent «Unisource», à laquelle s'associe AT&T, alors que l'Espagne, la Belgique et l'Italie envisagent également d'entrer dans ce groupe;
- France Telecoms et Deutsche Telekom envisagent une association avec Sprint.

Le moteur de ces initiatives est la nécessité de mettre en commun des ressources financières pour mettre en place des liaisons de télécommunications plus perfectionnées qui serviront mieux aussi bien la clientèle des entreprises multinationales qu'en fin de compte les usagers tout court.

Ainsi, les organismes qui par le passé étaient pour l'essentiel des institutions nationales semblent prendre à présent les traits d'entreprises multinationales. D'une part, les autorités gouvernementales nationales auront de plus en plus de difficultés à superviser et à réglementer les activités transfrontalières. D'autre part, le besoin d'établir des normes internationales et d'obtenir des engagements en matière de qualité du service se fera sentir davantage, et il sera plus que jamais nécessaire de constituer un forum international pour étudier le droit international applicable aux services internationaux.

Ayant reconnu cela, notre organisation sœur, l'Union internationale des télécommunications (UIT), a elle-même procédé récemment à une restructuration majeure qui, espère-t-elle, lui permettra d'être mieux à même de répondre aux besoins de ses membres. Elle sera plus en mesure de remplir ses principales tâches qui comprennent la normalisation, l'encouragement et la coordination de la coopération entre les agences de télécommunications et les travaux destinés à réduire l'écart entre les pays développés et les pays en développement.

II. Le renouveau du secteur postal

Le secteur postal a lui aussi connu des bouleversements au cours des cinq dernières années. Comme le prescrit le Programme général d'action de Washington, les Administrations postales du monde entier modifient leur structure et, du statut d'institution administrative, elles passent à celui de société. Dans certains pays, même ce pas vers l'autonomie de gestion est considéré comme insuffisant et la privatisation est sérieusement envisagée, sinon admise, comme la prochaine étape à franchir.

Ces phénomènes ne manqueront pas d'avoir une influence sur l'UPU. S'il y a une chose que nous avons apprise au sujet de l'UPU au cours de ces quatre dernières années d'étude, c'est bien que l'organisation et l'orientation de l'Union reflètent celles de ses membres. Lorsque ceux-ci avaient un statut et une orien-

tation principalement administratifs, il en était de même de l'UPU. A mesure que leur statut et leur rôle changeront, l'UPU se verra constamment obligée à changer elle aussi.

A. Les atouts de l'UPU

Tout comme l'UIT, l'Union postale universelle possède un certain nombre d'atouts face à la situation actuelle. C'est une organisation qui dispose d'une histoire et d'une tradition considérables. Depuis sa création en 1874, elle a inscrit à son actif de nombreuses réalisations, dont:

- l'établissement du concept suivant lequel les Administrations postales du monde entier forment un territoire postal unique;
- la garantie de la liberté de transit;
- la normalisation des services et le partage des taxes;
- la tradition de maintenir le service même en cas de guerre;
- la réunion au sein de l'Union de Pays-membres du monde entier;
- la création du Bureau international;
- l'échange de vues régulier et la collaboration favorisant la poursuite d'objectifs postaux communs;
- la reconnaissance en tant qu'institution spécialisée de l'Organisation des Nations Unies en 1948;
- l'instauration d'un esprit de coopération profondément ancré.

B. Questions au sujet de l'UPU

En dépit de ces nombreuses réalisations, de sérieuses questions se posent au sujet de l'UPU. Comme nous l'avons vu, son environnement a considérablement changé depuis 1874, et en particulier depuis 1984. Dans ces nouvelles circonstances:

- L'UPU peut-elle continuer à répondre aux besoins changeants de ses membres?
- L'UPU est-elle capable de mobiliser les ressources humaines et financières nécessaires pour faire face à cette évolution des besoins?
- A l'heure où s'exerce une véritable rivalité pour obtenir des ressources qui sont limitées, l'UPU peut-elle juger à bon escient du meilleur usage à faire de ses ressources?
- L'UPU est-elle capable de se transformer pour devenir le genre de forum se prêtant aussi bien à l'étude des questions de politique gouvernementale qu'à celle des besoins commerciaux et opérationnels des Administrations postales?

C. Les fondements de la restructuration de l'UPU

Par sa résolution C 8/1989, le Congrès de Washington a chargé le Conseil exécutif de rechercher des améliorations dans tous les aspects de la gestion du travail de l'Union. Au cours des travaux sur la question, les consultations des Pays-membres et le cours des événements ont fait rapidement surgir des questions fondamentales au sujet de la raison d'être, de la mission, de l'organisation et des méthodes de travail de l'Union.

Un certain nombre d'événements importants cités ci-après ont incité le Conseil exécutif à envisager une profonde restructuration de l'Union et de ses organes:

- l'apparition d'un marché de plus en plus important pour les services internationaux de distribution et la segmentation de ce marché en fonction de différents groupes de clients ayant des exigences différentes en matière de service;
- l'intensification de la concurrence sur ce marché entre les postes et les services de distribution privés, en particulier en ce qui concerne les produits de marketing direct et de courrier commercial en nombre, ainsi que les services d'acheminement à délais de distribution garantis;
- les effets des nouvelles techniques sur le marché des communications;
- la difficulté pour les services postaux de maintenir les recettes à un niveau suffisant tout en desservant un marché de plus en plus diversifié, en particulier à un moment où les services réservés se développent moins rapidement que les prestations non réglementées;
- les pressions accrues qui s'exercent sur la poste pour qu'elle passe d'une orientation juridique et administrative à une optique commerciale fondée sur les conditions du marché;
- la tendance de certains gouvernements à encourager la concurrence et à limiter ou à réduire la portée du monopole postal;
- la tendance à transformer les Administrations postales subventionnées par l'Etat en entreprises publiques ne recevant pas de subventions gouvernementales;
- l'examen, dans certains pays, de la possibilité de privatiser la poste, en vendant effectivement la totalité ou une partie des biens de la poste au secteur privé, tout en conservant certaines obligations de service universel;
- l'apparition de la distinction entre les fonctions réglementaires et les fonctions opérationnelles et l'incitation à établir une distinction entre ces deux fonctions au niveau de l'organisation;
- la nouvelle politique de l'Union européenne encourageant la libéralisation du marché des communications postales;
- les efforts accomplis aux niveaux mondial et régional pour réduire les obstacles aux échanges aussi bien des biens que des services, visibles dans l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et dans l'Accord général sur le commerce des services, et l'application éventuelle des principes des accords de commerce aux services postaux internationaux;
- l'apparition de nouveaux modèles de collaboration internationale entre Administrations postales, comme l'atteste la création de International Post Corporation;
- la formation par cinq Administrations postales et un grand coursier privé, TNT, d'un joint-venture pour offrir des services express internationaux, initiative qui a créé un élément de concurrence entre les Administrations postales;
- la réunion en octobre 1991 du Conseil exécutif extraordinaire pour déterminer la réaction de l'UPU à la création de ce joint-venture, et la décision du CE de 1992 de conduire des négociations collectives dans le cadre d'un appel d'offres concurrentielles, pour permettre aux Administrations postales de signer un contrat avec l'opérateur privé de leur choix pour la dis-

tribution des envois EMS dans les pays dont les Administrations font partie du joint-venture;

- la réunion extraordinaire à haut niveau, en mai 1992, destinée à évaluer la politique de l'Union face à ces importants événements et en prévision du XXI^e Congrès postal.

D. Propositions de restructuration de l'Union

A la lumière de ces événements, le Conseil exécutif a élaboré des propositions qui, en accord avec les tendances nationales, visent à faire passer l'Union d'une approche administrative des services postaux à une approche consistant à accorder une attention plus grande aux besoins du client, à l'amélioration du service et à la maîtrise des coûts. La nouvelle structure répond à ces objectifs essentiellement en séparant les aspects gouvernementaux et administratifs des aspects opérationnels et commerciaux et en offrant des forums séparés pour le traitement des deux catégories de questions.

Outre une réforme structurelle, le Conseil exécutif propose aussi des changements sur le plan des méthodes de gestion et de travail.

Ces propositions de réforme reposent sur quatre éléments complémentaires:

- la restructuration visant à établir une distinction plus claire entre les rôles et les responsabilités organiques afin de favoriser une décentralisation accrue des tâches, un plus grand étagement des responsabilités de l'exécution du travail et une rationalisation des prises de décisions;
- la planification stratégique et opérationnelle destinée à renforcer la capacité de l'Union à identifier les principaux problèmes, à fixer les objectifs et les priorités, à allouer les ressources et à assigner les responsabilités, à contrôler les résultats et à accomplir toutes ces tâches d'une manière plus systématique;
- la budgétisation par programme destinée à lier les dépenses aux activités et aux objectifs prioritaires, à évaluer les bénéfices par rapport aux coûts et à servir de support à la planification stratégique et opérationnelle, en particulier en ce qui concerne les décisions concernant les priorités et l'affectation des ressources;
- la poursuite de la simplification de la Convention et des Arrangements de l'UPU ayant pour but d'encourager l'adoption d'une approche davantage axée sur les besoins des clients et à garantir que les exigences juridiques et administratives favorisent la réalisation de cet objectif.

Sans entrer dans les détails des propositions de restructuration, je me permettrai d'en rappeler brièvement les points essentiels. Le Conseil exécutif a proposé ce qui suit:

- créer un Conseil d'administration responsable des questions concernant la Constitution, l'organisation, l'administration et les politiques réglementaires, principalement dans le domaine des services obligatoires, dans le but de renforcer la coopération technique et de superviser les activités de l'Union entre les Congrès, à la place de l'actuel Conseil exécutif;
- créer un Conseil d'exploitation postale responsable des aspects opérationnels et commerciaux de tous les services, obligatoires et facultatifs, à la place de l'actuel Conseil consultatif des études postales, et qui deviendrait de plein droit un organe de décision;

- la continuation par le Bureau international de ses travaux de secrétariat pour le compte des Conseils, sa structure et ses méthodes de travail devant être adaptées après le Congrès aux structures et aux besoins des nouveaux organes;
- le transfert de la responsabilité concernant les questions ayant des répercussions financières majeures, par exemple, les questions concernant les taxes et les frais terminaux, de l'actuel CE au Conseil d'exploitation postale proposé, sous réserve de la supervision par le Conseil d'administration des questions de principe, par exemple, celles concernant la politique gouvernementale en matière de commerce et de concurrence, ou celles relatives à la garantie de l'équité en matière de compensation des frais terminaux aussi bien des pays en développement que des pays développés;
- le transfert de la responsabilité des modifications du Règlement d'exécution de l'actuel CE au Conseil d'exploitation postale proposé;
- l'augmentation du nombre de Pays-membres siégeant au Conseil d'exploitation postale, par rapport à l'actuel CCEP, compte tenu de ses responsabilités plus étendues, et l'augmentation jusqu'à 41 du nombre de membres siégeant au Conseil d'administration, en corrélation avec l'augmentation générale du nombre de Pays-membres de l'UPU, l'élection au CA reposant sur les mêmes critères que ceux appliqués au CE et la moitié au moins des sièges au nouveau CEP étant réservée aux pays en développement;
- poursuivre l'examen de la possibilité d'introduire un système de financement parallèle qui permettrait à l'UPU de respecter l'obligation d'une «croissance réelle zéro» applicable aux contributions obligatoires des membres, tout en admettant d'autres modes de financement, éventuellement sur la base d'investissements ou de perceptions de redevances pour la prestation de services facultatifs et de nouveaux services;
- prévoir la possibilité pour un Pays-membre ayant privatisé tout ou partie de ses services postaux de désigner son entreprise postale privatisée pour assurer la responsabilité de remplir ses obligations de membre de l'UPU et de participer aux réunions et aux activités de l'UPU liées à ces obligations;
- confirmer la décision de créer un Comité de contact UPU/Opérateurs privés destiné à servir de cadre au dialogue entre les Administrations postales et les opérateurs privés, de façon qu'ils puissent mieux comprendre leur situation et leur préoccupation respectives et identifier les centres d'intérêt communs pouvant bénéficier de leur coopération;
- inverser l'ordre chronologique des réunions, le Conseil d'administration se réunissant en automne pour examiner les changements à apporter au plan stratégique recommandé par le Conseil d'exploitation postale et leurs incidences financières éventuelles, et pour approuver le budget à un moment plus proche du début de l'exercice budgétaire; et le Conseil d'exploitation postale se réunissant au printemps pour mettre à jour le plan stratégique et soumettre au Conseil d'administration des propositions assorties de leurs incidences financières.

III. Conclusion

En conclusion, les principaux objectifs de cette restructuration sont les suivants:

- premièrement, adapter l'UPU aux nouvelles situations s'installant dans ses Pays-membres;

- deuxièmement, offrir aux gouvernements et aux Administrations postales un forum international plus approprié et plus concret, où ils pourraient se rencontrer et prendre des décisions sur la meilleure manière de coopérer pour satisfaire les besoins des clients de la poste en matière de service international;
- troisièmement, fournir un cadre à la coopération mondiale dans le respect des actions menées par les gouvernements et les Administrations postales des différentes régions du globe pour appliquer des stratégies différentes en vue de rétablir l'équilibre et de gérer les divergences entre les fonctions de service public des postes et les exigences du marché;
- quatrièmement, supprimer le chevauchement des tâches et les doubles emplois qui se sont développés au sein des organes de l'Union, à savoir les actuels CE et CCEP;
- cinquièmement, concentrer davantage l'attention du nouveau Conseil d'administration sur les questions concernant les politiques gouvernementales, et centraliser l'examen des principales questions opérationnelles et commerciales intéressant la poste au sein du Conseil d'exploitation postale;
- sixièmement, étayer la pratique d'une gestion rationnelle par une planification stratégique et opérationnelle et une budgétisation par programme;
- septièmement, offrir un forum où pays développés et pays en développement puissent continuer de se réunir et de mener ensemble leur tâche commune consistant à constituer un réseau postal mondial qui puisse desservir le territoire postal unique formé par notre Union.

Grâce à cette combinaison de changements d'organisation, d'objectifs et de méthodes de travail, l'Union espère pouvoir se montrer plus apte à répondre aux besoins de ses membres dans un environnement de plus en plus concurrentiel, à mobiliser les ressources nécessaires pour aider ses Pays-membres à mettre en place une infrastructure commune, et à mieux gérer ces ressources.

Tous ces changements seront-ils suffisants pour que l'UPU soit en mesure de répondre aux besoins de ses membres?

Les modifications structurelles ne vont pas aussi loin que l'auraient souhaité certains qui proposaient l'établissement d'organisation, de budgets et même de secrétariats entièrement séparés pour l'examen des questions relevant des fonctions gouvernementales et pour celui des problèmes concernant les Administrations postales. Elles ne remédient pas non plus à la question d'un rôle de supervision élargi que l'UPU pourrait jouer, en prenant en compte d'une part les relations entre les opérateurs publics et privés, régies pour l'instant au niveau national et d'autre part les activités de sociétés multinationales qui échappent au contrôle des autorités nationales. Pour l'instant, l'UPU suivra de près la manière dont les autorités nationales et l'Organisation mondiale du commerce traiteront ces questions.

Néanmoins, la structure proposée par le CE est conforme aux recommandations de la Réunion à haut niveau tenue en mai 1992, lesquelles étaient de prendre en compte la distinction qui apparaît entre les fonctions réglementaires et les fonctions opérationnelles, tout en maintenant une seule Union.

Etant donné la nature dynamique de la situation à laquelle nous devons faire face, beaucoup parmi ceux qui ont contribué à l'élaboration de ces propositions considèrent ces recommandations comme étant pour l'essentiel une première étape importante du processus permanent de renouvellement.

Ce qui importe le plus c'est qu'il soit proposé une nouvelle structure suffisamment souple pour s'adapter aux besoins futurs.

Nous encourageons les représentants des pays participant au Débat général à poser des questions après nos exposés et à faire des suggestions concernant la direction que l'Union devra prendre à la veille du XXI^e siècle.

Sous-thème n° 1:
«Les structures de
l'UPU à l'aube
du XXI^e siècle»

L'Australie: Je vous remercie de me donner l'occasion de faire une courte intervention pour exposer au présent Congrès le point de vue du Gouvernement australien au sujet des thèmes que nous traiterons au présent Congrès et durant ce Débat général.

Le Gouvernement australien compte parmi les Gouvernements qui voient l'évolution et l'avenir de ce secteur tournés vers des préoccupations commerciales et la concurrence, comme une chance et un défi à relever et non pas comme une menace.

Nous considérons aussi que cette évolution est inévitable.

Nous sommes parmi les pays qui ont amorcé un processus d'introduction d'une concurrence légitime et loyale dans notre propre secteur postal, tout en continuant d'observer les arrangements établis pour assurer un service universel.

De fait, c'est l'obligation de porter cette loi de réforme devant notre parlement qui a empêché mon Ministre, Son Excellence Michael Lee, d'accompagner ses collègues du gouvernement à ce Congrès.

Nous avons jugé cette évolution nécessaire pour que notre économie nationale puisse y gagner, sur le plan de la rentabilité et de la qualité du service à la clientèle, avantages qui suivent inévitablement l'exercice d'une concurrence loyale et légitime.

Dans la ligne de cette politique, l'Australie a adopté un certain nombre de positions qui sous-tendent les vues que notre délégation exprimera devant ce Congrès à propos des thèmes étudiés.

Tout d'abord, le Gouvernement australien a officiellement adopté une politique de «neutralité concurrentielle» vis-à-vis des entreprises commerciales qui sont sa propriété ou qui tombent sous sa supervision.

Ces entreprises comprennent la «Australian Postal Corporation», l'une de ses institutions gouvernementales qui obtient le plus de succès.

Dans le cadre de cette politique, le gouvernement veillera à ce que, dans les domaines où la concurrence est permise, ses propres opérations commerciales ou activités ne l'emportent pas sur les activités de ses concurrents, tout simplement parce qu'elles relèvent du gouvernement ou s'inscrivent dans le cadre de ses actions ou de ses politiques.

Le gouvernement veillera aussi à ce que ses politiques ou ses actions ne faussent pas la concurrence exercée contre ses propres entreprises au profit de ses concurrents – bien que nous n'en soyons pas encore là – en particulier dans le contexte de l'UPU.

L'Australie étendra progressivement ce principe de «neutralité concurrentielle» à son rôle et au travail qu'elle mène à l'UPU.

Deuxièmement, l'Australie accueille favorablement l'introduction d'un caractère commercial dans le secteur postal dans le contexte d'un environnement concurrentiel loyal.

Mes collègues de l'Australian Postal Corporation ont clairement démontré comment l'adoption d'une approche commerciale, à condition d'être correctement gérée, peut grandement améliorer l'efficacité, la rentabilité et le service à la clientèle, tout en renforçant les capacités économiques et administratives de l'entreprise propres à développer la concurrence et à soutenir le service universel.

Cette réussite montre bien aussi l'avantage concurrentiel naturel et valable qui peut accompagner l'établissement d'un fondement commercial dans une entreprise postale nationale et son infrastructure.

Troisièmement, l'Australie observe que les pressions sans cesse plus fortes de la concurrence exercées aussi bien de l'extérieur du secteur postal traditionnel qu'à l'intérieur continuent, très légitimement, d'évoluer.

Si l'Australie a pris elle-même des mesures pour autoriser certains éléments de ce type de concurrence dans des segments de notre propre marché en favorisant notamment la libéralisation de notre courrier international, elle ne perd pas de vue la responsabilité et le droit souverains de chaque Pays-membre de l'UPU de décider lui-même de la façon d'appréhender cette évolution dans le cadre de sa juridiction nationale.

L'Australie fait remarquer que toutes les incidences de ces développements sur l'UPU devront continuer d'être prises en compte avec souplesse et opportunité par les membres, au sein de l'UPU, étant donné, en particulier, que les distinctions traditionnelles entre entreprises postales publiques et concurrents privés continuent de changer (et continuent d'augmenter la confusion qui règne au sujet des fonctions de ce que l'on appelle une «Administration postale»!).

L'UPU est aussi tenue de veiller à ce que ses propres dispositions, établies par des accords et des traités intergouvernementaux, soient compatibles avec le principe de la loyauté de la concurrence contenu dans ce nouveau concept, plus large, de «secteur postal». Cela exige d'elle qu'elle se tienne au courant, qu'elle soit équitable, qu'elle fasse preuve d'ouverture à l'égard de ce domaine désormais élargi et qu'elle soit efficace.

Bien entendu, cette exigence englobe les principes gouvernant la fixation des taux, notamment ceux applicables à la compensation des frais terminaux.

Monsieur le Président, la communauté mondiale sait qu'il est urgent pour elle de s'atteler à ces problèmes. Nous savons aussi que nous devons veiller à ce que la transition se passe bien et nous intéresser de près aux problèmes d'adaptation auxquels devront faire face tous les membres, mais surtout les pays en développement. Cependant, nous devons aussi éviter le risque toujours présent d'une résistance au changement nécessaire ou d'une réaction trop lente, sous prétexte

que le changement engendre à court terme plus de difficultés. A long terme, les conséquences d'un retard seraient pires encore et plus néfastes. Nous devons éviter la tendance à bouger trop lentement et travailler ensemble pour fixer l'orientation que nous prendrons.

Cela étant, l'Australie se réjouit et ne peut que faire l'éloge des progrès qui ont été faits durant la préparation du présent Congrès, notamment en ce qui concerne la restructuration de l'Union et la réforme du système des frais terminaux.

Ces travaux préliminaires constituent une étape importante de la transition harmonieuse à laquelle j'ai fait allusion.

Je crois que nous sommes tous conscients que de nombreux pas sont encore à franchir dans cette voie, si nous voulons continuer de maintenir et de renforcer l'UPU, qui se tient au sommet du cadre mondial des services postaux futurs, quelque forme que ces services soient appelés à prendre.

L'Australie travaillera dans un esprit constructif durant cette rencontre et au-delà afin de contribuer à la réalisation de ce but.

Le PORTUGAL: L'ère de changement où nous vivons actuellement, qui se manifeste notamment par l'internationalisation, le jeu de la concurrence et la privatisation, a eu des répercussions sur tous les plans, et forcément touche aussi le secteur postal. L'Union, étendard du secteur postal sur le plan international, n'a pas la maîtrise de ces vagues de changement, et c'est pourquoi il est évident que ce Congrès sera marqué par le débat sur sa restructuration.

Sans oublier les autres thèmes tout aussi importants, tels que ceux de la révision du système des frais terminaux ou la refonte des textes de la Convention sur la classification de la poste aux lettres (au sujet de laquelle nous avons émis une proposition concrète conjointement avec d'autres membres de l'UPU), nous aurons, certainement l'occasion de nous pencher sur un ensemble de propositions importantes. Nous étudierons notamment les propositions émanant du Conseil exécutif qui représentent un grand effort dans le sens de la réforme et de la modernisation des structures de l'UPU et qui méritent, *pour la plupart*, notre appui inconditionnel, qui confirmera aussi les préoccupations que nous avons eu l'occasion d'exprimer pendant les travaux préparatoires.

Cependant, nous pensons que quelques aspects demandent à être examinés avec plus de soin pendant ce Congrès, tandis que d'autres questions devront être revues et approfondies après le Congrès.

De toute manière, le statut d'organisation intergouvernementale de l'Union devra être rigoureusement préservé, ce qui à notre avis entraîne la nécessité:

- pour les gouvernements des membres de l'Union de maintenir dans le cadre de leurs pouvoirs souverains celui de désigner les représentants nationaux aux divers organes de l'Union;
- pour l'UPU d'être apte à agir dans le respect des régimes réglementaires de ses membres les plus divers, tout en continuant de constituer le garant d'un service universel d'une portée convenable au niveau mondial;
- pour l'Union d'être le moteur du développement des services postaux au niveau mondial (de *tous* les services: réservés ou non, obligatoires ou non, basés sur des techniques traditionnelles ou avancées) en accueillant en son sein, de façon appropriée, *tous* les acteurs présents sur le marché des

services postaux (qu'ils représentent des organes régulateurs, des opérateurs du service public ou des services non obligatoires, aux capitaux publics ou privés, ou des associations d'usagers, des représentants de l'industrie liés au secteur postal ou de la recherche);

- pour l'UPU d'assumer, en conséquence, en tant qu'organisation intergouvernementale du secteur postal, un rôle de chef de file pour ce qui touche à la réglementation générale de la prestation de ces services et à leur harmonisation technique;
- pour l'UPU, dans la mesure où elle participera à des activités de nature plus commerciale, associées aux services offerts concurremment par les opérateurs privés, de mettre au point des systèmes de financement souple adaptés à ces situations.

Nous ne voulons pas anticiper un débat à ce sujet, mais il est évident que des questions liées au statut des membres de l'UPU (notamment le concept d'Administration postale, la participation des opérateurs et d'autres entités), à l'ouverture intérieure et extérieure de l'organisation, au financement de ses diverses activités, ne sauraient être absentes de l'ordre du jour de nos prochaines réunions. Le Portugal voudrait faire savoir dès maintenant qu'il est disposé à participer à ce débat et à y avancer quelques idées sur ces questions, si importantes pour le futur de l'organisation.

A cette occasion, nous aimerions encore mentionner brièvement que, à la suite de la récente restructuration du secteur des communications au Portugal qui a abouti à la séparation entre les fonctions du régulateur et opérateurs et à l'autonomie de l'opérateur du service public de la poste (CTT – Correios de Portugal, SA), nous sommes parvenus à un équilibre financier total en 1993 sans avoir besoin de subventions d'autres institutions ou secteurs (notamment celui des télécommunications). Il importe de rappeler que ce but a été atteint tout en respectant le maintien d'un service universel compatible avec les Actes de l'UPU et dans des conditions adéquates de desserte géographique, de qualité du service et en pratiquant des prix abordables.

La CORÉE (RÉP.): Je voudrais tout d'abord souhaiter la bienvenue à tous les participants au Débat général, et en particulier aux discussions concernant l'orientation que devra prendre l'UPU à l'aube du XXI^e siècle.

Comme vous le savez, le secteur international des communications postales a connu au cours des deux dernières décennies une évolution rapide se traduisant notamment par un changement de statut juridique des Administrations postales, le développement rapide des techniques de télécommunication, la création de GDEW, etc.

Il est toutefois regrettable qu'en tant qu'organisation internationale, l'UPU n'a pas été capable de faire face efficacement à ce genre de changements de conditions, en raison de ses limitations d'action. La première de ces limitations tient au fait qu'elle n'a pas le pouvoir d'obliger les Pays-membres à respecter les règlements. La deuxième limitation est liée aux coursiers privés. Ceux-ci ne sont pas tenus d'observer les normes de l'UPU car ils ne sont pas autorisés à participer aux activités de l'UPU sans avoir signé la Convention de l'Union. Une autre limitation vient de ce que l'UPU a peu son mot à dire en ce qui concerne des questions telles que la séparation de ses fonctions opérationnelles et de ses fonctions réglementaires et le monopole postal, car ce sont des sujets considérés comme des questions de politique intérieure.

Ayant pris conscience de ce genre de limitations d'action, le Conseil exécutif de l'UPU a, au cours des cinq dernières années, consacré tous ses efforts à la restructuration globale de l'UPU. Aussi a-t-il pu soumettre au Congrès de Séoul une proposition complète fondée sur les recommandations d'experts postaux, de consultants extérieurs et d'un grand nombre de Pays-membres. C'est pourquoi, nous devons tous être fiers de cette merveilleuse proposition due aux efforts incessants et aux contributions des Pays-membres du CE. Je suis sûr qu'elle portera ses fruits au cours de ce Congrès.

Permettez-moi maintenant de profiter de l'occasion pour formuler des suggestions sur quelques points concernant l'orientation que l'UPU devra prendre à l'aube du XXI^e siècle.

Premièrement, il conviendrait, d'une part, de conserver les objectifs et les buts fondamentaux de l'UPU fixés par la Convention de Berne de 1874 et, d'autre part, de s'efforcer de revoir la portée des activités de l'UPU et de redéfinir les services postaux, afin de les adapter aux changements de l'environnement. En outre, il faudrait considérer soigneusement la possibilité de permettre aux coursiers privés de participer aux activités de l'UPU s'ils se plient aux règles et règlements de l'UPU.

Deuxièmement, afin d'élargir l'étendue des activités et d'offrir de meilleurs services, il convient d'examiner la possibilité de séparer la fonction réglementaire de l'UPU qui a pour objet l'établissement d'un certain ordre sur le marché, de la fonction opérationnelle qui autorise à l'avenir la concurrence entre les opérateurs. Par ailleurs, au moment de la séparation des fonctions susmentionnées, il faudrait, d'une part, contrôler rigoureusement le budget de l'organe de réglementation et, d'autre part, obtenir des fonds pour la recherche et le développement et l'agrandissement des infrastructures, grâce à une juste affectation des ressources au budget de l'organe d'exploitation.

Troisièmement, il pourrait être nécessaire d'entretenir des liens de coopération entre l'OMC et l'UPU, car nous prévoyons que les futures politiques de l'OMC auront des répercussions sur l'Union. A cet effet, on pourrait créer un comité de contact UPU/OMC. En ce qui concerne le réseau postal international, nous devons faire tout notre possible pour en améliorer le fonctionnement dans les pays en développement et dégager les fonds nécessaires, car l'existence d'un réseau postal international efficace profite à tous les Pays-membres.

Grâce à tous ces efforts, je ne doute pas que l'UPU jouera un rôle clé dans la conduite du marché postal international dans le nouveau siècle. Je vous remercie.

La CHINE (RÉP. POP.): Nous avons écouté avec beaucoup d'intérêt l'exposé fait par les animateurs du sous-thème n° 1 que nous remercions très sincèrement. La délégation chinoise souhaite émettre quelques idées à ce sujet.

Tout d'abord, nous pensons qu'il faut s'attendre à une situation concurrentielle complète du secteur des communications de la fin du siècle. A présent, la révolution informatique est d'ores et déjà devenue le cœur et le courant principaux de la révolution technologique moderne. L'industrie de l'information peut être considérée comme «une industrie d'avant-garde» de la société de nos jours. Beaucoup de pays sont en train de construire ou envisagent de construire l'autoroute de l'information. Ce qui constitue un grand défi pour la poste traditionnelle.

Ensuite, les coursiers privés, qui n'ont pas l'obligation de fournir un service universel, peuvent conquérir les parts de marché les plus rentables, ce qui accentue encore la concurrence. Dans ce contexte, l'UPU devait réformer sa structure et ses méthodes de travail afin d'aider les Pays-membres à changer l'esprit de la poste traditionnelle et de concevoir une poste moderne.

La structure de l'UPU à l'aube du prochain siècle devrait permettre d'arrêter, suivant l'évolution sociale, des réglementations qui se conforment au nouvel environnement postal et de renforcer la solidarité entre les Pays-membres tout en reconnaissant l'universalité et la validité des Actes de l'UPU qui ne cessent de se perfectionner depuis plus d'un siècle.

Nous savons tous que le présent Congrès va prendre une série de décisions très importantes au sujet de la réforme de l'Union. Certes, ces décisions auront des répercussions non négligeables sur les activités de notre organisation. Cependant, nous estimons que la réforme escomptée du présent Congrès n'est pas suffisante. C'est ainsi que le nouveau Conseil d'administration sera chargé de poursuivre une étude sur la gestion du travail de l'Union. Dans ce domaine, la Chine prendra une part très active à cette étude et apportera la contribution nécessaire.

Les PAYS-BAS: Nous félicitons l'Union postale universelle d'avoir instauré au Congrès le Débat général consacré à la discussion d'une stratégie générale; ce qui est très positif. Nous avons été impressionné par la forme et le contenu de la présentation du sous-thème par l'animateur.

Les Pays-Bas voudraient exposer quelques points de vue sur le rôle du gouvernement et sur celui de l'opérateur postal. Il n'y a pas de solution toute faite, étant donné que la situation varie d'un pays à l'autre. Le gouvernement des Pays-Bas considère l'UPU comme une organisation au sein de laquelle les gouvernements se mettent d'accord sur les objets ainsi que les droits et obligations entre les pays dans le secteur postal. Cependant, la mise en exécution des accords varie beaucoup, car la responsabilité à caractère national est déterminée en fonction de la situation de chaque Pays-membre.

Aux Pays-Bas, le gouvernement édicte les règles générales pour le secteur et il intervient en faveur de tous les intervenants, en particulier de la clientèle. Le gouvernement doit garder la plus grande distance possible à l'égard de ces intervenants et leur laisser la plus grande liberté possible. Le gouvernement est un arbitre en quelque sorte, mais il ne participe pas au jeu. Aux Pays-Bas, le gouvernement édicte un certain nombre de règles pour la compagnie postale nationale, surtout pour ce qui est de la qualité exigée, et pour le service national. La société a ses propres mesures incitatives commerciales et elle doit se comporter comme une entreprise. Nous sommes dans une situation unique, à savoir, le gouvernement a vendu une partie de ses actions de «Royal PTT NETHERLANDS» dont «PTT Post» fait partie. La compagnie postale s'est révélée profitable et a rencontré beaucoup de confiance de la part des marchés financiers.

Nous nous félicitons des propositions présentées par les animateurs dans l'exposé introductif. C'est un processus continu et il faudrait maintenir un équilibre délicat entre le maintien et l'amélioration du réseau postal international d'une part, et, d'autre part, l'intervention gouvernementale limitée au minimum nécessaire. Il ne faudrait pas que l'on arrive à un cartel à l'UPU. Nous pensons que les propositions vont dans la bonne voie et qu'il faudrait les affiner et les développer. Il faudrait également rester à l'écoute des intérêts de tous les protagonistes.

Il ne faudrait pas mélanger les activités gouvernementales et les activités de caractère commercial. Les Pays-Bas sont disposés à apporter une contribution constructive au débat.

TCHÈQUE (RÉP.): Permettez-moi de vous faire connaître l'avis de la République tchèque, pays qui connaît une transformation rapide, sur le projet de restructuration de l'Union postale universelle.

Je puis vous assurer que nous sommes disposés à appuyer les propositions de changement du Conseil exécutif, qui reflètent essentiellement les stratégies élaborées ou déjà appliquées dans de nombreux Pays-membres de l'Union. Nous aussi, au sein de la poste tchèque, avons dû nous adapter à un nouvel environnement et revoir notre structure organique, les attributions du personnel, notre législation, nos principes de gestion en fonction de ce nouveau contexte. C'est pourquoi nous avons institué l'entreprise publique de la poste tchèque, en lui donnant une pleine autonomie dans le domaine commercial et les activités tournées vers le marché, et posé les principes sous-tendant son cadre réglementaire en octroyant des compétences à l'opérateur public et au régulateur. Nous sommes conscients que le statut d'entreprise publique n'est pas le meilleur. Aussi envisageons-nous, une fois que sa structure interne, ses principes économiques et la qualité des services seront bien établis, d'instituer notre opérateur public en une entité assumant totalement la position de la poste, dans le cadre d'un service public agissant dans une économie de marché.

En analysant le processus de réforme que notre pays a engagé, nous pouvons affirmer que cette vague de transformation a aussi provoqué des changements dans les activités postales mondiales et dans l'organe qui les supervise. Nous pensons qu'il est plus que justifié que les opérateurs publics aient une place au sein de l'Union, même s'il s'agit d'une organisation intergouvernementale. A cette fin, il est nécessaire, selon nous, que les compétences de chaque organe de l'Union soit précisément définies et, surtout, que ces mêmes organes entretiennent des relations de confiance réciproque et visent des buts communs.

En conclusion, permettez-moi de vous dire combien je suis convaincu que le XXI^e Congrès fera date en raison des changements importants que nous déciderons après mûre réflexion et qui feront de l'Union postale universelle un organe prêt à entrer dans le XXI^e siècle.

Le BANGLADESH: Depuis sa création en 1874, l'UPU est à l'origine de réalisations remarquables. Grâce à l'idée de «territoire postal unique» et de «liberté de transit», toutes les Administrations postales peuvent, si elles le souhaitent, envoyer des dépêches n'importe où dans le monde. Il est ainsi devenu plus facile de communiquer par écrit. La tradition qui veut que les services continuent d'être assurés en temps de trouble, et même de guerre, est hautement louable. En comparaison avec les télécommunications qui ont provoqué une révolution technique dans le marché des communications, les services postaux, malgré les sincères efforts de l'UPU, n'ont pas beaucoup avancé. Il est désormais nécessaire de posséder des connaissances scientifiques pour suivre les progrès de la technologie moderne.

Il est réconfortant de constater que l'on s'interroge sur la capacité de l'UPU à relever les défis du XXI^e siècle. En effet, ce XXI^e siècle sera sans doute marqué par une vaste révolution technique du marché des communications et par la concurrence qui en résultera entre la poste, les coursiers privés et les moyens de communication électroniques (téléphone, télex, fax, etc.).

Je suis heureux de constater que les problèmes que connaît actuellement la poste, tout comme les défis du siècle prochain, ne sont pas perdus de vue. Des faits nouveaux d'importance ont poussé le Conseil exécutif à envisager sérieusement une restructuration de l'Union.

Je suis convaincu que les objectifs que le Conseil exécutif a énoncés en vue d'améliorer les travaux de l'Union donneront les résultats escomptés.

J'espère que les organes de l'Union portant une nouvelle dénomination, c'est-à-dire le Conseil d'administration, responsable des questions de politique générale et le Conseil d'exploitation postale, lui, responsable des questions opérationnelles et commerciales, seront en mesure de trouver une solution aux problèmes actuels auxquels est confrontée la poste aujourd'hui et qu'ils doteront la gestion de l'Union d'un plus grand dynamisme et d'une meilleure coordination.

La MALAISIE: Je saisis l'occasion qui m'est donnée pour remercier M. Regan de son exposé détaillé, au sujet de la réorganisation de l'UPU en vue de permettre à celle-ci de relever les défis du XXI^e siècle.

Au cours de son intervention, l'orateur a fait quelques remarques sur la privatisation des postes. J'aimerais limiter mes commentaires sur cette question de privatisation.

Force est de constater qu'aucune Administration publique d'aucun pays n'échappe à la privatisation. Cette transformation de l'environnement de la poste exige une attention particulière. Dans un avenir proche, ce seront les pays qui confieront les tâches postales à plusieurs entreprises. Quel rôle l'UPU pourrait-elle donc jouer dans ces nouvelles conditions?

L'UPU ne pourrait-elle envisager de mener une étude sur la privatisation des services postaux dans le monde et ses effets?

Il faut tenir compte de bon nombre d'administrations ayant été transformées en sociétés privées, elles ne seront nullement liées par les déclarations de l'UPU.

L'UPU sera peut-être amenée à traiter avec des régulateurs représentant des gouvernements. Dans ce cas, comment prévoyons-nous de fixer des directives à l'intention des régulateurs de tous les pays? Les coursiers privés assurent avec efficacité un service de distribution, mais les prix qu'ils demandent sont parfois quatre fois supérieurs aux nôtres. La poste ne pourrait agir ainsi, car elle doit s'acquitter de l'obligation de servir. Que ferons-nous lorsqu'elle sera privatisée? C'est une question qui mérite d'être étudiée.

La FRANCE: Nous accordons une grande importance au développement de l'UPU et au territoire postal unique. Les implications de l'accord GATT sur les services postaux devraient être étudiées par l'UPU car, s'il ne met pas en cause le service universel et la liberté de transit, il aura certainement des incidences sur les frais terminaux et la structure de l'Union. D'ailleurs, il confirme le bien fondé du travail de restructuration et des modifications proposées par le Conseil exécutif pour une meilleure adéquation de l'UPU aux réalités changeantes.

La SIERRA LEONE: La délégation de la Sierra Leone tient à remercier l'animateur du débat, M. Regan, et tous les membres du Groupe de travail GT 3/3 pour leur excellent travail qui a trouvé sa consécration dans les brillants exposés présentés aujourd'hui.

Nous pensons que certains des changements qui s'imposent exigent une réorganisation du travail et des attributions au sein du Bureau international de l'UPU.

Nous souhaiterions donc poser deux questions:

1. Dans quelle mesure, la coopération technique en sera-t-elle affectée, si jamais elle devait l'être?
2. La priorité de la coopération technique sera-t-elle garantie, vu qu'il s'agit de l'une des bases solides et primordiales sur lesquelles l'UPU a été bâtie?

Après avoir soulevé ces deux questions, je profiterai de l'occasion pour suggérer que la future orientation de l'UPU devrait lui permettre d'aborder les problèmes tant des pays développés que des pays en développement, grâce à des cadres institutionnels appropriés qui serviraient d'appui aux activités propres à des entreprises et de caractère commercial que les Administrations des Pays-membres de l'UPU seront appelées à mener. De telles structures pourraient être conduites non seulement à jouer un plus grand rôle de soutien et de promotion de la coopération technique, mais aussi à assurer une présence accrue sur le terrain, destinée à faire porter les efforts sur les stratégies de marketing essentielles. Autrement dit, les représentants de l'UPU sur le terrain devraient être à même de servir d'agents de marketing et de vente, en plus de leur fonction liée à leur présence sur le terrain qui consiste à favoriser la coopération technique ou à assumer toute autre tâche. Cela leur permettrait de satisfaire les aspirations de l'UPU dans les différentes régions du monde, suivant des critères fixés de manière à représenter au mieux les intérêts de l'UPU dans le domaine des activités opérationnelles, de marketing, commerciales et coopératives.

La Sierra Leone préconise la création d'une entreprise postale universelle dotée d'une structure analogue à celle de sociétés multinationales ou transnationales. Nous croyons qu'une telle entreprise servira les intérêts commerciaux et fonctionnels de l'UPU.

Nous suggérons d'assigner immédiatement au nouveau Conseil d'exploitation postale la tâche d'entreprendre une étude de faisabilité pour déterminer la viabilité de la création dans le cadre de l'UPU, d'une entreprise postale universelle, soit sous la forme d'une filiale ou d'une entité commerciale indépendante, soit sous celle d'une entité faisant partie intégrante de l'UPU. Les Administrations postales intéressées seraient invitées à participer au financement de cette entité postale commerciale mondiale.

L'ARGENTINE: Je relève en premier lieu l'excellent travail accompli par le Conseil exécutif qui se traduit par la présentation au Congrès de propositions visant à une véritable mise à jour de l'Union.

En ce qui concerne le document à l'examen, nous aimerions signaler qu'il ne s'agit pas, comme le précise le point 6, d'une simple transformation du CCEP en Conseil d'exploitation postale. Ce sont là deux organes bien différents: le CCEP qui est supprimé car il a rempli son rôle dans un contexte différent du contexte actuel et le Conseil d'exploitation postale qui a des compétences très étendues, concernant notamment les opérations postales et la commercialisation des services, à savoir des domaines essentiels pour l'activité postale qui constituent sa raison d'être et, dans une grande mesure, celle de l'Union postale universelle elle-même.

Ainsi, le Conseil d'exploitation postale sera par excellence l'organe qui traitera les questions intéressant en priorité la poste et touchant donc l'activité postale.

C'est pourquoi la forme que le Congrès adoptera pour la mise en place du Conseil d'exploitation postale aura beaucoup d'importance.

Quant à la représentation devant les organes de l'Union, il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'une question relevant de la compétence exclusive des Pays-membres, indépendamment du statut juridique de l'Administration postale: service postal appartenant à l'administration centrale de l'Etat, entreprise d'Etat, entreprise de droit privé, etc. L'Etat est la seule instance à pouvoir établir quel est l'organisme postal officiel et qui devra représenter celui-ci devant les organes de l'Union.

A cet égard, on peut citer comme précédent l'exemple de certains pays dont les représentations comprennent des fonctionnaires d'organismes privés auxquels on a confié le rôle d'organisme postal officiel. Il en est de même pour mon propre pays. La poste argentine à laquelle j'appartiens est depuis deux ans une entreprise à caractère privé et pourtant il va de soi que je représente mon pays à ce Congrès.

Aucune disposition des Actes de l'Union ne se réfère à l'Administration postale comme à un organe centralisé de l'administration de l'Etat. C'est pourquoi nous sommes d'avis que cette question particulière évoquée à diverses occasions ne pose aucun problème.

Il est nécessaire de donner aux travaux de l'Union un caractère éminemment pratique, en privilégiant en règle générale l'introduction de technologies modernes dans le service postal et en facilitant notamment le fonctionnement des réseaux postaux nationaux et internationaux, pour que la poste et les services qu'elle est chargée d'assurer continuent à faire partie de l'infrastructure fondamentale des différents pays et de la communauté internationale dans son ensemble.

L'ÉTHIOPIE: Avant toute chose, j'aimerais féliciter M. Regan pour son remarquable exposé.

Nous sommes tous conscients du fait que le Congrès de Washington 1989 a voulu, par le biais du Programme général d'action de Washington (PGAW), attirer l'attention des gouvernements, des Administrations et des entreprises postales, des organes permanents de l'UPU, ainsi que de toutes les personnes concernées, sur la nécessité d'assurer des services suivant le rythme des mutations de l'environnement de la poste, afin d'améliorer la qualité de service et de fournir un meilleur service à la clientèle, et les encourager à offrir de tels services. L'un des moyens imaginés pour atteindre cet objectif consistait à restructurer l'Union de sorte qu'elle puisse surmonter les obstacles dressés par les coursiers privés et le développement constant des techniques de communication.

Les travaux des cinq dernières années du Conseil exécutif ont donné des résultats très encourageants et ont permis d'avancer de façon très constructive vers l'instauration d'un environnement postal caractérisé par un esprit d'entreprise, grâce auquel des services de meilleure qualité et davantage axés sur la clientèle seront offerts.

Les principes directeurs du PGAW et les activités qui s'ensuivirent, conjugués à l'application par le Gouvernement d'une nouvelle politique de réforme économique reposant sur le libre jeu des mécanismes du marché ont permis à mon Administration d'engager un processus de restructuration. Ainsi, pour que la

poste éthiopienne puisse s'adapter aux nouvelles réalités d'un monde livré à la concurrence, de nouveaux services ont été introduits, parmi lesquels l'EMS et le CCRI méritent d'être mentionnés.

En outre, nous avons procédé à une révision du statut juridique de la poste et à une réorganisation de sa structure. Nous avons mené une étude dans le but de déterminer le cadre juridique dans lequel la concurrence pourrait s'exercer et nos conclusions ont été soumises pour approbation. Conscients du fait que la prestation de services efficaces et concurrentiels exige des ressources humaines formées, motivées et qualifiées, nous avons consacré de gros efforts à la formation de notre personnel avec l'aide d'experts nationaux et en collaboration avec l'UPU, l'Union panafricaine des postes (UPAP) et d'autres Administrations postales. Pour motiver notre personnel, nous venons d'établir, après une étude, un nouveau barème de salaires et un système d'intéressement.

La délégation éthiopienne soutient fermement le projet de restructuration de l'UPU. Elle est d'avis que les travaux qui ont commencé avec l'élaboration du PGAW devraient se poursuivre, parallèlement à la mise en œuvre des décisions de Séoul, et que nous préparions ainsi l'avenir en nous engageant davantage à renforcer le système postal pour le rendre apte à relever les défis du XXI^e siècle.

La GRÈCE: Se fondant sur les principes fondamentaux d'un «territoire postal unique» et de «liberté de transit» et agissant dans un esprit de coopération et de solidarité entre ses membres, l'UPU assure la fourniture des services postaux universels de grande qualité.

Toutefois, depuis quelques années, le secteur postal subit d'importants changements, dus principalement aux facteurs suivants:

- activités de sociétés privées dans des secteurs du marché considérés comme protégés;
- intensification de la concurrence entre les Administrations postales résultant de la libéralisation de facto ou de jure du secteur de la poste internationale;
- séparation, au niveau national, des organes réglementaires et des opérateurs publics.

Dans des conditions normales, les Administrations postales se seraient rassemblées pour affronter ensemble la concurrence des sociétés privées. Cela ne s'est pas produit, car dans tous les cas (du moins en ce qui concerne la poste traditionnelle), la plupart des activités des sociétés privées sont menées à bien avec le concours des Administrations postales (par exemple, le repostage).

Le problème des rapports et de la concurrence entre les Administrations postales aura, à notre avis, des incidences négatives sur les futures structures de l'UPU, ainsi que sur l'Union elle-même.

La concurrence entre les Administrations postales, favorisée par des pratiques telles que le déplacement de la production du courrier et le repostage, prendra une énorme ampleur après la libéralisation probable de la poste internationale dans le cadre de l'Union européenne.

Bien entendu, la coexistence d'entreprises qui, en même temps, coopèrent et se font concurrence dans le cadre d'une organisation internationale n'est ni sans précédent ni un objectif inaccessible.

Cependant, pour qu'elles soient réalisables, les dispositions réglementaires et financières à appliquer au sein de l'UPU devraient prévenir les risques d'exploitation illicite tout en satisfaisant à la nécessité impérieuse d'établir un nouveau type de relations entre les membres de l'Union.

La séparation des organes de réglementation et des organes d'exploitation est le phénomène qui met à mal le plus directement les structures de l'UPU et impose leur réorganisation.

Les propositions du Conseil exécutif à ce sujet, qui seront discutées dans les prochains jours, vont, à notre avis, dans le bon sens, à cette exception qu'il serait souhaitable de doter d'une plus grande autonomie les deux organes, le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale.

Conclusions – propositions

Nous sommes d'accord avec les propositions du groupe.

Nous soulignons toutefois le fait que la nouvelle UPU restructurée devra garantir, à travers ses membres, la prestation sans entraves de services au niveau universel et cela dans un environnement de plus en plus concurrentiel.

Pour atteindre cet objectif, il conviendrait d'introduire de nouveaux concepts et de nouvelles méthodes dans le cadre réglementaire et économique.

Par conséquent:

- les politiques et les principes relatifs aux services «obligatoires» et «non obligatoires» devraient changer;
- ce nouveau concept devrait constituer le principal critère de répartition des tâches entre les deux organes;
- du point de vue économique, il est nécessaire d'établir un cadre économique solide, afin d'éviter des pratiques abusives dans les relations entre les membres de l'Union.

Enfin et surtout:

- les nouvelles réalités économiques ne devraient pas altérer l'actuel esprit de solidarité et de coopération qui règne entre les membres de l'Union;
- il conviendrait de poursuivre l'assistance technique, afin de renforcer la qualité du service universel.

La séance est levée à 12 h 40.

Au nom du Congrès: Le Président,
Young-su Kwon

Le Secrétaire général,
A.C. Botto de Barros

Le Secrétaire du Débat général,
M.N. Harding

Cinquième séance du Congrès

Mercredi 24 août 1994

Présidence de M. Young-su Kwon, Président

La séance est ouverte à 15 heures.

Sous-thème n°1:
«Les structures de
l'UPU à l'aube du
XXI^e siècle»

Le MOZAMBIQUE: J'aimerais d'abord saluer M. le Président du Congrès et les délégations présentes à cette réunion des postes du monde entier.

Je salue et félicite, également, la République de l'Afrique du Sud de sa réadmission à l'UPU, après une si longue absence.

C'est un grand honneur et une grande joie pour mon pays, représenté par la délégation dont je suis le responsable, de participer après une absence de presque quinze ans motivée par plusieurs raisons, au présent Congrès, qui est la plus importante assemblée de l'Union postale universelle.

Le Mozambique est un pays jeune qui a conquis son indépendance en 1975. Il a adhéré à l'Union postale universelle très tôt, en 1978.

Au niveau de la région, le Mozambique est membre du SADC (Conférence de développement de l'Afrique australe). Des réunions sont tenues annuellement avec les Directeurs postaux des Pays-membres, où sont définies des stratégies communes d'action dans le cadre des communications.

Pour plusieurs raisons, le Gouvernement du Mozambique a signé, à Rome, l'accord général de paix avec le Mouvement de la résistance nationale du Mozambique. L'application de cet accord est en cours, grâce à un effort général, fondé sur la bonne volonté du peuple du Mozambique concernant le respect de cet acte.

A présent, le pays vit une période historique de démocratisation et de transition vers le multipartisme, les premières élections générales ayant lieu au mois d'octobre prochain.

Dans le cadre postal, après la définition des stratégies de développement des services postaux par le PGAW (Programme général d'action de Washington), et à la lumière des résolutions du XX^e Congrès tenu en 1989, notre Administration a connu quelques difficultés dans la mise en œuvre des stratégies à cause de l'état de guerre qui n'existe plus à présent.

En effet, la guerre a fortement touché le service postal rural en détruisant les infrastructures et les voies de communication, en plongeant complètement des populations entières dans l'isolement total. Il est urgent de reconstruire les infrastructures.

S'étant fixé cet objectif, la République du Mozambique a travaillé pour assurer la réalisation de projets qui nécessitent une aide financière extérieure.

D'autres efforts n'ont pas été négligés pour rendre opérationnel et performant le réseau postal, afin d'améliorer d'une manière significative les services nationaux et internationaux.

Grâce aux bourses octroyées par l'UPU ou par d'autres pays, il a été possible de perfectionner les connaissances techniques et professionnelles de certains employés.

La poste du Mozambique est devenue une entreprise de l'Etat, depuis 1981, moment où elle a été séparée des télécommunications. Pour qu'elle puisse bénéficier d'une autonomie encore plus grande dans sa gestion, par la voie de la restructuration, recommandée par le Programme général d'action de Washington (PGAW), la poste du Mozambique a été transformée en entreprise publique en 1993.

Pour mettre en œuvre les stratégies déjà mentionnées, nous avons introduit les services de «Express mail» (EMS), afin d'assurer la qualité. Nous sommes fiers de posséder une imprimerie de timbres-poste, qui nous permet d'émettre des produits philatéliques de grande valeur. Nous avons créé des services de télécopie, avec la dénomination de «FAXPOST». En ce moment, nous avons commencé l'informatisation de certains secteurs. Un centre de formation professionnelle a été installé avec les infrastructures adéquates, lequel, moyennant quelques améliorations, pourra devenir une école de formation pour les pays africains lusophones.

Ainsi, l'UPU doit toujours jouer un rôle accru, pour assurer et améliorer le fonctionnement des services de communication postale ainsi que sa propre organisation. Nous sommes venus ici pour donner notre appui aux autres Pays-membres et bénéficier de leur expérience et de leurs connaissances dans le domaine des services postaux, afin de développer et de maintenir la communication entre les peuples du monde entier, de renforcer l'amitié et la coopération au profit du développement de l'humanité, notamment en cette période de réconciliation et de solidarité entre tous les peuples.

Enfin, le Mozambique s'associe plus que jamais à l'idée de «La poste de demain».

Le PRÉSIDENT: Mesdames et Messieurs, nous allons passer à la synthèse des discussions sur le point 1 par les animateurs, MM. Regan et Masák.

L'ANIMATEUR: Je voudrais seulement faire quelques commentaires à la suite des débats de ce matin. Au cours du débat, de nombreux pays ont posé des questions relatives à la coopération technique en corrélation avec le projet de restructuration de l'UPU. M. M. Regan a mentionné de nouvelles méthodes de gestion des travaux de l'Union, telles que la planification stratégique et opérationnelle et la budgétisation par programme. Ces méthodes devraient permettre à l'UPU de mieux définir les questions clés et de redistribuer les fonds en fonction des priorités qui auront été établies. Les deux Conseils comprendront des commissions de coopération technique traitant uniquement de ce domaine. L'attribution de la moitié des sièges du Conseil d'exploitation postale aux pays

en développement devrait contribuer à ce que les intérêts des Administrations des pays en développement ne soient pas négligés dans la programmation des projets de coopération technique.

Il est attendu des pays bénéficiaires qu'ils aient un rôle plus actif dans le domaine de la coopération technique où le cofinancement sera une des règles de base. Cette participation financière permettra de tirer davantage parti des ressources allouées à des programmes spécifiques.

L'ANIMATEUR: Je crois qu'il serait utile de noter que treize pays se sont prononcés sur ce premier point du Débat général. Quatre de ces pays peuvent être classés dans la catégorie des pays développés, alors que neuf d'entre eux seraient plutôt des pays en développement. Nous avons également entendu des orateurs venant des cinq régions géographiques. Il me semble donc que nous avons là un excellent équilibre dans les contributions apportées sur le premier thème. Un certain nombre de questions ont été soulevées au cours de la discussion de ce matin. Je vais en faire la synthèse en les regroupant autour de huit grandes rubriques:

- 1° La première question concerne l'environnement dans lequel évoluent les Administrations postales. Cet environnement est en pleine mutation et tous les orateurs ont fait ressortir l'importance de l'évolution technologique et des communications sur le secteur postal. De nombreux orateurs ont également souligné l'impact positif de la concurrence et les efforts déployés par les Administrations postales pour améliorer la qualité du service et accorder davantage d'attention aux besoins de la clientèle.
- 2° Les intervenants ont relevé les conséquences de cet environnement sur les Administrations postales. Les postes sont en train de changer leur statut juridique, leurs modes d'organisation et méthodes de travail, afin de s'adapter aux circonstances nouvelles. De nombreux orateurs ont estimé que l'UPU devrait aussi changer. Par ailleurs, l'UPU a été félicitée pour les efforts qui ont déjà été déployés, dans le contexte des structures existantes, afin de réagir à la situation actuelle.
- 3° Le rôle de l'UPU en tant qu'organisation intergouvernementale: de nombreux pays ont séparé les fonctions régulateurs/opérateurs et beaucoup d'orateurs ont estimé que les gouvernements devraient continuer à désigner les entités nationales qui seraient responsables des obligations découlant de l'appartenance à l'UPU et désigner les représentants qui siègeront dans les organes de l'UPU. Certains orateurs ont pensé que les gouvernements devraient pouvoir jouer un rôle important pour garantir un certain niveau de qualité devant cette tendance à la privatisation et à la transformation des Administrations postales en entreprises. Il y a des intervenants qui ont dit que les dispositions conventionnelles de l'UPU doivent être adaptées aux principes d'une concurrence équitable; dans ce contexte, il a même été évoqué le rôle que devraient pouvoir jouer les gouvernements, en tant que régulateurs, dans l'établissement de règles neutres.
- 4° Le rôle de l'UPU dans le réseau postal mondial en plein développement et sa réaction face aux pressions commerciales: certains orateurs accordent une priorité au rôle de surveillance de l'UPU. D'autres, en soulignant les attributions du Conseil d'exploitation postale qui sera créé ont estimé que l'UPU devrait continuer à jouer un rôle important en tant qu'instance de coopération entre les opérateurs postaux. La Sierra Leone a même estimé qu'il fallait envisager sérieusement la possibilité de créer une entreprise mondiale des postes, une sorte de corporation qui serait responsable des stratégies commerciales de la poste au niveau mondial. Il ressort de toutes

ces discussions le fait qu'il faut accorder une attention à la distinction entre le rôle des régulateurs et des opérateurs. Cette distinction devrait être cependant du ressort de chaque pays parce qu'il n'existe pas de consensus à cet égard au niveau de l'UPU.

- 5° L'évolution par rapport au GATT et au GATS, et l'application des règles commerciales aux services postaux: la France et la Corée (Rép.) ont attiré l'attention de l'assemblée sur cette question et la Corée (Rép.) a proposé la création d'un comité de contact entre l'UPU et la nouvelle Organisation mondiale du commerce (OMC).
- 6° La privatisation: plusieurs orateurs ont relevé l'importance de la privatisation et des mesures qui sont prises par certains pays dans ce sens. La Malaisie a même pensé que cela pourrait entraîner la présence de plus d'un opérateur dans certains pays et qu'ainsi plus d'un opérateur serait responsable des obligations découlant de l'appartenance à l'UPU; les incidences de ces questions devraient donc être étudiées attentivement. D'autres ont par contre estimé qu'il existait déjà des précédents avec la présence des transporteurs aériens dans certaines instances de l'UPU.
- 7° La coopération technique: outre les deux nouveaux conseils qui vont s'occuper des aspects de coopération et de développement postal, l'UPU va envisager de nouveaux moyens pour financer les activités de coopération technique et cherchera à obtenir des fonds, dans le cadre du suivi des travaux du Groupe d'action pour le développement postal (GADP), auprès d'organismes de financement multilatéraux tels que la Banque mondiale. Il existe également des possibilités de cofinancement qu'il faudra explorer.
- 8° Les propositions de réformes et de restructuration de l'UPU ont été unanimement soutenues par tous les orateurs. De nombreux orateurs ont souligné la nécessité de poursuivre cet effort au-delà du Congrès de Séoul.

Sous-thème n° 2:
«La dualité «services
postaux universels»
et «approche com-
merciale»

Le PRÉSIDENT présente les animateurs du sous-thème n° 2, M. Jean-Noël Rey, Directeur général de la poste suisse, animateur, et M. Louis-Blaise Aka Brou, Directeur de l'action commerciale et de la coopération internationale de la poste ivoirienne.

L'ANIMATEUR: Monsieur le Président du Congrès, Monsieur le Secrétaire général, chers collègues, Mesdames et Messieurs les délégués, Mesdames et Messieurs. C'est un grand plaisir et un honneur pour moi d'animer le sous-thème n° 2 de ce Débat général sur la dualité «services postaux universels» et «approche commerciale» et de vous faire partager ainsi et notamment les expériences de la poste suisse. L'exposé que je vais vous présenter a été préparé en étroite collaboration avec mon collègue de la Côte d'Ivoire (Rép.), M. Louis-Blaise Aka Brou, que je remercie chaleureusement. Notre texte reflète pour l'essentiel les options stratégiques à la base des réformes postales en cours ou attendues dans nos deux pays respectifs. Nous ne prétendons pas à l'universalité de ces options stratégiques mais croyons qu'elles méritent d'être considérées par une telle assemblée afin de stimuler le débat.

I. Introduction

Le monde contemporain vit à l'heure des mutations, que ce soit sur le plan économique, politique ou social. Il s'agit pour les entreprises, et pour les postes en particulier, de tenir compte de l'évolution de leur environnement dans la planification stratégique, afin de préserver leur compétitivité sur le marché et, partant, de garantir leur prospérité.

Par la publication de son Livre vert sur le développement du marché unique des services postaux, l'Union européenne cherche à concilier une libéralisation graduelle et maîtrisée du marché postal avec la garantie durable de la fourniture du service public.

Autrefois, les postes de chaque pays s'occupaient exclusivement de leur marché national, protégé par un large monopole. La concurrence était quasiment absente. Aujourd'hui, ce modèle est en crise. De plus en plus, des coursiers privés accaparent des parts de marché, même dans des domaines réservés exclusivement aux postes.

Cette action des coursiers privés s'exerce avant tout dans les segments de marché qui sont le plus rentables, c'est-à-dire dans le segment des grands clients et dans les régions à forte densité de population. Il en résulte un double désavantage pour les postes: non seulement, elles perdent des parts de marché, mais en plus, leur système de péréquation tarifaire est remis en cause.

Face à cet écrémage du marché, quelle attitude peuvent adopter les postes? Doivent-elles renforcer leur monopole? Doivent-elles au contraire abandonner leur statut public et devenir des entreprises privées?

Je suis pour ma part partisan d'une approche réaliste. L'économie privée n'est pas en mesure d'apporter une réponse réellement satisfaisante à la desserte de l'ensemble d'un territoire en prestations postales de qualité. L'Etat doit donc intervenir pour garantir ces services. Mais il doit le faire en tenant compte de deux conditions: d'une part, travailler au moindre coût et, d'autre part, offrir des services qui répondent efficacement aux besoins de la population et de l'économie.

Par conséquent, les services postaux ne peuvent plus être offerts dans le cadre d'une administration bureaucratique, mais dans celui d'une entreprise qui doit, à mon sens, rester publique, mais qui doit aussi respecter les méthodes modernes de gestion. En d'autres termes, les postes doivent s'ouvrir au marché tout en respectant leur caractère de service public. Cette approche introduit d'emblée une dualité, source de tensions, voire de contradictions, qui sont parfois difficiles à gérer.

II. Aperçu du marché postal international

Pour mieux en saisir la portée, procédons à une brève analyse du marché postal international.

2.1 Les forces qui transforment la structure du marché postal

Dans l'ensemble, le marché postal international affiche une progression importante depuis une dizaine d'années. Cette croissance est essentiellement due à l'augmentation des échanges commerciaux internationaux, à la globalisation des marchés et à la délocalisation de la production; elle est alimentée par des entreprises multinationales proposant leurs produits et services à l'échelle mondiale. L'accélération du développement du marché international a également été soutenue par l'expansion et la sophistication croissante des infrastructures de transport ainsi que par la mise en œuvre de nouvelles technologies de communication.

Le volume international du trafic postal n'affiche pas de progression sensible au cours de cette même période. Au contraire, le volume des échanges internationaux de lettres et de colis est aujourd'hui inférieur à celui du milieu des

années 80. Il faut donc en tirer la conclusion: les postes ont perdu ces dernières décennies une part importante du marché international, alors que les opportunités sur ce marché étaient particulièrement favorables.

2.2 L'évolution du marché postal

En 1992, le marché international des lettres, colis et envois express représentait, selon les estimations, quelque 30 milliards US \$ par an. Les recettes postales issues de ce marché étaient estimées à 11 milliards US \$, soit une part d'environ 35% pour les postes sur le marché international total. Quatre acteurs dominaient et dominent toujours le reste du marché: DHL, FEDEX, UPS et TNT, soit 40% pour l'ensemble, le solde étant réparti entre un petit nombre d'opérateurs privés multinationaux et un grand nombre d'opérateurs locaux et régionaux.

La part des postes par segment de produits en volume représentait en 1992 environ 13% pour les envois express, 15% pour les colis et 80% pour les lettres.

Bien que contrôlant près de 80% du marché international des lettres, la position des postes est cependant moins enviable qu'il n'y paraît de prime abord, surtout si l'on englobe, dans le marché postal, la transmission électronique de documents, par exemple les services de télécopie et les messageries électroniques.

Les clients internationaux font aujourd'hui davantage appel aux moyens de communication électroniques, au détriment des moyens de communication physiques traditionnels. Ce phénomène s'accélérera encore ces prochaines années, avec la libéralisation totale du marché des télécommunications.

En outre, des opérateurs privés de plus en plus agressifs ont conquis plus de 20% du marché international des lettres, nonobstant la persistance de monopoles locaux dans la plupart des pays.

Les postes sont donc confrontées, non seulement à l'usage toujours plus grand qui est fait des services électroniques, mais aussi à la concurrence croissante des acteurs privés.

S'agissant des colis, les postes continuent dans l'ensemble de perdre du terrain au profit d'opérateurs privés, notamment lorsqu'on considère le marché professionnel (échanges de colis entre entreprises). En l'absence d'une infrastructure de transport postale internationale, les postes sont difficilement en mesure de rivaliser avec les grands opérateurs privés.

En ce qui concerne le marché international des envois express, la gestion des postes est loin d'être satisfaisante, malgré une progression régulière des ventes d'EMS. Les alliances, les accords opérationnels entre les postes et les prestataires de services privés devraient se multiplier à moyen terme.

III. Obligation de fournir des services postaux universels

Les postes puisent leur légitimité dans la nécessité pour le pays, l'économie et la population de disposer de services postaux de haute qualité, offerts à des prix abordables et uniformes sur l'ensemble du territoire. C'est cela qui fait la différence entre une entreprise quelconque et l'Administration postale qui, quel que soit son statut, ne doit son existence et sa légitimité qu'à l'acte fondateur de l'Etat.

Le service public c'est avant tout une mission à assumer, mission – je l'accorde – qui doit être soumise régulièrement à l'évaluation politique, sociale et économique. En effet, trop souvent en parlant du fonctionnement du service public, on n'évoque exclusivement que les principes rigides de continuité et d'égalité, en oubliant le principe, flexible, de mutabilité. Principe qui implique que les prestations fournies au public soient toujours adaptées à ses besoins. Grâce à ce principe, le service public n'est pas figé dans un carcan, mais est capable d'évolution.

La raison d'être du service public n'est cependant pas seulement politique et sociale; elle est aussi et surtout économique. Le service public se justifie en effet par le fait que l'économie privée ne peut pas, faute de rentabilité intéressante, déployer un réseau postal efficace sur l'ensemble d'un territoire.

Reste – et c'est la question centrale – à définir l'étendue du service public ou universel.

Le service public est un objectif reconnu au niveau de l'UPU (services obligatoires, liberté de transit), de l'Union européenne (service universel en cours de définition) et de nombreux pays pris individuellement (minimum de service public).

Tous les services postaux ne font pas partie du service public. Ainsi, dans la plupart des pays, le service de courrier express ne relève pas du service public, de même que la distribution des envois non adressés. Autant de service public que nécessaire, autant de concurrence que possible, telle doit être la devise.

A mon avis, le service public vise la collecte, le transport et la distribution d'envois postaux adressés, déterminés en fonction du poids et du prix. Les dimensions minimales et maximales des objets visés sont celles fixées dans les Actes de l'Union postale universelle.

Le service public tel que défini comprend aussi bien des services nationaux qu'internationaux.

Pour garantir la viabilité financière de leur réseau, les postes, auxquelles est imposée une mission de service public, doivent pouvoir maintenir des services réservés. Il conviendra de déterminer dans quelle mesure des services réservés sont nécessaires pour assurer aux prestataires de services universels les moyens d'accomplir, sans mettre en péril leur équilibre financier, leur mission d'intérêt général.

Cette approche réaliste implique une adaptation des services publics au nouvel environnement économique que nous connaissons: le service public ne doit pas exclure l'initiative privée là où elle permet de répondre avec plus d'efficacité aux besoins collectifs. Les postes doivent fonder leurs activités sur une approche commerciale de leur marché et miser davantage sur la qualité de leurs produits et de leurs prestations pour assurer leur avenir, plutôt que sur la protection exclusive de leur monopole.

IV. Approche commerciale

Plusieurs stratégies sont envisageables. Mais, toutes passent par l'organisation et le fonctionnement du service postal à partir du modèle de l'entreprise. Plusieurs pays ont déjà amorcé le virage vers un tel modèle. Ce développement de la logique d'entreprise suppose la séparation des fonctions de réglementation et des fonctions d'exploitation.

Dans le cadre des services postaux universels, l'approche commerciale doit à notre avis s'inspirer des mêmes principes dynamiques qui sont appliqués sur le marché libre. Cela exige notamment de la part des postes d'adapter leur organisation structurelle et fonctionnelle, ainsi que le mode de pensée et d'action de leur personnel aux impératifs du marché et aux exigences de la clientèle.

Bref, les postes doivent passer de la primauté du catalogue de prestations à une stratégie de la demande. Il s'agit là d'un véritable virage à 180 degrés puisque cela veut dire passer d'une optique de simple production à une optique marketing. La clientèle n'est plus un bloc monolithique de simples usagers tous confondus, mais des consommateurs, aux exigences et besoins aussi différents qu'évolutifs.

Cette nouvelle approche privilégiant la demande sur l'offre a déjà et aura dans l'avenir des conséquences sur l'organisation des postes. Elle passe aussi par un changement des mentalités.

Le service public, c'est une mission à accomplir, certes, mais c'est aussi une activité concrète et, partant, un organe de gestion. Par conséquent, la gestion du service public est aussi importante que son statut juridique. Le degré d'autonomie du service public, indispensable à toute approche commerciale, dépend donc autant, sinon plus, de la méthode de gestion que de la définition de son mandat de prestations et de son statut.

Les postes devront avoir une plus grande liberté d'entreprise. La forme d'organisation actuelle de la plupart des postes est en effet un handicap pour réagir rapidement face à l'évolution du marché, pour se mesurer valablement avec la concurrence et pour coopérer avec des entreprises nationales ou internationales.

En outre, l'équilibre financier constitue un impératif: il est en effet la condition sine qua non de la réelle autonomie des postes, un gage de leur aptitude à s'adapter à l'évolution des marchés et à garantir l'offre d'un service public de bonne qualité. La fixation des prix doit être justifiée par un tableau précis des coûts de production. Cette connaissance approfondie permettra en plus de mieux maîtriser ces coûts et d'opérer des choix d'organisation et d'investissements cohérents et rationnels, entre les objectifs d'amélioration de la qualité de service, de la productivité et du dimensionnement du réseau.

D'autre part, le niveau de la qualité offerte doit être fonction du statut social et économique du consommateur. La recherche de la qualité exige donc la définition de normes précises ainsi que la mise en place d'une structure de contrôle. D'une manière générale, les services postaux ont tendance à assimiler la qualité de service au volume des réclamations. Il s'agit plutôt de mesurer le degré de satisfaction du client et de voir si les prestations offertes sont vraiment celles qui correspondent le mieux à ses besoins.

Loin de léser le public, l'approche commerciale permet au contraire d'aller vers lui avec une meilleure connaissance de ses besoins. Aussi, la notion de vocation propre au service public traditionnel doit-elle laisser la place à celle plus dyna-

mique de compétence, s'exerçant sur la base des besoins et des motivations du consommateur.

Il faut noter que, dans les pays en développement, l'approche commerciale est également une nécessité, plus grande peut-être encore que dans les pays industrialisés. Dans ces pays, l'irruption de coursiers privés peut en effet amener des déséquilibres irréversibles.

V. Recherche de stratégies pour dépasser la contradiction

A ce stade de mon exposé se pose la question de la ou des stratégies à adopter pour dépasser la contradiction apparente ou réelle constatée au début de mon exposé.

Il est bon et même indispensable aujourd'hui de définir un nouveau cadre juridique ainsi que de nouvelles bases pour son fonctionnement. Une telle précaution permettrait de mieux gérer la tension existant entre la vocation de service public et les objectifs commerciaux.

La meilleure gestion de la tension passe par la redéfinition du monopole postal et des actions de soutien au service postal.

5.1 Redéfinition du monopole postal

La mission de service public a conduit les postes à mettre en place de vastes réseaux de collecte et de distribution, dont les coûts d'entretien sont très élevés. Pour garantir le financement de ces réseaux, les postes doivent pouvoir disposer d'un domaine réservé ou, en l'absence de celui-ci, bénéficier de subventions compensatoires de l'Etat.

Les limites du secteur réservé, ou monopole, doivent être fixées en fonction des ressources nécessaires au financement d'un réseau postal s'étendant sur l'ensemble du territoire. Le secteur réservé ou monopole n'est donc pas un privilège, mais l'instrument indispensable pour assurer la couverture financière de prestations de qualité sur tout le territoire. Le champ du monopole doit être en fait aussi large que le financement du service public l'exige.

Le secteur réservé ne doit cependant pas être un oreiller de paresse, et encore moins une base arrière pour subventionner d'autres services. Même dans le secteur réservé, les postes se doivent d'être performantes, c'est-à-dire offrir de la qualité, au moindre coût.

En définitive, il est préférable d'assurer le financement du service public par un secteur réservé plutôt que par des mécanismes de compensation compliqués, source de bureaucratie nouvelle.

5.2 Actions de soutien au service postal

D'une manière générale, il est important que les Etats favorisent la promotion de l'esprit d'entreprise au sein de leurs Administrations ainsi que le passage du concept d'usager à celui de client. D'autre part, les Etats doivent garantir aux postes le financement des missions d'intérêt général.

Les Etats doivent également définir un nouveau cadre juridique, par exemple, sous forme de cahier des charges prévoyant des procédures de changement de tarifs et des marges d'autonomie différentes selon qu'il s'agit de produits du secteur réservé ou de produits du domaine concurrentiel.

Pour sa part, l'Union postale universelle devrait encourager les pays à engager des actions dans le sens de la redéfinition du cadre de gestion de la poste, en engageant des pourparlers à hauts niveaux.

VI. Conclusion

En conclusion, permettez-moi de rappeler ceci:

La concurrence impose un effort constant de modernisation, de recherche d'une meilleure productivité et de rationalisation des méthodes de gestion.

L'introduction de méthodes modernes de gestion et l'audace des stratégies définies précédemment ne doivent pas occulter, pour autant, le fait que la raison d'être et la légitimité de l'Administration postale résident dans le mandat de service public que lui a confié l'autorité politique. A l'exemple du Livre vert de l'Union européenne, les lignes directrices qui y sont contenues impliquent avant tout une redéfinition et une clarification des services postaux: service universel, secteurs réservés et secteurs en concurrence. Il faut ouvrir ce débat, sans tomber toutefois dans les illusions du discours néo-libéral qui voudrait nous faire croire que la panacée, c'est la privatisation et la libéralisation à outrance.

Je crois pour ma part que les entreprises publiques peuvent être aussi performantes que les entreprises privées. Si les postes se mettent réellement à l'écoute du client, si elles offrent des prestations de haute qualité à des prix abordables sur l'ensemble du territoire, si elles sont innovatrices, si elles sont souples dans leur structure et ouvertes à la coopération dans le secteur privé, alors la dualité «service public» et «approche commerciale» s'en trouvera rapidement atténué, voire résolue. Ce renouveau du service public permettra aux postes d'assurer non seulement leur survie mais également leur prospérité.

VII. Recommandations

Au vu de l'évolution structurelle des marchés postaux internationaux et nationaux et afin de garantir à toutes les populations et à l'ensemble de l'économie des services postaux de qualité, nous recommandons:

- 1° de renforcer l'autonomie des postes vis-à-vis des pouvoirs publics (dans quatre domaines au moins: fixation des prix, finances, politique du personnel et alliances stratégiques), par la redéfinition des tâches incombant aux unes et aux autres (resp.: Administrations, Gouvernement);
- 2° de promouvoir l'esprit d'entreprise et les méthodes modernes de gestion à tous les échelons, tout en préservant les acquis sociaux du personnel (resp.: Administrations);
- 3° de passer d'une stratégie de l'offre à une stratégie de la demande (resp.: Administrations);
- 4° de délimiter le champ du service public et l'étendue des services réservés pour en financer l'infrastructure (resp.: Gouvernement, Administrations);
- 5° de rechercher des solutions alliant harmonieusement et efficacement secteur public et sociétés privées (resp.: Administrations, Gouvernement);
- 6° d'encourager les pays à faciliter la mise en place des recommandations énoncées (resp.: Bureau international, Unions restreintes).

Afin de bien cerner le contour des recommandations que je vous ai exposées, je propose de concentrer les discussions sur les thèmes suivants:

Thèmes principaux du débat

I. Maintien ou pas du service public

- Statu quo
- Libéralisation complète
- Libéralisation graduelle et maîtrisée

II. Rapports Etat-poste

- Champ du service public
- Etendue des services réservés
- Autonomie en matière de:
- Fixation des prix
- Finances
- Politique du personnel
- Alliances stratégiques

III. Structures de gestion

- Promotion de la culture d'entreprise
- Passage du concept d'usager à celui de client

IV. Mise en œuvre des réformes

- Echanges d'information de manière multilatérale (Bureau international, Unions restreintes) ou de manière bilatérale

Le JAPON: Permettez-moi tout d'abord de remercier M. le Président et chacun des délégués de m'avoir offert cette précieuse occasion de vous faire part de notre opinion à ce sujet. J'aimerais également féliciter M. Jean-Noël Rey pour son excellent exposé.

I. Introduction

Dans tous les pays, les services postaux constituent l'infrastructure fondamentale et indispensable aux activités socio-économiques.

2. Services universels et monopole

Afin de pouvoir fournir cette infrastructure, la poste doit impérativement assurer universellement des services homogènes et de faible coût, y compris dans les zones rurales.

Quant à ce qu'il faut entendre par services postaux universels, je suppose qu'il existe des avis différents.

Au Japon, les services universels sont étendus non seulement au secteur de la poste aux lettres mais aussi à celui des colis postaux et des imprimés.

Pour assurer des services universels sur l'ensemble du territoire japonais, il faut conserver, dans une certaine mesure, le monopole pour empêcher les coursiers privés d'écrémer le marché.

Il s'ensuit tout naturellement qu'il convient d'exploiter ce service protégé par le monopole en recourant aux meilleures méthodes de gestion et en lui assurant un haut niveau de qualité et des tarifs postaux les plus bas possibles.

Au Japon, grâce à nos efforts pour rationaliser notre gestion, nous avons réussi à maintenir la fourniture des services universels susmentionnés en ayant eu rarement recours aux augmentations de tarifs.

3. Etude de cas au Japon

Bien qu'organisme gouvernemental, le service postal japonais bénéficie d'une autonomie de gestion.

Par exemple, les services postaux sont gérés à partir d'un budget spécial distinct du budget général de l'Etat. En outre, notre Administration est libre de faire des investissements à long terme et d'établir sa propre politique financière. Par ailleurs, le personnel postal est employé suivant des conditions différentes de celles applicables aux autres employés de la fonction publique, par exemple, en ce qui concerne le paiement des salaires.

Ainsi, les services postaux japonais ont acquis un esprit d'entreprise et jouissent, en général, d'une grande estime de la part de leurs clients.

Grâce à tous ces efforts, le nombre des envois postaux internationaux traités par le Japon en 1993 a augmenté de 50% par rapport aux chiffres obtenus il y a dix ans. Pour ce qui est de l'EMS, nous avons environ trois fois plus d'envois EMS qu'il y a cinq ans.

4. Services universels et approche commerciale

Nous avons adopté une approche plus commerciale dans la prestation des services universels. Outre le fait que nous travaillons dans une optique commerciale comme je viens de le dire, nous avons mené des actions plus spécifiques dont je vous citerai quelques exemples représentatifs.

Par exemple, les facteurs japonais lorsqu'ils font leur tournée font, en même temps, la promotion des produits postaux.

Nos employés de bureau contribuent également à la promotion des ventes postales en se rendant personnellement chez les clients. De plus, nos services s'associent souvent avec des entreprises régionales pour leur permettre d'utiliser le réseau postal comme moyen de diffusion nationale de leurs spécialités locales.

Au Japon, le gouvernement lui-même joue le rôle de prestataire de services universels dès lors qu'il monopolise le marché des services de la poste aux lettres. Cette situation n'est pourtant pas incompatible avec une approche commerciale. Je pense que notre cas montre comment le contrôle de l'Etat peut se concilier avec l'adoption d'une approche commerciale. De fait, c'est nous plaçant sous une perspective commerciale que nous avons réussi à rehausser la qualité de notre service.

5. Conclusion

Il n'existe pas d'équilibre uniforme entre la fourniture de services universels et l'adoption d'une approche commerciale, car les conditions de cet équilibre varient en fonction des contextes sociaux et économiques dans lequel s'opère le service postal de chaque pays.

(Séparation des fonctions commerciales et administratives.)

Certains insistent sur le fait que la séparation des fonctions réglementaires des fonctions opérationnelles doit précéder l'adoption d'une approche commerciale de la gestion du service postal. Nous sommes pourtant persuadés que le Japon a bien réussi l'intégration d'une telle approche commerciale sans séparer les deux fonctions.

C'est pourquoi, on ne saurait conclure le débat au sujet de l'autonomie entre services universels et approche commerciale en affirmant que les fonctions réglementaires et opérationnelles devraient être séparées.

En tout état de cause, toutes les Administrations postales sont absolument tenues de fournir des services de grande qualité. Nous pensons qu'il est nécessaire que tous les membres de l'UPU redoublent d'efforts dans ce sens et, en même temps, renforcent leur coopération mutuelle pour assumer cette responsabilité.

La THAÏLANDE: Je souhaiterais tout d'abord féliciter l'UPU de sa judicieuse proposition de restructuration de l'Union à l'aube du XXI^e siècle.

Au moment où nous allons restructurer l'UPU et les services postaux des Pays-membres pour leur permettre de suivre le rythme des changements que connaît notre société, je souhaiterais attirer votre attention sur les principes fondamentaux de la philosophie du «service public» grâce auxquels la poste continue à contribuer grandement au bien-être des peuples du monde entier, en particulier ceux qui vivent dans des zones rurales reculées de chacun des Pays-membres.

L'Administration postale thaïlandaise n'a pas ménagé ses efforts pour améliorer ses services sous tous les aspects, non seulement pour survivre dans des conditions de concurrence acharnée, mais aussi pour affirmer son autosuffisance et son indépendance. Si l'Administration postale thaïlandaise est tenue de respecter la politique gouvernementale en offrant au public les moyens de communication de base en tant qu'infrastructure sociale, elle doit également améliorer sa propre structure d'organisation pour s'adapter aux conditions actuelles et devenir une entreprise d'Etat à orientation commerciale.

Les services postaux thaïlandais vont très bientôt se séparer des télécommunications, partenaire leur ayant longtemps fait de l'ombre, pour présider à leur propre destinée et devenir, à long terme, un secteur plus libéral.

Monsieur le Président, il faudra inévitablement adopter des stratégies d'harmonisation des services postaux universels ainsi qu'une approche commerciale.

Pour conclure, je dirai que la Thaïlande fera tout son possible pour réorganiser et restructurer son service postal de manière qu'il réponde aux besoins des clients ainsi que de la société, et, en particulier, de façon à améliorer son efficacité pour qu'il puisse continuer à soutenir fermement les activités de l'UPU.

Le CANADA: Je suis heureuse de l'occasion qui m'est donnée de contribuer à ce Débat général, qui porte vraiment sur l'avenir et sur ce qu'il nous réserve, sur comment la poste peut réussir sur le marché des communications de demain.

Au cours de la dernière décennie, la poste s'est engagée dans un processus de changements irréversible. L'intensification de la demande et la diversification des produits offerts à nos clientèles ont accéléré la concurrence et la mondialisation des marchés. Parmi les nouvelles options offertes, certaines sont en concurrence directe avec les produits postaux traditionnels; d'autres, qui nécessitent l'utilisation d'autres médias, agissent indirectement sur nos produits. Tout cela repose sur des innovations technologiques qui nous ont permis, et qui ont permis à nos concurrents, d'augmenter l'efficacité et la fiabilité de la distribution.

Dans le contexte nord-américain, la Société canadienne des postes (SCP) a réussi à relever ces défis et à redresser un service postal défaillant, qui était devenu un lourd fardeau fiscal.

Nous avons eu la chance d'effectuer ce redressement tout juste avant l'assaut massif de nos concurrents, si bien que le service que nous offrons aujourd'hui est efficace et prospère:

- nos clients nous confient encore plus de courrier: en effet, chaque jour nous distribuons quelque 40 millions d'envois, bien plus qu'il y a dix ans, avec un effectif qui compte pourtant 10 000 employés de moins;
- nos clients nous disent ce qu'ils veulent en matière de normes de livraison: à l'intérieur du pays, la fiabilité de notre service est évaluée à 97%;
- nous ne constituons plus un fardeau financier pour le gouvernement puisque depuis quelques années déjà nous avons atteint notre autosuffisance financière.

Je sais qu'un grand nombre de collègues d'autres Administrations postales ont réalisé le même tour de force ou qu'ils sont en voie de le réaliser. Nous devons maintenant nous demander comment nous pouvons assurer notre avenir. Que faut-il pour qu'une entreprise importante survive, malgré les nombreux défis auxquels elle fait face et son obligation d'assurer des services universels?

Nous, à la Société canadienne des postes, croyons qu'en tant que fournisseurs de services à l'échelle internationale, nous devons continuer à évoluer, à nous renouveler en vue de devenir des fournisseurs que leurs clients aimeraient avoir comme partenaires ou fournisseurs, ou patrons, voire posséder. Face aux influences de la concurrence, du service à la clientèle et des nouvelles technologies, notre vision est celle d'un partenariat mondial basé sur la collaboration d'un partenariat:

- qui mise avant tout sur le service à la clientèle;
- qui comprend que réussir signifie anticiper les besoins toujours plus variés de la clientèle et répondre à ces besoins;
- qui compte sur les employés pour se rapprocher de la clientèle;
- qui appuie les employés en investissant massivement dans la formation, la mise à jour des compétences et la technologie en vue de demeurer à l'avant-garde;
- qui relie les entreprises à un système mondial offrant des produits et services haut de gamme et universels à des prix abordables;

- qui assortit un réseau de distribution très performant aux vastes possibilités des communications électroniques en vue de créer une autoroute électronique que tous les usagers pourront utiliser et dont le prix sera abordable;
- qui se préoccupe de satisfaire les clients, de générer des recettes pour ses actionnaires et de fournir aux employés une rémunération équitable.

Voilà une vision mondiale du service postal. C'est sur cette vision que la Société canadienne des postes veut fonder l'avenir. C'est la direction qu'elle, ou l'entreprise postale de l'an 2000, se doit de privilégier, car les mesures que nous prenons aujourd'hui et celles que nous prévoyons prendre au cours des cinq prochaines années façonneront le service postal de demain.

A la Société canadienne des postes, nous croyons que la survie du service postal repose sur de telles valeurs commerciales. Nous avons déjà triplé les investissements dans la formation des employés; le service à la clientèle a été complètement repensé; le ramassage, le transport et la livraison du courrier ont été réorganisés. Nous avons également profité des technologies pour augmenter l'efficacité du service et pour permettre d'offrir des solutions de rechange à notre marché traditionnel. Je fais ici référence au courrier électronique et à toutes les composantes de l'autoroute électronique dont les possibilités se manifestent de plus en plus.

Si cette vision est aussi la votre, l'élément critique sur lequel doit se pencher le présent Débat général est le suivant: comment pouvons-nous adopter une approche convenable au sein de nos services postaux respectifs et créer les liens internationaux qui nous permettront de progresser? Survivre ne suffit plus. Il nous faut croître et regagner la part importante du marché des communications qui nous échappe depuis plus d'une décennie.

La première chose à faire est de nous rendre compte que l'approche de nos clients est globale, tandis que la nôtre se situe à l'échelle nationale. Nous devons rompre avec notre manière de penser traditionnelle et comprendre que le service postal d'hier n'a plus sa place dans le contexte moderne de la libéralisation des marchés. Nous devons nous mettre à la place de nos clients et nous demander ce qu'ils attendent de nous et de tout autre fournisseur de services à l'échelle internationale. Nos clients s'en remettent à nous afin que nous trouvions des solutions rentables et immédiates à leurs problèmes en matière de communication avec le monde entier.

Relever un tel défi signifie que nous devons travailler ensemble, en partenaires sérieux, créer et innover judicieusement, canaliser nos expériences communes et adapter nos infrastructures de façon à répondre à ces exigences. Comme partenaires, il nous faudra travailler en petits groupes pour répondre aux besoins de nos plus gros clients; nos collectivités postales respectives devront participer dans une plus grande mesure de nos expériences et d'autres valeurs. Nous devons également échanger les renseignements que nous avons au sujet des opinions de nos clients et travailler de manière plus cohérente et plus transparente. La réussite dans ce nouveau monde de communication à l'échelle du globe en dépend.

Les stratégies postales qui émergeront du présent Débat général et du Congrès devront tenir compte de cette réalité. C'est la question fondamentale, celle qui au cours des années à venir fera la fortune ou la ruine d'un grand nombre de nos services postaux et de la poste mondiale dans sa globalité.

Nous avons bon espoir de pouvoir réinventer une poste internationale dont le dynamisme puise dans des approches audacieuses et innovatrices qui reposent sur les valeurs commerciales de l'avenir. Une approche privilégiant LE CLIENT D'ABORD permettra au Congrès d'orienter son énergie, ses priorités et ses plans d'action en vue d'assurer sa survie et son succès.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): J'ai écouté avec grand intérêt les observations qu'ont faites les nombreux orateurs sur le sujet qui traite de l'équilibre à atteindre entre l'obligation de fournir un service public et la nécessité d'adopter une «approche commerciale» à l'égard de la clientèle.

Et j'aimerais vous faire part de la façon dont nous, au Service postal des Etats-Unis d'Amérique, avons procédé pour nous rapprocher de nos clients.

Malgré les pressions de plus en plus fortes auxquelles la poste est soumise du fait de l'apparition de techniques nouvelles comme la télécopie, le courrier électronique et le transfert électronique des fonds, le public continue de compter sur la poste pour la distribution aux quatre coins du monde d'écrits sur papier. Et il en sera ainsi pendant des années encore, voire des décennies.

Toutefois, nous ne pouvons pas partir du principe que seules les Administrations postales sous contrôle de l'Etat peuvent pourvoir aux besoins d'un service de distribution universelle.

En fait, nos concurrents du secteur privé offrent déjà, pour certaines catégories de courrier, un service universel, et le font mieux que nous.

Si nous voulons continuer à avoir l'apanage et la responsabilité de la distribution universelle, et, au bout du compte, survivre sur le marché postal, nous devons devenir compétitifs.

Et pour devenir compétitifs, nous devons d'abord évoluer... et ne jamais cesser d'évoluer et de nous améliorer.

En vérité, il n'existe plus aujourd'hui que deux types d'entreprises. Celles qui restent compétitives... et celles qui ferment.

Pour rester sur le marché, les entreprises n'ont d'autres solutions que de proposer des produits de qualité et de valeur et de répondre en même temps au souhait de leurs clientèles, qui est d'accéder rapidement et facilement à nos produits.

Cela exige l'adoption de nouvelles approches. Bon nombre de méthodes d'exploitation classiques ne sont tout simplement plus valables.

Nous avons procédé à des transformations considérables pour mieux servir notre clientèle.

Nous avons mis en place une nouvelle structure de gestion, moins lourde, en commençant par le sommet.

Nous avons réduit le nombre des postes de direction ainsi que la bureaucratie.

Nous avons également changé d'attitude envers nos clients. Au lieu de nous contenter de *faire des tournées de distribution*, nous cherchons des moyens de *résoudre les problèmes et de satisfaire la clientèle*.

Nous nouons des liens plus étroits avec nos clients et nos fournisseurs et nous les encourageons à nous donner leur avis sur les services que nous offrons et à nous faire des suggestions.

Nous explorons de nouveaux débouchés et de nouveaux créneaux commerciaux, supposant l'emploi de techniques nouvelles et la création de services nouveaux, qui nous permettraient d'avoir de nouvelles sources de revenus et de rester forts. Nous optons pour des modes d'action qui surprendraient ceux qui continuent à voir en nous de vieux bureaucrates.

Ainsi, nous travaillons en collaboration avec d'autres entreprises à la création d'un bureau de poste électronique qui permettra à nos clients de commander et de recevoir rapidement leurs marchandises.

Et nous avons mis en place de nouveaux systèmes externes d'évaluation de nos résultats parce que qui dit évaluation dit meilleure gestion et amélioration.

Mais, plus important encore, nous nous employons à modifier notre culture d'entreprise. Nous donnons à nos employés le pouvoir de prendre les décisions indispensables pour améliorer le service et maintenir les coûts à un bas niveau.

Ce n'est pas par l'opération du Saint-Esprit que l'on obtient un bond de la productivité. C'est grâce aux idées et aux efforts des gens qui font le travail.

Face aux exigences plus difficiles de la clientèle et à l'accélération des activités mondiales, les Administrations postales du monde entier doivent à l'évidence trouver le moyen de collaborer et de s'adapter plus rapidement aux changements.

Nous devons concevoir une vision claire de notre mission pour remporter les succès que nous espérons et créer la culture qui nous permettra d'arriver à ce résultat.

C'est en travaillant ensemble que les Administrations membres de *l'Union postale universelle* pourront continuer d'unir le monde et connaître la réussite au XXI^e siècle.

Le KAZAKHSTAN: Il y a seulement dix-huit mois que mon pays est devenu membre de l'Union postale universelle, suite à l'effondrement de l'Union des républiques socialistes soviétiques. En 1993, nous avons réussi à séparer les différents secteurs des communications.

Cette démarche nous a permis de créer deux entreprises distinctes:

- la Kazakh Telecom;
- l'Administration postale du Kazakhstan.

Un service postal privé est également apparu dans notre pays. De plus, certaines activités qui étaient par le passé dévolues à la poste sont en cours de privatisation.

Notre Administration veut assurer la qualité de tous ses services et non se limiter à optimiser les services réservés, en allant à la rencontre des besoins et des désirs de la clientèle. Cette politique de gestion devrait normalement générer les ressources nécessaires au développement et à l'amélioration des prestations postales. Par ailleurs, nous estimons que les Administrations postales et les coursiers privés doivent être complémentaires. C'est la raison pour laquelle il est

nécessaire de permettre au secteur privé de pouvoir exercer une activité postale lorsque cela est possible. De cette manière, nous pourrions proposer aux usagers des nouveaux services de qualité de niveaux différents. Compte tenu de ce qui précède, nous sommes donc favorables aux propositions de restructuration envisagée par l'Union postale universelle.

L'ESPAGNE: Ce matin, nous avons eu l'occasion de débattre de l'orientation à donner à la future structure de l'Union pour que celle-ci puisse surmonter les épreuves inhérentes aux changements économiques et aux progrès technologiques.

Ainsi, il existe, comme nous l'avons entendu dans l'excellente communication de M. Rey, une dualité entre l'approche commerciale à adopter et le service public traditionnel jouissant d'un monopole.

Tout d'abord, il m'a semblé très utile de montrer, cet après-midi, la nuance qui existe entre les notions de libéralisation et de privatisation.

Dans le cas de l'Espagne, l'opérateur des services téléphoniques est une entreprise privée créée en 1924, il y a donc plus de soixante-dix ans, et qui détient pourtant le monopole du service public de base dans mon pays. En 1998, le marché dans ce secteur s'ouvrira à la concurrence, mais cet opérateur continuera certainement à remplir ses obligations de service public. Dans le domaine des services postaux, la situation est complètement différente. Le principal opérateur, ce que nous pourrions appeler – opérateur du service public – est un organisme d'Etat, et pourtant, il y a déjà plus de trente ans que notre secteur postal est ouvert à la concurrence. Nous sommes ainsi le seul pays de l'Union européenne dont le service de transmission du courrier dans les villes est totalement libéralisé, et il me semble donc que nous sommes en mesure d'expliquer ici les risques de la libéralisation.

Les avantages de celle-ci sont évidents. Elle stimule la concurrence et peut donc contribuer à l'amélioration de la qualité du service et permettre d'exploiter les progrès technologiques. Les risques en sont également évidents. La concurrence écrème le marché dans les secteurs les plus rentables – en Espagne, il s'agit de la transmission du courrier dans les villes et des services à valeur ajoutée – et laisse à l'opérateur principal, qui est en général un organisme d'Etat, le secteur non rentable du marché où il faut remplir les obligations du service public universel.

Il y a quelques années, nous avons souffert dans notre pays des conséquences de cette situation. Le service public devenait de plus en plus déficitaire, ce qui a entraîné l'affaiblissement de sa qualité, l'Etat ayant toujours des budgets limités et risquant de devoir faire face à d'autres priorités. Dans ces conditions, l'opérateur public cesse, en général, d'investir dans les nouvelles technologies, la qualité s'en ressent, il perd donc les grands clients et tombe dans l'engrenage fatal.

Face à cette situation, nous nous sommes demandés que doivent faire les gouvernements, autrement dit, les régulateurs. Que fait, par exemple, le Gouvernement espagnol? La réponse est la suivante: il réglemente le secteur:

- en fixant les obligations relatives au service universel de base qui représente le service public, lequel doit être plus dynamique et comprendre des prestations de plus en plus perfectionnées;
- en établissant un contrat entre l'Etat et un opérateur auquel il confie la responsabilité de remplir ces obligations, en le transformant ainsi en prestataire du service public;

- en autorisant et en garantissant une concurrence effective entre tous les services libéralisés, en particulier ceux à valeur ajoutée;
- en établissant des taxes d'accès au secteur postal de manière que les nouveaux opérateurs, qui concentrent leur activité dans les zones les plus rentables, contribuent au financement des activités liées aux obligations relatives au service public universel.

Ce dernier point est particulièrement important. Assurer la prestation du service universel de base coûte de l'argent, beaucoup d'argent, dans des pays comme l'Espagne où la répartition de la population est très inégale, où il y a des provinces avec moins de cinq habitants par km² et où l'orographie est très complexe.

Il est vrai que l'on peut assurer le financement avec des services réservés suffisamment bien développés, mais dans certains cas cela est impossible. Dans ces conditions, lorsque le service universel est garanti par un contrat passé avec l'Etat et que tous les opérateurs contribuent à son financement, il importe peu que le prestataire de ce service soit un organisme public ou privé. Dans tous les cas, ce dernier devra bénéficier de la plus large autonomie de gestion possible et être donc suffisamment motivé pour améliorer la qualité de son service et satisfaire ainsi aux exigences du régulateur.

Dans ce contexte, au moment où l'Espagne met en pratique les modifications pertinentes de sa législation, nous jugeons tout à fait judicieuse la réforme de l'UPU telle que le Conseil exécutif l'a présentée, en associant à ses travaux tous les opérateurs. Aussi, estimons-nous que l'Union postale doit poursuivre en priorité sa tâche fondamentale d'orientation et d'harmonisation des activités postales dans l'environnement mondial.

C'est la raison pour laquelle, se fondant sur son expérience, l'Espagne participe activement aux travaux des différents groupes de travail de l'Union et, c'est dans le cadre de la coopération technique devant être favorisée par l'UPU que nous nous efforçons de faire part à tous les Pays-membres de notre expérience dans le domaine concerné.

L'INDE: Les animateurs chargés du sous-thème n° 2: «La dualité «services postaux» et «approche commerciale» ont vraiment fait un excellent travail et je souhaiterais saluer la qualité de leur exposé. Je félicite également les autres intervenants de leurs prestations.

La dualité en question se manifeste en Inde sous sa forme la plus virulente. Nous avons en effet affaire à des objectifs contradictoires en raison du rôle multiple que la poste est appelée à jouer dans notre pays. Cependant, au fil des années, nous nous sommes rendu compte que ces objectifs n'étaient pas tout à fait inconciliables. Une part de compromis est inévitable de même que la suppression du monopole postal.

Par conséquent, en Inde, nous nous efforçons de trouver un équilibre entre les objectifs à caractère social liés à la prestation du service postal universel à des prix abordables et les impératifs commerciaux concernant la viabilité de la poste.

Nous avons l'intention de renoncer à une large part de notre monopole et d'institutionnaliser en même temps les approches commerciales dans l'activité quotidienne et dans l'établissement de la politique de la poste.

Nous pensons que dans le cadre des économies et des sociétés telles que la nôtre, la voie du compromis constitue l'approche la plus praticable. C'est l'approche préconisée par notre Premier Ministre, lors du Forum économique mondial tenu à Davos, en Suisse, l'année dernière. Cette approche vise à encourager la concurrence tout en préservant un réseau de services universels à des prix abordables.

Monsieur le Président, le document déjà soumis par l'Inde concernant le sous-thème n° 2 mérite l'examen de l'assemblée.

Le DANEMARK: La concurrence que connaissent les prestataires de services postaux publics s'intensifiera sans aucun doute dans l'avenir et les Administrations postales du monde entier devront s'assurer de pouvoir offrir des produits axés sur le marché, à un prix abordable, et dont le contenu corresponde aux besoins des usagers.

Nous sommes persuadés qu'une stratégie commerciale est indispensable, même lorsqu'il existe certaines formes de monopole.

A notre avis, la meilleure façon de rester compétitif sur le marché est d'offrir un service fiable de grande qualité et de maintenir les coûts à un bas niveau.

En outre, il est impératif que les prestataires de services postaux publics coopèrent de manière efficace au niveau international parce que les usagers demandent de plus en plus souvent que les services internationaux répondent au moins aux mêmes normes de qualité que les services nationaux.

Pour parvenir à ce résultat, la seule solution est de prendre des mesures en commun et de définir la qualité du service en fonction des besoins des usagers.

A cet égard, il est important que la chaîne logistique de bout en bout fasse l'objet de contrôles efficaces, en rapport avec les besoins de la clientèle. Il est également primordial que le traitement du courrier international entrant et sortant soit de la même qualité que celui du courrier national.

Nous ne devons pas perdre de vue que l'utilisateur part du principe qu'il achète un service de bout en bout et que, si l'un d'entre nous dans la chaîne postale ne satisfait pas à ses obligations, nous céderons tous du terrain devant les autres opérateurs.

Le système de paiement entre Administrations postales constitue l'une des incohérences des services postaux internationaux publics qui vont à l'encontre de toute stratégie commerciale. En effet, les sommes que nous nous versons réciproquement ne sont pas fonction du service fourni, ni de la qualité, ni du montant des coûts.

Il est donc très important qu'il existe un rapport entre les sommes que les Administrations postales se versent entre elles pour services rendus et les services réellement obtenus. Ainsi, on contribuera à améliorer la qualité du service.

C'est la raison pour laquelle il est extrêmement important que les propositions concernant la modification du système des frais terminaux élaborées par le Conseil exécutif soient adoptées au cours du présent Congrès.

L'application de conditions commerciales au courrier international passe nécessairement par l'adoption du nouveau système de frais terminaux, dont le calcul est en principe lié aux coûts.

L'adoption du nouveau système de frais terminaux représente l'une des tâches les plus importantes dont devra s'acquitter ce Congrès.

L'INDONÉSIE: Notre délégation souhaiterait aborder la question de la dualité «services postaux» et «approche commerciale» en mettant l'accent sur le rôle que le gouvernement et l'UPU devront jouer pour faciliter l'adoption de nouvelles conditions d'exploitation où la nouvelle Administration postale ou le nouvel opérateur tenus de fournir un service postal universel seraient en mesure de continuer à rivaliser avec des opérateurs privés, s'agissant des services rentables.

L'idéal serait, dans l'intérêt de tous, que l'UPU fournisse un modèle de transition permettant de parvenir à la situation décrite plus haut. Ce modèle pourrait servir de référence aux Pays-membres et surtout aux pays en développement qui n'ont aucune expérience en la matière.

Ce modèle de transition devrait comprendre des éléments d'ordre juridique, réglementaire et commercial.

C'est la raison pour laquelle nous proposons que le modèle de transition en question soit élaboré par un groupe de travail ou une commission d'étude créée au cours de ce Congrès.

J'espère que le Congrès pourra tenir compte de notre avis afin que la poste puisse relever les défis qui lui sont lancés dans un environnement de plus en plus concurrentiel.

La ZAMBIE: Nous souhaitons féliciter M. Rey de s'être livré à une analyse sincère et constructive du sous-thème n° 2: «La dualité «services postaux universels» et «approche commerciale».

Lors du CE de 1992 tenu à Berne, la Zambie a eu le privilège de se retrouver à la même tribune que l'Australie en tant qu'animateur du débat sur le thème «Rentabilité des Administrations postales» sur un marché concurrentiel.

L'exposé concernant les expériences des deux Administrations avait clairement montré que les services postaux pouvaient être commercialement viables, s'ils étaient gérés suivant de solides principes commerciaux. Par ailleurs, aucune Administration postale ne peut plus se prévaloir de ses obligations dans le domaine du service public pour excuser son absence de viabilité sur le plan commercial.

Il conviendrait d'appliquer l'approche commerciale au service postal aussi bien dans le secteur public que privé, pour répondre d'une manière efficace aux besoins du client et rendre la poste viable sur le plan commercial. L'approche commerciale est liée au respect de la qualité du service et une bonne qualité du service garantit la confiance du client. Cela se traduit par une augmentation des volumes de courrier qui permettra au service postal public d'obtenir les ressources nécessaires pour financer les prestations dans les zones à faible volume de courrier qui n'intéressent pas un opérateur privé.

Nous sommes d'accord avec la Suisse sur le fait qu'il n'existe pas d'antinomie entre les obligations liées au service postal universel et l'approche commerciale.

En fait, cette approche est un catalyseur universel de l'efficacité de gestion d'un service postal public.

En Zambie, tout comme dans d'autres pays en développement, les régions rurales reculées ne sont pas le terrain d'action de nos concurrents. Si la poste n'était pas un service public, ses prestations ne seraient pas assurées dans ces régions.

Malgré tout, les gouvernements devraient prendre l'importante initiative de reconnaître la poste en tant qu'un secteur distinct de celui des télécommunications. Il s'agit d'une condition préalable, plus importante même que la suppression du monopole, qu'il faut remplir pour qu'un service postal puisse devenir commercialement viable.

Enfin, la poste en tant que service public doit accepter la fatalité de la concurrence. Celle-ci offre au client le choix auquel il a droit. Si la qualité du service offert par l'entreprise publique est plus faible, le client se tournera naturellement vers le prestataire de service privé.

L'OBSERVATEUR DE LA CONFÉRENCE DES ADMINISTRATIONS DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS DE L'AFRIQUE CENTRALE (CAPTAC): Nous intervenons pour souligner l'importance de certains points nécessaires à l'élaboration des stratégies d'avenir de la poste et qui ont attiré l'attention de notre organisation, la CAPTAC, depuis les travaux relatifs à l'application du PGAW. Ce sont:

- la recherche de la rentabilité financière;
- la mise en place effective de l'autonomie de gestion;
- l'optimisation des recettes provenant de l'Etat;
- la spécialisation des cadres et le conditionnement psychologique du personnel;
- l'amélioration de l'efficacité de la coopération.

1. La recherche de la rentabilité financière

La recherche de la rentabilité financière est un objectif de premier plan, car il permettra l'examen à fond de toute l'activité postale. C'est cette notion de rentabilité financière qui conférera à la poste son véritable caractère d'entreprise économique.

2. La mise en place effective de l'autonomie de gestion

L'autonomie de gestion procède des réformes structurelles et institutionnelles. Mais, pour que celles-ci se fassent efficacement, il est nécessaire, non seulement de bien convaincre les Gouvernements de leur opportunité, mais, également, de faire accepter par des postiers eux-mêmes que la meilleure exploitation des potentialités financières de la poste permette à celle-ci de supporter ses charges et même de s'autofinancer.

Effectivement, dans les Etats où ces réformes ont été opérées, on voit que les règles de gestion s'appliquent avec plus de rigueur et que les cadres sont plus responsabilisés que par le passé. On constate également que ces réformes ont permis le recrutement de certains spécialistes en même temps qu'elles ont favorisé la conversion des anciens cadres à l'esprit d'entreprise fondé sur la compétitivité, le meilleur rendement et la motivation.

3. *L'optimisation des recettes provenant de l'Etat*

L'Etat et ses organes constituant pour la poste des clients, bien que particuliers, ne devraient pas être considérés comme un obstacle majeur. Le problème, ici, est que la poste doit éviter de subir des pertes du fait de ses relations avec l'Etat et ses organes.

Lorsque, au sein de la CAPTAC, nous avons examiné cette question, nous avons retenu l'inscription à notre programme d'action d'une étude visant à déterminer les pertes provoquées à la poste par les activités non rentables de l'Etat. Quand cette étude sera terminée et le profil des pertes connu, les entreprises autonomes entreprendront des négociations avec leurs gouvernements respectifs, en vue de leur faire supporter ces pertes. Nous pensons que les Etats les accepteront. Dans le cas contraire, il appartiendra aux responsables de la poste d'étudier les possibilités de supprimer les établissements générateurs des pertes. L'exemple de l'Espagne est édifiant sur cette question.

4. *La formation et le conditionnement psychologique du personnel*

De tout ce que nous pouvons imaginer pour assurer à la poste un avenir radieux, la première des choses à faire est de placer les cadres et le personnel dans les conditions de rendement optimal. Pour cela, trois dispositions sont nécessaires:

- la spécialisation des cadres;
- la stabilité à l'emploi;
- la motivation.

En fait, le problème fondamental est de savoir comment rendre la profession attractive et rassurante devant les conditions humaines et sociales, tout en observant les mérites de chacun.

Ici, aussi, des efforts doivent être faits pour privilégier le génie individuel et collectif.

5. *L'amélioration de l'efficacité de la coopération*

Les postes nationales devenant des entreprises économiques et commerciales, les relations entre celles-ci doivent, elles aussi, évoluer. La notion de simple assistance doit céder la place aux relations d'affaires, elles-mêmes, plus proches du partenariat et de la préservation des intérêts communs.

Nous pensons que l'exercice de cette coopération peut être rendu facile par des missions d'études ou d'enquêtes que devront effectuer les Administrations/ Entreprises chaque fois qu'une liaison présente un intérêt particulier ou des problèmes à résoudre.

C'est cette gestion commune des intérêts commerciaux des entreprises postales nationales qui pourra permettre demain à celles-ci d'apparaître aux yeux des clients comme une même entreprise, de sorte que non seulement elles auront un réseau international efficace, mais aussi, elles devront mieux se battre contre la concurrence.

La SUÈDE: Le service postal public de n'importe quel pays devrait bien entendu être organisé en fonction des conditions prévalant dans ce pays. Mais, la chose

la plus importante est qu'il soit constamment adapté aux changements de ces conditions. Sinon, le marché trouvera lui-même le moyen de se doter des structures dont il a besoin.

Notre réponse à la question posée par l'animateur de notre discussion, M. Rey, est qu'il n'y a pas de contradiction entre un service universel et une approche commerciale. Au contraire, une approche commerciale et axée sur le marché est la base de la fourniture d'un service universel. Nous pourrions, toutefois, voir, dans une certaine mesure, le problème d'une manière différente que M. Rey.

Dans ce domaine, le mot clé est «concurrence». C'est parce que la concurrence est à la base des systèmes d'économie de marché que ces systèmes se sont avérés meilleurs que n'importe quel autre système connu, en ce qui concerne la promotion de la prospérité d'un pays et du bien-être de ses citoyens.

Nous avons noté avec satisfaction que M. Botto de Barros, Secrétaire général de ce Congrès, a souligné que ce principe s'applique également au secteur postal. Dans un article du dernier numéro de la revue «Union Postale», il évoque les changements qui se sont produits dans ce secteur et fait allusion à, je cite, la «réduction du monopole postal, où la poste perd en protection mais gagne en dynamisme», fin de ma citation.

Le Gouvernement et le Parlement suédois ont tiré les conclusions de ce développement et ont récemment mis en œuvre une série de réformes destinées à adapter le secteur postal aux réalités économiques du marché. Je décrirai brièvement ces réformes afin de démontrer quel type de structure nos autorités ont choisi pour la fourniture des services postaux dans notre pays.

La première de ces réformes a été **l'abolition du monopole postal**, prenant effet au 1er janvier 1993. Le monopole traditionnel sur l'acheminement des lettres s'était lentement effrité, du fait en particulier de l'extension de l'emploi de moyens de communication de substitution. Les études relatives à la situation économique du secteur postal avaient aussi montré que la position sur le marché de l'opérateur public, Sweden Post, était si forte que cet opérateur pouvait aisément tenir tête aux concurrents. Il existe à présent plusieurs prestataires de services postaux, mais Sweden Post fournit encore des services de grande qualité, à des prix économiques, et fait un profit satisfaisant.

La seconde réforme a consisté dans **la promulgation du décret régissant les services postaux**, entrant en vigueur le 1er mars 1994. En fait, la Suède n'avait jamais eu de loi postale. Mais, vu la nouvelle situation du marché, qui devait compter désormais avec plusieurs opérateurs, l'Etat a fixé quelques règles élémentaires applicables à tous les opérateurs. En outre, ce décret, dans son article introductif, donne au Gouvernement l'obligation de veiller à ce que soit assuré un bon service postal dans le pays. Le Gouvernement est donc, en principe, libre d'acheter ce type de prestations aux opérateurs qu'il juge intéressants sur le marché. Pendant une première période de trois ans, Sweden Post a été désignée pour être l'opérateur du Gouvernement, tant en régime intérieur qu'international.

Pour revenir à la citation que j'ai faite de l'article de M. Botto de Barros, Sweden Post est aujourd'hui contrainte d'être très dynamique pour défendre ses parts de marché contre les concurrents privés et pour remplir le contrat passé avec le Gouvernement. Si elle n'y parvient pas, le Gouvernement aura toute latitude de choisir un autre opérateur, après l'expiration du présent contrat. La concurrence exige de Sweden Post qu'elle conçoive ses produits de manière à résoudre les problèmes des clients, qu'elle les vende de manière professionnelle, très sou-

vent sur une base contractuelle, et qu'elle dégraisse son organisation afin de produire des services de la façon la plus rentable tout en conservant un haut degré de qualité.

La troisième réforme, dont j'aimerais faire état, porte sur la transformation de Sweden Post, également à partir du 1er mars 1994, qui l'a fait passer du statut d'entreprise appartenant à l'Etat à celui d'une société à responsabilité limitée ordinaire. En vertu de cette réforme, Sweden Post a acquis le même statut que la plupart des autres entreprises du pays, y compris des autres opérateurs postaux, et joue donc désormais à armes égales avec eux, sur ce plan. Le statut de société à responsabilité limitée comporte aussi des avantages considérables pour l'exploitation de la société, car il entraîne une très grande liberté d'action et constitue en outre la forme d'association pratiquée par les gros clients, et qui donc ne les déroute pas. Le Gouvernement conserve 100% des actions de cette société à responsabilité limitée. Il convient également de mentionner qu'un nouvel organe réglementaire, l'Office des postes et des télécommunications, a été créé avec pour mission de surveiller l'application du décret régissant les services postaux, et de prendre à sa charge toutes les tâches liées à l'exercice de pouvoirs publics.

Quatrièmement, et toujours dans le souci de fixer des règles égales pour tous, tous les opérateurs, y compris Sweden Post, doivent désormais ajouter la taxe à la valeur ajoutée, ou TVA, au prix de la plupart des prestations postales, y compris des prestations internationales.

J'ai énuméré ces réformes structurelles du secteur postal en Suède afin de montrer que le Gouvernement suédois a pris ses responsabilités en organisant ce secteur de manière qu'il s'adapte aux changements qui se sont déjà produits et aux changements majeurs qui, selon nous, nous attendent.

Nous croyons fermement que nous ne sommes qu'à l'orée d'une considérable transformation du secteur des communications tout entier qui se produira dans les années à venir et que la part postale de ce secteur s'en trouvera fortement affectée. Il est certain que le monde ne sera pas le même lorsque le prochain Congrès de l'UPU se réunira.

Ces changements se produiront de nombreuses manières différentes et je n'ai pas le temps ici d'en énumérer plus de quatre:

- changements dans les besoins et les habitudes des clients, en particulier du fait de l'usage accru par ces derniers des moyens de communication électroniques. Les Administrations postales incapables d'offrir une gamme complète de services de communication, physiques et électroniques, seront rapidement éjectées de ce marché lucratif;
- déréglementation du secteur postal. Le marché trouvera toujours des moyens de circonvenir les monopoles. Le fait que le repostage s'est emparé de 15% du marché postal international, bien qu'il s'agisse d'une pratique illégale dans la plupart des pays, suffit comme preuve de ce que j'avance;
- qui dit déréglementation dit aussi diminution de l'ingérence du Gouvernement dans les activités postales. Si les forces du marché font que ce marché fonctionne à la satisfaction des clients, les gouvernements n'auront plus besoin d'intervenir. En particulier, il sera bientôt impossible pour les gouvernements de favoriser un opérateur, même s'il s'agit de l'opérateur public, au désavantage d'autres opérateurs;

- changements dans la manière dont les opérateurs travaillent ensemble. Pour que les opérateurs répondent aux besoins des clients, nous verrons probablement se former de plus en plus d'alliances, aussi bien bilatérales entre opérateurs publics qu'entre opérateurs publics et opérateurs privés, alliances qui iront peut-être aussi loin qu'une fusion des opérateurs publics, destinée à constituer des sociétés solidement implantées, prenant en charge le service public dans plusieurs pays. Cela est déjà une réalité, dans une certaine mesure, dans le secteur du transport aérien et cette évolution semble déjà se faire jour dans le secteur des télécommunications. Cela signifie, indirectement, que sous une perspective commerciale, les formes multilatérales de coopération perdront probablement de leur importance.

La nouvelle structure suggérée pour l'UPU est une première étape vers l'adaptation de l'Union à l'évolution de la conjoncture. Toutefois, pour assurer l'adaptation aux changements que je viens d'énumérer comme à ceux que nous ne pourrions pas encore anticiper, cette structure devrait être continuellement modifiée et nous adressons aux deux nouveaux Conseils tous nos vœux de succès dans leur difficile tâche qui les attend dans les cinq années à venir.

Les PAYS-BAS: Avant de commencer, j'aimerais remercier M. Rey pour son excellente introduction que j'approuve sans réserve.

Je souhaiterais précisément montrer à quel point la combinaison «obligations de service universel – concurrence» peut être intéressante.

Ainsi que vous le savez tous maintenant, la «Royal PTT Nederland NV» est récemment devenue une entreprise cotée en bourse, cinq années seulement après avoir été transformée en entreprise.

Au cours de ces cinq années, la «Royal PTT Nederland NV», qui a pour filiale les «PTT Post», est devenue une entreprise autonome, à but lucratif, qui se conforme aux lois du marché et est tournée vers l'extérieur.

Tous ces résultats ont été obtenus au moment où nous devons nous acquitter des obligations de service universel jusqu'à 10 kg.

Les prix de nos services universels sont les mêmes dans tout le pays.

L'acheminement de tous les envois postaux autres que les lettres personnelles pesant jusqu'à 500 g est soumis au libre jeu de la concurrence.

Cela signifie que les «PTT Post» opèrent sur un marché très ouvert et qu'ils doivent faire face à la concurrence dans le secteur de la transmission d'imprimés, de colis, d'envois de publipostage ainsi que dans le domaine des services de courrier, de la logistique, etc.

Nous pouvons assurer la viabilité économique de notre réseau de services universels, même si la concurrence s'intensifie et que l'étendue du monopole protégeant ce réseau diminuera, selon nos estimations, d'environ 25% dans un avenir proche.

Si nous pouvons maintenir cette viabilité économique, c'est uniquement parce que nous avons les moyens de rivaliser avec tous nos concurrents sur le marché. Sinon, nous ne pourrions pas compenser les pertes enregistrées dans certains secteurs non rentables des services universels.

Cela dit, je n'ai nullement l'intention de vous faire croire que nos résultats sont exceptionnels et impossibles à obtenir dans de nombreux pays, même si nous savons, bien sûr, que le degré de développement des services postaux varie considérablement suivant les pays.

Tout comme les «PTT Post», nous sommes convaincus que dans tous les cas et quel que soit le type de marché, les services postaux peuvent procéder à des changements qui leur permettront de répondre aux exigences du marché et de s'acquitter, en même temps, des obligations de service universel.

Ce que nous devons bien comprendre, c'est que l'équilibre entre les obligations du service universel et une position concurrentielle ne s'établit pas automatiquement.

Cet équilibre est le résultat d'une stratégie d'entreprise minutieusement planifiée qui permet par la suite de procéder aux changements qui s'imposent. Il va sans dire que certains changements sont la conséquence logique de facteurs externes.

Bien entendu, les facteurs internes jouent, eux aussi, un rôle. L'entreprise doit pouvoir disposer d'une certaine marge de manœuvre lorsqu'elle choisit les moyens qu'elle emploiera pour financer ses activités et pour offrir des conditions de service intéressantes.

Pour les activités quotidiennes, les mots clés sont les suivants: produits et services sur mesure, fiables et de haute qualité, service rapide et efficace et approche commerciale axée sur la clientèle.

Derrière ces changements fondamentaux se profile une double approche associant une amélioration continue de la qualité à un service à la clientèle et à un développement des services.

Les entreprises postales ne devraient pas se contenter de vouloir conserver le rôle qu'elles jouent sur le plan mondial, dans leurs principaux domaines d'activité, mais elles devraient chercher à renforcer ce rôle. Selon nous, c'est en consolidant sa position sur le marché, grâce au développement des services à valeur ajoutée, qu'une entreprise garantira au mieux son avenir.

Cependant, si nous continuons à lutter contre la libéralisation des marchés nationaux et internationaux, l'avenir du secteur postal dans son ensemble me semble plutôt compromis. Si nous ne réagissons pas comme il se doit, les clients trouveront d'autres moyens de satisfaire leurs besoins et nous essuierons de nombreuses pertes, qui profiteront à nos principaux concurrents, à savoir les opérateurs privés et les exploitants des nouveaux moyens de communication électroniques et interactifs.

En conclusion, je dirais que la transformation en entreprise ou la privatisation ne peuvent constituer à elles seules un gage de succès. Il faut qu'il y ait un changement d'attitude du gouvernement envers l'entreprise postale, de l'entreprise postale envers ses employés et des employés envers les clients.

Il faut également envisager la concurrence sous un autre angle car cette concurrence nous permettra d'atteindre notre objectif final, à savoir satisfaire notre clientèle.

Le PAKISTAN: Dans la plupart des pays en développement, la poste est considérée comme un «service d'utilité publique». Cela veut dire surtout que, s'agissant d'une infrastructure de communication essentielle, l'Etat a l'obligation morale et sociale d'assurer le service postal au public en général, indépendamment de la question de savoir si ce service s'autofinance ou s'il doit être subventionné moyennant des dépenses considérables. C'est aussi un fait que la plupart des pays en développement, et en particulier ceux qui gèrent d'importants services postaux, tels que le Pakistan et d'autres pays de l'Asie du Sud-Est, comprennent de vastes zones rurales où la prestation des services est beaucoup plus coûteuse que dans les zones urbaines. Il s'est également avéré qu'en raison de divers facteurs, dans la plupart des zones rurales, le trafic postal est trop faible pour engendrer des recettes qui permettent de compenser les frais de la prestation du service. Le Gouvernement estime que l'Administration postale doit lancer d'autres activités de développement dans l'arrière-pays et que de tous les moyens de communication, la poste est le moyen essentiel et vital d'établir des liaisons propres à ouvrir ces régions au monde extérieur.

En même temps, il est aussi vrai que faute de ressources, les services postaux n'ont pas toujours les fonds qui leur permettraient de satisfaire aux obligations sociales et morales d'une infrastructure de communication de base, dans un monde qui évolue et qui se développe rapidement.

Pourtant, à la suite d'une industrialisation rapide et d'un large développement du commerce et des échanges internationaux, il s'est produit dans le domaine des communications une révolution qui a fait que le monde est devenu un grand village relié par un réseau d'autoroutes de l'information, et les Administrations postales des pays en développement ne sauraient manquer de pouvoir s'engager sur ces voies à toute vitesse.

Des changements ont lieu dans tous les domaines. Dans le domaine des techniques, de l'information, du commerce et des échanges internationaux, ceux de la poste, etc., des changements se produisent rapidement dans les besoins quotidiens de nos clients, et cela se passe sur les plans mondial, national et régional. Le marketing, pivot des échanges universels des biens et des services, exige une réponse aux besoins et aux désirs des clients des services postaux.

Ainsi, nos clients – les usagers de la poste – sont mieux informés et plus exigeants. En fait, nos usagers sont devenus des experts en matière d'appréciation et d'évaluation des services postaux.

C'est pourquoi les Administrations postales sont aujourd'hui sur la ligne qui sépare d'un côté l'universalité des services postaux universels et, de l'autre, la nécessité d'une approche commerciale de la prestation de ces services.

Afin de faire face à cette situation et d'en finir avec cette dualité, les Administrations postales doivent admettre qu'il convient de mettre à l'écart les procédures, prescriptions et règles bureaucratiques qui régissent nos organisations depuis des décennies et de considérer les exigences actuelles en matière de marketing et de gestion commerciale, ainsi que l'évolution rapide des structures sociales et des facteurs économiques.

Dans ce sens, nos organisations en phase de développement doivent être conscientes des priorités du secteur public et des exigences du secteur privé. Il est grand temps de réduire l'écart entre ces deux positions qui se révèlent souvent antinomiques. Nous sommes heureux de pouvoir dire que certains d'entre nous accomplissent aujourd'hui des efforts réels pour y parvenir.

On constatera que pendant très longtemps nous nous sommes référés aux chiffres portant sur le produit intérieur brut, le revenu par habitant, la production industrielle et les indicateurs de progrès et de développement. Mais, depuis peu, l'attention se tourne vers l'indice de mise en valeur des ressources humaines et des indicateurs tels que le taux d'alphabétisation, l'éducation, la santé et le pouvoir d'achat prennent de l'importance. Cela signifie simplement que la qualité de la vie devient la notion importante qui, pour nous, en tant que service public, se traduit par la qualité du service. Dans ces conditions, nous devons parvenir à un niveau de qualité du service qui réponde aux besoins toujours changeants et sans cesse plus exigeants de la clientèle postale.

Il en résulterait que le marketing, nécessité essentielle dans un environnement concurrentiel, ne viserait pas seulement l'augmentation des ventes et de la rentabilité, mais contiendrait également un élément de responsabilité sociale. Cela veut dire qu'il est assez important d'établir un équilibre entre l'aspect commercial et les facteurs sociaux et économiques.

Le nouvel ordre économique international appelle à un libre échange des informations concernant les finances internationales, le commerce et les échanges internationaux, les activités boursières internationales ainsi que les prix des biens de consommation. Tout événement nouveau se produisant dans l'un de ces domaines dans une partie du monde a une influence immédiate sur les autres régions de la planète. A titre d'exemple on pourrait rappeler le lundi noir du mois d'octobre 1987, où les marchés boursiers dans le monde entier ont chuté de 40 à 70% en l'espace de quelques heures. Nous devons donc adapter notre offre à ce nouveau style d'information. Nous ne saurions nous contenter de vivre sur les acquis du monopole postal.

Nous devons aujourd'hui nous lancer dans cette bataille et, dans un contexte qui change rapidement, il est impossible de la gagner en faisant appliquer des lois. En revanche, nous avons des chances en assurant un service de qualité, en garantissant une rapidité de transmission et des conditions de sécurité maximales et en s'équipant de moyens techniques modernes, comme la transmission des écrits par câble, par télécopie ou par courrier électronique. Nous devons relever ce défi en innovant et en trouvant des solutions grâce à la technologie. Pourquoi pas en mettant des robots à la place des trieurs et des facteurs.

Ainsi, en suivant ce qui se passe autour de nous, en nous inspirant de l'approche adoptée par les Administrations des pays développés, mais en tenant compte surtout de notre propre environnement et des exigences traditionnelles des pays en développement, nous avons pris, au Pakistan, les mesures qui s'imposaient et celles qui correspondaient aux demandes et aux exigences de l'heure.

Par exemple, comme une première étape vers l'obtention du statut d'entreprise, l'ancien Pakistan Post Office Department a été transformé en une entreprise du secteur public, dénommée Pakistan Postal Services Corporation, qui jouit d'une plus grande souplesse dans le domaine du contrôle administratif, des finances et du budget, et qui consacre plus d'efforts à être viable économiquement. Elle devra certainement passer par une période de transition, mais nous espérons qu'au fil du temps nous pourrions accorder à l'approche commerciale un peu plus d'importance qu'à l'universalité des services postaux.

Parmi d'autres mesures de ce genre, nous avons procédé non seulement au développement des services existants, mais aussi à l'introduction de nouvelles prestations inédites:

- a) Services de courrier spécial: Airexpress, Fax Mail, International Speed Post (ISP), Urgent Mail Service (UMS), Local Express Delivery Service (LEDS).
- b) Services financiers spéciaux: Fax Money Order (FMO), Urgent Money Order (UMO), Post Office Saving Bank Mobile Account (POMA), Postal Draft Service (PDS) et Post Giro.

C'est ainsi que nous devons particulièrement nous employer à commercialiser ces services fraîchement créés. Des efforts sont aussi faits pour associer la clientèle postale – le public – comme partenaires dans cette entreprise commune, dans le souci d'apporter aux services fiabilité, efficacité et rapidité, sans oublier l'essentiel qui est de rehausser et de maintenir la qualité du service à un niveau correspondant à l'attente de la clientèle.

Il convient de faire également référence à la création de STATE EXPRESS, joint-venture chargé de la distribution des envois postaux spéciaux. Ce joint-venture a été constitué avec une société privée dénommée Shaheen Express à Karachi, la plus grande ville du Pakistan, et avec PAK POST FOUNDATION dans les villes jumelles de Rawalpindi et d'Islamabad. Inutile de dire que l'expérience a donné des résultats admirables.

Encouragé par cette expérience, le secteur privé s'est maintenant associé au transport du courrier par le réseau routier public qui a remplacé l'ancien système de transport par train devenu assez lent et dépassé. A la suite de quoi, l'ancien Railway Mail Service (RMS) (service de transport du courrier par rail), appelé ailleurs service de bureau de poste itinérant, a été presque complètement supprimé, et des bureaux de poste ainsi que des établissements de tri ont été mis en place dans toutes les directions de districts. En outre, le transport des dépêches a été conçu en fonction du réseau transport routier et un certain nombre de transporteurs privés se sont vu confier la tâche d'assurer le transport du courrier. Cela a permis d'accélérer la transmission des envois à destination et en provenance des centres postaux de districts et des bureaux de distribution. Celle-ci ne prend plus que quelques heures.

Une autre mesure digne d'intérêt a été la mise en place de bureaux de poste franchisés dans de grandes zones urbaines, en collaboration avec des sociétés commerciales privées, des grands magasins, des centres de communications privés et avec d'autres grands établissements commerciaux, destinée à fournir aux clients l'essentiel des services postaux de guichet moyennant commission. Ces guichets appelés Agency Post Offices (agences postales) ont été établis à Karachi, à Lahore, à Rawalpindi/Islamabad et à Peshawar. Ce réseau s'étendra bientôt aux autres villes. Ces bureaux ont également pris des dispositions pour assurer le ramassage des envois postaux dans les locaux des clients, en plaçant ainsi les services de guichet à proximité de la porte de l'utilisateur. Les mesures ont donné l'élan au service PAK POST, favorisant ainsi une transition réussie avec de nouveaux marchés en expansion.

En même temps, nous redoublons d'efforts pour maintenir la qualité, améliorer les services traditionnels et développer et élargir les infrastructures rurales de la poste. Ce n'est pas affirmer un paradoxe que de dire que tradition n'est pas synonyme d'archaïsme ou d'obsolescence. Il s'agit d'être dans l'air du temps et de s'efforcer de gagner la confiance et le crédit de la clientèle, notre public.

Enfin, on peut dire que le retour aux principes fondamentaux revient à rappeler les valeurs essentielles de travail et de comportement sur le marché.

Nous pensons donc qu'il n'existe pas de véritable dualité entre l'universalité des services postaux et une approche commerciale que réclament les techniques de gestion de marketing.

L'ALLEMAGNE se rallie aux conclusions de l'exposé soumis aux participants au Débat général par la Suisse, animateur du deuxième sous-thème. En se référant à sa propre contribution écrite transmise au Secrétariat du Congrès, l'Allemagne souligne que l'approche commerciale et la libéralisation sont deux éléments très importants dans le domaine des relations internationales qui concernent en particulier les relations entre les pays développés et les pays en développement. Certains problèmes y relatifs devraient être examinés lors du Congrès de Séoul. Il est nécessaire de procéder au dialogue pour que les mesures adéquates soient prévues.

La TANZANIE (RÉP. UNIE): Bien que la gravité du problème de la dualité puisse varier suivant les pays et que parfois ce dilemme risque de servir d'excuse pour éviter d'affronter les difficultés du changement, il est estimé que l'obligation d'assurer un service postal universel ne devrait pas être un obstacle à la commercialisation des prestations de la poste. Il n'existe pas non plus de contradiction entre le concept de service public et celui de la rentabilité de la poste. Certains intervenants ont tenté d'imputer les pertes enregistrées par la poste à son statut de service public et ont suggéré que la privatisation serait peut-être la solution au problème. Nous souhaitons attirer l'attention des délégués ici présents sur le fait que la privatisation n'est pas une solution. Nous savons que de nombreuses sociétés privées essuient des pertes et font même faillite. Ces pertes ont de multiples raisons dont une exploitation inefficace, une faible qualité du service provoquant la perte du marché, etc.

La poste est en mesure de faire face aux obligations liées au service public et aux exigences de la commercialisation. En Tanzanie (Rép. unie), par exemple, plus de 80% de la population vit dans des zones rurales, mais génère à peine 20% du trafic du courrier. Cela veut dire que la poste doit adopter une approche commerciale pour faire face à la concurrence croissante des coursiers privés qui opèrent principalement dans les zones urbaines. C'est la raison pour laquelle l'Entreprise des postes de la Tanzanie (Rép. unie) a pris des mesures pour changer son mode d'exploitation et de gestion, afin d'améliorer la qualité de ses services traditionnels, d'augmenter la productivité et de réduire les frais d'exploitation. Nous avons également introduit de nouveaux services et des prestations à valeur ajoutée qui se révèlent rentables. Des moyens considérables ont été mobilisés pour la mise en valeur des ressources humaines, car l'élément humain est crucial pour la modernisation des techniques de gestion et l'introduction de nouvelles technologies.

Nous souhaitons également vous informer que, le 1er janvier 1994, l'Entreprise des postes de la Tanzanie (Rép. unie) a lancé son plan d'action stratégique dans le domaine postal qui constitue pour l'essentiel une stratégie d'entreprise en matière de développement et d'exploitation, orientée en fonction des besoins du client. L'application de ce plan d'action donne des résultats satisfaisants quant à l'amélioration de la qualité du service, du marketing et du service à la clientèle et quant à la satisfaction des besoins du client. Nous demandons que le document détaillé concernant les divers aspects du présent Débat soit reproduit in extenso dans le procès-verbal, de manière que nous puissions faire part des expériences que nous avons faites jusqu'à présent aux autres Administrations, en particulier celles des pays en développement.

Le GABON: Ainsi que chacun le sait, la poste du monopole n'a pas pu résister à la pression des évolutions des besoins de ses usagers longtemps identifiés sur le vocable globalisant de «public».

L'arrivée des opérateurs privés sur le marché a bouleversé l'environnement postal et les habitudes acquises. En effet, les services de la poste ne sont plus destinés à un public homogène et passif, mais à des populations ayant des besoins différents.

Toutefois si, pour faire face à la poussée de la concurrence, la poste doit adopter une approche commerciale, il est aussi indispensable qu'elle préserve le caractère universel de ses services. Or, la conciliation de ces deux approches se réalise plus ou moins aisément selon les spécificités socio-économiques de tels pays en telle zone de développement.

En Afrique en général, au Gabon en particulier, le défi reste celui de faire émerger cette poste commerciale capable de résister aux assauts de la concurrence, en adoptant une mentalité et des méthodes nouvelles en vue de conquérir le marché déjà très limité.

En effet, évoluant dans un environnement économique et démographique faible, la poste du Gabon (comme la plupart des postes africaines notamment) n'a pas l'équivalent du très important marché du courrier, tant des ménages, d'entreprises que de la publicité, à l'instar des postes des pays industrialisés. Le trafic postal intérieur y est même plus faible que le trafic international.

Il y a donc de considérables efforts à consentir pour relever le défi. Et les moyens existent déjà pour y parvenir: les résultats des colloques sur la connaissance du marché, la qualité des services, les nouveaux produits et services organisés par les organes de l'Union sur la base du Programme général d'action de Washington constituent autant d'atouts en notre faveur. Et nous croyons que l'efficacité de leur mise en œuvre réside dans l'acquisition d'une autonomie d'action compatible avec une approche commerciale véritable.

Au Gabon, la définition en cours d'un cadre institutionnel nouveau devra déboucher à très court terme sur la séparation de la poste et des télécommunications et permettra d'intensifier cette dynamique commerciale, en même temps qu'elle contribuera à la clarification des rôles entre l'organe de tutelle et l'exploitation.

Mais, comme il est indispensable de préserver le service postal public universel qui, du reste, est irremplaçable, des mesures pratiques devant garantir cette dualité doivent être définies. L'obligation d'offrir des prestations à caractère social, notamment dans les zones peu rentables, doit s'accompagner de la nécessité pour l'entreprise postale d'équilibrer ses comptes, tant sur le plan national qu'international.

Sur le plan national, par ces actions concrètes de soutien aux efforts consentis pour offrir ces prestations sur l'ensemble du territoire; au plan international, par le renforcement de la solidarité entre les Pays-membres par une coopération bilatérale soutenue mais aussi par l'adoption des mesures communes garantissant les intérêts de tous.

C'est cela que nous considérons comme une approche réaliste, celle qui consiste à concilier les obligations des services publics à l'indispensable nécessité d'assumer la rentabilité de la poste.

La JORDANIE: On a souvent dit que les services postaux ont un lien très étroit avec l'histoire de la civilisation. Et tout au long de l'histoire, nous pouvons nous rendre compte que les services postaux ont pu remplir les rôles social, culturel et civilisateur tout en étant un pôle de développement économique. Cependant, au fil des siècles, cela n'était possible parce que les services postaux étaient régis sous un monopole qui garantissait un marché pour les services postaux. La situation a dramatiquement changé ces dernières années. Il y a beaucoup d'entreprises privées qui utilisent les développements technologiques qu'a connu le monde postal et d'autres développements technologiques de pointe tels que la télécopie, pour lui faire concurrence. La longue histoire des services postaux ne suffit plus pour lui garantir sa part du marché. C'est pourquoi nous devrions trouver les bons moyens susceptibles de répondre efficacement à la concurrence. J'aimerais citer brièvement quelques objectifs que vise l'Administration postale jordanienne pour améliorer la commercialisation de ses services postaux. Nous essayons actuellement de trouver le point commun entre la notion historique des services postaux en tant que services sociaux et la dimension commerciale de la poste du point de vue de la rentabilité. Si nous voulons maintenir notre part de marché, il faut absolument qu'on dispose de la liberté nécessaire pour gérer la poste et pour être proche de nos clients. Il nous faut être plus dynamique et non pas rester derrière le guichet en attendant que le client vienne nous demander tel ou tel produit. Il faut que nous apportions le produit et les services postaux vers la clientèle. L'une des conditions de la survie de la poste réside dans l'expansion de la gamme de nos produits et de nos services postaux à valeur ajoutée. Bien sûr, il y a une concurrence entre la poste et les entreprises privées portant notamment sur la qualité des produits et des services offerts aux clients dans le domaine des services électroniques. Cependant, la poste pourrait à l'avenir profiter des services de télécommunications pour améliorer la qualité de ses produits et les diversifier. Nous devons nous concentrer sur les produits et les services qui ne peuvent pas être offerts par les télécommunications. Il faut qu'il y ait beaucoup plus de coordination entre la poste et les entreprises industrielles afin que celles-ci puissent fabriquer des nouveaux produits susceptibles d'améliorer la qualité des services postaux. Il faut ouvrir le dialogue avec nos concurrents, qu'on fasse des études de marché de nos produits et de nos services. En plus, il faudrait qu'on mobilise d'avantage de ressources afin que nos services et nos produits postaux soient mieux planifiés et mieux gérés.

Le BANGLADESH:

I. Introduction

La poste a l'obligation de fournir des services universels dans tous les domaines, aussi bien en régime intérieur qu'en régime international. Aujourd'hui, la poste doit faire face à la concurrence de coursiers privés qui exercent leurs activités dans les secteurs lucratifs et privent la poste de recettes substantielles. Le monopole postal ne fait plus l'objet d'aucune protection. La poste est concurrencée par des coursiers privés. Parallèlement, il lui est demandé de faire des bénéfices et d'équilibrer son budget. La plupart du temps, les subventions qui l'y aideraient sont refusées ou leurs montants réduits.

II. Vue d'ensemble du marché postal

Dans ces circonstances, il convient de faire une analyse approfondie du marché postal, d'observer avec soin les forces qui désaxent les marchés postaux et d'adopter de meilleures techniques de commercialisation.

III. Obligation de fournir des services postaux universels

La poste, en tant qu'entreprise publique, offre à sa clientèle des services universels grâce à son vaste réseau qui lui permet d'atteindre les régions les plus reculées du pays, le fin fond des montagnes, les zones arides ou traversées par un fleuve. Il sera très difficile d'équilibrer le budget de la poste sans l'existence d'une espèce de monopole postal. Malgré tout, la poste, pour atteindre l'autosuffisance, s'efforce d'améliorer la qualité de ses services.

IV. Approche commerciale

Si elles veulent survivre, les Administrations postales doivent adopter l'approche commerciale préconisée dans le présent document. Il n'y a pas d'hésitation à avoir à ce sujet.

V. Stratégie visant à abolir la dualité qui oppose un service postal universel à une approche commerciale

Redéfinir le monopole postal signifie une fois encore qu'il faut accorder davantage d'autonomie à la poste. Pouvoir doit être donné à l'Administration postale de gérer ses propres affaires efficacement afin qu'elle puisse équilibrer son propre budget.

VI. Il faut supprimer la contradiction qui existe entre la notion de service public et celle d'approche commerciale afin de parvenir à faire coexister le service social et le souci de rentabilité économique.

La FRANCE: A la fois service public et acteur intégré au tissu économique du pays, la poste française est présente sur des marchés concurrentiels. Aussi, a-t-elle la volonté réelle de faire face à l'évolution de l'environnement sans renoncer, bien au contraire, à ce que ses missions de service public soient assurées. Cette volonté s'est traduite par l'élaboration d'un plan stratégique qui couvre les années 1994 à 1998. Ce plan est parti d'un double constat: nécessité d'intégrer les évolutions de l'environnement; passer d'une logique administrative à une logique d'entreprise en conciliant service public et approche commerciale.

1. L'évolution de l'environnement

Le secteur postal est confronté à une concurrence accrue. Tout d'abord, une concurrence directe de la part d'acteurs multiples, aux moyens financiers parfois supérieurs à ceux des postes les plus développées.

Cette concurrence s'exerce sur les segments du marché les plus rentables: acheminement ville à ville, distribution urbaine hors monopole, courrier inter-entreprises aux plans national et international.

Ensuite une concurrence indirecte par le recours aux technologies de substitution comme le fax ou l'EDI. Cette concurrence est redoutable car elle permet de développer des produits, de plus en plus accessibles à toutes les catégories de population, à des coûts en constante diminution. Ainsi, en concurrence directe avec les lettres, il a été émis en France 2 milliards de fax en 1993.

Ce développement de la concurrence directe et indirecte s'exerce dans un environnement marqué par une mondialisation des échanges qui pousse à la constitution de réseaux de taille mondiale, par stratégie d'intégration et d'alliances; on peut ainsi citer le cas des intégrateurs dans le domaine de l'express qui interconnectent leurs réseaux avec des transporteurs nationaux et des com-

pagnies aériennes. En se dotant des infrastructures nécessaires, ils s'attaquent aux marchés nationaux et diversifient leurs prestations en commercialisant des services moins sophistiqués et moins chers. Les monopoles sont remis en cause sous la pression d'une concurrence active, d'une jurisprudence restrictive et d'une tendance à la déréglementation qui affecte tous les secteurs d'activité.

Par ailleurs, les évolutions sociologiques ne sont pas sans effet sur l'activité postale: l'élévation du niveau de vie, ses changements, l'amélioration de la protection sociale, de l'instruction, la montée du pouvoir consommériste ou le développement de l'information sont autant de facteurs qui génèrent un trafic croissant des entreprises vers les ménages, du courrier publicitaire, de la vente par correspondance et, en revanche, une régression du trafic entre particuliers.

La nature même du courrier se modifie dans son contenu, son poids, son volume; ainsi, parallèlement à une tendance à la normalisation des envois (pour des raisons de fabrication), la demande d'une offre plus diversifiée ne cesse de se développer.

2. Les réponses que tente d'apporter la poste française pour s'adapter, assurer sa pérennité et son développement

Jusqu'à ces toutes dernières années, la poste était une administration. Elle exerçait une activité marchande, mais selon des modalités administratives. Elle n'était pas maîtresse de ses comptes: son budget était, avec celui des télécommunications, un prolongement du budget de l'Etat. Elle ne disposait pas d'une autonomie suffisante pour la conduite de sa politique commerciale.

La poste a vécu une série de mutations majeures, après la réforme des PTT, votée par le Parlement français en 1990. Au plan institutionnel, la poste est devenue exploitant autonome de droit public. L'Etat exerce sur elle une tutelle et veille au respect de ses missions de service public. Mais pour la définition de sa stratégie, la maîtrise de son développement, la poste est responsable d'elle-même. En charge de son avenir.

Son organisation et ses structures ont été modernisées. La poste était divisée en 22 régions calquées sur la division administrative du territoire national. Elle a aujourd'hui 8 délégations. Son organisation était très centralisée, le siège assumant une large part des décisions opérationnelles. Elle s'est lancée, avec la réforme de ses structures, dans la déconcentration. Au siège, la stratégie conçue avec les délégations et relayée par elles. Au terrain, l'opérationnel en rapprochant les savoir-faire et les compétences au plus près du client.

Les mutations ont ainsi affecté les modes de gestion avec le passage d'une comptabilité administrative à une comptabilité d'entreprise.

Au plan de la gestion des ressources humaines enfin avec une vaste réforme visant à valoriser les métiers, les responsabilités de chacun, la promotion, la formation, la gestion individuelle des carrières. C'est-à-dire une nouvelle approche centrée sur le professionnalisme et associant toutes les forces de l'entreprise.

3. Elle peut concilier service public et approche commerciale

Entreprise publique, la poste s'appuie sur des valeurs de nature différente, tenant à son histoire et à son présent. A la fois service public et acteur intégré au tissu économique, elle privilégie les axes forts que sont les hommes de l'entreprise et ses clients.

Pour elle, il n'y a pas antagonisme entre service public et approche commerciale.

Le «service public» est une notion à laquelle clients et personnel sont très attachés.

Les notions d'égalité, de continuité, d'adaptabilité et de neutralité du service, le rôle de la poste en matière d'aménagement du territoire et comme facteur de cohésion économique et sociale, sont fortement enracinées dans une éthique qui doit demeurer en tant qu'élément de base de sa stratégie; mais, cette notion doit évoluer sans heurts, s'adapter afin de concevoir de façon plus large le service au public et l'égalité de satisfaction des différentes clientèles, notamment en tenant compte de leurs besoins spécifiques.

Quelle que soit l'évolution technologique, les hommes demeurent la richesse principale de la poste, avec leurs compétences, leur professionnalisme, leur expérience, leur culture. La poste de demain sera réalisée par les postiers.

Les valeurs sociales sont essentielles dans une entreprise de main-d'œuvre; cet aspect, profondément ancré parmi le personnel, est lié à la notion d'intérêt général de l'entreprise postale mais aussi à sa responsabilité sociale.

Service public mais aussi entreprise autonome présente sur des marchés concurrentiels, la poste doit envisager son développement en intégrant souci de compétitivité et de rentabilité.

La poste, au-delà du service universel partout et pour tous, doit équilibrer ses comptes durablement sur le moyen et le long terme, dégager un autofinancement suffisant pour financer ses investissements.

Les autorités publiques doivent veiller, de leur côté, à ce que les conditions de fonctionnement du marché ne soient pas inéquitables pour les postes. L'écrémage des segments les plus rentables par les concurrents ne doit pas être favorisé et les obligations de service public assurées par les postes doivent recevoir des contreparties équitables.

Enfin, les postes doivent pouvoir diversifier la gamme de leurs prestations et lancer de nouveaux services et produits en liaison avec leur activité. En un mot, elles doivent disposer des mêmes marges de manœuvre que celles dont disposent leurs concurrents de manière à pouvoir assurer leur développement et faire face à leurs responsabilités sociales.

Le service public assuré par les postes est une nécessité pour assurer le développement économique, social et culturel de nos sociétés. Il est un droit pour les entreprises et les individus. Le jeu du marché, s'il est un facteur de développement économique incontestable, doit donc être modulé pour pouvoir maintenir et améliorer les missions d'intérêt général que nous rendons. Il faut pour cela un cadre juridique approprié pour les postes. Il faut aussi que ce cadre juridique permette aux postes de répondre à l'ensemble de leurs missions de service public ainsi qu'aux attentes de leurs clients. Je souhaite que l'UPU favorise la réalisation de nos ambitions.

Le PORTUGAL: Nous tenons tout d'abord à souligner la qualité de l'exposé présenté par M. Rey. L'orateur a indiqué que l'opérateur postal avait besoin d'une plus grande autonomie, notamment en ce qui concerne les tarifs. Son exposé était, bien sûr, très général mais nous souhaiterions faire connaître notre avis sur la question plus précise des tarifs.

Selon nous, il n'est pas bon que l'opérateur postal ait la liberté de fixer les tarifs des services réservés. Nous sommes convaincus que pour ces services et non pour ceux faisant l'objet d'une concurrence, il incombe au gouvernement de contrôler l'établissement des tarifs, en faisant preuve de la plus grande souplesse possible. Ainsi, ce même gouvernement pourrait opter pour une variation maximale du prix d'un paquet de services, autrement dit «price-cap» (plafonnement des prix).

Ce modèle a été adopté par le Portugal, qui contrôle l'établissement des prix par le biais de la variation agrégée des prix des services conformément à l'accord conclu entre l'Administration centrale et l'opérateur postal, accord qui a été approuvé a posteriori par le gouvernement. Ainsi, on garantit à l'opérateur postal une certaine souplesse dans le mécanisme de la formation des prix. Bien sûr, ce mécanisme n'est utilisé que pour les services réservés.

Pour conclure, je dirais que, dans le cadre de la privatisation des opérateurs postaux, cette question revêt une importance tout à fait particulière, car le mécanisme de fixation des tarifs doit être clairement défini dans le contrat de concession du service postal.

L'ARGENTINE: Je vais parler de la situation de la poste d'Argentine dans le contexte du sous-thème n° 2. L'animateur nous a dit que les services réservés doivent être spécifiés. En Argentine, il n'y plus de monopole postal depuis une année, ni de services réservés. Le marché postal est complètement ouvert à la concurrence sans limitation aucune. Je crois que la poste argentine est parmi les premières qui aient complètement ouvert leur marché.

Dans ces conditions, comment assure-t-on le service public universel qui est une obligation incontournable de l'Etat? Lorsqu'il y a des services déficitaires, on procède à un appel public d'offres afin que le gouvernement puisse fixer une compensation appropriée pour les services. Il ne s'agit pas d'une subvention, car la compensation est faite seulement à l'organisation qui emporte l'appel d'offres et qui s'engage à offrir des services de qualité. C'est donc un véritable défi que la poste argentine doit relever. Mais à ce titre, elle peut compter sur certains avantages que ses concurrents n'ont pas toujours, tels que son réseau postal et le fait que les grands clients préfèrent traiter avec un seul prestataire de service à condition que le niveau de qualité de service soit assuré. L'ouverture du marché stimule la poste argentine à moderniser ses services en appliquant des technologies de pointe et à créer des nouveaux services à valeur ajoutée. Nous pensons donc qu'il n'y pas de dualité entre les services postaux universels et l'approche commerciale de ces services mais que les deux aspects sont liés. Il n'y aucune contradiction entre les deux missions, dans la mesure où l'approche commerciale fait que la poste traditionnelle se développe et se force à mieux répondre aux exigences de la clientèle. Pour ce qui est de l'ordre international, la création d'un système de tarifs compensatoires établi de façon appropriée rendrait la poste plus compétitive. Dans ce domaine précis, l'UPU joue un rôle tout à faire fondamental.

L'ANIMATEUR: Compte tenu du temps dont nous disposons pour faire le point sur la question, je ne veux pas faire de commentaires particuliers sur les interventions. Je voudrais simplement me réjouir de l'intérêt tout particulier que ce thème a suscité et qui montre que l'UPU a fait un bon choix et qu'il s'agit d'une préoccupation fondamentale pour tous les pays. Je voudrais terminer en posant deux interrogations: La première est que, compte tenu de l'intérêt tout particulier manifesté par de nombreuses interventions aussi intéressantes qu'importantes, je me pose la question de savoir s'il ne serait pas utile de mettre en place un groupe d'étude pour affiner davantage le sujet. La deuxième interrogation

c'est s'il serait possible à l'UPU d'aider les pays en développement à mettre en place un système approche commerciale dans leurs services afin de leur permettre de passer d'une culture de fonctionnaire à une culture d'entreprise.

L'ANIMATEUR: En raison du calendrier des travaux, je serai aussi très bref dans la présentation des conclusions. Tout d'abord, j'aimerais remercier les intervenants pour la qualité de leur analyse du sujet. Je constate que, dans l'ensemble, ils ont tous abondé dans la même direction et ils ont par conséquent confirmé la possibilité de concilier le service public et l'approche commerciale de la poste. Il y a deux thèmes qui à mon avis mériteraient à l'avenir d'être approfondis. Il s'agit de la capacité de financement des Administrations postales et des alliances entre elles et les prestataires privés des services. Dans un premier temps, force est de constater qu'il ne servira à rien de doter la poste d'un statut moderne et d'une autonomie de gestion si elle reste pauvre. Le problème essentiel, pour nous tous, est d'assurer à la poste une situation financière saine. Cette nécessité passe aussi par la volonté des Etats d'accorder à la poste une marge de manœuvre nécessaire lui permettant d'être compétitive sur le marché d'autant plus que le réseau postal coûte cher. Pour que la poste soit compétitive, il faut qu'elle dispose de la même marge de manœuvre que ses concurrents. Nous n'avons pas non plus beaucoup abordé le deuxième thème concernant les alliances ou les accords opérationnels sur le niveau du marché international des envois entre la poste et les prestataires des services privés. Cette question clé devrait sans doute être approfondie si nous voulons assurer à la poste sa part du marché mondial et cela dans l'ordre et non pas selon la loi de la jungle. En conclusion, je crois qu'on peut dire que nous sommes tous d'accord qu'il faut à l'avenir l'existence d'autant de services publics nécessaires et d'autant de services concurrentiels que possible. Beaucoup d'intervenants ont insisté sur le fait que la poste doit se réinventer et utiliser le cadre de l'UPU pour réfléchir à la manière dont cela pourrait se faire. En effet, nous souhaitons tous ici que le client commercial ou privé face à la poste devrait, à l'avenir, pouvoir se dire que même si j'ai le choix, je choisis la poste.

Le PRÉSIDENT: Les animateurs du sous-thème n° 3: «La qualité totale dans un environnement concurrentiel» sont M. Nakamura, un des Directeurs des services postaux du Japon, et le coanimateur est M. Bouhassan, Directeur général des postes des Emirats arabes unis. J'ai le plaisir de passer la parole à M. Nakamura pour présenter le sous-thème.

Sous-thème n° 3:
«La qualité totale
dans un environne-
ment concurrentiel»

L'ANIMATEUR: Avant d'entrer dans le vif du sujet, j'aimerais remercier M. Botto de Barros, Directeur général du Bureau international, et M. Kwon, Président du Congrès, pour avoir désigné le Japon comme animateur des discussions sur le sujet n° 3 du Débat général, débat qui représente l'un des points forts de ce Congrès. L'Administration japonaise est extrêmement honorée de s'être vu confier ce rôle important au Congrès.

Il convient aussi de noter ici que M. Kobo Inamura, ancien Directeur de la Division des affaires internationales de notre Administration, a été promu et a été affecté à un autre poste. C'est pourquoi, j'ai été nommé de façon inopinée pour prendre sa relève et assumer cette fonction difficile mais combien importante, et je suis conscient du grand privilège qui m'échoit.

Permettez-moi également de vous présenter M. Abdallah Saïd Bouhassan, Directeur général de l'Administration postale des Emirats arabes unis, qui animera avec moi ces discussions. M. Bouhassan est l'un des chefs de file de l'exploitation des services postaux dans les pays arabes. De fait, il nous a donné

un certain nombre de suggestions très utiles au moment où nous préparons notre communication, mettant en lumière les aspects propres aux pays en développement dans le domaine que nous allons traiter et nous lui en sommes extrêmement reconnaissants.

Grâce à son soutien et à sa coopération, ainsi qu'aux interventions très intéressantes que vous ferez, j'espère que nous serons à même de présenter de nombreuses suggestions et recommandations constructives, dans le sens d'une amélioration de la qualité des services postaux internationaux.

I. L'évolution rapide de l'environnement du marché

Passons maintenant au fond du sujet n° 3, qui porte sur la qualité totale dans un environnement concurrentiel et qui fera l'objet de notre discussion.

Ces dernières années, l'environnement dans lequel opèrent les services postaux nationaux et internationaux dans le monde ont connu des changements radicaux et rapides sur les plans des politiques réglementaires, des statuts juridiques et de la concurrence, celle-ci venant à la fois des télécommunications et des opérateurs privés.

J'aimerais analyser brièvement ces développements sous l'angle des services fournis à nos clients.

Dans la lancée d'une politique de déréglementation, le monopole postal a laissé la place au jeu de la concurrence, tandis que, parallèlement, les services postaux relevant de la fonction publique ont été privatisés ou ont acquis le statut de société. Cela a eu pour effet que dans beaucoup de pays, la déréglementation a favorisé une expansion rapide des coursiers privés et une prolifération de sociétés multinationales de messagerie. Les opérateurs postaux publics sont donc contraints d'affronter une rude concurrence de la part des opérateurs privés. C'est pourquoi les nouveaux opérateurs qui ont fait irruption dans le secteur privé ont eu et auront une influence énorme sur le marché postal mondial et sur l'orientation des services postaux alors que nous serons déjà bien entrés dans le XXI^e siècle. C'est sur cet aspect que nous prévoyons de centrer notre discussion de ce matin.

Cette active concurrence s'observe principalement dans les domaines des services de distribution rapide, c'est-à-dire l'EMS dans le cas de l'UPU. La plupart des opérateurs de services de messagerie ont rapidement ratissé les voies d'acheminement les plus rentables du marché postal classique, grâce aux services attrayants pour la clientèle qu'ils offrent, tels qu'une distribution rapide, des services de ramassage, de suivi et de localisation des envois, une tarification modérée et un système de fixation des prix souple, qu'une Administration postale relevant de l'Etat aurait des difficultés à offrir. Les opérateurs privés clament aussi qu'ils assument la responsabilité de toutes les irrégularités, ce qui n'est pas toujours le cas lorsque des irrégularités se produisent entre deux Administrations postales.

II. Satisfaire les besoins des clients en améliorant la qualité des services

Dans ces circonstances, les exigences des usagers de la poste ont considérablement changé et, très logiquement, les clients demandent aujourd'hui que la qualité des services postaux intérieurs et internationaux soit la même que celle qu'ils obtiennent des coursiers privés. Cela conduit à se demander si ces exi-

gences que les clients expriment en élevant de plus en plus le ton ne sont pas un signe de leur mécontentement à l'égard des prestations que leur offrent les services postaux traditionnels.

Précisons ici ce que recouvre la notion de qualité de service. Elle englobe:

- une distribution rapide;
- des délais d'acheminement prévisibles;
- une garantie de sécurité;
- des prix économiques (tarifs abordables);
- des réactions rapides en cas d'irrégularité;
- un accès facile;
- une commodité d'utilisation.

Si l'on veut augmenter la qualité des services, il est tout d'abord nécessaire de bien étudier la tendance du marché de la distribution internationale dans son ensemble, l'action des concurrents sur les marchés nationaux et internationaux, les besoins de la clientèle et le degré de satisfaction de nos clients à l'égard de nos services. Pour réaliser tout cela, il convient de mener des études de marché sur ces aspects, aux niveaux national et international. Il sera ensuite indispensable, après une analyse poussée de ces questions, de prendre les mesures appropriées. Et le résultat de cette activité, sous sa forme la plus large, ne sera rien moins que l'amélioration de la qualité de service.

III. Amélioration de la qualité de service par la constitution d'un réseau postal harmonisé et homogène

Il va sans dire que le réseau postal mondial qui fonctionne sous la direction de l'UPU est essentiellement formé par l'union des réseaux postaux nationaux des Pays-membres de l'Union. Bien que cet assemblage ait donné, sous bien des aspects, de bons résultats, le fait justement qu'il s'agisse d'un assemblage est la raison de ce manque d'homogénéité sur le plan de nos normes de service. Cette critique se fonde, bien entendu, sur le fait que les efforts d'un Pays-membre pour améliorer et développer son réseau postal intérieur relèvent de sa seule responsabilité et que l'UPU n'est pas censée intervenir ni imposer ses vues à cet égard et, oserais-je dire, cela signifie que l'on ne peut tenir personne pour responsable d'une défaillance survenant dans le réseau d'un autre pays, ce qui mène le client à se détourner, mécontent. A notre désavantage, cette situation apporte de l'eau au moulin des opérateurs privés qui se targuent de pouvoir offrir un service de bout en bout assuré par une entreprise unique.

Bien sûr, comme vous le savez tous, cet argument n'a pas vraiment de fondement si l'on considère le succès que l'UPU a obtenu avec son service EMS. L'UPU et tous ses membres ont fait tout ce qu'ils ont pu pour améliorer le service EMS et ont démontré qu'ils en étaient capables vu les importants progrès accomplis dans ce domaine.

En ce qui concerne les services postaux autres que l'EMS, grâce aux efforts déployés par toutes les parties concernées, le fossé qui existait entre pays développés et pays en développement semble s'être réduit au cours de ces dernières années. Il reste toutefois beaucoup à faire pour relever le niveau de qualité de nos réseaux dans leur ensemble. C'est pourquoi, je le répète, dans la future stratégie de l'UPU, priorité devra être donnée à l'avenir à cette action car il est impératif que nous apportions à notre réseau postal international des améliora-

tions sensibles et durables, si nous voulons nous mesurer à l'âpre concurrence que nous livrent les coursiers privés.

IV. Gestion axée sur la qualité totale

Nous venons d'énumérer les domaines sur lesquels nous devons agir pour garantir une qualité de service améliorée dans un sens général. Permettez-moi maintenant d'aborder ce sujet dans un sens plus restreint. J'aimerais évoquer pour cette assemblée et pour l'intérêt général de tous les membres qui forment notre Union, le concept d'une gestion axée sur la qualité totale, qui constitue un moyen d'améliorer la qualité de service dans son ensemble, au sein de chacune de nos Administrations. Comme vous le savez certainement, c'est un domaine dans lequel le Japon a accumulé un certain nombre d'expériences particulièrement positives. Nous sommes fermement convaincus que cette méthode de gestion peut contribuer grandement à l'amélioration de nos services postaux internationaux si elle est appliquée par toutes les Administrations qui, ensemble, constituent les fondations de notre existence même.

Par le terme de «gestion axée sur la qualité totale», on entend une méthode de gestion visant à dynamiser l'ensemble du personnel d'une entreprise dans le but de satisfaire les besoins des clients. Cette méthode s'applique par un effort de mise en place de systèmes qui apportent naturellement des améliorations périodiques et continues dans chaque domaine de l'exploitation de l'entreprise et qui, de ce fait, rehaussent la qualité des produits et des services et leur ajoutent de la valeur.

Cette méthode de gestion, initialement exposée par W. Edwards Deming, consiste à résoudre les problèmes au poste de travail, en faisant intervenir des équipes d'employés à qui l'on a donné le nom par la suite de cercles de qualité. Il s'agit, dans un premier temps, de quantifier la production des services de l'entreprise de façon que chaque employé puisse voir où se situe le problème. Puis, dans un deuxième temps, il convient de dynamiser l'entreprise en créant un environnement propice à la participation active des employés à l'analyse d'un problème, à la détection de l'origine du problème en question, à la formulation d'une solution, puis à la mise en pratique de cette solution.

Plus simplement, ce type de gestion se caractérise par le suivi d'un processus qui comprend trois étapes. La première étape consiste à faciliter pour les employés la détection des problèmes, grâce à la quantification de la production des services de l'entreprise. La seconde étape consiste à renforcer la motivation des employés et à les faire participer activement et d'une façon constructive à la résolution des problèmes à leur propre poste de travail. La troisième étape consiste à mieux répondre aux besoins de la clientèle une fois que les problèmes ont été résolus.

Pour être plus précis, permettez-moi de vous donner un exemple d'évaluation de l'exécution du travail. Une façon d'évaluer la production d'une entreprise consiste à recueillir les avis d'un large éventail d'usagers à l'extérieur de l'entreprise, par exemple, par la diffusion d'un questionnaire. Un autre moyen consiste à poser des repères, c'est-à-dire à tracer des graphiques illustrant les résultats d'exploitation ou à fixer des objectifs de ventes annuels, puis à comparer les résultats effectifs avec les résultats escomptés.

Ainsi, les moyens efficaces de promouvoir la qualité totale sont:

- d'élargir les canaux de communication afin de recueillir régulièrement les avis des clients et de rapporter cette information aux postes de travail;

- de vérifier constamment la façon dont les opérations sont conduites, par la tenue régulière de réunions de suivi du travail;
- de fixer des objectifs annuels de ventes de services ou des normes de qualité et suivre de près les progrès accomplis vers leur réalisation.

La deuxième étape porte sur l'amélioration des opérations au poste de travail. Cette amélioration passe par l'emploi des méthodes traditionnelles destinées à augmenter la motivation du personnel et à faire intervenir des cercles de qualité. Cette intervention des cercles de qualité est un moyen extrêmement efficace pour dynamiser les titulaires d'un poste de travail, dans la mesure où elle sert à encourager un esprit de compétitivité et de coopération parmi les employés.

Il ne faut pas oublier que ces méthodes ne sont rien d'autre que des moyens de motiver le personnel. L'objectif ultime du développement au niveau des postes de travail est de créer un environnement qui permette aux employés de prendre part activement à la recherche de solutions, à leur propre poste de travail, et de résoudre les problèmes eux-mêmes, attitudes propres à leur faire tirer de leur travail plus de satisfaction et le sentiment d'être utile.

La troisième étape, qui porte sur la satisfaction des besoins de la clientèle, revêt à l'évidence une importance pour tous les employés. Dans la promotion du concept de qualité totale, l'accent est mis sur les améliorations qualitatives et quantitatives des contacts directs avec les clients, aux guichets ou lors de la distribution du courrier, où les employés ont un contact direct avec les usagers des services postaux. Il faut cependant garder présent à l'esprit que la confiance que les usagers placent dans le service postal repose sur une distribution du courrier fiable.

Il est indispensable de souligner ici que le mode de gestion axée sur la qualité totale repose sur la conduite des activités en équipe. Une équipe se compose de cinq à huit employés au même poste de travail, par exemple un bureau de poste. Chaque équipe fixe ses propres objectifs opérationnels, visant à l'amélioration de champs d'activités tels que l'exploitation, les services, les produits, les ventes, etc. Les membres de l'équipe identifient les problèmes qui se posent en analysant le niveau actuel de la qualité du travail au poste concerné, en faisant usage de techniques de contrôle statistique, de travail de réflexion collective et de recherche d'idées en équipe. Ensuite, ils élaborent des plans en vue de les mettre à exécution en travaillant de façon unifiée. Puis, ils passent en revue et évaluent les résultats du travail de l'équipe, et poursuivent leurs efforts en mettant sur pied leurs activités collectives suivantes en se fondant sur les résultats de celles qui viennent d'être accomplies.

Pour décrire la façon dont ce travail d'équipe se déroule, prenons un exemple de ce que nous connaissons tous, celui des erreurs de distribution, en montrant comment un de nos bureaux de poste a réussi à en réduire considérablement le nombre. L'équipe de facteurs formés pour l'occasion a imaginé le slogan: «Empêchons les erreurs de distribution.» L'équipe a analysé les types et les causes de ces erreurs de distribution et a imaginé des mesures propres à éliminer les problèmes. Elle a fixé comme objectif de réduction du nombre des erreurs, qui à l'époque s'élevait en moyenne à 15,6 par mois, à un chiffre inférieur à 10.

Dans l'étape préliminaire, l'équipe a tout d'abord cerné le problème. L'équipe avait constaté l'année précédente 187 erreurs de distribution, soit une moyenne de 15,6 par mois. Elle a ensuite analysé les causes des problèmes. Elle s'est rendu compte que ces erreurs étaient dues au fait que les gens résidant dans

cette zone portaient des noms de famille et/ou des prénoms identiques ou ressemblants et que les erreurs étaient faites au moment du tri du courrier parce que l'adresse ou le nom du destinataire n'étaient pas précisément indiqués. Elle s'est aussi aperçue que même les envois postaux portant une adresse incomplète ou fausse étaient distribués sans avoir été bien vérifiés. Environ 30% des ménages de la zone de distribution concernée ou bien n'avaient pas indiqué leur nom de famille à l'entrée de leur maison, ou bien n'avaient pas indiqué tous les noms des membres de leur famille.

Cette dernière circonstance a amené l'équipe à se fixer un deuxième objectif, complétant l'objectif principal, à savoir réduire de moitié le nombre de ménages n'ayant pas posé de plaque identifiant tous les membres de leur famille. Cette action devait être menée, sur le terrain, pour inciter les ménages à s'identifier au moment où les facteurs leur remettaient du courrier.

Au stade de la réalisation, chaque membre de l'équipe notait sur des étagères les noms et les adresses des personnes qui recevaient fréquemment du courrier qui ne leur était pas adressé ou dont le courrier était mal acheminé, puis procédait à une contre-vérification des adresses portées sur chaque envoi postal au moment de la distribution.

Au stade final, il s'est agi de faire une évaluation des résultats obtenus. L'équipe a constaté que l'objectif principal a été largement atteint. Le nombre d'erreurs de distribution est tombé à une moyenne de 9,5 par mois. Mais une enquête menée chaque mois a révélé que, sur la moitié de la période qu'a duré le programme, le nombre des erreurs d'acheminement s'est élevé à 10 ou plus. Il a donc été décidé de poursuivre les efforts menés pour prévenir les erreurs de distribution, en vue de les supprimer complètement. A son tour, le deuxième objectif a aussi été atteint.

De plus, les activités de prévention des erreurs de distribution ont eu pour répercussion une augmentation inattendue des ventes de «colis pour des occasions spéciales» et d'autres produits. L'équipe en a conclu que cela pouvait être attribué au meilleur contact avec les résidents lors de la campagne de sensibilisation destinée à résoudre le problème initial.

En appliquant la méthode de gestion axée sur la qualité totale, cette équipe de facteurs est parvenue à réduire effectivement les erreurs de distribution à une moyenne inférieure à 10 par mois. Cette petite amélioration opérationnelle est minime en elle-même, mais imaginez que ce type de légère amélioration pourrait se produire chaque jour et dans tous les bureaux de poste du Japon! Mis bout à bout, ces petits changements peuvent certainement aboutir à la résolution de nos problèmes de chaque jour et enclencher un mécanisme au sein de notre organisation propre à nous aider grandement à nous adapter aux mutations du marché.

Pour terminer cette brève description du concept de qualité totale, j'aimerais vous rappeler que son principal objectif est la satisfaction de nos clients et, par ce biais, la survie de nos services postaux. Il est important d'insister sur le fait que, face à un environnement de plus en plus concurrentiel et difficile, la mise en œuvre de ces pratiques par la promotion d'une gestion axée sur la qualité totale est essentielle à notre survie même.

V. Recommandations

Pour achever mon exposé, je souhaiterais à présent résumer les principaux points qui, à notre avis, devraient être suivis par l'UPU et tous les Pays-membres s'efforçant d'améliorer la qualité de nos services postaux internationaux.

Premièrement, l'UPU et les Unions restreintes, tout comme chaque Administration particulière, devraient mettre en place un mécanisme permettant d'unifier et de coordonner tous les efforts, afin de mieux satisfaire les besoins des clients et fournir des prestations du même niveau de qualité que celui offert par les opérateurs privés.

Deuxièmement, l'UPU et les Unions restreintes, tout comme chaque Administration particulière, devraient bien comprendre la tendance qui se fait jour sur le marché de la distribution internationale dans son ensemble, suivre les activités des concurrents et les résultats qu'ils obtiennent sur les marchés nationaux et internationaux, être attentives aux demandes des clients et au degré de satisfaction qu'ils témoignent à l'égard de nos services.

Troisièmement, l'UPU et les Unions restreintes, tout comme chaque Administration particulière, devraient intensifier leur surveillance des flux de courrier sur les réseaux postaux nationaux et internationaux.

Quatrièmement, l'UPU et les Unions restreintes, tout comme chaque Administration particulière, devraient s'efforcer d'établir une approche collective de la fourniture d'un service homogène de bout en bout.

Cinquièmement, l'UPU et les Unions restreintes devraient élaborer un mécanisme approprié à l'application de mesures correctives dans un Pays-membre, lorsqu'une défaillance est constatée sur une voie d'acheminement ou le réseau postal, mettant en œuvre un processus de suivi, dans le respect de la souveraineté des Pays-membres.

Sixièmement, chaque Administration postale particulière devrait installer des postes de travail où les employés pourraient tirer de leurs activités un sentiment de satisfaction et d'épanouissement, et une motivation supplémentaire, et qui seraient susceptibles de donner à l'organisation un élan capable de provoquer un changement dans un sens positif, nécessaire dans cet affrontement perpétuel avec un environnement commercial mouvant.

Septièmement, chaque Administration particulière devrait encourager les employés à constituer une entreprise apte à répondre rapidement et avec souplesse à la demande des clients, en favorisant l'instauration d'une culture d'entreprise axée sur la satisfaction de la clientèle et en se départant de ses vieilles habitudes bureaucratiques dépassées.

Huitièmement, les Administrations postales devraient essayer d'appliquer la méthode de gestion axée sur la qualité totale dans les bureaux d'échange ou dans d'autres centres spécialisés fournissant des services internationaux, afin d'inciter leurs employés à améliorer leurs tâches quotidiennes ayant trait au traitement des envois postaux internationaux.

Neuvièmement, les Administrations postales devraient encourager leurs employés, au niveau des bureaux de poste, à inclure parmi les objectifs visés par leur équipe l'amélioration des services postaux internationaux ou l'expansion des activités de vente des produits postaux internationaux.

Enfin, bien qu'il soit difficile d'appliquer directement le concept de qualité totale au niveau international, l'UPU et les Unions restreintes devraient essayer de l'introduire dans leurs méthodes de travail pour renforcer leurs moyens d'améliorer le service postal international dans son ensemble.

Je rappelle, la première étape consiste à évaluer l'exécution des opérations. Les efforts de l'UPU tendant à fixer des normes de qualité et à suivre leur application effective devraient être poursuivis et amplifiés.

La seconde étape concerne la définition et la conduite des activités destinées à améliorer les services internationaux dans divers domaines. Ici encore, un effort international plus unifié des Administrations postales devrait être tenté dans le but de satisfaire les besoins des clients.

La troisième étape est le retour de toutes les informations relatives à ces actions. Des procédures adéquates devraient être établies de façon que l'UPU puisse faire des recommandations plus directrices ou plus fermes dans le but d'améliorer le réseau postal d'un Pays-membre lorsque cela s'avère nécessaire.

Je viens de vous exposer avec tout le respect que je vous dois nos recommandations visant à favoriser l'accroissement de la qualité de notre service et je me permets de demander aux distingués délégués ici présents de formuler leurs suggestions et leurs recommandations à propos des aspects que j'ai mentionnés, en ce qui concerne aussi bien la qualité de notre service dans son ensemble que les méthodes des gestion axées sur la qualité totale.

J'aimerais enfin informer notre assemblée qu'un de nos experts, chargé de l'introduction de la qualité totale dans l'Administration japonaise, participe à notre débat. Il se fera un plaisir de répondre à vos questions, ici même, ou après la réunion.

La séance est levée à 18 h 20.

Au nom du Congrès: Le Président,
Young-su Kwon

Le Secrétaire général,
A.C. Botto de Barros

Le Secrétaire du Débat général,
M.N. Harding

Sixième séance du Congrès

Jeudi 25 août 1994

Présidence de M. Young-su Kwon, Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Communications

Le DOYEN: Je voudrais remercier très cordialement, au nom des participants, M. le Postmaster General des Etats-Unis d'Amérique et sa délégation qui nous ont offert une superbe soirée hier. Le temps a passé si vite depuis le Congrès de Washington, mais il nous reste des souvenirs d'un Congrès très important sous la présidence efficace des Etats-Unis. Hier soir, nous avons pu profiter de l'hospitalité généreuse et du chaleureux accueil de la délégation des Etats-Unis et de cette magnifique réception. Je les remercie très vivement des heures agréables que nous avons passées ensemble dans une atmosphère animée et, enfin et surtout, pour la partie musicale.

(Applaudissements.)

Déclarations

L'UGANDA: Permettez-moi tout d'abord de remercier le Gouvernement et le peuple de la République de Corée pour l'aimable accueil et l'hospitalité qu'ils ont réservés à ma délégation depuis notre arrivée dans cette belle ville de Séoul, si soucieuse de son environnement. Je profite de l'occasion pour vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre élection unanime à cette importante position et pour vous remercier de la façon dont vous avez guidé les délibérations de ce Congrès jusqu'ici.

Monsieur le Président, l'Ouganda est très désireux depuis 1986 de participer aux activités de l'UPU. Nous avons assisté et participé au Congrès de Washington de 1989 et avons fermement appuyé les décisions prises lors de ce Congrès. Nous sommes aujourd'hui heureux d'être ici et d'apporter notre contribution au XXI^e Congrès de l'UPU de Séoul. L'Ouganda défendra toutes les propositions qui seront faites pendant ce Congrès dans le sens d'un renforcement de l'UPU. A cet égard, l'Ouganda a pris acte avec satisfaction des propositions de restructuration de l'UPU et espère qu'elles seront approuvées et mises en œuvre afin que nous puissions fournir des services postaux concurrentiels, de qualité et financièrement viables, à l'échelle du monde entier, et satisfaire en même temps les aspirations de notre clientèle chez nous.

Partout dans le monde, la poste devra faire face à un avenir riche de défis à relever qu'auront suscités la transformation des économies mondiales et laestruc-

turation des entreprises nationales. Par exemple, le monopole octroyé par l'Etat dont jouissait la poste précédemment n'existera plus, du moins en Ouganda. La poste ougandaise prospère, à l'heure actuelle, grâce à sa cohabitation avec le secteur des télécommunications. Mais le Gouvernement de l'Ouganda s'est fixé comme nouvelle politique de séparer les deux entités et d'établir un organe réglementaire, avec, à terme, le projet de libérer le fonctionnement de la poste et des télécommunications.

Nous savons que des transformations semblables se sont produites ou sont en train de se produire dans d'autres pays. La poste doit donc s'atteler à l'énorme tâche qui consiste à relever les défis de notre temps, tant au niveau mondial que national. De fait, notre Congrès se réunit à un moment crucial, où les Administrations postales rassemblées ici doivent mettre leurs efforts en commun afin de donner à la poste les moyens de survivre. Si elles n'y parviennent pas, les Administrations postales, en particulier celles des pays les moins avancés, risquent de se désintégrer, ce qui aurait pour la poste des conséquences désastreuses, comme nous le savons aujourd'hui à la lumière de l'histoire de l'UPU. Nous devons nous efforcer de veiller à ce que l'universalité de la poste soit maintenue en dépit des politiques que chaque pays particulier peut choisir de suivre.

J'aimerais maintenant saisir l'occasion pour souhaiter la bienvenue à la République d'Afrique du Sud qui rentre dans notre noble organisation et en devient ainsi le 189^e membre, et je me réjouis à l'avance de la voir participer pleinement non seulement aux activités de l'UPU mais aussi à celles de l'Union postale panafricaine. Permettez-moi de profiter de l'occasion pour remercier, au moment de son départ, notre Secrétaire général, M. Botto de Barros, pour le travail immense qu'il a accompli en faveur de notre Union et j'espère qu'il continuera de prodiguer à l'UPU ses sages conseils, toutes les fois qu'il sera consulté.

Enfin, ma délégation souhaite adresser ses plus sincères félicitations au Gouvernement et au peuple de la République de Corée qui a accepté d'accueillir ce Congrès, et le fait avec beaucoup de succès, à un moment où l'économie mondiale traverse une période difficile.

Monsieur le Président et Messieurs les délégués, je vous souhaite de fructueuses délibérations et je vous remercie de votre attention.

Le BANGLADESH: Le XXI^e Congrès de l'Union postale universelle a lieu à un moment crucial de l'histoire de la coopération internationale. Nous sommes au seuil du XXI^e siècle, face à de nombreux défis, non seulement dans notre propre domaine de la communication postale mais également, à un degré aussi important, dans les domaines du développement. Simultanément, de nombreuses possibilités s'offrent à nous et nous appellent à créer un ordre mondial plus humain que nous ne pourrions forger que si nous avons une vision commune.

Avant de poursuivre, j'aimerais vous féliciter, Monsieur le Président, Messieurs les Vice-Présidents et les Présidents des Commissions, pour votre élection. Nous sommes certains que vous saurez guider avec sagesse le déroulement des délibérations de ce Congrès. Ma reconnaissance va aussi à notre pays hôte, la Corée du Sud, pour l'accueil chaleureux qu'il nous a témoigné et pour avoir réuni toutes les conditions pour faire de ce Congrès un succès. Je rappellerai en particulier le discours inaugural de M. le Président, M. Kim Young-sam, qui, à n'en pas douter, demeurera pour nous une source d'inspiration dans nos délibérations tout au long de ce Congrès.

Pendant ses cent vingt années d'existence, l'UPU a gouverné la communauté postale mondiale à travers des temps difficiles, et a obtenu un palmarès magni-

fique de services au dévouement de l'humanité. Cependant, notre monde traverse une période de rapide transition. L'adoption d'une économie de marché à l'échelle mondiale a établi un nouveau scénario international où la concurrence a gagné la suprématie sur le monopole. Dans ces circonstances, le service postal doit faire face à la concurrence et surmonter des difficultés. Nous ne pouvons plus nous reposer sur nos anciens succès, car ceux que nous devons obtenir dans le futur dépendent de notre capacité à fournir un service de qualité et de nouveaux produits à nos clients. Nos services postaux doivent s'adapter à la demande et aux besoins changeants de nos clients. Cette adaptation exige une étude en profondeur du marché postal si nous voulons trouver une manière adéquate de réagir aux circonstances nouvelles qui se font jour.

Le Bangladesh, qui compte plus de 115 millions d'habitants, fait tout son possible pour répondre aux exigences des temps présents en modernisant nos services. Nous avons, entre autres, commencé d'assurer le service EMS avec 39 pays et le service express garanti (GEP), en garantissant une distribution au deuxième jour, à l'intérieur du pays. Nous avons déjà entrepris de mécaniser les opérations de tri et de constituer un parc de véhicules à moteur pour le trafic postal à l'intérieur du pays. Les services de guichets sont aussi en train d'être mécanisés. Nous avons ouvert 300 bureaux de poste en l'espace de deux ans, sous le gouvernement démocratique actuel, afin d'étendre nos services à la grande majorité de notre population qui vit dans des zones rurales. Nous réussissons aussi à faire concurrence aux coursiers privés.

Mais nos efforts sont ralentis par de nombreuses contraintes et nos progrès n'ont pas atteint le niveau souhaité. Les pays en développement comme le nôtre se sentent grandement handicapés sur le plan de la technologie, et, selon nous, ce handicap pourrait être surmonté grâce à des transferts de technologie et à l'adaptation des techniques aux conditions locales. Nous estimons que dans l'intérêt de l'amélioration des services postaux, cette question devrait recevoir une attention appropriée durant ce Congrès.

Nous croyons fermement qu'il convient aussi de s'intéresser au développement des ressources humaines afin d'augmenter la productivité. Il est impératif, si l'on veut atteindre cet objectif, de pouvoir compter sur un personnel formé et efficace. Ma délégation souhaiterait, par conséquent, demander à l'Union postale universelle de prendre les mesures nécessaires pour concevoir des moyens de perfectionner les ressources humaines travaillant dans le secteur postal.

Le MALAWI: Permettez-moi de vous féliciter de votre élection et de féliciter également les délégués ayant été choisis pour participer à ce Congrès.

Au nom de ma délégation et en mon propre nom, je souhaiterais remercier notre hôte, le Gouvernement de la Corée, de son chaleureux accueil et d'avoir mis à notre disposition les magnifiques installations du centre de conférence.

Nous avons noté avec intérêt les différentes études entreprises en vue d'améliorer les services postaux universels et de restructurer l'Union postale universelle. Nous saluons ces efforts.

Dans la mesure où les services postaux ont un caractère universel et ne sont pas limités par des frontières territoriales ni politiques, l'efficacité d'un service postal mondial ou d'un service postal universel dépend de l'efficacité des services postaux nationaux.

Tout service postal national insuffisant ou inefficace affaiblira le service postal universel. Le développement des politiques qui profitent à quelques Pays-

membres aux dépens des autres, aura, à long terme, des répercussions défavorables sur l'ensemble du service postal universel.

Au mois de mai de cette année, le Malawi a organisé les premières élections pluripartites, après trente années de gouvernement d'un parti unique. Le «United Democratic Front» (Front démocratique uni) est sorti victorieux de ces élections. Le nouveau gouvernement a pour principale politique la lutte contre la pauvreté, en particulier dans les zones rurales du Malawi. Pour atteindre le noble objectif de cette politique, le gouvernement devra améliorer l'infrastructure des communications dans les zones rurales, en y construisant notamment des bureaux de poste et en y établissant des réseaux de télécommunications. Ces travaux exigeront le financement des services ruraux par les services urbains plus rentables.

Nous sommes conscients de la nécessité d'un effort de rationalisation, de réduction des coûts de prestation de services et de modernisation, mais il nous faudra prendre ces mesures en fonction des conditions économiques et politiques dans lesquelles nous opérons. Nous ne croyons pas qu'il existe une seule solution efficace à toutes les difficultés auxquelles doivent faire face les différentes Administrations, car chaque pays a des problèmes différents et une dynamique sociale propre.

Nous sommes conscients des problèmes auxquels nous sommes confrontés. Nous aimerions pouvoir bénéficier du concours des instructeurs des pays développés ainsi que de nos partenaires en développement, et, autant que possible, de la fourniture de l'équipement pour pouvoir améliorer nos services postaux.

Ayant vu de nombreux consultants produire pour le Gouvernement du Malawi une avalanche de documents dans différents domaines spécialisés, nous nous posons des questions sur la valeur et l'utilité de la plupart de ces activités. Comme la plupart des consultants choisis viennent des pays autres que ceux de la région, notre pays, et je dirais même, notre région, ne tire pas toujours un grand avantage de certaines de ces études.

Le Malawi salue le retour de la République d'Afrique du Sud au sein de l'Union postale universelle. Les systèmes économiques de notre région sont intimement liés entre eux et une Afrique du Sud libre et démocratique contribuera au renforcement des économies de la région et, par voie de conséquence, à l'amélioration de nos services postaux.

Comme je quitterai cette magnifique terre d'accueil le samedi de cette fin de semaine, je souhaite au Congrès d'accomplir sa tâche avec succès. Le reste de ma délégation demeurera à Séoul pour pouvoir participer pleinement aux délibérations du Congrès.

Le BURKINA FASO: Je voudrais, au nom de la délégation du Burkina Faso que j'ai l'honneur de conduire au XXI^e Congrès de l'UPU, réitérer mes hommages et remercier les autorités et le peuple coréens pour la chaleur de l'accueil qui nous a été réservé dans votre belle capitale historique.

Le Burkina Faso s'associe aux délégations qui l'ont précédé pour rendre un hommage particulier à votre beau pays qui a bien voulu abriter le présent Congrès et vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre brillante nomination pour diriger nos travaux.

Votre sagesse, Monsieur le Président, ainsi que votre longue expérience des problèmes postaux constituent, à n'en point douter, des gages certains de la

réussite dans la conduite des débats. Je voudrais associer à mes félicitations les Vice-Présidents, les Présidents des Commissions ainsi que les membres.

L'UPU, plus d'un siècle de vie durant, n'a cessé de travailler dans le sens de l'harmonisation, la modernisation et l'adaptation des services postaux mondiaux aux exigences de notre société.

Cette remise en cause perpétuelle en quête d'un plus grand dynamisme explique qu'elle ait pu faire face aux profondes et rapides mutations qui ont marqué notre siècle.

Ainsi, à l'aube d'une ère nouvelle, notre volonté commune de rechercher une plus grande efficacité nous a conduit à nous pencher sur nos méthodes de travail, sur la structure de notre institution pour l'adapter aux réalités du moment et lui conférer les moyens d'affronter les défis qui se profilent à l'horizon.

Le Burkina Faso a entrepris, depuis 1987, une restructuration profonde de ses services postaux avec la création d'un Office bénéficiant d'une large autonomie de gestion. C'est dans ce contexte que les services postaux du Burkina Faso ont pu mettre en œuvre l'importante directive issue du Congrès de Washington, à savoir, le Programme général d'action de Washington.

Le Burkina Faso continue de prospecter différentes voies pour accroître encore plus son efficacité sur le marché des communications et envisage bientôt la transformation de l'Office en une société de droit privé.

Avant de terminer, mon pays saisit l'opportunité de la présente tribune pour renouveler sa gratitude à l'UPU et à tous les pays qui n'ont cessé de l'appuyer dans ses efforts de modernisation. Leurs actions constituent les témoignages concrets de la coopération et de la solidarité internationales. Je souhaite donc plein succès à nos travaux.

La MALAISIE: L'exposé présenté par M. Nakamura m'a laissé une très grande impression. Je dois dire que ce groupe a réalisé des études approfondies sur l'environnement postal qui prévaut actuellement dans le monde et sur les problèmes auxquels sont confrontées les Administrations postales de la planète.

Je pense que nous nous trouvons aujourd'hui devant un grand dilemme, compte tenu de la forte rivalité qui nous opposera aux opérateurs privés. Je crois également que les services postaux de nombreux pays se trouvent à une croisée de chemins.

Je pense que le document de l'UPU nous fournira des indications importantes quant à la voie à suivre dans l'avenir. Aujourd'hui, les postes sont confrontées à la rude concurrence des opérateurs privés. Elles font constamment l'objet de critiques de la clientèle en raison de leur inefficacité.

Nous devons réaliser une étude comparative du secteur privé et du secteur public que représente la poste. Dans cette étude, il faudrait examiner ce qui suit:

1. Le secteur privé peut demander de payer des prix élevés pour la prestation de ses services, alors que le secteur public a l'obligation sociale de maintenir les tarifs à un niveau abordable.
2. Compte tenu de l'importance de son personnel, de son réseau et des locaux nécessaires à la prestation des différents services, les investissements de la poste sont vraiment énormes. Le secteur privé fonctionne, quant à lui, avec de faibles frais généraux.

3. Les Administrations postales doivent payer les frais terminaux, alors que ce n'est pas le cas du secteur privé. Les opérateurs privés ne sont tenus de respecter aucune convention.
4. Les sociétés privées peuvent se montrer sélectives et opérer uniquement dans les secteurs rentables. Il n'en est pas de même pour la poste qui doit, bon gré mal gré, desservir tous les secteurs qu'ils soient rentables ou non. Elle est donc obligée de recourir à l'interfinancement des services, ce qui n'est pas le cas des opérateurs privés.

La poste doit assurer son service quoiqu'il arrive. En Malaisie, le facteur doit distribuer un minimum de 1200 lettres par jour. Il n'en est pas de même pour les opérateurs privés.

Je vous ai présenté là brièvement les difficultés auxquelles sont confrontées les autorités postales, par rapport aux conditions que connaissent les opérateurs privés.

Le secteur privé fonctionne suivant des critères propres à une culture d'entreprise, alors que le secteur public est administré selon des principes bureaucratiques. Avant de prendre une décision dans une Administration postale, il faut passer par plusieurs stades de formalités administratives, ce qui n'est pas le cas dans le secteur privé.

Je pense que pour répondre à la question fondamentale posée par M. Nakamura, il faut savoir comment nous allons transformer la poste en une organisation hautement performante, dotée d'une culture d'entreprise et qui pourra survivre au XXI^e siècle.

D'après les principes de la culture qu'il nous faut adopter aujourd'hui, nous devons être hautement compétitifs, vifs d'esprit, efficaces dans notre prise de décisions et rapides dans l'application de celles-ci. Il s'agit là d'éléments essentiels d'un style ou d'une approche de gestion d'entreprise que la poste se doit de cultiver. Bref, pour faire face aux opérateurs privés, la poste doit jouer sur le même terrain, la moindre des choses étant de privatiser ses services. Je ne sais pas combien de gouvernements sont prêts à envisager sérieusement cette possibilité.

Hier, nous avons entendu les délégués suédois parler du succès de la privatisation de leur service postal. Je suis fier d'annoncer aujourd'hui que la Malaisie suivra cet exemple. Cette année, la poste, qui pendant longtemps a enregistré des recettes annuelles de 5 millions de dollars seulement, a, pour la première fois, réalisé un bénéfice de 35 millions de dollars, soit sept fois plus que l'année précédente. Ce résultat a pu être obtenu grâce à la nouvelle culture, à l'enthousiasme et au nouveau style de gestion d'entreprise.

Je suis persuadé qu'avec l'aide de l'UPU, de nombreux gouvernements en feront de même.

TONGA: Ma délégation s'associe à toutes celles qui ont souhaité la bienvenue à la République d'Afrique du Sud. Nous nous sommes réunis ici à une période de changement rapide, surtout dans le domaine des télécommunications.

La déréglementation et la libéralisation ont suscité la concurrence comme il l'a été exprimé par mon collègue, le Directeur général de la poste des Etats-Unis d'Amérique, hier soir. Il faut définir une nouvelle structure qui constitue un fondement valable pour l'efficacité du service postal au siècle prochain. La délégation

tion du Royaume de Tonga a pris note avec satisfaction de la restructuration proposée pour l'UPU. Nous souhaiterions que soit examiné également le service postal du Royaume de Tonga afin d'assurer un service postal rapide et efficace au XXI^e siècle. Les consultants à court, moyen et long termes sont très appréciés par mon Gouvernement.

Monsieur le Président, permettez-moi de vous demander, au nom de ma délégation, de transmettre mes meilleurs vœux à votre Président de la République, au Ministre des communications, au Gouvernement de la Corée et au peuple coréen pour la chaleureuse hospitalité. Je vous souhaite à vous, à votre Gouvernement et au peuple de la Corée le bonheur et la prospérité au XXI^e siècle.

(Applaudissements.)

Sous-thème n° 3:
«La qualité totale
dans un environne-
ment concurrentiel»

Le PRÉSIDENT: Compte tenu du temps qui nous est imparti et du fait qu'au cours de cet après-midi, il conviendrait de tirer les conclusions des débats sur les stratégies de Séoul, j'ouvre la discussion sur le sous-thème n° 3 présenté hier par M. Nakamura, du Japon.

L'ALLEMAGNE: En tant que Directeur général de la poste allemande, je souhaiterais apporter ma contribution à ce Débat général, en particulier sur le thème de la qualité.

Compte tenu de la concurrence s'exerçant sur le marché et des exigences de notre clientèle, nous avons mis au point une stratégie que nous appelons «La qualité au service du client».

Au départ, nous avons demandé à nos clients quelles étaient leurs exigences les plus importantes dans le domaine de la qualité.

Dans chacun de nos secteurs d'exploitation, nous avons fixé quatre à cinq objectifs spécifiques en matière de qualité. En ce qui concerne le fret, la poste aux lettres et le courrier international, ces objectifs sont les suivants:

- supprimer les cas de perte ou d'endommagement;
- fiabiliser le service;
- veiller à la rapidité;
- assurer une distribution correcte.

Quant aux services de guichet, il s'agit :

- de raccourcir le temps d'attente;
- de renforcer les compétences du personnel;
- d'améliorer la qualité de l'accueil dans les locaux des bureaux de poste ainsi que l'image de marque qu'ils offrent.

Dans chaque cas, nous avons établi un objectif spécifique quantifiable que nous nous efforçons de réaliser avec nos collègues.

Il est essentiel de faire constamment des évaluations pour suivre l'évolution de la qualité des services, et pouvoir prendre les mesures de redressement nécessaires. A cette fin, nous avons mis au point des méthodes d'évaluation qui nous permettent de déterminer, mensuellement ou trimestriellement, dans quelle

mesure nous avons réalisé notre objectif d'amélioration de la qualité. Par exemple, nous mesurons les délais de distribution de bout en bout du courrier de la poste aux lettres au moyen d'une procédure d'évaluation appliquée par un expert externe. Dans les bureaux de poste locaux, des clients choisis à cet effet évaluent plus de 20 000 fois par an la qualité du service suivant des critères tels que le temps d'attente et la compétence des employés.

Améliorer les résultats obtenus dans la réalisation de l'objectif fixé est une chose. Renforcer le sentiment de satisfaction éprouvé par les clients en est une autre. Il s'agit en définitive d'un élément décisif pour la poste et c'est pourquoi nous interrogeons 10 000 clients à ce sujet.

Pour que nos employés sachent ce que la poste attend d'eux et ce qu'ils peuvent attendre de leurs supérieurs et de leurs collègues, nous avons établi sept principes dans le domaine de la qualité. Les voici:

- 1° la qualité est déterminée par le client;
- 2° la qualité exige des objectifs clairs;
- 3° la qualité fait l'objet d'évaluations;
- 4° la qualité concerne tout le monde;
- 5° la qualité exige un travail d'équipe;
- 6° la qualité est incompatible avec les erreurs;
- 7° la qualité est un objectif à long terme.

Voici maintenant quelques résultats obtenus ces dernières années dans l'exercice de gestion de la qualité que nous poursuivons actuellement. A partir de 1995, les colis seront distribués sur l'ensemble du territoire allemand (à l'est et à l'ouest) dans un délai d'acheminement de porte-à-porte de vingt-quatre heures.

Suivant les évaluations externes, 86% des lettres arrivent à leurs destinataires au jour J+1 et 95% au jour J+2.

En ce qui concerne la poste aux lettres internationale, d'après une enquête dont les résultats ont été publiés et qui a été menée par un organisme de consommateurs externe, nous nous trouvons en tête de liste en matière de qualité en Europe.

En tant qu'entreprise postale veillant à la qualité, nous comptons sur les Administrations postales étrangères ayant également le souci de la qualité. Nous encourageons toutes les mesures propres à améliorer la qualité du service postal international. Dans ces conditions, l'automatisation de l'échange international de données d'exploitation est extrêmement importante. Comme vous le savez, à la demande du Bureau international, en 1993, l'Allemagne a mis gratuitement à la disposition des autres pays le logiciel qu'elle a mis au point au prix de plusieurs millions de deutsche marks. En 1994, nous souhaiterions proposer une mesure supplémentaire. La poste allemande offre un fonds d'un million de deutsche marks pour l'installation de notre logiciel dans les Pays-membres de l'UPU. Nous souhaitons au Bureau international d'avoir, dans l'avenir, beaucoup de succès dans cet important domaine d'activité.

Mesdames et Messieurs, le monde change très rapidement autour de nous. Le rythme de la vie s'accélère. La nécessité de communiquer n'en finit pas de s'in-

tensifier. La planète Terre devient un grand village. Dans ce nouvel univers, la qualité est le facteur décisif pour le succès durable de la poste.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: M. le Président du Comité directeur de la Deutsche Bundespost POSTDIENST a terminé sa déclaration en disant que le monde a changé et j'aimerais commencer la mienne en mentionnant que l'UPU également a changé. Il apparaît donc que l'esprit de solidarité commence à revenir parmi nous, ainsi que la volonté de travailler en commun. Ce sont là des éléments qui devraient permettre de développer un système unique qui nous conviendra à tous. Cela confirme ma conviction que nous appartenons tous à une institution dans laquelle les gens travaillent et réfléchissent ensemble pour trouver les solutions aux problèmes posés. Il convient également de rappeler et de souligner ici une récente contribution substantielle de l'Allemagne qui a offert à l'UPU un logiciel d'une valeur d'un million de deutsche marks. Je mentionne expressément le prix de ce logiciel, car il me paraît important que vous en soyez tous informés. Maintenant que sont surmontées quelques difficultés pour en assurer une utilisation optimale, nous sommes heureux de constater qu'aujourd'hui ce logiciel est présent aux quatre coins du monde postal. Il reste à présent un montant important à trouver pour implanter ce système, système grâce auquel les pays en développement seraient en mesure de bénéficier de cet apport de l'Allemagne. L'Australie a fourni une contribution de 500 000 dollars australiens, alors que le Japon a déjà versé 5 500 000 francs suisses et que l'apport financier de ce pays au cours des trois prochaines années devrait être annuellement d'environ 500 000 dollars E.-U. Les Etats-Unis d'Amérique ont contribué par un montant de 100 000 dollars E.-U. et sont en train de transférer à l'UPU le système MAIS. Nous sommes conscients que, pour réussir, nous devons poursuivre dans cette voie de modernisation pour atteindre le niveau de qualité que nous nous sommes fixé comme l'un des objectifs primordiaux.

L'OBSERVATEUR DE L'UPAP: Tout d'abord, je voudrais féliciter M. Nakamura, du Japon, et M. Bouhassan, des Emirats arabes unis, pour la qualité de leur présentation qui nous donne un éclairage nouveau sur le concept de la qualité totale.

Pour tenir compte de la fonction de base de la poste, la qualité de service se mesure par rapport au délai d'acheminement et de distribution du courrier. D'où la nécessité de déterminer préalablement le délai acceptable dans un milieu concurrentiel.

En raison du caractère de plus en plus aléatoire du monopole, la poste a perdu la maîtrise de l'offre et de la demande sur le marché de la transmission du courrier. Elle doit désormais faire face à un nombre de plus en plus important de coursiers et s'accommoder des règles de la libre concurrence. D'ailleurs, dans de nombreux autres secteurs où elle opère, la poste ne dispose pas d'un monopole; elle doit lutter à armes souvent inégales avec des concurrents très puissants.

C'est pourquoi, pour se maintenir sur le marché, elle est obligée de changer ses méthodes de travail et faire de la qualité son cheval de bataille, non seulement en ce qui concerne l'acheminement et la distribution du courrier, mais également pour ce qui touche l'ensemble de ses activités dans tous les secteurs.

Or, pour que la qualité soit totale, il faut une reconversion des mentalités, une approche nouvelle et complète de conception et de méthodes de gestion des ressources tant matérielles qu'humaines afin de créer un environnement sain et propice dans lequel des améliorations de tout ordre sont possibles.

Gestion suppose administration, organisation, toutes activités au centre desquelles se trouve l'homme. C'est l'homme en fait qui organise, conçoit les idées qu'il énonce clairement pour qu'elles soient mises en œuvre pour atteindre l'objectif poursuivi, en l'occurrence l'amélioration de la qualité des prestations offertes.

Pour atteindre cet objectif, l'homme, qui constitue la meilleure ressource de la poste, doit avoir reçu une certaine formation jugée adéquate et bénéficier d'une motivation pour lui permettre de prendre la décision qu'il faut au moment propice. Il doit être motivé par des stimulants qui l'incitent à donner le meilleur de lui-même, pour une cause qu'il fait sienne: la satisfaction des besoins de la clientèle. Il sait qu'un rendement de haute qualité lui procure des récompenses: promotion, prime et autres types de motivation, qui lui donnent un sentiment d'appartenance à l'entreprise.

C'est la raison pour laquelle nous estimons nécessaire de mettre en œuvre au sein des Administrations/Entreprises postales le concept de la gestion axée sur la «qualité totale».

Parmi les actions pour lesquelles l'UPU devrait aider les Administrations qui le souhaitent, nous suggérons la mise en place d'activités visant à favoriser la formation dans le domaine de la «qualité totale» afin de généraliser notamment le recours à la constitution des cercles de qualité dans les services d'exploitation.

Plus particulièrement, les pays doivent pouvoir, par l'intermédiaire du Bureau international, recourir au concours d'autres pays expérimentés dans le domaine considéré. Nous sommes persuadés qu'il sera tenu compte de ce souhait dans les objectifs et actions prévus dans la Stratégie postale de Séoul.

La ROUMANIE: Permettez-moi de présenter à ce grand forum le salut de tous les postiers roumains et de vous prier, à leur place, d'apporter à ce Congrès, tout ce qui est de mieux pour la poste du monde.

En même temps, permettez-moi de remercier tous les hauts spécialistes qui ont étudié et diagnostiqué l'état du réseau postal mondial soumis à la concurrence. Suivre le même pas que la concurrence est devenu depuis quelque temps l'objectif principal de chaque Administration postale, et l'UPU, par la Déclaration de Hamburg et le Programme général d'action de Washington, a établi avec compétence les actions à entreprendre. Une coïncidence bénéfique a permis à la poste roumaine d'avoir, en 1989, la liberté de mettre en œuvre le Programme général d'action de Washington. En prenant ce programme comme référence et en tenant compte de l'expérience des consultants postaux venus en Roumanie, la poste roumaine a réussi à établir sa propre stratégie, en mesurant toujours ses moyens, ses difficultés et ses objectifs. Les moyens fournis provenaient de l'Administration, sans aucune subvention de l'Etat ou d'autres sources; les difficultés appartiennent à une économie en pleine transition, mais les objectifs sont restés la ligne directrice de nos actions.

Survivre n'était pas la même chose que vivre, et l'année 1991 a marqué une existence nouvelle pour la poste roumaine. Le 1er juillet de cette année a été constituée la Régie autonome «Poste roumaine», dont le statut lui a permis l'autonomie de ses actions et l'autofinancement. Ce nouveau statut a imposé la stratégie à suivre, et l'objectif principal de cette stratégie a été la qualité du service postal.

La Roumanie a une superficie de 237 500 km² et une population de 23 millions d'habitants. Pour lui assurer un service postal de qualité, il a fallu de la décision

et de la fermeté dans la mise en œuvre de la stratégie postale adoptée. Les résultats des actions entreprises ont apporté des bénéfices à la poste roumaine, qui peut être comptée à présent parmi les postes qui font des profits.

Tenant en main le manche à balai permettant la manœuvre nécessaire pour ses recettes, la poste roumaine a commencé à investir dans ses ressources humaines et techniques suivant les nécessités de chaque étape de son plan d'action, en restructurant en même temps tout son réseau.

A présent, le réseau postal roumain est organisé en neuf régions devenues responsables pour leurs activités. A court terme, ces régions devront décompter entre elles toute prestation offerte.

La liaison entre ces régions est réalisée grâce à une plate-forme de transit située au centre du pays et par des moyens de transport propres. L'acquisition du parc automobile propre a constitué un grand effort pour les moyens financiers de la poste roumaine, mais, à présent, on peut assurer en quarante-huit heures l'acheminement d'un envoi postal transmis entre deux localités situées n'importe où dans le territoire du pays.

Pour mieux diriger le réseau, on a informatisé le système «managerial» de la Régie et bientôt les 46 régions internes (Unix et Informis) seront connectées au système «managerial». De cette manière, nous pourrions mieux réaliser la gestion des ressources et déterminer les coûts par produit. Bientôt, nous allons introduire les centres de profit et service.

En établissant une structure directrice d'information, nous sommes prêts à commencer l'informatisation des guichets et à développer nos services financiers. Les études de marché que nous avons effectuées nous ont permis d'apprendre les besoins de nos clients et d'introduire au niveau national des services nouveaux, respectivement poste rapide, correspondance commerciale avec réponse payée, postfax, vente par correspondance, promotion par l'enveloppe ou le timbre-poste, des affiches et autres.

En parcourant la nouvelle Nomenclature des services postaux, le client constate notre approche commerciale et apprend qu'il sera dédommagé pour toute irrégularité de prestation. Nous avons été informés par les clients que la qualité de nos services est meilleure et nous espérons que bientôt l'image de la poste roumaine sera changée.

Sur le plan international, nous avons obtenu une meilleure qualité pour nos services qui peut être vérifiée par les contrôles du délai d'acheminement organisés par le Bureau international de l'UPU et POSTEUROP, ainsi que par le nombre en diminution des réclamations des clients. En plus de ces résultats, l'image de la poste roumaine pourrait être améliorée par les Administrations postales qui sont nos partenaires et qui, mieux que le client, peuvent vérifier la chaîne de la prestation postale.

Dans sa politique vers le client, la poste roumaine a décidé de dédommager celui-ci, même dans les cas où le responsable des irrégularités est une Administration qui n'accorde pas de dédommagements.

Dans l'application de la stratégie proposée, la direction de la Régie a décidé de motiver les personnes par des hausses de salaire au sixième niveau dans l'économie nationale, et la qualité du travail est devenue meilleure.

Compte tenu des étapes parcourues, on peut affirmer que la clé du succès a été l'adaptation des principes et des recommandations à ses propres besoins. La poste roumaine a acquis cette expérience et elle veut la partager avec toute Administration qui le désire.

En obtenant l'autonomie, la poste roumaine maîtrise ses finances, ses investissements, sa politique des salaires et elle a pu obtenir l'amélioration de la qualité de ses services.

A présent, elle est prête à conclure des contrats de qualité de service avec toutes les Administrations intéressées. Le thème du Débat auquel nous avons l'honneur d'assister nous donne la possibilité de nous exprimer sur des avis plus ou moins différents, mais la conclusion qu'on peut en tirer, c'est qu'il est nécessaire de parcourir ensemble les distances qui nous séparent de nos clients et des performances de nos concurrents. C'est le client qui nous demande un réseau postal mondial moderne, c'est lui qui va le chercher ailleurs. Le client demande un service de bonne qualité et sans frontières. C'est notre devoir de ne pas installer de nouvelles frontières.

L'INDE: Nous avons écouté avec un vif intérêt le brillant exposé qu'ont fait les éminents animateurs et d'autres intervenants sur le thème qui est le nôtre aujourd'hui, et nous aimerions les féliciter.

A notre avis, quel que soit le type d'environnement postal, qu'il soit concurrentiel ou monopolistique, la poste doit axer sa politique sur la demande et apprendre à soigner sa clientèle. En fait, l'obligation d'offrir un service postal universel suppose l'obligation d'opter pour la gestion de la qualité totale. Nous, au sein de la poste indienne, sommes maintenant pleinement conscients de cette obligation et multiplions les efforts pour que la qualité totale devienne un engagement total.

Nous avons déjà pris un certain nombre de mesures pour atteindre cet objectif: redéfinition des postes de travail selon des critères ergonomiques afin d'accroître la satisfaction des employés et de la clientèle, mise en place de bureaux d'accueil de la poste conçus intelligemment, automatisation du traitement du courrier, services accélérés de transferts de fonds grâce à des canaux de transmission de données par satellite, etc.

Notre objectif est de faire de la qualité totale une partie intégrante du travail de tous, en commençant précisément par les travailleurs de la base. A ces fins, nous avons créé une équipe spéciale, placée sous la responsabilité d'un cadre supérieur.

La poste indienne sait qu'aujourd'hui, il ne suffit pas d'être le meilleur et qu'on ne saurait tolérer la moindre absence de qualité totale.

SRI LANKA: Puisque c'est la première fois que je prends la parole, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter, Monsieur le Président, de votre élection à la présidence de cette auguste assemblée. J'aimerais également remercier vivement le Gouvernement coréen, l'Administration postale coréenne et l'UPU d'avoir organisé aussi parfaitement le XXI^e Congrès de l'UPU, et leur dire toute ma gratitude.

Mais revenons à notre sujet et permettez-moi de féliciter M. Nakamura pour son remarquable exposé.

La qualité totale et la gestion de la qualité totale sont des termes couramment utilisés aujourd'hui dans le monde des affaires, y compris dans le secteur postal. Aucune entreprise ne peut réussir si elle ne satisfait pas les besoins de sa clientèle. Il en va de même du service postal, compte tenu de la situation actuelle. Il faut toutefois préciser que, pendant longtemps, le secteur postal était protégé par un monopole. Tant que les services postaux avaient le monopole de leurs activités, cet aspect a été complètement négligé. Il s'en est suivi que les entreprises privées qui se sont introduites dans le secteur postal ont opté pour des domaines où elles peuvent faire des bénéfices.

Aujourd'hui, nous devons faire face à la concurrence sévère des entreprises privées et nous sommes obligés de continuer à offrir des services de grande qualité si nous voulons survivre.

«La qualité totale dans un environnement concurrentiel.» Après avoir pleinement assimilé la notion de qualité totale et défini les tâches à exécuter pour atteindre les objectifs fixés dans la limite des compétences de l'Administration du Sri Lanka, considérée dans ce cas comme une entreprise, nous avons pris différentes mesures qui ne nous ont toutefois pas permis de progresser très rapidement.

Le fait que nous formions un département ministériel et que nous ayons une indépendance financière très réduite nous a gêné dans notre volonté de créer un environnement de travail attrayant et de motiver notre personnel par l'octroi d'indemnités supplémentaires.

Malgré les difficultés, des mesures ont été prises pour améliorer et donner plus d'extension aux points de contact pour les nouveaux services. Bien entendu, Sri Lanka dispose d'un réseau postal très satisfaisant, garantissant la distribution du courrier porte-à-porte sur 80% du territoire et un assez bon service sur le reste du territoire. Tous les services, y compris les services rapides, font l'objet d'une amélioration constante.

Nous avons également mis en place un vaste dispositif de sécurité postale et les pertes enregistrées dans notre réseau interne sont négligeables par rapport au volume d'envois postaux traités.

Etant donné que l'acheminement des dépêches, au niveau national comme au niveau international, a été confié à des sous-traitants, il est difficile d'en assurer le suivi aux points de contact.

L'UPU et plusieurs Administrations postales nous ont fait parvenir des renseignements qui ont été utilisés, à bon escient, dans le cadre de la formation du personnel et des activités d'exploitation quotidiennes.

Des dispositions ont aussi été prises pour que l'échange des envois se fasse directement avec les compagnies aériennes afin d'éviter les vols dans les aéroports. Toutefois, nous avons besoin de la coopération internationale pour lutter contre les délits qui sont commis lorsque les dépêches sont acheminées par voie aérienne. Il est impératif d'améliorer le système de fermeture des sacs postaux et des récipients afin d'empêcher toute violation des dépêches sans trace apparente.

La SUÈDE: Au nom de la poste suédoise «Sweden Post (Ltd.)», j'aimerais vous faire part du résultat de quelques-unes de nos réflexions sur la question de la qualité et sur l'intéressant exposé de M. Nakamura que nous avons entendu hier.

La qualité de service représente la question la plus importante qui nous soit posée aujourd'hui et dans une perspective d'avenir. Compte tenu du déclin du trafic de la poste aux lettres internationale (85%), et je dirais même du trafic des colis internationaux (15%) et des envois accélérés (12%), c'est en quelque sorte une question de survie.

Sweden Post applique le concept de la qualité totale depuis de nombreuses années. Nous avons une section spéciale consacrée au contrôle de la qualité, qui opère indépendamment de nos cinq unités d'exploitation. Ce service fait directement rapport au Directeur général de Sweden Post. Sa tâche consiste à contrôler régulièrement l'exécution de nos différents services, en l'évaluant en pourcentage de réalisation des objectifs: le courrier prioritaire du jour au lendemain (qui enregistre 96% d'exécution), le service des colis postaux, mais aussi à détecter les erreurs faites dans les services de chèques postaux et de guichet et à mesurer le temps d'attente à nos guichets. Chaque jour, chaque semaine et chaque mois, ces pourcentages sont communiqués à l'équipe de la direction ainsi qu'au personnel concerné.

Notre ambition aujourd'hui est de suivre des procédures homologuées, en nous conformant aux normes de qualité ISO 9000. Selon ces normes, la qualité est mesurée sous tous ses différents aspects, depuis celle des systèmes de planification stratégique jusqu'à celle des niveaux opérationnels. L'un des gros avantages de ce système est qu'il oblige à faire par écrit une description exacte de toutes les étapes de la procédure suivie. Cela prend du temps et coûte cher, mais lorsque l'exécution est ainsi mesurée, il est facile de revenir en arrière, à l'étape de l'opération où s'est révélée une défaillance, d'en analyser les raisons et de corriger cette défaillance. C'est cela qui est important. La mesure de la qualité de service n'est pas un but en soi mais une base sur laquelle fonder l'action. Pour gérer les choses, ainsi que le Postmaster General des Etats-Unis d'Amérique, M. Runyon, l'a dit hier, la mesure vient en premier et la gestion est l'autre face de la médaille. A Sweden Post, nous concevons la qualité du service essentiellement comme une responsabilité des gestionnaires. De même, la Direction doit vouer son action à la qualité. Elle doit aussi être formée de manière à inciter le personnel à servir la qualité et à lui consacrer ses efforts, à tous les niveaux de l'organisation.

Il importe aussi que tous les employés de tous les niveaux s'occupent de tâches liées à la qualité et au contrôle de qualité. Il faut établir des groupes de travail, ou cercles de qualité, lorsque la qualité décline ou que des problèmes surgissent. En matière de mesure du degré de qualité du courrier intérieur, beaucoup de pays aujourd'hui possèdent des systèmes avancés performants. Lorsqu'il s'agit de faire cette même mesure sur le courrier et les colis internationaux, cela s'avère plus compliqué et même plus coûteux. Nous sommes encore loin d'avoir les systèmes de contrôle de bout en bout que nos concurrents possèdent. Dans les pays nordiques, nous faisons des mesures de la qualité depuis plusieurs années et les systèmes de frais terminaux des pays du Nord incluent un élément prenant en compte la qualité de service. Il repose sur un principe simple: une négligence sur le plan de la qualité coûte de l'argent! Autrement dit, le pays de destination obtient une rémunération au titre des frais terminaux calculée en fonction de la qualité de son service. Cet élément sera aussi inclus dans le nouveau système des frais terminaux que POSTEUROP et IPC sont en train de mettre au point et, à mon avis, le même élément devrait finalement être aussi inclus dans le système des frais terminaux de l'UPU.

J'aimerais enfin attirer votre attention sur le fait que la qualité ne peut pas être séparée du prix. Le client décide de la somme qu'il est disposé à payer en fonction du service qu'il obtient, en se référant au prix et à la qualité. Nous savons,

en écoutant les suggestions de groupes de consommateurs et en nous référant à l'indice de satisfaction de la clientèle, qui est établi en fonction de mesures mensuelles, que la fiabilité est, aux yeux des clients, l'élément le plus important. Le client sera même disposé à payer un peu plus pour obtenir un service fiable. Nous le savons aussi pour avoir vécu la mauvaise expérience de perdre des parts de marché au profit de nos concurrents. Maintenir nos services de courrier et de colis postaux internationaux au sein d'un monde postal estimé pour sa qualité et regagner notre part de marché, telles sont nos principales préoccupations pour l'avenir.

La CORÉE (RÉP.): A propos de la gestion de la qualité totale et des ressources humaines, j'aimerais vous faire part de l'expérience que nous avons récemment acquise dans le cadre de la campagne lancée au sein de la poste coréenne, sur le thème de la satisfaction de la clientèle. Avant tout, il convient de préciser que le service postal diffère d'un produit en cela qu'il est invisible et incorporel.

Par conséquent, la qualité du service dépend en grande partie de la personne qui assure la prestation du service. En d'autres termes, c'est l'attitude des employés de la poste envers les usagers qui fait la différence. Fidèle à cette idée, la poste coréenne s'est fait une règle de récompenser chaque année le bureau de poste qui, d'après l'indice de satisfaction de la clientèle, a obtenu les meilleurs résultats. Le bureau de poste sélectionné se voit attribuer le titre de champion dans le domaine concerné et reçoit un prix d'environ 10 000 dollars E.-U. Vous vous demandez peut-être ce que le directeur du bureau de poste va faire de cet argent? Si vous étiez le directeur, qu'en feriez-vous? En fait, le directeur du bureau de poste est libre d'organiser une petite réception pour son personnel ou d'inviter la communauté à venir découvrir le service postal; il peut aussi se rendre à l'étranger pour se livrer à une étude comparative sur le service postal. Nous appelons ce type de distinction une «récompense pour prestations exceptionnelles». Ce système vise à encourager les employés de la poste, dans leur ensemble, à accroître la qualité des services qu'ils proposent aux usagers.

Parallèlement à ce système de distinction applicable aux bureaux de poste, la poste coréenne est fière d'avoir mis en place un autre système appelé «Système d'évaluation de la gestion» pour les huit bureaux de contrôleurs régionaux. Après évaluation de la gestion et des résultats de chaque bureau régional, le résultat final est annoncé le Jour des communications, qui tombe un 22 avril, par le Ministre présent à la cérémonie des récompenses. Le bureau du contrôleur régional sélectionné se voit lui aussi attribuer un titre de champion dans son domaine et reçoit un prix en espèces.

Cet exposé m'a donné l'occasion d'aborder l'un des aspects de la gestion de la qualité totale et des ressources humaines en Corée.

J'espère que ma contribution et les explications sommaires que je viens de donner seront de quelque utilité aux pays qui souhaitent lancer une campagne sur le thème de la satisfaction de la clientèle, en vue d'améliorer la qualité du service postal dans un environnement concurrentiel.

La ZAMBIE: La sécurité est une composante essentielle de la qualité du service postal. Si les aspects de la sécurité ne sont pas pris en compte, il est impossible d'obtenir une qualité totale.

La Zambie est un pays enclavé, entouré de neuf pays. Nous avons des échanges directs de courrier avec ceux-ci et avec de nombreux autres pays dans le monde. Nous traitons aussi des volumes substantiels de courrier de transit, en particulier du courrier de surface arrivant dans les ports maritimes de nos voisins.

Depuis 1970, le personnel postal et les usagers de la poste de la Zambie subissent des préjudices matériels et des pertes humaines, provoqués par des lettres ou des colis piégés dont on retrouve l'origine jusqu'à des sources étrangères. Nous investissons régulièrement dans des activités visant à améliorer et à entretenir la sécurité des services postaux. Au niveau de l'UPU, nous participons aussi activement aux travaux du Groupe d'action pour la sécurité postale.

Nous avons apporté à ce Congrès un matériel à présenter au stand du GASP, dans le hall. L'intention sous-tendant notre modeste initiative est de démontrer que quelles que soient les difficultés économiques que connaisse une Administration postale, la sécurité doit occuper une place prééminente dans les préoccupations concernant la qualité de service, tout comme les autres facteurs tels que la rapidité de la distribution. Si les conditions de sécurité font défaut, il n'y a pas de qualité totale.

Nous ne pouvons faire une bonne impression auprès de nos clients si nous leur distribuons même très rapidement des envois qui ont peut-être été altérés ou qui contiennent des objets dangereux.

Nous nous sentons stimulés par le très riche exposé fait par le Japon et les Emirats arabes unis et je peux vous assurer que nous introduirons dans notre nouvelle existence en tant que société séparée du secteur des télécommunications le concept de la qualité totale.

La FINLANDE: Je tiens tout d'abord à remercier M. Nakamura et la poste japonaise pour leur excellente intervention, pleine d'intérêt, au sujet des méthodes de gestion axées sur la qualité totale. L'idée de la présenter en trois étapes est très bonne. (En ce qui concerne la gestion de la qualité totale, la poste finlandaise procède, dans les grandes lignes, de la même façon, mais met davantage l'accent sur la possibilité qu'elle offre de réaménager plus profondément les procédures opérationnelles.)

Pour ce qui touche aux mesures en faveur de la qualité, nous centrons notre attention sur les domaines suivants:

1° Formation et assistance personnalisée, c'est-à-dire:

- assistance personnalisée en ce qui concerne les attitudes à adopter et les connaissances à acquérir;
- modification des manières de procéder;
- méthodes visant à une amélioration.

2° Mesure et suivi de l'exécution du service, qui supposent:

- le suivi continu de l'exécution des procédures et des opérations;
- la satisfaction de la clientèle;
- la satisfaction du personnel;
- l'établissement de repères.

3° Amélioration et développement, qui supposent:

- l'emploi de méthodes destinées à résoudre des problèmes;
- des projets d'amélioration étape par étape;
- des programmes de développement des centres et des unités d'exploitation;
- la description, l'amélioration et le réaménagement des procédures.

Ces dix dernières années, la poste finlandaise a enregistré des bénéfices. Nous sommes cependant persuadés qu'un bon résultat net financier ne suffit pas pour assurer le succès de l'exploitation postale face à une concurrence qui se fait plus rude, mais que la qualité restera un avantage concurrentiel permanent. Pour conserver cet avantage, nos principales stratégies portent sur les domaines suivants:

- premièrement, amélioration de la qualité et satisfaction de la clientèle;
- deuxièmement, réduction des coûts et des tarifs.

Conscients du renforcement de la concurrence qui s'annonçait et des changements dans les besoins de la clientèle, nous avons amorcé un processus de mise en place systématique et extensive d'un système de gestion axée sur la qualité totale, en 1990.

Pour ce faire, nous nous sommes référés à la norme ISO 9004-2 et aux critères d'appréciation de la qualité de Malcolm Baldrige.

1. Politique en faveur de la qualité et engagement de la Direction

Il est impossible d'appliquer avec succès un système de gestion axée sur la qualité totale si la Direction ne s'y engage pas ouvertement. Nos principales chances de succès et nos valeurs reposent sur:

- les clients;
- le personnel de notre entreprise;
- le dialogue et la communication;
- une amélioration continue.

Le but visé par notre système de gestion axée sur la qualité totale est:

- la satisfaction et la conservation de la clientèle;
- la satisfaction et la participation des employés;
- la satisfaction des actionnaires et la rentabilité de la société.

Ces trois objectifs sont inclus dans le tableau des résultats annuels à obtenir, dressé par la Direction centrale et les chefs des centres d'exploitation. Ces indicateurs ont ainsi une influence directe sur les gratifications personnelles des dirigeants.

2. Satisfaction et conservation de la clientèle

Nous mesurons, annuellement, le degré de satisfaction des clients d'affaires et des particuliers, en nous référant à cinquante critères de qualité déclarés par nos clients. Nous jugeons que notre clientèle est satisfaite seulement si les critères d'évaluation sont qualifiés de «réellement excellents» et d'«excellents». Il n'y a pas d'accélération des activités si le degré de satisfaction n'atteint pas ce niveau.

Ces sondages annuels de la satisfaction de la clientèle sont complétés par un système continu d'informations en retour. Grâce à ce système, un client reçoit une réponse dans les deux semaines et la Direction obtient des rapports mensuels au sujet des questions et des volumes connus grâce à ces informations en retour.

3. Satisfaction des employés

La mesure du degré de satisfaction des employés est effectuée une fois par an et touche les 25 000 employés de la société, par le biais d'enquêtes. La formule d'enquête contient 40 questions qui permettent de dresser un tableau général, en portant sur les aspects suivants:

- la poste dans son rôle d'employeur;
- l'atmosphère qui règne aux postes de travail et dans les bureaux;
- les fonctions d'encadrement;
- le dialogue et la communication internes;
- les systèmes de motivation des employés;
- les progrès accomplis en faveur de la qualité.

4. Gestion du traitement

Nous sommes fiers d'être parvenus à ce que notre gestion axée sur la qualité totale mette l'accent sur la gestion des opérations et complète ainsi la gestion traditionnelle fondée sur les résultats.

Une grande attention est portée aux liens établis de client à client, dans le cadre, et au-delà, des centres d'exploitation et des activités.

Les principales procédures ont été identifiées et décrites. L'interdépendance qui les relie est illustrée sur un tableau des opérations. Pour chaque opération, des objectifs et des indicateurs sont établis, au regard desquels les résultats sont mesurés. C'est dans les services de la poste aux lettres que la mesure de l'exploitation des opérations a commencé. A la fin des années 80, le pourcentage de réalisation de l'objectif d'une distribution au lendemain était de 90%.

Aujourd'hui, nous mesurons la qualité de service dans le domaine de la poste aux lettres en nous servant de lettres témoins de différentes sortes:

- 1° Le service de bout en bout est annuellement mesuré par un institut de recherche extérieur.
- 2° Nous effectuons nous-mêmes des mesures sur des échantillons prélevés de façon continue. L'objectif d'une distribution du jour au lendemain a été réalisé à 95%, ces trois dernières années.

Nous contrôlons aussi la qualité du service des colis postaux, des imprimés et des magazines, par des envois témoins.

Nous avons également effectué des mesures de suivi et de contrôle conjointement avec nos gros clients. Nous estimons que ce type d'analyse commune des résultats et le fait de convenir ensemble des mesures d'amélioration entretiennent et renforcent nos liens avec les clients.

5. Conclusions

Je peux affirmer que la qualité totale est la première préoccupation de nos clients, en ce qui concerne aussi bien la poste intérieure que la poste internationale. Pour rehausser la qualité de leurs services, les Administrations postales devraient resserrer leurs liens de coopération et profiter des expériences de chacune, tout comme des pratiques de nos concurrents, en établissant des références. Les Administrations postales ont plus de chance de réussir, si elles se

fixent des objectifs élevés et ambitieux mais réalistes, en ce qui concerne la satisfaction des employés et des clients et l'amélioration continue des procédures et du travail d'équipe.

Nous nous sommes rendu compte que les résultats financiers appartiennent à notre passé et que la satisfaction de la clientèle est notre avenir.

La CHINE (RÉP. POP.): Tout d'abord, permettez-moi de vous féliciter, au nom du Ministère des postes de la République populaire de Chine, de la magnifique cérémonie d'ouverture du XXI^e Congrès de l'UPU tenu à Séoul, splendide capitale de la Corée. Je voudrais ensuite exprimer notre profonde reconnaissance à notre hôte, le Ministère des communications de la République de Corée, pour l'excellente préparation de ce Congrès. Nous vous félicitons vous aussi, Monsieur, de votre élection en tant que Président de ce Congrès. Celui-ci se tient à un moment où les postes du monde entier entrent dans une période de transformation. La vague de réformes a, non seulement, ouvert des perspectives de développement du secteur postal dans le monde entier, mais nous a également amenés à affronter une rude concurrence. Nous avons affaire à une situation à la fois favorable et difficile. Servant d'infrastructure au développement et au progrès social, la poste est de plus en plus sollicitée par le peuple, la société dans le monde actuel qui a un caractère de plus en plus international. Nous constatons qu'il existe un fort potentiel dans le secteur postal et un grand marché pouvant favoriser son développement. Dans de telles conditions, il faut procéder à une grande réforme pour permettre au secteur postal de s'adapter à l'évolution de la société. D'un autre côté, nous devrions tenir compte entièrement des caractéristiques de la poste. Le but de la réforme est de permettre de mieux profiter de l'unification, des avantages et du perfectionnement du réseau postal. Grâce à la réforme, la poste devrait se développer rapidement de manière à pouvoir offrir aux hommes et à la société des services plus rapides, plus sûrs, plus populaires et plus pratiques. Les Administrations postales devraient avoir suffisamment de courage pour prendre part au libre jeu de la concurrence, apprendre l'art d'exercer celle-ci et se perfectionner dans ce domaine.

Ayant compris cela, l'Administration chinoise a présenté les lignes directrices de sa politique consistant à faire face au grand marché, à développer de nouveaux secteurs et à étendre la prestation des services postaux de façon à profiter de la réforme de notre pays, à ouvrir et développer le réseau postal pour accélérer son expansion, encourager le développement de la technologie postale, préserver le fonctionnement des services traditionnels et explorer les nouveaux domaines. C'est ainsi que nous avons accompli de gros efforts pour renforcer la compétence de notre personnel à tous les niveaux, et que nous avons rapidement amélioré nos services de manière à pouvoir tirer parti de notre réseau postal intégré, perfectionné et complet ainsi que de l'excellente avalité de nos prestations qui nous permettent d'affronter la concurrence et de relever les défis de toutes sortes.

Nous sommes persuadés que le secteur postal, dans son ensemble, accélérera le cours de l'histoire et contribuera au développement de la société. Dans ce nouveau contexte, la communauté postale mondiale devrait coopérer encore plus étroitement que par le passé et examiner sérieusement les avantages et les inconvénients de la situation que connaît actuellement le secteur postal. Les membres de la profession postale devraient s'inspirer des expériences des uns et des autres suivant les situations des différents pays, et profiter pleinement de leurs atouts pour surmonter leurs difficultés. Conformément à la politique de développement de la poste, nous devrions améliorer la gestion de l'exploitation,

encourager le progrès technologique et améliorer la qualité de nos services de manière à revigorer la vénérable institution postale qui offrira ainsi une nouvelle image au public.

Dans un environnement concurrentiel, il est crucial de mettre l'accent sur la qualité des prestations postales pour développer le service et obtenir des parts de marché plus importantes. Dans un sens, il s'agit d'un élément déterminant pour la survie, le développement et l'avenir du service postal. Depuis l'introduction de l'économie de marché socialiste en Chine, le marché a connu un essor fulgurant avec une concurrence présente dans tous les secteurs de l'économie et à laquelle le marché postal n'échappe certainement pas. La concurrence a mis à l'épreuve le service postal, mais lui a aussi ouvert de nouvelles possibilités. Par conséquent, nous devrions orienter notre politique en fonction des exigences du marché pour pouvoir relever les défis qui nous sont lancés et prendre part au libre jeu de la concurrence. La meilleure manière de prendre de l'avance sur la concurrence consiste à améliorer systématiquement la qualité du service. A notre avis, la prestation des services constituera toujours le sujet de préoccupation du monde postal et la raison d'être de notre entreprise postale. C'est pourquoi, en dehors d'un certain nombre de mesures destinées à favoriser la constitution de son réseau, l'Administration postale chinoise a également pris des dispositions concrètes pour améliorer la qualité du service.

Nous avons créé des organismes chargés de la mise en valeur du marché et du service public, ce qui constitue une mesure constructive dans le domaine de la recherche et du développement du marché. Cela nous a permis de suivre l'évolution de la demande du public pour pouvoir offrir, au moment opportun, de nouveaux services et améliorer constamment notre travail, selon les suggestions des usagers.

Suivant la politique de prestation de services «rapides, efficaces, sûrs et pratiques» et pour accélérer la distribution du courrier, nous avons établi une norme de délai de distribution et intensifié le contrôle ainsi que le suivi de la réalisation de cette norme. Avec les ressources limitées dont nous disposons, nous avons mis l'accent sur la construction des réseaux postaux de manière à augmenter constamment notre capacité de transport sur l'ensemble de ceux-ci et à accélérer véritablement la distribution du courrier.

Nous attachons de l'importance aux conditions de sécurité de transmission des envois postaux. C'est pourquoi nous avons adopté des mesures préventives et renforcé les activités ordinaires des organismes d'inspection. Des installations de surveillance modernes ont été mises en place dans les secteurs clés, non seulement pour garantir la sécurité des envois et des fonds, mais aussi pour prévenir et réprimer les délits.

Pour assurer une meilleure distribution du courrier, nous avons créé un certain nombre de bureaux de poste supplémentaires offrant une gamme de services complète, un environnement agréable et des prestations hautement efficaces. Des terminaux informatiques ont été installés aux guichets pour améliorer leur efficacité et leur gestion. L'organisation et la gestion de la distribution du courrier ont été améliorées, l'accent ayant été mis sur la distribution des envois dans les grands immeubles des zones urbaines et dans les zones rurales reculées.

Des stages de formation professionnelle ont été organisés pour offrir à la poste des employés plus compétents. Le personnel postal dirigeant a bénéficié d'une formation dispensée d'une manière planifiée dans le centre de formation postal qui s'efforce d'améliorer la compétence, les connaissances techniques et les qualifications des employés dans le domaine de la gestion. Grâce à l'accent que

nous avons mis en particulier sur la qualité du service, notre Administration postale a maintenu son rythme de croissance élevé pendant plusieurs années consécutives, malgré la rude concurrence s'exerçant sur le marché. Par rapport aux chiffres de l'année 1992, le taux de croissance, pour l'année 1993, a été de 20,1% dans le secteur de la poste aux lettres, de 27,6% dans celui des colis postaux, de 124,8% dans celui de l'EMS et de 37,1% en ce qui concerne les recettes du service.

Je suis persuadé que tant que l'on ne ménagera pas les efforts pour renforcer la gestion de la qualité totale et améliorer la qualité du service, le secteur traditionnel que représente la poste retrouvera une nouvelle vigueur et connaîtra de nouveaux succès et réussites dans le domaine de la concurrence.

Déclarations

La FRANCE: Je souhaiterais tout d'abord féliciter M. Nakamura, du Japon, pour la clarté et le contenu de son intervention et vous exposer ensuite brièvement la démarche mise en œuvre par la poste française en matière de qualité.

A l'instar des autres secteurs d'activités, qu'il s'agisse de l'industrie ou du secteur des services, la politique de qualité totale constitue pour nous un axe stratégique majeur. Cette politique a été orientée dans les directions suivantes:

- mieux répondre à la demande des clients;
- améliorer la qualité des services rendus et notre compétitivité;
- mobiliser le personnel de l'entreprise autour de ces objectifs.

Pour mieux répondre à la demande de ses clients, la poste française a procédé à une analyse fixe de leurs besoins, ce qui l'a conduite à segmenter son offre en fonction de la clientèle. Elle a ainsi été amenée à développer des prestations de plus en plus intégrées avec des services personnalisés, générateurs de valeur ajoutée. Sa force de vente a également été organisée sur des bases spécifiques par grandes catégories de clients; gros utilisateurs, petites et moyennes entreprises, particuliers.

Par ailleurs, deux grandes orientations ont été retenues sur la qualité de service:

- 1° améliorer continuellement cette qualité en fonction de la perception qu'en a le client;
- 2° rendre le fonctionnement des services et des organisations plus performant en adaptant les comportements et les méthodes de travail du personnel.

La qualité des prestations, qu'il s'agisse du niveau de satisfaction des clients ou des délais de distribution, est évaluée en externe par des sociétés spécialisées, et c'est ainsi que depuis 1991 la SOFRES, société de sondage, mesure les délais d'acheminement du courrier et procède à leur publication.

Des efforts très importants sont également consacrés à l'amélioration des services après-vente. Les réclamations sont traitées rapidement et leur analyse constitue désormais un moyen indispensable pour améliorer les performances de l'entreprise.

Si la poste a des clients, elle est aussi le client de ses fournisseurs en matériels, équipements et services. Elle a donc engagé une démarche dite d'assurance/qualité avec ses principaux fournisseurs. Procéder à des achats de qualité, c'est,

en effet, garantir l'introduction dans les organisations et les processus de production d'éléments fiables qui contribuent à la qualité de l'ensemble.

Deuxième exigence, mais non^o la moindre dans une entreprise de 300 000 personnes: la mobilisation des ressources humaines. Cela nous a conduit à faire du personnel une force de proposition, dans l'esprit des cercles de qualité auxquels a fait référence M. Nakamura hier. Nous avons ainsi développé l'innovation participative qui permet, chaque année, d'examiner plusieurs milliers de propositions faites par le personnel. Pour prendre un exemple c'est, sur l'une de ces idées, que nous avons pu adapter les véhicules utilisés pour la distribution du courrier.

Le ZIMBABWE: Je félicite M. Nakamura de son brillant exposé au sujet de la qualité totale. L'apparition du concept de qualité totale peut être considérée comme une conséquence du Programme général d'action de Washington. A cet égard, il convient de faire le point de la situation concernant la réalisation de ce Programme, avant d'établir les stratégies et de formuler les recommandations à suivre.

Comme on le constatera, dans les différentes parties du monde, les Administrations postales se trouvent à différents stades de transformation, certaines étant encore des départements gouvernementaux, d'autres déjà des entreprises publiques ou privées. Il est donc crucial de tenir compte des contraintes des différentes organisations, lorsqu'on examine le concept de gestion de la qualité. Nous croyons qu'il est prioritaire d'obtenir l'autonomie de gestion, conformément à l'objectif fixé dans le Programme général d'action de Washington, si l'on veut faire des progrès importants dans le domaine de la qualité totale.

Ce n'est plus un secret pour personne que les pratiques bureaucratiques de la poste ont, à bien des égards, contribué à la torpeur avec laquelle les services postaux ont répondu aux besoins de leurs clients.

Par conséquent, ma délégation souhaiterait insister sur la nécessité de transformer ou de modifier le statut juridique des services postaux, de manière à les rendre plus autonomes et à leur permettre de prendre librement des décisions sur des points importants tels que les conditions de service et sur les questions d'exploitation et de développement, afin qu'ils puissent parvenir à une qualité totale dans un environnement hautement concurrentiel.

La SIERRA LEONE: Je souhaiterais remercier l'animateur du débat pour son excellent exposé sur la qualité totale. L'intérêt de la gestion de la qualité totale réside dans le fait qu'elle prévoit le renforcement des compétences des employés qui sont considérés comme des agents chargés d'améliorer la qualité et de satisfaire les clients. En effet, les services postaux sont fortement axés sur le client, et, dans le cadre des services postaux nationaux, il faudra prendre les mesures appropriées pour que les intérêts de la clientèle soient toujours défendus avec la même ardeur.

Nous assistons actuellement à une vague de privatisations et de déposessions. Dans de nombreux pays en développement, ces privatisations ont été dictées par les recommandations de la Banque mondiale. Dans beaucoup de pays, les programmes de privatisation comprennent les secteurs de services tels que la poste, mais dans bien des cas, les décisions dans ce domaine ne tiennent pas compte de la viabilité des secteurs à privatiser.

Afin que les entreprises postales, en particulier celles des pays en développement, ne soient pas rachetées par des concurrents avides de gain, il serait sou-

haitable que les pays riches et industrialisés faisant partie de l'UPU prennent toutes les mesures nécessaires pour acquérir les parts des entreprises postales faisant l'objet de programmes de privatisation ou de dépossession dans les pays en développement.

Il faudrait également que l'UPU puisse prendre contact avec la Banque mondiale pour savoir quels sont les cas dans lesquels ces programmes de privatisation concernent cet organisme de manière à pouvoir en informer les membres de l'Union intéressés. Une telle action serait nécessaire pour que les organisations postales du monde entier puissent se rassembler, afin d'éviter la disparition du système postal universel sous l'effet des programmes de privatisation qui prévalent dans de nombreux pays.

La TANZANIE (RÉP. UNIE): Nous nous joignons aux autres intervenants pour féliciter les membres des groupes de travail de leur remarquable exposé sur cet important thème. Nous, au sein de l'Administration postale de la Tanzanie (Rép. unie), nous nous efforçons de mettre l'accent sur les trois composantes de base de la qualité du service, à savoir, la rapidité, la fiabilité et la sécurité.

Dans le cadre du plan d'action stratégique de la poste, nous avons créé des unités de stratégie professionnelle, ou centres professionnels, qui permettent d'évaluer les résultats obtenus. Ces centres professionnels offrent les avantages suivants:

- 1° ils sont axés sur la clientèle;
- 2° ils sont axés sur un produit ou un service particulier;
- 3° ils sont axés sur la qualité du service pour un produit de base;
- 4° ils sont axés sur les employés, en ce qui concerne:
 - la productivité,
 - les responsabilités,
 - l'obligation de rendre compte.

A cet égard, la «Tanzania Post Corporation» prend les mesures qui s'imposent pour:

- former et promouvoir le personnel en vue d'améliorer ses compétences professionnelles;
- mettre en place un système de primes de rendement (système de primes d'encouragement fondé sur la productivité);
- améliorer les conditions générales de travail pour motiver le personnel et renforcer son moral.

En ce qui concerne les prestations offertes aux particuliers, la poste tanzanienne s'efforce de mettre en place des installations permettant aux usagers de bénéficier de services adéquats et efficaces, y compris des installations modernes pour les services à valeur ajoutée.

La poste tanzanienne encourage l'accueil personnalisé des usagers, variable selon le type de clientèle et ses besoins, au point qu'elle modifie les procédures d'exploitation pour pouvoir répondre aux exigences de ses clients.

Nous mettons actuellement en place des procédures d'information efficaces visant à répondre rapidement aux demandes de la clientèle: nous faisons aussi régulièrement auprès de nos usagers des enquêtes pour savoir dans quelle

mesure les différents services que nous offrons ont donné satisfaction à notre clientèle.

Notre Administration postale a prévu de créer, au sein des 18 centres, des unités de qualité de service chargées d'étudier toutes les questions liées à la qualité, à la sécurité et aux services à la clientèle. Nous sommes convaincus que si nous garantissons une certaine qualité du service à notre clientèle, nous assurons notre propre avenir sur le marché.

L'ÉGYPTE: Comme c'est la première fois que je demande la parole, je voudrais d'abord vous féliciter et féliciter également le Congrès pour votre élection à la présidence. Je vous remercie et remercie en même temps le Gouvernement, le peuple et l'Administration postale de Corée pour cette magnifique préparation et cette extrême sollicitude dont ont fait l'objet les participants. Je saisis la même occasion pour féliciter la République sud-africaine pour avoir réintégré la famille postale universelle.

J'ai suivi, avec beaucoup d'attention ces deux derniers jours, les exposés de haute tenue qui ont été présentés et les discussions auxquelles ils ont donné lieu, ainsi que les expériences constructives en vue de mettre les Administrations postales sur la bonne voie pour qu'elles puissent faire face aux défis de notre époque.

Je vais donc essayer de choisir quelques points importants pour les éclairer un peu plus:

- L'activité postale dans le monde est confrontée à une vive concurrence qui s'est traduite, effectivement, par la perte de certaines parties de cette activité.
- Une grande part du marché se trouve alors entre les mains des transporteurs privés.
- Une autre part est perdue à cause du transfert des données avec les moyens modernes de communication.
- Enfin, certaines Administrations postales se trouvent concurrencées sur leur propre territoire par d'autres Administrations postales.

Une telle situation a besoin d'une réaction rapide et décisive.

La concurrence obéit généralement au principe de la sélection «La survie appartient à celui qui est le mieux adapté». C'est une équation dont les termes sont «produit nouveau» et «tarif nouveau». Je pense que les tarifs des prestations offertes par la plupart des Administrations postales sont, jusqu'à présent, très inférieurs à ceux des coursiers privés. Ainsi, nos Administrations ont donc effectivement réalisé l'un des deux termes de l'équation, c'est-à-dire le «tarif nouveau».

Il reste donc le deuxième terme, autrement dit, le «produit nouveau». Mais avant d'en parler, je voudrais d'abord éclaircir certaines vérités:

- 1° Chaque Administration dispose d'une vaste infrastructure qu'aucun concurrent n'est en mesure de réaliser pour sa propre activité. Cela est certain.

En effet, toutes les villes et la plupart des villages disposent d'un bureau de poste. Par contre, aucun concurrent n'a dans un pays un tel réseau, à part quelques succursales dans les capitales ou dans certaines villes.

- 2° Pour le courrier interne, les boîtes concédées sont jusqu'à présent, dans la plupart des pays, entre les mains des Administrations postales, sans aucune concurrence véritable.

Souvent, de ces deux vérités découle une troisième, à savoir que les concurrents, pour confirmer leurs frais, doivent utiliser l'immense infrastructure de l'Administration postale, que celle-ci soit au courant ou non.

C'est là où doit se manifester le génie de l'Administration postale pour bien utiliser cet avantage qu'elle a en même temps que l'autre, celui du «tarif nouveau».

En ce qui concerne le «produit nouveau», il y a là aussi quelques vérités que j'aimerais souligner:

- 1° Un service médiocre, dans un pays quelconque, se reflète négativement sur d'autres pays. Si par exemple un usager dans un pays quelconque envoie une lettre urgente en Egypte et que l'Egypte mette du retard pour la distribuer au destinataire, les conséquences en retomberaient sur les rapports entre l'Administration d'origine et son client quant à la responsabilité des dommages éventuels.

Cela veut dire que la communauté postale tout entière doit garantir le niveau de qualité que demandent les clients dans chaque pays.

- 2° La bonne qualité du service nécessite en premier lieu que les possibilités matérielles permettent une certaine manière dans l'action, dans le comportement et dans la détermination qu'il faut susciter parmi les employés qui se sont habitués à accomplir un service public pendant de longues années et ont besoin de changer de poste pour une période qu'il faut espérer assez courte.

La force humaine est le premier support qu'il faut bien préparer pour générer le développement souhaité. Nous avons besoin d'améliorer la qualité du fonctionnaire afin qu'il soit capable et désireux d'améliorer la qualité du service. Le fonctionnaire peut sentir ou ne pas sentir les besoins de la clientèle. C'est lui qui facilite ou ne facilite pas les procédures et les modes opératoires... lui encore qui utilise bien ou mal le temps, la machine, les moyens modernes d'information, les possibilités offertes, etc. Il peut, dans une gestion intelligente, réaliser le slogan qui dit «La poste, ... le meilleur choix».

Pour terminer, je voudrais signaler que la poste de mon pays donne de l'importance à toutes ces considérations et suit avec intérêt toutes les tendances modernes à travers le monde, de manière qu'il serait long d'exposer.

L'UKRAINE: Avant d'aborder le sujet de mon intervention, permettez-moi de me joindre aux félicitations qui ont été exprimées par mes collègues à votre adresse à l'occasion de votre élection en tant que Président du Congrès, et de remercier les postiers de la République de Corée, son Gouvernement et son peuple pour la chaleureuse hospitalité de la part des organisateurs du Congrès.

Afin de ne pas répéter ce qui a déjà été dit et de ne pas trop occuper votre attention, je dirais que l'Administration postale de l'Ukraine approuve l'idée de la réorganisation structurale de l'UPU.

L'Ukraine est membre de l'UPU depuis 1949 et, depuis ce temps-là, prend une part active à ses travaux. Pourtant, le changement du statut de l'Ukraine et la proclamation de son indépendance ont demandé une reconstruction de toute

l'infrastructure de notre pays et, avant tout, dans le domaine des communications.

La situation sociale et économique de l'Ukraine a exigé que son Administration résolve, à court terme, le problème de la création du réseau national des communications.

Aujourd'hui, 52 millions d'habitants de l'Ukraine sont desservis par 17 500 entreprises et bureaux de poste.

Depuis ces deux dernières années, nous exécutons une réorganisation à grande échelle de la structure de notre domaine. Sur la base des expériences acquises par d'autres pays et suivant la recommandation de l'UPU, nous séparons la poste et les télécommunications.

Dans la structure de la poste, une banque postale et des pensions a été créée, la gamme des prestations a été élargie, et aujourd'hui, nous avons commencé à offrir des services bancaires et commerciaux, la poste-express et l'EMS. Nous avons mené plusieurs activités organisationnelles visant à améliorer le service des usagers et à rehausser la qualité du travail de nos employés. Le système actuel de l'évaluation de la qualité est aussi en train d'être amélioré.

Pourtant, le passage de l'Ukraine vers l'économie de marché a fait ressortir plusieurs problèmes sérieux qui entravent la conduite des réformes prévues dans le domaine.

La chute de la production, l'inflation, l'absence d'une base législative suffisante, l'existence d'une stricte réglementation de la politique tarifaire dans le domaine des services postaux offerts par les entreprises postales publiques ont contribué à l'apparition sur le marché des services de substitution (alternatifs) qui offrent, à des tarifs libres, des services postaux plus rentables et exigeant moins de main-d'œuvre. Et les services publics se voient obligés d'offrir des prestations déficitaires, ce qui peut se terminer par la destruction du réseau postal qui n'a pas encore acquis suffisamment de forces.

Je présume qu'une situation analogue se crée aussi bien dans d'autres pays qui font juste les premiers pas dans l'introduction chez eux de l'économie de marché.

Cette situation est loin de pouvoir être comparée à la situation sur le marché des services postaux dans les pays développés.

Dans ces conditions, nous semble-t-il, des recommandations de l'UPU, des consultations des spécialistes, basées sur l'expérience des pays au marché développé des services postaux, seraient un moyen sûr de soutien des efforts déployés par les Administrations postales afin de façonner leurs réseaux faisant face à l'environnement concurrentiel.

L'autre problème qui influe sur la compétitivité de la poste publique réside dans la qualité insuffisante des services postaux que nous offrons. Ceci est lié au fait que le niveau actuel du développement économique de l'Ukraine ne permet pas d'introduire des technologies avancées et des moyens techniques modernes. L'absence d'une base réglementaire adéquate des critères d'évaluation de la qualité se fait sentir également, et en plus de cela, nos ressources humaines se sont montrées professionnellement et psychologiquement inadaptées au travail dans les conditions de la concurrence.

Je crois que des problèmes similaires existent dans d'autres pays; aussi serait-il opportun qu'une solution à ces problèmes soit trouvée dans la réflexion de la stratégie globale de notre Congrès.

L'ESPAGNE: Permettez-moi tout d'abord de féliciter, à mon tour, M. Nakamura de l'exposé très clair et très intéressant qu'il a présenté dans la journée d'hier.

Dans le domaine de la qualité du service, l'une des questions les plus importantes concerne aujourd'hui la qualité totale dont les principes doivent guider nos activités. A cet égard, je vous présenterai brièvement quelques aspects d'une des réalisations récentes de la poste de mon pays, dont pourraient s'inspirer les autres pays.

Il s'agit d'un nouveau service d'admission de réclamations, de plaintes et de suggestions, correspondant bien entendu à ce que l'on pourrait appeler le service après-vente. Cette prestation intervient après une première étape où les services sont offerts et après une seconde phase d'accès aux prestations et d'accueil du client.

Il s'agit d'une activité qui, en dépit de son caractère relativement simple, a eu une influence considérable sur la stratégie de changement du mode de gestion du service en Espagne, en fonction de critères de qualité totale. Le point de départ a été une analyse de la situation du service des réclamations, qui a permis de constater que, bien souvent, le traitement de celles-ci pouvait être source de nouveaux ennuis pour les clients, en raison des longs délais de réponse, de la nécessité de se déplacer jusqu'au bureau de poste, de remplir des formulaires, etc.

C'est pourquoi, en 1993, on a mis en place sur l'ensemble du territoire du pays un nouveau service de plaintes et de réclamations par téléphone. Il s'agit d'un service gratuit offert à tout citoyen souhaitant formuler une quelconque réclamation ou plainte concernant les services postaux et télégraphiques, sans qu'il lui soit nécessaire de se déplacer jusqu'au bureau de poste, ni de remplir un quelconque formulaire ou de payer quoi que ce soit, le client bénéficiant d'une communication téléphonique gratuite. Offrir à l'utilisateur un service pratique, une réponse rapide et une gestion efficace de son problème, tels sont les principes qui ont inspiré la création de ce nouveau service de réclamations.

Ce service fonctionne grâce à un système de connexions informatiques, les plaintes et les réclamations étant reçues par une équipe spécialisée en la matière, qui répond aux appels sans interruption de 9 heures à 21 heures et introduit dans l'ordinateur les données nécessaires à la localisation de l'envoi.

En cas de réclamation, les informations sont transmises à une équipe d'exécution, de suivi et de prise de décisions, qui est composée de spécialistes du trafic postal et dont l'activité est centralisée dans la capitale. A l'aide de moyens informatiques et de télécommunication, cette équipe ratisse le terrain pour vérifier si l'envoi a été effectivement remis au destinataire. Si ce n'est pas le cas, on procède aux formalités d'indemnisation. Dans cette hypothèse, le réclamant reçoit le montant de l'indemnisation à domicile par mandat de poste.

Toutes les anomalies repérées sont signalées au service d'inspection pour qu'il puisse y remédier ultérieurement. Ce système permet de stocker et de traiter toutes les données pour rétablir des statistiques et savoir ce qu'il faut faire en priorité pour améliorer les produits et les caractéristiques les plus importantes des services.

Lorsque l'appel a pour objet une plainte ou une suggestion, l'équipe d'admission des réclamations le transmet au service de marketing qui, après l'avoir étudié, prend contact par écrit avec l'usager ou avec l'équipe chargée de recevoir les appels téléphoniques pour qu'elle fasse parvenir la réponse à l'intéressé par le même moyen.

Nous avons constaté avec satisfaction qu'il a été possible d'atteindre l'objectif prévu dans l'immédiat, à savoir, améliorer le service des réclamations, en offrant une prestation personnalisée et directe qui permet d'éviter au client tout tracas et de résoudre son problème dans un délai très bref ou en l'espace de quelques jours.

SYRIENNE (RÉP. ARABE): La grande question qui se pose à nous est celle de savoir comment faire converger trois centres d'intérêts différents au sein d'un système commercial concurrentiel.

Il est dans l'intérêt de la poste, en tant qu'institution, de poursuivre son activité de fournisseur de prestations postales, particulièrement parce qu'elle est la seule capable de faire parvenir ses services à toute la clientèle, malgré l'éloignement des lieux où celle-ci se trouve et les coûts élevés qui en résultent.

L'intérêt du client est de se voir offrir une prestation aisée, garantie, sûre, rapide et à des prix concurrentiels.

Enfin, l'intérêt des sociétés de coursiers privés concurrentes a comme premier objectif de réaliser des bénéfices.

Jusqu'à présent, nous ne sommes pas parvenus, à l'issue des discussions qui ont eu lieu dans ce domaine, à une solution globale, capable de concrétiser la convergence de ces trois intérêts. Cependant, les études qui ont été présentées nous ont beaucoup servi. Je voudrais, en conséquence, remercier les animateurs et coanimateurs pour les exposés qu'ils ont présentés et qui nous ont été d'une grande utilité, ainsi que pour les opinions formulées durant la discussion, lesquelles ont permis à chaque Administration de tirer profit de ce qui correspondait au mieux à sa réglementation interne.

L'Administration postale syrienne a pris conscience des besoins du marché en matière de concurrence et de ceux de la clientèle pour un service postal meilleur. Nous avons ainsi créé une institution publique autonome du point de vue administratif et financier, de caractère économique et commercial, et sous la tutelle du Ministère des communications.

Nous avons également instauré des prestations postales complémentaires, susceptibles de compenser les pertes que nous avons subies sur le marché de la concurrence. Nous nous efforçons d'introduire des prestations complémentaires futures. Néanmoins, il est nécessaire de signaler que notre service postal est exhorté par le Bureau international, les autres organisations internationales et les organismes nationaux de planification à étendre ses prestations aux régions les plus éloignées, aux petites agglomérations urbaines à coûts élevés, et sans tenir compte de la rentabilité économique.

Par conséquent, il est possible de recourir à des sociétés de coursiers privés afin de garantir l'intérêt du client. Nous pouvons contribuer d'une manière ou d'une autre à supporter une partie de la perte causée par l'extension des services postaux.

A notre avis, la concurrence dont nous traitons ne devrait pas être une concurrence de type agressif, mais plutôt de type coopératif, garantissant un compromis entre les trois centres d'intérêts auxquels nous avons fait allusion ci-dessus.

Le LIBAN: J'aimerais d'abord remercier tous les collègues qui ont traité et discuté les trois sujets et je n'ajouterai rien à ce qu'ils ont dit dans leurs interventions, étant donné qu'ils ont accordé à chaque sujet l'importance qu'il mérite lorsqu'ils l'ont exposé, traité et discuté, et que le temps ne me le permet pas.

Cependant, je dois ajouter ce qui se passe au sein de l'Administration libanaise qui a élaboré un plan stratégique pour remédier à l'intervention des sociétés privées dans le marché postal. L'Administration postale du Liban les a autorisées, depuis 1983, en se contentant de récupérer toutes les recettes financières précédentes qui s'étaient traduites par un lourd déficit dans le revenu extérieur. Ceci n'est que provisoire en attendant une restructuration de l'Administration postale. Car la mutation de la situation actuelle en une entreprise ou une société privée des postes (privatisation) n'est pas une chose facile. Cela demande beaucoup d'efforts et nos contacts avec certaines Administrations postales en sont la meilleure preuve.

Tout ce que désire l'Administration postale libanaise, c'est d'entrer dans le marché postal en conformité avec le programme actuellement en vigueur pour la reconstruction et le développement du Liban, selon les méthodes modernes et de manière sûre, sans hésitation, en tenant compte des éléments humains qui sont qualifiés et capables d'interagir commercialement avec les nouveaux systèmes afin de traiter tous les produits nouveaux avec l'autonomie financière et administrative qui nécessite des changements dans les textes en vigueur.

Il ne fait aucun doute pour moi que nous allons retenir ce qui nous convient de ces discussions qui sont le fruit de l'expérience des Administrations intéressées en la matière et de façon qu'il puisse satisfaire les demandes de la clientèle et les besoins du marché. Nous agissons avec beaucoup d'optimisme et avec confiance.

Le PRÉSIDENT: Les conclusions du sous-thème n° 3 seront présentées avec les conclusions générales de notre Débat. Nous passons immédiatement à l'exposé des animateurs du sous-thème n°4 «Stratégie globale et développement postal». Les animateurs sont M. John Graeme, Directeur général de la poste australienne, et M. Mario Felmer Kilner, Gerente General de la poste chilienne.

Sous-thème n° 4:
«Stratégie globale
et développement
postal»

L'ANIMATEUR: C'est pour moi un grand privilège que de prendre la parole à ce Débat général du XXIIe Congrès de l'UPU. Le point de vue que je vais présenter est celui du Directeur général d'une entreprise postale commerciale qui cherche les moyens par lesquels le secteur où il opère, et l'entreprise même qui appartient à ce secteur, peuvent se développer en fournissant à leur clientèle un meilleur service.

Mon opinion s'est forgée à partir de plus de vingt années d'expérience dans le secteur privé et de près de quatre années, maintenant, dans le secteur postal en Australie. Fort de ce passé, je tenterai aujourd'hui de faire apparaître le caractère urgent des considérations qui entrent dans l'étude de ce sujet important «Stratégie globale et développement postal».

L'environnement postal international se modifie à une allure toujours plus grande:

- la concurrence se renforce;
- le rôle et l'influence sur le marché des entreprises postales traditionnelles se modifient;
- les barrières commerciales internationales se lèvent;
- un certain nombre de pays libéralisent leurs régimes réglementaires pour faire jouer une concurrence plus ouverte.

Si le but de l'instauration de ces conditions est de donner de réels avantages aux usagers du monde entier, les entreprises postales ne peuvent se permettre de faire du sur place mais doivent devenir pleinement concurrentielles dans ce nouvel environnement, en adoptant les meilleures méthodes en usage dans le monde.

Cela signifie qu'elles doivent répondre aux besoins de leurs clients, en concevant et en commercialisant des produits et en agissant de concert pour fournir un service de bout en bout d'excellente qualité.

Cette réunion offre à tous les pays une bonne occasion d'examiner et de débattre ces importantes questions et d'imaginer des stratégies adaptées à cette époque de mutation.

I. La mutation de notre environnement

Depuis 1874, l'UPU sert de catalyseur de la coopération internationale en aidant ses Pays-membres à mettre en place leurs propres systèmes postaux.

Pendant une grande partie de cette période, les Administrations postales ont opéré dans un environnement stable. Cela n'est plus le cas. Le secteur, qui comprend désormais aussi bien les Administrations postales traditionnelles que des coursiers privés, doivent faire face à l'accélération des progrès technologiques, à un moment où les gouvernements revisent l'approche qu'ils ont eue de tout temps à l'égard des services postaux.

Dans le passé, les Administrations postales se voyaient, à juste titre d'ailleurs, essentiellement comme des organisations particulières, de caractère national, parant à des besoins propres à leur pays.

Cela a eu deux conséquences.

Premièrement, les services postaux nationaux se sont développés de façon inégale, et des différences marquées sont apparues dans les normes et l'exécution de la distribution du courrier des différents pays.

Deuxièmement, les questions liées au marché international ont, pour la plupart, été reléguées au dernier rang des priorités d'étude des Administrations postales.

Ce manque d'attention à l'égard du marché postal international et le faible degré de priorité donné à ce trafic ont eu pour résultat que de larges segments de ce marché, en croissance, ont été négligés par les entreprises postales publiques.

Comme on pouvait s'y attendre dans un tel contexte, d'autres acteurs sur ce secteur, en particulier certains des transporteurs de fret express international

de grande envergure, se sont rendu compte de cette lacune et l'ont comblée pour offrir des services répondant à la demande des milieux d'affaires.

Les Administrations postales sont aujourd'hui trop souvent considérées comme incapables de fournir un service de contrôle et de gestion de bout en bout, condition nécessaire pour garantir la fiabilité de la distribution.

Rien de tout cela n'est nouveau pour l'UPU. Cette situation a été analysée en 1989 lorsque le Programme général d'action de Washington a été adopté. Mais j'y fais à nouveau allusion car je suis préoccupé par le fait que le secteur postal dans son ensemble n'a pas réussi à trouver l'approche stratégique nécessaire, propre à engendrer des gains d'efficacité et à atteindre un niveau de service et un degré de satisfaction de la clientèle élevés, dignes d'opérateurs compétitifs.

Entre-temps, le secteur postal traditionnel s'est vu confronté à une autre difficulté, cette fois sous la forme de l'apparition de techniques convergentes.

Nous composons depuis de nombreuses années avec la rivalité que dressent contre nous les moyens électroniques de substitution de la poste tels que le téléphone, le télex et les appareils de télécopie.

Aujourd'hui, le rythme des progrès de l'électronique s'accélère:

- cela fait juste soixante ans que la télévision a été inventée comme un moyen à sens unique «d'information et de divertissement»;
- et dix ans à peine se sont écoulés depuis l'invention des ordinateurs personnels qui a provoqué un raz-de-marée.

Commandées par ordinateurs, reliées par satellite ou par réseau de fibres optiques, la téléphonie, la télévision et l'informatique couvrent le monde entier et les gouvernements luttent pour surmonter les conséquences de l'avènement d'un monde «électroniquement câblé».

Ils réagissent en libéralisant le secteur des télécommunications puis, cela fait, ils tournent leur attention vers celui des services postaux.

Il n'est pas dans mon intention de donner une dimension exagérée à cette évolution. Nous ne vivons pas aujourd'hui la mort du courrier écrit qui nous est annoncée depuis longtemps, pour une raison ou pour une autre.

Mais le secteur postal se voit tenu d'assumer un rôle différent et nous devons tous tenter de définir ce rôle et les services à offrir qu'il suppose. Cette redéfinition et cette nouvelle conception appellent à l'établissement de nouvelles alliances stratégiques et de nouvelles relations commerciales.

Le changement des rôles, associé aux progrès techniques, donne l'occasion à ceux qui veulent occuper un créneau d'offrir des solutions spécifiques et des produits répondant à un besoin précis.

C'est aux entreprises postales de montrer qu'elles sont elles aussi capables de tirer profit des possibilités offertes par les nouvelles techniques.

II. Riposte stratégique

Pour que les entreprises postales s'intègrent parfaitement dans ce nouvel environnement, il leur faut adopter une approche stratégique qui tienne compte de deux grands domaines:

- les services postaux internationaux;
- les effets de la convergence des techniques.

Je sais, de par mon expérience dans le secteur privé, que les Administrations postales traditionnelles accomplissent une tâche difficile et qu'elle le font bien mieux que beaucoup d'entre vous ne l'imaginent. A elles toutes, ces Administrations constituent un ensemble de partenaires uniques, composé d'entreprises dont l'expertise et les réseaux se construisent depuis plus d'un siècle.

Par exemple, les entreprises postales du monde entier sont capables d'assurer un service de distribution à n'importe quelle adresse dans le monde, pour un coût modeste. Personne d'autre n'est capable de faire cela.

Un autre avantage qui leur est propre est la remarquable étendue de leur réseau mondial de bureaux de poste qui comprend près de 600 000 agences au service des clients.

Mais, il faut le reconnaître, dans cet environnement en mutation, d'autres opérateurs peuvent aussi contribuer à l'essor d'un secteur postal plus efficace et plus actif.

Pour commencer d'exploiter pleinement ce potentiel (au profit du secteur), quatre étapes, étroitement imbriquées, sont à suivre.

Premièrement, les entreprises postales et leurs partenaires stratégiques doivent s'employer à œuvrer ensemble pour obtenir et conserver une maîtrise complète de leurs services internationaux, depuis le ramassage des envois jusqu'à leur distribution.

Mais pour réaliser cet objectif, il faut établir des stratégies souples. Cette souplesse, les entreprises postales doivent s'en servir pour utiliser les systèmes d'exploitation des services et de distribution les plus efficaces à leur disposition, soit au sein du système postal traditionnel, soit par des alliances contractuelles avec des entrepreneurs. Bien entendu, les clients réclamant des services complexes souhaitent aujourd'hui bénéficier d'un service de bout en bout et négocier le contrat régissant ce service avec un seul interlocuteur, acceptant d'en assumer l'entière responsabilité et servant d'agent unique de contrôle de l'exécution du service. Cela exige du secteur qu'il mette en place des interfaces et des connexions entre tous les participants, d'une manière qui réponde aux besoins des clients.

Deuxièmement, les entreprises postales doivent centrer davantage leur action sur le marché et ses segments:

- par exemple, les besoins d'un segment particulier du marché peuvent être satisfaits par des produits universellement reconnus;
- la gamme de produits n'a pas besoin d'être large mais doit être adaptée aux principaux aspects de la demande des clients d'affaires (par exemple, l'acheminement de documents et de petits paquets).

Troisièmement, la qualité du service doit être rehaussée par l'adoption de normes de distribution compatibles et l'obtention d'un pourcentage de respect de ces normes uniformément élevé:

- ces normes doivent être à la hauteur de l'attente du marché, ce qui, après tout, n'est pas beaucoup demander!

Quatrièmement, il faut étudier la manière dont ces améliorations techniques doivent être financées.

Systèmes de distribution

Intéressons-nous tout d'abord à l'exécution de services de distribution de bout en bout.

Notre secteur n'est pas le premier à devoir affronter le problème de l'intégration de services de distribution; aussi devons-nous observer comment les autres secteurs agissent, pour trouver des solutions.

Pour réagir aux pressions du marché, les compagnies aériennes ont mis au point des systèmes de réservation informatique de technicité très complexe – Amadeus, Galileo, System One et Gemini, pour n'en nommer que quelques-uns.

Ces systèmes offrent les connexions et la facilité d'accès qui font que les clients savent bien que lorsqu'ils réservent un vol de Sydney à Séoul, ils seront libérés de tout problème, même s'ils choisissent de voyager via Singapour, Delhi, Bangkok, Hong Kong ou Beijing.

Ces systèmes de réservation rassemblent des compagnies aériennes particulières – et concurrentes – et leur permettent de faire, en coopération, des arrangements de voyage complexes, en faisant intervenir plusieurs compagnies aériennes.

Lorsque l'on dit que leurs services sont intégrés, cela veut dire qu'il suffit d'un appel téléphonique pour la réservation, qu'un seul paiement est effectué et qu'un seul billet est établi, quel que soit le nombre d'escales comprises dans le voyage.

Pour le client, c'est comme si son voyage était pris en charge par une seule organisation. Les compagnies aériennes réussissent à avoir en ce qui concerne le service à la clientèle ce sens de la coopération et de la communauté d'esprit, même si elles se font mutuellement concurrence. C'est cette façon de voir que le secteur postal doit encourager.

Les clients qui font appel aux services postaux internationaux tendent à considérer les postes comme des agents d'expédition du courrier plutôt que comme des transporteurs de bout en bout. Il est possible de remédier dans une certaine mesure à cette situation en recourant à des techniques qui permettront aux entreprises postales tant publiques que privées de travailler plus efficacement, les unes avec les autres, dans la fourniture de leurs services. Ce type de lien encouragerait les clients à considérer l'exécution des services postaux comme l'œuvre d'une seule entreprise.

Par exemple, on est en train de mettre au point un système postal international qui permettra d'assurer une coordination mondiale du ramassage, du transport, du dédouanement et de la distribution des envois. Avec le système de suivi et de localisation, ce nouvel outil offrira un degré supplémentaire d'interconnexion et de coopération au sein du secteur postal, qui devrait convaincre les clients que la poste a une maîtrise complète, de bout en bout, du traitement du courrier.

Focalisation sur le marché

Pour ce qui touche aux besoins de la clientèle, les entreprises comme Hertz, Visa, Kodak, Shell, Coca Cola, ou même McDonald's, constituent des modèles sur le plan de la conception de produits reconnaissables dans le monde entier.

Tout comme l'offre de ces sociétés, le menu des services postaux devrait être simple.

Ces produits doivent se caractériser par les critères de qualité et d'uniformité les plus élevés possible.

La simplicité est essentielle. C'est elle qui fait que les clients savent exactement ce qu'ils achètent et que le personnel de la poste sait exactement ce qui est attendu de lui lorsqu'il fournit le service pour lequel les clients paient.

Lorsqu'un client de Kodak commande un film, il sait ce qu'il va recevoir, qu'il passe sa commande à New York, Paris, Tokyo ou Sydney.

Il en va de même chez McDonald's. Un «Big Mac» acheté à Kings Cross à Sydney est le même que celui acheté à Ginza à Tokyo, ou est de qualité comparable.

La confection d'un menu simple de services postaux est le moyen de permettre au personnel de reconnaître le service international acheté par un client et de lui accorder la priorité de traitement attendue par ce client.

EMS: Le service EMS répond bien à ma prescription d'un produit simple, mais la façon dont sa distribution est effectuée est variable; elle est excellente sur certaines destinations et juste médiocre vers d'autres destinations, ce qui nuit à la réalisation de ses pleines potentialités.

Il y a d'autres services simples et traditionnels qui ont un grand potentiel.

Express Post: Australia Post a récemment lancé un produit rapide préaffranchi, dont l'expédition vers des destinations internationales est garantie au jour ouvrable suivant. Comportant un préaffranchissement à un prix correspondant à peu près à la moitié de celui d'offres comparables, ce service connaît une croissance régulière.

Ce produit s'apparente aux autres produits compris dans la gamme des services «express», comme par exemple «Swiftair» du Royal Mail.

Tous les produits postaux sont exposés à la concurrence, dans ce monde où «le temps réel» est le mot d'ordre.

Les clients connaissent très bien la durée des principaux vols aériens et s'attendent à ce que l'exécution des services postaux internationaux s'en rapproche.

Tout comme ils aspirent à ce que les délais d'exécution de ce service se rapprochent du «temps réel», ils souhaitent que leur respect soit constant. Trop souvent cela n'est pas le cas.

Les entreprises postales, comme tout acteur agissant sur un marché concurrentiel, doivent examiner d'un œil critique l'exécution de leur service de distribution par rapport aux promesses qu'elles ont faites et à l'attente des clients, comparer l'exploitation de leur service international avec celle d'autres services et élever leurs résultats à la hauteur des normes établies, universellement.

Certains pays travaillent déjà en commun pour satisfaire les besoins de leurs clients au niveau régional. En Europe, il y a des groupes s'employant à répondre aux besoins particuliers de leur marché. Cette façon de travailler s'introduit aussi dans la région Asie-Pacifique.

Le mois dernier, des membres de l'Union postale de l'Asie et du Pacifique ont reconnu qu'il était urgent de s'adapter à l'évolution des besoins de leurs clients en matière de poste et sont convenus d'établir un bureau commercial régional à Singapour. Ce bureau sera le point de convergence des travaux faits au niveau de la région dans les domaines des études de marché, de la conception de produits postaux et de l'amélioration des services. Bien que cette initiative n'en soit encore qu'au stade de la conception, elle pourrait constituer un modèle intéressant pour d'autres actions de coopération internationale et régionale.

Bref, le secteur postal doit agir rapidement et dans un esprit de coopération pour mettre sur le marché une gamme concise de produits et de services qui soit mondialement reconnaissable et réponde aux besoins spécifiques des clients. Les entreprises postales traditionnelles ont la possibilité de renforcer leur rôle en faisant valoir l'intérêt qu'aurait pour le secteur la constitution d'un réseau postal mondial, servant de véhicule universel pour des produits et des services qui pourraient être préaffranchis pour la commodité des clients.

Autres produits

J'ai fait allusion à la nécessité de définir les fonctions et de concevoir des produits pour s'adapter à l'apparition de techniques tendant à converger.

Je ne doute pas qu'ici une coopération parfaite pourra transformer cette contrainte en chance à saisir. Les entreprises postales peuvent accéder à des marchés en croissance et qui continueront de croître à un rythme beaucoup plus rapide que les produits postaux traditionnels. Beaucoup d'entreprises postales ont déjà commencé à récolter ce qu'elles avaient semé en assurant leur présence sur ces marchés.

Il y a une vaste gamme de produits et de services que le secteur postal peut, en toute logique, offrir, notamment:

- des services de courrier hybride, qui combinent le tri, la transmission et l'impression par des moyens électroniques avec une distribution finale sur un support papier;
- des services financiers et, en particulier, le paiement de factures et la tenue de comptes, qui donnent la possibilité de faire effectuer des transactions soit au guichet, soit par la poste:
 - il sera de plus en plus intéressant pour les clients de confier à un tiers ce type d'opération, surtout lorsque le courrier électronique deviendra plus largement accepté;
- la télévision interactive, grâce en particulier à sa capacité de permettre une grande utilisation de services liés à l'exécution des commandes des clients;
- un service de stockage et de consultation des informations – par exemple l'établissement de fichiers de clients très fiables grâce à la revision permanente des adresses effectuée au moyen des systèmes de correction d'adresses utilisés par la poste.

Sur les deux premiers de ces produits, l'Administration postale australienne a déjà emporté de grands succès.

La mise en fonctionnement de notre service «EDI POST» a pour objectif le traitement de 10% de nos envois en nombre d'ici à 1996. Nous offrons à nos clients d'«EDI POST» une entrée rapide dans le circuit d'acheminement du courrier et un service complet d'encaissement des versements financiers.

Notre service de paiement de factures aux guichets des bureaux de poste traite actuellement 70 millions de transactions par an, dans 2500 points d'accueil. Le paiement de factures et les transactions bancaires entre agences postales représentent aujourd'hui 5% du chiffre d'affaires total d'Australia Post et contribuent pour beaucoup à nos bénéfices nets.

Qualité de service

Passons maintenant à la troisième mesure que le secteur postal doit prendre:

- la prise en compte de la qualité comme un élément essentiel de toutes les activités qu'il entreprend.

Pour commencer, il convient de reconnaître que bien souvent les services postaux internationaux ne sont pas à la hauteur, sur le plan de la qualité, des services intérieurs.

Il faut que le secteur postal cherche à obtenir sans relâche une qualité de service plus grande afin d'accroître son fonds de clientèle des services postaux internationaux. Sans une recherche de la qualité et de la fiabilité, les services postaux ne seront pas considérés comme un moyen de communication tout aussi viable que d'autres procédés techniques nouveaux.

La qualité de service doit devenir une composante essentielle d'une stratégie globale visant à atteindre des niveaux de qualité universellement élevés, conformes aux aspirations de la clientèle.

L'obtention d'une qualité digne d'un chef de file mondial réclame une concentration des efforts et une coopération et, dans beaucoup d'entreprises, elle peut supposer un changement de mentalité aux postes de travail mêmes.

Les Administrations postales doivent avoir pour objectif de veiller à ce que les meilleures méthodes employées dans le monde soient adoptées afin d'assurer la qualité des services internationaux dans tous les pays. La poursuite de cet objectif est essentielle pour la garantie d'un service international continu d'acheminement de messages écrits, répondant aux besoins de la clientèle.

Je pense que les membres de l'UPU et leur Administration doivent œuvrer pour que la norme 9002 de l'ISO (Organisation de normalisation internationale) soit adoptée universellement afin que les clients soient convaincus de l'effort sincère que fait le secteur postal pour utiliser les meilleures méthodes éprouvées dans le monde. Cette mesure doit être complétée dans notre stratégie à long terme par une sensibilisation de tous les employés à l'importance de la qualité.

Un changement de mentalité au poste de travail a été nécessaire au sein d'Australia Post pour que l'attention soit réellement tournée vers les clients et le service à leur fournir et ce changement a pu s'effectuer avec succès par le biais de plusieurs programmes axés sur la qualité.

Coordination et financement

Considérons enfin les coûts. Personne n'ignore que les entreprises postales de certains membres de l'UPU peuvent voir leur action entravée par les coûts qu'elle implique et c'est pourquoi il convient d'imaginer des liens de coopération plus forts pour atteindre à la réalisation d'une vision d'un secteur postal global unifié et compétitif.

Le Japon a généreusement démontré comment il est possible de financer un important projet, le développement du système de suivi et de localisation des envois EMS. Pour sa part, Australia Post est heureuse de contribuer aux efforts de financement du système EDI mondial de l'UPU.

Mais le système postal ne devrait pas dépendre de la disposition d'entreprises postales particulières à assumer de façon continue la responsabilité de projets vitaux. Pour accroître sa force sur le plan international, le secteur postal doit envisager de se placer dans une perspective plus large en ce qui concerne les moyens de financer les activités de développement.

Ma conviction est qu'il importe de mettre au point des mécanismes permettant d'augmenter des financements communs au profit de la recherche et du développement permanents d'activités, mettant l'accent sur l'application des techniques modernes.

Un travail doit aussi être fait sur le plan des structures opérationnelles dans le but d'accélérer universellement l'introduction de nouvelles techniques.

III. Conclusion

Pour conclure, j'aimerais revenir sur les principales propositions que j'ai évoquées. Je pense qu'il y a quatre domaines d'action sur lesquels les entreprises postales devraient porter leur attention afin d'améliorer la stratégie internationale de la poste:

- Premièrement, il convient d'adopter un esprit de coopération afin de garantir l'instauration d'un réseau universel viable, compétitif et efficace. Le rythme du changement s'accélère et de nouvelles forces émergent sur le marché des communications internationales, et pourtant les entreprises postales prennent du retard dans l'application des nouvelles techniques aux services internationaux. Nous devons, en mettant nos efforts en commun, nous doter de la capacité à réagir rapidement et efficacement aux principales mutations du marché.
- Deuxièmement, nous devrions accélérer l'établissement de connexions internationales de bout en bout, en tirant profit des moyens électroniques offerts par le système EDI. Cette action peut constituer le fondement du service sans rupture que les clients réclament aujourd'hui.
- Troisièmement, il faudrait lancer des services choisis en commun et portant le même nom de marque qui répondent à des besoins de la clientèle ressentis dans le monde entier. Les premières tentatives à cet effet devraient consister à donner un coup de fouet à la commercialisation de produits postaux internationaux existants, comme le service EMS, et à faire en sorte que ces services soient exécutés de façon performante vers toutes les destinations.
- Enfin, reconnaître que la qualité de service revêt la plus grande importance pour les clients. Convaincue de cela, la poste doit se fixer un programme dont le but serait l'application de normes de service exigeantes visant à

l'excellence. Ce programme devrait s'accompagner de l'imprégnation dans l'esprit de tous les opérateurs postaux et de leur personnel postal d'une culture axée sur la qualité.

Le degré d'effort et le temps imparti à cette action sont déterminants pour assurer le succès de la poste sur le marché. Le rythme des progrès techniques s'intensifie:

- il n'y a pas de temps pour se reposer sur ses lauriers;
- il n'y a pas de temps pour rester inertes et réduire ainsi les chances du secteur postal de réaliser ses potentialités.

C'est le moment d'entreprendre une action concertée.

Hésiter c'est laisser passer sa chance.

Aujourd'hui, le secteur postal dans sa modernité a la possibilité:

- d'insuffler un nouvel élan aux actions déjà en cours au sein de l'UPU et des institutions postales régionales;
- de donner une nouvelle vigueur à l'application des politiques qui sont essentielles à la croissance commerciale et à la survie de la poste.

C'est le moment d'adopter de nouvelles stratégies ambitieuses pour étayer le développement du secteur postal, à l'aube du XXI^e siècle, au lieu de laisser des forces extérieures dicter la nature de nos services postaux internationaux.

C'est aujourd'hui le moment de prendre la vie à bras-le-corps et de façonner l'avenir de la poste.

La séance est levée à 12 h 45.

Au nom du Congrès:

Le Président,
Young-su Kwon

Le Secrétaire général,
A.C. Botto de Barros

Le Secrétaire du Débat général,
M.N. Harding

Communication de la délégation de l'Allemagne

Projet de l'Union postale universelle visant l'implantation d'applications informatiques traitant des opérations de base d'un bureau d'échange postal; contribution volontaire de l'Allemagne

Dans la période entre le Congrès de Washington et celui de Séoul, les organes permanents de l'Union postale universelle, en coopération étroite avec les entreprises postales des Pays-membres, ont travaillé intensivement à la mise au point d'un système informatique international moderne de communication de données concernant l'exploitation postale. Dans ce contexte, il convient de citer surtout les travaux du Groupe de normalisation des transmissions électroniques (GNTE), intergroupe du CE et du CCEP, ainsi que ceux de l'Unité de développement EDI créée auprès du Bureau international.

L'année passée, la Deutsche Bundespost POSTDIENST a également encouragé ces efforts en mettant gratuitement à la disposition de l'Union postale universelle son «software-system for international airmail dispatch handling». A ce sujet, un accord a été conclu, au cours de la réunion du CCEP du 26 octobre 1993, entre l'Union postale universelle et la Deutsche Bundespost POSTDIENST. Ce logiciel permettra également d'automatiser la comptabilité aérienne.

La Deutsche Bundespost POSTDIENST a décidé de fournir en 1995 à l'Union postale universelle une contribution volontaire de l'ordre d'un million de deutsche marks afin de promouvoir le développement rapide du système informatique de documentation et d'échange de données dans le service postal international.

Pour l'essentiel, ce sera le Bureau international de l'Union postale universelle qui devra orienter l'utilisation et l'affectation des ressources sur la base de principes déterminés.

Ces principes peuvent se résumer comme suit:

Les Administrations intéressées devraient signaler leurs désirs au Bureau international, à condition toutefois qu'il s'agisse d'Administrations ayant besoin d'un développement plus important et n'étant pas en mesure de mobiliser elles-mêmes les fonds indispensables à la réalisation du système informatique. En outre, une capacité de coopération suffisante est requise pour accomplir certaines tâches en rapport avec la réalisation des systèmes informatiques; pour cela, il conviendra de recourir au logiciel mis gratuitement à disposition par la Deutsche Bundespost POSTDIENST.

Il est prévu d'affecter environ 50% des fonds à des projets en faveur d'Administrations d'Europe centrale et d'Europe de l'Est ainsi que des pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI), les fonds restants devant être affectés à des projets réalisés en dehors de cette région.

C'est au Bureau international qu'il incombe de décider de la suite à réserver à une demande et de se mettre d'accord avec la Deutsche Bundespost POSTDIENST. Dès que les grandes lignes auront été arrêtées et qu'on se sera décidé en faveur d'un projet, le Bureau international et la Deutsche Bundespost POSTDIENST décideront d'un commun accord des modalités de paiement des fonds mis à disposition.

Au bout d'une période appropriée, le Bureau international dressera un constat des résultats des projets réalisés et en informera la Deutsche Bundespost POSTDIENST.

Avec la contribution financière précitée, et en coopération étroite avec le Bureau international, la Deutsche Bundespost POSTDIENST espère pouvoir donner une nouvelle impulsion tangible à la construction, à l'échelle mondiale, d'un système EDI pour l'exploitation postale.

Au nom de la délégation de l'Allemagne
(Deutsche Bundespost POSTDIENST)

Septième séance du Congrès

Jeudi 25 août 1994

Présidence de M. Young-su Kwon, Président

La séance est ouverte à 15 h 05.

Sous-thème n° 4:
«Stratégie globale
et développement
postal»

L'ANIMATEUR: Je vais intervenir très rapidement pour compléter l'orateur qui m'a précédé. Je me bornerai à mettre en relief quelques caractéristiques très spécifiques des pays en développement par rapport à l'élaboration d'une stratégie globale pour la poste. Il conviendrait de retenir trois éléments qui me paraissent très importants:

- 1° les caractéristiques très spéciales des pays en développement;
- 2° les responsabilités des principaux protagonistes;
- 3° un certain nombre de critères qui me semblent importants dans le contexte de la coopération technique pour le développement postal, et je pense particulièrement à la coopération technique à l'UPU.

S'agissant des caractéristiques spécifiques du marché postal dans les pays en développement, je voudrais d'abord faire constater ce qui se passe dans les pays développés. Dans ces pays, nous constatons l'existence d'un marché postal mûr et bien établi pour les produits postaux traditionnels et parfois même dépassé par les télécommunications, le courrier électronique, l'EDI et autres progrès technologiques. Dans les pays en développement il en va tout autrement. La remise physique des messages est en plein développement, pour ce qui concerne le courrier commercial, le courrier privé, le courrier de publicité et de marketing. La transmission d'un courrier traditionnel par l'EDI ou par des moyens électroniques ne fait que démarrer. Le courrier accéléré international est très solidement implanté dans ces pays, au contraire de la messagerie nationale. Ce sont là des caractéristiques particulières qui présentent une situation propice à l'innovation.

Quelles sont alors les conditions de base de développement postal dans ce marché réellement porteur? D'abord, il faut l'appui des gouvernements, mais il faut avant tout une volonté de se moderniser clairement exprimée par les autorités postales de chaque pays. Ensuite, il faut un projet stratégique.

Par ailleurs, je parlerai de la coopération technique sous l'angle de la responsabilité de l'UPU. L'amélioration du service postal ne peut s'effectuer sans une véritable coopération internationale. Cette coopération devrait avoir pour objectif de faire que les Administrations postales puissent se développer et que ce développement puisse être quantifié.

Avant de terminer, je voudrais mentionner deux aspects du projet de développement de la poste chilienne:

- 1° à la fin de l'année 1992, la poste chilienne, qui est une entreprise publique a obtenu un rendement du patrimoine de 40%;
- 2° la poste chilienne se situe parmi les entreprises publiques qui obtiennent les meilleurs résultats dans le pays. Une enquête auprès du public a montré qu'elle se situe au 3e rang des entreprises de services. C'est là le résultat d'un projet de modernisation des postes commencé il y a quatre ans. J'ai voulu, en vous en faisant part, montrer comment un plan de modernisation peut se dérouler dans un pays en développement.

(Applaudissements.)

La NORVÈGE: J'aimerais exprimer mon plaisir de voir que l'UPU a inscrit cette très importante question à son ordre du jour et je suis personnellement impressionné par l'excellent exposé fait par M. Graeme John, d'Australia Post, complété par celui du représentant de la poste chilienne, et je soutiens fermement leurs opinions et leurs idées.

Permettez-moi de vous faire part de quelques-unes de nos réflexions au sujet du thème «Stratégie globale et développement postal». Je me contenterai aujourd'hui de donner quelques idées au sujet de la stratégie et du développement qui sont liés au cœur de nos activités, à savoir, les services de la poste aux lettres ou les services de messagerie physique, et les marchés des communications en pleine expansion. Je suis tout à fait d'accord avec M. Graeme John lorsqu'il dit que les postes devraient mettre au point et offrir des services hybrides, dont je dirai quelques mots. Il est vital pour nous d'agir dès aujourd'hui!

Les Administrations postales opèrent dans un environnement en rapide mutation et extrêmement concurrentiel:

- La mission de la poste concerne la communication mais la façon dont elle conduit cette mission évolue avec la technologie.
- En matière de messagerie, les clients ont des exigences plus complexes car ils utilisent en même temps des systèmes physiques et des systèmes électroniques et de plus en plus d'entreprises visent à effectuer des échanges sans support papier. Le marché a besoin de moyens plus concurrentiels et des transports au service du commerce.
- Les postes perdront une part de marché relative et des volumes absolus sur certains marchés postaux au profit des systèmes de messagerie électronique.
- Les postes peuvent augmenter la valeur ajoutée des services qu'elles fournissent aux clients et participer à l'exploitation de nouveaux débouchés.
- Les nouveaux produits électroniques peuvent accroître la consommation et l'efficacité des produits traditionnels (comme par exemple, les services de colis postaux).

Plusieurs délégués ont déjà mentionné le renforcement de la concurrence exercée par d'autres prestataires de services et l'extension des moyens de communication modernes et des techniques d'information. Ce que l'on a appelé les autoroutes électroniques et les différents services de communication constituent des menaces pour les services postaux traditionnels de la poste aux lettres. L'absence de services fondés sur la communication postale représente aussi un risque pour nos services de colis postaux et de messagerie et pour d'autres ser-

vices postaux. Mais, en revanche, il importe de se rendre compte que les techniques de communication et d'utilisation de bases de données représentent aussi de nombreuses possibilités nouvelles pour les postes. Il a été dit que **«La plupart des risques qui se présentent dans la vie sont des chances déguisées!»**.

Il est d'une importance vitale que les postes s'adaptent le plus rapidement possible aux marchés des communications et à ceux des échanges électroniques qui se créent.

Les postes se trouvent dans une **position unique** qui leur donne la possibilité de mettre au point un service de messagerie meilleur et plus compétitif et de concevoir des applications fondées sur les communications et sur les conditions du marché, ajoutant de la valeur aux services classiques de messagerie et d'acheminement postaux – et, partant, d'ajouter de la valeur aux activités qu'elles conduisent au profit de leurs clients. **Les postes ont là une chance commerciale à saisir.** Les Administrations postales devraient avoir l'ambition de devenir des prestataires de services contrôlant également les marchés des communications électroniques.

Pour devenir des prestataires compétitifs de services de messagerie physique et électronique et de services d'acheminement à valeur ajoutée, les postes doivent offrir des services de réseaux de base, des services de messagerie électronique, applications fondées sur les communications et une assistance à la clientèle de grande qualité, etc. Il n'est pas besoin que nous concevions et faisons fonctionner tous ces systèmes nous-mêmes. Par exemple, les services de réseaux de base peuvent être achetés à un des meilleurs fournisseurs de ce type de services sur le marché.

Ainsi que vous le savez, beaucoup portent leur attention sur le développement des échanges de données informatisés (EDI), mais les échanges EDI représentent un marché qui ne rapporte rien. Jusqu'ici, il semble très difficile de faire des profits avec l'EDI. Très peu semblent s'intéresser aux échanges de données sur papier (EDP) que sont les lettres physiques. Beaucoup se préoccupent des menaces que représentent les techniques de communications mais ignorent que les échanges de données sur papier constituent un marché en or et la passerelle, concurrentielle, permet de pénétrer de nouveaux marchés de l'électronique. Les échanges de données sur papier sont encore rentables pour beaucoup de postes et nous avons l'occasion d'élaborer une stratégie globale et des services postaux propres à protéger nos principales activités et à nous permettre de demeurer des prestataires compétitifs de services de la poste aux lettres et de services de messagerie électronique, satisfaisant les besoins de messagerie de plus en plus complexes de nos clients. Nous sommes capables d'envoyer des messages physiques, des lettres, et nous possédons un large fond de clientèle.

Comme vous le savez, 70 à 80% de tous nos échanges de courrier passent par des ordinateurs, aussi les postes ont-elles une chance unique de concevoir de nouveaux systèmes intégrant les services de la poste aux lettres et les services de messagerie électronique. Notre vision de l'avenir devrait comprendre l'offre de systèmes de communication complets et la pénétration des marchés de l'électronique, le plus rapidement possible.

Nous devrions offrir à nos clients une seule filière d'accès à la poste, laquelle prendrait en charge, ramasserait, acheminerait et distribuerait des messages, tant sur un support physique qu'électronique, dans le monde entier. Nous avons encore une fenêtre ouverte sur l'avenir puisque les postes peuvent offrir des services de messagerie intégrés donnant à leurs clients un accès sans restriction

à leur clientèle de base, et, puisqu'elles peuvent assurer une gamme complète d'échanges EDI, même si les destinataires ne possèdent pas de systèmes d'information compatibles avec ceux des expéditeurs.

Comment pénétrer les marchés? **Les postes devraient élaborer une stratégie globale applicable au traitement du courrier électronique suivi d'une distribution physique, ce que l'on connaît sous le nom de service hybride, et commencer d'agir sur ces marchés le plus tôt possible. Ensuite, elles devraient mettre au point des services électroniques de bout en bout, ainsi que d'autres services de réseau électronique (services de réseau à valeur ajoutée):**

- des services hybrides (messages électroniques à distribution physique de lettres et de télécopies);
- un service de courrier purement électronique (d'écran à écran) et l'accès à des bases de données;
- EDI;
- des services d'annuaire électronique;
- des applications fondées sur les communications.

La fourniture de services hybrides à l'échelle du monde entier ajoute de la valeur à nos activités noyaux et les protège, tout en créant en même temps une base concurrentielle pour l'offre de nouveaux services postaux électroniques. En utilisant le courrier électronique et la distribution physique, nous pouvons considérablement augmenter la rapidité et la qualité des échanges et de la distribution à l'échelle mondiale d'envois de la poste aux lettres et de documents.

Agissant aussi bien dans «le monde physique que dans le monde électronique», les postes seront à même de réagir de façon très compétitive aux besoins changeants de ces marchés hautement concurrentiels.

Elles seront en mesure:

- à la fois de voir et de comprendre ce qui se passe dans cet environnement en rapide mutation;
- d'en prévoir les conséquences et de prendre des mesures à l'avance;
- de connaître de nouvelles possibilités d'action et de les placer dans une perspective postale;
- de planifier, d'entreprendre des actions et d'effectuer des mesures dans ce domaine très concurrentiel;
- d'étudier des activités de partenaires commerciaux proches et d'établir des alliances concurrentielles.

Etre sur la bonne voie ne suffit pas! Nous devons aussi courir assez vite pour ne pas être dépassés! (Voir document UPU/alliances.) L'établissement d'alliances stratégiques pertinentes est crucial si l'on veut pénétrer ces marchés hautement concurrentiels (garantir à la fois la ponctualité et la qualité!).

Pourquoi maintenant? Quand le marché décollera-t-il? Prévoir les événements dans le temps est capital. Nous savons que le marché décollera, nous ne savons pas quand, mais nous savons que si nous pénétrons ce marché lorsqu'il décollera, nous serons l'un des perdants! Il faut compter environ trois à

quatre ans pour établir une entreprise durable. Cela prend encore trois ans pour conquérir une position sur le marché. C'est aujourd'hui qu'il faut profiter de la chance qui nous est offerte!

Nous ne sommes pas obligés de commencer à partir de zéro! Nous savons que d'importantes activités sont menées dans plusieurs Administrations postales et au sein de l'UPU. En Europe, plusieurs Administrations postales, dont celles des pays du Nord, ont conçu en commun les solutions auxquelles je fais allusion. **Ce qu'il nous faut, c'est une stratégie globale** qui tire parti des activités en cours et de la position unique de la poste sur le marché, qui ne durera pas très longtemps. Nous devons aussi établir des normes internationales et des spécifications globales concernant nos produits.

Une fois encore, **je félicite l'UPU** d'avoir inscrit cette très importante question à l'ordre du jour. Grâce à sa restructuration, sa nouvelle organisation lui permettra de jouer un rôle plus actif dans l'élaboration de stratégies globales également dans le domaine que j'ai mentionné, et j'espère que l'UPU obtiendra le soutien nécessaire pour mettre au point des stratégies globales qui revêtent une importance cruciale pour la compétitivité des services postaux dans les années qui viennent.

La poste norvégienne est tout à fait disposée à prendre part aux futures discussions qui seront menées au sein de l'UPU également sur le thème de la «Stratégie globale et développement postal».

En conclusion, j'aimerais ajouter qu'à l'instar de beaucoup d'autres pays, la Norvège est très heureuse de souhaiter la bienvenue à l'Afrique du Sud qui rentre dans notre Union.

La GRANDE-BRETAGNE: Le rythme auquel le marché mondial de la distribution et des communications évolue est stupéfiant et ne fera que s'accélérer.

Que s'est-il passé en cinq ans, depuis le Congrès de Washington?

- Le secteur mondial des télécommunications a connu un développement considérable.
- La révolution multimédia est en cours: des changements structurels considérables se produisent dans l'industrie, de nouvelles associations et de nouvelles alliances se forment chaque jour.
- Le secteur des technologies de l'information a considérablement progressé dans les domaines suivants: produits, demande des consommateurs, réduction des coûts réels et technologies convergentes (compagnies de téléphone, compagnies de câblage, loisirs, téléachat, entreprises spécialisées dans la technologie de l'information, etc.).
- Notre marché est devenu beaucoup plus international. Ne vous y trompez pas, l'éventail toujours plus important de produits et de services offerts à nos usagers nous obligera à garder ce marché ouvert. Ce n'est pas l'UPU ou un Pays-membre qui décideront du rythme des changements: ce sont les usagers et le marché.
- La part du marché mondial que nous détenons pour l'acheminement des messages, des paquets et des colis a diminué et continuera à diminuer de plus en plus rapidement si nous ne réagissons pas vraiment. En ce qui concerne le service international, on a constaté que le nombre de télécopies était supérieur au nombre de lettres. Il y a dix ans, la télécopie représentait une part de marché insignifiante. Les mêmes tendances se dessi-

nent sur notre marché national. Mais la télécopie repose sur une technologie ancienne. Ce sont les nouvelles applications des multimédias, les réseaux EDI à faible coût, etc., qui constituent un danger maintenant.

- La qualité de service n'a pas été suffisamment améliorée: cela est dangereux et inacceptable.

Comment faut-il réagir?

- Il faut admettre les faits et chercher à en savoir davantage. L'ignorance ne mène plus à rien, il est même imprudent et dangereux de ne pas vouloir s'informer.
- Il faut absolument aller au-delà des exigences de la clientèle en ce qui concerne la fiabilité du service, la valeur de l'argent et la rapidité de réponse. Il faut remplacer la méthode d'exploitation autocentrée «Nous savons ce que nous faisons, c'est à prendre ou à laisser» par une politique axée sur la clientèle. Nous ne devons pas nous payer de mots. Nous devons y croire et mettre cette idée en pratique!
- Nos gouvernements respectifs doivent créer la structure dont nous avons besoin: une plus grande liberté de commerce, moins de contrôle de la part de l'Etat et moins de restrictions:
 - cette question est au centre des débats à l'heure actuelle au Royaume-Uni;
 - notre gouvernement, qui depuis plus de deux ans s'emploie à définir les grandes orientations de l'avenir, procède actuellement à une consultation officielle de l'opinion. Cette procédure s'achèvera à la fin du mois de septembre.
- Notre gouvernement a une préférence marquée pour la solution suivante:
 - maintenir dans le secteur public les bureaux de poste offrant des prestations aux particuliers tout en donnant à ces agences davantage de possibilités de desservir les clients du secteur privé (services financiers, assurances, voyages, paiements de factures, etc.);
 - privatiser le service de traitement des dépêches comprenant les lettres et les colis en vendant 51% des actions et en gardant les 49% restants pour les contribuables, étant entendu que 10% de l'ensemble de ces actions seront vendus aux employés à des conditions préférentielles.
- Une autre solution consiste à maintenir le service des dépêches dans le secteur public tout en lui octroyant davantage d'autonomie, ou à vendre entièrement ce service.
- Le Conseil d'administration du Post Office a décidé d'appuyer en règle générale les mesures de privatisation ainsi que la solution que préfère le gouvernement. Maintenir le service des dépêches dans le secteur public ne permettrait pas de parvenir à cette liberté de commerce dont dépend notre avenir.
- Nous ne pouvons plus vivre dans l'incertitude, une décision définitive doit être prise.
- L'Administration postale de la Grande-Bretagne ne traverse aucune crise. Depuis dix-huit ans, elle réalise des bénéfices considérables et jouit d'une solide assise financière que jaloussent de nombreuses entreprises privées. Elle est connue au sein de la communauté postale pour la qualité de ses services. L'opinion publique est d'avis qu'aucun changement n'est néces-

saire, mais ce serait commettre la pire des erreurs que de suivre cet avis. Nous devons introduire des changements si nous voulons éviter toute crise.

Quelles autres mesures devons-nous prendre?

- Nous devons moderniser les structures de l'UPU:
 - l'UPU doit être plus tournée vers les échanges commerciaux et vers l'extérieur, elle doit être organisée de manière moins bureaucratique, elle doit réagir plus rapidement et en faisant preuve d'un plus grand réalisme.
- Nous devons former de nouvelles associations et de nouvelles alliances, sur une base plus commerciale, avec:
 - d'autres Administrations postales;
 - des compagnies de téléphone, des entreprises spécialisées dans les techniques de l'information, d'autres distributeurs, des compagnies aériennes, des imprimeries;
 - certains concurrents directs, car, que nous le voulions ou non, ils ne disparaîtront pas de sitôt.
- Nous devons être davantage responsables, accepter le fait que la réglementation soit plus sévère et que la protection offerte par les monopoles diminue.

Conclusion

- C'est avec plaisir que j'ai saisi l'occasion qui m'a été donnée de participer à ce débat et de dire quelques mots sur les changements qui touchent l'Administration postale de mon pays, probablement les plus importants depuis les réformes de Rowland Hill en 1840.
- Le changement est le nouveau mot d'ordre et nous devons vraiment réagir.
- Le Congrès de Séoul marquera un tournant important dans notre histoire. Les cinq prochaines années seront décisives pour nous tous.
- J'ai foi en l'avenir, mais notre réussite dépendra de notre capacité à anticiper les faits, de notre hardiesse, de notre courage, de notre faculté à innover et, surtout, de notre ardeur à anticiper les souhaits de la clientèle et à aller au-delà de ces souhaits.

Le BANGLADESH: Je voudrais d'abord remercier M. John pour son exposé qui a traité le sujet à fond. Nous pensons aussi qu'à l'heure actuelle les communications mondiales sont rapides, voire instantanées. Il faut que les postes changent pour répondre à cette situation qui a évolué. Nous avons entendu plusieurs délégations répéter ce point de vue. Nous souscrivons donc à la nécessité d'une stratégie qui tienne compte de tous les éléments et fasse la synthèse de toute la stratégie que nous voulons mettre en place. Les postes doivent changer, mais nous ne devons pas, non plus, laisser de côté les responsabilités traditionnelles. Le XXI^e siècle est à nos portes, le changement est urgent. Mais hâtons-nous lentement pour poser les fondements de notre survie au siècle prochain.

J'aimerais aborder encore un autre point: c'est le développement de la capacité professionnelle de nos fonctionnaires. Je suis sûr que notre communauté postale peut devenir plus efficace par des plans d'action liés à une stratégie natio-

nale et globale. Notre attention doit porter sur le transfert des technologies des pays développés vers les pays en développement. C'est un aspect important, nous pensons qu'il y a de l'intérêt de l'ensemble de notre communauté.

Pour conclure, je m'associe à tous ceux qui ont souligné que les services postaux sont utiles et qu'il ne faut pas qu'ils fassent de complexe d'infériorité, à condition de répondre aux besoins de clients. C'est une culture bureaucratique, certes, mais nous devons mettre au point des stratégies de modernisation et de gestion améliorées, grâce au développement des ressources humaines. Ainsi, nous pourrons faire face à la concurrence. Ceci pourra se faire uniquement dans un esprit de partenariat et de coopération.

La MONGOLIE: Je suis particulièrement heureux d'avoir l'occasion de prendre la parole au cours de ce Débat général. C'est la partie la plus importante du XXII^e Congrès, car c'est pendant de ce même Débat que des questions essentielles relatives au service postal seront examinées.

Avant toute chose, j'aimerais exprimer toute ma gratitude au Gouvernement coréen pour le chaleureux accueil qu'il nous a réservé et l'efficacité avec laquelle il a organisé ce Congrès.

Je souhaiterais commencer mon exposé en rappelant que la poste joue un rôle important dans le développement économique et dans toutes les activités socio-économiques.

Toutefois, le secteur postal d'un certain nombre de Pays-membres continue à être peu développé pour de nombreuses raisons, telles que la faible priorité accordée à ce secteur, un manque de capitaux d'investissement, de ressources financières, de ressources humaines et de technologie.

La rapidité et l'ampleur des services postaux varient d'un pays à l'autre. Seuls quelques Pays-membres ont des services postaux perfectionnés. Dans la majorité des cas, les Administrations postales se trouvent à différents stades de développement.

La Mongolie est un pays en développement dont les services postaux évoluent lentement.

Bien que notre pays connaisse de nombreuses difficultés, il fait de son mieux pour favoriser la mise en œuvre des politiques de l'Union, dans le respect des recommandations et des résolutions des réunions et des séminaires organisés par l'UPU, et en particulier des dispositions du PGAW. Actuellement, la poste mongole jouit d'une plus grande autonomie que par le passé. Le service postal devrait être dissocié du secteur des télécommunications cette année.

La Mongolie doit avant tout parvenir à suivre les pays qui réalisent des progrès importants dans le développement de leur secteur postal; elle est à la recherche de partenaires qui pourraient l'aider à résoudre ses problèmes de développement du secteur postal.

Nous savons que de nombreux autres Pays-membres sont confrontés à une situation semblable. Nous savons également que chaque membre doit trouver lui-même les moyens qui lui permettront de résoudre ses problèmes tout en tenant compte de ses particularismes. C'est avec un vif intérêt que nous prendrons connaissance du document final de ce Débat, la «Stratégie postale de Séoul», et nous sommes persuadés que les pays en développement attacheront une grande importance à ce document.

En reconnaissant l'utilité du service postal et la nécessité de coopérer dans ce domaine, notre Ministre du développement de l'infrastructure a voulu montrer qu'il prenait une part active aux activités de l'UPU, qu'il mettait en œuvre les dispositions du PGAW et qu'il entendait continuer à soutenir les efforts que nous faisons pour mettre en valeur le secteur postal.

Je saisis cette occasion pour remercier l'UPU d'aider la Mongolie à améliorer son service postal grâce à certains projets et à des séminaires et cours de formation du personnel. La Mongolie est convaincue que l'UPU s'emploiera à améliorer le service postal des pays en développement.

En conclusion, j'aimerais souligner les efforts louables de l'UPU dans le domaine de l'assistance aux Pays-membres les moins avancés.

J'espère que ce Débat permettra aux uns et aux autres d'échanger des données d'expérience et de coopérer pour stimuler le développement postal et les activités de l'UPU.

J'aimerais une fois encore remercier avec gratitude le personnel de l'UPU et le Gouvernement coréen d'avoir organisé ce XXI^e Congrès. Je souhaite que les travaux du Congrès soient couronnés de succès et je vous souhaite à tous bonne chance.

La NOUVELLE-ZÉLANDE: J'adresse toutes mes félicitations à la fois à l'Australie et au Chili pour leur excellent exposé concernant cette partie du débat.

La transformation de la poste néo-zélandaise, laquelle est passée d'une institution bureaucratique, assurant à perte des services de qualité inférieure, il y a quelques années, à une entreprise efficace et très rentable qui offre désormais aux clients un service de haut de gamme à des prix qui sont probablement les moins élevés de ceux pratiqués par les pays formant le groupe de l'OCDE, est, je crois, bien connue.

En Nouvelle-Zélande aujourd'hui, le pourcentage d'exécution d'une distribution ponctuelle dépasse les 99,5%; les tarifs postaux applicables à la poste aux lettres de base sont restés les mêmes depuis 1989. Nous avons même réduit l'année dernière nos tarifs applicables au courrier d'affaires et nous prévoyons de nouvelles diminutions de tarifs. Globalement, nos activités sont en très forte croissance.

Nous n'avons pu obtenir ces résultats que parce que, depuis notre transformation en entreprise en 1987, nous avons constamment centré nos efforts sur la réduction des coûts d'exploitation, ainsi que sur l'amélioration de la qualité du service à la clientèle, deux préoccupations contradictoires dans une certaine mesure.

Nous sommes parvenus à réduire substantiellement les coûts d'exploitation en restructurant nos systèmes de gestion, en modernisant nos installations, nos systèmes et notre équipement, et, en particulier, en mettant en place un système de planification de la production, afin de faire correspondre plus clairement et plus étroitement les heures de travail effectuées à la quantité réelle des volumes à traiter en un temps donné. Tout le courrier en Nouvelle-Zélande est considéré comme du courrier de première classe et le report à plus tard du traitement de dépêches n'est tout simplement pas toléré.

Contrairement à ce qui se passait il y a quelques années, nous ne nous préoccupons plus tellement aujourd'hui de perdre des parts de marché du fait de l'action des concurrents qui sont déjà sur la scène ou qui sont susceptibles d'y entrer. Pourquoi? Parce que nous pouvons raisonnablement estimer que nous sommes en mesure d'être des concurrents sérieux, sur le plan des prix et du service, bien qu'il nous reste encore un bout de chemin à faire. Nous avons en quelque sorte établi nos propres règles du jeu, applicables par tous. La poste néo-zélandaise serait même heureuse de voir disparaître totalement la protection très limitée qu'offre le monopole à la poste, de façon qu'elle puisse se mesurer loyalement et sans esquivage à la concurrence, en visant à fournir un service universel parfait.

Beaucoup a été dit durant ce Débat général au sujet de la concurrence, de la déréglementation et de la privatisation, de la suppression de la protection du monopole, de la nécessité d'améliorer et de moderniser les services postaux afin de rendre la poste réellement compétitive. Et nous avons entendu de la bouche d'un certain nombre de représentants nationaux, qu'il fallait instaurer un cadre réglementaire qui favoriserait la libre concurrence. Nous avons aussi entendu que certains s'inquiétaient de ce que des Administrations se fassent mutuellement concurrence pour s'emparer de débouchés.

Ce que je voudrais démontrer ici, c'est que pour être véritablement compétitif, il faut être disposé à agir de la même façon que la concurrence, en respectant les règles d'une concurrence loyale. En fait, il faut essayer d'être le premier sur le marché.

Au niveau international, nous savons tous que le service assuré dans un grand nombre de pays est loin en arrière, sur les plans de la fiabilité et du respect des normes de service en général. Et cela se constate dans les échanges transfrontières aussi bien des pays en développement que des pays développés. M. Cockburn, de la Grande-Bretagne, vient de faire allusion au fait que le service postal international ne s'est aucunement amélioré depuis le Congrès de Washington. C'est un fait qui nous inquiète tous.

Nous savons aussi que beaucoup d'Administrations, qui sont tenues de faire des bénéfices, ne sont aucunement rentables. Beaucoup ont fait des dépenses d'équipement excessives ou ne maîtrisent tout simplement pas leurs coûts, bien qu'elles puissent fournir un niveau de service adéquat à leurs clients.

Et, comme une délégation l'a mentionné hier, il faut reconnaître qu'à l'échelle mondiale, le système international dépend entièrement de l'efficacité des services postaux intérieurs.

Le meilleur moyen de ne plus devoir nous inquiéter de pertes de trafic ou d'une concurrence entre Administrations pour conquérir des clients consiste pour nous tous tout simplement à centrer nos efforts sur l'élévation de la qualité de notre service et sur la manière d'exécuter nos activités de la façon la plus rentable possible.

Car, en dernière analyse, notre communauté ne survivra que si nous avons tous la détermination et la volonté politique de susciter des changements dans nos opérations, de fournir un service de haut gamme à des prix abordables, de veiller à ce que les nouveaux produits et services soient conçus à la mesure des besoins des clients, de tirer parti des possibilités offertes par les innovations techniques en matière d'envoi de messages et de prendre toute mesure propre à protéger le cœur de nos activités.

Pour ce qui touche aux futures stratégies et actions que nous devons mettre en œuvre pour parvenir à tout cela, nous devons constamment nous poser la question fondamentale suivante: «Les concurrents feraient-ils cela?» Ou, autrement dit: «Si nous étions du côté de la concurrence, que devrions-nous faire ou que ferions-nous?»

Comme M. Rey, de la Suisse, a conclu hier, ce n'est pas de verbiage inutile que nous avons besoin, c'est plutôt d'un changement de mentalité. La créativité, la connaissance du marché et la conscience de l'importance de la diversification lorsque nous introduisons de nouveaux concepts et de nouveaux services pour protéger nos activités clés, sont essentiels à notre survie future.

La CHINE (RÉP. POP.): Je suis heureux de pouvoir aborder ici brièvement la question de la stratégie postale et du développement de la poste en Chine.

Comme vous le savez, le Gouvernement chinois est décidé à mettre en place un système d'économie de marché socialiste. A cette fin, il a pris une série de mesures concrètes pour parachever la transformation historique de l'économie planifiée en une économie de marché, avant l'an 2000.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de la loi chinoise sur la poste, celle-ci est un service d'utilité publique. Par conséquent, la Direction générale des postes a été séparée du Ministère des PTT ayant des fonctions gouvernementales, en mai 1994, et a été transformée en une entreprise indépendante avec une comptabilité distincte.

Grâce aux réformes économiques, à l'ouverture et au rythme de croissance élevé de notre économie nationale, il a été possible de fixer l'objectif à atteindre dans le domaine de la stratégie et du développement de la poste. En d'autres termes, l'Administration postale de la Chine devrait faire face au grand marché, développer de nouveaux secteurs, étendre la prestation des services postaux et surtout constituer, d'ici à l'an 2000, un réseau postal moderne adapté aux exigences de l'économie de marché socialiste. Les principaux éléments de cet objectif sont les suivants:

- 1° la mise en place d'un réseau de transport postal ultra rapide comprenant des avions, des véhicules, des trains et des navires au service de la poste. Ce réseau serait administré par les autorités postales ou par des organismes ayant des accords d'exploitation avec l'Administration postale;
- 2° la constitution d'un système bureautique central permettant d'augmenter la capacité de traitement mécanique ou automatique des principaux bureaux de poste;
- 3° l'établissement d'un système de suivi et de localisation reliant les bureaux chargés du service EMS;
- 4° la mise en place d'un réseau de traitement informatique des transactions financières reliant dix milles bureaux de poste offrant des services financiers;
- 5° installation généralisée dans les agences postales urbaines de terminaux d'exploitation qui constitueront progressivement un réseau.

En dehors de la mise en place des équipements susmentionnés, des réformes seront également entreprises dans les domaines de la mise en valeur des services, de la gestion de l'exploitation, du développement du marché, de la création de bureaux d'exploitation et de vente, du contrôle de la qualité dans un

environnement concurrentiel et de la gestion du travail, de manière que nous puissions répondre aux exigences d'une économie de marché en pleine croissance.

C'est là le principal objectif de notre stratégie de développement postal jusqu'à l'an 2000. Nous souhaitons profiter de l'expérience des autres pays dans le domaine du développement postal et améliorer constamment notre travail pour pouvoir apporter notre propre contribution aux activités de la communauté postale mondiale alors qu'elle-même se prépare à entrer dans les XXI^e siècle et à relever de nouveaux défis.

La CORÉE (RÉP.): Il est difficile de comparer les services postaux de tous les pays du monde. Chaque pays a ses propres services postaux et le degré de centralisation et de décentralisation de ces services varie d'un pays à l'autre. Pour évaluer le degré de développement postal d'un pays, il faut avant tout prendre en compte la qualité et la variété de son service postal. Le rôle et l'importance du service postal dans le développement général d'un pays peuvent aussi avoir une incidence sur l'évaluation du degré de développement postal du pays en question.

Il est vrai qu'on a pu parvenir à un développement extraordinaire du service postal, même lorsque les conditions économiques étaient particulièrement mauvaises et que la concurrence s'intensifiait, en raison de la mise en valeur de différents moyens de communication. Cependant, la survie du service postal dépend aujourd'hui des moyens que nous emploierons pour dépasser la notion traditionnelle de service postal ainsi que de notre capacité à relever les nouveaux défis et à saisir les occasions qui se présenteront.

En ce qui concerne le service postal international, il est devenu urgent, entre autres, de mettre un terme aux inégalités de développement postal que l'on constate d'un pays à l'autre, sans tenir compte des différences constatées dans l'organisation des affaires postales. Dans presque tous les pays en développement, les structures nécessaires au développement postal n'ont pas encore été entièrement mises en place. C'est la raison pour laquelle des mesures énergiques devraient être prises, qui viseraient à changer radicalement les méthodes de gestion et les politiques d'investissement en vue d'accroître la compétitivité, à réorganiser la structure du marché et à améliorer la qualité du service.

Le système de gestion du service postal de chaque pays étant en constante évolution, il convient de définir les modalités et les objectifs de la coopération internationale.

La privatisation et une participation accrue du secteur privé peuvent servir le développement postal mais ils peuvent également représenter une menace sérieuse pour le service postal universel à taux unique et pour l'intérêt général.

I. Stratégie globale

1. Nécessité de mettre en place une stratégie globale

Bien que des efforts continus aient été faits jusqu'ici pour résoudre le problème de l'inégalité du développement postal d'un pays à l'autre, il existe un très grand décalage entre les objectifs du développement et les besoins des pays en développement; en outre, aucune norme commune n'a été adoptée ni mise au point, qui

offrirait un modèle de développement pouvant être utilisé à l'échelle internationale. Il est donc nécessaire de définir une nouvelle stratégie de développement qui comprendrait un objectif précis à atteindre à long et à moyen terme, en vue de parvenir à un développement valable du service postal.

2. Modalités et objectifs du développement

Amélioration du système d'exploitation

Pour pouvoir améliorer la qualité du service postal et satisfaire les besoins de la clientèle grâce à la mise en place de la nouvelle stratégie globale, les pays intéressés doivent adopter un système d'exploitation efficace permettant de mettre l'accent sur l'organisation; pour ce faire, il faut améliorer le système d'exploitation et mettre au point différents services et produits qui permettront d'atteindre un certain niveau de rentabilité.

Par le passé, l'existence d'un monopole d'Etat reposait sur certaines théories telles que le monopole naturel et le service universel, mais ces dernières ont perdu de leur pertinence aujourd'hui, compte tenu de l'évolution de l'activité économique. En d'autres termes, l'existence d'un monopole d'Etat peut s'expliquer, entre autres, par un échec des mécanismes du marché. C'est cet échec qui amènera l'Etat à agir dans l'intérêt général.

Au fur et à mesure que l'économie d'un pays se développe, l'Etat se trouve confronté à ses propres limites d'action et finit par faire preuve d'un manque d'efficacité. C'est pour cette raison que de nombreux pays ont ouvert leur marché postal à la concurrence.

Pour pouvoir rivaliser avec le secteur privé, il est toutefois nécessaire d'opter pour un système de gestion axé sur la clientèle et de définir une stratégie de commercialisation, ainsi que de supprimer toute intervention ou contrôle de l'Etat.

Renforcement de la coopération internationale

Dans le domaine postal, il est nécessaire à la fois de renforcer la coopération traditionnelle et de s'efforcer d'encourager la coopération internationale. C'est grâce à la coopération internationale qu'on pourra mettre en place un système postal compétitif et le développer de manière efficace. Cette coopération permettra d'obtenir de bons résultats à tous les niveaux: amélioration de la gestion, progrès technologique, perfectionnement des techniques de commercialisation, mise au point de produits, extension du champ d'activité, etc.

Redéfinition du service postal

En règle générale, le service postal est considéré par beaucoup comme un service public qui sert le développement social et économique d'un pays. Cependant, le rôle et l'importance du service postal dans l'infrastructure d'un pays est méconnu. S'il est communément admis que le service postal joue, en tant que service public, un rôle important, il n'en reste pas moins que des questions telles que l'indépendance financière, l'efficacité des opérations, la commercialisation, etc., ne suscitent guère d'intérêt. Il est donc nécessaire de proposer une nouvelle définition du service postal, en se fondant pour ce faire sur la politique postale qui aura été arrêtée après l'examen des questions ci-dessus.

3. Stratégie détaillée

Il convient avant tout de créer un système d'information international qui soit efficace. La coopération suppose non seulement un échange d'informations à caractère général, mais aussi l'existence d'un réseau postal lié au service postal. Ce sont surtout les pays développés qui devraient renforcer leur rôle dans le service postal international et l'aide qu'ils offrent aux pays en développement.

Une informatisation et une mécanisation continues sont nécessaires pour améliorer le service postal et l'efficacité de la main-d'œuvre; l'écart qui sépare les pays développés des pays en développement ne pourra être comblé sans progrès techniques et transfert de technologies.

Il est indispensable de mettre au point un système permettant d'utiliser au mieux l'organisation postale actuelle et la main-d'œuvre disponible. Il faut absolument s'efforcer de mettre au point de nouveaux produits, d'accroître l'indépendance de la gestion postale et de la commercialisation, d'élargir le champ d'activité. Il convient également d'examiner avec minutie la possibilité de former des coentreprises ou de coopérer avec le secteur privé ou avec toute autre partie intéressée.

II. La poste coréenne

1. Situation actuelle

La poste coréenne a pour caractéristique essentielle d'offrir à la fois des services postaux, des services financiers postaux et des services bancaires sous le contrôle de l'Etat, l'organisation, le personnel et la comptabilité étant les mêmes dans tous ces services.

Le principal objectif de la poste coréenne était jusqu'ici d'offrir un service universel à l'échelle nationale, qui faisait une large place à l'intérêt général. Dans cette perspective, il a été décidé d'offrir au peuple coréen un service postal à taux unique applicable dans tout le pays. L'accent ayant été mis sur l'intérêt général et la commercialisation laissée de côté, de nombreux problèmes sont apparus. Les frais de port posent le plus grand problème, car ils sont bien inférieurs aux coûts. Le taux moyen de couverture des coûts est d'environ 60% pour le courrier ordinaire national et inférieur à 50% pour les écrits périodiques.

Le système postal coréen se trouvant sous contrôle de l'Etat, on dispose de très peu de liberté en ce qui concerne l'organisation, les questions de personnel, etc.; en outre, l'esprit d'entreprise fait défaut et il n'a pas été possible de s'assurer le concours de gestionnaires de métier pour parvenir à une exploitation efficace.

Compte tenu des difficultés susmentionnées, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi la poste coréenne se trouve dans une situation difficile, d'autant plus difficile qu'elle a accumulé les pertes financières. C'est à cause de ces dernières qu'il est presque impossible de prendre des mesures visant à améliorer les conditions de travail (recrutement, versement de primes, etc.). Les employés sont démoralisés, la qualité du service s'en ressent, les besoins de la clientèle ne sont pas satisfaits et l'image de marque du système postal s'est en règle générale dégradée.

Par définition, le service postal fait appel à une main-d'œuvre abondante; le coût de la main-d'œuvre représente 70% de l'ensemble des coûts. Lorsque le coût de la main-d'œuvre augmente, les coûts postaux augmentent eux aussi. Pour éviter que les coûts postaux ne progressent, il est impératif de procéder à une mécani-

sation et à une automatisation des opérations. Cependant, il faut pour ce faire disposer de fonds qui, dans le cas présent, ne peuvent être obtenus. Il est donc impossible, dans l'état actuel des choses, de mettre véritablement en œuvre ce plan.

2. Modalités et objectifs du développement

Afin d'assurer une certaine indépendance financière au service postal, d'en améliorer la qualité en réduisant le personnel supplémentaire et les coûts, ainsi que de transformer complètement la poste en entreprise en 1997, il est prévu de mettre en œuvre les politiques ci-après. Parmi celles-ci, la plus novatrice est certainement celle qui prévoit la réorganisation du système postal de classification et la transformation en entreprise de la poste:

- 2.1 Vulgarisation de la notion de satisfaction de la clientèle
- 2.2 Redéfinition de la politique d'investissement en vue de reconstruire et de multiplier les bureaux de poste
- 2.3 Construction d'un centre national mécanisé pour le courrier
- 2.4 Aménagement rationnel du système de transport
- 2.5 Amélioration de la politique d'implantation des bureaux de poste
- 2.6 Création d'agences postales
- 2.7 Informatisation des opérations postales
- 2.8 Elargissement des circonscriptions de levée et des circonscriptions postales
- 2.9 Réorganisation du système postal de classification
- 2.10 Calcul du port en fonction des coûts véritables
- 2.11 Transformation en entreprise de la poste coréenne

3. Réorganisation du système postal de classification

Bien que le tri postal eut permis jusqu'ici de distinguer quatre catégories d'envois postaux (selon leur contenu), la clientèle s'est toujours plainte de la lenteur de la distribution et du manque de sécurité. Afin de satisfaire les besoins des clients, il est prévu de réorganiser le système postal de classification à partir du 1er octobre 1994, soit après une période de préparation de deux années; toutes les règles et tous les règlements seront modifiés. Selon ce nouveau système de classification, on opérera une distinction entre les envois prioritaires et les envois non prioritaires.

4. Transformation en entreprise de la poste coréenne

Compte tenu de la situation, on s'est toujours demandé s'il ne serait pas nécessaire de transformer la poste en entreprise et il a été finalement décidé que cette transformation aurait lieu en 1997. Cette décision a été prise pour des raisons aussi bien d'ordre interne que d'ordre externe.

L'étape ultime, qui est plus que souhaitable, est la privatisation de la poste. Cependant, en l'état actuel des choses, il ne fait aucun doute que divers obstacles se dresseront sur le chemin de la privatisation; la transformation en entreprise apparaît donc comme la meilleure solution possible, en attendant de pouvoir procéder à une éventuelle privatisation de la poste.

III. Conclusion

Comme pour toute activité commerciale, il ne sera possible de développer les services postaux dans un environnement en mutation constante que si les interventions et le contrôle de l'Etat ou de tout autre organe officiel sont réduits au minimum. On peut améliorer les services postaux en définissant clairement les tâches officielles et les responsabilités et en renforçant l'autonomie et l'étendue des pouvoirs.

Bien qu'il existe des différences d'un pays à l'autre, l'informatisation et la mécanisation du système postal, ainsi que l'amélioration de l'organisation du réseau postal, sont indispensables pour réduire les coûts engendrés par la main-d'œuvre dans le cas d'opérations postales faisant appel à une main-d'œuvre abondante et pour accroître la productivité. Pour pouvoir faire face aux coursiers privés, il est indispensable que les nouveaux services postaux soient conçus en fonction de critères communs.

Les coursiers privés doivent pouvoir opérer sur le marché postal actuel. Les relations avec eux peuvent être des relations de concurrence ou des relations de coopération mais dans tous les cas, ils doivent avoir accès au marché postal et leurs capacités devraient être utilisées au maximum.

Il est plus que jamais nécessaire que le gouvernement, les organismes de contrôle et les exploitants publics ainsi que les coursiers privés et la clientèle aient une perception commune des problèmes de la poste et coopèrent, dans l'intérêt de tous. Il sera alors possible de développer notablement le service postal.

La HONGRIE (RÉP.): Comme il ressort de l'introduction du plan détaillé de l'exposé du sous-thème «Stratégie globale et développement postal», la poste doit instituer des structures capables de réagir aux défis que lui pose la concurrence. C'est dans ce contexte que je voudrais vous faire part, d'une manière aussi concise que possible, des antécédents et des circonstances de la transformation de la poste hongroise en société anonyme, en faisant mention également des dispositions les plus importantes de notre nouvelle loi sur la poste qui détermine l'environnement juridique des activités postales en Hongrie (Rép.).

Pendant les années de 1988-1989, les tendances, qui pouvaient être décelées déjà plus tôt dans les organismes des postes et des télécommunications des pays de l'Europe occidentale par suite de l'évolution spectaculaire des techniques de télécommunication, ont gagné du terrain aussi dans notre pays. Tant sur le plan professionnel que sur le plan politique, des besoins de plus en plus pressants s'étaient manifestés au sujet de la séparation des services postaux dits «classiques» et ceux de télécommunication. Celle-ci semblait se justifier notamment par les différences entre les caractéristiques techniques, économiques et commerciales du mécanisme de fonctionnement de ces deux branches.

En même temps, des changements fondamentaux avaient eu lieu dans la structure et la compétence des PTT de Hongrie, par le transfert progressif des fonctions administratives et régulatrices au Ministère des transports, des communications et de la construction, actuellement Ministère des transports, des communications et de la gestion des eaux.

Par la séparation de la poste et des télécommunications, les PTT de Hongrie s'étaient transformées, le 1er janvier 1990, en trois entreprises, chacune gérée d'une façon indépendante. Les activités postales avaient été confiées à l'Entre-

prise de la poste hongroise qui fonctionnait sous le contrôle administratif dudit Ministère jusqu'au 31 décembre 1993.

La nouvelle loi sur la poste, entrée en vigueur avec effet au 1er juillet 1993, a ouvert une nouvelle ère au développement de la poste hongroise; notamment par ses nouvelles dispositions concernant les conditions de l'exécution des activités postales, et les droits et obligations respectifs. La nouvelle loi a aboli la grande majorité du monopole postal. Les seules exceptions concernent les timbres-poste (notamment leur émission, mise en circulation et retrait de la circulation), et le service d'échange international des envois postaux.

En même temps, les dispositions de la loi permettent, dans certaines conditions et sur la base de contrats, que les services de base, tels que le dépôt, l'acheminement et la distribution des envois de la poste aux lettres et des mandats-poste soient assurés par des entrepreneurs autres que l'opérateur postal public.

Un nouvel élément introduit par la nouvelle loi permet également à l'opérateur public de recourir à une personne ou à un organisme intermédiaire, qui peut être une agence postale ou un autre mandataire, pour assurer l'exécution de ses tâches.

L'abolition du monopole, et les autres changements que je viens de citer ont entraîné l'accroissement de la concurrence dans le secteur des activités postales et, pour rester un facteur viable sur le marché, l'Entreprise de la poste hongroise a décidé de modifier et de moderniser sa structure et son fonctionnement.

Compte tenu du fait que la législation hongroise a également prévu la transformation de l'Entreprise de la poste hongroise en société économique, et vu la mission et les dimensions du fonctionnement de la poste, la seule solution qui s'est offerte était de devenir société anonyme.

Le fondateur de la Poste hongroise SA, créée le 1er janvier 1994, est le Ministre; c'est lui qui a approuvé l'acte de fondation, qui a nommé les membres de la Direction et de la Commission de contrôle, et qui exerce les droits du propriétaire.

La transformation en société anonyme a permis de détacher certains services et prestations et de les faire fonctionner dans le cadre de sociétés économiques indépendantes. En profitant de cette possibilité, des sociétés à responsabilité limitée ont été créées pour les activités de réparation de véhicules, et des sociétés anonymes ont été organisées pour la vente des journaux.

Toutefois, l'objectif primordial de la Poste hongroise SA reste toujours de conserver toutes les activités rentables, en tenant compte également des contraintes du service public au sujet des services de base qu'elle doit continuer à assurer.

Pour faire face aux exigences de l'environnement économique et législatif extérieur, des études préparatoires sont en cours actuellement, en vue de mettre en place une organisation postale de type commercial. Ceci comprendra la mise en place d'un système de l'intéressement des diverses branches d'activité aux chiffres d'affaires réalisés, leur restructuration divisionnaire et l'instauration du système des responsables de produits. Le premier élément de celui-ci était la création du système de gestion du produit EMS qui sera suivi par autres produits après l'analyse détaillée des diverses branches de service.

Pendant les dernières années, une augmentation dynamique du trafic a pu être enregistrée dans le domaine de pratiquement toutes les prestations et, selon les prévisions, cette tendance continuera aussi dans l'avenir. Parallèlement l'augmentation des volumes, les exigences en matière de qualité augmentent également; nos clients s'attendent à des délais d'acheminement de plus en plus réduits, et à des services de plus en plus fiables dans le domaine de l'acheminement et de la distribution.

En tant qu'opérateur public, la Poste hongroise SA fait tout son possible:

- pour conserver et élargir sa part de marché, en réalisant une stratégie orientée vers le marché;
- pour réaliser des bénéfices dans toutes ses branches de service;
- pour généraliser l'attitude commerciale, orientée vers la clientèle.

Le processus du développement de la structure de la Poste hongroise SA demande beaucoup d'énergie à tous les niveaux. En même temps, il nous faut veiller à ce que les périodes de transition soient aussi réduites que possible, en tenant compte également du fait que même pendant le temps d'optimisation de l'organisation, il faut assurer des prestations de bonne qualité et le développement des services dans de nouvelles conditions de marché pour garantir la viabilité économique de notre société anonyme.

Le PORTUGAL: Nous tenons tout d'abord à remercier l'Australie et le Chili de leurs excellents exposés qui traitaient d'un thème particulièrement important pour l'activité de la poste.

Etant donné que le marché est de plus en plus concurrentiel et que le tissu industriel et commercial devient de plus en plus exigeant, le secteur postal doit envisager la définition de stratégies à moyen et long terme, qui lui permettront de conserver son fonctionnement privilégié sur le marché.

Sans oublier sa vocation de service public et le rôle social extrêmement important qu'elle joue auprès des populations, la poste devra faire évoluer sa gestion dans le sens de celle d'une d'entreprise.

Nous n'avons pas oublié que la rapide évolution des communications sur le plan technique représente une grande menace pour la poste, même si elle permet d'énormes efforts surtout dans les domaines de la commercialisation et du marketing.

La poste du Portugal est, à cet égard, un exemple intéressant: elle a trouvé dans la diversification et la reconversion de ses services une solution assez intéressante qui a conduit à la croissance et au développement de l'activité postale, et permis d'obtenir des résultats très positifs.

C'est surtout dans le domaine de la transmission de documents publicitaires et de nature financière (relevés de compte, factures et récépissés) que nous avons déployé les plus grands efforts, en créant plusieurs types de prestations davantage adaptées aux caractéristiques du marché, toujours plus spécialisé et segmenté.

Nous sommes convaincus que la poste doit suivre cette voie, et mettre l'accent sur les études de marché, afin de pouvoir anticiper les besoins de ses clients.

Nous avons aussi tiré parti de quelques idées novatrices qui nous ont permis de mieux profiter du réseau postal de comptoirs et de distribution. Ainsi, dans les zones les plus encombrées, nous avons trouvé des solutions pour accroître la productivité et la rentabilité des énormes ressources humaines et matérielles dont nous disposons.

Dans ce domaine, nous avons conclu quelques contrats avec des assurances et des banques pour la prestation de services financiers qui présentent un intérêt pour la population en général et pour les entreprises en particulier.

Dans d'autres domaines, notamment celui de la consommation, nous avons testé des solutions intéressantes s'inscrivant dans le cadre d'une stratégie de diversification et de reconversion, qui est recommandée dans l'actuel contexte économique et social. Cette stratégie consiste à créer des services nouveaux et à assouplir le règlement intérieur. Elle permet également d'opter pour une politique de tarification plus commerciale et plus agressive et d'investir dans la formation et le suivi du personnel en contact avec la clientèle.

Nous ne pouvons non plus ignorer les efforts qui sont faits pour rendre les services internationaux plus attrayants. Ceux-ci sont maintenant organisés en fonction de la rapidité de prestation et répartis en plusieurs catégories, selon leur qualité et leur prix.

L'INDONÉSIE: En premier lieu, notre délégation souhaiterait exprimer ses remerciements à l'animateur de la discussion, M. Graeme John, Directeur général d'Australia Post, et au coanimateur de la discussion, M. Felmer Klenner, du Chili, pour le clair exposé qu'ils nous fait de l'approche tendant à élaborer une planification stratégique globale dans un environnement concurrentiel.

Notre Administration est d'avis que l'élaboration d'une stratégie postale globale devrait se fonder à la fois sur l'obligation de fournir un service universel et sur celle de suivre une approche commerciale.

Nous pensons qu'une telle stratégie a des chances de réussir si elle est acceptée par toutes les Administrations et mise en œuvre harmonieusement dans le monde entier.

Pourquoi ce besoin de mise en œuvre à l'échelle mondiale? Simplement parce que le service postal est un service de bout en bout qui réclame la coopération des Administrations postales partenaires. La poste est un réseau d'entreprises postales particulières. Le besoin se fait sentir d'une étroite collaboration entre les Administrations ou entreprises postales, comme l'histoire nous l'a montré, collaboration qui pourrait se réaliser par la constitution du réseau Post*Net et l'utilisation de ses applications EDI, comme celle qui sert au suivi et à la localisation des envois EMS.

La stratégie postale globale à élaborer devrait inclure, entre autres, une coopération ou une association entre Administrations postales, calquée sur le modèle de la constitution du réseau Post*Net. Des Administrations postales de pays développés, dans ce cas précis il s'agissait du Japon, de l'Australie et des Etats-Unis d'Amérique, versent des contributions financières modérées – l'Administration d'Allemagne a, quant à elle, contribué en fournissant un logiciel – et il en résulte la constitution d'un réseau profitant à tous et augmentant la compétitivité des services postaux, en particulier de l'EMS.

L'existence du réseau mondial de télécommunications postales, Post*Net, permettra le développement d'autres services, notamment:

- les services financiers électroniques de l'UPU deviendront plus efficaces, plus rapides et plus compétitifs;
- le courrier international électronique hybride, analogue à celui qui a été mis en place par les Administrations postales européennes, à savoir, e-POST, actuellement employé en France, en Allemagne, en Norvège, au Danemark, en Suède, en Finlande et aux Etats-Unis d'Amérique.

L'Administration postale indonésienne annonce, pour votre information, qu'elle est en train de prévoir la mise en service du courrier électronique hybride intérieur, qui sera, dans un avenir proche, connecté au courrier hybride international. A cet effet, nous aurons besoin d'une norme UPU relative à l'interconnexion entre les différents systèmes.

D'autres liens de coopération ou d'autres associations pourraient aussi être développés dans d'autres domaines, dans le cadre de la stratégie postale globale, comme des activités de marketing au niveau mondial ou régional et l'amélioration de la qualité du service. La mise en œuvre de cette stratégie servira à établir des centres mondiaux ou régionaux gérés par des professionnels et destinés à la supervision du développement aux niveaux mondial ou régional, comme ce qu'il est envisagé de faire dans la région postale Asie-Pacifique. Cette stratégie a aussi été mentionnée par M. Graeme John, animateur de la discussion, et nous sommes sur ce point complètement en accord avec lui.

Enfin, Monsieur le Président, j'espère que les suggestions que nous venons de faire ou notre intervention seront de quelque utilité lorsqu'il s'agira de faire le bilan de ce débat.

Le SÉNÉGAL: Permettez-moi d'insister sur le cas particulier des pays en développement qui ne disposent pas des moyens matériels humains et financiers nécessaires pour l'accomplissement de leurs ambitions en matière de qualité de service et de modernisation de leur réseau.

Ces pays ont plus que jamais besoin de bénéficier au maximum des synergies créées dans les Administrations postales des pays développés.

Il me semble donc, toujours dans le cadre de l'objectif global de développement postal, qu'il soit primordial que la coopération multilatérale au sein de l'UPU ainsi que la coopération bilatérale se renforcent davantage.

En ce qui concerne le Sénégal, nous nous sommes déjà inscrits dans une perspective de planification stratégique avec l'adoption récente d'un plan de développement postal couvrant la période de 1994-1998. Ce plan indique les objectifs visés notamment en matière de qualité de service, les stratégies globales et sectorielles et dégage les moyens nécessaires à la réalisation des programmes annuels d'action.

Cet effort de planification est également accompagné d'une réforme structurelle de l'Office des postes du Sénégal qui sera transformé à partir du 1er janvier 1995 en exploitant public de droit privé, afin de lui conférer la souplesse de gestion qui lui est nécessaire pour mieux faire face à la concurrence.

Le BURKINA FASO: Nous félicitons les animateurs pour les brillants exposés qui nous servent de support de réflexion et d'échanges utiles sur un thème aussi fondamental pour la survie de nos Administrations.

Nous souhaiterions souligner davantage un point qui, bien qu'il ait été évoqué, mériterait, nous semble-t-il, d'être perçu comme une préoccupation constante, à savoir la situation des pays en développement dans l'écriture du Plan stratégique en cours.

Il nous paraît évident que la concurrence s'étend et atteint toutes les Administrations, même celles qui se croyaient protégées par des textes institutionnels qui les mettaient en situation de quasi-monopole.

Il nous paraît évident par ailleurs que, devant l'ampleur du phénomène et les menaces graves qu'il constitue, la plupart des Administrations, notamment celles en développement, semblent comme frappées de paralysie, tant la réaction et les réponses à opposer restent encore faibles, cela du fait soit de leur statut juridique, soit des conditions psychologiques liées au manque de préparation et aux difficultés d'adaptation aux changements très évolutifs, quand elles ne deviennent pas tout simplement impuissantes devant les moyens développés par les concurrents.

Ces pays restent le maillon faible dans la lutte contre ces attaques de toutes sortes.

Aussi, pour y faire face avec le maximum de succès, nous pensons indispensables et vitales la concertation et la solidarité internationales et un appui important à ces pays, car s'il est constaté que la concurrence est contrée avec plus de réussite dans les pays développés, elle trouve dans les pays en développement un terrain propice pour attaquer le service postal international, sapant de ce fait sa cohésion et sa solidité.

Notre stratégie devrait intégrer, pensons-nous, cette préoccupation au risque de réduire les effets des efforts faits actuellement par les pays développés.

Synthèse générale par les animateurs

L'ANIMATEUR du sous-thème n° 1 «Les structures de l'UPU à l'aube du XXI^e siècle»: Je ne voudrais pas répéter le résumé que j'ai déjà fait après la discussion sur le premier sous-thème. Je voudrais simplement prendre note d'un certain nombre de points qui ont été discutés dans le cadre du premier sujet, mais qui ont ensuite été soulevés à nouveau lors des discussions portant sur les autres sous-thèmes.

Tout d'abord, on a longuement parlé de la nature dynamique de l'environnement dans lequel travaille la poste aujourd'hui, de l'impact de la technologie sur le secteur de la communication, de l'impact de la concurrence, de l'intrusion des demandes du marché dans les activités des Administrations postales.

Deuxièmement, étant donné l'impact du marché sur les Administrations postales, il est nécessaire que celles-ci se trouvent un statut juridique et des méthodes de travail qui leur permettront de travailler de façon plus commerciale et autonome, d'améliorer leurs techniques de gestion ainsi que d'avoir l'indépendance de gestion et de finances nécessaires afin de pouvoir réagir face à la demande des clients dans un environnement de plus en plus commercial.

Troisièmement, l'impact du nouvel environnement sur l'UPU a également été souvent relevé. Il semble qu'on appuie très vivement la proposition de réforme de l'UPU telle que présentée par le Conseil exécutif. On insiste aussi sur la nécessité pour l'Union de continuer à suivre et à examiner l'évolution des choses ainsi que l'impact sur elle des technologies et de la concurrence. L'UPU doit pour-

suivre ses efforts de réforme et suivre de près l'évolution des Administrations postales qui deviennent de plus en plus indépendantes, voire qui sont privatisées. Ceci est important pour la capacité que nous avons de travailler ensemble, pour maintenir un réseau global.

L'ANIMATEUR du sous-thème n° 2 «La dualité «service postaux universels» et «approche commerciale»:

1. Maintien ou pas du service public

Tout d'abord, nous constatons une convergence dans l'analyse, à savoir qu'il n'y a pas de contradiction, ou d'antagonisme pour reprendre le terme utilisé par la France, entre le service public et l'approche commerciale. Toutefois, comme l'Inde l'a souligné, il faut trouver un équilibre, une sorte de «donnant donnant» entre les objectifs sociaux et les impératifs commerciaux.

Le maintien du service public est justifié par le fait que seul celui-ci est en mesure d'apporter une réponse réellement satisfaisante à la desserte de l'ensemble d'un territoire en prestations postales de qualité. La question essentielle étant, comme l'ont relevé de nombreux pays, la garantie du financement du service public.

Sinon, lorsque pour encourager la concurrence l'ensemble du marché postal sera totalement ouvert, nous courrons le risque d'avoir, d'une part, des courriers privés bénéficiaires dans les zones urbaines et, d'autre part, des postes confiées dans les zones rurales et largement déficitaires.

Nous sommes tous d'accord pour reconnaître que le mode traditionnel d'organisation de la poste est en crise et qu'il ne permet pas de réagir efficacement face à l'écroulement du marché par les courriers privés. D'un autre côté, l'exemple du Japon démontre que le maintien d'un certain monopole n'est pas incompatible avec l'approche commerciale. Une libéralisation graduelle est donc souhaitée. Cette libéralisation ne doit pas être à sens unique. Il faut définir un cadre permettant aux postes de se battre avec les mêmes armes que les privés, de manière à pouvoir assurer leur prospérité et faire face à leurs obligations sociales. La clé du succès se trouve dans la réalisation du principe «autant de service public que nécessaire, autant de concurrence que possible».

2. Rapports Etat-poste

Il s'agit maintenant de redéfinir le mandat de service public selon les besoins des pays et de délimiter à nouveau le secteur concurrentiel. La définition de ces champs est sans doute évolutive, mais toute augmentation du secteur en concurrence devrait répondre aux critères suivants:

- l'existence d'un marché;
- le fonctionnement d'une réelle concurrence;
- l'amélioration du rapport prix/qualité.

Comme cela a été dit à plusieurs reprises pendant le débat, les postes ont besoin pour faire face aux nouveaux défis d'une autonomie renforcée, notamment en matière de fixation des prix, de capacité financière, de politique du personnel et d'alliances stratégiques.

Pour que les postes puissent poursuivre leurs activités et quel que soit leur statut, il faut que les problèmes financiers suivants soient réglés:

- le financement des prestations d'intérêt général;
- la définition de l'étendue des services réservés «couvrant» les besoins financiers du service public;
- l'octroi d'une base financière solide.

Il ne semble pas possible d'assainir les finances seulement par des mesures de rationalisation, ni souhaitable de le faire par des augmentations tarifaires. Il nous faut dégager de nouvelles sources de recettes. Pour y arriver, les postes doivent disposer d'une liberté d'entrepreneur. Dans l'intérêt de la mission qui leur est assignée, les postes doivent disposer également des moyens nécessaires pour mener à bien les alliances stratégiques nationales et internationales nécessaires à leur pérennité sur un marché en pleine mutation.

3. Structures de gestion

Il faut passer d'une stratégie de l'offre à une stratégie de la demande. En outre, la poste doit devenir un fournisseur de prestations globales afin de mieux répondre aux besoins des clients qui sont toujours plus nombreux à ne vouloir traiter qu'avec un seul prestataire de services. La poste doit investir dans l'innovation. Pour cela, il faut promouvoir la culture d'entreprise. La poste, même la plus automatisée, ne sera pas efficace si son personnel n'est pas motivé. Les hommes et les femmes demeurent la richesse principale de la poste. Il convient d'investir dans la formation.

4. Mise en œuvre des réformes

La poste doit se réinventer dans le cadre de l'Union postale universelle. Il est essentiel que l'UPU adopte rapidement une structure efficace pour pouvoir s'occuper ainsi de sa véritable mission qui est la promotion d'un réseau postal mondial. A l'ère de la globalisation économique, cette tâche est plus actuelle que jamais. L'UPU doit favoriser le développement et l'innovation postale sans oublier, pour autant, de favoriser la collaboration nécessaire pour réduire l'écart de développement entre les postes et ainsi renforcer les maillons les plus faibles du réseau.

L'approche commerciale respectueuse du service public que nous avons esquissée, sans prétendre à l'universalité, devrait permettre d'intégrer le souci de rentabilité et la nécessité de la cohésion sociale.

Comme hier, je termine en disant que le client devrait pouvoir dire à l'avenir: même si j'ai le choix, je choisis la poste.

L'ANIMATEUR du sous-thème n° 3 «Qualité totale dans un environnement concurrentiel»: La discussion sur le sous-thème n° 3 a été centrée sur la qualité des services postaux internationaux et nationaux.

Je ne répéterai pas ce que j'ai dit dans ma communication. Je tenterai simplement de reprendre ici les principaux points exposés par les délégués.

Tous, nous sommes tombés d'accord sur les faits suivants:

- on assiste actuellement sur les scènes internationales et nationales à une transformation rapide de l'environnement qui entoure les services postaux;

- il est impératif d'améliorer la qualité de service pour assurer la survie du service postal exposé à une rude concurrence.

Nul opérateur postal ne survivra s'il ne fournit pas des services de grande qualité. Cela s'applique à tous les prestataires de services postaux, quel que soit leur statut juridique, qu'ils soient régis par le gouvernement, exploités par des sociétés ou par des opérateurs privatisés.

Dans bon nombre de pays, la politique qui consiste «à faire passer le client d'abord» est acceptée et appliquée.

L'idée unanimement défendue est que l'objectif ultime des opérateurs postaux publics devrait être de fournir des services d'un niveau équivalent ou supérieur à celui fourni par les opérateurs privés.

Le mot d'ordre à suivre est «satisfaire les besoins des clients en améliorant la qualité de service».

Les principaux éléments des grands aspects de l'amélioration de la qualité de service peuvent s'énoncer brièvement comme suit:

Premièrement, on peut dire qu'un service est «bon» lorsqu'il répond aux critères suivants:

- une distribution rapide;
- des délais d'acheminement prévisibles;
- une sécurité assurée;
- des prix économiques ou abordables;
- une réaction rapide en cas de défaillances;
- un accès facile;
- une commodité d'utilisation.

Dans cette énumération, une grande qualité de service et des prix raisonnables sont les mots clés.

Deuxièmement, l'étape préalable à suivre en matière d'amélioration de la qualité de service consiste à acquérir une bonne connaissance du marché sous les angles suivants:

- les besoins de la clientèle;
- la satisfaction de la clientèle;
- les résultats obtenus par les concurrents;
- la situation générale du marché.

Troisièmement, nombre de délégués ont fait état de la nécessité urgente de saisir, d'analyser et de prendre en compte le niveau réel de notre qualité de service.

Pour ce faire, il importe d'effectuer une surveillance permanente ou continue et périodique du service, en particulier de la vitesse d'acheminement des envois de bout en bout ou des différents aspects ou segments de notre exploitation du service.

Plusieurs délégués ont annoncé que leur Administration a commencé d'employer des méthodes normalisées de rassemblement et d'évaluation des informations (ISO 4002, etc.).

Il est essentiel, à ce stade, de faire une analyse objective de l'exécution de nos services.

De pair avec ces mesures, il deviendra impératif de faire usage de systèmes d'information de gestion et d'échanges de données internationales par le biais du réseau d'échanges de données informatisés.

Outre ces considérations, quelques délégués ont souligné qu'il convenait d'accorder aux opérateurs postaux publics une autonomie financière et de gestion, afin qu'ils soient plus facilement en mesure d'améliorer rapidement la qualité de service.

Un délégué a fait ressortir la nécessité de mieux utiliser les réseaux nationaux et internationaux étendus, couvrant toutes les parties d'un pays ou du monde.

Quatrièmement, on pourrait énumérer les mesures spécifiques visant à l'amélioration de la qualité du service comme suit:

Beaucoup de pays établissent un plan stratégique ou un plan d'action spécifique. Cette pratique devrait être étendue à d'autres pays, grâce au soutien de l'UPU.

Les techniques de gestion destinées aux entreprises constituent aussi un bon moyen servant ce but.

Des efforts intégrés et harmonisés dans les domaines suivants devraient être faits, dans chaque Administration ou collectivement sous l'égide de l'UPU ou d'une Union restreinte:

- bonne connaissance du marché;
- suivi du trafic postal;
- rationalisation des mouvements du courrier;
- établissement de normes relatives au service postal;
- amélioration du réseau postal national;
- renforcement de la sécurité de la poste en général;
- expansion de produits postaux, etc.

Dans le domaine international, il est impératif de constituer ou de développer un réseau homogène et harmonisé couvrant le monde entier.

Pour toutes ces actions, une participation active ou une ferme direction de l'UPU et des Unions restreintes seront indispensables.

Cinquièmement, les moyens spécifiques servant l'amélioration de la qualité de service peuvent se résumer comme suit:

- amélioration et extension des installations et des équipements postaux existants;
- rationalisation de la gestion;

- application des techniques d'échanges de données informatisés (EDI);
- développement des ressources humaines.

Sixièmement, le développement des ressources humaines ou leur mobilisation peuvent être favorisés par les moyens suivants:

- formation dans des centres internationaux, régionaux ou nationaux, et octroi de bourses;
- formation au poste de travail;
- éventuellement, à plus long terme, formation au moyen d'un système de télé-enseignement.

Un autre concept à l'efficacité éprouvée est celui de «la gestion de la qualité totale».

Par l'application de ce type de gestion, le dévouement des employés aux activités de l'entreprise se trouvera grandement renforcé.

Quelques délégués ont suggéré l'introduction de mesures incitatives ou de motivation du personnel, telles que les systèmes de récompenses ou le paiement de primes aux employés ou aux bureaux de poste ayant obtenu de très bons résultats.

Septièmement, il conviendrait d'étudier la possibilité d'appliquer le concept de qualité totale aux services postaux internationaux.

L'UPU pourrait aider les pays en développement à intégrer les méthodes de gestion axées sur la qualité totale dans leur réseau national. Cela pourrait se réaliser par le biais d'un projet de coopération technique.

Il est possible de maintenir le réseau international unifié en étendant et en rehaussant la qualité de service. A cet égard, il sera nécessaire d'établir des normes de service à l'usage du service postal international. Ici aussi, l'UPU devrait être l'instigatrice d'actions très fermes.

L'ANIMATEUR du sous-thème n° 4 «Stratégie globale et développement postal»: Nous admettons tous ce que le secteur postal se trouve plongé dans un monde en changement:

- changements de structure;
- changements dans le monde des communications;
- changement des besoins de la clientèle.

Nous ne pouvons nous permettre d'ignorer ces changements, mais nous devons au contraire les prendre tous en compte et nous en servir pour stimuler le changement du secteur postal tout entier. Nous devons considérer l'évolution du marché comme une chance à saisir plutôt que comme une menace.

Le plan stratégique de Séoul doit nous servir de schéma directeur pour la réalisation de ces changements dans les cinq prochaines années à venir, et pour préparer l'avènement du XXI^e siècle.

Les gouvernements devront prendre en charge les actions décidées à la suite de nos délibérations à ce Congrès et veiller à établir un cadre dans lequel le secteur postal pourra être mieux à même de satisfaire les besoins de la clientèle.

Cela signifie qu'au moment où nous restructurons notre Union, la plus grande autonomie qui est accordée aux prestataires publics des services postaux doit s'accompagner d'une responsabilité correspondante à l'égard aussi bien des actionnaires que des clients.

Les entreprises postales aussi doivent être prêtes à accepter les changements:

- en améliorant et en contrôlant la qualité du service – nos services doivent être fiables et assurés selon des normes facilement compréhensibles;
- en corrigeant les défaillances qui se produisent dans l'exécution des services;
- en cherchant la possibilité de fournir des services internationaux sans rupture et portant le même nom de marque.

Ce type de changement exige des entreprises postales qu'elles prennent des mesures pour former leur personnel et mettre en place une culture d'entreprise adaptée au nouvel environnement.

M. Felmer, le délégué du Chili qui anime cette discussion avec moi, a évoqué la coopération technique et la nécessité d'exécuter et d'évaluer en collaboration des projets internationaux. Il importe de partager les expériences – c'est grâce à ces expériences que le secteur pourra aller de l'avant, compte tenu des différences qui existent entre les pays en développement et les pays développés.

La Norvège est tombée d'accord sur la nécessité de fournir des services hybrides dans le but d'ouvrir de nouveaux marchés et d'accroître les sources de revenus. L'avantage concurrentiel d'un réseau postal unique a été mentionné et la fourniture nécessaire de services hybrides est proposée dans notre future stratégie.

La Grande-Bretagne a fait ressortir les changements extraordinaires qui se sont produits dans le secteur des communications et a évoqué la nécessité d'agir rapidement pour réformer notre exploitation et corriger nos résultats qui sont loin d'être acceptables. Nous devons changer pour éviter la crise – nous devons saisir l'occasion d'avancer au lieu de continuer de prendre du retard.

Le Bangladesh a déclaré qu'il était urgent de procéder à des changements et que les transferts de technologie entre pays développés et pays en développement sont essentiels pour satisfaire à la demande d'un réseau mondial et répondre efficacement aux besoins des clients.

La Mongolie a aussi parlé du besoin de s'informer les uns les autres des expériences vécues et d'échanger des connaissances afin de contribuer au développement des services postaux. A cet égard, le rôle de l'UPU est reconnu par tous.

La Nouvelle-Zélande a indiqué qu'elle ne craint en aucune manière un environnement plus concurrentiel. Elle croit qu'un service rentable et de grande qualité sera la clé des succès futurs du secteur postal.

La Chine (Rép. pop.) nous a fait part de ses actions en faveur du développement du secteur postal et prend actuellement des mesures importantes pour s'adapter aux besoins de la nouvelle économie de marché. Elle s'est embarquée pour un passionnant voyage qui mène au progrès.

La Corée (Rép.) est tombée d'accord sur la nécessité de constituer un réseau international de données et d'échanger des idées et des expériences afin de faire avancer le secteur postal.

La Hongrie (Rép.) a expliqué comment elle procédait au changement nécessaires et faisait face aux besoins croissants de la clientèle. La nouvelle structure postale exige de nouvelles énergies et un processus de transition bien géré.

Le Portugal a évoqué le besoin de créer de nouveaux services dans des créneaux spécialisés du marché, notamment les services financiers et les services pour le compte de tiers.

L'Indonésie croit dans la nécessité d'une application mondiale de la Stratégie de Séoul. L'introduction de services financiers et de services hybrides, coordonnée par l'UPU, est envisagée.

Le Sénégal exprime le besoin des postes des pays en développement de recevoir des conseils et une coopération. Elle fait état de progrès excellents en matière de planification stratégique et signale l'application future de plans de privatisation.

Enfin, comme l'a déclaré la Grande-Bretagne, «le changement est là pour rester». Ne le craignons pas, accueillons-le avec plaisir et, ensemble, améliorons nos services existants et exploitons les possibilités qui s'offrent à nous de services mondiaux nouveaux, et sans rupture.

Je vous suggère ici de vous référer aux quatre conclusions clés du document de l'Australie, concernant les moyens d'atteindre cet objectif:

- adopter une approche faisant appel à une coopération accrue;
- accélérer l'établissement de liaisons de bout en bout;
- adopter la méthode consistant à donner un nom de marque commun aux services;
- accorder la prééminence à la qualité de service et à l'adoption des meilleures méthodes employées dans le monde.

Conclusions et
clôture par
le Président du
Congrès

Mesdames et Messieurs les délégués,
Mesdames et Messieurs les observateurs,
Mesdames et Messieurs les invités,
Mesdames et Messieurs,

J'essaierai d'être aussi bref que possible – après tout, n'est-ce pas ce que j'ai exigé de vous tous pendant ce débat? Je crains toutefois de ne pas pouvoir m'en tenir aux cinq minutes réglementaires: c'est ce qui s'appelle le privilège du Président. Je vous remercie tous d'avoir pris la peine de faire des observations brèves et pertinentes. Mais devant le nombre record de Pays-membres qui ont pris part à toutes nos discussions, notre programme de cet après-midi a dû être considérablement modifié. Toutefois, je ne pense pas que ces changements de dernière minute nous posent de véritables problèmes. J'ai été très heureux de constater que vous participiez tous très activement à ce débat, et j'ai trouvé cela plus qu'encourageant.

Je suis convaincu qu'il valait mieux que je renonce à strictement respecter l'emploi du temps initialement prévu, afin de vous laisser davantage de temps pour exprimer votre avis sur des sujets importants.

J'avais l'intention de vous présenter, de manière assez détaillée, un premier projet de la *Stratégie postale de Séoul (SPS)*. Compte tenu des délais impartis, je me contenterai de vous décrire dans les grandes lignes la SPS. Mais avant de

commencer, je souhaiterais vous expliquer brièvement le rapport qui existe entre la SPS et le Plan stratégique de l'UPU figurant dans le Congrès – Doc 74. J'ai cependant demandé au Secrétariat de vous faire parvenir à tous le texte intégral du projet SPS dès que possible. Vous pourrez ainsi examiner le projet SPS plus attentivement, vérifier que les nombreux points d'action et propositions remarquables, soumis au cours des débats, ont été pris en compte et proposer des amendements et des adjonctions par l'entremise du Secrétariat. L'équipe chargée du Débat général et moi-même pourront alors élaborer la version définitive du Congrès – Doc 87, qui sera soumise à la plénière lors de l'une de nos sessions finales.

Je vais commencer par examiner le rapport qui existe entre la SPS et le Plan stratégique. En effet, certains d'entre vous se demandent peut-être pourquoi nous nous proposons d'adopter une Stratégie postale de Séoul alors que nous avons déjà un Plan stratégique de l'UPU.

Permettez-moi de dissiper les craintes que vous avez en ce qui concerne le chevauchement ou la répétition des tâches. La SPS doit avant tout être le relais de l'avenir pour les Pays-membres de l'Union, leurs gouvernements et leurs Administrations postales ainsi que pour les Unions restreintes, qui coordonnent les actions visant à promouvoir les activités régionales.

Le Plan stratégique de l'UPU (qui sera présenté dans le Congrès – Doc 74) porte uniquement sur les programmes, les projets et les activités à venir des organes de l'Union, c'est-à-dire du Conseil d'administration, du Conseil d'exploitation postale et du Bureau international.

Bien entendu, la SPS et le Plan stratégique sont complémentaires à de très nombreux égards. Le Plan stratégique a trait, dans une large mesure, à des programmes élaborés pour aider les Pays-membres à atteindre les objectifs de la SPS et à réaliser les actions prévues dans la SPS. Nous espérons qu'il servira de base à un système de budget-programme qui permettra aux organes de l'Union de mettre effectivement en œuvre ces programmes stratégiques.

J'espère que mes explications vous ont permis de mieux faire la distinction entre la SPS et le Plan stratégique de l'UPU, réservés aux organes de l'Union, et de comprendre les rapports étroits qui lient ces deux projets dont dépend notre avenir à tous.

Stratégie postale de Séoul

J'en viens maintenant à la SPS. Ainsi que je l'ai dit dans mon discours d'ouverture, j'entends que cette stratégie ait pour fondement le Programme général d'action de Washington (PGAW). Le Directeur général a dit du PGAW qu'il était le premier plan stratégique de l'UPU. Il constitue donc une excellente base pour nos travaux. Nous ne devons pas non plus oublier que lorsqu'ils ont examiné le rapport final sur la mise en œuvre du PGAW, le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales avaient tous les deux indiqué avec fermeté que tous les objectifs et toutes les actions du plan encore d'actualité devraient être maintenus dans les futurs plans stratégiques à l'UPU et à ses Pays-membres.

Ainsi que je l'ai dit lors de mon discours d'ouverture, c'est à nous qu'il incombe de construire notre avenir sur ces fondations, de les mettre en valeur et les consolider, et de nous assurer que nous tenons compte des changements qu'a subis notre environnement depuis le Congrès de Washington. Nous devons aussi penser à l'avenir et essayer de prévoir la façon dont notre environnement évoluera au cours des cinq prochaines années, de déceler les tendances d'import-

tance pour nous et notre marché, et d'être prêts à modifier notre stratégie en fonction de l'évolution de la situation. Comme l'a dit M. Cockburn dans son exposé sur le dernier sous-thème «le changement sera définitif». Ça, c'est sûr au moins.

Je vous ai dit que vous recevriez bientôt un premier projet détaillé de la SPS pour que vous l'examiniez. Je me contenterai donc cet après-midi de vous donner un aperçu de la forme que, selon les membres de l'équipe du Débat général et moi-même, la SPS prendra.

Nous répartirons nos objectifs et nos actions entre les quatre grands groupes, ou catégories, ci-après:

- A. Besoins de la clientèle et stratégies commerciales
- B. Qualité de service et amélioration de l'exploitation
- C. Autonomie de gestion et développement postal
- D. Ressources humaines

Sous ces rubriques, nous avons regroupé les objectifs généraux suivants:

A. Besoins de la clientèle et stratégies commerciales

- A1 Assurer une meilleure connaissance du marché dans ses différentes composantes.
- A2 Elaborer et appliquer, sur la base des études de marché, des stratégies commerciales axées sur le client et qui soient fondées, en ce qui concerne les clients principaux, sur une relation de partenariat.
- A3 Adopter une politique de services et de tarifs adaptés aux besoins de la clientèle et qui tienne compte de la situation du marché.
- A4 Adapter l'organisation structurelle et fonctionnelle aux exigences du marché: restructuration, réorganisation et amélioration du fonctionnement des services en vue de renforcer la capacité de l'entreprise à mieux servir les clients.
- A5 Mettre en œuvre des programmes de relations commerciales avec les clientèles fondés sur les meilleures pratiques existantes.

B. Qualité de service et amélioration de l'exploitation

- B1 Améliorer la qualité des produits et des services grâce à l'adoption d'un système intégré de gestion de la qualité totale.
- B2 Adopter une politique et des normes en matière de sécurité à tous les stades de l'activité postale.
- B3 Accélérer le dédouanement des envois.
- B4 Recourir aux nouvelles technologies (télématique et EDI, notamment) visant à assurer l'interconnexion et la performance du réseau postal international.

C. Autonomie de gestion et développement postal

C1 Obtenir une autonomie de gestion administrative et financière nécessaire à la poste pour asseoir une gestion de type commercial et faire efficacement face à la concurrence.

C2 Procéder à l'assouplissement et à l'adaptation du monopole et de la réglementation nationale.

C3 Elaborer et mettre en œuvre des stratégies communes au niveau régional.

C4 Collaborer au sein de l'UPU aux différentes activités de développement postal dans le domaine de la coopération technique en vue d'accroître les performances et la compétitivité du réseau postal mondial.

D. Ressources humaines

D1 Mettre l'accent sur le développement des ressources humaines.

D2 Adapter la formation en tenant compte, notamment, de la fonction commerciale de la poste et des nouvelles techniques de gestion.

D3 Adopter une approche de gestion qui valorise le travail d'équipe.

D4 Renforcer l'engagement des employés vis-à-vis de l'entreprise en adoptant une politique de communication interne conséquente.

Nous avons mis au point toute une série d'actions devant permettre d'atteindre ces objectifs. Ces dernières figurent dans le projet de document que vous recevrez.

Je compte sur vous pour étoffer ce projet, pour nous proposer de nouveaux objectifs présentant un caractère stratégique pour les Pays-membres et pour nous proposer des actions qui nous aideront à atteindre ces objectifs. Manifestez votre intérêt, faites preuve d'imagination et tirez parti de votre expérience.

Je tiens à vous remercier tous de l'excellente contribution que vous avez apportée à ce Débat général. J'ai été particulièrement heureux de constater que mes mises en garde contre toute attitude partielle étaient inutiles.

Je pense que pendant tout le débat, les intervenants se sont montrés particulièrement solidaires, qu'ils ont cherché à comprendre les problèmes et les difficultés des autres et qu'ils aspiraient vraiment à coopérer pour mieux servir nos clients.

En ma qualité de Président du Congrès, je forme le vœu que cet esprit de coopération et de compréhension à l'égard des autres règne aussi lorsque nous examinerons les questions épineuses qui sont inscrites à l'ordre du jour des Commissions et de la plénière.

Je souhaiterais également remercier, en votre nom, tous les membres de l'équipe du Débat général, c'est-à-dire les animateurs et les membres du Secrétariat du Bureau international pour avoir organisé et conduit le débat avec autant de talent et fait preuve d'un dévouement infatigable.

J'aimerais aussi, en votre nom, remercier les interprètes de leur patience et de leur excellent travail.

En ma qualité de Président du Débat général, je souhaite vous renouveler mes remerciements pour vos contributions à ce Débat général. J'ai confiance dans l'avenir, car je sais que vous continuerez à nous aider à élaborer une Stratégie postale de Séoul dont nous serons tous, à juste titre, fiers et qui nous aidera, à plus d'un égard, à atteindre nos objectifs communs, à savoir offrir un éventail de services postaux internationaux – et nationaux – satisfaisant en tous points les besoins de notre clientèle. C'est seulement ainsi que nous pourrons assurer notre avenir, à l'aube du XXI^e siècle.

Mesdames et Messieurs les délégués,
Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie et je déclare le Débat général clos.

La séance est levée à 17 h 40.

Au nom du Congrès:	Le Président, Young-su Kwon	Le Secrétaire général, A.C. Botto de Barros
--------------------	--------------------------------	--

Le Secrétaire du Débat général,
M.N. Harding

Huitième séance du Congrès

Vendredi 2 septembre 1994

Présidence de M. Young-su Kwon, Président

La séance est ouverte à 9 h 30.

Communications

Le DOYEN: En ma qualité de Doyen du Congrès, je voudrais remercier, au nom de tous les participants, plusieurs délégations pour les réceptions qu'elles ont organisées à notre intention ces derniers jours. Pour commencer, je remercie la délégation du Canada pour l'accueil bien cordial lors d'un déjeuner. La soirée allemande était une réussite, même si les dieux de la météo n'étaient pas avec nous. Mes remerciements vont aussi à la délégation japonaise pour l'accueil remarquable lors de la réception à l'Hôtel Intercontinental où nous avons pu admirer un jardin artificiel japonais extraordinaire. Mes remerciements vont également à la délégation de l'Inde qui nous a donné l'occasion d'admirer les fleurs de lotus et d'écouter de la musique indienne «Shehnai» lors de sa réception. Je remercie en outre la France pour sa réception à l'Hôtel Intercontinental qui s'est déroulée dans une ambiance tout à fait française. Mes remerciements vont aussi à la Chine (Rép. pop.) pour sa réception à l'Hôtel Lotte World où nous étions très nombreux, ce qui témoigne du vif intérêt que les délégués portent à l'hôte pressenti du prochain Congrès. Il m'incombe aussi de remercier tous nos hôtes de plusieurs invitations à déjeuner. Mes remerciements s'adressent enfin au pays hôte de ce Congrès pour les excursions au Parc olympique, au Village folklorique coréen et au Parc des sciences de l'EXPO, organisées à l'intention des délégués. Ces excursions nous ont permis de mieux comprendre la culture coréenne et le peuple coréen. Nous avons eu l'occasion d'entendre la musique millénaire jouée sur les instruments d'époque et d'apprécier la danse qui fait partie intégrante de cette culture.

Le PRÉSIDENT: Le XXII^e Congrès est déjà à mi-parcours et il est extrêmement réjouissant de constater que, pendant la semaine écoulée, il y régnait un esprit de coopération et de compromis, ce qui nous a permis de résoudre un nombre important de questions cruciales. Pourtant, les Commissions 3 et 4 accusent un certain retard dans leurs travaux par rapport au calendrier. C'est pourquoi la Commission 3 tiendra une séance supplémentaire cet après-midi à la place de la deuxième moitié de la séance plénière. En outre, la séance de la Commission 4, prévue pour le lundi 5 septembre 1994, commencera à 8 h 30 au lieu de 9 h 30.

Rapport verbal
de la Commission 1
(Vérification des
pouvoirs)

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 1: En ma qualité de Président de la Commission de vérification des pouvoirs (Commission 1), je vous informe que la Commission a tenu deux séances et elle a à présent terminé ses travaux. Elle a établi un projet de rapport auquel est annexée une liste des délégations habilitées à voter ou à signer les Actes. Cette liste sera présentée à la séance plénière du 6 septembre 1994. Pour l'heure, la situation concernant la délégation des pouvoirs se présente comme suit pour les 157 Pays-membres de l'UPU représentés au Congrès:

- 148 délégations ont les pouvoirs de voter;
- 9 pays n'ont pas encore présenté leurs pouvoirs; ces pays ont déjà été contactés par le Secrétariat pour qu'ils puissent régulariser leur situation;
- il y a six procurations.

Selon l'article 3, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès, les délégations qui n'auront pas déposé leurs pouvoirs ne seront plus autorisées à voter à partir du moment où le Congrès aura approuvé le dernier rapport de la Commission 1. C'est pourquoi je prie instamment les pays concernés de bien vouloir présenter leurs pouvoirs avant le matin du 6 septembre, faute de quoi ils n'auront plus le droit de voter.

Ordre du jour

L'ordre du jour (Congrès – Doc 4/Rev 1) est adopté.

Congrès – Doc 4/
Rev 1

Approbation des
procès-verbaux des
séances plénières

Le PRÉSIDENT: Conformément à l'article 23, paragraphe 4, du Règlement intérieur des Congrès, les délégations disposent d'un délai de vingt-quatre heures à partir du moment où l'épreuve du procès-verbal a été distribué pour l'examen des procès-verbaux pour présenter leurs observations. C'est pourquoi l'examen des PV 1, 2 et 3 est reporté au mardi 6 septembre 1994.

Rapport sur l'en-
semble de l'activité
du Conseil exécutif
1989-1994

Le PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF: C'est pour moi un plaisir que de présenter à ce Congrès le rapport sur les travaux exécutés par le Conseil exécutif de 1989 à 1994.

Congrès – Doc 16

Vous avez tous devant vous le Congrès – Doc 16, qui contient une description détaillée des activités et des réalisations du Conseil exécutif au cours des cinq dernières années. Comme vous avez pu le constater à la lecture de ce document, le travail de ce CE a couvert une gamme de questions inhabituellement large.

Il n'est pas dans mon intention de reprendre ce rapport point par point ni d'entrer dans le détail du travail du CE en abordant les questions techniques.

Dans le résumé que je vais en faire, j'attirerai plutôt votre attention sur les grandes questions qui sont ressorties du travail du CE et qui sont devenues des priorités que notre Union doit traiter d'urgence.

A la première session du CE, en 1990, nous avons établi notre programme en adoptant un plan d'action en cinq points. Il s'agissait, premièrement, d'améliorer la qualité du service, deuxièmement, d'étendre les activités postales, troisièmement, de promouvoir la coopération internationale, quatrièmement, de renforcer l'efficacité de l'UPU et, cinquièmement, d'accroître les ressources affectées aux activités de l'UPU.

Ces quatre dernières années, nous avons considérablement avancé dans l'exécution de ce plan. Mais, au fil du temps, *le plan lui-même a changé*. L'évolution si rapide de notre environnement et les pressions, attachées à l'apparition de nouvelles techniques, au renforcement de la compétence et à la privatisation, qui continuent de peser lourd sur nos épaules, nous ont poussés à revoir nos priorités. Par nécessité et à dessein, nous avons fait du CE un organe plus *souple*.

Voyons quels sont ces domaines prioritaires et jusqu'où nous avons avancé dans le traitement de chacun.

Tout d'abord, la restructuration de l'Union. Le travail du CE sur la réforme de l'UPU – officiellement connu sous le titre attribué au Groupe de travail GT 3/3 «Gestion du travail de l'Union» – est peut-être le meilleur exemple démontrant la nouvelle capacité d'adaptation de notre CE. Notre travail de restructuration a commencé dans le cadre relativement étroit de l'étude sur les méthodes de travail du Bureau international. Il a rapidement pris de l'ampleur en devenant un réexamen complet des buts, de la structure et des méthodes de travail de *tous* les organes de l'Union. C'est là une tâche ambitieuse et le travail accompli jusqu'ici est loin d'être définitif. Nous aurons au sein de la Commission 3 du présent Congrès l'occasion de discuter des propositions du CE émanant du Groupe de travail GT 3/3. Ainsi que vous le savez, ces propositions tendent essentiellement à la création de deux nouveaux Conseils – le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale – qui remplaceraient le CE et le CCEP. Les responsabilités de ces nouveaux organes seraient repensées de manière qu'elles reflètent le nouvel environnement dans lequel nous opérons. Selon la teneur de ces propositions, le Congrès se concentrerait sur l'établissement des politiques générales de l'Union tandis que la structure du Bureau international serait réorganisée de manière qu'elle corresponde aux fonctions des nouveaux Conseils.

Les propositions du CE relatives à la restructuration comprennent aussi l'utilisation de systèmes de planification stratégique et de budgétisation par programme pour l'établissement des buts de l'Union et des priorités budgétaires.

L'autre grande préoccupation prioritaire vise à l'extension de l'emploi des échanges de données informatisés, ou EDI, dans le traitement du courrier international. Nos réalisations impressionnantes dans ce domaine sont principalement dues au Groupe normatif des transmissions électroniques. Depuis sa formation, le GNTE a changé d'orientation. Initialement destiné à homologuer des normes de codes à barres, il est venu à entreprendre *une vaste gamme d'activités EDI*. C'est pourquoi, nous avons désormais à disposition des procédures rationnelles d'adoption de normes applicables aux codes à barres et aux messages, nous avons fait le recensement des besoins des utilisateurs de réseaux postaux, établi des interfaces avec des partenaires extérieurs, compagnies aériennes et douanes, et mis en place une Unité de développement EDI au Bureau international. Cette Unité est chargée de mettre au point et de gérer le réseau EDI de l'UPU, Post*Net. Post*Net est appelé à croître rapidement dans les prochaines années et je prédis que la plupart des Administrations seront connectées à ce réseau avant le prochain Congrès.

La coopération technique a été l'une des principales priorités du CE au cours des cinq dernières années. Depuis le Congrès de Washington, nous avons élargi des programmes de coopération technique et leur avons donné une optique plus commerciale et des caractéristiques plus proches de celles d'une entreprise. Mais nous avons été au-delà de notre approche traditionnelle de la coopération technique en consacrant nos efforts *au développement postal*. Par l'intermédiaire du Groupe d'action pour le développement postal, nous avons incité les gouvernements à inclure le secteur postal dans leurs plans de développement national et les grands investisseurs, comme la Banque mondiale, ont commencé de financer la transformation d'Administrations postales en sociétés commerciales.

Dans tous nos projets de coopération technique, nous avons été aidés par les Conseillers régionaux. Ces chargés de mission, dont les postes ont été créés par le Congrès de Washington, ont apporté les activités de coopération technique de l'UPU plus au cœur des régions et ont prouvé leur valeur en obtenant un financement supplémentaire en faveur de projets d'assistance technique.

Nous avons des raisons de penser que notre approche de la coopération technique produit déjà des résultats utiles.

Tout comme notre travail sur la restructuration, l'EDI et le développement postal, le vent du changement soufflant sur l'environnement postal nous a poussés à prendre des mesures audacieuses pour défendre les intérêts des Administrations membres de l'UPU vis-à-vis du secteur privé. Répondant aux souhaits de nos propres gouvernements, nous avons ouvert un dialogue avec nos homologues du secteur privé en formant le Comité de contact Opérateurs privés/UPU. Depuis 1992, ce comité s'est réuni quatre fois et nous avons déjà trouvé un terrain d'entente avec les coursiers privés dans les domaines de la sécurité et du dédouanement.

La création d'un joint-venture réunissant cinq de nos Pays-membres et un de nos grands concurrents multinationaux a aussi dressé devant nous de nouveaux obstacles à surmonter.

Notre première mesure pour faire face à ce rude défi a été de réunir le CE en session extraordinaire, la première de ce genre dans l'histoire de l'UPU. Là, nous avons reconnu à ces Administrations le *droit* d'offrir des services express à leurs clients de la manière qu'elles jugent la plus appropriée. Celles ne faisant pas partie de ce joint-venture ont trouvé d'autres fournisseurs de services de distribution express dans les cinq pays concernés, au moyen d'un appel d'offres collectif. Mais, ce qui est le plus important, c'est que nous avons surmonté cette difficulté en l'abordant de front et avons trouvé des solutions viables qui, nous semble-t-il, préserveront la solidarité de notre Union à laquelle nous sommes si attachés et, également, le réseau EMS.

La sécurité postale a aussi reçu une attention prioritaire au sein de ce CE, à travers le Groupe d'action pour la sécurité postale. Nous avons mis au point un matériel pédagogique modèle, destiné à des cours de formation régionaux en matière de sécurité, nous avons produit une série de publications techniques sur la sécurité et établi des contacts étroits avec d'autres institutions internationales liées à la sécurité.

Et, à l'instar des précédents Congrès, nous avons entrepris une étude approfondie de la question complexe des frais terminaux et du problème qui s'y rattache, le repostage. Aborder les frais terminaux n'est jamais une tâche facile pour

l'UPU mais nous pouvons assurer que les propositions du CE sur ces questions sont le fruit de nos tentatives les plus réfléchies pour arriver à une solution équitable et commercialement justifiée.

Dans le domaine des finances, nous avons pris l'initiative de créer le Fonds volontaire de l'UPU, qui a permis au présent CE de gérer les finances de l'UPU d'une manière responsable sur le plan fiscal tout en découvrant encore de nouveaux moyens de financer des projets postaux d'une importance cruciale.

Ce CE pourrait aussi citer les réalisations intéressant plusieurs autres domaines. Parmi elles, il convient de mentionner notre étude sur la poste et l'environnement, l'élimination de certaines publications de l'UPU dépassées, l'approbation de nouvelles éditions informatisées de la Liste des objets interdits et de la Liste internationale des bureaux de poste, la promotion du service de correspondance commerciale-réponse internationale, le soutien de programmes philatéliques, la rationalisation des formules de l'UPU, la négociation avec l'IATA d'un taux de transport aérien moins élevé et une série de décisions visant à améliorer les formalités de dédouanement des envois postaux. Sur le plan politique, nous avons aussi créé les conditions pour la réadmission de la République d'Afrique du Sud dans notre Union, à ce Congrès. Je pourrais poursuivre ainsi l'énumération de nos réalisations, mais je m'arrêterai ici.

A l'intention des Pays-membres qui n'ont pas eu la chance de participer aux sessions du CE, je voudrais mettre l'accent sur le fait que les réalisations du CE résultent d'un effort collectif d'un grand nombre d'individus, dont le travail reflète la prise en compte des intérêts de *tous* les Pays-membres de l'UPU. Permettez-moi par conséquent d'exprimer ma très sincère reconnaissance envers les membres du CE, et en particulier envers les Présidents et Vice-Présidents des dix Commissions du CE et des divers Groupes de travail. J'aimerais aussi remercier le Directeur général, M. Botto de Barros, et ses collègues du personnel du Bureau international pour le travail qu'ils ont inlassablement effectué au cours des cinq dernières années. Je suis aussi très reconnaissant envers le Président du CCEP, M. Boris Boutenko, pour sa coopération jamais démentie avec le CE. Je n'insisterai jamais assez sur la valeur des contributions de ces personnes au travail du CE.

Quelle serait maintenant la meilleure manière de résumer ce que nous avons appris et ce que nous avons accompli depuis le Congrès de Washington?

Auparavant, un CE pouvait fixer des priorités en sachant qu'elles ne subiraient aucune modification au cours des cinq années suivantes. Mais les temps ont changé. En quelques années à peine, les pressions du marché se sont renforcées si rapidement que nous avons été obligés de devenir plus adaptables qu'aucun CE précédent.

La leçon la plus importante que nous ayons apprise est que le changement *lui-même* est la seule constante du monde postal d'aujourd'hui. Mais nous avons aussi appris que nous sommes capables de nous adapter et d'être plus efficaces. Et nous avons appris non seulement comment nous adapter au changement, mais aussi que nous pouvons – et en réalité que nous devons – *maîtriser* le changement.

Nous savons bien qu'il existe des différences de niveaux de développement entre les 189 Pays-membres de notre Union. Mais nous avons aussi appris que nous pouvons créer un CE énergique et adaptable, apte à servir les intérêts de *tous* les Pays-membres, en dépit de ces différences.

Comment le travail du CE devrait-il donc être conduit après le présent Congrès? Quelles suggestions ferions-nous au nouveau Conseil d'administration qui sera dirigé par le très compétent M. Kwon?

Eh bien, nous inviterions vivement le Conseil d'administration à bâtir son action sur le travail que nous avons commencé et à fixer des buts souples dans quelques domaines prioritaires. Nous savons quelles sont aujourd'hui nos priorités mais nous savons aussi qu'elles évolueront et changeront inévitablement avant notre prochain Congrès.

Enfin, nous inciterions vivement le Conseil d'administration à exploiter *toutes* les ressources de l'Union, celles du Conseil d'exploitation postale, du Bureau international et des Pays-membres eux-mêmes. Nous devons tous œuvrer ensemble afin de rendre nos services postaux compétitifs sur le marché actuel. Nous devons poursuivre et développer les efforts que nous avons commencés si nous voulons surmonter les difficultés qui nous attendent. Au sein du CE, nous avons fait de notre mieux pour donner à l'UPU plus de force et de souplesse et contribuer à rendre ses membres plus à même d'être des concurrents sérieux sur le marché des communications d'aujourd'hui.

Le BANGLADESH: Je félicite M. Leavey, Président du Conseil exécutif, ainsi que tous les membres de ce Conseil, pour l'excellent travail qu'ils ont effectué au cours de ces cinq dernières années. Pendant cette période, nous avons dû faire face à la concurrence des coursiers privés et à l'évolution technologique. Mais des mesures ont été prises pour rendre notre Union plus efficace. Le fait que le Congrès vient d'arriver à un consensus sur un sujet aussi important que les frais terminaux est un très bon signe. En outre, l'EDI a connu un succès remarquable. J'espère bien que les travaux du CE se poursuivront dans le même sens à l'avenir.

Le PRÉSIDENT exprime toute sa gratitude à M. Leavey d'avoir dirigé et mené à bien les travaux du CE durant les cinq dernières années.

Le Congrès – Doc 16 est adopté.

Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales
1989–1994

Congrès – Doc 17

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES: En ma qualité de Président du Conseil consultatif des études postales élu par le Congrès de Washington, j'ai l'honneur et le plaisir de vous présenter, conformément à l'article 105, paragraphe 3, du Règlement général, le Rapport sur l'ensemble de l'activité de cet organe durant la période 1989–1994.

Comme il est mentionné dans la partie introductive du Rapport, il reflète les activités du CCEP pendant la période quinquennale écoulée, qui ont été effectuées pour accomplir les tâches qui ont été confiées à cet organe par le Congrès de Washington.

Le chapitre A du Rapport contient le bref aperçu historique du CCEP, les étapes les plus importantes de son évolution et de l'adaptation pour les besoins de la communauté postale mondiale au fil des Congrès.

Le chapitre B, qui est le plus vaste dans le Rapport, reflète les résultats principaux des activités du CCEP pendant la période quinquennale de 1989 à 1994.

La section I contient la liste des 35 Pays-membres du CCEP, élus à cet organe au Congrès de Washington. A sa réunion constitutive pendant le Congrès de

Washington, le CCEP a élu l'URSS à sa présidence et le Canada à sa vice-présidence. La Fédération de Russie, successeur de l'URSS, en tant que membre de l'UPU, est le Président du CCEP depuis fin 1992.

En même temps, pendant sa séance constitutive, le CCEP a décidé de créer sept Commissions et a désigné sept pays pour en assurer la présidence, à savoir:

- Commission 1: «La poste et ses marchés» – Président: Australie
- Commission 2: «Développement des services rapides» – Président: Danemark
- Commission 3: «Exploitation et qualité du service» – Président: Belgique
- Commission 4: «Modernisation» – Président: France
- Commission 5: «Gestion» – Président: Egypte
- Commission 6: «Ressources humaines» – Président: Kenya
- Commission 7: «Développement postal et Programme général d'action de Washington» – Président: Inde

Le Président du CCEP, son Vice-Président et les Présidents des sept Commissions forment le Comité directeur du CCEP. Les fonctions du secrétariat du CCEP sont assurées par le Bureau international. Le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international exercent respectivement les fonctions de Secrétaire général et Secrétaire général adjoint du CCEP.

Les brèves informations concernant les sessions annuelles du CCEP, au siège de l'Union à Berne, sont données à la section IV et les statistiques font l'objet des annexes 1a, 1b et 1c au Rapport.

Les Pays-membres de l'Union ont été régulièrement informés du déroulement des travaux du CCEP par les publications suivantes: «Compte rendu analytique», «Résolutions et décisions du CCEP» et «Documents du CCEP», qui leur ont été transmis après chaque session.

Par sa résolution C 19, le Congrès de Washington a approuvé le programme de travail du CCEP pour la période 1989–1994, en laissant au CCEP la possibilité d'apporter les changements nécessaires dans ce programme compte tenu de la situation, des problèmes et des besoins des Administrations postales.

Thématiquement, le programme de travail du CCEP pour la période 1989–1994 se présente comme suit:

- 1° L'exécution, dans le cadre des sept Commissions du CCEP, des 20 études principales, auxquelles a été ajoutée l'étude urgente «La poste et l'environnement», menée d'après la décision du CCEP 1992.
- 2° Les travaux menés par trois Intergroupes CE/CCEP:
 - Groupe normatif des transmissions électroniques (GNTE);
 - Groupe d'action pour la sécurité postale (GASP);
 - Groupe d'action pour le développement postal (GADP).
- 3° Poursuite des travaux de trois Comités de contact:
 - Editeurs/UPU;
 - ISO/UPU;
 - UIT-T/CCEP.

4° Travaux des Groupes de travail permanents:

- GT 722 «Courrier électronique»;
- Groupe mixte ISO/UPU « Adressage»;
- GT A 19 «Vocabulaire polyglotte du service postal international».

La liste des études du CCEP effectuées au cours des années 1989–1994 et leur présentation sommaire sont énumérés dans le tableau du paragraphe 23. Les résultats de l'étude 714 «Mise en place d'une nouvelle gamme de produits/services de colis postaux» sont décrits en détail aux paragraphes 24–28.

Je ne vais pas entrer dans le détail des études effectuées par le CCEP et de leurs résultats, mais je vais vous informer qu'ils englobent presque tous les domaines importants des activités postales.

Non seulement les 35 Pays-membres du CCEP ont pris une part active aux travaux menés, mais aussi 36 Administrations postales qui ne sont pas membres du Conseil. C'est ainsi que les 17 colloques portant sur 10 études du CCEP ont toujours réuni beaucoup de pays participants. Tout cela montre que les études effectuées par le CCEP répondent aux besoins des Administrations postales.

Les nombreuses décisions, recommandations et résolutions du CCEP, la préparation et l'édition des manuels et des guides d'exploitation sont un autre résultat tangible des études effectuées.

Le CCEP soumet au Congrès de Séoul deux projets de résolution concernant les activités futures dans le domaine de l'EMS et du courrier électronique, ainsi que des propositions concernant les modifications et les adjonctions des textes de la Convention et des Règlements d'exécution pour des questions touchant le courrier électronique, les liaisons télématiques, les codes à barres, les conditions d'admission des envois de la poste aux lettres et la désignation des dépêches.

En ce qui concerne les relations avec le Conseil exécutif, le CCEP, conformément aux dispositions du paragraphe 6.23 de l'article 102 et du paragraphe 2 de l'article 106 du Règlement général, a fait les rapports annuels de ses activités et son Président a soumis ces rapports au Conseil exécutif lors de chaque session de ce dernier.

Les activités des trois Intergroupes CE/CCEP – en particulier celles du Groupe d'action pour le développement postal (GADP), du Groupe d'action pour la sécurité postale (GASP) et du Groupe normatif des transmissions électroniques (GNTE) – sont soumises au Congrès dans des rapports particuliers. Des informations sur l'histoire de la création de ces groupes et leurs tâches sont décrites brièvement à la section VII du Rapport. De l'avis du CCEP, les travaux du GADP, du GASP et du GNTE ont été très fructueux et enrichissants et ont donné des résultats positifs et concrets.

Les paragraphes 35 et 36 de la section VIII du Rapport reflètent les fonctions du CCEP et ses activités dans le domaine de la coopération technique.

Les relations du CCEP avec des organisations internationales, décrites à la section IX, englobent les relations avec l'ISO, l'UIT et les Editeurs.

Les relations ISO/UPU sont liées aux activités du Comité de contact ISO/UPU et de l'Intergroupe ISO/UPU «Adressage». Les travaux du Comité de contact et les relations ISO/UPU étaient en général bonnes pendant la période quinquennale

écoulée. Les contacts réguliers et la présence réciproque des représentants aux réunions de nos deux organisations permettront de résoudre assez rapidement les questions relatives à la normalisation dans plusieurs domaines des recherches postales.

Un bon exemple de la coopération efficace entre l'ISO et l'UPU est l'élaboration et la publication officielle de la norme internationale ISO 111 80 «Adressage postal», qui a été publiée par le Secrétariat de l'ISO le 1er mars 1993.

Les relations UIT/UPU sont liées en général aux travaux du Comité de contact CCITT/CCEP (nouvelle appellation depuis 1993 après la réorganisation de l'UIT «Comité de contact UIT-T/CCEP») et du Groupe de travail GT 722 «Courrier électronique».

Le GT 722 «Courrier électronique» a contribué par ses travaux à l'extension et au développement des services postaux électroniques (courrier électronique, services du type bureautax et télécopie), ainsi que leur réglementation.

Malgré les relations constructives et la collaboration entre l'UIT et l'UPU pendant la période quinquennale, le Comité de contact UIT-T/CCEP ne s'est jamais réuni, car ni l'un ni l'autre n'a identifié les questions qui méritent un examen au sein de ce Comité.

Concernant les relations Editeurs/UPU qui se sont développées dans le cadre du Comité de contact Editeurs/UPU, lié avec l'étude 713 «Presse et édition», il faut noter que les deux réunions de ce Comité qui ont eu lieu après le Congrès de Washington, ont montré l'utilité des contacts mutuels de l'UPU et des Editeurs.

Cela étant, de l'avis du CCEP, le rendement du travail de ce Comité aurait pu être plus élevé, si les deux organisations étaient prêtes pour le compromis et la recherche de solutions acceptables. Mais le désir des éditeurs de parvenir seulement à leurs propres objectifs diminue dans une grande mesure l'efficacité du travail de ce Comité.

La section X du Rapport donne des informations concernant les mesures prises par le CCEP pour l'amélioration de la présentation de sa documentation et de l'exploitation des résultats des études.

Ces mesures comprennent la révision et la suppression de quelques publications du CCEP et la publication d'une série de classeurs opérationnels permettant de concentrer et de regrouper les informations sur les activités de l'UPU dans les différents domaines des postes et de les actualiser rapidement. La première série des classeurs opérationnels a été reçue par toutes les Administrations postales en 1994.

Ayant pour objectif une meilleure utilisation des résultats des études, le CCEP a pris la décision d'ajouter aux classeurs opérationnels les «Fiches opérationnelles et de suivi», envoyées aux Administrations postales avec les résultats des études ou des autres rapports qui contiennent des recommandations pratiques. Ces fiches, dûment remplies, doivent être retournées au Bureau international pour lui permettre, ainsi qu'au CCEP, d'avoir un aperçu général sur l'utilisation pratique des résultats des études.

Par ailleurs, pendant la période quinquennale, un grand travail de perfectionnement du Vocabulaire polyglotte du service postal international a été effectué.

En étroite collaboration avec le Bureau international, le CCEP a accordé une attention particulière à l'examen et à l'analyse de son organisation et son fonctionnement, au perfectionnement de ses méthodes de travail pour augmenter l'efficacité générale, la rapidité des études et la qualité de leurs résultats.

En parlant des résultats des activités du CCEP pendant la période quinquennale écoulée, on doit mentionner l'élaboration du projet de programme des études pour la période 1995-1999. Dans le chapitre C du Rapport sont énumérés les principes fondamentaux dont le CCEP s'est inspiré en élaborant son projet du programme des études. Nonobstant des changements sérieux au sein de l'UPU après le Congrès et touchant le CCEP, l'UPU continuera d'avoir besoin de mener les études dans les domaines principaux des activités postales, indépendamment de l'organe auquel elles vont être confiées.

C'est pourquoi la nécessité de l'élaboration du programme des études prioritaires pour la prochaine période quinquennale est évidente.

Le projet du programme des études pour la période 1995-1999 est soumis au Congrès dans un document séparé détaillé, mais je voudrais souligner qu'il ne constitue pas un document de directives, mais il est destiné pour l'organe futur de recherche de l'UPU qui va lui-même l'utiliser dans la mesure qu'il jugera nécessaire. Mais de toute façon, l'existence du projet du programme des études élaboré permettra au nouvel organe de s'orienter vite et de commencer les études nécessaires de façon opérationnelle et efficace.

Tout au long de ses trente-sept années d'existence, le CCEP s'est adapté constamment aux réalités du changement. Au fil de ces années, on a accumulé une expérience considérable de travail et aujourd'hui, à la veille des changements radicaux au sein de l'UPU, le CCEP a considéré utile de parler des succès accomplis et des difficultés rencontrées; ce n'est pas pour se vanter de ses réussites, mais pour faire part aux organes, auxquels on va confier les études, de quelques considérations qui pourraient être utiles au cours de leurs activités.

On peut, à juste titre, considérer comme une réussite le fait que les études effectuées par le Conseil ont reflété les besoins des Administrations postales et ont contribué au développement et au perfectionnement des nouveaux services postaux comme par exemple le courrier électronique et le service EMS. Les résultats des études du CCEP sont notamment les nombreux guides, manuels, tableaux et fichiers qui sont actuellement largement utilisés à l'UPU. Les plaquettes de la Collection d'études postales, qui sont aujourd'hui au nombre d'environ 200, sont une source précieuse d'informations pour les différents domaines des activités postales. Les résultats des travaux des Intergroupes CE/CCEP, des groupes de travail permanents du CCEP, dont j'ai déjà parlé, et la tenue des colloques et le nombre croissant des participants peuvent être aussi cités parmi les succès du CCEP.

Le succès incontestable du CCEP est la participation des Administrations postales non membres du CCEP aux études menées. Je vais rappeler encore une fois que, à part les 35 Pays-membres du Conseil, 36 pays, non membres du CCEP, ont pris part aux études.

La difficulté principale à laquelle s'est heurtée le CCEP est la composition des groupes de travail chargés de mener les études. Il est évident que si, dans la composition d'un groupe de travail, manquent des Administrations postales ayant de l'expérience dans le domaine de l'étude à effectuer, les résultats seront assez limités.

L'autre problème du CCEP qui, selon moi, est lié d'une certaine manière à la composition des groupes de travail est le fait que, malgré les efforts considérables des pays participant aux études et ceux du Secrétariat, les résultats de quelques études ont seulement le caractère d'informations et n'ont pas l'issue pratique nécessaire. Ce risque aurait pu être réduit, voire supprimé, s'il avait été possible d'avoir recours à des experts pour conseiller les pays rapporteurs dans la manière de conduire l'étude afin que celle-ci aboutisse à un résultat concret sous forme de modules pratiques, des guides, des manuels qui facilitent l'utilisation pratique des conclusions des études par les Administrations postales.

Le CCEP pense que toute son activité était dans l'esprit et la lettre du Programme général d'action de Washington et était dirigé vers le maintien, le renforcement et la modernisation du service postal international et que le CCEP a fait de son mieux pour atteindre ces nobles objectifs.

En conclusion, je voudrais remercier très profondément toutes les Administrations membres du CCEP, tous les Présidents des Commissions du CCEP, le Vice-Président, M. Halpin, le personnel du Bureau international dirigé par M. Botto de Barros, avec lesquels nous avons beaucoup et fructueusement travaillé pendant ces cinq années.

En outre, je suis très reconnaissant au Conseil exécutif et à son Président, M. Leavey, pour la coopération amicale.

Le CCEP prie le XXII^e Congrès de prendre acte des travaux réalisés par le CCEP durant la période 1989-1994.

Le CANADA: Je vous remercie, Monsieur le Président, de m'avoir donné aujourd'hui l'occasion de prendre la parole en tant qu'ancien Vice-Président du CCEP.

Le Canada a assuré la vice-présidence du CCEP au cours de la dernière décennie et a contribué à l'évolution de la situation dont M. le Président Boutenko a parlé dans son intervention.

Si nous examinons les réalisations du Conseil année par année, nous verrons qu'il s'agit d'un travail impressionnant. En jetant un coup d'œil rétrospectif sur la décennie écoulée, les membres du CCEP peuvent être fiers d'être passés du statut d'un groupe peu précis ayant un programme d'études modeste à celui d'un groupe doté d'un programme d'études structuré, avec des objectifs clairs, des résultats bien déterminés et des recommandations concrètes faites aux Administrations concernant les activités de mise en œuvre.

Il s'agissait également d'une décennie de colloques qui ont servi à transmettre des informations, à aborder des problèmes et à trouver les moyens de les résoudre rapidement.

Elle avait débuté par une série de colloques consacrés à l'EMS, qui continuent à rassembler les Administrations offrant ce service et facilitent la croissance et le développement de celui-ci.

Elle a été complétée par des activités concernant:

- le marketing;
- le courrier électronique;
- la sécurité;

- la qualité du service;
- et bien d'autres questions.

Au cours de cette décennie, l'UPU s'est également préparée pour devenir un organe de normalisation, une plate-forme d'établissement de normes postales. Le GNTÉ et l'Unité EDI ont lancé ce processus.

Si l'on remonte au Congrès d'Ottawa de 1957, lors duquel le CCEP a été créé, on constatera qu'il était nécessaire, à l'époque, de pouvoir discuter de questions d'intérêt commun relatives à la gestion et à l'exploitation et qui, dans le temps, n'entraient pas dans le cadre des débats concernant la législation internationale.

Depuis lors, le CCEP a fait un long parcours et a probablement atteint ses limites en tant qu'organe capable de travailler d'une manière efficace dans ce monde des communications qui évolue rapidement. L'une de ces limites est le fait qu'il ne peut formuler que des recommandations techniques et qu'il n'a aucun pouvoir concernant l'application de celles-ci.

Dans le cadre de la nouvelle structure de l'UPU, le Conseil d'exploitation postale prendra de nouvelles dimensions. Les pouvoirs, la responsabilité et l'autorité qu'il est proposé de donner à ce nouveau Conseil ont été soigneusement définis de manière à lui permettre de mieux affronter les difficultés auxquelles nous devons tous faire face.

Le CCEP n'aurait pas pu accomplir son travail sans l'enthousiasme et le dévouement des 35 Pays-membres de ce Conseil et des 36 pays non membres ayant participé à ses activités d'étude, ainsi que du Président de la Commission, ni sans le ferme soutien du Directeur général du Bureau international et de son personnel.

Enfin et surtout, Monsieur le Président, je dois saluer l'excellent travail que notre Président a accompli au cours des cinq dernières années. M. Boutenko a dirigé les travaux du CCEP avec une grande compétence, en assurant, en temps utile, l'établissement d'un vaste et sérieux plan de travail.

La BELGIQUE: Le Rapport sur les activités du CCEP fait état aux paragraphes 71 à 75 du Vocabulaire polyglotte du service postal international. La Belgique, qui assure la présidence du Groupe de travail A 19, est heureuse d'avoir mené à bien les travaux qui lui avaient été confiés par cet organe. Les deux suppléments au Vocabulaire polyglotte devront inclure la terminologie relative à des domaines techniques particuliers. Il convient de souligner qu'à présent, la terminologie relative au marketing, à l'informatique, à la télématique et au courrier électronique sont à la disposition des Administrations postales. Après le Congrès, la Belgique est disposée à poursuivre le travail permanent d'actualisation du Vocabulaire polyglotte et de ses suppléments avec l'aide des pays qui y ont contribué jusqu'à présent et avec le support du Bureau international. Je voudrais profiter de cette occasion pour remercier tous les délégués des Pays-membres du GT 19 élargi pour leur aide précieuse et tout particulièrement les fonctionnaires du Bureau international qui ont fourni toute la collaboration nécessaire.

Le PRÉSIDENT exprime toute sa gratitude à M. Boutenko d'avoir dirigé et mené à bien les travaux du CCEP durant les cinq dernières années.

Le Congrès – Doc 17 est adopté.

Rapport du
Directeur général du
Bureau international
1989-1994

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: J'ai le plaisir de vous présenter mon rapport sur les activités du Bureau international au cours de la période quinquennale 1989-1994.

Congrès – Doc 18

Il s'agit d'un document de synthèse, axé sur les principales questions touchant notamment le Bureau international.

La présentation générale du document rejoint, dans ses grandes lignes, les rapports soumis à l'examen des Congrès précédents, tout en évitant les risques de double emploi avec les autres documents reflétant les activités des organes de l'Union principalement le Congrès – Doc 16 «Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1989-1994» et le Congrès – Doc 17 «Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales».

J'ai voulu souligner notamment, compte tenu de mon expérience de dix ans à la tête du Bureau international, l'importance des contacts permanents avec l'ensemble des Pays-membres.

J'ai essayé d'être très attentif et toujours à l'écoute des besoins et des attentes des Administrations postales, des Unions restreintes et de toute entité œuvrant dans le domaine des services postaux.

Mon intention était également de sensibiliser, au plus haut degré, les décideurs à la nécessité de moderniser les services postaux, qui font face à une concurrence accrue de la part des coursiers privés ou relevant des technologies de transmission de messages par les moyens électroniques.

Dans la deuxième partie, j'ai mis l'accent sur les relations d'étroite collaboration entre le Bureau international, les Pays-membres et les Unions restreintes.

Il sied de mentionner qu'au cours de ces cinq dernières années, suite aux changements géopolitiques intervenus dans certaines parties du monde, la famille postale s'est vue agrandir, le nombre de Pays-membres étant passé de 170 à 189.

Les changements n'ont pas épargné non plus les Unions restreintes. Deux nouvelles Unions restreintes ont été créées, d'autres ont subi des transformations structurelles ou ont été dissoutes.

L'adhésion de nouveaux pays à l'Union doit être perçue comme un signe de vitalité de l'Union. Le Bureau international a toujours fait le maximum pour que l'intégration complète des nouveaux pays puisse s'effectuer dans les meilleurs délais et dans les meilleures conditions possibles.

Dans le chapitre III «Bureau international», je me suis également concentré sur les mesures de rationalisation auxquelles le Bureau international, en consultation avec le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales, avait procédé sans attendre les résultats de l'étude sur la gestion de l'Union. Ces mesures couvrent les domaines de l'administration et du personnel, de l'informatisation de l'infrastructure, de la documentation et de l'information.

Un certain nombre d'aménagements ont également été introduits dans les structures du Bureau international pour mieux répondre aux besoins exprimés par les organes de l'Union et adapter les moyens et outils disponibles à la charge de travail qui a sensiblement augmenté durant la période considérée.

Le chapitre IV «Collaboration avec le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales» met en exergue l'apport que le Bureau international a fourni pour permettre à ces deux organes de s'acquitter convenablement de leurs multiples tâches.

Je voudrais profiter de l'occasion qui m'est donnée pour remercier très cordialement M. Leavey, Président du Conseil exécutif, et M. Boutenko, Président du Conseil consultatif des études postales, ainsi que tous les délégués des Pays-membres des deux Conseils pour toute l'aide et le soutien permanent qu'ils ont donnés au Bureau international.

Le Bureau international, avec les moyens et ressources humains disponibles, s'est beaucoup employé à dynamiser le travail et à apporter l'assistance logistique et conceptuelle nécessaire.

Le chapitre V attire l'attention sur l'importance stratégique des activités menées depuis quelques années dans le domaine de la transmission des messages électroniques et des applications télématiques.

Toute une gamme de services télématiques est offerte aux Administrations postales grâce aux projets d'implantation des applications informatiques sur lesquels travaille l'Unité EDI. Déjà maintenant, les Administrations postales peuvent avoir accès, entre autres, aux applications informatiques leur permettant la localisation et le suivi des envois et des dépêches EMS.

Je voudrais vous informer ici que, jusqu'à présent, 144 pays ont demandé à participer au réseau EDI de l'UPU.

Ce développement extraordinairement rapide des activités EDI a été possible grâce au soutien financier apporté généreusement par un certain nombre de pays. Ces réalisations devraient nous encourager encore davantage à poursuivre l'effort dans cette direction par le biais notamment d'un appui financier supplémentaire et régulier. Cet investissement est sans aucun doute payant.

Les activités de coopération technique sont développées dans une série de Congrès – Doc. La partie respective de mon rapport résume, très brièvement, certains éléments de ces rapports mettant l'accent sur les efforts développés par l'UPU pour réaliser, de façon satisfaisante, les projets et les programmes d'assistance technique au profit de ses Pays-membres.

Parmi les difficultés majeures, il faudrait citer le tarissement des ressources financières. Toute l'attention du Bureau international a été concentrée dans la recherche de bailleurs de fonds et dans la rationalisation des ressources disponibles au titre du PNUD ou du budget de l'Union. En fait, il y a un certain nombre de problèmes qui proviennent de la baisse des contributions de la part du PNUD, mais il faudra les surmonter et trouver d'autres solutions permettant d'aller de l'avant.

La partie finale du Rapport, intitulée «Conclusions et perspectives», souligne les grands défis à relever par les postes mondiales pour raffermir leur position sur un marché fortement concurrentiel. En réponse à cette perspective, l'Union doit rester fidèle à la continuité de sa mission, qui comprend la notion de «un seul territoire postal pour l'échange réciproque des envois de la poste aux lettres», ainsi que celle de la garantie de la liberté de transit dans l'ensemble de son territoire.

Je vous remercie de votre attention et je serais heureux d'entendre vos commentaires sur ce document.

La JORDANIE: J'aimerais exprimer mes remerciements, mon estime et mon respect à M. le Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle, au Président du Conseil exécutif et au Président du Conseil consultatif des études postales, pour les importants travaux accomplis durant les cinq dernières années.

Je souligne la conclusion du chapitre VII du Rapport du Directeur général du Bureau international qui mentionne les grandes missions que l'Union accomplit avec succès depuis bientôt cent vingt ans, les efforts qu'elle fournit pour créer un large cadre de coopération internationale.

Dans l'allocution que M. Botto de Barros a prononcée lors de la cérémonie d'inauguration de ce Congrès, il a mis l'accent sur les efforts qu'il a consentis depuis sa prise de fonction de Directeur général du Bureau international, en vue de rétablir les échanges postaux entre les deux Corées sœurs, en se référant à l'accent mis par le Congrès de Séoul sur le principe du même territoire postal qui régit le service postal international et qui figure à l'article premier de la Constitution de l'Union. En pensant à toutes ces réminiscences, je me suis rappelé aujourd'hui, avec un sentiment de fierté, du Roi de mon pays, Hussein, qui a décidé d'arrêter l'état de guerre avec nos voisins, mettant ainsi fin à près d'un demi-siècle de flots de sang qui se répandaient au Moyen-Orient et ouvrant la voie au rétablissement très prochain des lignes postales qui étaient interrompues entre les membres de la même famille des deux rives du Jourdain.

En me rappelant ce qui a été fait par la Jordanie, je regarde aujourd'hui plusieurs régions du monde où les liens sont interrompus et où le principe du même territoire postal ne s'applique pas. Parmi elles se trouve cette région de la presqu'île de Corée. Quand je regarde les petits enfants qui visitent l'exposition philatélique dans le centre qui abrite le Congrès, quand je les vois acheter des timbres sans pouvoir les coller sur les lettres adressées à leurs familles de l'autre côté de la frontière, et dans le sens inverse, je me dis: comment pouvons-nous, nous autres postiers, parler du même territoire postal, alors que ce principe n'est pas mis en œuvre, dans la région même où se déroule le Congrès. Comment pouvons-nous profiter et nous réjouir de l'excellente hospitalité coréenne, alors que nous ne faisons rien pour le rétablissement des lettres des enfants et des familles. Il s'agit pour nous d'une question humanitaire à laquelle nous devons donner une entière priorité, au-delà des considérations d'ordre politique.

La poste représentait un seul service lorsque les feux des deux guerres mondiales fauchaient des millions d'êtres humains. Pourquoi ne représenterait-elle pas un seul service en cette époque où les bases de la paix sont instaurées? Nous devons rendre la poste neutre et la considérer comme un service humanitaire qui ressemble en tous points aux services du Croissant et de la Croix-Rouge.

Monsieur le Président, je prie l'assemblée présente à ce Congrès de faire un geste en faveur des familles dont les liens de communications sont interrompus dans certaines régions du monde et en particulier dans cette région où se déroule le Congrès.

Je suggère que le Congrès émette une résolution chargeant le Secrétaire général du Bureau international de proposer ses bons offices aux autorités postales compétentes des deux Corées en vue d'assurer les services postaux entre les

familles séparées les unes des autres. Les yeux des enfants s'adressent à nos consciences pour nous prier de faire quelque chose en ce sens. Sinon nous retournerons à nos pays comme nous sommes venus et les yeux des enfants de Corée, au nord et au sud, nous poursuivront chez nous pour éveiller le remords en nous et nous inciter à faire quelque chose pour eux.

Monsieur le Président, nous ne tenons pas à nous immiscer dans la politique et nous respectons toutes les parties en présence mais nous ne parlons que de lettres et de courrier, et la poste est toujours neutre.

Monsieur le Président, je serais même prêt à quitter ma fonction en tant que Vice-Ministre de la poste de mon pays pour devenir un facteur qui distribue les lettres des enfants à leurs familles privées de liens de communications dans les deux Corées sœurs.

Ce sentiment correspond à ce que le Roi de mon pays nous a appris: à être humains, au plus haut degré d'humanité.

Le BRÉSIL: Nous considérons que ce sujet mérite vraiment la plus grande attention de la part de ce Congrès.

En effet, la grande caractéristique de l'UPU – et sa plus grande force – est le fait que ses Pays-membres constituent un seul territoire postal. Les lettres traversent les frontières et, dans notre région, nous avons l'habitude de dire que la poste est également un droit de l'homme. C'est grâce à la poste que nous pouvons atteindre toutes les parties du monde; c'est grâce à elle que nous pouvons établir des contacts, créer des liens aussi bien dans le domaine privé que dans le domaine professionnel.

Nous avons attendu depuis longtemps que la Corée du Nord et la Corée du Sud puissent mettre en pratique un accord qui permettra les échanges postaux entre les deux pays. Une résolution du Congrès, chargeant le Directeur général du Bureau international de sensibiliser les deux gouvernements dans ce sens, serait bénéfique pour toutes les parties et ferait ressortir une fois de plus le caractère universel de l'UPU.

La ROUMANIE: Je suis très émue à la suite de la déclaration de la Jordanie. Nous avons déjà réussi sur le plan professionnel pour ce qui concerne la réalisation de nos objectifs fixés par le Congrès de Washington. Cela a été possible grâce à l'excellent travail des deux Conseils de notre Union ainsi qu'au dévouement de notre Secrétaire général. Je les en remercie. Notre devoir est de veiller non seulement à l'amélioration de la poste au niveau mondial, mais également à l'aspect humain de notre activité. Le Congrès est un grand forum où sont représentés tous les peuples du monde. Le Congrès de Séoul est marqué par la solidarité accentuée, ce qui nous a déjà permis de résoudre beaucoup de problèmes difficiles. C'est le moment maintenant pour nous tous de nous consacrer à l'aspect humain de notre mission. En ma qualité de représentant de mon peuple, de postier et de femme, je m'adresse à ce Congrès afin qu'il mette en œuvre tout ce qui est possible pour la restauration des liens postaux interrompus depuis longtemps entre les enfants des deux Corées. Je prie le Congrès de prendre une décision humaine pour mettre en œuvre la mission fondamentale de la poste, qui est d'assurer la communication écrite entre les êtres humains.

Le CONGO (RÉP.) et le KENYA félicitent M. Botto de Barros, Directeur général du Bureau international, pour son excellent rapport et pour l'accomplissement des tâches qui lui avaient été confiées par le Congrès de Washington, ainsi que pour les résultats impressionnants obtenus au cours des cinq dernières années.

Ils soulignent que, conformément à l'article premier de la Constitution de l'UPU, les Pays-membres de l'Union forment un seul territoire postal pour l'échange réciproque des envois de la poste aux lettres. Cela étant, ces pays accordent leur appui à la proposition d'élaborer une résolution concernant l'ouverture des relations postales entre la République de Corée et la République populaire démocratique de Corée, soumise par la Jordanie. La communication postale étant une des conditions indispensables pour établir la compréhension entre les peuples, les deux délégations appuient également l'autre proposition d'ordre général visant à la restauration des liens postaux là où ils manquent.

Les PAYS-BAS: Les divergences qui existent entre certains pays ne doivent pas empêcher les liens postaux, car ceux-ci aident énormément à la compréhension entre les peuples.

L'INDONÉSIE: Je remercie le Directeur général du Bureau international et tout son personnel pour les résultats des travaux effectués, en particulier dans le domaine de la restructuration de cet organe de l'Union, de l'introduction des ordinateurs au Bureau international et de la création de l'Unité EDI, qui permettront d'accroître l'efficacité du réseau postal mondial. J'exprime également mes remerciements sincères pour l'assistance technique fournie par l'UPU à l'Indonésie dans le domaine de l'établissement d'un service de suivi et de localisation des envois EMS et rappelle que l'Indonésie est l'un des pays d'accueil des Conseillers régionaux.

L'ALLEMAGNE: Après la Deuxième Guerre mondiale, l'Allemagne a connu un sort semblable à celui de la Corée, pour des raisons très différentes. Comme la Corée, elle a été divisée pendant une longue période sans disposer, au début, de l'échange postal proprement dit entre les deux Allemagnes. Au cours des années, un tel échange postal a été rétabli, bien que fortement censuré par les autorités de l'ancienne République démocratique allemande. Les souffrances causées par ces mesures restent toujours en mémoire du peuple allemand qui, heureusement, a connu l'unification dans le cadre des événements politiques autour de l'année 1990. De telles souffrances ne peuvent être légitimées par aucune idéologie. Nous appuyons une résolution visant à l'ouverture des relations postales entre la République de Corée et la République populaire démocratique de Corée, dans l'esprit des Actes de l'UPU.

Le LIBAN: Je félicite M. Leavey, Président du Conseil exécutif, M. Boutenko, Président du Conseil consultatif des études postales, et M. Botto de Barros, Directeur général du Bureau international, pour leurs excellents rapports au Congrès.

Pendant plusieurs années, le peuple de mon pays a aussi souffert à cause de la séparation des familles et des amis. J'appuie donc sans réserve la proposition dont il s'agit et j'espère que le Congrès l'adoptera par acclamation.

Le MAROC et le CANADA, tout en appuyant la proposition de la Jordanie, estiment que cette résolution doit être élargie et destinée à tous les pays ou toutes les régions où les liens postaux n'existent pas actuellement.

L'ARGENTINE, l'IRLANDE et le JAPON: Quels que soient les conflits qui peuvent opposer les Etats, une isolation postale ne peut pas être appliquée, car elle est contraire à l'humanisme qui doit caractériser les relations entre les nations. Par ailleurs, les communications postales entre les peuples devraient favoriser le développement des relations internationales. Les dispositions de la Constitution concernant l'étendue et le but de l'UPU doivent être respectées, y compris celle relative à la création par tous les Pays-membres de l'Union d'un seul territoire

postal. En se référant au souhait exprimé lors de la cérémonie inaugurale du XXI^e Congrès par M. Kim Young Sam, Président de la République de Corée, ces pays appuient, eux aussi, la proposition, soumise aux participants par la Jordanie, d'élaborer une résolution recommandant l'ouverture des relations postales entre la Corée du Sud et la Corée du Nord, ainsi que la normalisation du trafic postal entre tous les pays du monde sans aucune exception.

L'ARGENTINE insiste aussi sur le fait qu'une recommandation du Congrès au Directeur général a moins de force qu'une résolution.

CHYPRE: J'appuie entièrement la proposition de la Jordanie. A cet égard, permettez-moi de vous signaler qu'il y a également d'autres régions du monde qui font face aux problèmes de même genre. Je me réfère au cas de la République de Chypre. Depuis 1974, une partie du pays – environ 40% de son territoire, se trouve sous occupation à la suite de l'invasion de Chypre par la Turquie en juillet de la même année. Les services postaux de la République de Chypre se voient actuellement empêchés de distribuer le courrier destiné aux Chypriotes grecs qui vivent toujours dans ce territoire occupé.

Je propose que la portée de la résolution en question soit élargie pour englober toutes les régions du monde où la notion «le seul territoire postal» n'est pas respectée.

Le TOGO: En prenant la parole pour la première fois devant ce Congrès, je voudrais saluer particulièrement les autorités de ce merveilleux pays, la Corée, pour l'accueil, combien chaleureux, réservé à toutes les délégations ici présentes, et la parfaite organisation des travaux.

Je voudrais également remercier le Bureau international pour la qualité des documents présentés à l'appréciation du Congrès.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous féliciter ensuite pour votre brillante élection à la tête du Congrès. Pour ceux d'entre nous qui vous ont connu et côtoyé, votre compétence et vos immenses qualités d'homme pétri d'expérience professionnelle et de rigueur sont les gages de la réussite certaine de nos travaux.

Le présent Congrès doit prendre des décisions qui détermineront l'avenir de la poste en général et de l'UPU en particulier; et pour avoir participé durant les cinq dernières années aux travaux du Conseil exécutif, l'Administration togolaise se félicite que le Congrès soit en passe d'approuver les importantes propositions du Conseil exécutif visant à ce que:

- une nouvelle structure des frais terminaux reflétant de manière plus équitable les intérêts tant des pays développés que ceux des pays en développement soit appliquée;
- une restructuration fondamentale de l'Union, y compris l'introduction de la planification stratégique et de la budgétisation de programme voit le jour;
- de nouvelles initiatives vis-à-vis de la Banque mondiale et d'autres sources de financement du développement des services postaux puissent enfin permettre à la poste d'avoir accès au crédit international au même titre que les télécommunications.

Par ailleurs, la décision qui sera prise par le Congrès d'augmenter de façon significative le nombre de Conseillers régionaux de l'UPU pour accroître la présence sur le terrain est, sans aucun doute, la détermination de nos Administrations à renforcer la coopération technique. C'est là une source de réconfort pour les pays en développement qui croient en l'indispensable solidarité entre toutes les Administrations si l'objectif de constituer un seul et même territoire postal reste valable pour l'UPU.

Monsieur le Président, toutes les réformes auxquelles nous assistons au cours du présent Congrès montrent que toutes les Administrations ont pris la mesure d'une nécessaire adaptation aux changements qui surviennent sur le marché de la communication.

La poste togolaise est, quant à elle, plus que jamais déterminée à contribuer à la recherche des solutions les plus adéquates aux défis que la poste devra relever afin de s'adapter aux changements actuels et à venir.

Je terminerai mon propos en félicitant une fois de plus le Bureau international et le Conseil exécutif pour la haute qualité des documents présentés et dont la compréhension facilite le bon déroulement de nos travaux.

Toute notre admiration va au Président du CCEP, M. Boutenko, au Président du Conseil exécutif, M. Leavey, et au Directeur général du Bureau international, M. Botto de Barros, pour le travail accompli durant les cinq dernières années.

S'agissant de la proposition faite par l'honorable délégué de la Jordanie, le Togo, pour sa part, appuie fortement cette idée de projet de résolution visant l'ouverture des relations postales entre les deux Corées.

ISRAËL: Nous appuyons la proposition de la Jordanie qui vise à l'établissement des relations postales entre les deux Corées. Nous voudrions de cette manière inciter les Administrations postales à établir des relations postales avec Israël lorsque celles-ci n'existent pas encore.

Le LIBÉRIA: La proposition jordanienne doit être examinée par le Conseil d'exploitation postale au lieu d'être traitée en séance plénière. En effet, cette question ne devrait pas être traitée dans un climat émotif.

La TURQUIE: Nous estimons que le Congrès de l'Union postale n'est pas une plate-forme politique et nous espérons que les délégations présentes partagent ce point de vue. La Turquie, jusqu'à présent, n'est jamais intervenue pour évoquer des problèmes politiques. Le représentant chypriote grec vient de faire un discours que nous qualifions de malheureux.

Nous rappelons que le Gouvernement chypriote ne représente pas l'entièreté de l'île de Chypre. La communauté internationale sait très bien que Chypre est habitée par deux peuples. On ne peut dénier l'existence du peuple chypriote turc.

Par ailleurs, nous estimons que l'on ne peut pas considérer la présence turque à Chypre comme une occupation. En 1974, c'est la junte militaire grecque qui a renversé le gouvernement du Président Makarios.

Quoi qu'il en soit, nous pouvons vous affirmer que le Gouvernement de la République turque de Chypre du Nord est disposé à établir des relations postales entre les deux peuples chypriotes.

CHYPRE: Me rapportant à l'allégation du délégué de la Turquie, selon laquelle il existe à Chypre deux gouvernements, un pour le secteur chypriote grec et un pour le secteur chypriote turc, j'insiste sur le fait qu'il existe un seul gouvernement à Chypre, à savoir le Gouvernement de la République de Chypre, qui est reconnu par la communauté mondiale tout entière, par l'Organisation des Nations Unies et toutes ses institutions spécialisées. J'ajoute que le régime d'occupation établi dans la partie occupée de Chypre ne peut nullement se proclamer lui-même comme un «Etat» à part entière et qu'aucun «Etat» de ce type n'est reconnu par la communauté internationale.

Le PRÉSIDENT: Comme la plupart des délégations présentes, je suis profondément touché par l'intervention de la Jordanie, d'autant plus que je suis Coréen. J'invite donc le Secrétariat à élaborer un projet de résolution, en consultation avec quelques délégations, lequel vous sera soumis pour examen lors d'une prochaine séance. A cette fin, je désigne les représentants du Brésil, de la Roumanie, de l'Allemagne, de la Jordanie et du Canada pour aider le Bureau international dans l'élaboration du projet de résolution.

Je souhaite par ailleurs que l'on mette un terme à l'examen de cette question portant sur le rapport quinquennal du Secrétaire général. Je constate avec plaisir que vous approuvez celui-ci par consensus.

Je propose enfin aux représentants de Chypre et de la Turquie qu'ils présentent des déclarations écrites, qui seront annexées au procès-verbal de cette séance (voir annexes 1 et 2).

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Compte tenu des interventions, permettez-moi de vous suggérer la possibilité de séparer la question de l'instauration de relations postales entre les deux Corées de la question de portée générale, visant à l'instauration ou au rétablissement de relations postales dans les parties du monde où elles manquent pour une raison ou pour une autre.

La SYRIENNE (RÉP. ARABE): Nous sommes sensibles aux arguments qui militent en faveur de l'établissement de relations postales entre les deux Corées.

La restauration des relations postales n'est pas de la compétence des Administrations postales, mais dépend des décisions prises par les autorités politiques.

Par conséquent, nous proposons au Congrès de faire une recommandation au Directeur général du Bureau international d'utiliser ses bons offices pour que les relations postales soient établies là où elles manquent.

L'ARGENTINE: Dans le cas présent, nous pensons que le Congrès ne peut adopter qu'une résolution et non une recommandation.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT: J'ai suivi avec grande attention et intérêt le présent débat. A ce propos, j'aimerais signaler que le Congrès devrait suivre l'idée développée par le Secrétaire général. Cela permettrait respectivement au Directeur général de mettre en œuvre tous les moyens afin d'encourager l'instauration de relations postales entre les deux Corées et d'entamer des efforts auprès des autres Etats vivant des situations analogues. Le seul instrument juridique ayant la force nécessaire pour aboutir aux buts recherchés est une résolution du Congrès. Une recommandation au Directeur général n'a pas la même force qu'une résolution.

Le PRÉSIDENT: J'invite le Secrétariat et les pays désignés, sur la base des délibérations du Congrès, à rédiger les textes qui s'imposent, afin que ceux-ci puissent être traités lors de la prochaine réunion.

Le Congrès – Doc 18 est approuvé.

La séance est levée à 12 h 40.

Au nom du Congrès: Le Président,
Young-su Kwon

Le Secrétaire général,
A.C. Botto de Barros

Le Secrétaire,
L.L. Fernandes Pinheiro

Déclaration du Chef de la délégation de la République de Chypre

Le Chef de la délégation de la République de Chypre, M. M. Antoniou, se référant à la proposition faite au Congrès par la délégation de Jordanie d'approuver une résolution concernant l'établissement de services postaux dans toute la péninsule coréenne, a déclaré que Chypre soutenait pleinement la résolution proposée. Néanmoins, a-t-il dit, la portée de la résolution proposée devrait être élargie, de manière à englober d'autres régions du monde où le principe d'unicité du territoire postal ne peut, pour une raison ou pour une autre, être appliqué. A cet égard, il a précisément fait allusion à la République de Chypre, dont une partie (37%) est occupée par la Turquie depuis juillet 1974, date à laquelle cette dernière a envahi Chypre. Les conséquences de cette invasion ont été terribles pour le peuple de Chypre: près de 200 000 Chypriotes grecs (40% de la population totale) ont été déplacés de force et ont perdu leur foyer du jour au lendemain, des milliers d'autres ont été tués ou portés disparus, tandis que l'héritage culturel de la zone occupée est en train d'être détruit et que des centaines d'églises sont transformées en mosquées ou en centres de loisirs. M. Antoniou a souligné le fait, à cet égard, que les autorités postales légitimes de la République de Chypre ne sont pas autorisées par les forces d'occupation turques à offrir un service postal dans la partie occupée de Chypre et que nombre de Chypriotes grecs vivant dans cette zone n'ont pas la possibilité de communiquer avec leurs parents vivant dans la zone libre et vice versa.

Quant à l'allégation de la délégation turque selon laquelle il existe à Chypre deux gouvernements, un pour le secteur chypriote grec et un autre pour le secteur chypriote turc, M. Antoniou a insisté sur le fait qu'il n'existe qu'un seul gouvernement à Chypre, le Gouvernement de la République de Chypre, qui est reconnu par la communauté mondiale tout entière, par l'Organisation des Nations Unies et par toutes ses institutions spécialisées. Le régime de l'occupant dans la zone occupée, dit-il, ne peut en aucun cas se poser comme un «Etat» et il a rappelé qu'une tentative faite dans ce sens en 1983 avait été condamnée par le Conseil de sécurité, lequel a appelé tous les pays membres à ne pas reconnaître d'autre Etat chypriote que la République de Chypre; et, de fait, aucun autre Etat n'a reconnu le régime d'occupation en tant qu'Etat, à l'exception de la Turquie (le pays envahisseur).

Compte tenu de ce qui précède, le délégué de Chypre a suggéré que la résolution proposée soit élargie de manière à concerner, outre la péninsule coréenne, toute autre zone où l'application du principe d'unicité du territoire postal est entravée.

Déclaration de la délégation turque

Concernant la déclaration faite par le délégué chypriote grec au sujet de Chypre, je dois dire que nous ne sommes pas surpris de voir ce genre de forum international exploité par les Chypriotes grecs au profit de leurs ambitions politiques. Ce n'est pas non plus la première fois qu'ils tentent de faire ce genre de chose.

Compte tenu des allégations non fondées, des faits déformés et des conditions prévalant dans l'île, ma délégation s'est sentie obligée de réagir pour mettre les choses au clair.

La République de Chypre a été créée à la suite d'accords internationaux. Malheureusement, en décembre 1963, les Chypriotes grecs ont aboli unilatéralement cette République et, le 28 décembre de la même année, ont massacré un grand nombre de Chypriotes turcs. Effectivement, ce jour-là, le «Daily Express» faisait état de la situation à Chypre en ces termes:

«Nous nous sommes rendus cette nuit dans le quartier turc de Nicosie qui était bouclé et où 200 à 300 personnes ont été massacrées au cours des cinq derniers jours. Premiers journalistes occidentaux à être sur place, nous avons été témoins d'un spectacle si effrayant qu'il est difficile de le décrire. Dans cette horreur extrême, la stupéfaction semblait l'emporter sur les larmes.»

Depuis lors, les Chypriotes turcs sont obligés de vivre en état de siège, privés de tous leurs droits civiques et de leurs droits de l'homme.

En 1974, à la suite d'un deuxième coup d'Etat ourdi et organisé par Athènes contre l'indépendance de Chypre, et de la proclamation de la «République hellénique» ayant pour but l'annexion immédiate de l'île par la Grèce, la République de Turquie est intervenue, en vertu de ses droits et de ses obligations prévus dans le Traité de Garantie de 1960, pour protéger l'indépendance de ce territoire en empêchant son annexion par la Grèce et pour sauver le peuple chypriote turc de l'anéantissement total.

L'intervention turque de 1974 a mis fin à l'invasion de Chypre par la Grèce et à la prédominance illicite de l'administration chypriote grecque dans l'île.

Depuis cette année-là jusqu'à présent, un climat de paix et de tranquillité prévaut dans l'île et, comme on le sait, des pourparlers entre les communautés se poursuivent sous les auspices du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, les deux populations vivant dans leurs zones respectives.

Cependant, on sait très bien que ce sont les Chypriotes turcs qui ont été victimes des Chypriotes grecs désireux de voir l'île annexée par la Grèce et d'anéantir la population turque sur ce territoire. Contrairement aux allégations sans fondement du délégué chypriote grec, destinées à induire en erreur les honorables délégués présents à cette conférence, ce sont les Chypriotes turcs qui ont souffert, en étant privés de communication avec le monde extérieur par téléphone et par la poste et ne pouvant pas voyager librement. Ils ne peuvent d'ailleurs encore le faire qu'en passant par la Turquie.

Par ailleurs, la décision de la Cour de justice européenne, rendue le 5 juillet 1994 à la suite des efforts de l'administration chypriote grecque, qui interdit aux Etats-membres de l'Union européenne d'importer des marchandises de Chypre du Nord, montre les mauvaises intentions et le manque de sincérité des Chypriotes grecs à l'égard des mesures prises sous l'égide de l'ONU pour rétablir la confiance, et permet également de réfuter les déclarations faites aux honorables délégués présents à cette conférence. L'attitude du délégué chypriote grec est un exemple frappant de l'injustice dont les Chypriotes turcs sont souvent victimes.

Je regrette que nous soyons obligés de faire cette déclaration pour éclairer les honorables délégués sur la véritable situation dans l'île.

Neuvième séance du Congrès

Vendredi 2 septembre 1994

Présidence de M. Young-su Kwon, Président

La séance est ouverte à 15 h 10.

Point 10
de l'ordre
du jour

Appel en séance
plénière: non-
application
temporaire de la
rotation obligatoire
des membres du
Conseil
d'administration

Proposition 015

Congrès – Doc 92

Le PRÉSIDENT propose une modification de l'ordre de discussion des points de l'ordre du jour afin d'examiner en premier lieu le point 10 concernant l'appel lancé en plénière par le Japon, relatif à la non-application temporaire de la rotation obligatoire des membres du Conseil d'administration (Congrès – Doc 92). Cet appel concerne la proposition 015 rejetée le 29 août 1994 à la deuxième séance de la Commission 3.

Le JAPON explique les arguments qui sont à l'origine de l'appel et qui font l'objet de l'annexe 1 au Congrès – Doc 92.

Le CANADA: Sans être candidat au Conseil d'administration, nous appuyons la proposition du Japon et espérons que tous les pays pourront se présenter aux élections à venir.

La HONGRIE (RÉP.): Le Conseil exécutif n'existe plus; il a laissé sa place à un nouvel organe pour lequel l'on ne peut parler de membres anciens. Pour cet organe nouveau, le principe de rotation ou de non-rotation ne peut en toute logique pas s'appliquer. A notre avis, les dispositions de l'article 102, § 3, du Règlement général doivent être appliquées strictement, et la rotation ne pourra se faire qu'à partir de la 3e élection au nouvel organe.

La SUÈDE: Je m'exprime au nom des cinq pays nordiques, membres de l'UPPN. Le Congrès a pris deux bonnes décisions, à savoir maintenir le principe de rotation à long terme et appliquer ce principe aux élections au cours du présent Congrès. Si la proposition du Japon était adoptée, des pays qui sont légitimement désireux d'assurer leur contribution au Conseil d'administration ne pourront y entrer. Nous sommes convaincus que le Japon a toutes les chances d'être élu au Conseil d'exploitation postale et pourra apporter sa contribution aux travaux de l'Union. Nous ne soutenons pas cette proposition.

Le LIBÉRIA et la ZAMBIE s'associent aux arguments de la Hongrie (Rép.) et appuient la proposition du Japon.

Le PORTUGAL: La question de la rotation obligatoire est régie par des principes d'assez large portée, ce qui permet de renouveler périodiquement les organes de

l'Union concernés. Le Conseil d'administration a des attributions qui ne sont pas largement différentes de celles du Conseil exécutif. Cette proposition ne peut être retenue.

Le LIBAN: Le Conseil d'administration étant un nouvel organe avec des compétences nouvelles, nous appuyons la proposition du Japon.

Les PAYS-BAS: Nous sommes favorables au maintien du principe de rotation. Nous pensons que, premièrement, si les 16 pays mentionnés par le Japon devenaient éligibles, d'autres pays candidats perdraient leurs chances; deuxièmement, les pays développés de l'Asie-Pacifique seront représentés au Conseil d'exploitation postale et pourront participer aux travaux de l'Union; troisièmement, dans les nouveaux Conseils, les pays non membres pourront apporter une contribution significative.

La NOUVELLE-ZÉLANDE et le PAKISTAN appuient l'appel et sont d'avis qu'aucune restriction ne doit être apportée au nombre de mandats consécutifs relatifs à la participation des pays aux organes concernés de l'Union. Il serait regrettable qu'aucun pays développé de l'Asie-Pacifique ne puisse être représenté au Conseil d'administration si cet appel était rejeté.

Mis au vote après la vérification du quorum, l'appel en séance plénière lancé par le Japon relatif à la non-application temporaire de la rotation obligatoire des membres du Conseil d'administration (Congrès – Doc 92) est rejeté par le Congrès par 70 voix contre, 57 voix pour et 17 abstentions.

Mise en œuvre
du Programme
général d'action
de Washington

Le PRÉSIDENT passe à l'examen du point 7 de l'ordre du jour concernant la mise en œuvre du Programme général d'action de Washington (PGAW) et donne la parole au Président du Conseil exécutif pour la présentation du Congrès – Doc 21.

Congrès – Doc 21

Le PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF: C'est pour moi un honneur que de présenter, à ce Congrès, le rapport sur la mise en œuvre du Programme général d'action de Washington. C'est bien un honneur car je crois fermement que ce Programme d'action a marqué un tournant essentiel dans le développement des services postaux du monde. En entérinant ce programme, nous avons reconnu, pour la première fois, que, c'était notre clientèle qui déterminait au bout du compte notre succès et que, si nous voulions survivre, nous devons la convaincre que nous offrons le meilleur service aux meilleurs prix sur le marché des communications.

Le Programme général d'action de Washington a aussi témoigné de notre détermination à nous engager dans la voie du changement et à en suivre la direction pour l'avenir. Lorsque je considère les immenses transformations que les services postaux ont subies depuis le dernier Congrès et que je passe en revue les propositions qui ont été soumises à ce Congrès, je suis frappé de voir à la fois la longue route que nous avons parcourue sur cette voie et, en même temps, la distance qu'il nous reste encore à parcourir.

Les Commissions du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales ainsi que le Bureau international ont aidé les Administrations à mettre en œuvre ce Programme d'action et ont suivi les progrès de son application, au cours des cinq dernières années. Le document 21 ainsi que la brochure que vous avez tous reçus, intitulée «Suivi du Programme général d'action de Washington», donnent une idée complète de ce processus. Ces documents mon-

trent aussi à quel point le Programme d'action a été bien accueilli par les Administrations membres. Comme il est indiqué au paragraphe 7 du document 21, seulement 20 Administrations ont négligé de répondre aux questionnaires de suivi du Bureau international concernant la mise en œuvre du Programme.

Il n'est cependant pas dans mon propos de discuter dans le détail du contenu du document 21. Je souhaiterais plutôt vous faire part de mon avis sur l'effet qu'a eu le Programme d'action de Washington en suscitant une «motivation commerciale» au sein du monde postal, effet que ce Programme continuera d'avoir pendant de nombreuses années encore.

Rappelons-nous que deux principes simples mais extrêmement puissants sont au cœur du Programme général d'action de Washington:

- satisfaire les besoins de la clientèle;
- améliorer la qualité du service.

Les rapports des conseillers régionaux, reproduits dans le Congrès – Doc 50, concernant la mise en œuvre du Programme général d'action, et les rapports sur le travail des Unions restreintes figurant dans d'autres documents du Congrès, mettent clairement en évidence que des progrès considérables ont été accomplis tant au niveau régional que mondial.

En Afrique, on constate une expansion du réseau EMS et une amélioration des liaisons postales internationales. Beaucoup d'Administrations africaines emploient aussi désormais des techniques de marketing modernes.

Les Administrations d'Amérique latine et des Caraïbes ont fait des progrès notables dans les domaines de la sécurité et des transports. Nombre d'Administrations se sont déjà transformées en sociétés postales où sont en train de le faire. En outre, dans les Caraïbes, des mesures importantes ont été prises pour introduire une approche régionale dans la gestion des mouvements du courrier.

Parmi les pays arabes, beaucoup d'Administrations mettent en œuvre avec un grand dynamisme de nouvelles stratégies commerciales, en élargissant la gamme de leurs produits et de leurs services et en adoptant un système de formation ciblé afin de maximiser le perfectionnement des ressources humaines.

Dans la région Asie-Pacifique, nombre d'Administrations ont obtenu des améliorations de la qualité du service en procédant à un contrôle minutieux du respect de leurs normes de service. Beaucoup d'Administrations de cette région sont aussi en train de réorganiser leurs services pour les assurer désormais en fonction de pratiques plus commerciales et plus tournées vers les besoins de la clientèle. Les Administrations de la région ont même commencé les activités préliminaires à l'établissement d'un centre commercial régional dont la fonction sera de coordonner les projets de marketing et d'exploitation au profit des services postaux.

Enfin, en Europe, de nombreuses mesures commerciales audacieuses et novatrices ont été prises, tels que la formation de joint-ventures, l'enclenchement d'un processus de privatisation et l'ouverture du jeu de la concurrence à un niveau raisonnable, à l'avantage des clients de la poste. En outre, plusieurs postes de la région ont entrepris de relever le défi de créer des Administrations postales indépendantes et d'un nouveau style et s'y emploient avec un certain succès.

Au niveau mondial, on constate aussi des progrès dans la mise en œuvre du Programme d'action de Washington.

Grâce aux efforts conjugués du Conseil exécutif, du Conseil consultatif des études postales, du Bureau international et de plusieurs Administrations, le Système informatique d'analyse du marché, ou MAIS, a été installé au Bureau international et une formation a été dispensée aux utilisateurs du système MAIS. Aujourd'hui, pour la première fois, le monde postal a accès, par le biais de l'informatique, aux données commerciales dont il a besoin pour se mesurer efficacement à la concurrence.

Grâce à une aide technique et financière substantielle provenant de plusieurs Administrations, le projet EDI de l'UPU est en cours de réalisation et le réseau POST*Net constitué. Grâce à ce dernier, l'amélioration du système de suivi et de localisation des envois EMS dans le monde entier avance à grands pas.

Si nous devons admettre que les efforts que nous avons déployés pour améliorer la qualité du service de la poste internationale n'ont pas produit tous les résultats que nous en escomptions, nous avons cependant pu affiner la mesure de notre capacité à respecter les normes de qualité de service. Nous devons maintenant aller encore plus loin pour améliorer nos résultats dans ce domaine. Par ailleurs, comme vous pouvez le voir d'après le graphique reproduit au paragraphe 37 du document 21, des progrès notables ont été accomplis en ce qui concerne le respect des normes de service applicables au courrier intérieur prioritaire et aux envois LC.

Le travail du Groupe d'action pour la sécurité postale nous a aussi sensibilisés à l'importance cruciale de la sécurité.

Nous aimerions enfin mettre en exergue le travail du Groupe d'action pour le développement postal qui constitue un excellent exemple de la mise en œuvre au niveau mondial du Programme d'action de Washington. Le GADP a contribué à la réalisation de l'objectif du Programme portant sur un renforcement de l'autonomie des postes et de leur indépendance de gestion, en monopolisant des fonds des investisseurs internationaux au profit du développement postal.

Le Programme d'action de Washington nous a servi de guide dans les travaux que nous accomplis ces cinq dernières années et, au moment où cette période arrive à son terme, nous devons nous demander quels effets le PGAW pourra avoir à l'avenir.

Comme je l'ai mentionné, le Programme d'action de Washington a été un appel décisif lancé au monde postal pour qu'il bouge. Les développements qui se sont produits au cours des cinq dernières années, comme les interventions faites durant notre Débat général la semaine dernière le dénotent, ne contribuent en rien à diminuer le caractère urgent de cet appel.

En réalité, tout comme le rythme du changement s'est accéléré, la nécessité pour nous d'apprendre à nous adapter à un environnement des communications en évolution constante est devenue plus impérieuse. Nous avons même tenu une réunion à haut niveau pour recentrer la vision que nous avons définie durant le Débat général de Washington.

Le Programme d'action de Washington a aussi été la première décision que nous ayons prise pour affronter avec courage les pressions de la concurrence qui s'exerçaient autour de nous.

Mais le Programme général d'action nous a donné bien plus qu'une série de principes directeurs et qu'un appel à l'action. Grâce à la description détaillée de programmes jugés prioritaires et à la définition des responsabilités, il nous a fourni aussi un modèle de la manière dont nous pouvions maîtriser le changement. De fait, le Programme d'action de Washington a servi de modèle à l'élaboration du Plan stratégique que nous avons adopté pour accroître notre souplesse et notre efficacité. Dans ce sens, l'esprit d'entreprise concrétisé par ce plan s'instaurera au cours du prochain siècle.

Enfin, nous ne devons pas perdre de vue le fait que la Stratégie postale de Séoul, que nous sommes en train d'établir, est en fait construite sur les fondations du Programme d'action de Washington. Cela s'avère certainement, en ce qui concerne les domaines du Programme où nous devons encore faire des progrès, comme la mobilisation des ressources humaines et le renforcement de l'autonomie de gestion. Mais il est également vrai que les buts fondamentaux du Programme d'action de Washington, à savoir l'établissement de liens plus étroits avec nos clients et la fourniture des services qu'ils réclament, constituent aussi le noyau de la Stratégie postale de Séoul. Nous ne devons pas perdre de vue le fait que notre existence en tant que services postaux dépend entièrement de notre capacité à atteindre ces buts.

La TANZANIE (RÉP. UNIE): Nous voudrions féliciter les Présidents du CE et du CCEP, ainsi que le Directeur général du Bureau international, pour cet excellent rapport. Nous voudrions également leur présenter nos félicitations pour l'intérêt qu'ils ont toujours manifesté vis-à-vis des problèmes particuliers aux pays en développement. En dépit des ressources de plus en plus maigres, disponibles au titre de l'assistance technique, le Directeur général et ses collaborateurs ont toujours insisté sur l'importance de la coopération technique entre les Pays-membres de l'UPU et nous sommes reconnaissants des efforts qui sont déployés pour trouver d'autres fonds destinés au développement des pays les moins avancés. Les pays en développement devront de plus en plus prendre des initiatives, pour trouver des pays donateurs disposés à financer le secteur postal. L'UPU pourrait leur accorder le concours nécessaire pour la réalisation des projets ainsi financés. La mise en œuvre du Programme général d'action de Washington a donné satisfaction, compte tenu des changements très positifs qui sont intervenus dans beaucoup d'Administrations. Grâce aux activités du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale après Séoul et, compte tenu de l'expérience que nous sommes en train d'acquérir en matière de réforme des structures postales, nous sommes convaincus que ce processus de transformation ira en s'accéléralant et exigera davantage l'appui technique des pays développés. Le PGAW devrait, à notre avis, trouver sa place dans la Stratégie de Séoul, compte tenu de la nature permanente des stratégies qu'il contient.

La MAURITANIE: Le PGAW constitue la première référence en matière de planification postale. Tout plan exige l'existence d'objectifs bien définis mais aussi et surtout des moyens pour la réalisation de ces objectifs. Malheureusement, le Programme général d'action de Washington n'avait pas prévu des moyens financiers particuliers mais a plutôt demandé un effort auprès des Administrations qui ont généralement rencontré des difficultés financières pour le réaliser. Je suggère en conséquence que la future Stratégie de Séoul prévoie la mise à disposition de ressources nouvelles pour la réalisation de ses objectifs. Une difficulté majeure s'est posée à l'Administration postale de la Mauritanie lors de la mise en œuvre du PGAW: l'inexistence d'une base de données rendant difficile le travail de planification. La mise en place d'une base de données nous paraît donc indispensable. Dans le cadre de la formation du personnel, nous suggérons qu'un accent particulier soit mis sur les formations tournées vers le

management et les sciences de gestion moderne et non plus tout simplement vers l'exploitation postale. Pour le suivi de la mise en œuvre de la Stratégie de Séoul, nous suggérons qu'une formation spéciale soit organisée à l'intention des futurs coordonnateurs nationaux afin de leur permettre de piloter le processus d'exécution de la stratégie qui sera arrêtée.

Le KENYA: Le document qui nous est soumis est d'une lecture agréable dans la mesure où il montre que les Administrations postales sont réellement décidées à aller de l'avant dans le domaine de la commercialisation, de la modernisation et de l'amélioration de la qualité de service. Nous voudrions cependant demander au Bureau international de diffuser rapidement auprès des Administrations postales le guide de la gestion des ressources humaines qui a été rédigé par un consultant recruté après l'étude réalisée par le CCEP. Cela leur permettra d'accélérer la mise en œuvre du PGAW dans le domaine des ressources humaines.

Le PRÉSIDENT remercie et félicite le Conseil exécutif, le Conseil consultatif des études postales et le Bureau international pour l'ensemble des mesures judicieuses qu'ils ont prises pour mettre en œuvre le Programme général d'action de Washington avec efficacité et réussite.

Le Congrès prend acte du rapport sur la mise en œuvre du Programme général d'action de Washington (Congrès – Doc 21).

Application
immédiate des
dispositions
adoptées par
le Congrès
relativement au
Conseil
d'administration
(CA) et au Conseil
d'exploitation
postale (CEP)

Proposition 023

Le PRÉSIDENT présente la proposition 023 en indiquant que l'adoption de textes pertinents par la Commission 3 sur la restructuration de l'Union amènera le Congrès à mettre en place de nouveaux organes. Il est donc indispensable de décider la mise en vigueur immédiate des dispositions relatives au Conseil d'administration et au Conseil d'exploitation postale étant donné que ces organes seront bientôt élus par le Congrès.

Le BANGLADESH appuie le projet de résolution.

Le JAPON: Les dispositions sur la constitution des nouveaux organes devraient figurer dans les Actes parce que les résolutions du Congrès n'ont pas de fondement juridique et pourraient ainsi embarrasser des Pays-membres qui ont besoin d'une base juridique. Il existe dans les Protocoles additionnels des dispositions qui traitent de l'entrée en vigueur et de la durée du Protocole additionnel à la Constitution. Il serait approprié d'indiquer là la date de mise en application des dispositions relatives au Conseil d'administration et au Conseil d'exploitation postale. Et il serait également approprié d'ajouter des dispositions similaires dans le Règlement général, dans la Convention postale et dans les Arrangements.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT: Il existe des précédents en la matière et je voudrais citer précisément la résolution C 1 du Congrès de Washington qui, en se référant à des articles de la Constitution, de la Convention et des Arrangements sur les nouvelles compétences législatives du Conseil exécutif, avait décidé de mettre immédiatement en vigueur ces dispositions. Ceci avait permis de ne pas attendre la mise en vigueur des Actes pour que le Conseil exécutif puisse exercer ses compétences législatives. Il n'y a en fait pas de conséquence juridique à cela et l'inquiétude de la délégation du Japon pourrait être dissipée.

Le JAPON prend acte des explications du Secrétaire général adjoint mais émet néanmoins des réserves sur cette résolution compte tenu des exigences du service des traités et conventions du Japon en la matière.

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS) suggère de tenir compte des inquiétudes du Japon en examinant un texte spécifique qui compléterait la résolution 023 et qui pourrait être rédigé et présenté par le Japon. En attendant, il serait utile d'adopter la résolution 023.

Le JAPON accepte la proposition des Etats-Unis d'Amérique mais tient à préciser qu'au cas où le texte du Japon ne serait pas adopté, le Japon appliquerait cette décision à titre provisoire, selon sa loi nationale, et après avoir suivi la procédure réglementaire du Japon, ainsi que dans les limites des prévisions budgétaires. Le Japon demande que cette déclaration soit consignée dans le procès-verbal de la présente séance.

L'ITALIE rappelle que cette pratique d'application immédiate des dispositions adoptées par les conférences des plénipotentiaires est courante dans le système des Nations Unies et des institutions spécialisées. L'UIT, qui en est un exemple, a adopté des résolutions pour l'application immédiate des dispositions concernant précisément ses organes permanents et leur composition.

La MAURITANIE relève une anomalie au niveau du quatrième considérant. L'interprétation de cet alinéa implique que les conseils en question existaient avant le Congrès alors qu'ils viennent d'être créés. Il ne s'agit pas de nouvelles compositions ou de nouvelles attributions. Il s'agit de préciser que les attributions du Conseil d'exploitation postale et du Conseil d'administration diffèrent des attributions du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales.

M. GHARBI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: La remarque soulevée par la Mauritanie ne touche pas le fond, car l'objet de cette résolution est d'appliquer immédiatement les dispositions relatives au Conseil d'administration et au Conseil d'exploitation postale. On pourrait toutefois tenir compte de cette remarque en améliorant la rédaction, pour éviter toute ambiguïté. La formulation suivante pourrait être retenue: «Tenant compte de la composition et des attributions adoptées par le Congrès pour le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale».

L'ARGENTINE: Je voudrais poser une question à la délégation japonaise car je ne comprends pas à quoi se réfère le texte que cette délégation envisage d'élaborer. Ce texte serait-il destiné à être inclus dans le Règlement général?

Le JAPON: Le texte supplémentaire figurera dans le 5e Protocole additionnel. La date d'entrée en vigueur pourrait figurer dans le Règlement général car il y a d'autres accords analogues qui comprennent ce genre de disposition.

L'ARGENTINE: Il nous semble plus commode et plus pratique d'adopter la résolution 023. Ce genre de situation s'est déjà présenté lors de Congrès précédents et c'est pourquoi nous pensons opportun de procéder de la sorte. Il faut de plus noter que le projet de résolution dans un de ces considérants estime que le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale doivent fonctionner sans aucun retard et se réunir avant la clôture du Congrès. C'est dire que si la résolution n'est pas adoptée, nous nous retrouverons dans une sorte de vide juridique. Il est donc indispensable d'adopter la résolution 023.

L'ARABIE SAOUDITE: Nous ne pouvons pas adopter une résolution si nous ne connaissons pas le contenu des amendements qui pourraient être présentés. Dans mon pays, la ratification des traités internationaux requiert beaucoup de temps. Je voudrais appuyer la délégation japonaise et au nom de mon pays émettre des réserves sur cette résolution qui devront figurer dans le procès-verbal de cette réunion.

Le PRÉSIDENT: En fait, toutes les dispositions relatives aux nouveaux organes ont déjà été examinées en Commission 3 mais n'ont pas encore trouvé leur forme définitive. La plénière devra donner son aval à la fin du Congrès et cette décision sera évidemment soumise à la ratification de chaque Etat conformément aux procédures nationales en vigueur. C'est à ce niveau de la procédure que le Japon et l'Arabie saoudite éprouvent à mon avis certaines préoccupations.

L'ALLEMAGNE: Les difficultés qu'éprouve le Japon ont leur origine dans la législation japonaise. Si nous acceptons sa proposition, cela pourrait poser un tas de problèmes à la majorité des Pays-membres de l'Union. En acceptant la proposition japonaise, nous créerons plus de difficultés que nous n'en résoudrions. Nous devons en conséquence adopter la résolution 023 comme telle.

Soumise au vote, la résolution 023 est adoptée par 137 voix et 3 abstentions.

La séance est levée à 16 h 50.

Au nom du Congrès: Le Président,
Young-su Kwon

Le Secrétaire général,
A.C. Botto de Barros

Le Secrétaire,
L.L. Fernandes Pinheiro

Dixième séance du Congrès

Mardi 6 septembre 1994

Présidence de M. Young-su Kwon, Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Communications

Le PRÉSIDENT: Je me félicite du bon déroulement des travaux du Congrès qui est entré dans sa troisième semaine. Seules une ou deux Commissions connaissent un certain retard qui, je l'espère, sera rapidement résorbé. Avant de commencer nos délibérations, je voudrais rappeler que, aujourd'hui 6 septembre, à 12 heures, expire la date pour la présentation des candidatures au Conseil d'administration et au Conseil d'exploitation postale. Une liste des pays candidats à ces deux organes sera distribuée à toutes les délégations avant les élections qui se dérouleront le 9 septembre 1994.

Le DOYEN: Je remercie le Président et le Secrétariat coréen qui ont bien voulu organiser les excursions du week-end au Parc olympique, au Village folklorique coréen et au Parc des sciences de l'EXPO. Ces excursions ont permis aux congressistes d'avoir des impressions favorables aussi bien au niveau de la nouvelle que de l'ancienne Corée. Je saisis cette occasion pour remercier, au nom de tous les participants, le Président de l'Administration postale italienne et son aimable épouse ainsi que toute la délégation italienne de leur chaleureuse réception offerte à l'hôtel Shilla hier soir.

Le SECRÉTAIRE: Sous réserve des informations qui vous seront fournies lors de l'examen du point 14 de l'ordre du jour traitant du rapport de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs), je voudrais vous signaler qu'actuellement 168 pays sont présents au Congrès. Parmi ces pays, Belize, la Dominique, la Géorgie, la Jamaïque, le Liechtenstein, la Lituanie, Saint-Christophe-et-Nevis et le Turkménistan se sont fait représenter au Congrès (procuration) respectivement par la Barbade, la Grande-Bretagne, la Fédération de Russie, la Guyane, la Suisse, la Lettonie, Sainte-Lucie et l'Ukraine. La Gambie a remis au Secrétariat un avis de représentation pour la séance de ce jour à l'Amérique (Etats-Unis).

Le PRÉSIDENT constate que le quorum de 85 pays est largement atteint.

Déclarations

Le YÉMEN: Je vous remercie de m'avoir donné cette occasion de parler et j'en profite pour vous féliciter de votre élection comme Président du XXI^e Congrès de l'UPU. Nous sommes convaincus de votre haute compétence dans la direction et l'orientation des travaux du Congrès vers le succès.

Nous apprécions hautement l'honneur que nous a fait S.E. le Président Kim Young Sam, Président de la République de Corée, lorsqu'il a solennellement ouvert le Congrès avec le Ministre coréen des communications, M. Yoon Dong-yoon. Nous considérons cela comme une grande preuve de l'importance et de l'estime dont jouit l'Union postale universelle dans le monde actuel des organisations internationales.

En fait, c'est pour moi la première fois, après la réunification du Yémen, que je participe au Congrès de l'UPU. J'en suis très heureux et je tiens à saluer vos efforts sincères en vue de réorganiser et restructurer l'Union. Cette réalisation aura un immense effet par l'évolution future de cette organisation historique et sur sa marche vers la modernisation et la rénovation.

L'environnement politique, économique et social à notre époque change très vite et nécessite, pour être suivi, que l'initiative et la prise de décisions soient rapides, afin de pouvoir faire face aux exigences de la modernisation des services publics, ce qui rendrait ceux-ci capables d'interagir avec ces changements.

Dans cet ordre d'idées et à la suite de la réunification du Yémen en 1990, nous avons pris l'initiative de réorganiser et de moderniser l'édifice postal. Un organisme général des postes à caractère économique et commercial, jouissant de l'autonomie financière et administrative, fut donc créé. Il est habilité, en vertu de la loi, à exercer une large gamme d'activités publiques et commerciales, avec toutes les compétences et les droits qui en découlent.

Nous tenons à exprimer notre considération pour l'UPU qui a accompli une grande réalisation en créant le réseau international de l'EDI. C'est là une action que nous voudrions soutenir et faire entrer tous les pays de l'Union dans ce réseau, surtout nos pays en développement. Nous aimerions que l'UPU considère cette tâche comme prioritaire de façon absolue par rapport aux autres, car elle a un effet actif sur l'amélioration, la modernisation des services postaux et l'accroissement des capacités de ces derniers à être concurrentiels pour récupérer les parts du marché qui ont été perdues à cause du retard pris par la poste en matière de développement dans le monde d'aujourd'hui. A cet égard, nous tenons à préciser que, depuis deux ans, nous œuvrons pour la création d'un réseau national des échanges EDI qui sera opérationnel au dernier trimestre de cette année. Avec cela, nous voudrions témoigner à l'UPU et au PNUD notre appréciation pour l'aide qu'ils nous ont apportée en la matière. Nous espérons que ce soutien sera poursuivi à l'avenir, notamment pour relier le réseau national au réseau international compte tenu de l'importance que revêt cela pour constituer une base solide des données dans notre pays.

L'introduction par l'UPU du principe concernant la planification stratégique est parmi les plus importantes réalisations de ce Congrès de Séoul. Car, en travaillant selon ce principe, l'UPU va faire de grands pas en avant et nous pensons qu'il convient d'appuyer ce principe au sein des pays de l'Union afin de créer une complémentarité entre l'Union et les Pays-membres et à cause de son impact sur les méthodes de gestion et de travail dans les Administrations postales.

Nous apprécions donc les tâches accomplies par l'Union en matière d'assistance technique. Nous voudrions que l'UPU accorde à ces tâches l'essentiel de ses préoccupations durant la prochaine période pour réaliser un véritable appui aux efforts des pays en développement en vue de relever leurs activités postales jusqu'au niveau souhaitable. A cette occasion, nous tenons à remercier l'Union et tous les amis pour leur appui constant à nos efforts et nous espérons qu'ils continuent dans cette voie au cours de la prochaine période.

Pour terminer mon intervention, je tiens à vous remercier tous de votre aimable attention et je vous souhaite plein succès, comme je souhaite à la nation coréenne la réalisation de son unité à laquelle elle aspire. Nous avons grand espoir que les démarches et les efforts du Secrétaire général, en vue d'échanger le courrier postal entre les deux parties de la Corée, soient couronnés de succès dans un très proche avenir.

Je vous remercie encore une fois et je vous salue.

L'AFGHANISTAN: Je vous remercie, Monsieur le Président, de m'avoir donné la parole.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les délégués, Mesdames et Messieurs,

C'est un grand plaisir pour moi et ma délégation de pouvoir nous adresser à cette assemblée et prendre part au XXII^e Congrès de l'UPU, après l'instauration de l'Etat islamique en Afghanistan.

Monsieur le Président, je voudrais, tout d'abord, vous féliciter de votre élection à la présidence de ce Congrès. Je saisis cette occasion pour vous transmettre à vous et au XXII^e Congrès postal tenu à Séoul, la magnifique capitale historique de la République de Corée, les salutations et les vœux de réussite du Président de notre pays, S.E. le Professeur Burhannudin Rabbani, et du peuple de l'Afghanistan. Je souhaiterais également remercier, au nom de ma délégation, le pays hôte et l'Administration postale de la République de Corée de son chaleureux accueil et de l'hospitalité qu'ils nous ont offerte.

L'Afghanistan est un pays enclavé d'une superficie de 650 000 km². Il s'agit d'un pays essentiellement montagneux avec un certain nombre de vallées fertiles. Sa population a été estimée à 18 millions de personnes dont 4 millions vivent dans les zones urbaines, le nombre d'habitants à Kaboul étant estimé à 2 millions. L'agriculture est la principale ressource du pays.

Il existe dans ce pays 355 bureaux de poste, dont 261 sont établis dans les zones rurales. Chaque bureau de poste dessert un territoire d'environ 1842 km² et 50 000 personnes en moyenne.

Pourtant, ces chiffres sont très en deçà des normes internationales. Mais, en raison d'un certain nombre de malheureux événements que nous avons connus au cours des seize dernières années, les services publics de l'Etat islamique d'Afghanistan, y compris la poste, ont été perturbés ou dispersés. Ces difficultés ont fait qu'au total 200 bureaux de poste ont été entièrement détruits ou rendus inopérants. Le réseau de communication a également subi de sérieux dégâts estimés à environ 15 milliards d'afghanis, dont la moitié concerne le secteur postal.

Il est impossible d'obtenir ce montant à partir des ressources intérieures. C'est pourquoi, ma délégation demande d'urgence le soutien de la communauté internationale pour nous permettre de reconstruire et de reformer le service postal tant sur le plan des ressources humaines que matérielles. D'une manière générale, la poste afghane a besoin d'une aide bilatérale et multilatérale substantielle pour réintégrer sa place dans le réseau postal international.

Mesdames et Messieurs les délégués,

L'Afghanistan est en train de reconstituer son service public et a donc absolument besoin de la coopération technique et de l'assistance économique de l'Union postale universelle ainsi que des pays développés pour revaloriser et améliorer le système d'organisation et de gestion de son Administration postale. Membre de l'UPU depuis 1928, l'Afghanistan a participé à de nombreux Congrès de l'Union et a toujours été en mesure d'apporter sa contribution. Il a également fait de son mieux pour appliquer les dispositions de la Constitution, de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements d'exécution qu'il a signés et ratifiés. Ayant activement participé aux différents Congrès, nous avons pu acquérir les connaissances et l'expérience qui nous ont permis de nourrir des espoirs quant au prochain développement du service postal en Afghanistan.

Je dois en particulier exprimer notre reconnaissance pour la précieuse assistance technique que nous avons obtenue grâce à l'UPU, au PNUD et à l'APPU. Nous avons profité de la possibilité de participer à un certain nombre de colloques, d'ateliers et de programmes de formation en matière de planification postale destinés aux jeunes cadres et aux cadres moyens, et de bénéficier d'une formation pour instructeurs. Nous sommes également reconnaissants à l'UPU de nous avoir envoyé des consultants spécialisés dans différents domaines et qui ont rédigé les documents des projets concernés, avant de remettre leurs rapports au Bureau international. La dernière mission a été menée par M. K.R. Murthy, consultant envoyé par l'UPU en 1990. Nous espérons que des mesures vont être prises pour compléter les projets inachevés, tels que RAS/86/172.

Dans l'esprit du PGAW et, en particulier, grâce au progrès technologique dans les pays développés, la poste a connu d'importants changements, notamment dans des domaines tels que le traitement du courrier qui prend à peine quelques heures et permet de transmettre les envois d'un endroit de la planète à un autre en l'espace de quelques jours. Cependant, les difficultés que connaît le service postal dans les pays en développement, en particulier dans les pays les moins avancés, peuvent être considérées comme un signe de régression. C'est ainsi que le fossé s'élargit entre les services postaux des pays développés et ceux des PMA.

Ce problème a été aggravé par de grosses difficultés économiques et financières. Il faut dire que le principal obstacle au bon fonctionnement du service postal dans le monde et à l'amélioration de sa qualité est la pauvreté et la faiblesse économique de la majorité des Pays-membres. Ainsi, pour assurer le bon fonctionnement du service postal universel et l'amélioration de sa qualité, il est nécessaire d'accorder plus d'attention aux besoins réels des pays pauvres. Il conviendrait de renforcer et d'intensifier les activités de coopération technique et d'assistance économique des pays riches en faveur des pays pauvres. Nous espérons que les pays les moins avancés tels que l'Afghanistan ne seront pas oubliés comme par le passé.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Nous croyons fermement que bientôt nous pourrions profiter de la coopération technique et économique et l'exploiter de manière à répondre aux besoins de nos clients dans le domaine postal.

Pour conclure, je voudrais exprimer mes remerciements et ma reconnaissance à M. Botto de Barros, Directeur général du Bureau international de l'Union, et à

son personnel pour l'excellent travail qu'ils ont accompli sous le mandat du Directeur de l'Union. Je souhaite également au XXIIe Congrès de l'Union postale universelle plein succès dans ses travaux.

Je vous remercie de votre attention.

Le NIGÉRIA: Je suis très honoré d'avoir la possibilité de prendre la parole devant cette auguste assemblée, convoquée à l'occasion du XXIIe Congrès de l'Union dans cette belle ville de Séoul, en République de Corée. Monsieur le Président, j'aimerais vous féliciter de votre élection, ô combien méritée, à la présidence de ce Congrès et j'aimerais aussi féliciter tous ceux qui ont été élus dans le cadre de ce Congrès. Il y a lieu de se réjouir à la pensée que vous pourrez partager la vaste expérience que vous avez acquise dans le domaine postal non seulement avec tous les membres ici rassemblés, mais aussi avec la communauté postale dans sa totalité.

Permettez-moi également de me joindre à mes nombreux collègues pour exprimer la gratitude de ma délégation à M. Yoon Dong-yoon, Ministre des communications de la République de Corée, et à M. Lee In-hak, Directeur général des postes de la République de Corée, et pour leur transmettre sa vive reconnaissance. Monsieur le Président, je voudrais aussi remercier le Président de ce grand pays, M. Kim Young Sam, de la très amicale hospitalité qui nous est offerte depuis notre arrivée ici. Ce séjour, je tiens à le préciser, restera gravé dans ma mémoire et dans celle de mon entourage.

C'est un privilège pour moi que de transmettre à cette auguste assemblée les vœux de réussite du Général Sani Abacha, chef d'Etat et commandant en chef des forces armées de la République fédérale du Nigéria. Il félicite en particulier le Gouvernement et le peuple de la République de Corée d'avoir obtenu le rare privilège d'accueillir le Congrès de l'Union postale universelle. Je rappellerais également que votre pays s'est taillé un franc succès en accueillant les Jeux olympiques de 1988. Il ne fait aucun doute que ces événements particuliers traduisent la faculté et la volonté du Gouvernement de la République de Corée non seulement d'offrir un système postal universel parfait, mais aussi d'octroyer à ce même service la place d'honneur dans le développement économique international.

On se rappellera que parmi les résolutions du XXe Congrès de l'Union postale universelle, qui s'est tenu à Washington, D.C., Etats-Unis d'Amérique, du 13 novembre au 14 décembre 1989, figurait l'élaboration du Programme général d'action de Washington qui priait instamment les gouvernements des Pays-membres de l'Union postale universelle qui ne l'avaient pas encore fait de doter leur Administration postale d'une autonomie structurelle et d'une indépendance financière suffisantes. Dans le droit fil de cette résolution, le Gouvernement de la République fédérale du Nigéria a accordé à l'Administration postale nigériane le statut d'entreprise parapublique, avec effet au 1er juillet 1992. L'Administration postale nigériane, avec ce nouveau statut, a franchi une étape supplémentaire vers l'autonomie financière tout en étant encore, conformément à la loi, sous la supervision du Ministère des communications.

L'Administration postale nigériane a connu d'heureux changements depuis le Congrès de 1989. En effet, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme général d'action de Washington, des efforts de diversification des services ont été faits afin de pouvoir satisfaire les besoins de nos nombreux clients et de relever les défis lancés par nos concurrents. Parmi les nouveaux services mis en place par l'Administration postale nigériane, je citerais le service EMS, les services de dépôt en nombre, les services pour le compte de tiers, les services de ramassage,

les services de courrier électronique et la location par la poste d'espaces et de locaux. En outre, nous avons créé des centres d'affaires dans certains centres commerciaux nigériens, opération qui jusqu'ici était l'apanage d'organismes privés. Nous commençons aussi à vendre les produits de nos propres ateliers. Je suis heureux d'annoncer que l'Administration postale nigérienne a fait de grands progrès et qu'elle poursuit les efforts pour consolider les acquis, les recettes et rendre plus efficace la prestation de services.

Ce Congrès est l'occasion pour le Nigéria d'exprimer sa gratitude à tous les Pays-membres qui lui ont offert leur aide pendant les cinq dernières années. J'aimerais d'ailleurs rappeler que le Nigéria a présidé la Commission 9 de l'ex-Conseil exécutif. Compte tenu de l'aide que le Nigéria a reçue et dont il a partagé les fruits avec les membres des Commissions et tous les membres de l'Union postale universelle, ce pays est à nouveau disposé à assumer certaines fonctions au sein d'une des Commissions du Conseil d'exploitation postale, qui vient d'être créé.

Perspectives d'avenir

Mon Administration s'efforce d'élargir sa base de revenu en diversifiant ses produits et ses services afin d'obtenir des recettes supplémentaires permettant de satisfaire les besoins croissants de notre peuple. A ces fins, certaines sections de nos services ont été commercialisées. En outre, le plan relatif à l'utilisation de codes postaux a atteint un stade avancé. Je suis convaincu que ce plan permettra d'améliorer la distribution du courrier. Le projet de caisse d'épargne postale, s'il est conçu et géré convenablement, devrait encourager le gouvernement à mettre en valeur les communautés rurales et à faire prendre à la population rurale l'habitude d'épargner et d'économiser. Ces mesures viendront compléter des projets analogues, tels que le plan relatif au système bancaire, déjà mis en œuvre dans les zones rurales, qui vise à encourager la croissance et la formation de revenus.

La poste dans les pays en développement

En ce qui concerne les services postaux, les pays en développement sont toujours confrontés à des problèmes et à des insuffisances. Ainsi que vous le savez tous, cet état de choses ne facilite pas le flux, ni l'échange rapide des dépêches entre Administrations. Nous sommes donc reconnaissants à l'Union postale universelle d'avoir décidé d'envoyer des experts techniques sur place pour effectuer des contrôles plus réguliers et pour donner des conseils sur les différentes manières de contrôler l'acheminement des envois postaux. Ces mesures ont permis de réduire le retard avec lequel les dépêches sont acheminées. Toutefois, un financement plus adéquat permettrait d'améliorer les équipements qui, par manque de fonds, sont inadéquats. Par ailleurs, le client a la satisfaction de voir son courrier d'affaire distribué plus rapidement. Sur la base de ces premiers résultats, j'invite les pays développés qui participent à cette auguste assemblée à redéfinir l'aide accordée aux pays les moins développés dans le cadre du Programme général d'action de Washington, en vue de parvenir à un échange plus rapide des dépêches.

Personnel employé au Bureau international

Autre sujet méritant d'être examiné: la politique de recrutement du personnel du Bureau international. Il semblerait que, pour des raisons linguistiques, le nombre de fonctionnaires originaires de pays anglophones pouvant postuler un emploi au Bureau international soit limité. Je sais que l'adoption de la langue anglaise en tant qu'une des langues officielles de l'Union postale universelle

(UPU) est une question qui est au centre des débats depuis des années, et je pense qu'il aurait fallu régler cette question, dans l'intérêt des nombreux Pays-membres dont les représentants ne sont pas employés au Bureau international à Berne, en Suisse.

Conclusions

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les délégués, permettez-moi de vous exprimer encore une fois toute la gratitude de mon Administration pour l'aide technique dont elle a bénéficié jusqu'ici. Permettez-moi aussi de prier les participants à ce Congrès de bien vouloir examiner avec toute l'attention voulue les questions que je viens de soulever. J'espère et je souhaite que les améliorations apportées aux services postaux des Administrations postales les moins privilégiées profiteront à toute l'organisation. Ainsi, nous pourrons, ensemble, améliorer ce monde qui est le nôtre.

Le ZAÏRE: Je souhaitais signaler notre présence et m'excuser du retard de notre délégation du fait des difficultés liées à notre itinéraire de voyage et de signaler qu'une partie de notre délégation nous rejoindra bientôt. Je saisis cette occasion pour remercier la Corée de l'organisation efficace du Congrès et assurer le Congrès que le Zaïre, lorsque sa délégation sera au complet, apportera sa contribution aux travaux.

Le PRÉSIDENT déclare qu'en absence d'observations, l'ordre du jour (Congrès – Doc 4/Rev 2) est adopté, et propose de commencer les travaux par l'examen du point 15 de cet ordre du jour.

Relations postales
dans la péninsule
coréenne

Le BRÉSIL: Au cours de la séance plénière précédente, le Chef de la délégation de la Jordanie nous a tous sensibilisés par son appel émouvant aux difficultés de communications postales qui existent dans la péninsule coréenne.

Congrès – Doc 93

Il nous a parlé des familles, vivant dans les deux pays, qui n'ont pas la possibilité de communiquer entre elles et de la profonde tristesse qui en résulte, et il a évoqué pour nous avec beaucoup d'à-propos et de tendresse la situation des enfants.

Le Congrès a alors décidé de former un groupe de travail chargé d'élaborer un projet de résolution visant à encourager la République populaire démocratique de Corée et la République de Corée à instaurer des échanges postaux entre elles.

En application de la recommandation du Congrès, j'ai le plaisir de soumettre à la présente assemblée plénière le projet de résolution, figurant dans le Congrès – Doc 93, qui a été élaboré de façon conjointe par le Bureau international et cinq pays, à savoir, la Jordanie, l'Allemagne, la Roumanie, le Canada et le Brésil.

Nous sommes convaincus que l'approbation de ce document est indispensable à l'instauration dans les plus brefs délais des échanges réciproques complets de courrier dans la péninsule coréenne, sous la forme préconisée dans la Constitution de l'UPU en ce qui concerne la liberté de transit dans le domaine postal.

Le Brésil se sent profondément heureux d'avoir eu le privilège d'être chargé de la présentation du Congrès – Doc 93 et espère sincèrement que ce projet de résolution sera approuvé.

Le JAPON appuie le projet de résolution.

Le projet de résolution sur les relations postales dans la péninsule coréenne (Congrès – Doc 93) est adopté à l'unanimité.

La JORDANIE exprime sa gratitude au Congrès pour la réponse positive qui a été donnée suite aux sentiments exprimés par sa délégation au cours d'une séance précédente pour l'établissement des relations postales dans la péninsule coréenne. La délégation jordanienne espère que les Coréens vont maintenant échanger des lettres dans les deux sens entre le Nord et le Sud et que cette résolution contribuera à faire sécher les larmes de ceux qui ne pouvaient communiquer par la poste. Un jour viendra certainement où la famille postale célébrera avec les enfants des deux Corées le complet échange de correspondances entre les deux pays.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Je crois que c'est pour nous un moment de grande émotion, principalement pour les deux Corées qui vont commencer à établir l'échange des objets postaux. Je suis heureux de l'unanimité avec laquelle vous avez adopté cette résolution. Je puis vous dire que c'est un projet sur lequel j'ai travaillé pendant dix ans. J'ai parlé plusieurs fois en mon nom propre mais aussi au nom de vous tous aux ambassadeurs représentant la Corée du Nord et la Corée du Sud, à Genève. J'ai trouvé des deux côtés la meilleure des intentions et nous avons même étudié un projet pour que commence ouvertement le dialogue entre les deux pays. Vous avez donné au Directeur général la possibilité de continuer ce travail avec l'appui de vous tous. C'est à mon avis un travail qui donne la possibilité de montrer la solidarité, l'esprit ouvert, la sincérité qui a toujours habité notre maison. Je vous remercie et je peux vous assurer que nous vous informerons régulièrement de la manière dont les choses évolueront.

La CORÉE (RÉP.): Au nom du gouvernement et du peuple de la République de Corée, ma délégation se félicite de l'adoption à l'unanimité par le Congrès de la résolution sur les relations postales dans la péninsule coréenne. Nous adressons nos sincères remerciements aux Pays-membres qui ont formellement appuyé cette résolution dans un esprit de coopération qui a caractérisé l'Union tout au long de ces années. Nous adressons nos remerciements aux délégations de la Jordanie, du Brésil et d'autres pays qui ont déployé tous leurs efforts pour l'élaboration et la présentation de cette résolution. Il y a environ dix millions de familles dispersées dans la péninsule coréenne; ces personnes souffrent depuis cinquante ans, car elles ne peuvent recevoir des nouvelles des leurs depuis la division de la péninsule. Nous espérons que grâce à l'adoption de cette résolution nous pourrions poser un jalon dans l'établissement d'un échange libre d'objets postaux entre la Corée du Nord et la Corée du Sud, ce qui permettra de rapprocher les deux Corées et marquer le début d'une nouvelle ère de communication pour l'ensemble de la population de la péninsule, tout en soulageant certaines des souffrances de la population coréenne. Le gouvernement coréen fera tous les efforts nécessaires pour mettre pleinement en œuvre cette résolution.

Approbation de
procès-verbaux des
séances plénières

Les procès-verbaux de la première à la troisième séance (Congrès – PV 1 à 3) sont approuvés.

Relations avec
l'Organisation des
Nations Unies et
avec d'autres
organisations
internationales

Congrès – Doc 24

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: J'ai le plaisir de vous présenter le document sur les relations entre l'UPU et l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales.

Il s'agit d'un rapport que le Directeur général du Bureau international soumet habituellement au Congrès, en application des décisions prises au Congrès précédent le chargeant de suivre les relations avec l'ONU et de prendre les mesures qu'il jugera nécessaires dans l'intérêt de l'Union et de ses membres, compte tenu des instructions éventuelles du Conseil exécutif.

Les membres du Conseil exécutif sont régulièrement tenus informés du développement de ces relations par le biais de rapports annuels. L'ensemble des Pays-membres puise les renseignements à ce sujet dans le Rapport sur les activités de l'Union qui leur est diffusé.

Vu la taille relativement petite de notre organisation et le caractère très technique de nos activités, la contribution de l'UPU à la mise en œuvre commune de nombreux programmes et actions établis à l'échelle mondiale peut paraître assez limitée. Cependant, outre les communications, il y a des domaines où l'UPU peut se montrer très utile comme ceux des transports et de l'environnement.

L'année prochaine, l'Organisation des Nations Unies célébrera son 50e anniversaire. Notre organisation est aussi impliquée dans les préparatifs à cette commémoration. Sa contribution se traduira notamment par l'émission de timbres-poste commémoratifs et l'organisation d'un concours à cet effet.

Par ailleurs, dans la mesure de ses possibilités, l'UPU participe à la conduite de plusieurs études par le Corps commun d'inspection des Nations Unies. Les domaines particulièrement concernés sont ceux du personnel, de la coopération technique et de la gestion.

L'UPU est constamment à la recherche de partenaires naturels, pour intensifier et dynamiser ses activités. A part les organisations du système des Nations Unies, l'UPU a développé, ces derniers temps, des relations de travail avec de nombreuses organisations internationales à vocation technique comme le CCD, l'IATA, l'ISO et celles qui regroupent ou représentent les éditeurs ou les milieux philatéliques.

Pour ce qui concerne la participation aux réunions, l'UPU faute de ressources suffisantes, se limite à celles dont l'ordre du jour comprend des questions intéressant directement l'Union. A chaque fois que cela est possible, l'Union se fait représenter par les Conseillers régionaux ou par les Administrations postales du pays où ces réunions ont lieu. Je saisis cette occasion pour les en remercier vivement.

Comme cela ressort du chapitre «Conclusions», je vous prie de prendre acte des renseignements contenus dans ce rapport, de charger le Bureau international de continuer de suivre l'évolution et d'intensifier ses relations avec l'ONU et d'autres organisations ainsi que de prendre d'autres mesures appropriées qui figurent au § 23.

La NOUVELLE-ZÉLANDE: La France, pendant le Débat général, nous a rappelé l'importance des nouveaux rôles multilatéraux pour le contrôle du commerce et de services que nous devons prendre en considération dans notre travail. Elle s'est référée plus particulièrement à l'accord du GATT signé par un grand nombre de gouvernements à Marrakech au début de l'année. Dans les documents dont nous sommes saisis, il n'y a pas de référence aux éventuelles

discussions qui ont pu avoir lieu entre le Bureau international et le Secrétariat du GATT sur l'application potentielle des accords GATS aux services postaux. Je suppose que cela ne signifie pas qu'il n'y a pas eu d'entretien et que simplement on n'en a pas parlé en détail dans le document. Le Conseil d'administration souhaitera certainement se pencher sur la question de savoir si les accords GATS ont des incidences sur les arrangements multilatéraux ou bilatéraux, en vertu desquels les services postaux sont fournis sur le plan international. L'Union voudra peut-être chercher à obtenir le statut d'observateur auprès du Conseil du GATT à la suite de l'entrée en vigueur de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Je peux vous assurer que nous avons déjà pris des contacts avec le GATT et nous nous sommes accordés sur le fait que la possibilité pourrait être donnée à l'UPU d'échanger des idées sur des sujets qui intéresseraient la poste. L'UPU a même demandé le statut d'observateur mais comme le GATT était en transformation, je crois que c'est maintenant le moment de revenir sur cette affaire car mon opinion est que le GATT deviendra, avec sa transformation en OMC, une des organisations internationales les plus puissantes que nous aurons à l'avenir.

Le Congrès prend acte du rapport du Directeur général du Bureau international sur les relations avec l'ONU et avec d'autres organisations internationales (Congrès – Doc 24) et invite le Directeur général du Bureau international à:

- a) maintenir et à intensifier les relations avec l'ONU et d'autres organisations internationales;
- b) continuer à suivre l'évolution des questions évoquées dans ledit rapport;
- c) prendre des mesures qu'il jugera nécessaires dans l'intérêt de l'Union et de ses membres, compte tenu des instructions éventuelles du Conseil d'administration;
- d) en rendre compte chaque année, dans une mesure appropriée, au Conseil d'administration.

Application de la
Déclaration sur
l'octroi de
l'indépendance aux
pays et aux peuples
coloniaux par les
institutions
spécialisées

Congrès – Doc 25

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Le document en examen, que j'ai le plaisir de vous présenter, a comme base juridique la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies de 1960 portant sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ainsi qu'une série d'autres résolutions concernant le suivi de la résolution originale.

J'attire particulièrement votre attention sur le § 4 du rapport où il est demandé aux Etats et aux institutions spécialisées – je cite: «de faire tout leur possible pour assurer l'application intégrale de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance à ces pays et à ces peuples et de redoubler d'efforts pour soutenir les peuples soumis à la domination coloniale, étrangère et raciste dans le juste combat qu'ils mènent pour l'autodétermination et l'indépendance».

Le chapitre II du rapport fait état des mesures prises par l'UPU en exécution de ladite résolution des Nations Unies.

Vous trouverez également des exemples d'assistance fournie par l'Union pour venir en aide aux réfugiés et aux territoires non autonomes, ainsi qu'aux pays nouvellement indépendants et les moins avancés.

En conclusion, le Congrès est invité à prendre acte des renseignements contenus dans le présent document et à donner des directives concernant la meilleure manière d'intensifier l'assistance dans le cadre des activités de l'Union, compte tenu des moyens disponibles.

Le Congrès décide:

- a) de prendre acte des efforts déployés par l'UPU pour venir en aide aux réfugiés et aux territoires non autonomes ainsi qu'aux pays nouvellement indépendants et aux pays les moins avancés (PMA);
- b) d'intensifier les efforts dans la mesure des possibilités et des ressources disponibles pour accroître l'assistance à ces pays orientant les interventions en fonction de l'évolution de la situation dans les régions concernées et dans le cadre d'un plan d'action concerté.

Changement de
classes de
contribution

Congrès – Doc 39

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT présente le Congrès – Doc 39 relatif aux changements de classes de contribution. Conformément à l'article 125, paragraphes 4 et 5, du Règlement général, les Pays-membres peuvent changer de classe de contribution à la condition que ce changement soit notifié au Bureau international avant l'ouverture du Congrès et qu'il porte sur le déclassement d'une seule classe à la fois. Dans ce document, il est fait également état des nouveaux Pays-membres de l'Union entrés après le Congrès de Washington. Il est à signaler que la République d'Afrique du Sud qui vient de réintégrer l'Union doit être ajoutée à la liste de ces pays. Par ailleurs, le document indique les pays qui sont sortis de l'Union. Le Congrès est prié de prendre acte des notifications en question.

L'ÉRYTHRÉE: Puisque c'est la première fois que je prends la parole, permettez-moi, Monsieur le Président, de remercier le Gouvernement de la République de Corée et son peuple, ainsi que le Secrétariat du pays hôte, pour la chaleureuse hospitalité qu'ils nous ont réservée à notre arrivée et durant notre séjour dans cette ville historique de Séoul.

Monsieur le Président, je tiens à vous féliciter pour votre élection à la position de Président de ce Congrès, ainsi que Messieurs les Vice-Présidents.

Monsieur le Président, éminents délégués, c'est véritablement un honneur pour mon pays, l'Erythrée, et pour moi-même, de participer à ce XXI^e Congrès de l'UPU comme le 185^e membre de cette noble Union. Point n'est besoin de mentionner que la participation directe de l'Erythrée aux activités du monde postal a commencé il y a presque cent ans, lorsque l'Erythrée était une colonie de l'Empire italien. Les anciens documents de l'UPU et les timbres-poste émis en 1893 serviraient, entre autres, de preuve historique de ce que j'avance.

Ainsi que vous le savez peut-être, l'Administration postale de l'Etat de l'Erythrée, tout en reconnaissant que les autres Administrations postales de pays en développement rencontrent des problèmes, estime qu'elle ne devrait pas être considérée comme l'une d'entre elles, car celles-ci ont une infrastructure et des ressources humaines en place, tandis qu'il règne dans notre infrastructure et dans les ressources humaines dont notre Administration dispose un grand désordre qui résulte de trente années de guerre de libération. Toutefois, en dépit de ces difficultés, le Gouvernement de l'Erythrée, ayant pris conscience du rôle vital que les services postaux pouvaient jouer dans le développement économique, social et culturel de notre pays, a accordé à mon Administration une pleine liberté d'action afin qu'elle puisse gérer toutes ses ressources financières et

autres sans devoir souffrir aucune intervention de l'extérieur. En raison de cette évolution et des ressources limitées dont mon Administration dispose, cette dernière s'emploie à mettre en œuvre un programme complet visant à développer le système postal national et international de l'Erythrée. A ce jour, nous avons relancé les services internationaux de la poste aux lettres et des colis postaux et, bientôt, à la fin du présent Congrès de l'UPU, nous espérons ajouter à notre système le service international de mandats de poste et le service EMS. Il nous reste cependant un long chemin à faire.

Permettez-moi de profiter de l'occasion pour remercier M. A.C. Botto de Barros, Directeur général du Bureau international, et tous ses collègues, pour la coopération dont ils ont fait preuve à notre égard jusqu'ici, en nous accordant, en particulier, une assistance technique sous la forme de missions de conseil et d'octrois de bourses de formation à l'étranger, pour répondre à nos besoins immédiats, dans le cadre du système de financement de l'UPU et du PNUD. Nous espérons néanmoins que nous pourrions bénéficier, à l'avenir, d'autres actions d'assistance technique de ce genre, de façon que notre système postal puisse s'intégrer dans le réseau postal mondial et y trouver sa place.

Permettez-moi, à ce point de mon exposé, et comme nous en avons déjà fait part au Bureau international, de rappeler au Congrès que l'Erythrée souhaite être classée dans la catégorie de contributions de 0,5 unité, plutôt que dans la catégorie d'une unité, conformément à la classification recommandée par le PNUD.

Monsieur le Président, en cette occasion qui est pour nous historique puisqu'elle est la première, aussi bien mon pays que moi-même vous présentons, ainsi qu'au Congrès, tous nos vœux de succès.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT: Le Bureau international partage les préoccupations de l'Erythrée depuis son adhésion à l'Union. Selon la procédure en vigueur, la demande de l'Erythrée doit être au préalable traitée par l'Assemblée générale des Nations Unies. Une fois que l'Erythrée sera classée comme PMA (pays moins avancé), le Bureau international procédera automatiquement à son déclassement sans qu'il soit nécessaire de formuler une demande auprès du Bureau international ou du Congrès.

Le Congrès prend acte du Congrès – Doc 39.

Entrée en vigueur
des Actes du
Congrès de Séoul
1994

Proposition 02

L'ALLEMAGNE: La date proposée laisse très peu de temps aux pays pour assurer la traduction et la diffusion des textes dans les autres langues. Ce délai est d'autant plus court que la traduction ne peut commencer que lorsque la version finale en français est disponible. En effet, compte tenu de l'importance des modifications, il n'est pas opportun d'entreprendre les traductions avant la mise au point de la version définitive en français. Les pays qui doivent traduire les textes devraient disposer d'un délai plus long. Selon la proposition 02, nous disposerons de plus de quinze mois au lieu de douze, mais les documents concernés sont plus volumineux et les Règlements d'exécution ne seront disponibles qu'après leur analyse par l'organe compétent, en février 1995. C'est dire que les versions définitives ne seront distribuées qu'en mai 1995. Cela raccourcit d'autant les délais dont nous disposerons d'ici à fin 1995. La proposition 02 implique que les Actes de Séoul soient mis en œuvre le plus tôt possible et que les documents adoptés à Séoul et au Conseil d'exploitation postale soient traduits dans les autres langues le plus tôt possible d'après la version définitive

en français. Nous avons conscience que cela représente une charge de travail importante pour le Bureau international. Cela étant, nous souhaitons savoir quand le Bureau international pourra mettre à notre disposition les versions définitives des textes visés en langue française.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT: Le délégué de l'Allemagne fait une distinction appréciable entre les Actes approuvés par le Congrès et ceux qui le seront par le CEP. Cette différence établie, il est facile de comprendre que nous devons parler de deux périodes distinctes. Nous ne pouvons pas fixer une date avec précision, car celle-ci dépend en partie de nos fournisseurs extérieurs. Mais le Bureau international pourra mettre à votre disposition les textes définitifs corrigés dans un délai de deux mois après la clôture du Congrès. Concernant les Actes qui sont de la compétence du CEP, ceux-ci seront disponibles au plus tard deux mois après la réunion de cet organe.

La CHINE (RÉP. POP.): Les Règlements d'exécution des Actes et des Arrangements issus de ce Congrès doivent attendre que le CEP les examine, ce qui raccourcit d'autant les délais dont les pays disposeront contrairement à ce qui était le cas lors des autres Congrès. Il sera donc difficile pour la plupart des pays de commencer l'application de ces textes le 1er janvier 1996. Cependant, étant donné la nécessité d'appliquer les Actes le plus tôt possible, nous pourrions accepter la date proposée sous réserve que les réunions chargées de discuter et d'approuver lesdits Règlements d'exécution aient lieu au début de l'année 1995 et que les documents définitifs soient distribués aux pays avant le 1er avril 1995.

Le JAPON: Nous signalons le fait qu'avant la date d'entrée en vigueur des Actes du Congrès de Washington, seulement sept pays avaient pu franchir toutes les contraintes liées à leurs procédures internes. Nous proposons que la date d'entrée en vigueur des Actes de Séoul 1994 soit fixée au 1er juillet 1996 ou au moins au 1er avril 1996.

La JORDANIE, la HONGRIE (RÉP.) et l'ITALIE se rallient à la date du 1er avril 1996, date choisie pour l'entrée en vigueur des Actes du Congrès, en évoquant des difficultés concernant la préparation des documents ainsi que des travaux liés au CEP en 1995.

Le MAROC: Depuis le Congrès de Washington, l'UPU a été chargée de revoir ses méthodes de travail ainsi que sa gestion. Le résultat de cette analyse a été la création de deux nouveaux Conseils, ce qui est certainement un signe de dynamisme. Les décisions prises devront permettre de faire face à la concurrence, étant donné que les méthodes de travail de nos organes n'étaient plus adaptés à la situation actuelle. Aucune entreprise ne peut se permettre de prendre une décision aujourd'hui et de la mettre en application dans un an et demi. Il est difficile d'imaginer à l'heure actuelle quelle sera la situation de l'UPU face à la concurrence. Si nous avons demandé à l'UPU de changer ses méthodes de travail, il faudrait que les Administrations en fassent autant. Il faudrait donc faire preuve de réalisme et mettre en exécution une telle décision dans des délais raisonnables.

La SYRIENNE (RÉP. ARABE) se prononce en faveur de la date du 1er juillet 1996 comme date d'entrée en vigueur des Actes.

CUBA appuie les arguments avancés par le Maroc et se prononce en faveur de la proposition faite à l'origine par le Conseil exécutif.

M. RAMAN, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: La Commission 4 a pris un certain nombre de décisions au sujet des frais terminaux qui posent comme conditions, entre autres, que le seuil pour l'application du mécanisme de correction soit de 150 tonnes. D'habitude, les décomptes des frais terminaux et des frais de transit se font annuellement, c'est-à-dire, par année civile. Or, au cas où les Actes entraient en vigueur le 1er avril ou le 1er juillet, qu'en serait-il des seuils? Si les Actes entraient en vigueur le 1er juillet, pourrions-nous admettre un seuil de 75 tonnes? Quelle sera la période statistique? Ce sont des questions qu'il faudrait régler. En ce qui concerne les frais terminaux et les frais de transit, il est certainement plus facile de commencer leur application au 1er janvier de chaque année.

Le NIGÉRIA, tout en appréciant les commentaires faits par M. Raman, se prononce en faveur de la date du 1er avril 1996 pour l'entrée en vigueur des Actes.

La FRANCE appuie la proposition de M. Raman, en soulignant que le Congrès de Hamburg avait fixé la date d'entrée en vigueur des Actes au 1er juillet 1986, mais l'entrée en vigueur des dispositions concernant les frais terminaux avait été fixée au 1er janvier 1986.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT, en réponse à la Chine (Rép. pop.), informe l'assemblée que le Conseil d'exploitation postale se réunira vers la fin janvier 1995, mais qu'il est encore trop tôt pour fixer une date précise.

La MAURITANIE: Les précisions fournies par M. Raman paraissent être très bien fondées et, de ce fait, il faut faire une exception en ce qui concerne l'application des dispositions relatives aux frais terminaux. Quant à la date d'entrée en vigueur des Actes, il vaudrait mieux arriver à un consensus, car même si la majorité des pays vote pour une date, les pays ayant des contraintes internes d'ordre administratif peuvent avoir de sérieux problèmes pour respecter ces délais.

Le GHANA, à la lumière des observations faites par M. Raman, appuie la date du 1er janvier 1996, en demandant aux délégations de bien vouloir se rallier à cette proposition.

L'ALLEMAGNE et L'AUTRICHE appuient la proposition de compromis faite par la France.

Le PRÉSIDENT: Certains pays ont exprimé leurs préoccupations au sujet de la date proposée par le Conseil exécutif et les autres ont appuyé cette proposition. Il nous faudrait faire un choix entre les trois, voire quatre possibilités de dates qui ont été avancées. La première proposition est celle du Conseil exécutif qui demande de fixer au 1er janvier 1996 la date d'entrée en vigueur des Actes et une autre indique le 1er avril 1996. La proposition, qui tient compte des observations de M. Raman, demande de fixer la date du 1er janvier 1996 pour les dispositions concernant les frais terminaux et du 1er avril 1996 pour les Actes. Enfin la quatrième et la dernière proposition fixe la date du 1er juillet 1996 pour l'entrée en vigueur des Actes. Nous pourrions maintenant procéder au vote et, selon les précisions fournies par le Conseiller juridique du Bureau international, il faudra commencer par la proposition la plus radicale, c'est-à-dire par la proposition du Conseil exécutif.

La ZAMBIE: La question qui se pose est celle de savoir si la décision concernant les frais terminaux pourrait avoir des conséquences pour certaines Administrations au cas où la date de l'application des dispositions relatives aux frais terminaux était fixée au 1er janvier 1996. Il semble qu'il y ait un lien entre les

frais terminaux et les taxes et si nous ne nous concentrons que sur les frais terminaux, il pourrait y avoir des problèmes dans d'autres domaines.

Le MAROC: Nous sommes en présence de trois durées. La première est celle de quinze mois, la deuxième est de dix-neuf mois et la troisième de vingt-deux mois. Pourquoi la proposition qui consisterait à mettre en application les Actes le 1er janvier 1996 serait-elle la proposition qui s'éloigne le plus du statu quo?

M. DUCOMMUN, CONSEILLER JURIDIQUE: Quand il s'agit d'une date, il est difficile de parler de la proposition qui s'écarte le plus des textes en vigueur. En fait, il s'agit de savoir de quelle durée nous voulons disposer avant que ces dates entrent en vigueur. Il me paraissait donc judicieux de considérer que la durée la plus courte était, dans ce cas particulier, la durée la plus radicale. C'est aussi la manière la plus logique de procéder aux différents scrutins. Si nous refusons une durée courte, nous pourrions ensuite nous prononcer sur une durée un peu plus longue. Si, en revanche, nous votons en premier sur la durée la plus longue, il sera par la suite plus difficile aux délégations de se prononcer.

Le PRÉSIDENT: Il faudra prendre d'abord une décision sur la procédure à suivre. Je propose donc de procéder à un vote sur la question de savoir si la première proposition sera, sur la base de l'interprétation donnée par le Conseiller juridique, la proposition du Conseil exécutif, qui fixe la date d'entrée en vigueur des Actes au 1er janvier 1996. Il s'agit, dans un premier temps, d'un vote sur une question de procédure. Nous voterons, dans un deuxième temps, sur le fond de la question, à savoir la date de l'entrée en vigueur des Actes.

Soumise au vote, la décision de traiter d'abord la proposition du Conseil exécutif est prise par 142 voix pour, 11 voix contre et 4 abstentions.

Soumise au vote, la résolution 02 fixant au 1er janvier 1996 la date d'entrée en vigueur des Actes du Congrès de Séoul est adoptée par 142 voix pour, 9 voix contre et 6 abstentions.

La séance est levée à 12 h 45.

Au nom du Congrès: Le Président,
 Young-su Kwon

Le Secrétaire général,
A.C. Botto de Barros

Le Secrétaire,
L.L. Fernandes Pinheiro

Onzième séance du Congrès

Mardi 6 septembre 1994

Présidence de M. Young-su Kwon, Président

La séance est ouverte à 15 h 10.

Approbation du
rapport de la
Commission 1
(Vérification des
pouvoirs)

Congrès/C 1 –
Rapp 1

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 1: J'ai le plaisir de vous présenter le rapport de la Commission 1 contenu dans le Congrès/C 1 – Rapp 1 se trouvant devant vous. Comme il est indiqué dans ce document, la Commission s'est réunie deux fois, les 25 et 31 août. En somme, grâce à l'intense collaboration de toutes les délégations présentes, ainsi qu'aux efforts qu'elles ont accomplis pour préparer le dépôt de pouvoirs, il n'y a eu jusqu'à présent aucun problème majeur avec ceux qui ont été déposés. Le Secrétariat a fait le nécessaire pour prendre contact avec les délégations dont les pouvoirs ont posé des problèmes et ceux-ci devraient être rapidement résolus.

Ce document fait état de la situation à la fin de la journée du 2 septembre. Depuis lors, il y a eu quelques changements, et notamment:

- les pouvoirs donnant le droit de participer aux réunions et de voter, ainsi que de signer les Actes, ont été reçus du Nigéria et de Saint-Vincent-et-Grenadines;
- les pouvoirs supplémentaires donnant le droit de signer les Actes ont été reçus de Monaco;
- deux procurations supplémentaires ont été reçues. La première provenait du Turkménistan en faveur de l'Ukraine et la seconde de la Jamaïque en faveur de la Guyane.

Cela porte à 160 le nombre de pouvoirs en bonne et due forme et à sept le nombre de pouvoirs ne donnant pas le droit de signer les Actes. Pour l'instant donc, 21 pays ne participent pas aux travaux du Congrès.

Je souhaiterais maintenant formuler quelques observations d'ordre général concernant l'annexe 2 de ce document:

- 1° Cette liste comprend uniquement les noms cités dans les pouvoirs. Ils y ont été inscrits selon le même ordre et la même orthographe que ceux adoptés dans les pouvoirs. Il pourrait donc y avoir de légères différences entre l'annexe 2 du présent document et la liste des participants au Congrès.
- 2° Les noms des pays sont ceux indiqués dans la version française du Congrès – Doc 26/Rev 1.

- 3° Vous constaterez que la colonne 2 de l'annexe 2 contient la liste des noms des plénipotentiaires autorisés à signer les Actes. Dans le cas de certains pays, toutes les personnes ne sont pas autorisées à signer les Actes en même temps. Par exemple, il y a de nombreux cas où seul le Chef de la délégation est autorisé à signer, les autres personnes étant autorisées à signer uniquement si le Chef de la délégation est empêché de le faire. Ces précisions n'ont pas été faites dans cette annexe. Cependant, le Secrétariat dispose des listes détaillées comprenant ces restrictions et se fondera sur ces listes lors de la signature des Actes.

S'il se révèle nécessaire d'apporter des modifications d'orthographe, etc., ou d'autres corrections, nous le ferons volontiers. A cet égard, certaines délégations ont déjà pris contact avec le secrétariat de la Commission et il est proposé de publier une version révisée de l'annexe 2 une fois apportés les changements souhaités par les délégations.

Certaines délégations n'ayant jusqu'à présent pas déposé leurs pouvoirs ont pris contact avec la présente Commission concernant leur situation, après l'approbation de ce rapport. A cet égard, je voudrais préciser que cette Commission préparera un rapport final qui sera soumis à la plénière du 9 septembre, juste avant les élections, et qui comprendra une annexe contenant les précisions relatives aux pouvoirs reçus à partir de maintenant jusqu'à cette date.

Comme ce n'est pas le dernier document présenté par cette Commission, tous les pays présents peuvent continuer à voter lors des réunions des Commissions.

Au besoin, je pourrais également présenter oralement un rapport supplémentaire faisant état des pouvoirs qui auront été reçus même quelques minutes avant l'élection. Dans ces conditions, le Congrès est prié d'autoriser le Président de la Commission 1 à reconnaître tous pouvoirs qui pourraient être déposés plus tard et à en informer le Congrès en temps utile. La Commission est consciente des grands efforts faits par les délégations pour participer aux travaux du Congrès et souhaiterait adopter une approche aussi souple et constructive que possible.

Enfin, je souhaiterais remercier la Corée, pays hôte, des excellentes conditions de travail qu'elle a offertes à cette Commission et d'avoir collaboré avec celle-ci en lui transmettant les pouvoirs qu'elle avait reçus. Je souhaiterais également remercier tout particulièrement M. Gharbi de sa coopération et M. Langheld, ainsi que son équipe, de l'excellent travail qu'ils ont accompli. Enfin et surtout, je voudrais remercier toutes les délégations de leur collaboration sans laquelle la tâche de cette Commission n'aurait pas été aussi facile.

Le PRÉSIDENT souligne l'importance du rapport de la Commission 1 et ajoute qu'un dernier rapport sera soumis aux participants au Congrès au début de la séance plénière du matin du 9 septembre 1994.

Par ailleurs, il demande au Secrétariat du Congrès de mettre au point le texte de ce même rapport en y apportant les modifications nécessaires signalées par le Kuwait et par la Tanzanie (Rép. unie) et rappelle que, conformément à l'article 3, § 3, du Règlement intérieur des Congrès, la version définitive du dernier rapport de la Commission de vérification des pouvoirs doit être approuvée avant les élections autres que celle du Président du Congrès et avant l'approbation des projets d'Actes.

En réponse à l'intervention de l'Ouganda, il confirme que les plénipotentiaires qui ont le droit de signer les Actes sont également autorisés – conformément à l'article 3, § 1, du Règlement intérieur des Congrès – à délibérer et à voter, à moins que le contraire ne ressorte explicitement du libellé des pouvoirs.

Le rapport de la Commission 1 (Congrès/C 1 – Rapp 1) est approuvé.

La séance est levée à 15 h 35.

Au nom du Congrès: Le Président,
Young-su Kwon

Le Secrétaire général,
A.C. Botto de Barros

Le Secrétaire,
L.L. Fernandes Pinheiro

Douzième séance du Congrès

Vendredi 9 septembre 1994

Présidence de M. Young-su Kwon, Président

La séance est ouverte à 9 h 25.

Communications

Le DOYEN: Au cours de ces derniers jours, les délégations au Congrès ont été invitées à visiter deux sociétés coréennes proches des postes et nous les remercions très sincèrement de leur accueil bien cordial. Mes remerciements vont aussi à l'Ambassadeur d'Espagne et au Vice-Ministre des communications d'Espagne pour la très agréable réception organisée à notre intention le 6 septembre. C'était une soirée remarquable. Hier soir, nous avons été invités à une réception offerte par M. Boulgak, Ministre des postes et télécommunications de la Fédération de Russie. Le chœur du collectif postal de Krasnodar nous a permis d'entendre des chansons traditionnelles russes. En outre, nous avons pu nous régaler des délices culinaires de la Russie. Nous tenons à remercier M. Boutenko, Chef de la délégation russe, pour cette soirée particulièrement réussie.

Déclarations

MADAGASCAR: J'aimerais tout d'abord remercier le Président de m'avoir accordé la parole. La délégation malgache vous prie de l'excuser pour son arrivée tardive à Séoul, retard dû au remaniement gouvernemental survenu récemment dans notre pays.

Permettez-moi de saisir cette occasion pour exprimer nos sentiments de gratitude envers le Gouvernement et le peuple de la République de Corée pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé depuis que nous avons foulé le sol de ce beau pays.

Je remercie et je félicite la République de Corée et le Bureau international de l'UPU pour l'organisation impeccable de ce Congrès.

Depuis le dernier Congrès, Madagascar s'est acheminé sur la voie de la libéralisation. Concernant la poste proprement dite, elle est en pleine phase de restructuration; la loi y afférente a été récemment adoptée par l'Assemblée nationale faisant de l'Administration postale un exploitant public autonome.

Madagascar attend beaucoup du soutien de l'UPU pour mener à bien ses efforts de restructuration et de modernisation. C'est dire qu'il se réjouit de la décision de ce Congrès de doter l'Union d'une nouvelle structure et d'un nouveau mode de fonctionnement.

Cette décision est l'aboutissement des tâches très intenses que le Conseil exécutif a entreprises ces cinq dernières années avec la collaboration du Conseil consultatif des études postales et du Bureau international et pour lesquelles je tiens à féliciter ici les Présidents et les membres des organes de l'Union, ainsi que ceux qui y ont collaboré de près et de loin.

La réorganisation de l'UPU contribuera, j'en suis certain, à améliorer l'image de marque de notre organisation et à accroître la confiance des usagers à l'égard de la poste; elle constitue donc un résultat tangible qui mérite d'être porté dès à présent à la connaissance du public, par voie de communiqué de presse par exemple.

Madagascar est également prêt à participer aux efforts déployés par l'UPU pour l'amélioration des relations postales entre tous les Pays-membres de l'Union, pour la sécurisation des envois postaux notamment.

En souhaitant pleine réussite aux travaux du XXII^e Congrès de l'UPU, je vous remercie de votre aimable attention.

Approbation de
l'ordre du jour

(Congrès – Doc 5/
Rev 1)

La GRANDE-BRETAGNE, appuyée par l'Italie, propose que les demandes de la Slovénie et de la Croatie d'être désormais classées dans le groupe 3 «Europe occidentale» soient examinées après le point 4 de l'ordre du jour (Congrès – Doc 41a/Add 1 et Add 2).

Compte tenu de cette remarque, l'ordre du jour (Congrès – Doc 5/Rev 1) est adopté.

Approbation des
procès-verbaux des
séances plénières

Le procès-verbal de la quatrième séance (Congrès – PV 4) est approuvé.

Dernier rapport de la
Commission 1
(Vérification des
pouvoirs)

(Congrès/C 1 –
Rapp 2)

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 1: J'ai le plaisir de vous soumettre le dernier rapport de la Commission 1, qui figure dans le document Congrès/C 1 – Rapp 2, que vous avez sous les yeux. Ce document, qui n'appelle aucune explication, contient une description de la situation au 7 septembre 1994.

Au cours de la séance plénière du 6 septembre, le Congrès, lors de la procédure d'approbation du rapport de la Commission 1, a autorisé le Président de ladite Commission à reconnaître les pouvoirs qui pourraient parvenir plus tard en le priant d'en informer ultérieurement le Congrès.

Depuis la publication de ce présent rapport, d'autres pouvoirs ont été reçus, en particulier des pays suivants:

- la République du Tadjikistan a donné procuration à la République d'Ouzbékistan, l'autorisant ainsi à participer aux réunions, à voter et à signer en son nom. Cette procuration a été examinée et reconnue en bonne et due forme;
- la République d'Ouzbékistan a déposé ses pouvoirs, qui donnent les pleins pouvoirs à son délégué. Ces pouvoirs ont été examinés et reconnus en bonne et due forme;
- la République du Kirghizistan a déposé ses pouvoirs, qui donnent les pleins pouvoirs à son délégué. Ces pouvoirs ont été examinés et reconnus en bonne et due forme;
- la République du Zaïre a déposé ses pouvoirs, qui donnent les pleins pouvoirs à sa délégation. Ces pouvoirs ont été examinés et reconnus en bonne et due forme;
- l'Inde a déposé des pouvoirs supplémentaires, qui donnent les pleins pouvoirs à un nouveau délégué. Ces pouvoirs ont été examinés et reconnus en bonne et due forme.

Le Congrès est prié d'accepter les pouvoirs ci-dessus, qui ont été reconnus en bonne et due forme.

Une fois ces pouvoirs acceptés, le nombre de pays participant aux travaux du Congrès sans que le Secrétariat ait reçu aucun pouvoir des autorités compétentes s'élèvera à quatre. Ces pays seront les suivants:

- République populaire d'Angola;
- République du Guatemala;
- Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste;
- République démocratique de Sao Tomé-et-Principe.

Conformément à l'article 3, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès, ces pays ne seront plus autorisés à voter ni à signer les Actes à partir du moment où le Congrès aura approuvé ledit rapport et aussi longtemps que la situation n'aura pas été régularisée.

Les 18 pays suivants ne participent pas, à l'heure actuelle, aux travaux du Congrès:

- République populaire socialiste d'Albanie;
- Antigua-et-Barbuda;
- République d'Azerbaïdjan;
- République de Bosnie-Herzégovine;
- République fédérale islamique des Comores;
- République populaire démocratique de Corée;
- République de Guinée-Bissau;
- République d'Haïti;
- République d'Iraq;
- République de Kiribati;

- République démocratique populaire du Lao;
- République de Moldova;
- République du Nicaragua;
- République rwandaise;
- République démocratique de Somalie;
- République de Trinité-et-Tobago;
- Tuvalu;
- République fédérale de Yougoslavie.

Jusqu'ici, la Commission a reçu 158 pouvoirs en bonne et due forme et 9 procurations; 167 pays au total sont donc autorisés à délibérer et à voter directement ou par procuration, lors de toutes les séances suivant l'approbation de ce rapport. La liste des pays dont les pouvoirs ne comportent pas le droit de signer les Actes est identique à celle figurant dans l'annexe 2 de ce rapport.

Le Congrès est maintenant prié d'approuver le document Congrès/C 1 – Rapp 2, en tenant compte des corrections apportées à la suite des changements que je viens de mentionner.

Le rapport de la Commission 1 (Congrès/C 1 – Rapp 2) est approuvé.

La demande de la République dominicaine de rétablir sa candidature au Conseil d'exploitation postale, à la suite de la régularisation de ses pouvoirs, est acceptée.

Election des
membres du Conseil
d'administration;
liste des Pays-
membres en fonction
des cinq groupes
géographiques

(Congrès – Doc 41a/
Add 1 et Add 2)

La GRANDE-BRETAGNE: Nous ne voulons pas, à ce stade, nous prononcer sur la pertinence des demandes de la Slovénie et de la Croatie d'être classées dans le groupe 3 «Europe occidentale». Cependant, le passage d'un pays d'un groupe à un autre risque de perturber l'équilibre aux Conseils non seulement dans le nombre de pays de chaque groupe mais aussi dans le nombre de sièges attribués aux groupes. Le Congrès ne devrait pas être contraint à examiner de telles demandes sans avoir eu la possibilité, en même temps, d'examiner la question très importante, liée à celle-ci, de l'équilibre des sièges dans les Conseils. La Commission 3 a examiné et n'a pas accepté la proposition 05/Rev 1 de l'Iran, concernant la répartition des sièges au Conseil d'administration, mais, en revanche, elle a décidé que la composition des groupes géographiques devrait être réexaminée par le Conseil d'administration. En raison de la nature très tardive de ces requêtes, nous proposons donc que les demandes de transfert de la Slovénie et de la Croatie soient gardées en suspens et qu'elles fassent partie de l'étude plus complète dont le Conseil d'administration est chargé.

Par ailleurs, je crois savoir que l'Assemblée générale des Nations Unies examine actuellement des questions analogues, à la lumière des récents changements géopolitiques en Europe, ce qui est une raison de plus pour reporter à l'étude du Conseil d'administration l'examen des demandes qui nous sont proposées.

L'ESPAGNE se rallie à la proposition de la Grande-Bretagne et se prononce pour une étude approfondie de cette question.

L'ITALIE se rallie aux points de vue exprimés par la Grande-Bretagne et par l'Espagne et souhaite que l'UPU puisse éviter des cas pareils grâce à la mise en place, dans les délais les plus brefs, d'une réglementation appropriée.

La SLOVÉNIE: Etant donné que c'est la première fois que je prends la parole au présent Congrès, j'aimerais saluer tous les délégués ici présents et remercier le Secrétariat, ainsi que tout le personnel du Bureau international, de l'organisation remarquable du Congrès. J'exprime également toute ma gratitude à la République de Corée, au Ministère des communications et à tous ceux qui ont participé aux préparatifs en vue du Congrès.

En ce qui concerne le transfert de la Slovénie à un autre groupe géographique, j'attire l'attention de l'assemblée au Congrès – Doc 41a, où il est dit que les nouveaux Pays-membres ont été inscrits dans les différents groupes en fonction de leur emplacement géographique. Le fait est que la Slovénie se trouve en Europe occidentale et non en Europe orientale et c'est la raison pour laquelle j'ai adressé une lettre au Secrétaire général lui demandant de transférer la Slovénie au groupe 3. Quant à la répartition des pays dans les deux groupes géographiques, le passage de la Slovénie du groupe 2 au groupe 3 renforcera davantage l'équilibre des deux groupes. De plus, il est du droit de chaque pays de choisir la région à laquelle il pense appartenir. Etant donné qu'aucune disposition de la Convention n'empêche un pays d'opérer un tel choix, je demande simplement qu'une procédure démocratique soit appliquée à ma demande.

Le CONSEILLER JURIDIQUE: A l'occasion du Congrès de Bruxelles en 1952, il a été dressé la première liste des Pays-membres par groupe géographique afin de procéder à l'élection de ce qui était à l'époque la Commission exécutive et de liaison. Puis, au Congrès d'Ottawa, certaines délégations ont demandé de pouvoir changer de groupe. Le Congrès a pu examiner ces demandes avant de dresser la liste en vue des élections. Depuis le Congrès de Vienne de 1964, le Congrès n'a pas discuté de la question, se limitant à prendre acte des quelques demandes de transfert, lesquelles se sont élevées pendant trente ans au nombre de trois en tout, qui lui ont été communiquées par les pays intéressés. Toutes ces demandes de transfert étaient annoncées soit avant l'ouverture du Congrès, soit avant que la Commission compétente prenne ses dispositions en vue des élections. Le problème tel qu'il se présente aujourd'hui ne s'était donc jamais posé. Il est également vrai qu'il n'y a pas de règles en la matière et il serait opportun, comme certaines délégations l'ont proposé, qu'une réglementation soit apportée à ce sujet. Il semblerait, à la suite des décisions prises par la Commission 3 en ce qui concerne la composition, le fonctionnement et les attributions des deux organes, et pour lesquels des dispositions ont été déjà arrêtées par le Congrès et dont l'entrée en vigueur a été fixée immédiatement, qu'il soit difficile d'y apporter des modifications.

Dans ce cas précis, le Congrès pourrait, s'il le veut ainsi, décider de prendre acte des deux demandes qui lui sont soumises et reporter leur entrée en vigueur à la période qui suivra le Congrès.

L'ITALIE se déclare tout à fait satisfaite des explications données par le Conseiller juridique.

La SLOVÉNIE déclare qu'elle est prête à retirer sa candidature pour un siège au Conseil d'administration, mais demande par contre d'être considérée comme appartenant au groupe d'Europe occidentale.

Le Congrès prend acte du retrait de la candidature de la Slovénie pour un siège au Conseil d'administration et approuve les Congrès – Doc 41a et Add 1 et Add 2, étant entendu que la question des groupes géographiques fera l'objet d'une étude du Conseil d'administration.

Election du
Directeur général
du Bureau
international

(Congrès – Doc 40 et
annexe 2)

Le PRÉSIDENT: Les élections doivent avoir lieu selon la procédure prévue à l'article 22 du Règlement intérieur des Congrès. Celui-ci précise que les élections ont lieu au scrutin secret et que le candidat qui obtient la majorité des suffrages exprimés par les Pays-membres présents et votant est élu. Les abstentions, de même que les bulletins blancs ou nuls, ne sont pas pris en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité.

Selon le Congrès – Doc 40 et son annexe 2, nous sommes en présence, dans l'ordre alphabétique, de deux candidats: MM. Jaime Ascandoni Rivero (Espagne) et Thomas E. Leavey (Amérique (Etats-Unis)).

Les pays suivants sont désignés comme scrutateurs: Congo (Rép.), Malaisie et Slovaquie.

Le PRÉSIDENT déclare le scrutin ouvert et fait procéder à la distribution des bulletins de vote et à l'appel nominal.

Le résultat du vote au scrutin secret est le suivant:

Bulletins délivrés: 167

Bulletins rentrés: 167

Abstentions, bulletins blancs ou nuls: 1

Suffrages exprimés: 166

Majorité requise: 84

M. Leavey obtient: 124 voix

M. Ascandoni obtient: 42 voix

M. Thomas E. Leavey ayant obtenu la majorité des suffrages exprimés par les Pays-membres présents et votant, il est élu Directeur général du Bureau international de l'UPU.

(Applaudissements.)

Le PRÉSIDENT: Je tiens à féliciter M. Leavey pour son élection au poste de Directeur général du Bureau international de l'UPU. Personnellement, je lui présente tous mes vœux de succès pendant ce mandat de cinq ans, qui sera marqué par un processus de restructuration pour l'UPU. Les cinq ans à venir seront une période extrêmement difficile et pleine de défis. La tâche très lourde qui émanera du présent Congrès sera donc confiée au nouveau Directeur général.

Je voudrais par ailleurs remercier M. Jaime Ascandoni d'avoir offert de mettre à la disposition du Bureau international sa vaste expérience et toute sa compétence. Le choix entre les deux candidats était très difficile car nous les connaissons tous les deux très bien et nous apprécions dûment leur qualités. Toutefois, nous n'avions pas d'autres possibilités que d'opérer un choix entre ces deux candidats, chacun tout à fait remarquable.

Election du
Vice-Directeur
général
du Bureau
international

Le PRÉSIDENT: Selon l'article 22 du Règlement intérieur des Congrès, l'élection du Vice-Directeur général se fait également au scrutin secret. Est élu le candidat qui obtient la majorité des suffrages exprimés par les Pays-membres présents et votant. Il est procédé à autant de scrutins qu'il est nécessaire pour qu'un candidat obtienne cette majorité.

(Congrès – Doc 40 et
annexe 3)

Les pays suivants sont désignés comme scrutateurs: Bulgarie (Rép), Colombie et Irlande.

Le PRÉSIDENT déclare le scrutin ouvert et fait procéder à la distribution des bulletins de vote et à l'appel nominal.

Le résultat du vote au scrutin secret, au cours des deux tours de votation, est le suivant:

Résultat du premier scrutin:

Bulletins délivrés: 167

Bulletins rentrés: 167

Abstentions, bulletins blancs ou nuls: 2

Suffrages exprimés: 165

Majorité requise: 83

M. Gharbi obtient: 46 voix

M. Mazou obtient: 79 voix

M. Raman obtient: 40 voix

M. Raman ayant obtenu le moins de voix est éliminé.

Résultat du deuxième scrutin:

Bulletins délivrés: 167

Bulletins rentrés: 167

Abstentions, bulletins blancs ou nuls: 1

Suffrages exprimés: 166

Majorité requise: 84

Résultat du deuxième scrutin:

M. Gharbi obtient: 64 voix

M. Mazou obtient: 102 voix

M. Mazou ayant obtenu la majorité des suffrages exprimés par les Pays-membres et votant, il est élu Vice-Directeur général du Bureau international de l'UPU.

(Applaudissements.)

Le PRÉSIDENT: Au nom du Congrès et en mon nom propre, je félicite très chaleureusement M. Leavey pour son élection au poste de Directeur général du Bureau international de l'UPU et M. Mazou pour son élection au poste de Vice-Directeur général du Bureau international de l'UPU.

M. LEAVEY, DIRECTEUR GÉNÉRAL ÉLU: C'est un moment très important pour notre Union. C'est aussi un moment de grande joie pour moi et pour mes collègues de mon Administration. Nous pensons que mon élection au poste de Directeur général du Bureau international de l'UPU est un témoignage de la confiance que vous avez en moi pour mener à bien l'Union. C'est également une

grande responsabilité vu les défis qui nous attendent. Soyez sûrs que je suis très conscient de la grande responsabilité qui pèse sur le poste. J'apprécie votre soutien et je suis persuadé que tous ensemble nous saurons faire face aux nombreux défis. Je suis sûr que nous réussirons à construire une Union très forte. Je pense que les décisions que nous prenons au cours de ce Congrès renforceront et rendront notre Union encore plus apte à faire face aux défis de notre époque. Je voudrais remercier très sincèrement M. Ascandoni avec qui j'ai travaillé pendant de nombreuses années. Son grand dévouement à l'Union, sa contribution à notre travail sont bien connus et appréciés. Grâce à son esprit de dévouement, il nous aidera à mener à terme les travaux de ce Congrès. Je voudrais vous remercier tous pour avoir contribué à ma victoire. Je sais qu'à l'avenir je pourrai toujours compter sur votre appui.

(Applaudissements.)

M. MAZOU, VICE-DIRECTEUR GÉNÉRAL ÉLU: En cet instant de grande émotion, ma pensée amicale va vers mes deux collègues et non moins amis, MM. Mostafa Gharbi et M.S. Raman, qui, tout au long de la période de campagne, ont fait preuve d'équilibre et d'un sens aigu de la mesure. Ils avaient compris comme moi que la fonction à laquelle nous aspirions tous les trois exige cette réserve par respect pour l'organisation postale universelle. Aussi, je leur exprime toute mon estime; je compte sur leur compréhension et leur appui pour qu'ensemble nous continuions à former une équipe autour du nouveau Directeur général.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je suis particulièrement sensible à l'honneur que me fait le Congrès en m'élisant au poste de Vice-Directeur général et je l'en remercie bien sincèrement.

Mes remerciements et ma gratitude s'adressent tout d'abord à mon pays d'origine, le Congo, qui m'a toujours accordé un soutien total et actif tout au long de ma carrière au Bureau international. Le Gouvernement congolais, à travers Mme le Ministre Albertine Lipou-Massala, ici présente, n'a ménagé aucun effort pour assurer le succès de ma candidature. Je lui suis particulièrement reconnaissant. Mes remerciements vont également aux Administrations de toutes les parties du monde où j'ai le privilège de compter de très nombreux collègues et surtout des amis qui m'ont apporté un précieux appui, tant administratif que moral.

Mesdames et Messieurs, il apparaît que les résultats de l'élection du Vice-Directeur général sont symboliques à plusieurs titres.

Tout d'abord, votre choix a porté sur un candidat africain. Comment ne pas y voir le témoignage d'un élan de solidarité et de confiance à l'égard de ce continent qui donne peut-être aujourd'hui l'image d'une terre de paradoxe, ébranlée par des secousses dues aux transformations politiques et sociales des plus fortes de la fin du siècle. L'Afrique, qui n'était pas venue les mains vides à l'aube de notre civilisation, cherche aujourd'hui désespérément la voie d'un véritable développement qui ne saurait être une copie des choix opérés ailleurs. Quand l'Afrique s'éveillera, elle retrouvera la paix, la sagesse, la confiance et la cohésion qui favoriseront l'éclosion de son potentiel de savoir-faire et de savoir être au profit du monde.

Votre choix est aussi à mes yeux porteur d'un deuxième symbole, celui d'avoir porté à l'une des plus hautes positions au sein de l'organisation un fonctionnaire dont la carrière au Bureau international a commencé modestement, voici trente-deux ans. J'ai la faiblesse de croire que vous avez voulu reconnaître une

fidélité certaine et une volonté de servir. Ce symbole a valeur de message et d'encouragement à l'adresse de mes collègues du Bureau international. Il signifie que le travail, la détermination et une dose de chance paient toujours.

Dans cet instant de joie, vous me permettrez d'évoquer, une fois de plus, la mémoire d'un homme qui a marqué cette carrière. Feu Dr Weber, ancien Directeur général du Bureau international demeurera pour moi comme pour tous ceux qui l'ont connu un visionnaire qui a su mettre en accord sa philosophie de la solidarité entre les hommes et sa grande passion pour la coopération internationale. Je voudrais également citer les Directeurs généraux Rahi, Ridge et Sobhi qui, chacun selon leur style, ont permis au jeune fonctionnaire que j'étais d'évoluer dans un milieu international où le sens du devoir et le souci de l'équilibre constituent la règle d'or.

M. Botto de Barros, notre Directeur général qui passera le maillet à son successeur le 1er janvier prochain, mérite à mes yeux une mention toute spéciale.

M. Botto de Barros, homme passionné et exigeant s'il en est envers les autres, et encore plus exigeant envers lui-même, aura été le Directeur général qui a apporté les grands changements au sein de l'Union postale universelle. C'est lui qui, paradoxalement, nous a passé à tous sa passion pour l'informatique, science nouvelle que l'on dit hermétique aux anciens. C'est encore lui qui, malgré certaines réticences, aura ouvert la voie pour l'utilisation des techniques modernes de communication – la télématique –, pour les échanges entre Administrations postales. Qu'il veuille accepter mes remerciements et mon admiration pour ce qu'il a fait pour les Pays-membres de l'Union en général et pour les plus défavorisés d'entre eux, en particulier.

Vous ne m'en voudrez pas non plus si je cite également mes deux prédécesseurs et amis, MM. Félix Cicéron et Jaime Ascandoni, deux hommes aux tempéraments si différents, qui auront marqué l'organisation par leurs talents multiples.

Mesdames et Messieurs, si j'apprécie la confiance que me témoigne aujourd'hui le Congrès, je mesure la responsabilité qui en découle pour moi. Assurément, le Bureau international est administré par le Directeur général, mais je suis persuadé que le premier responsable du Bureau sait qu'il a besoin de la disponibilité de son adjoint et de ses autres proches collaborateurs.

Pour ma part, je tiens à déclarer que M. Thomas Leavey, que je félicite de nouveau, pourra compter sur ma pleine et entière collaboration pour une gestion dynamique, efficace et équilibrée au moment où la restructuration exige du Bureau international d'être encore plus qu'auparavant une force de proposition, à l'avant-garde des changements.

Une fois de plus, je tiens à remercier le Congrès, à vous remercier, vous tous frères et sœurs d'Afrique et de la diaspora africaine des Caraïbes, amis d'Amérique, d'Asie et du Pacifique, du monde arabe et d'Europe, et à vous assurer que je m'efforcerai, avec l'aide de Dieu, d'exercer mes nouvelles fonctions au mieux de mes possibilités, afin de mériter votre confiance.

(Applaudissements.)

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Des élections sont le symbole de la démocratie et c'est la démocratie qui a gagné aujourd'hui. Le renouvellement est toujours positif, car il nous permet de progresser. Le renouvellement des dirigeants nous donne également l'occasion d'innover et, par la même occasion, de donner un

nouvel élan aux activités des organisations dont ils ont la charge. Je tiens à féliciter M. Leavey pour son élection au poste de Directeur général du Bureau international de l'UPU. Ses qualités personnelles et professionnelles sont bien connues et il est pleinement capable de faire fonctionner l'Union de la meilleure manière possible. Je suis sûr qu'il saura conduire les affaires de l'UPU vers l'avenir sans oublier les leçons du passé. Notre organisation a plus de cent-vingt ans et une longue histoire dont il faut tenir compte. D'ailleurs, l'UPU est composée de l'ensemble de ses Pays-membres et les dirigeants du Bureau international sont à leur service. C'est en fin de compte aux Pays-membres que revient la noble tâche de décider de la manière dont l'UPU doit être conduite.

Je félicite aussi M. Mazou de son élection au poste de Vice-Directeur général du Bureau international et je tiens à relever qu'il s'agit d'un homme de grand mérite. Il a commencé sa carrière au sein du Bureau international dans un poste très bas. Depuis son entrée en service, il a su mettre en valeur ses qualités exceptionnelles, ce qui lui a valu de nombreuses promotions au cours de sa longue carrière. Pour pouvoir progresser, il ne pouvait compter que sur sa propre force, issue de ses racines africaines. Il a sacrifié son temps libre pour faire des études supérieures en acquérant ainsi un bagage académique et intellectuel. Ceci lui a permis de présenter un curriculum vitae digne et de se faire élire, aujourd'hui, au poste de Vice-Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle. Je félicite donc M. Mazou, avec qui j'ai travaillé pendant dix ans, ainsi que le continent africain qui a su saisir sa chance pour que le poste soit occupé par l'un de ses ressortissants. Les deux autres candidats du Bureau international, MM. Gharbi et Raman, ont également d'excellentes qualités professionnelles et personnelles que je connais très bien. Ils méritaient aussi d'être élus mais, malheureusement, nous n'avons qu'un seul poste de Vice-Directeur général.

Enfin, je voudrais dire quelques mots à l'égard de M. Ascandoni. Tout dans la vie a un côté positif. Ainsi, c'est votre famille, Monsieur Ascandoni, qui a gagné avec les résultats des élections. Le temps que vous pourrez passer ensemble est très précieux et il faut en profiter.

Permettez-moi de souligner maintenant le dévouement exemplaire de M. Ascandoni à la cause de l'Union et sa grande capacité intellectuelle qu'il a toujours mise au service de tous les Pays-membres de l'Union. Pour ma part, je tiens à le remercier tout particulièrement pour l'appui qu'il m'a toujours accordé au cours de sa carrière au sein du Bureau international.

(Applaudissements.)

Approbation des résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes (premier cahier)

(Congrès – Doc 85.1)

Le PRÉSIDENT: Je sou mets à l'approbation du Congrès le Congrès – Doc 85.1 qui comprend les résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes, examinées par la Commission 10 (Rédaction) jusqu'au 30 août 1994.

L'ALLEMAGNE: En ma qualité de Président de la Commission 2 (Finances), je signale que la résolution concernant l'application de la politique de croissance zéro en termes réels dans les dépenses de l'Union n'a pas été incluse dans le présent cahier des décisions.

Le PRÉSIDENT: Toutes les résolutions en question seront incluses dans le document complet qui sera disponible à la fin du Congrès.

Le Congrès – Doc 85.1 est adopté.

Appel
(Congrès – Doc 96)
(Proposition 30. 25.8)

Le PRÉSIDENT: Le Congrès – Doc 96 contient un appel de la Grande-Bretagne, du Japon et de la Norvège en vue d'un nouvel examen de la proposition 30. 25.8 portant sur les indemnités afférentes aux colis postaux prévues à l'article 25, paragraphe 2, de l'Arrangement concernant les colis postaux. La proposition visant à augmenter les indemnités à verser par les Administrations postales pour les colis ordinaires perdus, spoliés ou avariés a été rejetée par la Commission 7 à sa troisième séance.

La NORVÈGE: Je présente cet appel au nom des trois Administrations que vous venez de citer. Lorsque nous avons examiné les propositions 30. 25.7 et 30. 25.8, la Commission a décidé d'abolir des échelons de poids utilisés jusqu'ici pour le versement des indemnités des colis postaux perdus, spoliés ou avariés. Notre appel se fonde sur le fait que la discussion sur ce point au sein de la Commission 7 a été interrompue. Ni les pays qui ont présenté la proposition ni ceux qui l'ont appuyée n'ont pu faire valoir leurs arguments. Lorsque l'importante question concernant le changement du barème d'indemnisation préconisé dans les deux propositions a été étudiée, l'autre question relative au pourcentage d'augmentation des montants d'indemnisation, qui était évoquée dans la proposition 30. 25.7, n'a pas eu l'occasion d'être suffisamment débattue. Nous demandons donc que le Congrès examine notre appel avec toute la diligence nécessaire.

Le JAPON: Avant de faire un appel il faut bien réfléchir, nous en sommes conscients. Cependant, une augmentation sensible des indemnités est absolument nécessaire pour satisfaire nos clients. Malheureusement, nous n'avons pas pu discuter pleinement de ce sujet à la Commission 7. J'espère que le Congrès accepte notre appel pour l'avenir du service des colis postaux.

Le PRÉSIDENT: Je rappelle que seuls les signataires de l'Arrangement concernant les colis postaux sont habilités à voter.

Soumis au vote, l'appel est rejeté par 82 voix contre, 34 pour et 28 abstentions.

La séance est levée à 13 h 45.

Au nom du Congrès: Le Président,
 Young-su Kwon

Le Secrétaire général,
A.C. Botto de Barros

Le Secrétaire,
L.L. Fernandes Pinheiro

Treizième séance du Congrès

Vendredi 9 septembre 1994

Présidence de M. Young-su Kwon, Président

La séance est ouverte à 15 h 45.

Prestation de
serment par le
Directeur général et
le Vice-Directeur
général du Bureau
international

LE PRÉSIDENT: Nous avons entendu à la séance précédente les discours du Directeur général et du Vice-Directeur général élus. La tradition veut que les lettres de nomination à ces postes soient remises aux élus après leur prestation de serment.

M. Thomas E. Leavey fait le serment suivant:

«Je jure solennellement d'exercer en toute loyauté, discrétion et conscience les fonctions qui m'ont été confiées en qualité de Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle, de m'acquitter de ces fonctions et de régler ma conduite en ayant exclusivement en vue les intérêts de l'Union, sans solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement ou autre autorité extérieure à l'Union en ce qui concerne l'accomplissement de mes devoirs.»

(Applaudissements.)

Sont ensuite apposées au bas de la formule de serment la signature de M. Thomas E. Leavey et celle du Président. Le Président remet à M. Leavey sa lettre de nomination au poste de Directeur général du Bureau international.

(Applaudissements.)

C'est alors au tour de M. Moussibahou Mazou de prononcer le serment ci-après:

«Je prends l'engagement solennel d'exercer en toute loyauté, discrétion et conscience les fonctions qui m'ont été confiées en qualité de Vice-Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle, de m'acquitter de ces fonctions et de régler ma conduite en ayant exclusivement en vue les intérêts de l'Union, sans solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement ou autre autorité extérieure à l'Union en ce qui concerne l'accomplissement de mes devoirs.»

(Applaudissements.)

Sont également apposées au bas du serment la signature de M. Mazou et celle du Président. Le Président remet à M. Mazou sa lettre de nomination au poste de Vice-Directeur général du Bureau international.

(Applaudissements.)

La CHINE (RÉP. POP.): Notre Congrès vient d'effectuer un choix d'une importance cruciale: il a élu M. Leavey au poste de Directeur général et M. Mazou au poste de Vice-Directeur général du Bureau international de l'UPU. La délégation postale chinoise les félicite très chaleureusement. Ce choix était difficile étant donné que tous les candidats pour les postes respectifs étaient éminemment qualifiés pour les occuper. Par conséquent, nous félicitons non seulement le nouveau Directeur général et le Vice-Directeur général à l'occasion de leur élection respective, mais nous rendons également un hommage très sincère aux candidats qui n'ont pas recueilli le nombre de voix requis. Chacun sait que les activités futures qui ont été esquissées par ce Congrès débouchent sur une tâche herculéenne. Il s'agit en particulier de la mise en œuvre de la Stratégie postale de Séoul et des réformes apportées à l'UPU. Nous espérons qu'avec le nouveau Directeur général et le nouveau Vice-Directeur général à la tête du Bureau international, les travaux de cette organisation seront orientés dans le cadre des nouvelles idées que nous avons approuvées, et cela pour parvenir à une modernisation des structures de l'UPU. L'Administration postale de la Chine assure le Bureau international de son appui constant et d'une collaboration étroite dans toutes les circonstances.

Election des
membres du CA

(Congrès – Doc 41a
et Add 1 et 2)

(Congrès –
Doc 42/Rev 1)

(Congrès – Doc 44)

LE PRÉSIDENT: Le Congrès doit maintenant procéder à l'élection des membres des deux organes et cela conformément aux nouvelles dispositions qu'il vient d'adopter. Selon l'article 102, § 3, du Règlement général, les membres du Conseil d'administration sont élus par le Congrès sur la base d'une répartition géographique équitable. Le Congrès – Doc 41a et Add 1 et Add 2 précise le classement des Pays-membres selon les cinq groupes géographiques; le Congrès – Doc 42/Rev 1 précise le mécanisme de l'élection et le Congrès – Doc 44 énumère les candidatures du Conseil d'administration. Pour le groupe géographique 2 (Europe orientale et Asie du Nord), cinq sièges sont prévus et il n'y a que cinq candidats. Cela étant, et sous réserve de l'approbation du Congrès, une élection pour les pays de ce groupe géographique n'est plus nécessaire.

Aucune délégation ne s'y opposant, les cinq Pays-membres du groupe géographique 2 énumérés ci-après sont élus tacitement: Bulgarie (Rép.), Kazakhstan, Russie (Fédération de), Slovaquie et Ukraine.

Le PRÉSIDENT: Etant donné que le nombre des candidatures pour le groupe 1 (Hémisphère occidental), le groupe 3 (Europe occidentale), le groupe 4 (Asie du Sud et Océanie) et le groupe 5 (Afrique) dépasse celui des sièges correspondants, un vote secret doit avoir lieu pour désigner les représentants de chacun de ces groupes. Le comptage des votes sera fait par un lecteur optique. En outre, l'attention du Congrès est attirée sur le fait que la Slovénie a décidé de retirer sa candidature, lors de la séance plénière précédente.

Le Brésil, la Belgique et le Cameroun sont désignés comme scrutateurs.

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 1: Je viens de recevoir le pouvoir de la délégation de l'Albanie. Cela étant, la situation actuelle est la suivante: 159 pays ont déposé leurs pouvoirs en bonne et due forme, auxquels s'ajoutent 9 procurations. Cela fait au total 168 pays qui ont le droit de délibérer et de voter directement ou par le biais d'une procuration.

Le Congrès procède au scrutin secret et par appel nominal à l'élection des membres du CA pour les groupes géographiques 1, 3, 4 et 5.

Déclarations

Le PRÉSIDENT passe aux autres points de l'ordre du jour pendant que les opérations de dépouillement se déroulent.

Le NIGER: M. le Secrétaire d'Etat à la communication de mon pays regrette beaucoup de ne pas pouvoir effectuer le voyage de Séoul. Il me charge de présenter ses excuses au Congrès et de vous donner lecture du message suivant:

Je voudrais tout d'abord, Monsieur le Président, vous féliciter pour votre brillante élection à la présidence du XXI^e Congrès de l'Union postale universelle et pour la compétence avec laquelle vous avez su diriger les débats depuis le début des présentes assises. Je voudrais ensuite remercier et féliciter la Corée (Rép.) pour avoir accueilli ce forum, pour la chaleur de l'accueil et les facilités dont bénéficient les participants et la parfaite organisation mise en place.

Quoique de loin, j'ai suivi avec grand intérêt le déroulement de vos travaux et les conclusions vers lesquelles ils tendent me confortent dans l'espoir que j'ai toujours placé en l'UPU. Oui, notre Union demeure assurément très consciente du devenir de la poste et des préoccupations de ses Etats membres.

En effet, ce qui est désormais convenu d'appeler la Stratégie postale de Séoul devrait nous permettre de résister face aux assauts de toutes sortes. D'ores et déjà, je puis vous affirmer que mon pays, le Niger, y souscrit pleinement avec plaisir tout comme il a souscrit au Programme d'action de Washington. A ce sujet, faut-il rappeler que l'Administration des postes du Niger a élaboré un plan de développement postal qui connaît certes quelques difficultés dans son exécution, difficultés nées de la faiblesse de nos moyens. Nos orientations futures tiendront bien sûr compte de nos possibilités tout en fondant beaucoup d'espoir sur la coopération technique sous toutes ses formes, telles que débattues au cours de ce Congrès.

Un autre motif d'espoir et de satisfaction concerne la restructuration de l'UPU, gage de sa capacité à ne pas se laisser à la traîne et à pouvoir s'adapter et suivre les profondes mutations du monde actuel.

Enfin, tout en rendant hommage aux anciens dirigeants des organes de l'Union, je m'adresse aux nouveaux élus pour leur présenter mes vives félicitations et leur souhaiter plein succès dans leurs nouvelles fonctions en leur rappelant que l'avenir de la poste est dans leurs mains et que tous les regards seront tournés vers eux pour mener à bon port le navire UPU.

Vive l'UPU!

Vive la coopération internationale!

Je vous remercie.

Le KIRGHIZISTAN: Le Kirghizistan est un nouveau membre de l'Union postale universelle et au nom de notre délégation nous remercions les Administrations des Pays-membres de l'UPU de l'aide qui nous a été accordée lors de notre adhésion. Nous félicitons M. Leavey et M. Mazou et nous espérons que la nouvelle direction de l'UPU continuera à nous soutenir. Nous remercions également la Corée qui nous a si merveilleusement accueillis ici à l'occasion de ce Congrès.

Election des
membres du CA

Le PRÉSIDENT annonce les résultats des élections des membres du CA.

Groupe 1 – Hémisphère occidental (8 sièges)

Bulletins délivrés	168
Bulletins rentrés	168
Bulletins blancs ou nuls	3
Bulletins valables	165

Sont élus membres du Conseil d'administration:

Amérique (Etats-Unis)	142 voix
Argentine	137 voix
Chili	126 voix
Mexique	126 voix
Cuba	113 voix
Vénézuéla	96 voix
Uruguay	91 voix
Barbade	83 voix

Ont en outre obtenu des voix:

Pérou	81 voix
Costa-Rica	75 voix
Bolivie	58 voix
Honduras (Rép.)	56 voix

Groupe 2 – Europe orientale et Asie du Nord (5 sièges)

Sont élus membres du Conseil d'administration (élection tacite):

Bulgarie (Rép.)
Kazakhstan
Russie (Fédération de)
Slovaquie
Ukraine

Groupe 3 – Europe occidentale (6 sièges)

Bulletins délivrés	168
Bulletins rentrés	168
Bulletins blancs ou nuls	2
Bulletins valables	166

Sont élus membres du Conseil d'administration:

France	153 voix
Allemagne	150 voix
Grande-Bretagne	141 voix
Italie	134 voix
Pays-Bas	129 voix
Finlande	119 voix

Ont en outre obtenu des voix:

Espagne	104 voix
---------	----------

Groupe 4 – Asie du Sud et Océanie (10 sièges – non compris le siège réservé au pays hôte du Congrès)

Bulletins délivrés	168
Bulletins rentrés	168
Bulletins blancs ou nuls	1
Bulletins valables	167

Sont élus membres du Conseil d'administration:

Chine (Rép. pop.)	156 voix
Inde	150 voix
Jordanie	148 voix
Thaïlande	146 voix
Indonésie	145 voix
Kuwait	121 voix
Bangladesh	117 voix
Arabie saoudite	114 voix
Emirats arabes unis	113 voix
Iran (Rép. islamique)	96 voix

Ont en outre obtenu des voix:

Syrienne (Rép. arabe)	88 voix
Tonga	64 voix
Fidji	63 voix

Groupe 5 – Afrique (11 sièges)

Bulletins délivrés	168
Bulletins rentrés	168
Bulletins blancs ou nuls	1
Bulletins valables	167

Sont élus membres du Conseil d'administration:

Afrique du Sud	152 voix
Kenya	150 voix
Ghana	148 voix
Tanzanie (Rép. unie)	148 voix
Congo (Rép.)	137 voix
Côte d'Ivoire (Rép.)	130 voix
Zimbabwe	125 voix
Egypte	122 voix

Tunisie	119 voix
Gabon	113 voix
Burkina Faso	112 voix

Ont en outre obtenu des voix:

Ouganda	111 voix
Maroc	110 voix

Le PRÉSIDENT félicite les pays qui viennent d'être élus au Conseil d'administration. Il remercie les scrutateurs et tous les pays qui ont présenté leur candidature à cet organe de l'UPU.

Election des
membres du CEP

(Congrès – Doc 41b)
(Congrès – Doc 43)
(Congrès – Doc 45)

Le PRÉSIDENT rappelle les dispositions de l'article 104, paragraphes 1 et 2, du Règlement général et signale que 61 pays ont présenté leur candidature au Conseil d'exploitation postale. Le Congrès – Doc 41b contient la liste des Pays-membres avec indication du groupe géographique auquel ils appartiennent et de leur situation de pays développés (PD) ou de pays en développement (PED). Les candidatures présentées sont énumérées dans le Congrès – Doc 45. Le mécanisme de l'élection est précisé dans le Congrès – Doc 43.

Le CHILI, la BULGARIE (RÉP.) et la TANZANIE (RÉP. UNIE) annoncent le retrait de leur candidature au Conseil d'exploitation postale, suite à leur élection au Conseil d'administration.

La Bulgarie (Rép.), l'Autriche et le Botswana sont désignés comme scrutateurs.

La procédure de vote est ouverte.

Le Président annonce les résultats de l'élection des membres du Conseil d'exploitation postale:

Bulletins délivrés:	168
Bulletins rentrés:	168
Bulletins blancs ou nuls:	3
Bulletins valables:	165

Sont élus membres du Conseil d'exploitation postale:

	Nombre de voix	Groupe géographique	Classement
Japon	153 voix	4	PD
Amérique (Etats-Unis)	150 voix	1	PD
Corée (Rép.)	150 voix	4	PED
Brésil	149 voix	1	PED
Suisse	146 voix	3	PD
Allemagne	141 voix	3	PD
Russie (Fédération de)	139 voix	2	PED
Canada	138 voix	1	PD
France	134 voix	3	PD
Australie	132 voix	4	PD
Chine (Rép. pop.)	131 voix	4	PED
Pays-Bas	131 voix	3	PD
Belgique	129 voix	3	PD

Italie	127 voix	3	PD
Grande-Bretagne	126 voix	3	PD
Espagne	124 voix	3	PD
Inde	124 voix	4	PED
Nouvelle-Zélande	123 voix	4	PD
Grèce	121 voix	3	PD
Portugal	117 voix	3	PD
Egypte	116 voix	5	PED
Norvège	115 voix	3	PD
Thaïlande	115 voix	4	PED
Roumanie	114 voix	2	PED
Afrique du Sud	112 voix	5	PED
Indonésie	110 voix	4	PED
Jordanie	108 voix	4	PED
Pakistan	105 voix	4	PED
Argentine	103 voix	1	PED
Mexique	102 voix	1	PED
Kenya	100 voix	5	PED
Maroc	98 voix	5	PED
Singapour	95 voix	4	PED
Sierra Leone	94 voix	5	PED
Cameroun	92 voix	5	PED
Hongrie (Rép.)	90 voix	2	PED
Cuba	87 voix	1	PED
Zambie	87 voix	5	PED
Nigéria	85 voix	5	PED
Ethiopie	84 voix	5	PED

Ont en outre obtenu des voix:

Pologne (Rép.)	82 voix	2	PED
Sénégal	81 voix	5	PED
Bangladesh	76 voix	4	PED
Ukraine	70 voix	2	PED
Lesotho	68 voix	5	PED
Kuwait	67 voix	4	PED
Iran (Rép. islamique)	62 voix	4	PED
Arabie saoudite	60 voix	4	PED
Pérou	60 voix	1	PED
Colombie	58 voix	1	PED
Soudan	56 voix	5	PED
Syrienne (Rép. arabe)	52 voix	4	PED
Costa-Rica	51 voix	1	PED
Liban	47 voix	4	PED
Bolivie	42 voix	1	PED
Togo	42 voix	5	PED
Bénin	37 voix	5	PED
Papouasie – Nouvelle-Guinée	36 voix	4	PED
Dominicaine (Rép.)	13 voix	1	PED

Le Président adresse ses félicitations aux membres qui viennent d'être élus au Conseil d'exploitation postale et remercie tous les pays qui ont présenté leur candidature ainsi que les scrutateurs.

Invitation pour le
XXIIe Congrès
postal universel

(Congrès – Doc 80)

Le PRÉSIDENT: Le Congrès – Doc 80 est une invitation de la République populaire de Chine pour le XXIIe Congrès de l'UPU.

La CHINE (RÉP. POP.): Monsieur le Président, je vous remercie de m'avoir accordé la parole avant la discussion du Congrès – Doc 80. Comme il est dit dans le document, le Gouvernement chinois se fera un grand plaisir d'accueillir en Chine, en 1999, le XXIIe Congrès de l'UPU et il en sera extrêmement honoré.

En invitant le prochain Congrès de l'UPU, la Chine voudrait apporter sa part de contribution au développement des services postaux internationaux, au resserrement des liens entre les peuples de différents pays et au renforcement des relations et de la coopération entre les postiers chinois et leurs collègues dans le monde entier.

J'ai le plaisir de vous informer que, grâce à la politique de réforme et d'ouverture appliquée depuis quinze ans, la Chine a connu de profonds changements sur le plan social et un grand essor économique. Pendant ces deux dernières années, le taux annuel d'augmentation du PNB a atteint chaque année plus de 13 %. En même temps, de pareils progrès ont été réalisés dans le domaine de la poste. Pour certains services nouveaux tels que l'EMS, les taux de croissance annuelle ont été de 60–80 %. Nous avons l'intention de choisir Beijing, capitale de la Chine, comme lieu du prochain Congrès. Beijing est non seulement une ville riche en héritage culturel, l'une des six anciennes capitales de la Chine antique, elle est aussi devenue une grande métropole moderne. Pendant ces dernières années, de nombreuses manifestations internationales importantes ont eu lieu dans cette ville. Donc, nous disons qu'elle possède les conditions requises pour accueillir une conférence internationale importante telle que le Congrès de l'UPU. La Chine, une fois désignée comme pays hôte, remplira toutes les obligations prescrites par l'UPU pour un pays hôte. Le peuple chinois est un peuple hospitalier. Le grand idéologue et éducateur chinois Confucius a dit il y a plus de 2000 ans que «on est fou de joie lorsque des amis nous arrivent des pays lointains». Fort de cette tradition, le peuple chinois recevra les délégués de tous les pays participants au Congrès avec sincérité, chaleur et beaucoup d'attention.

Nous sommes pleinement conscients qu'être pays hôte d'un Congrès de l'UPU représente pour ce pays à la fois un immense honneur et une lourde tâche, d'autant plus que, étant le dernier Congrès du présent siècle, le XXIIe Congrès de 1999 revêtira une signification toute particulière pour le développement de notre Union dans le XXIe siècle. Par conséquent, nous ferons tout notre possible en nous inspirant des expériences acquises dans l'organisation du présent Congrès et d'autres Congrès précédents et en collaborant étroitement avec le Bureau international, afin de permettre au XXIIe Congrès de l'UPU de se tenir avec succès en Chine en 1999 et de faire de ce Congrès un événement inoubliable.

CUBA: Je remercie la République populaire de Chine qui a contribué de façon importante au développement des activités postales et culturelles d'avoir bien voulu inviter le XXIIe Congrès de notre Union.

La RUSSIE (FÉDÉRATION DE): C'est avec une grande satisfaction que nous avons appris l'invitation de la République populaire de Chine. Connaissant l'importance des ressources matérielles et humaines dont ce pays dispose, nous lui souhaitons plein succès.

Le JAPON: J'exprime notre gratitude à la République populaire de Chine d'avoir bien voulu inviter le prochain Congrès.

La CORÉE (RÉP.): C'est un moment faste et triste à la fois pour nous, car le Congrès qui est invité en Chine doit quitter bientôt la Corée. Je félicite la République populaire de Chine et l'assure de la disponibilité de la Corée à mettre à sa disposition toute son expérience acquise lors la préparation du présent Congrès.

La JORDANIE: L'UPU, à travers son Conseil d'administration, sera prise en charge d'abord par la Corée et ensuite par la Chine. Nous profiterons donc pendant dix ans du soleil de l'Asie. C'est au nom du Groupe arabe que je rends hommage à la Chine et lui assure notre appui et notre total soutien.

Le KAZAKHSTAN, le CONGO (RÉP.) et la MAURITANIE s'associent aux orateurs précédents pour se féliciter de l'invitation de la Chine pour le XXIIe Congrès.

Le PRÉSIDENT remercie vivement la République populaire de Chine pour son engagement qui comporte une charge de travail considérable.

La CHINE (RÉP. POP.) remercie toutes les délégations pour leur appui à l'organisation du XXIIe Congrès de l'UPU.

Le Congrès – Doc 80 est approuvé par acclamation. Le XXIIe Congrès postal universel, prévu pour 1999, se tiendra en République populaire de Chine.

La séance est levée à 18 h 35.

Au nom du Congrès:

Le Président,
Young-su Kwon

Le Secrétaire général,
A.C. Botto de Barros

Le Secrétaire,
L.L. Fernandes Pinheiro

Quatorzième séance du Congrès

Mardi 13 septembre 1994

Présidence de M. Young-su Kwon, Président

La séance est ouverte à 9 h 40.

Déclarations

Le PRÉSIDENT: Nous sommes heureux d'avoir avec nous ce matin M. Pekka Tarjanne, Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications, organisation sœur de l'UPU. C'est donc avec un grand plaisir que je l'invite à s'adresser au Congrès.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS: Il m'est très agréable d'avoir aujourd'hui la possibilité de prendre la parole au nom de l'Union internationale des télécommunications à l'occasion de ce XXI^e Congrès postal universel.

La dernière fois que je me suis adressé à vous, il y a cinq ans, au XX^e Congrès de Washington, je venais d'être élu Secrétaire général de l'UIT à la Conférence de plénipotentiaires de Nice.

La situation aujourd'hui est quelque peu différente. Je me rends en effet à Kyoto, où j'espère être réélu Secrétaire général par la Conférence de plénipotentiaires. Aujourd'hui, je voudrais d'ailleurs en tout premier lieu vous inviter à venir à Kyoto lorsque vous aurez fini vos débats. Sans être en mesure, naturellement, de prédire l'issue de la Conférence de plénipotentiaires, je puis vous promettre des décisions intéressantes sur un grand nombre d'aspects des télécommunications qui touchent de près nos deux institutions, ainsi qu'une chaleureuse réception de la part des membres de l'UIT et de nos hôtes japonais.

De tout temps, les relations entre l'UPU et l'UIT ont été très étroites. Pendant de nombreuses années, ces deux organisations ont eu leur siège dans la même ville – Berne. A quelques exceptions près, les représentants des Etats membres étaient les mêmes – à savoir les Administrations des PTT qui existaient dans la plupart des pays du monde. Mais depuis quelques dizaines d'années, la situation s'est profondément modifiée.

A certains égards, les deux institutions ne sont plus aussi proches l'une de l'autre. Je suppose que la divergence s'est concrètement amorcée lorsque l'UIT a installé son siège à Genève. Mais ceci est de la vieille histoire. Le changement effectif ne s'est produit que récemment, lorsque les pays ont entrepris de séparer l'Administration des postes de celle des télécommunications et dans certains cas d'orienter l'un de ces services, ou les deux à la fois, sur la voie de la libéralisation, de la concurrence ou même de la privatisation. Aujourd'hui, la composition de nos deux organisations est tout à fait différente et la différence est probablement appelée à s'accroître encore.

Malgré cette évolution, l'UPU et l'UIT présentent encore manifestement d'importants points communs.

Ces deux organisations intergouvernementales s'efforcent en effet de concilier leurs objectifs de service public universel avec les réalités d'un marché mondial de plus en plus régi par les lois de la concurrence. Toutes deux croient fermement au droit de communiquer, à l'accès universel.

Toutes deux prennent peu à peu conscience de l'évolution subtile mais fondamentale de la nature de notre activité. Les télécommunications et les services postaux relèvent désormais d'un secteur beaucoup plus vaste, la fameuse «industrie de l'information», qui couvre également l'informatique, la publication et les activités de loisirs et passe aujourd'hui pour occuper, dans l'échelle mondiale des activités économiques, le premier rang.

Mais alors que nos deux institutions divergent dans leur composition, les services proposés par nos membres convergent, depuis les années 70, selon une tendance qui me paraît de bon aloi. Ainsi, alors que le «courrier électronique» entre les télécopieurs et les ordinateurs est l'un des secteurs les plus dynamiques de notre domaine, dans de nombreux pays, le réseau des bureaux de poste et la «boucle locale» de distribution du courrier offrent une option intéressante pour mettre à la disposition du grand public des services de télécommunication et d'information de pointe ou hybrides; de fait, certains consommateurs peuvent préférer acheter leur matériel de télécommunication – téléphones, ordinateurs personnels, modems, télécopieurs – auprès d'organismes de vente par correspondance plutôt qu'auprès de la compagnie des télécommunications. La nouvelle société de l'information fourmille de tels paradoxes.

Considérées dans cette perspective, l'UPU et l'UIT sont – ou devraient être – les protagonistes d'une transformation historique profonde et radicale. Nos deux institutions vont devoir affronter certaines menaces – nos méthodes traditionnelles, notre viabilité peut-être, pourront être remises en question. Toutefois, nous aurons également d'excellentes occasions de répondre aux besoins de nos membres dans un environnement en mutation, si nous avons l'imagination et le courage indispensables pour prendre les initiatives nécessaires, des initiatives nécessairement radicales. Tel est l'essentiel du message que je me propose de communiquer à la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT. Tel est également l'essentiel du message que je voulais vous adresser aujourd'hui.

Alors que nous nous préparons à cet avenir exaltant mais incertain, continuons donc de travailler ensemble dans cet excellent esprit de coopération qui a toujours caractérisé les relations entre l'UPU et l'UIT.

A cet égard, le Comité de contact chargé des relations entre le Conseil consultatif des études postales (CCEP) et le secteur de la normalisation de l'UIT constitue une passerelle efficace pour les échanges d'informations et d'opinions sur les questions qui intéressent nos deux organisations qu'il s'agisse du courrier électronique, des services de messagerie ou du service bureauxfax, sans parler du service télégraphique traditionnel.

Je voudrais maintenant exprimer ma profonde gratitude à mon ami Adwaldo Cardoso Botto de Barros, que je connais de longue date, pour le concours inlassable qu'il a personnellement prêté en sa qualité de Directeur général de l'UPU, afin de maintenir et de renforcer les liens de coopération entre nos deux institutions. A l'occasion de son élection, je voudrais également féliciter son successeur, M. Leavey, avec lequel je me suis lié d'amitié depuis fort longtemps aussi. J'espère que j'aurai avec lui les excellentes relations personnelles et professionnelles que j'avais avec M. Botto de Barros, mais cela dépendra bien sûr de l'issue de Kyoto.

Pour conclure, je voudrais de nouveau inviter tous ceux d'entre vous qui ne seront pas épuisés par la tâche présente à vous rendre également à la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT. J'espère vous retrouver à Kyoto et continuer de réfléchir avec vous aux moyens qui nous permettront de faire en sorte que tous les habitants de la planète puissent exercer ce droit fondamental de l'homme qu'est l'accès au réseau mondial de l'information.

Le VATICAN: Avant la clôture de ce Congrès, j'aimerais tout d'abord, au nom de ma délégation, féliciter M. Thomas Leavey pour son élection au poste de Directeur général du Bureau international et M. Mazou pour son élection au poste de Vice-Directeur général.

Mes remerciements vont aussi à ceux qui, ayant mis à la disposition de l'Union toute leur capacité professionnelle et toute leur expérience, avec générosité, n'ont pas reçu les suffrages nécessaires pour être élus.

Je tiens aussi à vous féliciter, Monsieur le Président, pour le talent avec lequel vous avez conduit les travaux de ce Congrès, ainsi que Messieurs les Vice-Présidents et les Présidents de Commission, le Secrétariat, le personnel et vous tous, chers délégués, qui avez contribué au succès de ce Congrès.

Mes sincères remerciements vont aussi à l'Administration postale de la République de Corée, pour son excellente organisation et au peuple coréen pour l'hospitalité chaleureuse qu'il nous a réservée.

Mais, si vous le permettez, Monsieur le Président, j'aimerais également adresser des remerciements tout particuliers aux délégués soi-disant «silencieux» qui, pour diverses raisons, n'ont pas eu l'occasion de prendre très souvent la parole. Je pense d'ailleurs que si le Congrès s'achève en temps voulu et de façon satisfaisante c'est aussi grâce à la précieuse attitude de ces délégués «silencieux». Aussi méritent-ils, eux aussi, une mention particulière de notre reconnaissance.

Comme vous le savez probablement tous, ma délégation représente le plus petit pays du monde: l'Etat de la Cité du Vatican.

Cependant, comme le souverain de ce petit Etat est le pape, qui est en même temps le chef spirituel de centaines de millions de personnes réparties dans le monde, vous pouvez très bien comprendre que le travail de mon Administration va au-delà du territoire et de la population de notre Etat.

Même si le pape actuel, Jean-Paul II, aime apporter personnellement aux peuples de divers pays son message de paix, des millions de personnes, chaque année, viennent au Vatican.

C'est pourquoi le Vatican attache une grande importance à tous les moyens de communication et à tous les organismes nationaux et internationaux qui encouragent la communication.

Membre de l'UPU depuis 1929, l'Etat de la Cité du Vatican a l'intention de continuer à donner son appui à ses activités et à se conformer à toutes ses règles et règlements. Nous sommes convaincus que l'UPU, non seulement permet l'amélioration des services postaux, mais contribue également à promouvoir la compréhension mutuelle, la collaboration et la paix en facilitant l'échange de valeurs spirituelles et culturelles entre tous les pays du monde.

C'est pourquoi, si ma délégation a suivi avec grand intérêt les travaux du Congrès et en a beaucoup appris, elle s'est cependant tout particulièrement intéressée aux incidences humaines et sociales des problèmes qui ont été débattus pendant ce Congrès.

C'est aussi la raison pour laquelle j'aimerais évoquer davantage le principe général de solidarité que les aspects techniques de la réglementation de l'UPU.

Maintenant que les nouveaux Actes de l'Union postale universelle sont sur le point d'être approuvés, puis mis en vigueur par tous les membres de l'UPU, je pense qu'il est nécessaire de considérer la solidarité comme la pierre angulaire des relations loyales qui doivent exister entre les Pays-membres.

En formulant les nouveaux Actes de l'Union, nous nous sommes attachés avec soin à affirmer la nécessité d'une totale solidarité entre les pays développés et les pays en développement. Une solidarité réelle. Une solidarité que le pape Jean-Paul II, dans un document adressé à toutes les nations et à tous les hommes de bonne volonté, en 1987, a défini comme non pas un sentiment de compréhension vague ou d'attendrissement superficiel pour tous les maux subits par tant de personnes proches ou lointaines mais, au contraire, comme la détermination fêrue et persévérante de travailler pour le bien commun; c'est-à-dire, pour le bien de tous et de chacun, parce que tous nous sommes vraiment responsables de tous.

Dans ce monde d'aujourd'hui en évolution, je formule des vœux et je prie pour que cette idée morale et forte du pape Jean-Paul II s'applique aussi à l'Union postale universelle qui, de façon très particulière, devrait être synonyme d'interdépendance et de solidarité entre les peuples et les nations.

La POLOGNE (RÉP.): En ma qualité de Président de la Commission 1 (Vérification de pouvoirs), je tiens à vous informer que depuis que le Congrès a adopté le dernier rapport de la Commission, la République d'Angola a déposé ses pouvoirs en bonne et due forme. Cela porte le nombre des pays qui ont des pouvoirs à 160, le nombre des procurations reste inchangé, soit 9 au total, ce qui porte le nombre des délégations autorisées à voter à 169. Je voudrais remercier le Congrès pour avoir confié à mon pays la présidence de la Commission de vérification de pouvoirs.

Approbation de
l'ordre du jour

Le PRÉSIDENT soumet au Congrès pour approbation le projet de l'ordre du jour faisant l'objet du Congrès – Doc 6/Rev 1.

(Congrès – Doc 6/
Rev 1)

L'ALLEMAGNE: Je voudrais proposer un changement dans l'ordre de discussion des points de l'ordre du jour. Avant d'examiner le point 4 concernant l'approbation du rapport final de la Commission 2 (Finances), il serait préférable que le Congrès examine d'abord les points de l'ordre du jour ayant des incidences financières. Il s'agit du point 6(a) concernant la création d'un groupe linguistique français et du point 12 relatif à l'approbation du Plan stratégique de l'UPU pour les années 1995–1999.

M. GHARBI, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: Je suis d'accord avec la proposition de la délégation allemande. Je suggère donc que le point 12 soit traité immédiatement après l'examen du point 6(a) de l'ordre du jour.

Le Congrès adopte l'ordre du jour avec les modifications proposées.

Appel

a) Création d'un
groupe linguistique français

(Congrès – Doc 97)

Le PRÉSIDENT: Conformément à l'article 24, paragraphe 2, du Règlement intérieur des Congrès, les délégations de la Belgique, de la Bulgarie (Rép.), du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire (Rép.), de la France, du Gabon, de la Hongrie (Rép.), de l'Italie, du Mali, du Portugal, de la Roumanie, du Sénégal, de la Slovaquie, de la Suisse, du Tchad et de la Tchéquie (Rép.) désirent qu'il soit procédé à l'examen, en séance plénière, de la proposition 15. 107.2/Rev 1 portant sur l'article 107, paragraphes 1, 2, 3 et 6, du Règlement général. La proposition a été adoptée en Commission 3 par 85 voix pour, 34 voix contre et 25 abstentions. Je demande à l'un des auteurs de l'appel de le présenter.

La FRANCE: Nos arguments contre la création d'un groupe linguistique français sont connus. Je les ai développés longuement en Commission 3. Les délégués qui nous ont fait l'honneur d'être à nos côtés dans le débat ont pour leur part apporté des éclairages intéressants. Je voudrais simplement rappeler aujourd'hui brièvement les raisons pour lesquelles la délégation française souhaite que l'appel qu'elle a interjeté avec un certain nombre d'autres pays soit accepté par le Congrès. D'abord, la proposition adoptée en Commission 3 nous paraît contraire à la logique et à l'équité. Elle va pénaliser les francophones. Ceux-ci vont en effet être obligés de couvrir les frais de traduction vers le français de tous les documents rédigés dans une autre langue et cela au bénéfice de tous les Pays-membres de l'Union. Or, les francophones sont pénalisés curieusement parce qu'ils utilisent la langue officielle de l'UPU et que tous les documents doivent être traduits dans cette langue. D'autre part, la décision prise en Commission 3 nous paraît sortir de la compétence stricto sensu du Congrès qui, à nos yeux, ne peut de lui-même créer un groupe linguistique français et encore moins imposer aux pays francophones d'en faire partie. Je rappelle que les autres groupes linguistiques sont constitués sur la base du volontariat. Cette différence de traitement entre les pays francophones et les autres pays, notamment les pays anglophones, est choquante. Elle est pour nous inacceptable. Enfin, les conditions dans lesquelles cette décision a été acceptée le 7 septembre dernier sont pour le moins douteuses. Nous ne sommes pas les seuls dans cette assemblée à savoir que plusieurs délégués qui ont voté pour la création du groupe linguistique français n'avaient pas, le jour du scrutin, les pouvoirs de voter. Cette situation n'est, certes, pas contraire à la lettre du Règlement intérieur des Congrès, mais elle n'en demeure pas moins choquante. Dois-je rappeler que la décision a été prise à une voix de majorité? Ceci est une raison supplémentaire pour que l'on accepte l'appel. Si l'appel était accepté, la France ne s'opposerait pas à ce que ce problème, comme celui, plus général, des langues à l'UPU, soient transmis au Conseil d'administration pour étude. Mon pays est conscient que les réformes dans le domaine des langues utilisées à l'Union sont nécessaires. Elle se réjouit d'ailleurs que celles-ci soient déjà commencées avec le choix de l'anglais comme langue de travail au côté du français. Ma délégation, qui souhaite que le XXI^e Congrès s'achève dans une atmosphère d'harmonie, demande instamment aux délégués de voter en faveur de l'appel.

Le PRÉSIDENT: Je vous rappelle que cette question a été discutée longuement au sein de la Commission 3. C'est pourquoi je demande aux orateurs de n'apporter au débat que des éléments nouveaux.

La HONGRIE (RÉP.): Sans vouloir répéter ce qui a déjà été dit par la France et ce que la délégation hongroise appuie pleinement, je me bornerai dans mon intervention à l'examen de l'une des nombreuses approches de la question de la langue, tellement importante. A la réunion de la Commission 3, une délégation a demandé des éclaircissements au sujet du paragraphe 2 de la proposition 15. 107.2/Rev 1. Mais, à notre regret, elle n'a pas reçu de réponse. La raison en est qu'il n'y avait pas de réponse valable à la question posée. A la lecture de la proposition en question, je suis d'avis qu'il y a une grave contradiction logique et juridique entre les deux phrases de la proposition. La première phrase indique d'une manière indirecte que les Pays-membres de l'Union qui utilisent la langue officielle ne constituent pas de groupe linguistique, alors que la deuxième phrase dit le contraire, en indiquant que les pays en question constituent tout de même un groupe linguistique. La raison pour laquelle cette contradiction ne

pouvait pas être constatée auparavant est que la proposition a été rédigée à la hâte puisque le temps disponible pour le faire était très limité. C'est pour la même raison que l'étude financière de la proposition n'a pas été faite. Pour toutes ces raisons, je suis d'avis que la proposition 15. 107.2/Rev 1 devrait être rejetée. En outre, je propose que cette question et toutes ses répercussions fassent partie de l'étude globale concernant les langues que le Conseil d'administration entreprendra après le Congrès.

Le SÉNÉGAL: A la suite de l'intervention de la France, je voudrais souligner que la question fondamentale du groupe linguistique français a été tranchée en Commission, à notre sens, trop rapidement et in extremis, après que l'essentiel des débats eut été consacré à l'introduction de la langue anglaise comme langue de travail à l'UPU.

Je veux souligner par là que je m'attendais à ce que toute solution apportée à un problème de cette dimension soit telle qu'elle ne laisse subsister aucun doute dans les esprits quant à sa validité. Or, nous constatons qu'il existe beaucoup de zones d'ombre par rapport à la décision prise.

D'abord, comme l'a souligné la Hongrie, la distinction entre langue officielle et langue de travail ainsi que leurs implications respectives n'ont pas été éclaircies. Aucune réponse n'a jusqu'à présent été donnée à cette question. Or à chacune de ces situations correspond certainement des avantages sinon elle ne ferait pas l'objet d'autant d'intérêt et de discussions.

En tout état de cause, nous avons toujours considéré l'inexistence d'un groupe linguistique français comme la manifestation concrète de la place privilégiée accordée à la langue française par la Constitution de l'Union. En cas de disparition de ce privilège, quelle serait désormais l'utilité d'une langue officielle? Et pourquoi pas plusieurs langues officielles?

Monsieur le Président, la Commission avait bien adopté l'introduction de la langue anglaise comme langue de travail. Pourtant, par la suite, on s'est rendu compte que les incidences sur le personnel en place au Bureau international n'avaient pas été prises en compte. Il a fallu que la Commission des finances fasse des calculs en toute hâte pour que l'on puisse les inclure dans les plafonds budgétaires. C'est dire que le problème du groupe linguistique français nécessite à notre avis un examen plus pointu car il est beaucoup plus profond qu'il ne paraît à première vue.

En effet, il se pose en réalité une question d'interprétation du texte et de l'esprit de la Constitution de l'Union. Car, à nos yeux, la disposition du Règlement général, article 107, § 2, créant des groupes linguistiques n'est qu'une conséquence, une déduction logique de l'article 6 de la Constitution qui fait du français la seule langue officielle de l'Union.

Donc, pour changer cette situation, de notre point de vue, c'est la Constitution elle-même qu'il faut modifier en ne singularisant plus le français et ensuite seulement en tirer les conséquences au niveau du Règlement général.

Selon cette même argumentation, le fait de dire que le français est également une langue de travail n'est pas approprié. C'est une redondance. En effet, peut-on imaginer qu'une organisation ou même un pays choisisse sa langue officielle et ne travaille pas avec cette langue? Cela me paraît inconcevable. Enfin, je me pose une autre question: si un pays d'expression française décidait de ne pas adhérer à l'éventuel groupe français, quelles en seraient les conséquences pratiques?

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, notre pays pense que la question du groupe linguistique français mérite un examen plus approfondi et soutient l'idée de renvoyer cette question à l'étude du Conseil d'administration afin que tous ses aspects soient évalués en conséquence.

L'ESPAGNE: Je voudrais simplement vous rappeler qu'il y a eu une longue discussion concernant la question des langues de l'Union au sein de la Commission 3 où il régnait un esprit de compromis. Cet esprit a permis d'accepter l'anglais comme langue de travail sans pourtant que l'on prenne en considération tous les aspects de la question. Nous avons également demandé au prochain Conseil d'administration d'examiner dans son ensemble le système linguistique de l'Union. C'est dans cet esprit de compromis qu'il faut examiner l'appel. Il ne faut pas considérer que la proposition du Conseil exécutif n'a pas été approuvée par la Commission 3 en raison de la faible majorité avec laquelle elle l'a adoptée.

La SUISSE: Il y a lieu de rappeler que lors du débat sur la création du groupe linguistique français de nombreuses délégations, et non exclusivement francophones, sont intervenues pour proposer que la question de la création d'un groupe linguistique français soit comprise dans l'étude globale prévue des langues de l'Union. Lors de la poursuite de la discussion, il y avait même une délégation anglophone qui estimait, quant à elle, en toute objectivité, qu'une partie seulement des coûts pourrait être supportée par le groupe linguistique français au cas où un tel groupe devait être créé. Cela montre à l'évidence que tous les éléments relatifs à la question des langues ne sont pas à ce stade établis d'une manière claire et précise et qu'il s'avère donc nécessaire de l'étudier plus à fond. S'agissant de l'appel dont le Congrès est saisi, la Suisse y apporte son appui. Mais elle n'interviendra ni dans le sens d'apprécier l'équité de créer le groupe ni se prononcera sur les principes juridiques qui sont clairement exposés dans le Congrès – Doc 97/Annexe 1. La Suisse, tenant compte notamment de sa qualité de pays siège de l'Union, se doit d'intervenir dans les débats avec modération, surtout sur les questions sensibles. Si elle intervient, elle le fait dans un souci constant d'objectivité afin que les travaux de nos organes se déroulent dans le meilleur esprit constructif et de confiance mutuelle et que les décisions prises répondent aux intérêts de l'Union dans son ensemble ainsi que du plus grand nombre possible de Pays-membres. Aussi, la Suisse invite le Congrès à adopter l'appel et à renvoyer la question pour étude au Conseil d'administration.

TERRITOIRES D'OUTRE-MER DE LA GRANDE-BRETAGNE: Comme il y a eu une très longue discussion au sein de la Commission 3 sur cette question, le Président a demandé aux délégués ici présents de se limiter aux arguments nouveaux. Or, force est de constater que c'est très difficile de le faire parce qu'il n'y a rien de nouveau dans l'appel. Tout a déjà été dit lorsque la question a été discutée au sein de la Commission 3. Cependant, on fait appel à des principes d'équité. Or, il ne s'agit pas d'équité pour ce qui concerne cet appel. Il est plutôt question du maintien des privilèges pour la langue française. Le français étant la seule langue de travail du Bureau international, tous les documents de l'Union rédigés dans une autre langue que le français doivent être traduits d'abord en français et ensuite dans les autres langues aux frais des groupes linguistiques concernés. Le groupe linguistique français dit «non affilié» est le seul groupe qui ne supporte pas les frais de traduction. Puisque l'anglais est devenu une langue de travail, le groupe linguistique anglais pouvait lui aussi réclamer les mêmes avantages. Toutefois, il ne réclame aucun privilège et continuera à payer sa part des frais de traduction sans protester. On demande aux membres francophones de l'UPU d'en faire de même. Il n'est pas acceptable que les pays pauvres non francophones subventionnent les pays riches francophones. Nous ne devons pas accepter de maintenir le statu quo.

La NOUVELLE-ZÉLANDE: Nous n'acceptons pas que les intérêts particuliers remettent en cause le succès de ce Congrès. Au sein de la Commission 3, nous avons dit que l'ensemble des propositions préparées par le Conseil exécutif, y compris la proposition visant à créer un groupe linguistique français, ne changeaient en rien le statut de la langue française comme langue officielle et de référence de l'Union. Les membres du groupe linguistique français ne devront pas payer pour la traduction en français des documents de référence puisque ces documents seront automatiquement rédigés dans cette langue par le Bureau international. Cette situation a déjà été précisée en Commission 3 par la

Grande-Bretagne. La solidarité dont ont fait preuve tous les Pays-membres au cours de l'histoire de l'Union est une solidarité qui est devenue légendaire et elle a fait la réputation de l'UPU. Cette solidarité est basée sur l'équité et la situation actuelle dans laquelle un groupe de pays évite de payer les frais de traduction de certains documents de travail est injuste. Les coûts en question doivent être supportés par ceux à qui ils incombent. Dans ces conditions, je m'oppose à l'appel.

Le ZAÏRE: Le Zaïre est arrivé en retard à ces assises. Mais, compte tenu de ce qui vient d'être dit, je suis un peu troublé de remarquer que le vote qui a prévalu en faveur de la création d'un groupe linguistique français soit passé avec une faible majorité. Les arguments soulignant les aspects financiers et juridiques ont été donnés. Je précise simplement ici un aspect qui n'a pas encore été invoqué et qui doit être pris en compte: il s'agit de la frustration de la part des pays francophones. J'ai entendu des personnes contre l'appel qui soulignaient ce qu'elles appelaient des privilèges dont la langue française a joui. Mais s'agit-il vraiment de privilèges? A mon avis, il s'agit simplement d'une langue qui a beaucoup contribué à l'évolution historique de l'Union postale universelle. Je pense qu'il faut considérer l'appel dans le cadre de l'évolution. D'autre part, lorsqu'on dit qu'il ne faut pas faire payer la facture à des petits pays pauvres qui n'utilisent pas le français, il ne faut pas oublier non plus qu'il y a aussi des petits pays pauvres utilisant le français. Comme l'Espagne, je préconise que le Congrès adopte un esprit de compromis sur la question afin d'éviter qu'une frustration s'installe auprès des pays francophones.

La BARBADE: Je n'appuie pas l'appel présenté car, si l'on considère la question sous l'aspect de l'équité et de la justice, on ne doit pas privilégier la langue française par rapport à une autre langue. La décision prise par la Commission 3 est rationnelle et non émotionnelle.

La ZAMBIE: Seuls deux nouveaux arguments apparaissent dans l'appel par rapport aux arguments avancés lors de la discussion de cette question à la Commission 3. Premièrement, la contestation de la validité du scrutin à la Commission 3, qui serait entaché d'irrégularités par le fait du vote de certaines délégations dont les pouvoirs n'ont pas encore été validés. Deuxièmement, selon l'appel, le résultat du vote à la Commission 3 a été influencé par le moment choisi, à savoir juste après l'adoption de l'anglais comme langue de travail de l'Union. Je trouve non fondé le deuxième argument et je trouve le vote parfaitement valable. C'est dire que je ne soutiens pas l'appel.

Le PORTUGAL: Au niveau de la Commission 3, nous avons déjà expliqué pourquoi nous nous opposons à la création du groupe linguistique français. Le français étant la langue officielle de l'Union, elle ne peut pas, par principe, être l'objet d'un groupe linguistique car elle a un statut particulier. L'initiative de la création d'un groupe linguistique doit provenir des pays concernés et ne pas être imposée par des tiers. Le problème n'est pas seulement d'ordre technique ou relatif à une augmentation de coûts ou de privilèges, comme certains tentent de le faire croire, mais c'est une question liée au respect de la langue officielle de l'Union. Il faut également tenir compte de l'évolution de cette organisation ancienne et vénérable. C'est donc un sujet sensible et délicat dont il faudra discuter longuement et mûrement au Conseil d'administration.

Le LIBAN: J'ai suivi avec beaucoup d'attention ceux qui m'ont précédé. Je parle au nom du groupe arabe et de celui du Liban. J'appuie l'appel, car le français étant la langue officielle, il n'est pas logique et raisonnable d'en faire un groupe linguistique. Je demande en conséquence de renvoyer cette question au Conseil d'administration pour qu'il l'examine plus profondément.

La BULGARIE (RÉP.): Toutes les délégations sont d'accord pour dire que le français est la langue officielle de l'UPU. Si tel est le cas, le français doit garder son statut privilégié actuel.

La BELGIQUE: Le nombre d'arguments et d'interventions montre l'importance de la question. L'anglais a été admis très légitimement comme langue de travail; mais, nous le savons, c'est un premier pas. Le Conseil d'administration est chargé de l'examen d'ensemble de l'utilisation des langues à l'UPU et de leur financement. Par ailleurs, le Bureau international ne peut pas donner de réponses complètes à plusieurs questions techniques sans étudier la question à fond. La sagesse commande que cette problématique du financement de l'utilisation des langues, du maintien ou non des groupes linguistiques, de la constitution d'un groupe linguistique français, soit incluse dans l'examen d'ensemble de l'utilisation des langues à l'UPU.

La SLOVAQUIE: Ce n'est pas au Congrès de Séoul que l'on a abordé pour la première fois le régime linguistique. On a changé le régime linguistique aux Congrès de Vienne, de Lausanne, de Rio de Janeiro et de Hamburg, mais toujours à la suite d'une étude approfondie. Nous sommes membres du groupe linguistique anglais et nous n'envisageons pas de sortir de ce groupe. Bien qu'étant membre du groupe, nous avons demandé au Bureau international de nous envoyer deux exemplaires des documents en anglais et un exemplaire en français, langue officielle de l'UPU. Selon l'article 107, paragraphe 7, du Règlement général nous contribuons au groupe linguistique anglais pour les frais de traduction. Si à l'avenir nous maintenons le même système de distribution des documents, à savoir deux exemplaires en anglais et un exemplaire en français, devons-nous contribuer aux frais de traduction des deux groupes linguistiques? Je crois que pour beaucoup d'Administrations postales, il sera utile de recevoir les documents rédigés dans la langue officielle afin de connaître la portée exacte de certains textes spécialisés. A ce Congrès même, nous avons trouvé des différences linguistiques relatives à la traduction de certaines propositions.

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 3: La question de savoir qui assumera les frais de traduction vers le français a été examinée par la Commission 3. Le paragraphe 6 de l'article 107 du Règlement général stipule que le groupe linguistique français assumera les frais de traduction vers la langue officielle des documents et correspondances reçus en anglais, arabe et espagnol. Tous les autres frais ou coûts afférents à la fourniture des documents seront supportés par l'Union. Ainsi, les coûts qu'entraînent les documents officiels, par exemple les Actes et les documents du Congrès, du CA et du CEP, ainsi que toute la documentation préparée par le Bureau international en langue française, seront à la charge de l'Union. C'est la conclusion à tirer de l'étude du Conseil exécutif sur la question.

Le PRÉSIDENT: Conformément à l'article 24, paragraphe 3, du Règlement intérieur du Congrès, nous passons au vote sur l'appel qui fait l'objet du Congrès – Doc 97 concernant le réexamen de la proposition 15. 107.2/Rev 1 qui porte sur l'article 107, paragraphes 1, 2, 3 et 6, du Règlement général.

Le Congrès rejette l'appel de la Belgique, de la Bulgarie (Rép.), du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire (Rép.), de la France, du Gabon, de la Hongrie (Rép.), de l'Italie, du Mali, du Portugal, de la Roumanie, du Sénégal, de la Slovaquie, de la Suisse, du Tchad et de la Tchéquie (Rép.) faisant l'objet du Congrès – Doc 97 et portant sur la proposition 15. 107.2/Rev 1, par 81 voix contre, 51 pour et 21 abstentions.

Approbation du Plan stratégique de l'UPU pour les années 1995-1999

(Congrès – Doc 74 et Corr 1 et Add 1)

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 3: La Commission 3 a discuté longuement le plan stratégique qui vous est soumis dans le document Congrès – Doc 74 et son additif 1. C'est la première fois que l'Union formule un tel plan qui est le résultat de consultations intensives de ces trois dernières années entre les Pays-membres. C'est sur cette base que les organes de l'Union feront leur travail pendant les cinq années à venir. Dans la résolution qui accompagne le plan stratégique, le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale sont priés de mettre en œuvre ce programme d'action. Le CA ainsi que le Bureau international sont également priés de revoir les résultats financiers et d'analyser les résultats qui ne peuvent être pour le moment qu'indicatifs. Je voudrais rassurer ceux qui ont des inquiétudes sur les incidences pour le budget de l'Union. En effet, tout ce qui est au-dessus du plafond ne sous-entend pas que celui-ci sera dépassé. Au contraire, l'Union devra rester dans le cadre des budgets approuvés. Le financement des activités supplémentaires devra être assuré par d'autres moyens, notamment par des contributions volontaires. Pour conclure, je voudrais exprimer la reconnaissance de la Commission 3 au Groupe de travail GT 3/3 de la Commission 3 de l'ancien Conseil exécutif et à tous ceux qui ont participé à l'effort qui est couronné aujourd'hui par ce document. Je recommande au Congrès d'approuver le plan stratégique ainsi que la résolution C 76 figurant au Congrès – Doc 85.3.

La GRANDE-BRETAGNE: J'appuie sans réserve le plan stratégique. Nous sommes très heureux de ce progrès dans les méthodes de travail de l'Union. Je pense en particulier aux projets essentiels du plan, comme l'introduction de l'EDI. La Commission 2 recommandera à la plénière un plafond budgétaire d'un million de francs suisses par an pour l'EDI. Malheureusement, cela ne sera pas suffisant pour que notre plan puisse véritablement décoller. Le Japon a fait preuve d'une générosité exceptionnelle en donnant plus de 5 millions de francs suisses pour le développement d'un système de suivi et de localisation dans la région de l'Asie et du Pacifique. L'Allemagne versera un million de francs suisses pour la région Europe. L'Australie a donné 500 000 dollars australiens. La Grande-Bretagne a fait un don de 1,1 million de francs suisses pendant les cinq ans de sa présidence du GNTE. La Corée (Rép.), les Etats-Unis d'Amérique, Chypre, la Pologne (Rép.), le Zimbabwe, la Suisse et d'autres membres du GNTE ont également fait preuve d'une grande générosité ces cinq dernières années afin que le plan puisse avancer. Malgré tout cela, ce n'est pas suffisant. Le plan stratégique nous demande de revoir dans nos Administrations comment nous pouvons créer des organismes permettant la mise en œuvre des plans EDI et comment chacun d'entre nous pourrait y contribuer. Le CEP examinera les choses de très près, mais, pour que notre plan le plus ambitieux, le plus important que l'Union puisse faire pour nos clients soit réalisé, nous tous devons être aussi généreux que possible. Chacun d'entre nous doit essayer de s'engager financièrement.

Le Congrès adopte le Congrès – Doc 74 et Corr 1 et Add 1.

Approbation des procès-verbaux des séances plénières

Les procès-verbaux de la cinquième à la onzième séance (Congrès – PV 5 à 11) sont approuvés, tenant compte des corrigenda relatifs aux procès-verbaux des sixième, septième, huitième et neuvième séances.

Approbation du
Rapport final de la
Commission 2
(Finances)

(Congrès – Doc 83)

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 2: La Commission des finances a tenu trois séances les 1er, 5 et 8 septembre 1994, sous la présidence de l'Allemagne. L'ensemble des travaux est résumé dans le Congrès – Doc 83. Tout d'abord, la Commission propose au Congrès:

- d'approuver les comptes de l'Union des années 1989 à 1993 en adoptant la résolution C 37 figurant au Congrès – Doc 85.2;
- d'exprimer sa reconnaissance au Gouvernement de la Confédération suisse pour l'aide généreuse qu'elle a apportée à l'Union dans le domaine des finances en adoptant la résolution C 38 figurant au Congrès – Doc 85.2.

La Commission propose un plafond des dépenses récurrentes pour les années 1996 à 2000 en se fondant sur le total des dépenses nettes du budget de l'Union pour l'année 1995 qui a été approuvé par le Conseil exécutif en février 1994 et en tenant compte des incidences financières de la mise en œuvre des nouvelles activités ainsi que de l'intensification des activités spéciales décidées par le Congrès. La Commission propose donc de fixer les limites des dépenses récurrentes de l'Union pour la période 1996-2000 selon les détails figurant au paragraphe 15 du Congrès – Doc 83. Les limites des dépenses adoptées seront insérées au paragraphe 1 de l'article 124 du Règlement général.

La Commission propose également au Congrès d'autoriser le Conseil d'administration à dépasser les limites des dépenses annuelles récurrentes de l'Union fixées à l'article 124, paragraphe 1, du Règlement général, afin de permettre la réédition de la Nomenclature internationale des bureaux de poste. En outre, le Congrès est prié d'autoriser une dérogation à l'article 124, paragraphe 1, du Règlement général et de déléguer au Conseil d'administration la compétence d'autoriser le dépassement des limites fixées pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international, sans que, toutefois, le montant du dépassement puisse excéder 125 000 francs suisses par année. Enfin, la Commission propose au Congrès de fixer la limite des dépenses du prochain Congrès à 3 599 300 francs suisses (article 124, paragraphe 2, du Règlement général).

En ce qui concerne la gestion financière de l'Union, le Congrès est invité à:

- adopter la résolution C 91 «Financement des activités prioritaires de l'Union» figurant au Congrès – Doc 85.3;
- exprimer son accord sur les grandes orientations relatives au financement des activités de l'Union, indiquées dans la partie III du Congrès – Doc 19, en tenant compte de la résolution C 88 figurant au Congrès – Doc 85.3;
- charger le Conseil d'administration, en concertation avec le Conseil d'exploitation postale et le Bureau international, d'examiner les propositions figurant dans la partie III, chiffre 5, du Congrès – Doc 19 (résolution C 89 figurant au Congrès – Doc 85.3).

La FRANCE confirme qu'elle maintient ses réserves quant aux incidences financières liées à la création du groupe linguistique français et qu'elle refusera de devenir membre de ce groupe, dont elle conteste la validité. La France ne se considère donc pas tenue par les implications, notamment financières, de cette décision.

Le PRÉSIDENT annonce que les discussions relatives au projet de résolution figurant à l'annexe 3 du Congrès – Doc 83 ainsi que l'approbation du rapport final de la Commission des finances sont différées à la séance suivante, en vue de permettre à toutes les délégations d'examiner en profondeur les textes dans les langues respectives.

Approbation du
Rapport final de la
Commission 9
(Coopération
technique)

(Congrès – Doc 84)

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 9: Afin d'achever ses travaux, la Commission 9 a tenu cinq séances qui se sont révélées très fructueuses.

Les rapports des trois premières séances ont été approuvés par la Commission lors de sa quatrième réunion. La Commission a autorisé son Président à approuver les rapports de la quatrième et de la cinquième séances en son nom, ce que j'ai fait. Le rapport final de la Commission, qui s'intitule Congrès – Doc 84, est maintenant soumis au Congrès.

Je n'ai pas l'intention de m'étendre sur ce document. J'aimerais toutefois donner au Congrès une idée de la teneur, voire de la quintessence, de nos discussions pour replacer les recommandations de la Commission dans leur contexte.

Avant tout, je dois reconnaître à ma grande satisfaction que les pays développés ont pris une part aussi active au débat que les pays en développement. En fait, les délégations de certains pays industrialisés ont montré qu'elles avaient une connaissance approfondie des principaux problèmes auxquels les Administrations postales des pays en développement se trouvent confrontées et ont apporté une aide appréciable lors de la définition des futurs programmes d'assistance technique. Pour moi, il s'agit là d'une réaffirmation de la notion de territoire postal unique chère à notre Union.

C'est justement dans cet esprit que la délégation d'un pays industrialisé a annoncé que celui-ci augmenterait sensiblement sa contribution au Fonds spécial de l'UPU. C'est un bel exemple de solidarité, qui montre l'importance accordée par tous au développement postal. J'espère que cet exemple sera suivi par de nombreuses Administrations.

Même si dans la pratique la présence de l'UPU sur le terrain est loin d'être parfaitement effective, l'idée de la renforcer a été approuvée sans réserve. La preuve en est qu'une demande de création de deux postes supplémentaires de Conseiller régional a été formulée, l'un pour l'Europe centrale et orientale, l'autre pour la sous-région des Caraïbes. Le nombre de projets d'assistance technique que les Conseillers régionaux auront su mener à bonne fin constituera sans aucun doute l'un des critères de succès les plus importants. Cependant, il convient de noter que les activités de sensibilisation et de conseil joueront un rôle tout aussi important. La décentralisation, quant à elle, devra faire l'objet d'efforts continus. L'UIT, qui est sur le terrain depuis un peu plus longtemps que l'UPU, et dont la présence est certainement plus importante, a affecté trente membres de son personnel aux activités sur le terrain mais n'a pas encore réussi à résoudre tous les problèmes liés à la décentralisation. Cela devrait nous rassurer. La décentralisation est un exercice progressif et très délicat. Il convient d'examiner minutieusement toutes les solutions possibles avant de prendre une décision.

La question de la mobilisation des ressources a été soulevée à maintes reprises. Il a souvent été souligné que les Conseillers régionaux avaient un rôle à jouer dans ce domaine. En outre, il a été reconnu que les travaux du Groupe d'action pour le développement postal avaient permis d'avancer grandement dans les domaines de la sensibilisation et du financement, et que nos relations avec les organismes bancaires, notamment la Banque mondiale, pourraient sensiblement évoluer.

Certains pays en développement ont souligné que s'il était important d'obtenir une aide extérieure, il était tout aussi important que les Administrations postales des pays en développement mettent tout en œuvre pour utiliser au mieux leurs ressources nationales. Ces propos sont extrêmement encourageants.

Bien que l'aide fournie par l'UPU sous la forme de projets intégrés pluriannuels (PIP) ait reçu une appréciation favorable, il a été reconnu que dans certains cas le volume d'aide octroyée ne pouvait se suffire à lui-même. Il est clairement apparu que les pays bénéficiaires doivent contribuer à ces projets en faisant preuve de motivation et en apportant leur part de réflexion.

La question du développement et de la formation des ressources humaines a été longuement débattue. Le système de formation modulaire de l'UPU a été approuvé. Au cours des échanges de vues, il a souvent été question de renforcer les centres de formation régionaux et les écoles nationales. Il a été décidé que ces institutions devraient servir à introduire les changements pour lesquels la communauté postale avait opté après le Congrès de Washington et qu'elle devra plus que jamais maintenir après le présent Congrès.

Ainsi que ce fut le cas lors des Congrès précédents, il a été pris note du fait que tout le potentiel de la Coopération technique entre pays en développement (CTPD) n'a pas encore été pleinement exploité. Les propositions relatives aux activités spéciales en faveur des pays les moins développés ont été approuvées.

Etant donné que l'inflation a entraîné une détérioration progressive du pouvoir d'achat depuis 1989, il a été proposé d'introduire un coefficient de correction dans les affectations de fonds que le présent Congrès votera pour les programmes d'assistance technique de l'UPU. La contribution de base de 2 290 000 francs suisses pour 1996 sera désormais ajustée chaque année en fonction du taux d'inflation. La Commission des finances a pris note des recommandations de la Commission 9.

Les fonds provenant de donateurs internationaux étant en diminution constante, nous cherchons de nouveaux moyens d'accroître l'efficacité de nos opérations d'assistance technique. S'agissant notamment des missions des consultants, une ou deux délégations ont indiqué que les résultats obtenus pourraient être meilleurs. A cet égard, il a été souligné que les pays bénéficiaires devaient s'efforcer de tirer le meilleur parti possible des services de consultant.

A propos de l'assistance bilatérale, il a été proposé, arguments à l'appui, d'encourager les donateurs à offrir, par l'intermédiaire de l'UPU, une aide qui corresponde aux besoins, afin de parvenir à une meilleure coordination; le Fonds spécial de l'UPU pourrait être utilisé à ces fins. Il a été en outre souligné que dans ce cas le Bureau international et les donateurs bilatéraux devront procéder à des échanges fréquents d'informations pour que les rares ressources disponibles soient utilisées au mieux.

Il est ressorti de nos discussions que les pays en développement et les pays développés souhaitent tous que les mesures prises par l'UPU dans le domaine de l'assistance technique se multiplient et qu'elles permettent d'atteindre les résultats escomptés. Ainsi que certaines Administrations l'ont relevé, l'UPU n'a pas d'autres choix étant donné que sur les 172 pays en développement qui sont membres, la plupart ont besoin d'une aide technique. Le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale prendront sans aucun doute note de cet état de choses.

La programmation de l'assistance technique et sa réalisation posent un certain nombre de problèmes délicats quant à la responsabilité de l'exécution, la viabilité, le contrôle et l'évaluation; à ce stade, le donateur et l'organisation bénéficiaire sont tous deux responsables de l'échec ou de la réussite de l'entreprise.

La Commission 9 a reconnu la nécessité de redéfinir régulièrement les opérations d'assistance technique afin que celles-ci aient un effet durable à long terme.

La COMMISSION ARABE PERMANENTE DES POSTES (CAPP): Nous soulignons la nécessité de la coopération internationale, laquelle a été réaffirmée tout au long du présent Congrès. Nous rendons hommage au PNUD, au Bureau international et à tous les autres partenaires de la coopération technique. En ce qui nous concerne, nous comptons particulièrement sur celle-ci et mettons l'accent sur la coopération technique entre les pays en développement. Nous appuyons les conclusions du rapport final de la Commission 9.

La FINLANDE: Selon ce rapport, il apparaît que le GADP doit s'occuper de l'amélioration des services postaux aussi bien du point de vue de la viabilité financière que de la qualité de service. Afin d'assurer une coordination optimale entre les projets de développement postal et la planification stratégique, nous proposons que le GADP soit rattaché au CEP et fasse rapport à celui-ci et plus précisément à sa Commission 9, responsable du développement postal.

La MAURITANIE: Il serait souhaitable de redéfinir le rôle des consultants de l'UPU en tenant compte du fait qu'aujourd'hui les pays bénéficiaires de la coopération technique disposent de cadres compétents en leur sein. Ces cadres devraient bénéficier d'une formation complémentaire, dans le cadre de la coopération technique, pour suppléer aux consultants extérieurs. Nous pensons également qu'il est nécessaire d'étudier la question du financement extrabudgétaire pour assurer que plus de ressources financières soient affectées à la coopération au développement.

Le Congrès approuve le Congrès – Doc 84.

Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux

(Congrès – Doc 94/Rev 8)

Le PRÉSIDENT: Je rappelle que conformément à l'article 26 du Règlement intérieur des Congrès les réserves aux Actes doivent être présentées par écrit en langue française de manière à pouvoir être examinées par le Congrès avant la signature des Actes.

La GRANDE-BRETAGNE: C'est à notre vif regret que nous prenons note de la demande de certains pays de faire figurer, dans le Protocole final, des réserves sur les frais de transport aérien interne pour les colis postaux.

Lorsque nous avons soumis la proposition visant à supprimer les frais de transport aérien interne distincts qui sont prévus dans l'Arrangement concernant les colis postaux, nous ne cherchions nullement à laisser entendre que les Administrations ne devraient pas pouvoir s'adresser aux Administrations d'expédition pour couvrir les frais engendrés par le traitement et la distribution des colis-avion en provenance de l'étranger. Les Administrations ont toute liberté pour fixer leur quote-part territoriale d'arrivée qui devrait permettre de couvrir ces frais dans leur totalité. Dans ce contexte, il est bien entendu important de tenir compte des conditions de concurrence sur le marché des colis postaux et de la nécessité de contrôler les coûts (et donc les quotes-parts territoriales).

Ainsi que nous l'avons indiqué lors de l'examen de cette question par la Commission, nous sommes des clients les uns pour les autres. Les usagers nationaux doivent s'acquitter d'une taxe unique pour la distribution d'un paquet sur votre territoire; il devrait en être de même pour l'Administration qui est votre partenaire. Cette solution a, entre autres, l'avantage de simplifier les comptes entre pays.

Je comprends que certains pays puissent être préoccupés par l'introduction de certains éléments de coût de transport aérien dans les quotes-parts territoriales pour les colis de surface. Si tel est le cas, pourquoi ne prendrions-nous pas en

considération la solution déjà adoptée par certains pays, qui consiste à fixer des quotes-parts territoriales différentes pour les colis-avion et pour les colis de surface?

J'espère que les études proposées sur les quotes-parts territoriales d'arrivée nous permettront de trouver de nouvelles idées pour les paiements entre Administrations et d'améliorer la compétitivité de nos services internationaux de colis postaux.

Nous demandons donc instamment aux Administrations qui souhaitent placer ces réserves d'en réexaminer la nécessité et le champ d'application pour le cas où elles devraient être acceptées par la présente assemblée, et nous espérons que les Administrations comprendront la raison pour laquelle nous avons proposé la suppression des frais de transport aérien interne distincts.

La TANZANIE (RÉP. UNIE): Nous constatons que le nombre de réserves est très important et que la plupart d'entre elles portent sur le même sujet. Pour cette raison, nous sommes d'avis qu'il conviendrait de réexaminer les décisions qui ont été prises par la Commission 7.

Le VIET NAM: Nous avons formulé des réserves avant le 12 septembre qui ne sont pas mentionnées dans le corrigendum 1 au projet d'Actes du Congrès. Nous invitons le Secrétariat à prendre note de ce fait.

L'INDONÉSIE: Compte tenu du nombre élevé de réserves, on pourrait arriver à un compromis en modifiant la proposition 30. 33.1 comme suit: 2,85 DTS par colis et 0,28 DTS par kilogramme de poids brut pour les colis de surface. En plus de cela, il y aurait le taux de transport aérien pour les Administrations qui acheminent des colis-avion.

La GRANDE-BRETAGNE: La suggestion de l'Indonésie aurait pu être traitée par la Commission 7. Les taux de 2,85 et 0,28 DTS proposés ne sont que des taux indicatifs qui ont été fixés avant l'abolition du taux intérieur. Ces taux étant indicatifs, chaque pays peut les modifier comme le stipule l'article 33.

L'ARGENTINE: Ne disposant pas du Congrès – Doc 94/Rev 8, il nous est difficile de nous prononcer en connaissance de cause. Cependant, nous référant à la réserve de la Grèce, nous tenons à faire noter que notre pays se réserve le droit légitime d'appliquer les mêmes restrictions aux Administrations postales qui ont formulé des réserves concernant les envois perdus ou spoliés. Nous demandons que notre déclaration concernant l'application du principe de réciprocité figure au procès-verbal.

En ce qui concerne la réserve 33. 12.91 de la Suède, notre délégation estime que ce pays peut passer des accords bilatéraux visant à offrir de meilleures conditions aux clients, au-delà de ce que prévoit l'Arrangement concernant les colis postaux. A ce titre, cette proposition n'est pas une réserve et ne devrait donc pas figurer dans le Protocole final. Quant à la déclaration des pays membres de la Communauté européenne contenue dans le Congrès – Doc 101/Add 1, nous aimerions savoir si cette déclaration n'est pas formellement une réserve. Si tel était le cas, le Congrès peut-il la considérer telle qu'elle est présentée? A notre avis, il ne le peut pas, car cette déclaration n'était pas accompagnée du texte du Traité auquel elle fait référence et auquel également, d'après ce qui est dit, l'application des Actes adoptés par le Congrès devra se conformer.

Le CONSEILLER JURIDIQUE: Nous n'avons pas eu la possibilité matérielle d'examiner la portée juridique de toutes les propositions, celles-ci étant, pour la plupart, spontanées. Concernant la déclaration des pays de la Communauté européenne, pour que celle-ci soit considérée comme une réserve, il aurait fallu que l'article des Actes qui ne pouvait pas être appliqué soit cité. Faute de cela, nous ne pouvons que l'enregistrer comme une déclaration.

L'ARGENTINE: Nous acceptons l'explication donnée, du moment que la déclaration n'affectera pas les obligations stipulées dans les Actes.

Le Congrès approuve le Congrès – Doc 94/Rev 8.

La séance est levée à 12 h 40.

Au nom du Congrès: Le Président,
Young-su Kwon

Le Secrétaire général,
A.C. Botto de Barros

Le Secrétaire,
L.L. Fernandes Pinheiro

Quinzième séance du Congrès

Mardi 13 septembre 1994

Présidence de M. Young-su Kwon, Président

La séance est ouverte à 15 h 15.

Communications

Le DOYEN: J'adresse tout d'abord les remerciements des participants au Congrès à M. le Ministre de l'équipement, des transports et des télécommunications de la Côte d'Ivoire (Rép.) pour la réception qu'il a bien voulu organiser vendredi dernier et qui nous a permis de passer des moments très agréables dans une atmosphère détendue. Hier soir, nous étions invités par «Korea Telecom». La soirée a été un grand succès. Je prie le Président du Congrès de bien vouloir transmettre nos sincères remerciements aux dirigeants de cette entreprise.

Au nom de tous les participants au Congrès, je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que l'Administration postale de la République de Corée, de l'excursion à Kyongju, le week-end dernier, qui a été un succès remarquable. Nous nous réjouissons tous de pouvoir visiter cette ville avec une longue et riche histoire, où nous avons pu admirer son passé glorieux, plein de richesse culturelle et dont les origines datent du Royaume Shilla. Nous avons également beaucoup apprécié vos invitations aux repas et aux représentations de danse et de musique coréennes. L'excursion a ainsi offert aux participants une excellente occasion d'oublier pendant deux jours les travaux du Congrès, de se reposer dans un cadre splendide et de vivre une expérience inoubliable.

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 1: Depuis le dernier rapport oral de la Commission de vérification des pouvoirs, ce matin, 13 septembre 1994, des pouvoirs supplémentaires ont été reçus, à savoir la République du Guatemala qui a déposé ses pouvoirs auprès de son ambassadeur en Corée. Ces pouvoirs ont été examinés et trouvés en bonne et due forme. A partir de maintenant, nous avons 161 pouvoirs valables et 9 procurations, ce qui donne un total de 170 pays qui ont le droit de délibérer et de voter.

Déclarations

SYRIENNE (RÉP. ARABE): Permettez-moi de saisir cette occasion afin de remercier le Gouvernement et le peuple de la République de Corée pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé, à moi-même et aux membres de la délégation syrienne, ainsi que pour l'organisation méticuleuse des travaux dudit Congrès, lequel a lieu alors que la concurrence des coursiers privés ne cesse de s'accroître dans le secteur de la poste. D'aucuns peuvent croire que le développement spectaculaire que vit aujourd'hui l'univers des communications est susceptible de

décharger la poste du rôle qu'elle assume dans le développement économique, social et culturel du pays. Cependant, il semble qu'aucune société ne puisse se passer de la poste puisque celle-ci lui offre d'importants services capables de satisfaire aux besoins et désirs du public moyennant le moins d'efforts et de coûts possible. Néanmoins, il n'est guère souhaitable de ne pas prendre en compte la forte concurrence qui sévit actuellement sur le marché, celle des sociétés privées ou celle résultant du développement des services des communications. Par conséquent, il était indispensable de centrer ses efforts sur la qualité des prestations et sur un service garanti, sûr et à des prix concurrentiels. Il était également nécessaire de créer des services supplémentaires nouveaux.

L'Entreprise générale des postes de la République arabe syrienne a procédé à la modernisation et au développement de ses services conformément au PGAW. Elle a ainsi créé une unité de mercatique postale dotée de toutes les infrastructures nécessaires, y compris des cadres compétents et formés aux études de marché, à la connaissance des besoins de la clientèle et aux moyens grâce auxquels ses besoins et désirs sont satisfaits. Une unité pour la qualité du service a également été créée, unité qui a déjà porté ses fruits. De nombreux services nouveaux susceptibles d'accroître les recettes de la poste ont été introduits. Ils montrent que la poste joue un rôle important dans l'offre de prestations telles que le paiement des pensions aux retraités dans les bureaux de poste, la vente de billets de loterie et leur encaissement, l'authentification des documents par les instances officielles, la vente, au prix de revient, de colis en carton de dimensions standards auprès des services de colis postaux. Par ailleurs, l'Entreprise des postes a l'intention d'introduire de nouveaux services tels que les comptes courants postaux, l'exécution des ordres de paiement du public, la mécanisation postale, l'informatisation des services postaux, administratifs et financiers. J'aimerais ici souligner l'importance de l'assistance qui nous a été fournie par le Bureau international de l'UPU et le PNUD afin de moderniser et de développer le service postal en République arabe syrienne, conformément au calendrier arrêté à cet effet.

Si la Syrie fut parmi les premières nations à rejoindre l'UPU – elle en est membre depuis 1876 – il n'en demeure pas moins qu'elle fut aussi l'un des Etats fondateurs de l'ONU. Elle en est membre actif depuis sa création en 1945. Ce fait n'est que l'aboutissement de sa conviction pour une paix juste et intégrale qui garantit les droits de tout un chacun. Elle n'a cessé de déclarer son respect inconditionnel du droit universel et des décisions émanant de la communauté internationale. Elle poursuivra son chemin vers la réalisation de cette paix conformément aux principes établis lors de la Conférence de Madrid, tenue sous les auspices des Etats-Unis d'Amérique, de la Russie et de la communauté internationale. Cette conférence avait pour objectif de parvenir à une paix durable et susceptible de garantir la stabilité au Proche-Orient, région anéantie par les guerres et épuisée par les conflits. Aucun arrangement qui ne sache se conformer au droit international, ni respecter les décisions de la communauté mondiale, ni restituer à ses propriétaires la terre qui leur a été usurpée ne saurait réaliser la paix juste et intégrale souhaitée. Le Président Hafez Al Assad a bien souligné ces vérités lors de sa rencontre avec le Président américain, M. Clinton, le 19 février 1994, à Genève. Cette rencontre a d'ailleurs suscité l'intérêt de la communauté internationale puisqu'elle a su poser un principe clair sur lequel l'accomplissement d'une paix juste et intégrale dans la région pourrait se baser.

Je réitère mes remerciements, à vous ainsi qu'à vos collaborateurs, pour tous les efforts consentis et pour la parfaite maîtrise avec laquelle vous avez dirigé les travaux du Congrès. Je remercie également le Directeur général du Bureau international et ses collaborateurs du soin apporté à la préparation des documents.

Je souhaite à toutes et à tous mes vœux de succès et de réussite!

Rapport final de la
Commission 2
(Finances)

(Congrès – Doc 83)

Le PRÉSIDENT invite le Congrès à reprendre l'examen du rapport final de la Commission 2 (Finances).

La GRANDE-BRETAGNE: Nous félicitons le Président de la Commission 2 de la manière efficace dont il a dirigé les travaux de celle-ci; c'était pourtant une tâche très lourde. S'agissant de la résolution en annexe 3 du rapport final de la Commission 2, nous l'acceptons pleinement, car elle apporte la clarté requise dont nous avons besoin. Nous avons cependant une remarque à formuler. En ce qui concerne le budget, il ne peut pas y avoir de souplesse. Il a des limites et plafonds qui sont absolus; il faut les respecter en toutes circonstances. Si une certaine souplesse est désirée, il faudra trouver d'autres moyens de financement pour contourner cette contrainte. A la page 2 du rapport de la troisième séance de la Commission 2, il y a une phrase que je cite: «Cependant, une certaine souplesse permet de garantir le financement de nouvelles activités que l'Union entreprendra.» Il faut interpréter cette souplesse comme une souplesse hors budget. Le budget, lui, a des plafonds qui doivent être scrupuleusement respectés et toutes les autres ressources doivent être trouvées ailleurs.

Les PAYS-BAS: Nous partageons pleinement l'avis exprimé par la Grande-Bretagne. S'agissant de la phrase du rapport de la troisième séance de la Commission des finances, citée par l'orateur précédent, il faudrait supprimer le mot «cependant» pour éviter tout malentendu. Compte tenu du fait que nous venons seulement de recevoir le rapport de cette séance, il nous a été très difficile de formuler les remarques et observations éventuelles le jour même. Nous demandons donc que nos observations soient bien consignées dans le procès-verbal de la séance plénière.

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 2: Je peux rassurer les délégations des Pays-Bas et de la Grande-Bretagne que leurs observations font l'objet d'un rectificatif qui porte la cote C 2/Rapp 3/Corr 1 et qui vient d'être publié.

Le LIBAN: Je voudrais demander au Président de la Commission 2 de me fournir un éclaircissement concernant les arriérés des Administrations. Je voudrais savoir quel est le sort de la proposition 15. 124.1, déjà approuvée par le Congrès. En vertu de cette proposition, les Administrations sont libérées des intérêts échus et cela devrait être donc déjà porté dans le budget. Est-ce que cette proposition a été prise en considération pour le règlement des comptes des Administrations qui ont des arriérés, en ce qui concerne les intérêts? Quand cette décision entrera-t-elle en vigueur?

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 2: La proposition citée par le Liban relève plutôt de la Commission 3 qui l'a examinée et approuvée. S'agissant de l'entrée en vigueur de cette décision, il appartient au Bureau international de fournir les explications nécessaires.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT: Lors de l'examen de la proposition considérée par la Commission 3, celle-ci a décidé de transférer la compétence nécessaire au Conseil d'administration. Ainsi, l'affaire sera traitée au cours de la session du Conseil d'administration en 1995.

La GRANDE-BRETAGNE: S'agissant du projet de résolution faisant l'objet de l'annexe 3 au Congrès – Doc 83, nous proposons que, dans le considérant qui commence par «demande», les mots «dans toute la mesure possible» soient supprimés pour éviter toute ambiguïté.

La TANZANIE (RÉP. UNIE): Si nous acceptons la proposition de la Grande-Bretagne, la résolution perdra son sens. L'objectif du considérant concerné et plus précisément des mots «dans toute la mesure possible» était d'accorder au Conseil d'administration une certaine marge de manœuvre, de souplesse, par rapport à la croissance réelle zéro.

Les PAYS-BAS appuient la proposition de la Grande-Bretagne qui va dans le sens de donner au Conseil d'administration des directives claires concernant la croissance zéro.

La MAURITANIE: La résolution en question a été largement discutée au sein de la Commission des finances et le texte présenté en annexe 3 au rapport de la Commission 2 a obtenu le consensus de tous ses membres.

La GRANDE-BRETAGNE: Le budget de base est fixé à croissance réelle zéro, donc cette limite doit être respectée rigoureusement. Le plafond, par contre, comporte une certaine marge de souplesse qui permettrait d'avoir accès à des fonds supplémentaires, soit au titre de fonds volontaires, soit de recettes provenant des différentes activités de l'Union. La suppression proposée a pour but de mettre bien en valeur cette différence afin que le budget de base qui est soumis à la croissance réelle zéro constitue une limite absolue, alors que la souplesse viendrait du plafond.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT: Lors de la dernière séance de la Commission 2, une longue discussion a eu lieu, portant sur la résolution que nous examinons. Le texte soumis au Congrès est une sorte de compromis. Il est vrai que la référence à la croissance réelle zéro ne figure nulle part dans les Actes. Il s'agit d'une pratique utilisée par le Conseil exécutif au cours des dernières années et pleinement respectée par le Bureau international au moment de l'élaboration et de la soumission des projets de budget au CE. Cependant, face à certaines situations inattendues ayant des conséquences financières, et pour pouvoir malgré tout respecter la croissance zéro, le Directeur général du Bureau international a eu exceptionnellement besoin d'une certaine souplesse, pour pouvoir redéployer certaines économies. Or, ce sont des considérations d'ordre pratique et non juridique qui ont été à l'origine de la résolution en examen et, en particulier des mots «dans toute la mesure possible», de façon à permettre à la nouvelle direction du Bureau international de faire face à des problèmes urgents analogues.

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 2: Le fond de la discussion porte sur la répartition des tâches entre les différents organes de l'Union. Chacun des organes, en vertu du Règlement général, a certains droits et certaines obligations. Le Congrès a à la fois le droit et l'obligation de fixer des plafonds. Le Conseil d'administration a le droit et l'obligation d'adopter les budgets. Ces droits étant fixés dans les Actes, le Conseil d'administration jouit d'une certaine souveraineté et il n'appartient au Congrès que de fixer des plafonds. Si nous gardons les mots faisant l'objet de notre discussion, cela devrait suffire pour fournir une orientation nécessaire au Conseil d'administration. Nous devrions garder le texte de la résolution comme tel.

La TANZANIE (RÉP. UNIE), le ZIMBABWE et l'INDE manifestent leur préférence pour le texte original de la résolution.

L'AUSTRALIE: Nous avons participé aux travaux du groupe de travail qui a élaboré le projet de la résolution. Il y avait, principalement, deux raisons à l'origine de ce texte: tout d'abord, la croissance réelle zéro a pu être maintenue dans le cadre des activités du CE au cours des cinq dernières années, ce qui a été fortement apprécié. Le budget de l'UPU a pu ainsi être géré de manière tout à fait efficace. D'un autre côté, il a été admis que dans un environnement en pleine mutation, il est nécessaire d'entreprendre des nouvelles activités qui n'ont pas pu être initialement prévues dans le budget. Le but de la présente résolution est donc d'adresser au Conseil d'administration un signal lui faisant savoir que nous reconnaissons le principe de croissance réelle zéro pour le budget ordinaire mais qu'en même temps les Conseil d'administration et Conseil d'exploitation postale devraient explorer de nouvelles sources de financement des activités de l'Union.

Nous aurions tendance à appuyer la proposition de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas. Cependant, pour résoudre le problème qui nous préoccupe, nous proposons de libeller le considérant «demande» comme suit: «demande au CA de continuer «en principe de respecter» et le reste du texte serait sans modification.

La GRANDE-BRETAGNE accepte la proposition de l'Australie.

Le BRÉSIL ne considère pas l'adoption de la résolution en question comme une nécessité absolue étant donné que, au cours des cinq années écoulées, le principe de croissance zéro a été respecté sans qu'il fût besoin d'une résolution en la matière et que les nouveaux dirigeants de l'UPU poursuivront, sans aucun doute, cette heureuse pratique.

Le PRÉSIDENT: Nous laissons au Bureau international le soin d'apporter les ajustements rédactionnels nécessaires afin de mettre au point la version définitive du texte.

Les PAYS-BAS: Tout en nous ralliant au point de vue de la Grande-Bretagne, nous acceptons la solution de compromis présentée par l'Australie.

La JORDANIE: Il s'agit ici d'un texte très souple par lequel nous demandons au Conseil d'administration de «respecter» et non pas «d'appliquer» le principe de la croissance zéro en termes réels. Étant donné que le mot «respecter» en soi est un mot souple, nous pouvons supprimer l'expression «dans toute la mesure possible».

Le JAPON: Je voudrais souligner que ce n'est pas une question de rédaction mais plutôt une question de principe. Par conséquent, il faut garder l'expression «dans toute la mesure possible». Pouvons-nous demander à la plénière si elle accepte le texte original?

La THAÏLANDE: Nous approuvons l'amendement proposé par l'Australie. On doit continuer à respecter le principe de la croissance zéro en termes réels en matière de budget dans toute la mesure possible. La question est extrêmement délicate et nous comprenons bien que les pays développés négocient avec leur Ministère des finances pour avoir les fonds. C'est aussi la politique générale des gouvernements et des organisations internationales du système des Nations Unies dans leur ensemble. En même temps, à la Commission 2, nous avons discuté des plafonds. Il faut donc donner une certaine souplesse pour pouvoir développer les affaires postales à l'avenir. Nous sommes dès lors d'accord sur cette solution de compromis. J'invite donc la plénière à adopter le texte.

Le PRÉSIDENT: Il n'y a pas de consensus sur la rédaction définitive du dernier paragraphe de la résolution figurant à l'annexe 3 du rapport de la Commission 2. Je mets donc le texte original de la résolution aux voix.

La résolution figurant à l'annexe 3 au Congrès – Doc 83 est adoptée par 87 voix pour, 26 contre et 23 abstentions.

Le rapport de la Commission 2 (Congrès – Doc 83) est approuvé.

Appel en séance plénière

Le PRÉSIDENT met en discussion l'appel concernant le dépôt d'envois de la poste aux lettres à l'étranger (Congrès – Doc 98).

Dépôt d'envois de la poste aux lettres à l'étranger
(Congrès – Doc 98)

La NOUVELLE-ZÉLANDE: Tout d'abord, je souhaiterais présenter mes excuses à cette assemblée pour la date tardive à laquelle les délégations ont été avisées du présent appel dans le Congrès – Doc 98. Certaines d'entre elles ont reçu ce document dans leur boîte aux lettres seulement ce matin. Il avait pourtant été remis vendredi dernier à midi au Secrétariat et, bien que nous ayons conscience de la pression à laquelle celui-ci est soumis, nous nous demandons pourquoi la distribution de ce document a pris autant de temps. En tout état de cause, nous espérons que tous les délégués ont eu maintenant l'occasion de lire et de comprendre ce texte.

Je dois également mentionner l'existence d'un document anonyme qui a été largement diffusé auprès des délégations et distribué dans leurs bureaux. Ce document suggère que les Administrations s'étant associées pour formuler l'appel en question sont engagées dans des activités de repostage. Cela n'est certainement pas le cas et, pour sa part, la Nouvelle-Zélande s'indigne de cette insinuation.

Les motifs de cet appel sont clairement présentés dans le document qui se trouve devant nous et je propose donc de ne pas entrer dans le détail de l'affaire.

Je souhaiterais toutefois expliquer pourquoi la Nouvelle-Zélande a proposé en Commission de réintroduire la proposition initiale des Etats-Unis (20. 26.3) visant à harmoniser les dispositions de l'article 26 avec l'ensemble des dispositions relatives aux frais terminaux acceptées auparavant par la Commission.

Tout d'abord, je souhaite préciser clairement que le présent appel n'a certainement pas pour objet d'encourager les activités de repostage. Il a pour but de faire reconnaître l'existence du courrier commercial proprement dit qui est concentré dans des pays intermédiaires et distribué à partir de ces pays de manière à permettre de profiter des possibilités du marché. La Nouvelle-Zélande considère que, en principe, on devrait permettre le transfert des ressources là où elles seront exploitées de la manière la plus efficace. Il conviendrait donc d'éviter de prendre des mesures pour restreindre les activités légitimes dans le secteur concerné. Non seulement de telles mesures seraient discutables quant à leur principe, mais elles risqueraient aussi d'être incompatibles avec les obligations que de nombreux gouvernements représentés ici doivent remplir en vertu de l'Accord général sur le commerce des services du GATT.

Quel est l'objet du présent appel?

Pour être très clair sur ce point, je répète qu'il ne s'agit pas du repostage.

Il s'agit de rétablir l'objectif essentiel et le principe fondamental des dispositions du système des frais terminaux, à savoir offrir aux opérateurs une compensation juste et équitable du travail accompli lors de la distribution du courrier international arrivant.

Dans tous les travaux qu'elle a accomplis au cours de ces cinq dernières années en tant que Président du Groupe de travail chargé des frais terminaux, la Nouvelle-Zélande n'a cessé de prôner ce principe en estimant qu'il était équitable pour tous, aussi bien pour les pays développés que pour les pays en développement.

Les intérêts des pays en développement sont particulièrement bien servis par les dispositions du système des frais terminaux approuvées par le Conseil exécutif et très largement avalisées au sein de la Commission.

En dépit du travail qu'elle a accompli au cours de ces cinq dernières années en tant que Président du Groupe de travail chargé des frais terminaux, la Nouvelle-Zélande n'aurait pas appuyé ni présenté, au nom du Conseil exécutif, le système de frais terminaux comprenant les dispositions relatives au courrier en nombre, si elle avait su à l'avance que des dispositions comparables existant dans l'article 26 seraient incompatibles avec ce système.

En effet, la Nouvelle-Zélande a appuyé les dispositions relatives au courrier en nombre uniquement à condition qu'elles offrent à **tous** les pays une protection appropriée contre le repostage.

Il s'agissait d'un compromis auquel les Etats-Unis et le Japon étaient également étroitement associés en tant que membres du groupe de travail créé spécialement pour examiner le lien avec les tarifs intérieurs appliqués au courrier en nombre.

La Nouvelle-Zélande a donc été surprise de constater qu'aussi bien les Etats-Unis que le Japon se sont retirés de ce compromis au dernier moment.

En réalité, très peu de pays, environ 3 ou 4, ont intérêt, sur le plan commercial, à veiller à ce que les dispositions de l'article 26 relatives au repostage fixent des taux supérieurs à ceux établis dans les dispositions relatives au courrier en nombre prévues par le système des frais terminaux. Il faut donc se poser la question de savoir pourquoi toutes les Administrations, y compris sans doute celles des pays les moins développés, devraient risquer de payer des sommes excessivement élevées pour le courrier en nombre réglementaire qui pourrait être produit dans leur pays.

A moins que le présent appel ne soit entendu, toutes les dispositions dont la mise au point nous a pris tant de temps aboutiront à une protection injuste des pays dont les coûts sont bien supérieurs à la moyenne.

Le but de ces pays ne devrait pas être de rechercher une protection juridique excessive contre le repostage, mais plutôt de contrôler leurs coûts.

Le principe général que nous avons adopté concernant le système des frais terminaux consiste à donner à tous les pays la possibilité de lutter contre le repostage dans une optique commerciale.

Je recommande aux délégations d'appuyer le présent appel et je demande que cette déclaration soit reproduite dans le procès-verbal de cette réunion.

ISRAËL: Notre Administration ne peut pas accepter l'appel proposé. Les Administrations faisant appel nous proposent d'accorder aux envois ayant fait l'objet de repostage ABC le même traitement qu'aux envois en nombre expédiés de façon légitime. Cet appel repose entièrement sur l'hypothèse qu'il s'agit seulement d'être rémunéré pour le travail fourni. Mais si tel était le cas, nous n'aurions pas besoin de l'article 26 du tout, la majorité des Administrations ici présentes ayant jugé que le système de frais terminaux adopté par ce Congrès devrait suffire à cet effet. Nous parlons dans cet article d'une autre situation. De l'avis de tous, le repostage ABC est aussi néfaste pour l'avenir de la poste que le repostage ABA. Il aurait donc même été logique de traiter ces deux formes de repostage de la même façon, en permettant aux Administrations de distribution d'appliquer la totalité des tarifs internes et non pas seulement 80 % de ces

tarifs. L'article 26 tel qu'il a été adopté par la Commission 4 est donc, à notre avis, le compromis minimal nous protégeant contre le repostage arbitraire pratiqué par certaines Administrations, en contradiction avec tous les principes de solidarité. A l'intention des Administrations qui ont déclaré que leurs législations internes ne leur permettent pas d'accepter cette clause, j'ajoute qu'il s'agit ici d'un article facultatif et qu'aucune Administration n'est forcée de l'appliquer si sa législation interne le lui interdit.

Voilà notre raison pour appuyer le rejet de cet appel. Avant de finir, je voudrais saisir cette occasion pour revenir sur un amendement supplémentaire à l'article 26 que j'avais proposé dans mon intervention à la Commission 4, mais auquel je n'avais reçu aucune réponse. Je répète ici donc ma proposition relative à la possibilité de renvoyer les envois repostés à l'Administration de dépôt, en ayant le droit d'obtenir le remboursement des frais de renvoi. Nous ne trouvons pas dans les Actes de clause précisant les modalités du remboursement de ces frais souvent très élevés. Nous avons donc proposé d'ajouter à l'article 26 le paragraphe suivant: «Une Administration qui renvoie des envois conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 26 peut déduire les frais de renvoi des paiements qui lui sont dus par l'Administration concernée.» Je souhaiterais, si cela est possible, recevoir l'avis de cette assemblée sur ce sujet.

Le PRÉSIDENT: Si cette proposition avait été présentée en conformité avec les dispositions du Règlement général et du Règlement intérieur, elle aurait dû être traitée. Mais, comme Israël l'a dit, elle n'a pas été reprise dans le projet d'Actes. Je voudrais donc demander au Président de la Commission 4 ce qu'il est advenu de cette proposition.

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 4: Je voudrais résumer devant cette plénière ce qui s'est passé lorsque ladite proposition a été discutée au sein de la Commission. Nous avons deux textes: une proposition d'article 26 soumise par le CE, un amendement à cette proposition concernant le dernier paragraphe de l'article 26 soumis par les Etats-Unis d'Amérique et le Japon. La proposition soumise par le CE a été exposée par l'Italie. L'Italie nous a confirmé qu'elle pouvait accepter le principe de l'amendement. Nous avons ensuite examiné l'amendement des Etats-Unis d'Amérique et du Japon qui a suscité un amendement oral en séance de la part de la Nouvelle-Zélande pour revenir à une rémunération calculée sur la base des dispositions du Règlement d'exécution de la Convention relatives au courrier en nombre. A mon avis, nous avons traité les deux textes de la même manière et les pays qui se sont prononcés l'ont fait sur le fond. Sur les dix-huit pays qui ont pris la parole, treize ont appuyé la proposition de texte amendé par les Etats-Unis d'Amérique et le Japon et cinq ont appuyé la proposition d'amendement de la Nouvelle-Zélande. Parmi les treize pays, Israël avait effectivement signalé sa proposition, mais je n'ai pas trouvé d'appui parmi les délégations présentes dans la salle; c'est la raison pour laquelle la proposition de la Nouvelle-Zélande, appuyée par cinq pays, a été discutée concurremment avec la proposition des Etats-Unis et du Japon. Cette dernière a été adoptée, après avoir été mise aux voix.

ISRAËL accepte l'explication donnée par le Président de la Commission 4.

L'ITALIE: En notre qualité de rapporteur de l'étude portant sur l'article 26, nous estimons que les deux amendements, à savoir l'un portant la cote 20.26.3/Rev 1 présenté par écrit par les Etats-Unis d'Amérique et le Japon et l'autre proposé oralement par la Nouvelle-Zélande, ont été discutés longuement au sein de la Commission 4. Une discussion sur les questions de principe, d'après nous, ne peut pas être abordée à nouveau à la plénière. D'ailleurs, les différentes positions sont assez claires et une éventuelle nouvelle discussion n'apporterait pas d'éléments nouveaux par rapport à ceux pris en considération jusqu'à maintenant. Nous préférierions que l'appel ne soit pas accepté. Mais du fait que nous avons la parole maintenant, nous voudrions saisir cette occasion pour dire que nous nous rendons compte que, dans cette situation, il faut assumer une attitude ouverte, souple et constructive afin de parvenir à une

solution qui soit acceptable par une large majorité des Pays-membres. Cela afin d'éviter qu'une solution radicale n'incite un certain nombre de Pays-membres à présenter des réserves aux Actes de l'Union, dont la crédibilité risquerait d'être compromise. C'est exactement pour cette raison que l'Italie demanderait, au cas où l'appel serait adopté, de reprendre en considération le texte de la proposition du CE en ce qui concerne la deuxième phrase du paragraphe 4. Nous parlons ici de la proposition 20. 26.2, en lieu et place de l'amendement 20. 26.3/Rev 1 pour ce qui concerne cette même phrase. Notre proposition concerne seulement cette phrase, parce que pour le reste de l'amendement nous ne voulons pas rouvrir le débat maintenant. Ce qui, d'après certaines délégations, est apparu dans un premier lieu comme étant un point faible de la proposition du CE, pourrait, peut-être, se révéler une réponse appropriée au problème soulevé, dans la mesure où on vise à régler la question au niveau des principes généraux seulement. Et le principe général adopté par le CE est celui d'assurer aux pays de destination une rémunération en liaison étroite avec les coûts supportés. Cette solution souple permettrait aussi aux Pays-membres d'évaluer de façon plus approfondie les conséquences des propositions qui ont été adoptées en matière de frais terminaux et dont nous ne contestons absolument pas la validité.

L'AUSTRALIE: Nous appuyons très fermement cet appel car la politique nationale de l'Australie, lorsqu'elle a accepté la libéralisation concernant le courrier international sortant et entrant, est compatible avec notre position de neutralité concurrentielle. C'est la raison pour laquelle nous ne sommes pas d'accord avec l'amendement des Etats-Unis et du Japon à l'article 26. L'Australie estime que ce n'est pas le repostage en soi qui est inacceptable. Ce qui est inacceptable, c'est le repostage qui essaie d'exploiter des créneaux peu utilisés. Nous estimons que si les pays de destination reçoivent une rémunération équivalente à celle versée pour le courrier international de la part de l'Administration de dépôt, les effets seront moins négatifs. Les frais terminaux pour le repostage ne doivent pas être plus élevés mais certainement pas inférieurs non plus à ceux dus pour l'affranchissement du courrier normal aux termes des arrangements acceptés par le Congrès pour les frais terminaux entre les Administrations postales. Pour cette raison, nous appuyons très fermement l'appel qui fait l'objet du Congrès – Doc 98.

L'INDE: Etant donné que cette question a déjà été examinée par la Commission 4, je propose que l'appel soit immédiatement mis aux voix.

Le PRÉSIDENT: Il s'agit d'une motion d'ordre. Conformément à l'article 17 du Règlement intérieur des Congrès, je ne donnerai la parole qu'à deux orateurs opposés à cette motion. Ensuite, elle sera mise aux voix.

Le JAPON: Jusqu'à présent, nous n'avons entendu que les pays qui soutiennent cet appel. Le Japon s'oppose à la clôture du débat et voudrait expliquer sa position.

La GRANDE-BRETAGNE se rallie à la proposition de ne pas clore le débat.

Mise aux voix, la proposition de l'Inde de clore le débat est adoptée par 61 voix pour, 48 contre et 7 abstentions.

Le JAPON et la FRANCE proposent de rediscuter, en cas d'adoption de l'appel, la proposition 20. 26.2, qui a été étudiée et ensuite adoptée par la Commission 4.

Le PRÉSIDENT invite le Congrès à passer au vote sur l'appel présenté par la Nouvelle-Zélande (Congrès – Doc 98).

Mis aux voix, l'appel relatif au dépôt d'envois de la poste aux lettres à l'étranger concernant la proposition 20. 26.3/Rev 1 est rejeté par le Congrès par 58 voix pour, 60 contre et 15 abstentions. Le rejet de cet appel qui concerne le 4e paragraphe de l'article en question donne lieu à réserves de la part d'un certain nombre de pays et à contre-réserves d'autres pays.

Appel en séance plénière

Conditions d'approbation de propositions soumises entre les Congrès

(Congrès – Doc 99)

Le PRÉSIDENT introduit l'appel présenté par l'Amérique (Etats-Unis) et l'Allemagne relatif aux conditions d'approbation de propositions soumises entre les Congrès, concernant la Convention et son Règlement d'exécution, l'Arrangement concernant les colis postaux et son Règlement d'exécution, l'Arrangement concernant les mandats de poste et son Règlement d'exécution, l'Arrangement concernant les services des chèques postaux et son Règlement d'exécution et l'Arrangement concernant les envois contre remboursement (Congrès – Doc 99).

L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): Au cours des travaux de la Commission 3, nous avons adopté par consensus une série de propositions tendant à simplifier les procédures d'approbation d'amendements à la Convention et aux différents Arrangements, entre les Congrès. Nous l'avons fait en réduisant les majorités requises. Les modifications portant sur les dispositions fondamentales de la Convention devaient être adoptées à l'unanimité, celles concernant d'autres dispositions exigeaient la majorité de deux tiers. Les propositions soumises par le CE et adoptées par la Commission 3 ont réduit ces majorités de l'unanimité à deux tiers et de deux tiers à une majorité simple respectivement. Après l'adoption de ces propositions, certains pays ont voulu rouvrir le débat et ont posé diverses questions; celles-ci font l'objet du présent appel.

Deux questions fondamentales se posent: tout d'abord l'article 57 de la Convention ne précise aucun nombre minimal de pays devant participer à une consultation portant sur un amendement éventuel entre les Congrès, alors que, lorsque l'unanimité a été exigée, il n'était pas nécessaire d'indiquer le nombre requis de participants. Nous avons fait figurer en annexe à cet appel le paragraphe 3.2bis qui tend à amender la disposition pertinente et permet de rectifier la situation. Il y est stipulé qu'au moins la moitié des Pays-membres de l'Union devraient répondre à la consultation.

La deuxième question se rapporte à la possibilité de formuler une réserve à l'égard d'un amendement qui serait adopté entre les Congrès. La Commission 3 a adopté la proposition 20. 57.4 du Japon qui permettrait des réserves formulées au moyen d'une simple déclaration. Là encore, la question se pose de savoir si ce genre de réserves devraient faire l'objet de consultations et être donc approuvées d'une façon ou d'une autre. Au moyen du présent appel, il est proposé qu'une réserve à un amendement entre les Congrès fasse l'objet d'une consultation et qu'elle soit approuvée par la majorité des suffrages à l'issue de cette consultation.

Nous proposons donc d'examiner l'appel en deux étapes: la première étape concernera le nouveau paragraphe 3.2bis qui pourrait être adopté par consensus. La deuxième étape portera sur des réserves concernant des amendements adoptés entre deux Congrès et, compte tenu des avis partagés, nécessitera que nous en discutions plus à fond.

Le JAPON: L'objet de cet appel est d'ajouter une deuxième phrase sous le point 3bis. Celle-ci précise qu'il est possible de formuler une réserve entre deux Congrès, à condition qu'elle soit approuvée à la majorité des suffrages. Les pays qui souhaitent s'opposer à une réserve formulée par un pays voteront, alors que les autres pays n'auront aucune raison de voter. Ainsi, l'approbation d'une réserve à la majorité des suffrages est une condition extrêmement difficile à remplir. Il s'agit là d'un problème de souveraineté des pays. C'est pourquoi le Japon s'oppose fermement à cet appel.

Celui-ci pose un autre sérieux problème. Les pays dont la législation nationale est, pour l'heure, incompatible avec les amendements des dispositions adoptées pendant le Congrès ont le choix entre deux solutions. La première consiste à formuler une réserve. Si celle-ci n'est pas approuvée par le Congrès, le pays qui l'a formulée peut opter pour la solution de ne pas signer les Actes.

D'un autre côté, l'amendement des dispositions entre les Congrès est notifié à chacun des Pays-membres d'une manière unilatérale. Ainsi, les pays dont les réserves sont rejetées à une majorité des suffrages sont obligés de quitter l'UPU. Ceci pose un grave problème, car à l'heure actuelle il nous faut préserver l'esprit de solidarité au sein de l'Union.

Je répète que le Japon s'oppose fermement au deuxième volet de cet appel qui prévoit l'introduction de la condition de l'approbation d'une réserve à la majorité des suffrages.

L'ALLEMAGNE: Nous sommes en train de discuter une question qui n'est pas très importante. En ce qui concerne la formulation des réserves, toute réserve doit être acceptée. Par ailleurs, notre décision devrait être compatible avec ce que prévoit la Convention.

Nous nous rallions à la proposition du représentant de l'Amérique (Etats-Unis) concernant la nécessité de trouver d'abord un consensus sur la première partie de l'appel en question et d'essayer, ensuite, de prendre une décision sur sa deuxième partie.

L'ARGENTINE: Chaque réserve devrait être traitée comme une proposition soumise au Congrès. Cela étant, elle devrait obtenir la majorité nécessaire. Il faut donc prévoir une procédure d'approbation des réserves. Une consultation portant sur une réserve d'un pays est un processus démocratique qui ne peut pas avoir de conséquences négatives pour la solidarité des Pays-membres de l'Union.

La GRANDE-BRETAGNE informe que la proposition concernant le paragraphe 3.2bis ne lui pose aucun problème. Elle attire l'attention sur l'intervention du Japon selon laquelle un amendement inacceptable pour un pays donné pourrait être imposé à ce même pays par la majorité de suffrages à l'issue d'une consultation. En conséquence, le droit souverain de ce pays de ne pas accepter cet amendement lui serait retiré et cela pourrait créer des problèmes considérables dans la pratique.

Le PRÉSIDENT: Comme cela a été proposé par les auteurs de cet appel, nous passons au vote en deux étapes.

Le Congrès adopte la première partie de l'appel relatif aux conditions d'approbation de propositions soumises entre les Congrès.

Le PRÉSIDENT demande au Secrétariat du Congrès de fournir un avis juridique concernant la deuxième partie de l'appel.

Le CONSEILLER JURIDIQUE: La question de l'interprétation juridique de ce problème avait déjà été abordée au sein de la Commission 3. Suite à la décision prise par cette Commission, un document y relatif a été élaboré par le Secrétariat du Congrès et distribué à tous les participants (Congrès – Doc 95).

Il est à signaler qu'il existe effectivement une lacune dans les Actes de l'Union. Selon l'article 22, paragraphe 6, de la Constitution, les Protocoles finals contiennent les réserves à la Convention et à son Règlement d'exécution, ainsi qu'aux Arrangements et à leurs Règlements d'exécution. En appliquant cette disposition, tout pays désirant être mis au bénéfice d'une réserve doit présenter une proposition.

Pour les Règlements d'exécution, dont les modifications sont apportées entre deux Congrès, une procédure spéciale a été prévue par le Congrès de Washington (article 13 du Règlement intérieur du CE) qui est reprise dans le Règlement intérieur du CEP.

Aucune disposition ne règle en revanche la procédure de présentation des réserves en cas de modification de la Convention et des Arrangements entre deux Congrès.

La Commission 3 a retenu la procédure de déclaration soumise au Congrès par le Japon. La deuxième solution est celle des réserves qui, conformément au Règlement général, doivent faire l'objet de consultations et donc d'approbations formelles par les Pays-membres de l'UPU.

Le JAPON: La Commission 3 a adopté la proposition 20. 57.4 et, si le présent appel est rejeté, la première moitié du paragraphe 3bis subsistera. Si l'on se réfère à l'appel, il semble apparaître que s'il est rejeté, tout le paragraphe 3bis serait éliminé par la même occasion. Il s'agit là d'une erreur ou d'un malentendu et je souligne que la première moitié du paragraphe 3bis subsistera comme telle, même si l'appel est rejeté.

Le PRÉSIDENT: Il semble que les avis soient partagés. Pour être parfaitement sûr du sort qui sera réservé au paragraphe 3bis en cas de rejet de l'appel, je voudrais demander des éclaircissements au Conseiller juridique.

Le CONSEILLER JURIDIQUE: Le Japon a confirmé mon point de vue. La décision de la Commission 3 était d'adopter la première phrase du paragraphe 3bis qui se lit ainsi: «nonobstant les dispositions prévues sous 3.1, tout Pays-membre dont la législation nationale est encore incompatible avec la modification proposée, a la faculté de faire une déclaration écrite au Directeur général du Bureau international, indiquant qu'il ne lui est pas possible d'accepter cette modification, dans les 90 jours à compter de la date de notification de celle-ci». Cette phrase a été adoptée par la Commission et, même si l'appel est rejeté, elle subsistera dans les Actes; si l'appel est accepté, on ajoutera la deuxième phrase mentionnée dans l'annexe 1.

Le PRÉSIDENT met aux voix l'appel sur les conditions d'approbation de propositions soumises entre les Congrès.

La seconde partie de l'appel, portant sur la possibilité de formuler une réserve à l'égard d'un amendement qui serait adopté entre les Congrès, est rejeté par 27 voix pour, 67 voix contre et 22 abstentions.

Approbation des résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes

(Congrès – Doc 85.2 et 85.3)

Le PRÉSIDENT passe à l'examen et à l'approbation des résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes non encore examinées par le Congrès en séance plénière.

Les Congrès – Doc 85.2 et 85.3 sont adoptés sans commentaire.

Approbation de la Stratégie postale de Séoul

(Congrès – Doc 87)

Le PRÉSIDENT demande à M. Mazou, Sous-Directeur général au Bureau international ayant assuré la coordination des travaux sur le Débat général, de présenter le Congrès – Doc 87 qui contient un projet de résolution et la Stratégie postale de Séoul (SPS) elle-même.

M. MAZOU, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: C'est à l'issue du Débat général des 24 et 25 août 1994, portant sur le thème «L'UPU et la poste de demain, planification stratégique globale dans un environnement concurrentiel», que la Stratégie postale de Séoul a été élaborée.

Avant de traiter du contenu de la stratégie, il convient de remercier ici tous les Pays-membres et toutes les personnes qui, quelques mois avant le début du Congrès, ont participé aux travaux préparatoires du Débat général. Nous remercions particulièrement les animateurs des différents sujets du Débat général qui n'ont ménagé aucun effort pour en assurer le succès.

La Stratégie postale de Séoul est l'aboutissement d'un long processus et d'un travail d'équipe; d'une équipe dirigée par le Président du Congrès lui-même, assisté, à l'occasion, de certains de ses collaborateurs. A noter également que les Pays-membres ont été associés aux travaux préparatoires puisqu'ils ont été consultés à deux reprises. La première consultation avait pour objet de s'assurer que les thèmes choisis recouvrent leurs préoccupations. La deuxième sollicitait leurs commentaires et suggestions relatifs aux projets de plans détaillés afin que le contenu des exposés soit en concordance avec les attentes des Administrations. Les commentaires et suggestions des Administrations postales ont été analysés et les animateurs en ont tenu compte dans la rédaction des textes définitifs de leurs exposés. A la suite du Débat général, le projet de Stratégie postale de Séoul qui a été élaboré a pris en compte, autant que possible, l'ensemble des recommandations formulées par les animateurs, des avis et suggestions exprimés oralement par les participants ainsi que des contributions écrites fournies par certains pays. Comme vous le savez, ce projet a fait l'objet d'une consultation générale de toutes les délégations présentes au Congrès. Un certain nombre de délégations ont fait des suggestions tendant à améliorer et compléter au besoin ledit projet. Le présent document «Stratégie postale de Séoul» prend en compte, autant que faire se peut, et dans le respect des discussions qui ont eu lieu lors du Débat général, les commentaires et suggestions formulés. Nous avons également accepté un à deux amendements de dernière minute qui ne sont pas mentionnés dans le document qui vous est soumis. Le Secrétaire du Débat général vous les lira après ma présentation. La version définitive de la Stratégie postale de Séoul intégrera les modifications proposées, naturellement sous réserve de l'approbation du Congrès.

Comme vous le constaterez, la Stratégie postale de Séoul s'appuie sur les fondements du Programme d'action de Washington (PGAW) qui peut être considéré comme le premier plan stratégique de l'Union. C'est donc à juste titre que la Stratégie postale de Séoul valorise les points forts du PGAW et met l'accent sur les stratégies nouvelles à mettre en œuvre compte tenu de l'évolution de l'environnement, aux plans institutionnel, technologique, commercial et autres.

La Stratégie postale de Séoul est bâtie en fonction de quatre domaines principaux, à savoir:

- Besoins des clients et stratégies commerciales
- Qualité de service et amélioration de l'exploitation
- Autonomie de gestion et développement postal
- Ressources humaines.

A. Besoins des clients et stratégies commerciales

En ce qui concerne les objectifs – au nombre de quatre – et les actions identifiés dans ce domaine, l'accent est mis sur le fait que toutes les stratégies commerciales qui doivent être élaborées et mises en œuvre doivent être fermement adossées à une bonne connaissance et à une segmentation adéquate du marché. L'attention des Administrations postales est par ailleurs attirée sur la nécessité d'adopter des stratégies de communication conséquentes visant à véhiculer une image positive de toute l'organisation et de ses produits et services.

B. Qualité de service et amélioration de l'exploitation

Cinq objectifs majeurs ont été identifiés. Les Administrations postales sont particulièrement invitées à adopter une politique de qualité de service totale mesurée régulièrement et bien entendu définie non pas de façon unilatérale et arbitraire, mais selon le point de vue des clients et en tenant compte des performances des concurrents.

C. Autonomie de gestion et développement postal

Ici, le constat est simple. Il ne peut y avoir de développement postal durable tant que les Administrations postales ne disposeront pas d'une autonomie de gestion au moins dans les domaines suivants: structures et organisation des services, politique tarifaire en ce qui concerne les marchés concurrentiels, gestion financière, gestion des ressources humaines et choix stratégiques.

D. Ressources humaines

Trois objectifs principaux sont identifiés. Les retombées d'une politique pertinente de développement des ressources humaines sont particulièrement soulignées. Les Administrations postales doivent tenir compte du fait que de la compétence, du professionnalisme et de la motivation des ressources humaines dépendent la satisfaction des clients et par suite, la capacité de la poste à se maintenir dans des marchés de plus en plus concurrentiels. Pour cette raison, l'accent doit être mis sur la formation, la motivation financière et non financière, la communication interne, etc.

Je n'entrerai pas dans les détails de la Stratégie postale de Séoul car le document qui vous est soumis est explicite. Je tiens cependant à souligner le fait que, si certaines propositions faites par les différents intervenants lors des discussions – en ce qui concerne notamment les activités de soutien de l'Union à la mise en œuvre de la SPS – n'y figurent pas, elles ne sont pour autant pas ignorées car elles seront prises en compte dans le cadre du Plan stratégique de l'Union.

Le caractère complémentaire de la Stratégie postale de Séoul et du Plan stratégique a été souligné dans l'introduction du document. Le Plan stratégique contient des programmes et actions que les organes de l'Union doivent entreprendre afin de soutenir les Administrations et les Unions restreintes dans la mise en œuvre de la Stratégie postale de Séoul.

Je voudrais au nom de tous les membres de l'équipe d'animation du Débat général remercier tous les délégués ici présents pour le soutien régulier qu'ils ont apporté à l'élaboration de la Stratégie postale de Séoul. La mise en œuvre de ladite stratégie nécessite l'engagement solidaire de tous les partenaires postaux pendant la période quinquennale 1994–1999.

Le Bureau international s'engage à faire de son mieux afin que la Stratégie postale de Séoul soit un instrument qui contribue à renforcer la base commerciale de toutes les Administrations postales et à réduire l'écart de développement entre les Administrations et ainsi d'accélérer le développement des Administrations.

La JORDANIE: Ce matin nous avons adopté le Plan stratégique de l'Union qui nous a été soumis dans le Congrès – Doc 74. Nous estimons que la Stratégie postale de Séoul devrait compléter les stratégies définies par les pays et par les Unions restreintes. On ne peut pas y parvenir sans la Stratégie postale de Séoul qui est un élément indispensable. C'est pourquoi nous pensons que la Stratégie postale de Séoul est un excellent document, ses objectifs sont parfaitement clairs et elle tient compte des besoins de la clientèle et des considérations à caractère commercial. Nous devrions donc adopter cette Stratégie postale de Séoul qui nous paraît être quelque chose d'urgent pour faire face à la concu-

rence. Le projet de plan répond aux préoccupations manifestées au Débat général tout au début du Congrès. Je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, parce que vous avez vous-même joué un rôle clé au Débat général et c'est vous qui avez permis à ce plan de prendre forme. Nous voudrions également dire notre reconnaissance à M. Mazou et à tous ceux qui ont contribué à l'élaboration de ce document de qualité. Nous proposons son adoption.

La SUÈDE: Au nom du Gouvernement suédois, je souhaiterais faire quelques commentaires sur le projet de la Stratégie postale de Séoul.

D'une manière générale, nous apprécions les efforts qui ont été accomplis pour mettre au point le document concernant cette stratégie sur la base des principales tendances s'étant dégagées au cours du Débat général tenu au début de ce Congrès. Ce document aura certainement une valeur de «liste de contrôle» dans les cinq années à venir, en particulier pour les pays en développement. C'est la section C 2 de ce document consacrée aux privilèges et obligations des opérateurs postaux publics qui a attiré notre attention. A notre avis, le Débat général a permis de constater clairement que la question du monopole postal traditionnel est actuellement réexaminée dans de nombreux pays. Vous vous rappellerez sans doute que le représentant du Gouvernement suédois a parlé, au cours du débat, des raisons pour lesquelles la Suède a entièrement supprimé son monopole postal il y a deux ans. Il a insisté sur l'opinion de son Gouvernement suivant laquelle le client obtient le meilleur service grâce à une concurrence libre et loyale sur le marché postal. Il semble que le document sur la stratégie en question ne reflète pas ce genre d'idée. La manière dont un pays choisit d'assurer son service postal public relève, en principe, de la décision de son propre gouvernement. C'est pourquoi les Actes de l'UPU ne contiennent aucune réglementation à cet égard. De ce point de vue, on pourrait même se demander si les points allant de C 2.1 à C 2.3 devraient être inclus dans le document concerné.

Si toutefois ils doivent être considérés comme des recommandations aux gouvernements, il faudrait alors qu'ils aient pour principe de base la libre concurrence et pour objet de suggérer aux pays de définir les conditions dans lesquelles l'opérateur privé doit exercer son activité; tout en fixant, au besoin, le secteur réservé minimal nécessaire pour offrir un bon service universel à des prix raisonnables. Il conviendrait de revoir fréquemment l'étendue d'un tel secteur, en général dans le but de la réduire ou de supprimer purement et simplement ce domaine.

Pour conclure, je dirais que nous sommes disposés à accepter le projet de document consacré à la stratégie, à condition qu'il serve uniquement de guide pour les pays qui n'appliquent pas encore de principes ou de méthodes de gestion modernes. Nous avons également des réserves à formuler au sujet des points concernant certaines activités que nous ne pouvons pas mettre en œuvre pour des raisons d'équité dans les échanges.

La SIERRA LEONE félicite M. Mazou pour son exposé extrêmement brillant et est d'avis que nous avons là un document d'une immense portée et qui sera un outil de travail pour nous tous dans le domaine de la gestion stratégique.

Cette délégation formule en outre un certain nombre de commentaires particuliers; notamment, elle souhaite que le terme «marché des communications», dont il est fait état dans la Section A du chapitre III (Objectifs et actions), soit complété comme suit: «marché des communications et de la distribution», car, à son avis, les services des colis et des envois à délai de distribution garanti appartiennent au marché de la distribution plutôt qu'à celui de la communication.

La FINLANDE: Pendant le Débat général, la Finlande avait indiqué que le monopole postal était aboli dans ce pays depuis 1991 déjà. C'est pour cela que j'appuie ce que vient de dire la délégation suédoise; mais, nous pouvons souscrire à ce qui est écrit dans le Congrès – Doc 87 parce que nous ne pensons pas que cela porte atteinte à la souveraineté de l'Etat finlandais. Ce document est très bien conçu et je voudrais me référer particulièrement à la page 4: «Nature prioritaire des objectifs et des actions» où l'on trouve les facteurs les plus importants: qualité du service, être à l'écoute des exigences du marché et de la clientèle. Quant à la complémentarité qui existe entre la Stratégie postale de Séoul et le Plan stratégique, le Groupe de planification stratégique du Conseil d'administration donnera certainement la priorité voulue à ce document au sujet duquel je voudrais féliciter M. Mazou, vous-même Monsieur le Président, et tous ceux qui ont contribué à le concevoir et à le rédiger.

Le PAKISTAN: Nous voudrions dire combien nous avons apprécié la présentation par M. Mazou de cet excellent document. Nous nous souvenons également de vos remarques selon lesquelles la Stratégie postale de Séoul et le Plan stratégique doivent se compléter mutuellement. Nous devons veiller à ce que les Groupes de travail de la planification stratégique au sein du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale prennent en compte les objectifs tels qu'annoncés dans la Stratégie postale de Séoul et que ceux-ci ne soient pas perdus ou n'entraînent pas un double emploi. Notre Administration donne son aval au Congrès – Doc 87.

La NOUVELLE-ZÉLANDE s'associe à la déclaration de la Suède et souhaite que celle-ci soit consignée dans le procès-verbal, si la Suède n'y voit aucun inconvénient.

M. MAZOU, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: En réponse à la Suède, nous avons pris bonne note de ses observations, mais il convient de préciser que la Stratégie postale de Séoul est un document qui contient des orientations pour les pays qui pourront les mettre en œuvre selon les situations dans lesquelles ils se trouvent et l'état actuel de leur législation. Toujours est-il que ce document constitue une recherche pour unifier les systèmes dans le monde postal. En ce qui concerne les observations de la Sierra Leone, je voudrais indiquer que le document visait la communication interne et non pas la communication en tant que moyen de communication. Quoi qu'il en soit, nous examinerons dans quelle mesure nous pourrions inclure ses indications dans la Stratégie postale de Séoul. Je remercie tous les intervenants qui ont exprimé leur appui au Congrès – Doc 87.

La MAURITANIE propose qu'au niveau des objectifs prévus il y ait des renvois aux objectifs du PGAW afin que l'on puisse délimiter le point de départ et évaluer les résultats en 1999. Au niveau des ressources humaines, il faudrait ajouter, pour ce qui concerne la formation et le recyclage du personnel, le rôle que doivent jouer les écoles multinationales.

La CORÉE (RÉP.): Notre délégation est extrêmement fière de pouvoir participer à l'adoption de la Stratégie postale de Séoul à l'occasion du présent Congrès, parce que c'est là le fruit d'un débat général qui a été centré essentiellement sur des objectifs qui satisfont tous les pays. La question de savoir si nous arriverons ou pas à des résultats satisfaisants dépend de la volonté des décideurs. Quoi qu'il en soit, notre délégation est extrêmement reconnaissante aux délégués pour les efforts qu'ils ont déployés pour aboutir à cette Stratégie postale de Séoul.

Le PRÉSIDENT: Je suis reconnaissant à ceux qui ont pris part au Débat général que j'ai eu l'honneur de présider. Je suis également reconnaissant au Bureau international et tout particulièrement à ceux qui ont participé aux discussions au sein du groupe de coordination dirigé par M. Mazou avec le concours de M. Harding. Je tiens à remercier tout particulièrement les animateurs qui ont fait un excellent travail en dirigeant bien les discussions.

Le Congrès adopte la Stratégie postale de Séoul (Congrès – Doc 87) et la résolution qui l'accompagne.

La séance est levée à 18 h 45.

Au nom du Congrès:	Le Président, Young-su Kwon	Le Secrétaire général, A.C. Botto de Barros
		Le Secrétaire, L.L. Fernandes Pinheiro

Séance de clôture du Congrès

Mercredi 14 septembre 1994

Présidence de M. Young-su Kwon, Président

La séance est ouverte à 9 h 30.

Communication

Le DOYEN: Hier, grâce à Korean Airlines, nous avons eu une magnifique soirée, en point d'orgue de toutes les réceptions tenues lors de ce Congrès. Au nom de tous les délégués, je voudrais remercier très vivement Korean Airlines d'avoir organisé cette réception si réussie.

Déclarations

Le JAPON: Je voudrais remercier très sincèrement le pays hôte pour les énormes efforts qu'il a fournis afin d'assurer le succès du Congrès. Ce Congrès s'est déroulé sous le signe du changement et nous avons vu des progrès considérables. Nous avons traité avec succès de sujets importants, en adoptant la Stratégie postale de Séoul, la réforme des structures de l'UPU, l'anglais comme langue de travail au Bureau international, la réforme des frais terminaux, ainsi que la refonte des Actes de l'UPU. Je suis persuadé que nous sommes arrivés à des conclusions très positives et cela est très important étant donné le milieu commercial dans lequel nous évoluons actuellement. Je suis sûr que le Congrès de Séoul sera reconnu comme un grand succès et une date marquante pour l'Union.

Monsieur le Président, vous avez été un Président parfait et je voudrais également féliciter le Secrétariat coréen qui a préparé, de façon magnifique, tout ce Congrès. Au nom de la délégation japonaise, je voudrais enfin remercier très sincèrement le Bureau international qui a beaucoup contribué au bon déroulement du Congrès.

Le PRÉSIDENT: Hier, nous avons adopté la Stratégie postale de Séoul et la résolution qui l'accompagne tel que signalé lors de la présentation du Congrès – Doc 87, à la lumière des commentaires écrits reçus des Pays-membres au cours de ces derniers jours. Le Secrétariat a préparé quelques modifications à ce texte.

Le SECRÉTAIRE DU DÉBAT GÉNÉRAL fait part des amendements suivants à apporter au texte de la résolution figurant au Congrès – Doc 87:

- a) page 2, deuxième dispositif («lance un appel pressant aux gouvernements»), il s'agit d'ajouter, au deuxième tiret, première ligne, les mots «et autonomie financière» après les mots «autonomie de gestion suffisante»;

- b) page 3, troisième paragraphe des dispositifs («charge les organes permanents de l'Union»), il convient d'ajouter, au troisième tiret, après les mots «les ressources complémentaires nécessaires» l'élément suivant:
«- dans le cadre des limites financières décidées -»;
- c) page 7, action A.4.2, il faudrait supprimer, après le mot «client», l'élément «et personnaliser la communication écrite avec les clients»;
- d) page 11, action C.1.1, il s'agit d'ajouter les mots «et autonomie financière» après les mots «autonomie de gestion suffisante»;
- e) page 11, action C.2.3, il convient d'ajouter, à la fin de la phrase «en tenant compte de la nécessité de veiller à ce que la concurrence soit équitable et conforme aux autres obligations, telles celles qui pourraient découler de l'accord du GATS».

Le Congrès prend note des amendements apportés à la résolution figurant au Congrès – Doc 87 et adapte ainsi le texte définitif de cette résolution.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Nous avons reçu hier soir une demande d'inclure, dans un document officiel du Congrès, une déclaration de la République populaire démocratique de Corée. Pour l'instant, nous n'avons le texte de cette déclaration qu'en langue française. La République de Corée peut évidemment faire usage du droit de réponse. Les deux déclarations, celle de la République populaire démocratique de Corée, d'une part, et celle de la République de Corée, d'autre part, seront donc publiées dans un Congrès – Doc qui sera traduit dans toutes les langues et diffusé à tous les Pays-membres dans les plus brefs délais. Bien que vous n'ayez pas les textes devant vous, je puis vous assurer qu'il y a des points tout à fait positifs dans cette déclaration de la République populaire démocratique de Corée et je ne doute pas qu'il en soit de même dans la déclaration de la République de Corée. Nous devons donc poursuivre nos travaux et nos efforts afin de mener à bien la mission dont le Congrès de Séoul nous a chargés concernant les relations postales dans la péninsule coréenne.

La GRANDE-BRETAGNE: Vendredi dernier en plénière, nous avons discuté de la demande formulée par deux pays de passer du groupe géographique 2 au groupe 3. La Grande-Bretagne analyse actuellement les conséquences éventuelles d'un tel transfert. Aujourd'hui, je n'ai pas du tout l'intention de rouvrir le débat sur cette question. Cependant, il ressort clairement des discussions et surtout de l'avis émis par le Conseiller juridique qu'il n'y a pas de règle très nette quant à la façon de traiter des demandes de transfert d'un groupe géographique à un autre. Ma délégation estime que, à l'avenir, il est indispensable que des règles claires soient élaborées. Il est important que le Conseil d'administration s'en occupe rapidement, car il y a un risque réel que de tels transferts puissent déstabiliser l'équilibre géographique du point de vue des voix. De telles demandes devraient être présentées et traitées selon les règles y relatives.

Complément oral
au dernier rapport
de la Commission 1
(Vérification
des pouvoirs)

Le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION 1: La Commission 1 a reçu un message par télécopie donnant à la Jordanie les pouvoirs de signer les Actes de l'Union au nom de l'Iraq. La Commission 1 a examiné cette procuration et l'a considérée comme valable. La procuration originale sera transmise dans une semaine au Bureau international à Berne. Je demande au Congrès d'autoriser la Jordanie à signer les Actes de l'Union au nom de l'Iraq, sur la base de cette procuration reçue par télécopie.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL informe l'assemblée que les pouvoirs reçus par télécopie ne sont pas recevables.

Le CONSEILLER JURIDIQUE: D'après les informations qui m'ont été fournies, les pouvoirs permettant à la Jordanie de signer les Actes de l'Union au nom de l'Iraq auraient été expédiés ce matin, mais il est évident qu'ils ne peuvent arriver dans un délai aussi court, la poste ne permettant pas une distribution en quelques heures. C'est la raison pour laquelle nous avons reçu une télécopie, qui serait – et je dois parler au conditionnel du point de vue juridique – la photocopie des pouvoirs officiels. Selon la pratique courante, suivie jusqu'ici par la Commission de vérification des pouvoirs, une telle télécopie n'est pas considérée comme étant suffisante. Il faut l'original. D'après l'article 3, paragraphe 5, du Règlement intérieur des Congrès, un télex n'est admis que dans la mesure où il apporte un complément d'information ou une précision qui faisait défaut dans les pouvoirs originaux. Mais, dans tous les cas, un original des pouvoirs a été exigé jusqu'à présent. Dans ce cas précis, il est effectivement permis d'avoir des doutes sur la validité de cette télécopie comme pouvoirs officiels.

La JORDANIE: Je regrette qu'un problème de ce genre se soit posé tout à la fin du Congrès. Le fait est que l'Iraq avait déjà envoyé une procuration à la Jordanie, mais elle n'était pas signée par le Ministre des affaires étrangères. Nous avons demandé que l'on nous envoie, conformément au Règlement, un document dûment signé par le Ministre des affaires étrangères. Une télécopie de ce document a effectivement été reçue ce matin et je l'ai transmise au Président de la Commission de vérification des pouvoirs. Nous ne voulons surtout pas violer le Règlement intérieur des Congrès et nous proposons donc que la question soit examinée par la Commission 1 en consultation avec le Conseiller juridique.

Etant donné les avis partagés sur la validité de cette procuration reçue par télécopie, le Congrès décide de confier cette question, pour examen plus approfondi, à la Commission de vérification des pouvoirs, en consultation avec le Bureau international.

Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux

(Congrès – Doc 94/Rev 8)

Le PRÉSIDENT énumère les réserves faites par les délégations dont les textes sont disponibles mais ne figurent pas dans le document. Le Congrès est invité à approuver l'adjonction de ces réserves au document.

Aucune observation n'étant formulée, le Congrès approuve le Congrès – Doc 94/Rev 8 ainsi que les réserves additionnelles.

Protocole final de la Convention postale universelle

(Congrès – Doc 102/Rev 1)

Le PRÉSIDENT énumère les réserves qui n'ont pas pu être traitées par la Commission 4, y compris celles retirées ou déposées suite à la décision de la veille sur l'appel concernant l'article 26. Le Congrès est invité à approuver l'adjonction de ces réserves au document.

Aucune observation n'étant formulée, le Congrès approuve le Congrès – Doc 102/Rev 1 qui comporte toutes les réserves présentées avant la signature des Actes. Les réserves concernant le Règlement d'exécution de la Convention sont renvoyées au Conseil d'exploitation postale.

Approbation des Actes du Congrès de Séoul 1994

Le PRÉSIDENT constate que seuls 119 pays sont présents, ce qui signifie que le quorum n'est pas atteint. Il note cependant que les délégations de plusieurs pays ont déjà signé les Actes et ont probablement déjà quitté Séoul. En attendant la liste précise de ces pays, il invite le Congrès à commencer avec l'examen de la Convention postale universelle et de son Protocole final.

Convention postale universelle et Protocole final	<p>La BELGIQUE: Notre pays préside la Commission de rédaction et à ce titre elle communique au Congrès les deux observations suivantes. Tout d'abord, l'approbation de l'article 52, paragraphe 1, de la Convention relatif aux taux de base des calculs des frais de transport aérien nous conduit à adopter la même formulation pour l'article 37, paragraphe 1, de l'Arrangement concernant les colis postaux. Un corrigendum à l'article 37 est publié aujourd'hui même sous la référence Corr 3. Deuxièmement, la Commission de rédaction ayant terminé ses travaux hier après-midi, et compte tenu de la nécessité de clôturer les travaux du Congrès ce matin, le Congrès devrait confier au Bureau international le soin de la mise en forme des dernières décisions de l'assemblée plénière. Cette proposition ne devrait pas soulever de difficultés pour le Bureau international qui a géré ce type de situation à l'issue de chaque Congrès.</p> <p>L'AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS): Le vote auquel nous allons procéder portera-t-il sur la Convention compte tenu des décisions déjà prises par le Congrès en ce qui concerne les appels?</p> <p>Le PRÉSIDENT: Ce projet de texte a été publié avant notre décision d'hier concernant l'appel. Le Secrétariat procédera aux aménagements nécessaires pour refléter cette décision. Nous pouvons donc procéder au vote car, après vérification, 133 pays sont présents dans la salle, le quorum est donc atteint.</p> <p><u>La Convention postale universelle et son Protocole final, révisés selon la décision prise en matière d'appels, sont adoptés par 123 voix sans opposition.</u></p>
Cinquième Protocole additionnel à la Constitution de l'UPU	<p>Le CONSEILLER JURIDIQUE: Comme le Président l'a annoncé, un certain nombre de délégations ont déjà procédé à la signature des Actes. Après contrôle, je peux vous informer que les pays suivants, qui n'ont pas annoncé leur présence, ont déjà signé tant le cinquième Protocole additionnel que le Règlement général: Bahrain, Cap-Vert, Croatie, Djibouti, Ghana, Grenade, Guyane, Honduras (Rép.) et Kuwait. Cette liste, qui n'est pas complète par manque de temps, permet cependant de montrer que la majorité requise de 126 voix est atteinte.</p> <p><u>Le cinquième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle est approuvé par 122 voix sans opposition.</u></p>
Règlement général, y compris le Règlement intérieur des Congrès	<p><u>Le Règlement général de l'Union postale universelle est approuvé par 120 voix pour, 2 contre et 11 abstentions.</u></p> <p><u>Le Règlement intérieur des Congrès est approuvé par 122 voix.</u></p>
Colis postaux, Arrangement et Protocole final	<p>Le PRÉSIDENT signale que seuls les 168 pays signataires de cet Arrangement peuvent participer au vote.</p> <p>La TCHEQUE (RÉP.): A titre de rectification, la République tchèque souhaite que son nom soit biffé à l'article XIIter, paragraphe 1, du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux et qu'il soit ajouté à l'article XIIter, paragraphe 2, du Protocole final considéré.</p> <p>L'AUSTRALIE: Ce matin, notre pays a informé le Bureau international du fait qu'il voulait que son nom soit ajouté à la liste des pays énumérés à l'article IV, paragraphe 1.</p> <p>M. RAMAN, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL AU BUREAU INTERNATIONAL: J'ai effectivement reçu, ce matin, la réserve présentée par écrit par l'Australie.</p>

S'agissant de l'intervention de la République tchèque, nous en avons pris bonne note et l'assurons que le nécessaire sera fait.

La SLOVAQUIE: Notre pays appuie la déclaration de la République tchèque et demande que son nom soit ajouté à la liste mentionnée.

Amendés selon les propositions de l'Australie, de la Slovaquie et de la Tchéquie (Rép.), l'Arrangement concernant les colis postaux et son Protocole final sont approuvés par 108 voix.

Mandats de poste,
Arrangement

L'Arrangement concernant les mandats de poste est approuvé par 71 voix pour sur un total de 96 signataires.

Chèques postaux,
Arrangement

L'Arrangement concernant le service des chèques postaux est approuvé par 53 voix.

Envois contre
remboursement,
Arrangement

L'Arrangement concernant les envois contre remboursement est approuvé par 45 voix.

Le PRÉSIDENT constate que le Congrès approuve l'ordre du jour de la séance de clôture (Congrès – Doc 7).

Déclaration

La CHINE (RÉP. POP.): Nous saisissons cette dernière occasion, même si nous aurions dû prendre la parole au moment de l'examen du Plan stratégique de l'UPU de 1995–1999. Dans ce document, il est fait mention, dans l'objectif 3, programme 3.6, du développement des activités de l'EDI. Nous soulignons l'importance des activités EDI, notamment dans l'environnement concurrentiel dans lequel nous vivons actuellement. D'un autre côté, le Congrès a longuement discuté du budget de l'Union ainsi que de la nécessité de rechercher les moyens financiers supplémentaires pour pouvoir mettre en œuvre toutes les activités préconisées. En Chine on dit, sans le riz, même le meilleur cuisinier ne saura pas préparer le repas. Devant cette situation, la République populaire de Chine, qui est un pays en développement, voudrait, comme certains autres pays l'ont fait, offrir une contribution financière de 10 000 dollars E.-U. pour les activités de l'EDI. Bien entendu, il ne s'agit pas d'une grande somme, mais plutôt d'un bol de riz. Nous avons néanmoins tenu à annoncer cette heureuse nouvelle avant la clôture des travaux du Congrès.

Le PRÉSIDENT remercie la Chine (Rép. pop.) de cette annonce de contribution et invite M. Yoon Dong-yoon, Ministre des communications de la République de Corée et Président d'honneur du Congrès, à prononcer son discours de clôture.

Discours de clôture

Le PRÉSIDENT D'HONNEUR: Le 22 août dernier, M. le Président Kim Young-Sam a déclaré le XXII^e Congrès de l'UPU ouvert. En vingt-quatre jours, nous nous sommes acquittés de toutes les tâches que nous nous étions fixées et nous sommes maintenant sur le point de conclure.

En ce qui me concerne, je suis très honoré que ce grand événement international, dont le succès s'est trouvé confirmé, ait eu lieu pendant mon mandat de Ministre des communications. C'est pour moi l'aboutissement de vingt-huit années de service dans le secteur postal.

Grâce au Congrès de Séoul, j'ai pu resserrer une fois encore les traditionnels liens d'amitié et de solidarité qui unissent les administrateurs postaux du monde entier.

C'est avec tristesse que nous devons maintenant prendre congé de tous ceux qui sont devenus nos amis, mais l'idée que nous allons bientôt les revoir ailleurs nous console.

Grâce à l'appui sans réserve du Bureau international de l'UPU, le Ministère des communications de la Corée a été en mesure d'accueillir ce Congrès avec autant de succès.

J'aimerais saisir l'occasion qui m'est donnée de remercier tout le personnel du Bureau international de l'UPU ainsi que les délégations de leur indéfectible soutien et de leur entière coopération pendant ce Congrès.

En outre, j'aimerais féliciter M. Young-su Kwon pour l'excellent travail qu'il a accompli en sa qualité de Président du Congrès.

C'est avec fierté que je regardais M. Young-su Kwon s'acquitter de ses responsabilités pendant le Congrès, tout en me réjouissant de l'avoir parmi nous, au sein du Ministère des communications.

J'aimerais également dire combien je suis fier du travail accompli par tous ceux qui travaillent au Ministère des communications. Ils se sont attelés à leur tâche dès la fin du Congrès de Washington et n'ont pas ménagé leurs efforts pour que ce Congrès soit un succès.

Au cours de ce Congrès, vous avez examiné la voie dans laquelle l'UPU devrait s'engager au XXI^e siècle et donné une nouvelle direction, audacieuse s'il en est, à la poste mondiale. A ces fins, vous avez adopté la Stratégie postale de Séoul.

Avant d'en arriver là, vous avez recensé les problèmes auxquels la poste se trouve confrontée aujourd'hui et examiné les différentes solutions. Ensemble, vous vous êtes préoccupés de ces problèmes en tâchant de les résoudre et en montrant une fois de plus que l'esprit de solidarité reste de mise entre les membres de l'UPU.

En ma qualité de Président d'honneur de ce Congrès, j'aimerais vous exprimer ma reconnaissance pour la détermination arrêtée dont vous avez fait preuve et le front uni que vous avez présenté (dans l'intérêt de la poste mondiale).

Par ailleurs, le peuple coréen n'est pas prêt d'oublier que toutes les délégations ici présentes ont adopté à l'unanimité la résolution visant à encourager l'échange de courrier entre la Corée du Sud et la Corée du Nord.

Cette résolution, qui traduit l'esprit de générosité des membres de l'UPU, a fait naître un nouvel espoir dans le cœur des 10 millions de personnes qui vivent depuis un demi-siècle dans la partie nord ou dans la partie sud sans savoir si leurs parents ou leurs frères et sœurs sont vivants. En outre, cette résolution ne

constitue pas seulement un message émouvant adressé à tous ceux qui aiment la paix; elle représente également une excellente occasion de faire connaître au monde entier les idéaux et le rôle de l'UPU.

Je ne peux que vous louer infiniment d'avoir tant œuvré pour l'idéal humanitaire et l'instauration de la paix dans la péninsule coréenne.

J'aimerais également féliciter M. Thomas Leavey, homme au noble caractère et administrateur exceptionnel, qui a été élu Directeur général de l'UPU pour les années à venir. Je tiens en outre à exprimer au nom des administrateurs des postes du monde entier toute ma gratitude à M. Botto de Barros qui, au cours des dix dernières années, a été un responsable extrêmement efficace.

Je souhaite aussi féliciter l'Administration postale de la Chine d'avoir été choisie comme pays hôte du prochain Congrès et j'espère que le Congrès de Pékin sera une grande réussite.

Je suis convaincu que la Chine, pays de grandes culture et tradition, qui a contribué à maintes reprises au développement de la poste mondiale, saura assurer le bon déroulement de ce Congrès.

Le Congrès de Séoul a été une expérience très enrichissante pour les employés du Ministère des communications de la Corée. Nous espérons que cela stimulera l'essor de la poste coréenne.

Au cours des cinq prochaines années, nous mettrons tout en œuvre pour nous acquitter au mieux de nos responsabilités à la présidence du Conseil d'administration. Nous ferons également tout notre possible pour contribuer au développement de la poste mondiale.

Afin de montrer notre volonté de participer à la mise en valeur continue de l'UPU, nous avons décidé d'augmenter la classe de contribution de la Corée à l'UPU. En témoignage de notre reconnaissance pour le concours apporté par toutes les délégations pendant le Congrès de Séoul, nous envisageons de créer un fonds volontaire pour la mise en valeur du projet EDI.

Il y a eu tellement de nouvelles idées et de nouvelles réalisations approuvées au Congrès de Séoul que celui-ci restera probablement pour beaucoup le «Congrès du changement» ou le «Congrès des réformes».

Cependant, pour que la Stratégie postale de Séoul, qui constitue le nouveau principe directeur de l'UPU et de ses Pays-membres et qui a été adopté en tant que tel, soit une réussite, le nouveau Secrétaire général, le Conseil d'administration de l'UPU qui vient d'être créé et les 189 Pays-membres de l'UPU doivent ne former qu'un et travailler dans le même sens.

Mesdames et Messieurs,

Près de la sculpture symbolique de l'UPU, en face du bureau de poste principal de Séoul, il y a une autre statue sur laquelle sont inscrits les mots suivants:

«Qu'il pleuve ou qu'il vente.»

Effectivement.

La poste permet aux hommes du monde entier de tisser des liens entre eux. Qu'il pleuve ou qu'il vente, la poste demeure un moyen de communication qui permet de franchir les frontières ainsi que les barrières linguistiques, religieuses et culturelles.

Le Congrès de Séoul ne marque pas seulement une étape importante dans le développement de l'UPU et de la poste mondiale; grâce à l'adoption de la résolution sur les échanges postaux dans la péninsule coréenne, il restera aussi pour beaucoup le Congrès qui a permis de réaffirmer les idéaux de l'UPU.

J'aimerais renouveler mes remerciements à tous ceux d'entre vous qui nous ont offert un appui sans réserve pendant ces vingt-quatre jours de Congrès.

Je vous souhaite un bon voyage de retour et j'espère vous revoir bientôt.

(Applaudissements.)

L'ÉTHIOPIE (VICE-PRÉSIDENT DU CONGRÈS): Au nom de ma délégation, du continent africain et en mon nom propre, je vous remercie très sincèrement de me donner la possibilité de prononcer ce discours de clôture.

Nous touchons déjà au terme de ce Congrès qui laisse la place à l'harmonie, à la solidarité et à la volonté de préparer l'avenir avec davantage d'ardeur et de fermeté. Nous sommes heureux d'avoir pu nous acquitter de notre tâche avec autant de succès. J'en veux pour preuve le fait que le feu vert a été donné pour la mise en œuvre de la Stratégie postale de Séoul, plan stratégique de l'UPU pour 1995-1999, et que différentes décisions importantes ont été prises au cours de ce Congrès. Nous sommes heureux également de rentrer chez nous et de retrouver les nôtres. Mais nous sommes tristes de devoir quitter cette grande famille qu'est l'UPU. Cependant, l'idée que nous allons devoir nous battre pour préparer au mieux l'avenir de la poste nous stimule.

Si les travaux du XXI^e Congrès postal universel ont été couronnés de succès, c'est grâce à votre sagesse, à votre engagement et à vos conseils; nous vous en remercions vivement et vous adressons nos félicitations. Nos félicitations vont aussi à tous les Présidents de Commission qui se sont acquittés de leurs tâches difficiles, avec bonheur et dans les délais impartis.

Etant donné que c'est la première fois que ma délégation prend la parole après les élections, j'aimerais féliciter de tout cœur M. Thomas Leavey et M. Moussibahou Mazou de leur brillante élection aux postes très élevés de Directeur général et Vice-Directeur général respectivement, et leur adresser mes meilleurs vœux de succès.

L'heure est maintenant venue de rendre également hommage à M. Botto de Barros, Directeur général, et à M. Jaime Ascandoni, Vice-Directeur général, qui cesseront bientôt leurs fonctions, et de leur adresser nos meilleurs vœux. Grâce à leur engagement et à leur dynamisme, ils ont pour le moins mis l'Union sur la bonne voie en la préparant aux défis du XXI^e siècle. Nous nous souviendrons toujours de leur assiduité exemplaire au travail et de leur sagesse, et nous leur adressons nos vœux les meilleurs pour les années à venir.

Nous adressons nos félicitations à M. Fritz Koller, notre doyen, et formons des vœux à son intention. M. Koller s'est acquitté de ses tâches avec la sensibilité et l'esprit d'un professionnel; on n'aurait pu trouver personne plus compétente pour remplir ces éminentes fonctions.

Nous souhaitons également féliciter tous ceux qui ont été élus dans le cadre des nouveaux Conseil d'administration et Conseil d'exploitation postale. Nos félicitations vont aussi à M. Boris Boutenko (Russie) et à M. Fisher (Grande-Bretagne) pour leur élection respectivement à la présidence et à la vice-présidence du Conseil d'exploitation postale et nous leur souhaitons plein succès dans l'exercice de leurs fonctions.

Enfin et surtout, nous aimerions exprimer toute notre gratitude à la délégation coréenne ainsi qu'au Secrétariat et au personnel de l'UPU qui ont tout fait pour nous faciliter notre tâche et rendre agréable notre séjour dans cette belle ville de Séoul. Sans oublier, bien entendu, les interprètes qui nous ont aidés à nous comprendre les uns les autres et partant, à mener à bonne fin nos délibérations.

(Applaudissements.)

L'ITALIE (VICE-PRÉSIDENT DU CONGRÈS): La participation à ce Congrès en tant que Vice-Président a constitué pour moi un honneur et l'occasion qui m'a permis de connaître plus profondément les problèmes auxquels est confrontée la poste mondiale.

Pendant les trois semaines qui se sont succédées, denses de travaux et de débats parfois passionnés, le Congrès, sous votre direction éclairée et sûre, Monsieur le Président, a pris des décisions et a adopté des Actes fondamentaux pour le futur de la poste. Je voudrais mentionner les dispositions relatives au nouveau système de frais terminaux ainsi que celles portant sur la réforme de notre Union, résultat des excellents travaux effectués par le Conseil exécutif.

En particulier, je désire vous assurer de l'appui de l'Italie aux orientations, directives et programmes contenus dans la Stratégie postale de Séoul et dans le Plan stratégique qui nous indiquent les priorités et les objectifs à atteindre par l'UPU et par les Administrations dans les cinq ans à venir afin de parvenir au développement et à l'amélioration des services postaux dans le monde entier et de répondre ainsi aux besoins croissants de la clientèle.

L'Italie déploiera tous ses efforts pour donner une contribution concrète à la mise en œuvre de la Stratégie de Séoul dans le cadre des travaux du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale dans lesquels elle a eu l'honneur d'être élue.

Je remercie vivement le Gouvernement de la République de Corée qui nous a permis de mieux connaître ce beau pays, son histoire millénaire et son peuple qui nous a accueilli avec amitié et courtoisie.

Je me permets d'exprimer mon admiration et mes remerciements au Bureau international et au Secrétariat de Corée pour l'organisation parfaite des travaux du Congrès et des différentes manifestations qui ont eu lieu en marge.

Je remercie aussi les interprètes qui ont contribué au succès de nos travaux. Je souhaite à vous, Monsieur le Président, au Secrétaire général, au Directeur général élu et à vous tous, Mesdames et Messieurs les délégués, mes vœux les plus chaleureux pour un avenir de prospérité et de bonheur. Merci.

Finalement, j'aimerais prononcer une fois seulement une phrase en langue italienne qui, même si elle n'est pas la langue officielle, pourra être comprise par tout le monde «Arrivederci a Pechino».

(Applaudissements.)

La RUSSIE (FÉDÉRATION DE) (VICE-PRÉSIDENT DU CONGRÈS): Le Congrès de Séoul, qui a marqué une étape historique dans la vie de notre Union, prend fin. Son succès est incontestable. Pendant toute la durée du Congrès, nous avons discuté avec ardeur des problèmes postaux tout en nous efforçant de nous soustraire aux discussions politiques qui ne sont pas propres à notre Union.

Cette approche nous a permis d'obtenir d'excellents résultats. De l'avis de la plupart des Administrations, le résultat principal c'est la compréhension mutuelle dans la plupart des questions discutées par les pays développés et en développement.

Durant toute la période du Congrès c'est l'esprit des relations fraternelles qui a régné et non pas l'esprit de confrontation.

Cela est certainement dû au travail remarquable effectué par les Administrations postales, les Unions restreintes et le Bureau international pour la préparation du Congrès. Mais ce sont nos collègues coréens qui ont joué le rôle principal lors des préparatifs du Congrès. Nous tous, nous avons senti cette attention particulière, non seulement de la part de l'Administration postale coréenne, mais aussi de la part de tout le pays et de son Président. Et nous remercions chaleureusement nos amis coréens pour tout ce qu'ils ont fait pour nous.

Je tiens à remercier particulièrement M. Botto de Barros, qui, durant ses deux mandats, a su non seulement diriger avec vigueur le travail de l'Union, mais aussi introduire des innovations telles que l'étude des questions concernant la poste électronique.

Enfin, je voudrais exprimer à tous les délégués au Congrès mes meilleurs vœux de succès pour la reconstruction de notre Union.

(Applaudissements.)

Le VÉNÉZUÉLA (VICE-PRÉSIDENT DU CONGRÈS): Le Vénézuéla est honoré d'avoir pu participer avec vous tous aux débats du XXI^e Congrès de l'UPU au cours desquels a été lancé un processus de transformation ayant pour but la restructuration de l'Union. Pendant ce Congrès, nous avons également élu une nouvelle direction qui, nous l'espérons sincèrement, pourra présider avec succès aux destinées de notre Union; pour le bien de tous les Pays-membres et de leur Administration postale respective.

Les autorités ayant jusqu'à présent présidé aux destinées de l'UPU ont sans aucun doute accompli la tâche qui leur incombait, à savoir consolider l'organisation. A défaut de quoi nous ne serions pas ici aujourd'hui. Mais les temps changent et compte tenu des exigences et des défis de l'heure actuelle, les nouvelles autorités ont la grande responsabilité de réorienter l'UPU de manière à lui permettre de dominer le marché en en récupérant les parts qu'elle a perdues.

Il ne fait aucun doute que le contenu du document sur la Stratégie postale de Séoul aidera considérablement les différentes Administrations postales de la planète à assumer leur responsabilité commune consistant à réaliser les objectifs présentés dans ce même document. Tout dépendra, dans une grande mesure, des moyens que chacun de nous sera prêt à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs.

Au Vénézuéla, nous nous sommes déjà engagés dans cette voie et la stratégie fixée dans le document concerné nous sera d'une aide inestimable pour nous éviter de nous écarter du chemin du succès qui mène à la satisfaction du client.

Je félicite les personnes qui ont élaboré un document d'une telle importance.

Je souhaiterais également féliciter les organisateurs de ce Congrès du merveilleux travail qu'ils ont accompli. Ainsi, nous nous sommes toujours sentis bien accueillis et nous avons constaté à quel point nos hôtes souhaitaient que notre séjour parmi les aimables habitants de cette belle ville nous donne envie d'y rester. Le Congrès a été dirigé d'une manière très efficace et je félicite pour cela M. Kwon, son Président.

Nous retournons chez nous satisfaits du travail accompli et heureux d'avoir pu connaître ce beau pays et quelques-unes de ses merveilles.

Je transmets à tous les participants au Congrès les sincères salutations de la poste vénézuélienne et les assure de notre volonté de continuer à resserrer les liens qui nous unissent et de trouver les moyens de préserver notre avenir.

Une fois de plus, nous vous remercions tous de nous avoir accordé votre confiance en nous élisant au Conseil d'administration et nous espérons ne pas vous décevoir.

Pour conclure, je voudrais féliciter la nouvelle direction et lui souhaiter plein succès.

(Applaudissements.)

Le DOYEN: Le Congrès postal universel, le XXII^e depuis la création en 1874 de l'UPU, touche à sa fin. Ce Congrès, d'une durée de 24 jours, est le plus court de tous les Congrès qui se sont déroulés jusqu'ici. Avec 189 pays appartenant à l'Union postale universelle, il est le plus étendu et celui qui compte le plus grand nombre de membres.

L'aboutissement réussi du Congrès nous remplit de joie, de fierté et de reconnaissance. Mais nous sommes également tristes de devoir, à présent, prendre congé de la Corée et de ses habitants.

Le peu de temps dont nous disposons nous empêche de dresser un bilan détaillé des travaux réalisés par le Congrès. Mais le résultat de notre séjour en Corée se trouve achevé et à cette occasion nos attentes ont été largement dépassées.

Nous avons découvert un pays qui, dès le début, nous a fasciné par sa beauté, sa culture millénaire toujours présente, ses traditions, mais également par l'élan et l'énergie avec lesquels il s'est ouvert à l'époque moderne.

Nous avons fait la connaissance de Séoul, métropole vieille de 600 ans, centre économique, politique et culturel, une ville très dynamique dans laquelle vivent ensemble 11 millions d'habitants, mais une ville également où subsiste la culture discrète et paisible de ce pays et où le passé et le présent se côtoient en parfaite harmonie.

Mais avant tout, nous avons fait la connaissance d'hommes et de femmes qui, dès le début de notre séjour, se sont occupés de chacun de nous avec ouverture et sincérité et nous ont plongés dans une atmosphère sympathique et même amicale. Ils ont tous été de merveilleux ambassadeurs de leur pays.

En repartant dans nos foyers, nous emporterons avec nous cette atmosphère positive et cordiale ainsi qu'une multitude de nouvelles impressions inoubliables.

A l'occasion du Congrès de Séoul, l'Union postale universelle et les Administrations postales ont osé prendre un nouveau départ. Par ses décisions qui posent les jalons de la nouvelle orientation, notamment vers des actions d'entreprise et un comportement orienté vers la clientèle, le Congrès a garanti à la poste, à l'aube du XXI^e siècle également, le maintien de son rôle d'intermédiaire entre les peuples et les hommes.

Tous ont contribué à ce succès: l'assemblée plénière et les Commissions, les Présidents et les délégués, les Secrétariats national et international, les observateurs, les invités, les interprètes et les traducteurs, les responsables de la logistique, les collaborateurs administratifs et les services postaux du Congrès ainsi que tous ceux qui, de près ou de loin, ont été impliqués dans ce Congrès. Vous vous êtes tous surpassés et méritez de ce fait des remerciements particuliers pour votre engagement enthousiaste.

Nous devons un grand merci à M. le Ministre Yoon Dong-yoon, Président d'honneur de notre Congrès, pour ses conseils et son aide et surtout pour l'ouverture d'esprit avec laquelle il a, avec l'Administration qu'il dirige, fait siennes nos préoccupations.

Notre gratitude profonde s'adresse également à vos plus proches collaborateurs, M. le Vice-Ministre, Dr Kyong Sang-hyon, et le Directeur général des postes, M. Lee In-hak.

Nous vous prions, Monsieur le Ministre, de transmettre nos remerciements les plus dévoués à Son Excellence, le Président de la République de Corée, qui nous a fait l'immense honneur d'inaugurer personnellement le Congrès. Nous vous prions également de transmettre nos remerciements aux services de votre pays qui ont contribué au déroulement réussi du Congrès et du programme d'accompagnement.

Le Président du Congrès lui-même, notre ami Young-su Kwon, a joué un rôle déterminant dans la réussite du Congrès. Par sa conduite experte et circonspecte des négociations, par sa patience, sa tolérance, sa capacité à susciter un consensus, même pour les questions les plus délicates, il a toujours indiqué la bonne direction. De par son impartialité exemplaire, il est le modèle même d'un bon président. Monsieur le Président Kwon, par votre mode de gestion, vous avez rendu d'éminents services à votre pays qui vous a désigné à cette haute fonction, et surtout à l'Union postale universelle. Cela nous donne beaucoup d'espoir pour les cinq prochaines années, durant lesquelles, à la tête du Conseil d'administration, vous présiderez aux destinées de l'Union.

En vous remerciant, Monsieur le Président, nous remercions également votre charmante épouse, Mme Kwon, qui, discrète et silencieuse, vous a secondé dans votre fonction difficile.

Nous devons également des remerciements particuliers au Secrétaire général du Congrès, M. Adwaldo Cardoso Botto de Barros. Il a non seulement accompagné les réunions et les décisions de ses prises de position fondées, de ses conseils, de ses remarques et de ses considérations, mais il a également influencé les résultats des travaux de manière positive. Dans ce contexte, il faut également placer le rôle décisif qu'a joué son activité de guide entre les Congrès de Washington et de Séoul et au cours de laquelle le Bureau international, sous sa direction, a préparé la restructuration de l'Union postale universelle de manière si exemplaire que le Congrès a été en mesure de l'adopter rapidement. Malgré toutes les difficultés issues de la transformation de l'environnement dans lequel évolue l'Union postale universelle, malgré l'augmentation spectaculaire du nombre des membres et les exigences accrues qui en résultent pour le Bureau international et malgré encore tous les autres problèmes qui sont apparus pour l'Union, suite à la concurrence subie par la poste, le Bureau international a – une fois de plus – réussi avec bravoure l'épreuve du feu d'un Congrès postal universel.

A vous, Monsieur le Secrétaire général et cher ami, nous exprimons notre gratitude toute particulière pour cette prestation. Ces remerciements s'adressent également au Secrétaire général adjoint, M. Jaime Ascandoni, qui, fidèle et dévoué, vous a constamment épaulé dans l'accomplissement de votre mission de

même que tous les autres fonctionnaires et collaborateurs du Bureau international. Vous pouvez tous être fiers du travail que vous avez fourni pour l'Union postale universelle.

Monsieur le Secrétaire général, vous terminerez à la fin de cette année votre deuxième mandat de Directeur général du Bureau international et prendrez votre retraite. Ce n'est pas ici l'endroit pour honorer vos mérites à l'égard de l'Union postale universelle et de la poste internationale; cela est réservé à la manifestation qui sera spécialement organisée à l'occasion de votre départ. Mais laissez-moi au moins vous dire, au nom de toutes les personnes présentes, combien nous estimons votre activité à la tête du Bureau international et combien nous vous en sommes reconnaissants. Par vos activités de Président du Congrès postal universel de Rio de Janeiro de 1979, de Président du Conseil exécutif de 1979 à 1984, et de Directeur général du Bureau international, de 1985 à aujourd'hui, vous vous êtes pour toujours inscrit dans l'histoire de l'Union postale universelle à laquelle vous avez rendu d'éminents services.

J'adresse mes plus vives et sincères félicitations et mes meilleurs vœux à M. Thomas Leavey et à M. Moussibahou Mazou pour leur élection aux hautes fonctions respectives de Directeur général et Vice-Directeur général du Bureau international. Les tâches qui les attendent sont de taille et probablement les plus difficiles dans l'histoire récente de l'UPU. Que vous, Monsieur Leavey, qui assumerez à l'avenir toutes les responsabilités au nom du Bureau international puissiez réaliser la grande œuvre de réforme de l'Union avec l'esprit et la ferme conviction de vos ancêtres et l'achever avec le bon sens et l'optimisme propre à votre peuple.

Nous sommes également en grande admiration devant le travail fourni par le Secrétariat coréen du Congrès, dirigé par M. Kyo-Yong Lee. Préparer et tenir de nos jours l'assemblée générale d'une organisation aussi importante que l'Union postale universelle est une entreprise difficile et pleine de responsabilités. Cela exige les meilleures performances techniques et organisationnelles avant et pendant toute la durée du Congrès.

Les membres du Secrétariat national coréen et le reste du personnel coréen ont accompli ces missions avec beaucoup de compétence et un grand talent d'organisation. Mais ils les ont surtout accomplies avec une amabilité et un dévouement incomparables. Ils ont donc, de cette façon, également participé au succès du Congrès de Séoul et ont fait du séjour des participants un événement particulier.

Nous remercions la ville de Séoul pour tout le soutien qu'elle nous a apporté et qui a facilité la réalisation de ce Congrès, lequel portera désormais le nom de la ville de Séoul. Nous remercions également la ville de Kyongju pour avoir fait de notre excursion un événement inoubliable, ainsi que toutes les autres villes qui, à l'occasion de visites, de réunions et de manifestations nous ont aidés et soutenus.

Last but not least, permettez-moi de remercier l'Administration coréenne pour le programme des dames. Grâce à ce programme, les participants et participantes ont eu l'occasion de visiter de célèbres localités, des musées et des établissements artistiques, sans oublier la participation à des manifestations qui leur ont permis d'avoir une connaissance approfondie du pays et de sa population. Ils emporteront chez eux des souvenirs impérissables.

Pour terminer, permettez-moi, Mesdames et Messieurs, chers collègues, de vous dire encore l'honneur extraordinaire que représente pour mon pays, l'Allemagne, et pour moi-même, ma désignation comme Doyen de ce Congrès par la République de Corée. J'ai pu de cette façon, après plus de 30 années passées aux postes les plus divers du service postal international, atteindre un nouveau point culminant et vivre le couronnement de ma carrière professionnelle.

Je remercie l'Administration coréenne et mes amis coréens, au nom de mon épouse également, pour les attentions qu'ils nous ont manifestées, notamment pour l'événement important et la grande chance d'avoir été introduits dans leur culture unique.

Je vous souhaite à tous beaucoup de succès lors de la mise en application des résultats du Congrès dans votre travail quotidien. Je vous souhaite à vous et à vos familles une bonne continuation et beaucoup de bonheur pour l'avenir. Vive la poste! Vive la grande famille de l'Union postale mondiale!

(Applaudissements.)

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: Le Congrès de Séoul touche à sa fin. Il y a quatre semaines environ, nous nous sommes rencontrés dans cette salle pour la première fois, pleins d'espoir, avec la ferme volonté de trouver les meilleures solutions possibles pour les problèmes de la poste.

Nous avons été encouragés dans nos travaux par la présence, lors de notre séance inaugurale, de Son Excellence Kim Young-sam, Président de la République de Corée. Nous avons tous été touchés et marqués par ce geste et par ses paroles, traduisant l'engagement du pays hôte dans le développement de la collaboration postale internationale, moyen unique de rapprocher les hommes du monde entier. Je tiens à renouveler, ici, nos remerciements à Son Excellence de nous avoir ainsi honorés. Nous ne l'oublierons pas.

Cette ville dynamique de Séoul et ce beau pays qu'est la Corée, empreints de modernisme et de traditions ancestrales, étaient certainement le cadre propice à ce Congrès. Nos tâches, il est vrai, n'ont pas été toujours faciles. Nous avons dû travailler dur, mais je suis sûr que les résultats répondent à l'attente de la clientèle des services postaux internationaux.

Le bilan du Congrès est donc positif, grâce à vos efforts, à vos compétences professionnelles et à l'esprit d'ouverture qui vous anime. L'adoption de la Stratégie postale de Séoul, du nouveau système des frais terminaux, du système de planification stratégique et du budget-programme, de la poursuite du programme EDI et de plusieurs mesures visant à la restructuration de l'Union n'en sont que quelques exemples.

Le Congrès, conscient de la nécessité de rétablir les communications postales dans la péninsule coréenne, a aussi adopté une résolution qui charge le Directeur général du Bureau international de prendre les initiatives opportunes pour instaurer les échanges postaux entre la République populaire démocratique de Corée et la République de Corée. Il s'agit d'une tâche importante et délicate, à laquelle je consacrerai tous mes efforts, soyez-en sûrs. Cependant, pour ce faire, il me sera très important de pouvoir compter sur votre appui.

Le Congrès de Séoul arrive à sa fin, mais le travail continue car il vous faudra maintenant appliquer les décisions que vous avez prises. Les principes adoptés ici doivent inspirer notre activité à tous les niveaux, de sorte que les services postaux et l'Union puissent continuer à se développer au bénéfice de la clientèle.

Le succès du Congrès de Séoul n'est pas dû au hasard. Il est le fruit d'un travail préparatoire intense auquel se sont livrés les anciens Conseil exécutif et Conseil consultatif des études postales ainsi que le Bureau international. Permettez-moi d'ailleurs d'exprimer ici mes meilleurs vœux pour l'avenir des nouveaux Conseils d'administration et d'exploitation postale. Je profite de cette occasion pour me féliciter de l'attribution à M. Young-su Kwon de la Présidence du Conseil d'administration, ainsi que de l'élection de MM. Boris Boutenko et Keith Fisher en tant que Président et Vice-Président du CEP. Je suis sûr que sous leur direction les nouveaux organes mèneront à bien toutes leurs tâches.

La clôture du Congrès de Séoul revêt, pour moi, un aspect tout à fait particulier. En effet, c'est ici que je dois vous dire au revoir et, croyez-moi, il n'est pas facile d'exprimer l'émotion que je ressens. Je préfère donc vous parler de ma confiance dans l'avenir de la poste et de l'Union postale universelle, de mon espoir de voir la coopération entre les Administrations s'épanouir encore plus, de la joie de vous voir tous prêts à continuer à porter très haut le flambeau de la solidarité postale.

Le prochain Congrès de l'UPU se tiendra en République populaire de Chine. Je n'y serai pas, mais il me plaît de voir encore un pays en développement en tant que hôte de notre assemblée suprême. La politique des portes ouvertes de la région Asie et Pacifique ne peut que lui être bénéfique car c'est par ces portes qu'entrent le progrès et la croissance économique. Je vois là un signe supplémentaire du dynamisme de cette région, qui se place déjà parmi les puissances économiques de notre monde. En effet, le modèle asiatique de développement économique prouve qu'un pays n'a pas besoin de posséder d'énormes richesses naturelles pour progresser. Pour se développer, un pays doit surtout pouvoir compter sur ses ressources humaines, sur la discipline et la capacité de son peuple ainsi que sur la ferme volonté de ce dernier de surmonter tous les obstacles. Le service postal, par sa propre nature, doit participer et s'intégrer à ce développement.

Mes amis,

J'ai éprouvé un grand plaisir à travailler avec vous et je vous remercie de la confiance que vous m'avez toujours témoignée en me choisissant deux fois pour occuper le poste de Directeur général. Je tiens aussi à remercier mes collègues de la Direction, qui, pendant dix ans, ont travaillé avec moi, m'ont conseillé et ont formé un bloc solidaire pour la prise des décisions. Je remercie également tous les fonctionnaires du Bureau international, qui ont toujours travaillé avec dévouement, parfois même dans des conditions difficiles, pour accomplir leurs tâches.

A M. Leavey, qui me succédera, je souhaite beaucoup de bonheur et de succès. Je sais que, avec lui, le Bureau international sera dans de bonnes mains. Je suis sûr qu'avec ses capacités et le sérieux de son travail M. Leavey saura continuer à construire cette œuvre commencée par nos prédécesseurs: Montgomery Blair, Rowland Hill et le baron Heinrich von Stephan, créateurs de notre Union.

Il sera aidé dans l'accomplissement de ses tâches par M. Mazou, à qui je tiens à faire part de mon admiration. Par sa force de volonté et de caractère, par son travail honnête et consciencieux, il a gravi tous les échelons et a franchi tous les obstacles, en gagnant ainsi le respect du monde postal.

Je ne pourrais pas finir sans dire que si le Congrès de Séoul a pu délibérer dans une ambiance extrêmement propice, c'est aussi grâce aux efforts des Secrétariats coréen et de l'UPU et aux interprètes.

En tant que Directeur général du Bureau international, je tiens à remercier Son Excellence, M. Yoon Dong-yoon, Ministre des communications et Président d'honneur du Congrès qui, malgré ses multiples occupations, a toujours trouvé le temps pour suivre de près nos débats. Son Excellence a joué un rôle crucial dans la mise sur pied du Congrès de Séoul.

Je remercie aussi l'Administration postale coréenne pour l'organisation parfaite de cet événement. Le peuple coréen travaille intensément, non seulement parce que le développement de son pays lui tient à cœur, mais aussi parce qu'il désire participer au progrès économique et social de sa région. En réalité, ce que nous avons vu en République de Corée confirme le vieux dicton: «vouloir, c'est pouvoir».

Nous sommes ravis de votre accueil chaleureux, de votre gentillesse et de votre dynamisme. Nous garderons tous dans nos mémoires le souvenir de votre beau pays et de son peuple, si aimable et si diligent. Merci à vous tous qui avez rendu cette réunion possible et agréable.

Comme expression de notre reconnaissance, permettez-moi d'offrir aux personnalités qui ont particulièrement marqué ce Congrès une maquette en bronze qui est la réplique fidèle du monument de l'UPU situé au cœur de la ville de Berne, capitale de la Suisse, et siège de notre Union.

J'ai ainsi l'honneur d'offrir une de ces maquettes à notre Président, M. Young-su Kwon, dont les qualités et compétences ont trouvé leur pleine confirmation ici, à Séoul. Il a su conduire nos travaux de façon admirable, toujours avec efficacité, tact et courtoisie. Sa sagesse, alliée à une grande gentillesse, a marqué notre assemblée et a fait de lui la pierre angulaire de notre Congrès. En effet, c'est grâce à lui que nous sommes arrivés à bon port et, sous sa direction, les futurs travaux du Conseil d'administration ne pourront qu'être couronnés de succès.

La deuxième maquette est destinée au Dr Fritz Koller, notre Doyen, qui a si bien rempli les fonctions de représentant et de porte-parole de tous les délégués au Congrès. En plus, nous avons pu bénéficier de sa grande expérience des affaires internationales, de sa constante disponibilité et de son concours inestimable dans la recherche de solutions pour un certain nombre de questions importantes pour le Congrès.

Enfin, j'ai le plaisir d'offrir la dernière maquette à M. Jaime Ascandoni, Vice-Directeur général au Bureau international, qui nous quittera à la fin de cette année, en signe de notre reconnaissance pour son dévouement à la cause de l'Union. Tout au long de sa longue carrière, vouée au développement du service postal, M. Ascandoni nous a donné l'exemple, par ses qualités humaines et professionnelles, par le sérieux de son travail et par son intégrité.

Je vous prie de bien vouloir accepter ces maquettes comme témoignage de notre amitié, en signe de remerciement et comme symbole de l'esprit qui doit régner entre les services postaux du monde entier: unité, solidarité et universalité.

Avant de procéder à la remise des maquettes, je tiens à vous souhaiter à tous un bon retour dans vos foyers et mes meilleurs vœux pour votre avenir personnel et professionnel.

Je prie maintenant MM. Young-su Kwon, Koller et Ascandoni de bien vouloir recevoir leur maquette.

(Remise des trois maquettes.)

(Applaudissements.)

La JORDANIE: Je parle au nom de la Communauté arabe permanente des postes et j'admets que je n'avais pas tout à fait le droit de le faire. Le Ministre des postes syrien aurait dû parler à ma place. Il a parlé hier de l'attente des pays arabes et de leur espoir pour la paix. Permettez-moi de saluer M. le Président d'honneur du Congrès, le Président du Congrès, le Doyen, le Directeur général, M. Botto de Barros, le Vice-Directeur général, M. Ascandoni, le nouveau Directeur général, M. Leavey, et le nouveau Vice-Directeur général, M. Mazou. Je leur souhaite à tous plein succès.

Permettez-moi, Monsieur le Président, d'exprimer mes sentiments les plus profonds pour ce pays si extraordinaire, la Corée; cette Corée qui gravit les échelons de la gloire dans la région du sud-est asiatique. Nous sommes venus ici pour rencontrer un peuple dont nous avons beaucoup entendu parler avant

notre arrivée. Depuis le premier instant où nous avons posé le pied sur le sol coréen, nous avons commencé à comprendre que tous les oui-dire ne représentent qu'une toute petite parcelle de la vérité.

En conclusion, Monsieur le Président, je souhaite à l'Union, sous votre direction, sous celle de M. Leavey et de M. Boutenko, progrès et épanouissement. Alors que nous quittons la Corée aujourd'hui pour nos pays, permettez-nous d'emporter avec nous des vases remplis d'eau de ce pays pour nous rappeler la Corée et son peuple merveilleux. Je vous salue tous.

(Applaudissements.)

Le BRÉSIL: En qualité de chef de la délégation brésilienne je tiens, lors de cette séance de clôture du XXI^e Congrès postal universel, à m'associer à ceux qui ont exprimé leur gratitude à l'Administration et au peuple coréens pour le chaleureux accueil qu'ils ont réservé à tous les délégués. Je tiens également à exprimer notre reconnaissance et notre gratitude à M. Adwaldo Cardoso Botto de Barros, qui a dirigé, pendant les dix dernières années, le Bureau international de l'Union postale universelle.

Ayant accompli une tâche difficile, M. Botto de Barros a fait preuve, pendant cette période, d'un grand talent de négociateur et de médiateur, dans une organisation où l'on parle des dizaines de langues, qui rassemble plus de 180 pays et reflète une très grande diversité d'intérêts et de besoins à différents niveaux de développement.

Le Brésil se sent fier et honoré d'avoir eu M. Botto de Barros à la direction de l'UPU et remercie cet illustre Brésilien pour son travail remarquable à la tête d'un organisme d'une si grande importance pour toutes les nations.

On ne saurait négliger de souligner également l'important travail accompli par M. Jaime Ascandoni, Vice-Directeur général, toujours particulièrement dévoué à la cause de l'UPU.

Je tiens à signaler encore notre reconnaissance et encouragement à tous les fonctionnaires et aux autres collaborateurs du Bureau international qui font tout leur possible pour favoriser l'essor de l'Union.

Finalement, nous saisissons cette occasion pour féliciter MM. Thomas Leavey et Moussibahou Mazou de leur élection respectivement comme Directeur général et Vice-Directeur général du Bureau international, et pour réaffirmer aux nouveaux dirigeants de l'Union le but du Brésil de continuer à apporter son soutien sans réserve aux activités favorisant l'expansion des communications postales dans le monde entier et la consolidation de l'UPU en tant qu'organisme souple et efficace permettant aux Pays-membres de développer le secteur des communications, qui servira de cadre à une nouvelle révolution pour l'humanité: LA RÉVOLUTION DE L'INFORMATION.

(Applaudissements.)

L'OBSERVATEUR DE L'UPAP: En ma qualité d'observateur, je vous remercie de me donner la parole. Nous savons tous que la République de Corée a joué un rôle très important au sein de l'UPU.

A la suite de la décision prise lors du Congrès de Washington, Séoul est devenue la capitale de la poste mondiale. Par conséquent, la capitale de la Corée restera à jamais dans l'histoire postale la ville qui a accueilli le XXI^e Congrès et où l'UPU a fait l'objet d'une grande restructuration. Il ne fait aucun doute que les résultats obtenus au cours de cette réunion internationale seront à la mesure des efforts accomplis par votre pays.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de saisir l'occasion qui m'est donnée d'exprimer toute ma gratitude au Ministère des communications et à votre Gouvernement pour l'aide appréciable qu'ils ont fournie à notre Union.

Ainsi qu'il a déjà été précisé à votre Administration, l'aide que vous nous avez apportée nous a permis d'accomplir des progrès considérables dans la mise en valeur des services postaux sur notre continent en général, ainsi que de mettre en place et d'améliorer le service EMS en particulier.

Au nom des Pays-membres de l'Union panafricaine des postes et en mon nom propre, j'aimerais également saisir l'occasion qui m'est donnée de féliciter très sincèrement MM. Thomas E. Leavey et Mazou d'avoir été brillamment élus respectivement Directeur général et Vice-Directeur général du Bureau international et je souhaiterais aussi féliciter M. Botto de Barros et M. Jaime Ascandoni pour le travail de qualité qu'ils ont accompli et former des vœux de bonheur et de prospérité à leur intention.

Je tiens également à assurer au Bureau international que l'Union panafricaine des postes continuera comme par le passé à coopérer en vue d'atteindre les objectifs qui ont été fixés au cours de ce XXII^e Congrès, dans l'intérêt des postes du monde entier.

En conclusion, Monsieur le Président, j'aimerais exprimer encore une fois toute ma gratitude au Ministère des communications de votre pays et vous féliciter de l'efficacité avec laquelle vous avez su conduire les débats de ce Congrès.

(Applaudissements.)

Le PRÉSIDENT DU CEP: Permettez-moi au nom de mon Administration et en mon propre nom d'exprimer mes remerciements pour le grand honneur que vous m'avez témoigné en m'élisant Président du Conseil d'exploitation postale.

A la suite des discussions qui ont eu lieu à ce Congrès parfaitement bien organisé, nous avons pris en commun la décision de la restructuration fondamentale de notre Union, en vue de l'adapter aux nouvelles réalités pour faire une concurrence fiable aux opérateurs privés.

Le CEP jouera un rôle extrêmement important dans la nouvelle structure de l'Union. Beaucoup d'intervenants en ont longuement parlé lors des discussions.

J'en ai pleine conscience et j'envisage de présider le Conseil en profitant de l'expérience de toutes les Administrations postales et en procédant au libre échange de vues. En même temps, notre Conseil suivra infailliblement les directives données par le Congrès relatives à la nécessité de prendre des décisions d'une manière rapide.

Notre tâche essentielle consiste à moderniser le système postal, à étudier en profondeur les questions relatives au marketing, au règlement des comptes entre les Administrations, à la sécurité postale, pour n'en citer que quelques-unes, mais, à mon sens, il est indispensable de tenir dûment compte de deux facteurs dans nos travaux.

En premier lieu, il est primordial pour la plupart des pays du monde d'améliorer la qualité des prestations postales traditionnelles. Dans l'idéal, la qualité du service postal international devrait être identique dans tous les pays, car nos clients ne se soucient pas de connaître dans quel pays se produisent des retards d'acheminement des envois ou des pertes. Si la qualité n'est pas assurée, ils auront recours au service de nos concurrents.

Le deuxième facteur est que dans nos travaux nous sommes obligés de prendre en considération la nécessité impérieuse de maintenir l'équilibre entre les intérêts des pays développés et de ceux qui sont en développement.

Face à l'avenir, notre optimisme provient du fait que nous nous appuyons sur l'expérience accumulée par nos prédécesseurs tout au long de l'histoire de notre Union, la plus ancienne des institutions internationales, et sur l'amitié prodigieuse qui nous lie.

Lors du Congrès, la séance constitutive du CEP s'est déroulée en deux parties, au cours desquelles ont été élus le Président et le Vice-Président du Conseil, les Présidents et les Vice-Présidents des Commissions, ainsi que le Président du Groupe de travail de planification stratégique.

J'ai le plaisir de les citer:

La Grande-Bretagne a été désignée Vice-Président.

Commission 1 «Poste aux lettres»

Présidence: France

Vice-présidence: Portugal

Commission 2 «Colis postaux»

Présidence: Indonésie

Vice-présidence: Espagne

Commission 3 «Services financiers postaux»

Présidence: Egypte

Vice-présidence: Hongrie (Rép.)

Commission 4 «Développement des services rapides/à délai défini»

Présidence: Japon

Vice-présidence: Belgique

Commission 5 «Qualité de service»

Présidence: Brésil

Vice-présidence: Pays-Bas

Commission 6 «Marketing»

Présidence: Suisse

Vice-présidence: Afrique du Sud

Commission 7 «Développement télématique»

Présidence: Allemagne

Vice-présidence: Australie

Commission 8 «Modernisation»

Présidence: Canada

Vice-présidence: Singapour

Commission 9 «Développement postal et Stratégie postale de Séoul»

Présidence: Zambie

Vice-présidence: Mexique

Le Pakistan a été désigné à la présidence du Groupe de travail de planification stratégique du CEP. Les pays suivants ont été désignés membres de ce groupe: Portugal, Espagne, Egypte, Japon, Argentine, Afrique du Sud, Australie, Italie, Ethiopie et Nigéria.

En conclusion, j'aimerais dire que je suis fier de la confiance que vous avez accordée à mon pays, à l'Administration postale de Russie, à moi-même et je vous promets de mettre au service de notre cause commune toutes mes connaissances professionnelles et humaines.

(Applaudissements.)

Le LIBAN: J'ai tenu à prendre la parole avant de quitter mon sixième Congrès de l'Union postale universelle.

Je vous remercie en premier lieu, Monsieur le Président, pour ce grand succès et pour les efforts immenses fournis par vous-même et par vos collaborateurs pour la réussite de cet inoubliable Congrès comme en témoigne la Stratégie postale de Séoul.

Le destin a voulu que ma naissance coïncide avec la Journée mondiale de la poste et que j'adhère à la poste universelle, dont j'ai gravi tous les échelons, pour arriver à la tête de la pyramide dans mon Administration. Et voilà qu'aujourd'hui je me trouve parmi vous pour vous faire mes adieux, car après 44 années, mes fonctions prendront fin le 1er juillet 1995, et ce grand Congrès tenu à Séoul, capitale de la prestigieuse Corée, constituera ma dernière participation au sein des organes de l'Union postale universelle.

Si je suis encore dans le monde des vivants en 1999, je recevrai du XXIIe Congrès de l'UPU un message porteur des sentiments d'estime que je lui témoigne et du sentiment d'appartenance à cette illustre assemblée. J'espère pouvoir y répondre avec un cèdre sacré afin que l'éternel cèdre des sommets du Liban vienne entrelacer la célèbre muraille de Chine et que la senteur de son parfum embaume les vastes lieux à la veille du nouveau siècle, en tant que gage d'amour et de paix.

Durant les années de peine vécues par le Liban, l'UPU, avec à sa tête M. le Secrétaire général ainsi que l'ensemble de ses collaborateurs et avec l'appui du Conseil exécutif, a adopté une position mémorable et responsable que l'Administration postale du Liban n'oubliera jamais, car elle nous a permis de survivre, de poursuivre les nobles services postaux dans le but de lier tout ce qui a été détruit et d'établir le contact entre les Libanais éparpillés dans tous les coins du monde.

Notre Administration n'oubliera pas non plus les Administrations membres qui ont répondu à l'appel lancé par le Secrétaire général en lui octroyant l'appui, l'aide et les franchises nécessaires, car elles avaient ressenti les difficultés auxquelles elle devait faire face. Je vous remercie tous pour votre générosité.

Il est vrai que le Liban n'a pas eu la chance d'occuper un siège au sein du Conseil d'exploitation postale. Mais il est fier d'occuper au sein des deux Conseils et dans l'âme de leurs membres une position remarquable. Je saisis cette heureuse occasion pour les féliciter pour leur élection aux sièges des deux Conseils. La pause qui nous a été accordée nous permettra sans aucun doute de réorganiser notre Administration à la lumière des perturbations actuelles qui affectent le marché postal mondial. L'Administration postale libanaise a commencé lentement à récupérer la santé et à régler ses activités et ses comptes. C'est ainsi qu'elle a payé l'ensemble de ses cotisations à l'Union et a procédé au règlement des créances accumulées dans le but de respecter ses engagements pris auparavant. J'ai grand espoir et je suis convaincu que l'Union et ses organes continueront comme d'habitude à entourer l'Administration du

Liban d'une attention particulière afin qu'elle puisse redresser la situation et reprendre sa place dans le réseau postal international maintenant que la paix est revenue au Liban. Je la dépose entre vos mains loyales car c'est une partie intégrante de vous.

Je voudrais enfin, vous souhaiter à tous beaucoup de bonheur et un bon retour chez vous auprès de vos familles. Je souhaite à vos Administrations la réussite, le développement et le progrès dans le monde postal.

J'adresse en outre mes meilleurs vœux à vous-même, Monsieur le Président, pour une présidence sage et rationnelle du Conseil d'administration, ainsi qu'à M. Boutenko pour le Conseil d'exploitation postale. Nous avons reconnu en vous depuis longtemps votre savoir-faire et votre capacité à réagir.

Je souhaite de même à M. Leavey, le nouveau Directeur général et au Vice-Directeur général, M. Mazou, plein succès dans leurs nouvelles missions. Je n'oublierai pas non plus de présenter mes vœux les plus chaleureux aux Suisses qui m'ont fourni l'expérience en 1956 et qui ont des professeurs dont on peut être fier. Je souhaite à MM. Botto de Barros et Ascandoni une vie heureuse dans leur pays auprès de leurs familles. Mes meilleurs vœux vont aussi à l'ensemble des employés du Bureau international qui ont beaucoup facilité ma mission.

Je n'oublierai jamais de toute ma vie les traductrices et les traducteurs qui nous ont facilité le contact, ni les employés de l'Administration coréenne et du Secrétariat du Congrès, ni le peuple coréen. Je quitte votre grand pays en emportant les meilleurs souvenirs. Adieu et merci à vous tous.

Que la paix soit avec vous.

(Applaudissements.)

L'ALLEMAGNE: C'est pour moi un grand honneur de remercier la Corée pour le succès de ce Congrès. Tout d'abord, je remercie le peuple coréen pour sa gentillesse extraordinaire et j'insiste sur «extraordinaire». Cette gentillesse, nous en avons tous été témoins. C'est quelque chose que l'on ne rencontre pas partout et qui ne va pas de soi.

En tant que représentant de la République fédérale d'Allemagne, je voudrais vous dire que nous savons ce qu'est un pays séparé en deux. C'est pourquoi, nous voudrions souhaiter au peuple et au Gouvernement de la Corée une amélioration des relations avec l'autre partie de la péninsule coréenne. Nous espérons que vous aussi, vous aurez la chance de vivre, comme nous, la réunification que nous avons pu obtenir en 1990, avec l'aide de beaucoup de pays amis. Bonne chance.

(Applaudissements.)

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT: Comme vous pouvez l'imaginer, mon intervention d'aujourd'hui va bien au-delà d'un simple remerciement protocolaire pour cette jolie maquette du monument de l'UPU que je viens de recevoir. Celle-ci me rappellera toujours les années que j'ai consacrées au service postal international. Mais avant tout, c'est avec une intense émotion que je m'adresse à vous pour vous faire mes adieux à cet instant symbolique où s'achève ma longue carrière postale dont j'ai consacré les vingt-sept dernières années à l'activité internationale.

Je peux vous assurer que ce fut une étape de ma vie qui m'a permis de travailler avec beaucoup de joie au service de tous les organes de notre Union. J'ai toujours été convaincu que toute œuvre, grande ou modeste, ne saurait être

réalisée sans enthousiasme. Quant à l'UPU, elle m'a donné beaucoup de satisfaction aussi bien sur le plan professionnel que personnel, et je lui en suis profondément reconnaissant.

Du point de vue professionnel, elle m'a permis de couronner ma carrière par mon travail au Bureau international où j'ai pu contribuer à trouver des solutions aux problèmes qu'affronte tous les jours la communauté postale et sentir la solidarité qu'elle s'efforce d'entretenir. Sur le plan personnel, j'ai été honoré de l'amitié sincère des très nombreux collègues de tous les pays de l'Union, ce qui constitue la meilleure récompense que l'on puisse recevoir au cours d'une carrière internationale.

Je ne saurais faire autrement que d'évoquer les dix dernières années passées au Bureau international. Il a été pour moi très gratifiant d'avoir pu travailler au contact direct de collègues de différentes nationalités. Je saisis cette occasion pour les remercier tous de leur infaillible collaboration.

Je souhaiterais en particulier m'adresser au Directeur général, M. Botto de Barros, pour lui exprimer publiquement mon admiration pour la droiture et l'honnêteté avec lesquelles il a dirigé le Bureau international. Nul ne sait mieux que moi avec quel dévouement, avec quel intérêt et avec quel enthousiasme M. Botto de Barros a œuvré sans relâche au service de l'Union pour consolider l'UPU. Bien que son mandat n'ait pas été exempt de moments difficiles, d'écueils et de situations désagréables, son travail irréprochable a permis de concrétiser la transformation de l'UPU et d'introduire le système EDI au sein de notre Union. Mission accomplie! C'est bien ce qu'il peut se dire à présent.

Par la force des choses, le Bureau international continuera à jouer un rôle important dans la nouvelle structure de l'Union postale universelle. C'est pourquoi je souhaite beaucoup de succès dans l'exercice de leurs fonctions au Directeur général, M. Leavey, et au Vice-Directeur général, M. Mazou, récemment élus, et par la même occasion, je les félicite encore une fois de leur brillante élection.

Je m'associe très sincèrement à ceux qui ont félicité le Président du Congrès, M. Kwon, de la manière magistrale dont il a su conduire les débats. Nos collègues de Corée peuvent être satisfaits de l'organisation matérielle impeccable de ce XXII^e Congrès postal universel. Je suis sûr que le prochain Congrès, qui se tiendra à Pékin et dont j'ai eu l'honneur de connaître les locaux, sera également un succès. J'en félicite par avance la délégation de la Chine.

J'ai le grand plaisir de féliciter également notre Doyen, mon ami Fritz Koller, choisi pour assumer cette fonction pour son expérience et les qualités qui sont les siennes. Son travail a été impeccable.

Dans quelques instants, ce Congrès sera clos et nous commencerons tous à préparer nos bagages pour notre voyage de retour, en regrettant les bons moments passés en Corée. Pour ma part, dans quelques mois, je me rendrai en Espagne, mon pays d'origine, où je m'établirai et où tous mes amis savent qu'ils peuvent toujours compter sur moi.

Je conclurai en vous souhaitant à tous, Mesdames et Messieurs les délégués, observateurs, interprètes et membres du Secrétariat, beaucoup de succès dans vos activités professionnelles respectives, et en vous remerciant encore une fois du respect que vous m'avez toujours témoigné.

(Applaudissements.)

L'IRAN (RÉP. ISLAMIQUE): En cet important instant, je parle au nom de M. Kalampour, Président de l'Entreprise postale de la République islamique d'Iran. Je voudrais tout simplement remercier le peuple et le Gouvernement de Corée de leur très chaleureux accueil et de leur hospitalité. Je saisis cette

occasion pour remercier, au nom de ma délégation, tous les participants qui ont permis l'élection de la République islamique d'Iran au Conseil d'administration. Je voudrais enfin souligner que nous avons pu améliorer considérablement nos services postaux et que nous nous intéressons de très près aux techniques modernes. Pour ne pas vous lasser en citant tout ce que nous avons pu faire, je voudrais, Monsieur le Président, pour conclure, vous remercier d'avoir si bien géré les travaux du Congrès et vous souhaiter bonne santé et courage afin que vous restiez au service de la poste mondiale.

(Applaudissements.)

L'OBSERVATEUR DE L'UPAEP: Chaque Congrès de l'UPU marque une nouvelle étape dans l'histoire de l'évolution du système postal universel.

Un chapitre est clos et un autre commence.

C'est une histoire sans fin où des choses se terminent et d'autres commencent.

Je suis convaincu que le Congrès de Séoul a adopté des mesures très importantes qui nous préparent à un avenir qui s'annonce mouvementé.

Le Congrès de Séoul lui-même s'est déroulé dans le calme et la sérénité propres à l'esprit et à la personnalité de son Président. Mais nous commettrions une grave erreur en pensant que ce calme et cette sérénité sont dus au caractère bénin et anodin des mesures adoptées. Le Congrès de Séoul marque le début d'une étape extrêmement importante qu'il ne sera pas facile de franchir sans courir de risque. La poste qui nous est si chère aura maintenant plus que jamais besoin de profiter de notre sagesse, de notre sérénité et de notre impartialité. Il nous sera indispensable de lui apporter notre soutien avec abnégation et générosité.

Monsieur le Président, au nom des Pays-membres de l'UPAEP, je vous remercie vous, votre Gouvernement et tous vos collaborateurs de la magnifique organisation de ce Congrès et du chaleureux accueil que nos confrères coréens ont réservé à la famille postale universelle. Nous faisons nos adieux à M. Botto de Barros et à M. Ascandoni en transmettant toutes nos amitiés à ces personnes dont nous garderons un souvenir impérissable.

Nous accueillons chaleureusement nos amis Thomas Leavey et Moussibahou Mazou en leur assurant que nous sommes pleinement disposés à travailler à leurs côtés pour surmonter les problèmes difficiles qui nous attendent. Nous allons maintenant retourner dans nos pays respectifs et retrouver nos familles. Nous disons donc au revoir à M. Kwon et aux chers amis de Corée tout en les remerciant et en espérant les revoir bientôt. Merci.

(Applaudissements.)

L'ÉGYPTE: La délégation égyptienne adresse ses vifs remerciements à tous ceux qui ont participé activement aux travaux de ce Congrès. Nous remercions tout spécialement MM. Botto de Barros et Ascandoni ainsi que M. Kwon, le Président du Congrès. Nous adressons nos remerciements au Secrétariat coréen et au Secrétariat du Bureau international, aux interprètes et aux techniciens. Nous félicitons tous les pays élus au Conseil d'administration et au Conseil d'exploitation postale. Nos félicitations toutes spéciales vont à MM. Leavey et Mazou ainsi qu'à MM. Kwon et Boutenko; je leur souhaite plein succès dans l'accomplissement de leurs fonctions. Finalement, nous adressons nos meilleures remerciements au Gouvernement de Corée et au peuple coréen, un peuple qui est arrivé aux résultats magnifiques en si peu de temps, qui a réalisé des exploits extraordinaires à l'instar de tous les grands peuples du monde. A tous les délégués, nous souhaitons un bon retour dans leur foyer.

(Applaudissements.)

La CHINE (RÉP. POP.): Notre Congrès sera clos aujourd'hui. La délégation chinoise est sincèrement très heureuse de constater que ce Congrès a été une réussite absolue.

Nous sommes d'avis que si les travaux de ce Congrès ont été couronnés de succès, c'est avant tout grâce aux efforts conjugués des délégués et du pays hôte. Le personnel du Secrétariat coréen a toujours travaillé en étroite collaboration avec le Bureau international en vue d'assurer des services de qualité et d'offrir de bonnes conditions de travail à ce Congrès. Permettez-moi d'adresser nos remerciements à l'Administration postale de la Corée ainsi qu'au Bureau international de l'UPU. Nous souhaitons également remercier les interprètes qui ont travaillé d'arrache-pied.

Il existe un vieux proverbe chinois qui pourrait se traduire ainsi: «Voir, c'est croire». Nous n'avons pas seulement vu de nos propres yeux les magnifiques paysages de la Corée et les résultats d'un développement économique énergique; nous avons aussi constaté que le peuple coréen était chaleureux et hospitalier. Nous éprouvons le plus grand respect pour les mérites du peuple coréen et nous tenons à remercier le peuple et le Gouvernement coréens de ce qu'ils ont fait pour nous tous pendant notre séjour ici.

Grâce à la confiance et à l'appui de tous les délégués des différents pays ici représentés, la Chine a été choisie comme pays hôte du XXIIe Congrès de l'UPU. Nous vous remercions une fois encore de votre confiance et de votre appui. Nous sommes convaincus que grâce à l'aide et à l'appui de la famille qu'est l'UPU, l'Administration postale chinoise pourra tout mettre en œuvre pour faire du prochain Congrès un événement couronné de succès. Au cours du présent Congrès, la délégation chinoise a commencé les travaux de préparation du prochain Congrès et a notamment invité certaines personnes du Secrétariat coréen à lui faire part de l'expérience qu'elles ont acquise en préparant et en organisant le présent Congrès.

Avant que l'heure de partir ne sonne, la délégation chinoise tient à adresser à tous les délégués ses vœux de bonne santé et à leur souhaiter un agréable voyage de retour. Nous formons des vœux pour que les Administrations postales mènent à bonne fin la mise en œuvre de la Stratégie postale de Séoul. Nous nous réjouissons à l'idée de vous revoir tous à Pékin en 1999.

(Applaudissements.)

L'INDE: La délégation et l'Administration postale de l'Inde s'associent aux autres délégations pour exprimer officiellement leurs félicitations et leur profonde reconnaissance au Gouvernement et au peuple coréens, au Ministère des communications, au Secrétariat coréen et au Secrétariat du Bureau international pour la gestion réellement remarquable de ce Congrès. La chaleur et la grâce du peuple coréen nous laisseront des souvenirs extrêmement agréables. Le Congrès de Séoul a été très réussi dans tous les sens du terme. Il nous a ouvert de nouveaux horizons, permis de nouvelles attentes et donné de nouvelles orientations au développement postal. Nous sommes convaincus que l'UPU ira de succès en succès au cours des années à venir. Nous souhaitons plein succès à l'Administration dynamique de la République populaire de Chine qui accueillera le prochain Congrès. Nous voudrions dire officiellement combien nous apprécions les contributions de M. Botto de Barros, Directeur général, et de M. Ascandoni, Vice-Directeur général. Nous leur souhaitons bonne santé et prospérité à l'avenir. Nous félicitons M. Leavey, Directeur général élu, ainsi que M. Mazou, Vice-Directeur général élu, qui seront chargés de présider aux

destinées de l'Union et du Bureau international pour la période à venir. Pour conclure, je voudrais citer un proverbe affirmant que le monde entier réuni au sein d'une seule et même famille est l'exemple même d'une fraternité internationale. L'UPU est le symbole d'une telle fraternité.

(Applaudissements.)

La THAÏLANDE: La délégation thaïlandaise s'associe vivement à celles qui l'ont précédée pour exprimer toute sa reconnaissance au Gouvernement de la République de Corée d'avoir accueilli le XXII^e Congrès de l'UPU, dans cette belle ville de Séoul. Nous remercions également toutes les parties intéressées qui ont rendu ce Congrès possible. Je vous présente, Monsieur le Président, des remerciements tous particuliers pour avoir dirigé avec tant de compétence les travaux du Congrès et de les avoir mener au succès. Je saisis cette occasion pour féliciter M. Leavey et M. Mazou de leur élection aux postes de Directeur général et de Vice-Directeur général du Bureau international de l'UPU. Quant à la Thaïlande, elle continuera à participer activement aux activités de l'UPU et fera de son mieux pour lui apporter un appui constant.

(Applaudissements.)

M. LEAVEY, DIRECTEUR GÉNÉRAL ÉLU: J'exprime toute ma reconnaissance à M. Botto de Barros pour le rôle important qu'il a joué ainsi qu'au Vice-Directeur général, M. Jaime Ascandoni. Je remercie également le Bureau international pour tout ce qu'il a fait pour l'organisation de ce Congrès et pour tout ce qu'il a réussi à faire au cours de ces dernières années. Je m'engage à poursuivre cette bonne voie. Je sais que la tâche que j'assumerai n'est pas facile, mais j'ai un excellent exemple qui m'a été donné et que je peux suivre. Je suis sûr que l'UPU restera forte. Je vais m'engager à continuer cette œuvre en renforçant l'Union.

(Applaudissements.)

Le PRÉSIDENT: Grâce à votre participation active et à votre étroite collaboration, les travaux de ce Congrès ont été fructueux à bien des égards. Malgré le fait que notre calendrier de travail ait été ramené à 18 jours de travail, nous avons pu apporter des changements sans précédent et de grande envergure à la structure de notre Union. Mais comme nous savons qu'aucune structure ne doit se scléroser, nous avons également décidé de modifier la nôtre suivant l'évolution de nos besoins dans les années à venir.

Au cours de ce Congrès, j'ai entendu pratiquement chacun de vous. Vous avez parlé dans des langues différentes, avec des mots différents, mais vous avez tous exprimé la même idée de base.

Je vous ai entendu dire que nous devons reconnaître, une fois pour toutes, que nous sommes des professionnels et que notre tâche première consiste à offrir des produits de qualité à notre clientèle. Ce Congrès nous a permis de franchir le fossé qui sépare l'arène politique du monde des affaires.

Il s'agit là d'un résultat remarquable.

Un certain nombre de questions sensibles étaient inscrites à l'ordre du jour: frais terminaux, frais de transport aérien, répartition géographique spécifiée des sièges du Conseil d'exploitation postale, système linguistique de l'UPU, pour en citer quelques-unes seulement.

Mais nos discussions étaient placées sous le signe de la compréhension, du compromis et de la coopération. A mes yeux, cet esprit de coopération constitue la source d'énergie qui nous a permis de partir sur de nouvelles bases. Dans le cadre de cette solidarité, je vous demande de multiplier les activités de coopération technique de notre Union parce que c'est uniquement grâce à cette coopération que les pays en développement pourront acquérir rapidement une main d'œuvre qualifiée. Je le sais par expérience: lorsque j'avais une trentaine d'années, j'ai eu l'occasion de participer à des programmes d'assistance technique et à différents cours de formation à l'étranger, et ces cours se sont révélés utiles puisqu'ils m'ont permis de devenir ce que je suis aujourd'hui.

Il y a encore peu, nous examinions les résultats obtenus par notre Union au cours des dernières décennies, voire du siècle précédent. L'heure est maintenant venue de regarder devant nous. La Stratégie postale de Séoul, qui doit nous guider dans les prochaines années, nous incite à nous tourner vers l'avenir.

Et que sera l'avenir? Nous devons retrousser nos manches et nous mettre au travail, examiner en priorité de nombreux projets urgents, mettre en œuvre les décisions relatives aux frais terminaux, élargir le réseau EDI, obtenir d'autres fonds des organisations financières internationales pour réaliser les projets de développement postal, améliorer et intensifier la commercialisation de nos produits et services et multiplier les efforts visant à améliorer la qualité de nos services postaux.

Nous avons les moyens d'y parvenir. Nous disposons d'un Conseil d'administration rationalisé, d'un Conseil d'exploitation postale dynamique et d'une équipe dirigeante extrêmement compétente et motivée, composée de MM. Leavey et Mazou. Je leur adresse mes vœux de succès à la veille de leur entrée en fonctions.

En votre nom à tous, j'aimerais également remercier avec gratitude M. A.C. Botto de Barros, Directeur général, et M. Jaime Ascandoni, Vice-Directeur général, qui ont tous les deux consacré dix années de leur carrière à superviser les activités du Bureau international.

Avant que ce Congrès ne soit clos, je souhaiterais remercier tous ceux qui ont contribué à sa réussite. Je suis reconnaissant avant tout à M. Koller, Doyen du Congrès; aux dix Présidents de Commission, qui se sont si bien acquittés de leurs tâches dans des conditions de travail pénibles; aux quatre Vice-Présidents du Congrès; au personnel du Bureau international et à nos interprètes.

Et nous sommes tous redevables aux membres du Secrétariat coréen qui ont travaillé sans relâche pendant ces trois semaines et demie.

Enfin, j'aimerais exprimer à tous les délégués ici présents ma gratitude pour le soutien qu'ils m'ont apporté. Sans leur compréhension et leur coopération, je n'aurais pas pu assumer la présidence de ce Congrès. Je leur en suis extrêmement reconnaissant.

L'heure est maintenant venue pour moi de prendre congé de vous et de vous souhaiter un agréable voyage de retour.

(Applaudissements.)

Le PRÉSIDENT: J'approuverai au nom du Congrès les procès-verbaux des 12^e à 16^e séances plénières.

La séance est close à 14 h 05.

Au nom du Congrès:

Le Président,
Young-su Kwon

Le Secrétaire général,
A.C. Botto de Barros

Le Secrétaire,
L.L. Fernandes Pinheiro

Rapports de la Commission 1

Première et deuxième (dernière) séances

Jeu­di 25 et mer­cre­di 31 août 1994

Pré­si­dence de M. B. Borkowski, Pré­si­dent

1. La Commission de vérification des pouvoirs s'est réunie les 25 et 31 août 1994 sous la présidence de M. B. Borkowski (Pologne (Rép.)).

Pour la première séance, tous les membres de la Commission étaient présents, à savoir: Pologne (Rép.) (Président), Equateur (Vice-Président), Espagne (Vice-Président), Tunisie (Vice-Président), Chili, Emirats arabes unis, Ethiopie, Guinée équatoriale, Irlande, Singapour et Slovaquie.

Pour la deuxième séance, tous les membres de la Commission étaient également présents.

Le Secrétariat a été assumé par M. C. Langheld, Conseiller supérieur, M. A. Mathur, Conseiller adjoint, Mme O. Tomić et M. Y. Karikomi, Premiers secrétaires, tous du Bureau international.

2. Le Président a rappelé que la Commission a la tâche d'examiner les pouvoirs des Pays-membres conformément aux dispositions de l'article 3 du Règlement intérieur des Congrès. Cette tâche consiste, d'une part, à examiner si les pouvoirs sont en bonne et due forme et, d'autre part, à en apprécier la portée.

3. Au cours de la première séance, le Président a informé la Commission que quarante-cinq minutes avant le commencement de la réunion, il y avait 127 pouvoirs et 5 procurations déposés. Sur les 127 pouvoirs déposés, 119 comportaient les droits de délibérer, de voter et de signer les Actes, tandis que 8 ne comprenaient pas ce dernier droit. Il a également informé la Commission que le Secrétariat n'a pas eu de problèmes majeurs avec les pouvoirs déposés, et qu'il a pris les mesures nécessaires pour contacter les délégations dont les pouvoirs posaient des problèmes.

4. Au cours de sa deuxième et dernière séance, le Président a informé la Commission qu'une heure avant le commencement de la réunion, il y avait 145 pouvoirs et 6 procurations déposés. Sur les 145 pouvoirs déposés, 138 comportaient les droits de délibérer, de voter et de signer les Actes, tandis que 7 ne comprenaient pas ce dernier droit, ce qui était voulu dans plusieurs cas.

5. On peut considérer qu'au total 151 pouvoirs sont en bonne et due forme (y compris les 6 procurations) et que seulement 7 pouvoirs ne comportent pas le droit de signer les Actes.

6. Il est à signaler que, juste après la dernière réunion de la Commission 1, cinq pays ont déposé leurs pouvoirs:

- République d'Afghanistan
- Belgique
- Royaume du Cambodge
- République démocratique de Madagascar
- République des Philippines

ce qui porte à 156 le nombre des Pays-membres dont les pouvoirs sont en bonne et due forme et à 8 le nombre des pouvoirs qui ne comportent pas le droit de signer les Actes.

7. Sur les 33 pays restants:

a) Les 26 pays suivants ne participent pas à l'heure actuelle aux travaux du Congrès:

- République populaire socialiste d'Albanie
- Antigua-et-Barbuda
- République d'Azerbaïdjan
- République de Bosnie-Herzégovine
- République fédérale islamique des Comores
- République de Guinée-Bissau
- République d'Haïti
- République d'Iraq
- Jamaïque
- République du Kirghizistan
- République de Kiribati
- République démocratique populaire lao
- République de Moldova
- République du Nicaragua
- République fédérale du Nigéria
- République d'Ouzbékistan
- République populaire démocratique de Corée
- République rwandaise
- Saint-Vincent-et-Grenadines
- République démocratique de Somalie
- République du Tadjikistan
- République de Trinité-et-Tobago
- Turkménistan
- Tuvalu
- République fédérale de Yougoslavie
- République du Zaïre

b) Les 7 pays suivants participent aux travaux du Congrès, mais le Secrétariat n'a reçu aucun pouvoir des autorités compétentes:

- République populaire d'Angola
- République de Colombie
- République dominicaine
- République du Guatemala
- (Al) Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste
- République démocratique de Sao Tomé-et-Principe
- République de Vanuatu

Conformément à l'article 3, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès, ces derniers pays ne seront plus autorisés à voter à partir du moment où le Congrès aura approuvé le présent rapport et aussi longtemps que la situation n'aura pas été régularisée.

8. Le Congrès est prié d'autoriser le Président de la Commission 1 à reconnaître les pouvoirs qui pourraient parvenir plus tard et d'en informer ultérieurement le Congrès.

9. La liste des pouvoirs examinés par la Commission 1 fait l'objet de l'annexe 1 au présent rapport. Les 5 pays cités au paragraphe 6 font l'objet de l'annexe 2. Une liste des procurations déposées figure à l'annexe 3.

Séoul, le 2 septembre 1994

Au nom de la Commission:

Le Président,
B. Borkowski

Le Secrétaire,
C. Langheld

Le Secrétaire adjoint,
A. Mathur

L'Assistant,
O. Tomić

L'Assistant,
Y. Karikomi

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République d'Afghanistan		
République de l'Afrique du sud	MM. JORDAN Z. P. VAN ZYL A. VAN LOGGERENBERG J. H. MASSON D. JOUBERT W. M. VAN EEDEN G. J. C. MACKAY P. R. HUDDLESTONE P. F. GOBIND R. Mme ZAMA L.	
République populaire socialiste d'Albanie		
République algérienne démocratique et populaire		MM. ALLAN A. GHAWALMI M. YOUNSIOUI A. NADRI O.
République fédérale d'Allemagne	MM. BÖTSCH W. PFEFFERMANN G. O. MOHR U. ENGELKE H. GREINER D.	MM. ZUMWINKEL K. WOHLFART R. ERNST E. DÖRKEN U. R. SCHNEIDER G. NITSCH H. SCHEURLE K.-D. REICHLE G. SCHAUER U. VON BORZESTOWSKI A. LEINUNG H.-F. WOLFFGRAMM G. VOGEL-CLAUSSEN W. GÄRTNER H.-U. GOMPF G.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République fédérale d'Allemagne (suite)		MM. STEGMÜLLER G. HABERL J. WINTER K. Mme PLEYER K.
Etats-Unis d'Amérique	MM. RUNYON M. LEAVEY T. COUGHLIN M. HENDERSON W. LANEY J. T. KARTMAN C. CARAVEO J. HUNTER K. PORRAS R. Mme REGAN D. M. REGAN M. Mme MULLIN K. MM. IANNI J. MCFADDEN K. TAYMAN W. HANNEY J. ADAMS J. HENGST R. ALVIS W. GRANDJEAN W. HILL D. Mme GRINA T. M. DELEHANTY D. Mmes EMERSON L. WITTMAN E. MM. ZORN R. MAHER J. RIPLEY J. JAFFER A. MCAFEE P. Mme GILROY C. M. JOHN Y.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République populaire d'Angola		
Antigua-et-Barbuda		
Royaume de l'Arabie saoudite	MM. KAYAL A. D. BANAJAH S. H. SAMOUN A. M. SHANKITY M. A. AL-OTAIBI K. M. MUAMENAH A. R. A. AL-FAISAL F. F. ZAMZAMI N. A. H.	
République argentine	MM. GRISANTI H. H. LAPSENSEN J. T.	MM. CASTANON A. J. CAPDEVILA J. G. REY ORDONEZ J. E. EGUREN A. C.
République d'Arménie	MM. TCHITETCHIAN V. POGPATIAN G.	
Australie	M. HUTCHINSON M. J. Mme STEPHENSON E. M.-A. M. WILLIAMS M. G. D.	MM. JOHN G. T. GROSSER C. J. MCKEOWN K. J. S. FRANK P. A SMART P. J. MCSWEENEY B. G.
République d'Autriche	MM. LAZNOVSKY E. KRATZER H. Mme BURIANEK P. M. ROSSI W.	M. KROTTENMÜLLER G. Mme WEINBERGER M. C.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République d'Azerbaïdjan		
Commonwealth des Bahamas	M. SAUNDERS J. V.	
Etat de Bahrain	M. MATTAR A. E.	M. AL-DALLAL F. A.
Bangladesh	MM. ISLAM T. CHOWDHURY A. M. RAHMAN A. K. M. F. AHMED S. BHATTACHARYYA S. K. AKHTARUZZAMAN A.	
Barbade	MM. GREAVES P. M. NILES H.	Mme LEACOCK F.
République du Bélarus	M. VALASHCHUK V.	
Belgique		
Belize	MM. GREAVES P. M. NILES H.	Mme LEACOCK F.
République du Bénin	MM. AGNAN B. SALIOU L. GOUHIZOUN B. AGASSOUNON C. C.	
Royaume de Bhoutan	MM. DORJI L. LHENDUP G.	MM. TSHERING G. BISWA B. M.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République de Bolivie	MM. GUMUCIO SUAREZ W. VELASQUEZ LIZARAZU J.	
République de Bosnie-Herzégovine		
République du Botswana	MM. MOATSHE M. J. M. GABARAANE D. R. JAYAWARDENA B. H. S. MOLALAPATA L. M. S. MOLEMA I. O.	
République fédérative du Brésil	MM. DE ALMEIDA A. C. GUERREIRO R. N.	M. SALMERON R. G. Mme DA SILVEIRA V. A. MM. CHIODELLI M. O. NEVES L. S. LEQUES R. B. G. SALMORIA D.
Brunei Darussalam		MM. SULAIMAN D. H. Z. B. H. RAHIM D. P. H. I. B. H. A. BULAT B. B. H. LAKIM M. M. B. H. TAMAM T. B. H. BAKAR H. M. B. H.
République de Bulgarie	MM. MARKOV V. IOSSIFOV L.	Mmes HRISTOVA S. STOYANOVA L. MM. RADENKOV I. DOTCHEV B.
Burkina Faso	MM. SOMDA N. C. BONCOUNGOU R. L. TOURE Y. BAMOUNI O.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République du Burundi	Mme KAYIBIGI A.	
Royaume du Cambodge		
République du Cameroun	MM. MEDJO M. NDONGO P. MBALA E. E. YOUNOUSS D.	
Canada	MM. DINGWALL D. C. MCINENLY P. T. HALPIN G.	MM. FALLU A. RAYNAUD P.
République du Cap-Vert	M. MARCIANO ALMEIDA H.	
République centrafricaine	MM. SALAMATE J. NDOMONDJI A.	
Chili	MM. UGARTE JORDANA J. I. FELMER KLENNER M. HERRERA CARRENO O. E. MANRIQUEZ PEARSON C. R.	
République populaire de Chine	MM. LIU P. ZHANG G. LIU H.	MM. YU P. WU Y. CONG Y. QU D. FENG Y. SU B. ZHANG G. Mmes CUI G. ZHENG L.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République de Chypre	M. ANTONIOU M. N.	
République de Colombie		
République fédérale islamique des Comores		
République du Congo	Mme LIPOU-MASSALA A. M. OBINDZA J. Mme MBOBI J. MM. BISSILA M. AWAMOUE AMIOTH P. MABILA-DAMBA Mme MABIALA L.	
République de Corée	MM. YOON D. Y. KYONG S. H. HAM M. C. LEE I. H. KWON Y. S. RHEE B. K. PARK Y. I. LEE J. S. JUNG H. S. KIM D. S. LEE K. Y. KIM S. Y. PARK H. N. JOO E. B. KANG D. Y. JUN C. O. SUH K. E. HAHN C. K. PARK C. H. YU J. H. LEEM J. T.	MM. RHO W. J. LEE D. G. KIM Y. P. HAM C. Y. KOH D. H. KIM Y. D. RAH B. W. Mlle KIM J. M. M. KIM H. K.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République de Corée (suite)	MM. CHOI Y. H. SUH J. I. CHOI J. Y. YOO K. Y. PARK N. I. CHEONG J. S. KIM J. M. NOH Y. K. CHAE S. R. LEE C. H. KIM I. H. Mlle LEE W. J. MM. YOO C. K. CHUNG J. C. JANG M. S. AHN E. S.	
République de Costa-Rica	Mme MADRIGAL ARGUEDAS M.	M. ALVARADO QUESADA M. V.
République de Côte d'Ivoire	MM. AKELE E. LOGBO A. AKA B. L. B. YOFFO A.	
République de Croatie	MM. FILIPOVIC D. PERAK M. SEYER B.	
République de Cuba	MM. ALFONSO PEREZ O. D. J. PEREZ ORDAZ D. S.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Royaume de Danemark	MM. ISRAELSEN H. NIELSEN A. KNUDSEN E. PEDERSEN K. B. THOMSEN T. YDE-ANDERSEN F. HANSEN H. A. MADSEN T. W. HANSEN M. T. THAARUP-HANSEN C.	
République de Djibouti	MM. WAISS E. O. ISMAEL A. M.	
République dominicaine		
Commonwealth de la Dominique		MM. SIBBICK D. D. COTTON-BETTERIDGE J. FISHER K. T. Mme SANTRY E. J. MM. FERGUSON G. LLOYD A. Mlle GIVANS P. MM. COCKBURN B. ROSE C. N. ROBERTS D. KING P. K. GOSS M. Mme HOLMES J. M. M. BOULTON P. Mme LEWIS S. A. MM. MORSE M. E. N. DOYLE A. KALLA-BISHOP C. Mme PARROTT K.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République arabe d'Egypte	MM. AMER METWALI O. KHELOSSI HASSAN R. Mme MOHAMMED KHALIL S.	
République de El Salvador		Mmes RENDEROS DE HERNANDEZ L. E. PENA B. R. I.
Emirats arabes unis	MM. BOU HASSAN A. S. AL SHARHAN M. S. AL-GHARBI K. O. BAL HAJ Y. M. AL MULA GHAETH F. M.	
République de l'Equateur	M. PAZMINO VALENCIA C.	
Erythrée	M. WOLDEMIKAEL T.	
Espagne	Mme SALGADO MENDEZ E. M. EGUSQUIZA MACHADO L. Mme PETREMET RODRIGUEZ M. J. MM. SANCHEZ VALLE J. MORRO VILLACIAN J. I. ROBLEDO BLANCO M. Mme CIFUENTES CIFUENTES R. MM. GONZALEZ SAN AGUSTIN F. DE FRUTOS GIL J. COLLADA ZABALA J. L. ARGENTE HERNANDEZ A.	
République d'Estonie	MM. NAESTEMA T. TOELEID T.-J.	M. BLOMQWIST C.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Ethiopie	Mme RETA L. M. DERESSA K.	
Fidji	MM. BOMANI E. TIKOIMALEYA F. PRASAD S. S. S.	
République de Finlande	M. PALONEN V. Mme ERO L. MM. VENNAMO P. SAVIAHO A. KARHULAHTI J. ALLARDT J. Mme KALTER A.-M. MM. TRÄSKMAN C.-G. BLOMQVIST C. Mmes VUORINEN A. MAANAVILJA P.	
République française	MM. BRESSOT J. LASSERE B. DARRIGRAND A. LEJEUNE M. LUCIANI J. Mme BATIFOL M. MM. BODET J.-P. BOURMAUD C. DAYAN E. ELLEC J.-P. Mme FILIPPINI M.-J. M. FORCEVILLE J.-P. Mme GERARD V. MM. LABORDE F. LEVREY Y. LIMAT R. LOPINOT D. MASSON P.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République française (suite)	Mme MASSONNET E. MM. MEYNIE G. PAPPALARDO J. Mme SANTONI M. -T.	
République gabonaise	MM. MIHINDOU MI NGUIMBI J. NGUEMA-ALLOGO A. IKAMBOUYAT-NDEKA R. POATY-DITENGOU B.	
Gambie		MM. TAMBEDOU M. CEESAY M. JOHN C.
République de Géorgie		MM. BOULGAK V. B. BOUTENKO B. P.
République du Ghana	MM. SALIA E. K. KWAKYE E. A. ADU-BOAHEN I. DERRY N. N. Y.	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man	MM. SIBBICK D. D. COTTON-BETTERIDGE J. FISHER K. T. Mme SANTRY E. J. MM. FERGUSON G. LLOYD A.	Mlle GIVANS P. MM. COCKBURN B. ROSE C. N. ROBERTS D. KING P. K. GOSS M. Mme HOLMES J. M. M. BOULTON P. Mme LEWIS S. A. MM. MORSE M. E. N. DOYLE A. KALLA-BISHOP C. Mme PARROTT K.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Mme SANTRY E. J MM. FERGUSSON G. LLOYD A.	
Grèce	MM. IOANNIDIS P. GOUMAS G. Mme PROTOPSALT I Z.	MM. MANTAS A. XENELLIS E. Mme PARCHA A. MM. ADAMOPOULOS G. PAPADIMITRIOU D. DIAMANTIS C.
Grenade	M. ROBERTS L.	
République du Guatemala		
République de Guinée	MM. DIALLO A. I. ZOUMANIGUI N. CAMARA M. L.	
République de Guinée-Bissau		
République de Guinée équatoriale	MM. ONDO MITOGO P. OBAMA MIBUY A.	
Guyane	MM. NOBLE E. HAMLET C.	
République d'Haïti		

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République du Honduras	MM. BOQUIN V. G. OMAR CUEVA H. SOLANO DAVILA N.	
République de Hongrie	M. BÖLCSKEI I. Mme TATH J.	MM. DOROS B. OLAH L. CSERNAK E. MOLNAR C. Mme GYARMATI I.
Inde	MM. OJHA S. P. RAO M. N. S.	MM. RAM S. BHUPATRAY OZA B. MAHALIK S. C. RAJAMANI G. S. RAY D. SINGH A.P.
République d'Indonésie	MM. PURAWIDJAJA D. HUTAGAOL S. M.	MM. MARSOEDI HADIPRANOWO S. RUSTAM S. SIRAT D. WIDODO M. AL RASYID H. SOENANDA M. A. YUSUP E. BAHARUDDIN Y. A. KAIZIR Z. SUSILO J. B. SAKSONO CHOLID M. WARDOYO N. S. SOFYAN A.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République islamique d'Iran	MM. GHARAZI S. M. MALEKI-TABAR M. NASER-SARRAF M. K. NOFARASTI Z. KARAM-POUR M.	MM. NEJAD M. B. M. DEHKORDI S. S. ALIZADEH G. H. K. NAIMI R. MANSOUR D. A. SHAHROKH M. DJAVADI A.-A. HASSAN-ZADEH M. DEHGHANI Y. SEPAHI E. HAJI-TEHRANI M. SHAFIEE B.
République d'Iraq		
Irlande	MM. LUMSDEN J. RYAN P.	MM. SHERIDAN M. CULLEN A. SAMMON G. FARRELLY C. SMYTH P. E.
République d'Islande	MM. TOMASSON O. KRISTJANSSON H. S. BJORNSSON G. JULIUSSON R. GUNNARSSON G. H. S.	
Israël	M. LEVIN R. Mme EDERY F.	MM. NAIM A. HABIB H. MANSURY A. KRITH-MAN Y. BAR-MAG H. GONEN I. Mmes HARARI M. SERFATY R.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Italie	MM. MARTINI G. LEGGIO A. Mme DAMIA G. M. GAMBACCIANI F.	MM. GASPERI A. AMARI A. Mmes CORATELLA F. RESTANO E. MICELI A. M.
(Al) Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste		
Jamaïque		
Japon	M. YAMASHITA S.	MM. OIDE S. SHIGETA H. KATO T. KUSUDA S. OIDA K. UTSUMI Y. YASUOKA H. KAWAMURA Y. OKAYAMA H. TAKAHASHI M. WATANABE K. INOUE K. BANDO M. NAKAMURA K. TANIKAWA J. OTSUKA S. UCHIDA H. FUJIOKA T. KATO T. DENISHI S. TOKUSHIGE M. TSUCHIYA M. MIYAJI A. TANAKA Y. KOBAYASHI Y. HIRAMOTO M.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Japon (suite)		MM. HAYASHI T. MATSUO T. SASAKI H. TAKESHITA T. KONDO M. UTSUMI F. OKADA N. OMORI S. TAKAKI T. KOYANAGI M. TABATA H. TAKASU H. Mlle OGINO M.
Royaume hachémite de Jordanie	MM. AL QUDAH H. ABU SHAMA F. KAHWAJI M. Z.	
République du Kazakhstan	M. BAZYLOV K.	MM. JAZYKBAEV A. TAJIEV A. BEKJANOV O. B.
République de Kenya	M. MOROGO W. C.	MM. CHEMAI S. K KITHINJI G. ROTICH J. T. MADZAYO S. M. Mme MALUKI S. K. MM. HUSSEIN B. A. KAVINGUAH F. Mmes MASAVIRU R. A. AMIR N. A.
République du Kirghizistan		

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République de Kiribati		
Kuwait	MM. AL-HAQQAN S. A. AL ASOUSI S. A. AL WESAIS A. K. MOHAMMAD F. A. AL SAQER S. A.	
République démocratique populaire lao		
Royaume du Lesotho	M. MOREMOHOLO T. K. Mme RAMAEMA M. M. KHOMONNGOE P. R. N. Mmes HADEBE H. M. MOTHIBELI G. M. M. MAKARA M. N. Mlle MOKHETHI A. K.	
République de Lettonie	M. DROISKIS A.	
L'ex-République yougoslave de Macédoine	MM. SUNDOVSKI J. CAMUROVSKI D. GINOVSKI I. BOSKOVSKI Z.	MM. SETLOV N. KAPUSEVSKI R. Mlle POPANTOSKA T.
République libanaise	M. TABBARAH O.	M. ABI SEMAAN P. F.
République de Libéria	MM. DOBOYOU J. K. WLEH K. G.	
Principauté de Liechtenstein	MM. REY J.-N. WACKER W.	MM. CORDEY M. RÖTHLISBERGER F. BERSSET J.-M.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Principauté de Liechtenstein (suite)		MM. BARBEY C. RENGGLI J. MÜLLHAUPT R.
République de Lituanie		M. DROISKIS A.
Luxembourg	MM. SCHUH P. TOUSSING E. KIHN P. Mlle KELLEN S.	
République démocratique de Madagascar		
Malaisie	M. VELLU D. S. S. Mlle SABIRIN N. M. AHMAD I.	Mme BASRI F. N. H. MM. BAN C. T. ZAINOL MAHMOOD T. S. D. KRISHNAN C. KUAN P. L. S. SHAZILI A. M. A. ALAWDIN S. M. H. BAKAR M.
Malawi	MM. CHIZUMILA C. C. MIJIGA S. J. F. S. KULUWANI M. C. NAMADINGO A. W. LUNDU W. M. CHIUSIWA J. M.	
République des Maldives	M. SOLIH M.	M. ZAHIR A. Mmes ABUBAKURU Z. WAHEEDA F.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République du Mali	M. TOGOLA L.	
Malte	MM. FRENDU M. SAMMUT A. ENGERER R. HABER F. Z.	
Royaume du Maroc	M. AKALAY M.M.	MM. AOUIJIL M. OUGMENSSOR O. AIT HSIKO A. OUHADDOU A. Mme EL HASSANI F. MM. ABOUHANIFA M. ISMAILI R.
Maurice	M. DYALL M.	
République islamique de Mauritanie	MM. BOUCEIF M. O. ABDI J. O. DIOMBAR D. BRAHIM M. M. O. AHMED S. A. O.	
Etats-Unis du Mexique	MM. URIBE CASTANEDA M. ALDANA MARGAIN J. MILLAN GONZALEZ R.	
République de Moldova		
Principauté de Monaco		Mme CASTELLINI R.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Mongolie	MM. SANDALKHAN R. URJINKHUNDEV P. Mme PUREVSUREN B.	MM. TOUGSOU D. RADNAABAZAR G.
République populaire du Mozambique	MM. GUEBUZA A. E. LOUSA R. MURIMA P. FOQUIÇO S. SUMINE M.	
Union de Myanmar	MM. TIN WIN HLA ZIN Mme MRA HNINZI	
République de Namibie		M. ERASMUS G. P.
République de Nauru	MM. DETENAMO V. HARRIS R.	
Népal	MM. GACHCHADAR B. K. UPADHYAY R. C.	
République du Nicaragua		
République du Niger	M. LABO A.	MM. NAMEOUA D. MATO A. DJIBRILLA A.
République fédérale du Nigéria		

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Norvège	MM. SANDERUD P. SEEGER B.	MM. THORSTENSEN E. PETTERSEN B. F. RENOLAN A. HURLEN J. AARAK T. Mme TVIBERG B. M. THORMODSRUD T.
Nouvelle-Zélande	MM. PERKINS R. EVANS B. TOIME E. MOWBRAY C. BENNETT J. CURRAN M. WATERS G.	
Sultanat d'Oman	M. AL-BALUSHI A. B. S. B. A.	MM. AL-ZARAFI Q. B. Y. B. AL-QUBTAN T. B. A. B. AL-BALUSHI S. B. M. B. A.
République de l'Ouganda	MM. NASASIRA J. M. MUNYARUGERERO A. M. KAFFERO J. T.	
République d'Ouzbékistan		
République islamique du Pakistan	MM. KHAN A. N. ASGHAR M. KHAN N.	
République de Panama	Mme JAEN DE LA ROSA E.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Papouasie – Nouvelle-Guinée	Mme BOGARI L. MM. WAGAMBIE J. P. TAUREKA I. TULIN T. NAKMAI C. S. LAUA J.	
République de Paraguay	MM. PICCININI SOERENSEN H. RAMIREZ MENDEZ E. CABALLERO J. S.	
Pays-Bas	MM. DRIEDONKS A. G. M. AERTS G.	M. SCHEEPBOUWER A. J. Mme BOS C. S. MM. BRONKHORST W. L. EMBRECHTS A. J. A. Mme BOUMA-SCHNEIJDER J. J. MM. DE JONG W. JONGSMA T. DE LEEUW P. A. H. ODINOT P. VAN DE WEERT L. VERSPRILLE J. F. W.
Antilles néerlandaises et Aruba	MM. PETERSON G. M. GALMEIJER R. H. Mme GITTENS D. G. M. SCHOOP O. L.	
République du Pérou	MM. ACUNA DEL SOLAR V. PEDRAZA SIERRA W. MORILLO Z.	
République des Philippines		

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République de Pologne	MM. POPIOLEK S. SZERMANOWICZ G. KIEWICZ T.	M. CZAPLEWSKI R. Mme DUNASZEWSKA M. → MM. OSINSKI J. BORKOWSKI B. SLOMSKI R. Mmes ALAMA M. ADAMSKA A.
Portugal	MM. DE ALMEIDA LEITE M. G. M. MENDES F. DE ALMEIDA R. TRONI J. A. DE ALMEIDA J. I. S. Mme JACINTO D. M. J. M. DE ANDRADE S. Mme TAVARES I. MM. PEREIRA L. G. CARETO J. F. Mmes FONSECA A. ESTEVES T. S. MM. MARTINS C. LOPES C. R. Mmes ALMEIDA M. D. L. NIM CHI R. C. MAN K. U.	
Etat de Qatar	MM. MUFTAH A. J. AL MURAIKHI S. K. AL-MOHANNADI A. A.	
République populaire démocratique de Corée		

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Roumanie	MM. TURICU A. URIAN I.	MM. IONESCU C. MAZGAREANU N. Mmes D.MANEA C. GARBA D. PETCULESCU E. SITARU M. TANASESCU M. SPITA L. M. BORDEA M. Mme APOSTOL H.
Fédération de Russie	M. BOULGAK V. B.	M. BOUTENKO B. P.
République rwandaise		
Saint-Christophe-et-Nevis		Mlle CHARLEMAGNE L. I.
Sainte-Lucie		Mlle CHARLEMAGNE L. I.
République de Saint-Marin	MM. CASALI A. GIACOMINI P. CAPICCHIONI L. ZAFFERANI S. CARATTONI C. FAETANINI S.	
Saint-Vincent-et-Grenadines		
Iles Salomon	MM. SIVE S. DONI B.	
Samoa occidentale	MM. PETAIA S. R. RIVERS I. I.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République démocratique de Sao Tomé-et-Principe		
République du Sénégal	MM. KANE A. E. THIAM A. A. Mme DIA BEYE C. MM. SARR I. NGOM S.	
République des Seychelles	M. MORIN. J. F.	
République de Sierra Leone	M. BISHOP-GOODING A. Mme NELSON-HARDING Y. MM. DARAMY K. K. S. KANNEH M. I.	
République de Singapour	Mme QUAH S. K. MM. LEE S. K. HUSSAIN M. Z.	
République slovaque	M. MARTINKO R. Mme KADUCOVA M.	MM. MORAVEK S. STOLAR V. PODMANICKY S. Mme DOBRONOVA J. M. PAZITNAJ P.
République de Slovénie	MM. PERPAR S. PODGORELEC A. CADEZ M. POTOCNIK I.	
République démocratique de Somalie		

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République du Soudan	MM. BAKRI AL SHEIKH A. K. AL ALEM A. A. T. M.	
République socialiste démocratique de Sri Lanka	MM. PEDRIS D. L. F. DISSANAYAKE D. JAYASEKARA A. H. N. HANDAPPANGODA S.	
Suède	Mme VAN DER CAPELLEN C. MM. NILSSON P. SELANDER S. DAHLSTEN U. Mme TIVEUS M. MM. ZILLEN T. JONSSON K. LEISTEDT J.-E. JANSSON E. LINDBERG H.	
Confédération suisse	MM. REY J.-N. WACKER W.	MM. CORDEY M. RÖTHLISBERGER F. BERSET J.-M. BARBEY C. RENGGLI J. MÜLLHAUPT R.
République du Suriname	M. POWER J. L. Mme ELTENBERG M.	
Royaume du Swaziland	MM. DLAMINI D. RICHARDS S. H. B. DLAMINI B. S.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République arabe syrienne	MM. MARTINI M. R. EL JALAD B. KIKI K. EL SHAMY M.	
République du Tadjikistan		
République unie de Tanzanie	MM. MAOKOLA-MAJOGO E. MSOFI S. M. MWASONGWE A. OLE KAMBAINI E. N. CHENGULA F. M. Mme MAKUBURI R.	
République du Tchad	MM. PAYANG PABAM P. SOUROUMBAYE D. HOURTA YAINA Y.	
République tchèque	M. KUPKA V.	MM. PRANDSTETTER E. KROUZECKY V. BERANEK M. REHOLA J. Mme VESELA V.
Thaïlande	MM. UTHAISANG S. YUPHO K. SAOVAROS A.	MM. CUSRIPITUCK S. THONGMA C. SUDDHINOND D. REOPANICHKUL S. Mlle CHITRASWANG C. M. RATTAKUL S. Mmes PAVARAJARN S. KOTCHARAT P.
République togolaise	MM. AYIKOE K. P. BADABO M. P. Mme DOSSOU A. M. M. GBEMOU A. M.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
Royaume des Tonga	MM. COCKER J. C. MAI'LEI S.	
République de Trinité-et-Tobago		
République tunisienne	MM. MAJED A. AL-JHINAOUI K.	
Turkménistan		
République de Turquie	MM. BETTEMIR V. BALCI H. ERCAN B.	
Tuvalu		
Ukraine	MM. PROGIVALSKI O. KLIKITCH A. VINOKOUROV A.	MM. STARODOUB M. KARKANITSA V. KHOUDOLI D. Mme ZEMLIAK N.
République orientale de l'Uruguay	M. GANDINI J. Mme BASSINI S.	
République de Vanuatu		
Etat de la Cité du Vatican	MM. ANDREANI P. PIOppo P.	MM. CHOI IK-CHEOL B. BERTOLAMI S.

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République de Vénézuéla	M. LOPEZ ORTEGA E.	MM. MANTILLA A. DUGARTE C. GUEDEZ E. J.
République socialiste du Viet Nam	M. DO TRUNG TA	
République du Yémen	MM. AL-ANASSI A. M. QAID A. H. AL-HAWTARI A. M.	
République fédérale de Yougoslavie		
République du Zaïre		
République de Zambie	MM. NGALANDE M. MPISHI S. KASAMA J. C. KALIWILE K. KABALA J. MUKONKA C. M.	
République de Zimbabwe	MM. CHIMUTENGWENDE C. C. MUTAMBIRWA R. MAKINA J. MOYO K. MWALE A. MAKIWA A. T.	

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République d'Afghanistan		M. NEZAM K. M.
Belgique	MM. VERMEULEN J. DUTORDOIT J.-L.	MM. DEFRANCE E. BECCO J. JOB F. VAN KERCKHOVE W. PIRSON G. DEMARET H.
Royaume du Cambodge	M. PHAN PHIN	
République démocratique de Madagascar	M. ANDRIAMANJATO N. H.	M. BOTO F.
République des Philippines	MM. PILAPIL E. P. INTIA I. V. MAXINO W. A.	Mme HEIDEMANN J. L.

Procurations déposées**Mandants**

(procuration donnée par)

- 1 Belize
- 2 République de Géorgie
- 3 République de Lituanie
- 4 Principauté de Liechtenstein
- 5 Saint-Christophe-et-Nevis
- 6 Commonwealth de la Dominique

Mandataires

(en faveur de)

Barbade
Fédération de Russie
République de Lettonie
Confédération suisse
Sainte-Lucie
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et
d'Irlande du Nord, îles de la Manche et
île de Man

Dernier rapport de la Commission 1

1. Le Congrès, lors de sa séance plénière du 6 septembre 1994, en approuvant le rapport précédent de la Commission 1, avait autorisé le Président de cette Commission à reconnaître les pouvoirs qui pourraient parvenir après et d'en informer ultérieurement le Congrès.
2. Sur la base de ce qui précède, vous trouverez en annexe 1 l'indication des délégations dont les pouvoirs ont été reconnus en bonne et due forme après la présentation du rapport Congrès/C 1 – Rapp 1.
3. Une liste des pays sans pouvoirs figure à l'annexe 2. Conformément à l'article 3, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès, ces derniers pays ne seront plus autorisés à voter à partir du moment où le Congrès aura approuvé le présent rapport et aussi longtemps que la situation n'aura pas été régularisée.
4. Les pays sans droit de signature ou non présents au Congrès figurent également à l'annexe 2.

Séoul, le 8 septembre 1994

Le Président de la Commission 1,
B. Borkowski

Pays-membres pour lesquels les pouvoirs des délégués ont été reconnus en bonne et due forme	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement
1	2	3
République de Colombie	M. DURAN ORDONEZ M.	
Jamaïque		MM. NOBLE E. HAMLET C.
Principauté de Monaco	M. FRANZI E.	Mme CASTELLINI R.
République fédérale du Nigéria	MM. BAMIGBELE J. O. OKPALA J. C. E.	MM. AJAYI M. B. AKINTOLA R. O. IPINNISHO L.
Sainte-Lucie	Mlle CHARLEMAGNE L. I.	
Saint-Vincent-et-Grenadines	M. SCOTT J.	
Turkménistan	MM. PROGIVALSKI O. KLIKITCH A. VINOKOUROV A.	MM. STARODOUB M. KARKANITSA V. KHOUDOLI D. Mme ZEMLIAK N.
République de Vanuatu	M. NAVITI A.	

1. Les sept pays suivants participent aux travaux du Congrès, mais le Secrétariat n'a reçu aucun pouvoir des autorités compétentes. Ces pays ne peuvent donc ni voter ni signer les Actes et aussi longtemps que leur situation n'est pas régularisée:

- République populaire d'Angola
- République dominicaine
- République du Guatemala
- République du Kirghizistan
- (Al) Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste
- République démocratique de Sao Tomé-et-Principe
- République du Zaïre

2. Les pouvoirs des six pays suivants ne comportent pas le droit de signer les Actes:

- République d'Afghanistan
- République algérienne démocratique et populaire
- Brunei Darussalam
- République de El Salvador
- Gambie
- République de Namibie

3. Les vingt pays suivants ne participent pas aux travaux du Congrès:

- République populaire socialiste d'Albanie
- Antigua-et-Barbuda
- République d'Azerbaïdjan
- République de Bosnie-Herzégovine
- République fédérale islamique des Comores
- République de Guinée-Bissau
- République d'Haïti
- République d'Iraq
- République de Kiribati
- République démocratique populaire lao
- République de Moldova
- République du Nicaragua
- République d'Ouzbékistan
- République populaire démocratique de Corée
- République rwandaise
- République démocratique de Somalie
- République du Tadjikistan
- République de Trinité-et-Tobago
- Tuvalu
- République fédérale de Yougoslavie

Rapports de la Commission 2

Première séance

Jeudi 1er septembre 1994, 15 heures

Présidence de M. H. Engelke, Président

Ouverture des travaux

Le Président, à l'ouverture de la première séance, souhaite la bienvenue à tous les participants de la Commission et exprime sa profonde gratitude à l'assemblée pour l'honneur fait à l'Allemagne et à lui-même d'avoir été élu pour mener les débats d'une Commission aussi importante qui s'occupe non seulement de chiffres, mais également de la gestion du Bureau international et de l'Union dans son ensemble. Il félicite le Kuwait, la Mongolie et le Sénégal de leur désignation comme Vice-Présidents pour le seconder dans sa tâche. Il rend enfin un hommage particulier au Secrétaire général, M. A.C. Botto de Barros, et au Secrétaire général adjoint, M. J. Ascandoni, pour l'excellente gestion des finances de l'Union dans son ensemble.

Le Secrétaire général, après avoir félicité l'Allemagne, le Président de la Commission, M. Engelke, et les trois Vice-Présidents de leur désignation pour conduire les débats difficiles de cette Commission, a mis l'accent sur le fait qu'entre 1989 et 1993, la dette des Pays-membres, à l'égard de l'Union, a passé de 8 millions à 11 millions de francs suisses en chiffres ronds, malgré les efforts déployés par le Bureau international. Pour cette raison, il lance un nouvel appel pressant à tous les Pays-membres débiteurs d'entreprendre les démarches utiles auprès du Bureau international après le Congrès en vue de trouver une solution à leur problème.

En outre, il a remercié le Gouvernement de la Confédération suisse pour l'abandon du solde des avances qui lui était dû au titre de l'ancien régime financier, ce qui a permis de rendre opérationnel le Fonds volontaire en 1991 déjà. Il a également remercié tous les Pays-membres qui ont contribué à l'alimentation de ce Fonds et, en particulier, le Japon, l'Allemagne, l'Amérique (Etats-Unis), l'Australie, le Brésil, la Corée (Rép.), pour avoir généreusement contribué à la réalisation des activités de l'Union dans le domaine de l'EDI.

Ensuite, il a mentionné que le financement des activités de l'Union pour la prochaine période quinquennale est une question d'importance capitale. Depuis quelques années, l'Union subit une politique financière restrictive qui est celle de la croissance zéro en termes réels, alors que le volume de ses activités prioritaires s'accroît de plus en plus, en raison de l'évolution de l'environnement

postal international. Une telle politique financière pourrait avoir des conséquences négatives pour la prochaine période quinquennale. En raison de la taille modeste de l'Union, le Congrès devrait examiner la possibilité d'admettre un budget ayant une croissance positive en termes réels compatible avec ses priorités.

Il a également insisté sur l'importance de développer un mécanisme extrabudgétaire performant visant à doter l'Union de moyens financiers complémentaires pour l'exécution de ses activités prioritaires et urgentes.

Finalement, il a signalé que le système de budget-programme commencera à fonctionner dès 1996 et que ce nouveau système budgétaire permettra à l'Union d'allouer des ressources de manière plus efficace. Bien que le budget de l'Union soit établi au niveau le plus bas possible, compatible strictement avec ses besoins, le système de budget-programme permettra une meilleure transparence.

Secrétariat	M. H.-L. Gentizon, Conseiller adjoint, est désigné en qualité de Secrétaire, et MM. P. Suprpto et T. Mizutani, Premiers Secrétaires, sont désignés en qualité de Secrétaires adjoints de la Commission.
Compte rendu des délibérations	Les délibérations de la Commission feront l'objet d'un rapport de chacune des séances qui résumera les avis exprimés. En outre, un rapport général sera établi à la fin des travaux (Congrès – Doc 83) à l'instar de la pratique suivie lors des Congrès précédents.
Procurations	Le Belize, la Dominique, la Géorgie, la Lettonie, le Liechtenstein, Malte et Saint-Christophe-et-Nevis sont représentés respectivement pour toutes les séances par la Barbade, la Grande-Bretagne, la Russie (Fédération de), la Finlande, la Suisse, l'Irlande et Sainte-Lucie.
Quorum	La vérification des présences a montré que 84 pays sont présents dans la salle. Le quorum étant fixé à 82 présences, la Commission peut délibérer valablement.
Approbation de l'ordre du jour	<u>L'ordre du jour (Congrès – Doc 8) est adopté sans modification.</u>

Approbation
des comptes de
l'Union des
années 1989
à 1993

Congrès – Doc 19
(partie I)

La Commission entreprend l'examen de la première partie du Rapport du Directeur général sur les finances de l'Union.

Plusieurs Pays-membres ont exprimé le désir que les rapports de vérification de la période quinquennale concernée soient portés à leur connaissance par le biais du rapport du Directeur général sur les finances de l'Union et que les originaux desdits rapports puissent être consultés au secrétariat de la Commission.

Deux Pays-membres ont exprimé le désir que l'état des sommes arriérées dues à la fin de la période quinquennale 1994–1998 soit inséré dans le rapport précité.

Le Secrétaire général adjoint, en réponse à une question posée par un Pays-membre, a précisé qu'à l'heure actuelle, en conformité avec l'article 124, paragraphe 8, du Règlement général, il n'est pas possible de faire abandon des intérêts réglementaires. Toutefois, la Commission 3 devra examiner une proposition visant à libérer un Pays-membre de tout ou partie des intérêts dus si celui-ci s'est acquitté de l'intégralité de ses dettes arriérées. Il a profité de l'occasion pour appeler l'attention de la Commission sur la possibilité offerte aux Pays-membres débiteurs de souscrire un accord avec le Bureau international pour le paiement des arriérés en évitant ainsi de faire augmenter les intérêts.

Au terme de son examen, la Commission a marqué sa satisfaction pour la croissance très modérée des dépenses des cinq dernières années et a adopté, à l'unanimité, deux projets de résolution, par lesquels elle recommande au Congrès:

1° d'approuver les comptes de l'Union des années 1989 à 1994 (Congrès – Doc 19/Annexe 4);

2° d'exprimer sa reconnaissance au Gouvernement de la Confédération suisse pour l'aide généreuse qu'il a apportée dans le domaine des finances de l'Union (Congrès – Doc 19/Annexe 5).

Fixation des
limites des
dépenses de la
période financière
(1996 à 2000)

Congrès – Doc 19
(partie II)

La Commission a examiné la méthode pour la fixation du plafond des dépenses normales et récurrentes proposées pour les années 1996 à 2000, à savoir sur la base du budget complet le plus récent, soit en l'occurrence celui de l'année 1995, tel qu'il a été arrêté à 32 165 500 francs suisses par le Conseil exécutif lors de sa session de février 1994 (Congrès – Doc 19/Annexe 10/Rev 1). A ce montant de base s'ajouteront, d'une part, les facteurs normaux nécessaires pour faire face aux tâches actuelles et, d'autre part, les incidences financières des nouvelles activités et des décisions qui seront prises par le Congrès de Séoul.

La France et le Burkina Faso relèvent que la présentation du plafond des dépenses – tableau du Congrès – Doc 19, page 30 de la version française – tient pour acquise la création d'un groupe linguistique français, et déposent une réserve à ce sujet.

Un Pays-membre a exprimé sa satisfaction quant à la mise en place d'un système de budget-programme, qui est plus clair et transparent pour l'ensemble des Pays-membres. En outre, il a relevé que le projet des plafonds des dépenses récurrentes de l'Union pour la prochaine période quinquennale, proposé dans l'annexe 10/Rev 1, est raisonnable.

L'Amérique (Etats-Unis) a proposé de modifier l'article 124, paragraphe 3, du Règlement général, en y insérant les avancements d'échelons réglementaires dans le même grade, en vue d'inclure cet élément dans la base pour la fixation des plafonds des dépenses récurrentes de l'Union. Cependant, le Président et le Secrétaire général adjoint ont fait remarquer que, conformément à l'article 119, paragraphe 2, du Règlement général, cette proposition est irrecevable, le délai y afférent n'ayant pas été respecté. Les Etats-Unis d'Amérique ont alors déclaré qu'ils présenteront cette proposition le moment voulu.

La séance est levée à 17 h 55.

Au nom de la Commission:

Le Président,
H. Engelke

Le Secrétaire,
H.-L. Gentizon

Les Secrétaires adjoints,
P. Suprpto
T. Mizutani

Deuxième séance

Lundi 5 septembre 1994, 15 heures

Présidence de M. H. Engelke, Président

Procurations

Le Belize, la Dominique, la Géorgie, la Jamaïque, la Lettonie, le Liechtenstein, Malte, Monaco, Saint-Christophe-et-Nevis et le Turkménistan sont représentés respectivement pour toutes les séances par la Barbade, la Grande-Bretagne, la Russie (Fédération de), la Guyane, la Finlande, la Suisse, l'Irlande, la France, Sainte-Lucie et l'Ukraine.

Quorum

La vérification des présences a montré que 88 pays sont présents dans la salle. Le quorum étant fixé à 84 présences, la Commission peut délibérer valablement.

**Fixation des
limites des
dépenses de la
période financière
(1996 à 2000)**
**Congrès – Doc 19
partie II
(suite)**

La Commission a poursuivi l'examen du Rapport du Directeur général sur les finances de l'Union et a abordé en premier lieu les éléments pour fixer les plafonds des dépenses récurrentes de l'Union des années 1996 à 2000 (Congrès – Doc 19/Annexe 10/Rev 2). Le Président a fait part que le total des plafonds pour ladite période quinquennale s'élevait à 175 064 400 francs suisses fixé sur la base d'une somme annuelle de 32 165 500 francs suisses, ce qui donnait un niveau de plafond annuel moyen de 35 012 880 francs suisses et une augmentation nominale de 8,85 %.

Le Japon a soulevé la question de savoir si la Commission 2 (Finances) était en mesure de traiter la partie des incidences financières des activités de l'EDI s'élevant à 1 million de francs suisses par an qui sera financée par le budget ordinaire (Congrès – Doc 75b). Le Président a répondu que ladite somme est contenue dans la base pour la fixation des plafonds, et que, par conséquent, la Commission ne voit pas la nécessité de les traiter.

La France a souhaité que les dépenses afférentes aux deux postes existants de traducteurs de langue française ne soient pas déduites de la base tant que le Congrès ne s'est pas prononcé au sujet de l'instauration d'un Service de traduction français.

Une délégation a demandé si les économies qui seront réalisées par la suppression d'un poste P 3 à la Division III du Bureau international à partir de l'année 1996 suffisent pour financer un poste de Conseiller régional du niveau P 5 pour les Caraïbes. Le Président a précisé que, suite à l'analyse faite par le Bureau international, le crédit est disponible pour faire face à ce besoin.

La Commission s'est penchée sur la question de savoir si les dépenses brutes du budget 1995 sont plus appropriées comme base pour la fixation des plafonds des dépenses récurrentes de l'Union. Les avis étant partagés, la Commission a procédé à un vote, selon lequel celle-ci s'est prononcée en faveur des dépenses nettes du budget 1995 comme base de départ.

Une délégation a proposé que les prévisions pour couvrir les coûts des avancements réglementaires d'échelons dans le même grade du personnel au cours des années 1996 à 2000 soient ajustées compte tenu des économies qui seront

réalisées par suite des départs à la retraite de certains fonctionnaires du Bureau international. Le Bureau international a répondu qu'il est préférable de maintenir le système de calcul actuel pour les raisons suivantes:

- le calcul est fait par des moyens informatiques sur la base de l'effectif du personnel compris dans le budget 1995;
- les économies ainsi réalisées seront utilisées pour financer les frais de déménagement et les indemnités d'installation des nouveaux fonctionnaires;
- les coûts standards sont pris en considération pour budgétiser les postes vacants.

Ladite délégation a accepté les explications données par le Bureau international.

La Commission a abordé ensuite la lettre B, chiffre 3, du Congrès – Doc 19/Annexe 10/Rev 2 «Rémunération du personnel additionnel destiné à faire face au développement des tâches de l'Union».

Une délégation a fait remarquer que les prévisions des deux postes G pour la philatélie sont comptées deux fois, car elles sont déjà incluses dans la base de départ. Le Secrétaire général adjoint a rappelé à la Commission que lesdits postes ont été rétablis au 1er janvier 1994 à la demande du Conseil exécutif (décision CE 28/1993) et que ceux-ci sont financés par le biais des économies qui seront réalisées sur l'ensemble des budgets de l'Union des années 1994 et 1995. Il a insisté, en outre, sur la nécessité de régulariser la situation en ajoutant les crédits spécifiques de ces deux postes de travail à la base de départ. Après un large échange de vues sur cette question, la Commission a accepté l'augmentation de la base du montant des prévisions budgétaires pour ces deux postes.

Plusieurs délégations ont suggéré que la création du poste de comptable soit examinée par le Conseil d'administration en 1997 ou 1998, étant donné, d'une part, le développement de la technologie informatique et, d'autre part, l'entrée en fonction du reviseur interne en 1995. Le Secrétaire général adjoint a fait part de la recommandation du Vérificateur extérieur des comptes en faveur de la création d'un tel poste, car à la Section des finances au Bureau international il n'y a jamais eu d'expert-comptable. La majorité s'est prononcée en faveur de la création dudit poste dès 1996 en raison du volume accru du travail de la Section des finances du Bureau international et de la complexité du système comptable de l'Union.

Une délégation s'est exprimée contre la création du nouveau poste de traducteur de langue française, même si le Congrès n'accepte pas l'instauration d'un groupe linguistique français. Cependant, la majorité de la Commission s'est prononcée en faveur de la création du poste en question.

La séance est levée à 18 h 30.

Au nom de la Commission:

Le Président,
H. Engelke

Le Secrétaire,
H.-L. Gentizon

Les Secrétaires adjoints,
P. Suprpto
T. Mizutani

Troisième séance

Jeudi 8 septembre 1994, 15 heures

Présidence de M. H. Engelke, Président

Procurations

Le Belize, la Dominique, la Géorgie, la Jamaïque, la Lettonie, le Liechtenstein, Malte, Saint-Christophe-et-Nevis, le Tadjikistan et le Turkménistan sont représentés respectivement pour toutes les séances par la Barbade, la Grande-Bretagne, la Russie (Fédération de), la Guyane, la Finlande, la Suisse, l'Irlande, Sainte-Lucie, l'Ouzbékistan et l'Ukraine.

Quorum

La vérification des présences a montré que 92 pays sont présents dans la salle. Le quorum étant fixé à 86 présences, la Commission peut délibérer valablement.

Approbation de rapport

Le rapport de la première séance (Congrès/C2 – Rapp 1) est approuvé.

Fixation des limites des dépenses de la période financière (1996 à 2000)

Le Président a rappelé que le Groupe de Genève veille à ce que le budget de l'Union maintienne la croissance zéro en termes réels. En tenant dûment compte de cette politique, le Conseil exécutif a approuvé le budget de l'Union établi sur la base des dépenses récurrentes brutes. Par ailleurs, le Président a précisé que la méthode pour la fixation des plafonds consiste à ajouter (ou à retrancher) au montant des dépenses nettes du budget 1995 les nouveaux éléments.

Congrès – Doc 19, partie II (suite et fin)

La Grande-Bretagne a déclaré qu'elle part du principe que les budgets annuels doivent être maintenus au niveau de la croissance zéro en termes réels. Elle est préoccupée par le fait qu'en adoptant des plafonds sensiblement supérieurs à cette croissance, le contrôle financier de l'Union serait difficile. Cependant, elle a admis qu'il est nécessaire de prévoir une certaine souplesse dans l'établissement des plafonds, étant entendu que celle-ci ne doit prévoir qu'un petit pourcentage au-dessus de la croissance zéro en termes réels.

Suite à l'initiative de l'Australie, les délégations du Canada, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Thaïlande ont déclaré que le principe de maintenir une croissance zéro en termes réels pour l'établissement du budget de l'Union doit être strictement appliqué au niveau du Conseil d'administration. Toutefois, la souplesse exigée afin de faire face au besoin d'entreprendre de nouvelles activités pour le développement postal au sein de l'Union pourrait être financée par le biais des fonds extrabudgétaires.

Le Président a fait remarquer que le Congrès ne doit pas empiéter sur la liberté du Conseil d'administration et que le Congrès ne peut qu'inviter ledit Conseil à respecter la croissance zéro.

Le Zimbabwe, le Japon et Centrafrique ont souligné qu'ils ne sont pas en faveur de l'observance stricte de la croissance zéro en termes réels au niveau des plafonds pour la prochaine période quinquennale, étant donné que:

- l'Union a déjà observé la croissance zéro en termes réels durant toute la période financière de 1991 à 1995;
- elle a fait preuve d'une grande efficacité dans sa gestion financière;
- le présent Congrès prévoit un changement important pour l'avenir au niveau de la gestion de l'Union;
- si le Congrès approuve les plafonds représentant la croissance zéro en termes réels, l'Union se lierait les mains devant les changements requis pour l'avenir.

La Grande-Bretagne a affirmé que les Pays-membres désirent la compétitivité de l'Union quant à l'exécution de ses programmes requérant des ressources financières non négligeables, bien que la croissance zéro en termes réels soit un principe important. Appuyant l'intervention de la Grande-Bretagne, le Secrétaire général adjoint a informé la Commission que l'Union n'a jamais dépassé le niveau de la croissance zéro en termes réels durant toute la période financière de 1991 à 1995.

Le Japon a suggéré que les plafonds doivent contenir une certaine souplesse ne dépassant qu'un faible pourcentage de croissance en termes réels, et que le Conseil d'administration corrige ce taux de croissance à la baisse au niveau budgétaire.

Suite à l'initiative de l'Australie, le Président a proposé qu'un groupe de travail restreint composé de l'Australie, du Canada, de la France, du Japon, de la Thaïlande et du Bureau international soit constitué afin de rédiger une déclaration commune concernant l'application de la politique de la croissance zéro en termes réels à la gestion financière de l'Union. Cette déclaration devrait en principe être soumise à la séance plénière.

Au sujet de la compensation de l'inflation enregistrée depuis le Congrès de Washington 1989 figurant à la lettre B, chiffre 4, de l'annexe 10 du Congrès – Doc 19, une délégation s'est demandée si le taux d'inflation s'élève réellement à 26 %. Le Bureau international a précisé que l'Union applique les taux d'inflation arrêtés par les Nations Unies et non pas les taux d'inflation pratiqués en Suisse.

La Suisse, appuyée par quatre délégations, a rappelé que les montants retenus pour compenser l'inflation enregistrée depuis le Congrès de Washington 1989 devaient être maintenus, étant donné que les dépenses afférentes aux Conseillers régionaux sont encourues en dehors de la Suisse.

Aucune délégation n'ayant contesté le point de vue exprimé par la Suisse, la Commission approuve les montants figurant à la lettre B, chiffre 4, de l'annexe 10 du Congrès – Doc 19.

Aucune observation n'ayant été formulée sous la lettre C «Autres frais de fonctionnement du Bureau international» et de la lettre D «Mise en œuvre de nouvelles activités et intensification des activités spéciales», la Commission approuve le total de la lettre C, chiffres 5 à 7, ainsi que le total de la lettre D, chiffres 8 à 10.

Aucune observation n'a été formulée au sujet des incidences financières des activités relatives à la sécurité postale (Congrès – Doc 23/Add 1), ainsi que pour celles des voyages des représentants des Pays-membres de l'Intergroupe de planification stratégique et des Pays-membres additionnels du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale. D'autres part, suite à l'intervention du Président de l'Association du personnel du Bureau international, une somme de 476 000 francs suisses a été arrêtée pour la formation en langue anglaise du personnel du Bureau international durant les années 1996 à 1998.

Suite à la déclaration de la Commission 6 concernant les études de la protection de l'environnement (Congrès – Doc 78) et des frais des consultants pour les études du CEP (Congrès – Doc 68), la Commission a accepté d'insérer une somme de 149 000 francs suisses pour chacune des années 1996 à 2000.

La Commission approuve le total de la lettre E, chiffres 11 à 14, qui tient compte des incidences financières susmentionnées.

Conformément à la décision de la Commission 3 du 7 septembre 1994 de constituer un Groupe linguistique français, la Commission a décidé de déduire le montant des coûts des deux traducteurs existants dans la base initiale. La France a émis une réserve à l'égard de la déduction d'un tel montant, étant donné que la création du Groupe linguistique français ne sera discutée qu'en séance plénière. Cependant, le Président a précisé que les plafonds doivent être fixés de manière provisoire par la Commission sur la base des éléments actuellement disponibles.

La Commission a arrêté les limites des dépenses récurrentes aux montants suivants qu'elle propose au Congrès d'insérer au paragraphe 1 de l'article 124 du Règlement général:

35 278 600 francs suisses pour l'année 1996

35 126 900 francs suisses pour l'année 1997

35 242 900 francs suisses pour l'année 1998

35 451 300 francs suisses pour l'année 1999

35 640 700 francs suisses pour l'année 2000

Les Etats-Unis d'Amérique ont déclaré qu'ils se dissocient des plafonds que la Commission vient d'approuver, car ils préfèrent les plafonds d'un niveau moins élevé.

Répondant à une question soulevée par une délégation, le Bureau international a communiqué que le taux moyen de croissance annuelle des dépenses récurrentes brutes correspondant au niveau des plafonds des dépenses de l'Union s'élève à 3,90 % en termes réels. Par ailleurs, il est à noter que les prévisions budgétaires pour les activités de l'EDI et le maintien du poste du Coordonnateur du budget-programme sont incluses dans la base pour la fixation des plafonds des dépenses récurrentes des années 1996 à 2000.

Fixation de la limite des dépenses afférentes à la réédition de la Nomenclature internationale des bureaux de poste (Congrès – Doc 19, partie II)	<u>La Commission accepte la réédition de la Nomenclature internationale des bureaux de poste, et propose au Congrès d'autoriser le Conseil d'administration à dépasser les limites des dépenses annuelles récurrentes de l'Union fixées à l'article 124, paragraphe 1, du Règlement général. Le montant total du dépassement autorisé à cet effet ne doit pas excéder 900 000 francs suisses. En conséquence, l'article 124 du Règlement général est modifié pour tenir compte de cette décision.</u>
Réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international (Congrès – Doc 19, partie II)	<u>La Commission décide que le Congrès délègue par dérogation à l'article 124, paragraphe 1, du Règlement général, au Conseil d'administration, ou en cas d'extrême urgence au Directeur général, la compétence d'autoriser le dépassement des limites fixées pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international, sans toutefois que le montant du dépassement puisse excéder 125 000 francs suisses par année. L'article 124, paragraphe 5, est modifié en conséquence.</u>
Question de la date de facturation des parts contributives (Congrès – Doc 19, partie II)	<u>La Commission décide que le Congrès autorise le Bureau international à procéder à une facturation, en juin de chaque année, de la part contributive établie sur la base du budget de l'exercice précédent en tenant compte du taux d'inflation fixé par le Comité consultatif pour les Questions administratives du Système commun des Nations Unies, étant entendu qu'un ajustement de cette facture pourrait être fait à l'issue du Conseil d'administration d'automne.</u>
Travaux du Groupe de travail du Conseil exécutif pour le financement des activités de l'Union (Congrès – Doc 19, partie III)	<u>La Commission a examiné la partie III du document, et a décidé, sans discussion, que le Congrès:</u> <ul style="list-style-type: none">– <u>approuve le projet de résolution «Financement des activités prioritaires de l'Union»;</u>– <u>exprime son accord sur les grandes orientations relatives au financement des activités de l'Union, indiquées dans la partie III du Congrès – Doc 19, en tenant compte de la proposition 048 amendée par la Commission 3;</u>– <u>charge le Conseil d'administration, en concertation avec le Conseil d'exploitation postale et le Bureau international, d'examiner les proposition figurant dans la partie III, sous chiffre 5, du Congrès – Doc 19.</u>
Limite des dépenses afférentes au XXIIe Congrès (Congrès – Doc 19, partie II, et Congrès – Doc 19/ Add 1)	<u>Le Bureau international a déterminé les coûts approximatifs du XXIIe Congrès sur la base des éléments figurant au Congrès – Doc 80. La Commission propose au Congrès de fixer la limite des dépenses du prochain Congrès à 3 599 300 francs suisses selon le détail figurant à l'annexe 2. Pour cette évaluation, la durée du prochain Congrès a été maintenue à quatre semaines.</u>

Rapport final de la Commission 2 (Finances) Le Secrétariat a été chargé d'établir un rapport final à l'intention du Congrès (Congrès – Doc 83) reflétant l'ensemble des décisions prises par la Commission. Le Président a été autorisé à signer ce rapport au nom de la Commission.

Clôture des travaux Après avoir remercié le Président, la délégation russe rappelle que sa réception a déjà débuté.

La séance est levée à 19 h 15.

Au nom de la Commission: Le Président,
H. Engelke

Le Secrétaire,
H.-L. Gentizon

Les Secrétaires adjoints,
P. Suprpto
T. Mizutani

Rapports de la Commission 3

Première séance

Vendredi 26 août 1994, 15 h 05

Présidence de M. K.J.S. McKeown, Président

Ouverture de la séance

En ouvrant la première séance de la Commission 3, le Président souhaite une cordiale bienvenue à tous les membres, délégués et observateurs, aux Vice-Présidents de la Commission ainsi qu'au Doyen du Congrès, au Secrétaire général, au Secrétaire général adjoint et au Sous-Directeur général I. Il rappelle l'importance des travaux qui attendent la Commission et se dit persuadé qu'avec la collaboration et l'appui de chacun, la Commission arrivera à des résultats constructifs et acceptables pour tous les Pays-membres de l'Union. L'essentiel des travaux de la Commission est le fruit d'un intense travail de la part du Conseil exécutif, de sa Commission 3 et du Groupe de travail GT 3/3. Le CCEP et le Bureau international ont également fourni un appui substantiel.

Dans son allocution d'introduction, le Secrétaire général adresse ses chaleureuses salutations à la Commission, dont les travaux revêtent une importance particulière. Les décisions que la Commission est appelée à prendre résultent souvent du travail préparatoire intense accompli par le Conseil exécutif et les différents organes qu'il avait mis en place à cet effet. Elles porteront principalement sur la réforme de l'Union et sur la mise en place d'un système de planification stratégique et de budget-programme. L'UPU se doit d'adapter ses structures et son mode de fonctionnement pour mieux faire face aux changements qui se manifestent dans le monde postal. Les travaux de la Commission 3 permettront de franchir un pas décisif vers l'amélioration de la gestion de l'Union. Mais il importe que tous les organes participent activement à cette réforme et il appartiendra encore au futur Conseil d'administration de continuer dans la voie tracée par le XXI^e Congrès pour que l'UPU puisse s'adapter aux exigences nouvelles du marché. La réforme ne doit pas rester lettre morte; elle doit au contraire être consolidée par des actes et l'UPU a besoin d'un budget qui lui permette de poursuivre sur le chemin tracé.

Secrétariat

M. L.-Ph. Ducommun, Conseiller supérieur, a été désigné comme Secrétaire de la Commission, MM. H.R. Ranaivoson, Conseiller adjoint, et C. Finkpon, Premier Secrétaire, comme Secrétaires adjoints, MM. T. Beaucent, Conseiller adjoint, et T. Mizutani, Premier Secrétaire, comme Assistants.

Quorum	La vérification des présences montre que le quorum de 78 est largement atteint.
Adoption de l'ordre du jour	<p><u>L'ordre du jour est approuvé.</u></p> <p>Sous ce point, la Commission examine les conditions de la participation de la Chambre de commerce internationale à ses travaux. En séance plénière, le Congrès a approuvé le principe de cette participation et a laissé le soin aux Commissions concernées de déterminer les séances et points de l'ordre du jour pouvant entrer en considération.</p> <p>Au cours de la discussion, plusieurs délégations s'élèvent contre la présence de la Chambre de commerce internationale aux travaux de la Commission 3. Celle-ci s'occupe de questions fondamentales qui ne relèvent pas de la compétence d'une Chambre de commerce et qui peuvent avoir des incidences politiques.</p> <p>D'autres délégations insistent au contraire sur le fait que les Commissions doivent respecter la décision prise par le Congrès en séance plénière. Le Congrès est constitué de plénipotentiaires qui représentent leur Gouvernement. Ce n'est pas un cartel commercial. La Chambre de commerce regroupe à la fois des clients et des entreprises concurrentes envers lesquels l'UPU doit faire preuve d'ouverture.</p> <p>Au vote, <u>la Commission accepte</u>, par 60 oui, 46 non et 21 abstentions, la proposition de son Président <u>d'admettre la Chambre de commerce internationale comme observateur, lorsque sera examiné le point 3 de son ordre du jour.</u></p> <p>Le Président prendra contact avec la délégation de la Chambre de commerce internationale lorsque celle-ci sera présente au Congrès.</p>
Restructuration de l'Union	<p>L'Amérique (Etats-Unis), qui a présidé le Groupe de travail du Conseil exécutif chargé d'étudier la gestion du travail de l'Union, présente le Congrès – Doc 70/Rev 1. Elle rappelle en particulier les différentes étapes des travaux de mise en œuvre de la résolution C 8/1989 du Congrès de Washington. C'est une nécessité pour l'Union de s'adapter aux changements structurels de ses membres et de se consacrer davantage encore aux besoins de la clientèle. La réforme proposée s'attache à répondre à cette nécessité en préconisant, d'une part, une meilleure organisation du travail de l'Union et, d'autre part, la mise en place d'un système de planification stratégique et de budget-programme.</p> <p>Le Président du Groupe de travail du CE se félicite de la participation active des Pays-membres aux travaux préparatoires, notamment en répondant aux questionnaires et en assistant aux ateliers ou à la réunion de la Commission 3 élargie du CE. Il adresse ses remerciements aux Présidents du CE et du CCEP, au Bureau international, aux membres du Groupe de travail du CE ainsi qu'au Noyau de gestion du projet. Il relève enfin que les propositions soumises au Congrès ne constituent qu'une étape vers l'amélioration de la gestion du travail de l'Union et que ce travail devra être poursuivi après le Congrès pour tenir compte notamment de l'évolution de l'environnement.</p> <p>Lors de la discussion, tous les intervenants expriment leur satisfaction pour l'excellent travail effectué. La plupart d'entre eux se prononcent également en faveur de la poursuite des réformes après le Congrès, en vue d'assurer une adaptation optimale de l'Union à l'environnement postal mondial. Certaines</p>

délégations ont en particulier relevé la nécessité de parvenir à une structure tenant mieux compte de la séparation des fonctions de régulateur et d'opérateur, d'éliminer tout obstacle à une concurrence loyale sur le marché postal et définir plus clairement les notions de Pays-membre et d'Administration postale. La hiérarchie entre le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale pourrait aussi être précisée, de même que la représentation des membres au sein des différents organes.

La Commission examine le rapport du Conseil exécutif dans son ensemble et prend note des propositions y relatives qui feront l'objet des discussions ultérieures.

Nom des deux
Conseils

Proposition 10. 13.1/Rev 1 et propositions de conséquence

Congrès – Doc 70/
Rev 1,
paragraphe 17

Au terme de son étude sur la gestion du travail de l'Union, le Conseil exécutif a estimé que les futurs Conseils devaient porter un nom correspondant mieux à la nature nouvelle de leurs activités. Le Conseil exécutif sera ainsi remplacé par le Conseil d'administration (CA) et le Conseil consultatif des études postales par le Conseil d'exploitation postale (CEP).

Soumises au vote après vérification du quorum, les propositions 10. 13.1/Rev 1, 10. 8.1, 10. 17.1, 10. 20.1, 10. 22.1 et 10. 25.1 sont adoptées par 129 oui, 1 non et 0 abstention, sous réserve des modifications de fond qui seront apportées ultérieurement à certaines dispositions.

Les autres propositions de conséquence sont aussi adoptées, à savoir: 15. 101.1, 15. 102.3, 15. 103.1, 15. 104.1, 15. 105.1, 15. 108.1, 15. 109.1, 15. 113.1, 15. 116.1, 15. 118.1, 15. 120.1, 15. 121.1, 15. 122.1, 15. 124.3, 15. 125.1, 19. 4.1, 19. 6.1, 19. 7.1, 19. 15.1, 19. 21.1, 19. 23.1, 19. 25.1, 20. 10.1, 20. 24.1, 20. 57.1, 25. RE 4128.2, 25. RE 5801.1, 30. 41.1, 35. RE 4201.1, 40. 13.1, 45. RE 1303.1, 50. 17.1, 55. RE 1702.1, 60. 9.1 et 65. RE 903.1.

Transfert au CEP
de la compétence
d'arrêter
les Règlements
d'exécution

Proposition 10. 22.2 et propositions de conséquence

Congrès – Doc 70/
Rev 1,
paragraphe 18

Le Congrès de Washington 1989 avait franchi un premier pas en transférant au Conseil exécutif la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution. Le Conseil exécutif propose d'aller plus loin et de donner cette compétence au futur Conseil d'exploitation postale. Les Règlements d'exécution sont en effet davantage l'affaire des opérateurs publics que celle des régulateurs. Cette proposition est conforme aux grandes lignes délimitant les compétences respectives des deux nouveaux organes. Le Conseil d'administration traitera les questions de politiques gouvernementales et fixera les principes qu'il jugera utiles, tandis que le Conseil d'exploitation postale sera chargé des questions d'exploitation, commerciales, techniques et économiques intéressant le service postal.

Quelques délégations soulèvent la question de la compétence pour arrêter les Règlements d'exécution. Ceux-ci renferment en effet certaines dispositions présentant des aspects financiers avec des incidences politiques. Comme il est justement relevé au chiffre 18 du Congrès – Doc 70/Rev 1, le Conseil d'exploitation reste subordonné aux directives du Conseil d'administration en ce qui concerne les questions fondamentales et de principe de politique d'intérêt général.

Compte tenu du fait que le Conseil d'exploitation postale peut aussi modifier les Règlements d'exécution entre deux Congrès en cas d'urgente nécessité, la Commission retient finalement l'idée de compléter dans ce sens l'article 104, paragraphe 9.1bis, du Règlement général. La question sera reprise au moment de l'examen de la proposition 15. 104.5.

Soumises au vote après vérification du quorum, les propositions 10. 22.2 et 10. 25.2 sont adoptées à l'unanimité des 128 Pays-membres présents.

Les autres propositions de conséquence sont aussi adoptées, à savoir: 15. 102.4, 15. 109.2, 15. 120.2, 15. 121.2, 15. 122.2, 19. 15.2, 20. 24.2, 20. 57.2, 25. RE 5801.2, 30. 41.2, 35. RE 4201.2, 40. 13.2, 45. RE 1303.2, 50. 17.2, 55. RE 1702.2, 60. 9.2 et 65. RE 903.2.

La proposition 15. 104.2 est adoptée provisoirement, sous réserve du complément qui sera encore apporté concernant les compétences respectives des deux Conseils.

La séance a été levée à 18 h 05.

Au nom de la Commission: Le Président,
K.J.S. McKeown

Le Secrétaire,
L.-Ph. Ducommun

Les Secrétaires adjoints,
H.R. Ranaivoson
C. Finkpon

Deuxième séance

Lundi 29 août 1994, 15 h 30

Présidence de M. K.J.S. McKeown, Président

Quorum

La vérification des présences montre que le quorum de 80 est largement atteint.

Structure
organique
Congrès – Doc 70/
Rev 1,
paragraphe 19

La Commission examine successivement les cinq séries de propositions touchant la structure organique et relatives:

- a) à la composition et au fonctionnement du Conseil d'administration;
- b) aux attributions du Conseil d'administration;
- c) à la composition et au fonctionnement du Conseil d'exploitation postale;
- d) aux attributions du Conseil d'exploitation postale;
- e) aux majorités requises pour modifier la Convention ou les Arrangements entre deux Congrès.

a) Composition,
fonctionnement
et réunions
du Conseil
d'administration

La proposition 15. 102.5/Rev 1 apporte les principaux changements suivants dans la composition et le fonctionnement du Conseil d'administration par rapport à l'ancien Conseil exécutif:

- le nombre des sièges est porté à 41 pour en attribuer un de plus au groupe géographique 2 dont le nombre de pays a récemment augmenté;
- la limitation à deux mandats consécutifs et l'obligation de renouveler la moitié au moins des sièges à chaque Congrès sont supprimées;
- chaque membre désigne son représentant qui n'est plus forcément un représentant de l'Administration postale, mais qui doit être compétent dans le domaine postal;
- le Comité de gestion est institutionnalisé dans les Actes;
- tous les Pays-membres de l'Union peuvent collaborer aux études et être sollicités pour présider des groupes de travail; leur participation s'effectue toutefois sans frais supplémentaires pour l'Union.

Propositions
15. 102.5/Rev 1,
015 et 05/Rev 1

La proposition 015 tend à déroger aux dispositions de l'article 102, paragraphe 3, du Règlement général, concernant la rotation obligatoire des membres du Conseil exécutif, étant entendu que le Conseil d'administration mis en place par le Congrès de Séoul est un organe nouveau dont les compétences ont été réorientées. La limitation à deux mandats consécutifs et l'obligation de renou-

veler la moitié au moins des sièges ne s'appliqueront pas aux élections durant le présent Congrès. Si ces deux exigences sont supprimées à l'article 102, paragraphe 3, du Règlement général, la proposition 015 devient sans objet.

La proposition 05/Rev 1 vise une nouvelle répartition des groupes géographiques servant de base pour l'élection des membres du Conseil d'administration, eu égard aux changements socio-politiques intervenus en Europe orientale et à l'accroissement du nombre des Pays-membres de l'Union qui en est résulté. Elle ramène le nombre de groupes géographiques de 5 à 4.

La Commission examine en premier lieu la question du nombre de groupes géographiques.

Les délégations favorables à l'idée de ramener à quatre le nombre des groupes géographiques invoquent un meilleur regroupement par affinité géographique, un meilleur équilibre entre les différents groupes et une procédure d'élection simplifiée, logique et rationnelle.

Les opposants font valoir les conséquences politiques importantes et délicates de la proposition, dépassant le domaine postal, et estiment qu'une étude approfondie de l'ensemble du problème par le prochain Conseil d'administration serait nécessaire avant qu'une décision ne soit prise. Il s'agit d'une question complexe, comportant plusieurs aspects, qui ne peut pas être résolue de manière purement arithmétique. L'étude porterait également sur la pratique suivie par les autres organisations internationales du système des Nations Unies, l'UIT notamment.

Mise au vote, la proposition 05/Rev 1 est rejetée par 85 voix contre, 24 pour et 21 abstentions. Elle est transmise pour étude au Conseil d'administration.

Le paragraphe 3 de la proposition 15. 102.5/Rev 1 et la proposition 015, relatifs à la rotation obligatoire des membres du Conseil d'administration, donnent lieu à un large débat au cours duquel trois tendances se manifestent.

Selon les délégations favorables à la suppression de la rotation obligatoire, le système rotatif prive certains pays dynamiques et efficaces de briguer un troisième mandat consécutif. Il constitue un handicap à l'efficacité de l'Union et une pratique contraire à celle suivie dans les autres institutions spécialisées des Nations Unies. Sa suppression est le complément logique du changement radical apporté à l'organisation de l'Union et correspond à la procédure suivie jusqu'à présent pour le CCEP et qui n'a pas soulevé de difficultés. Elle se justifie d'autant mieux qu'une partie des compétences exercées par l'ancien Conseil exécutif est transférée au Conseil d'exploitation postale.

Pour les partisans du statu quo, le système rotatif obligatoire, qui a fait ses preuves, est incitatif et répond mieux à l'universalité de l'Union. Il offre à chaque Pays-membre l'opportunité de contribuer aux travaux du Conseil et de participer à la prise de décision. Il évite en même temps la présence de membres permanents. Il est nécessaire de pouvoir compter sur les contributions de tous les Pays-membres.

Un troisième groupe d'intervenants se déclare en principe favorable au principe de la rotation obligatoire. Il estime cependant que les changements importants apportés par le présent Congrès au fonctionnement et aux attributions des nouveaux organes justifient une exception à l'application de ce principe, sans y renoncer pour autant à l'avenir.

Dans un premier vote et après vérification du quorum, la deuxième partie du paragraphe 3 de la proposition 15. 102.5/Rev 1 est rejetée par 108 voix contre, 18 pour et 6 abstentions.

En réponse à une question d'une délégation concernant les conséquences de l'adoption de la proposition 015, le Bureau international précise que celle-ci avait pour effet de faire table rase du passé et de repartir à zéro avec la création du nouveau Conseil d'administration. Tous les Pays-membres pourraient ainsi faire acte de candidature en 1994 et en 1999, mais il se poserait alors la question du renouvellement de la moitié au moins des membres du Conseil en 1999.

Cette interprétation est cependant contestée par certaines délégations qui estiment que la solution du problème ne devrait pas être renvoyée de cinq ou dix ans.

Pour l'Amérique (Etats-Unis), qui a présidé le Groupe de travail du Conseil exécutif, dans cinq ans, aucun pays n'aura accompli deux mandats, mais la moitié au moins des membres sortants devra se retirer. Indépendamment du fait que certains pays ne se représenteront pas ou ne seront pas forcément réélus, plusieurs solutions seront possibles, par exemple celle consistant à éliminer les membres réélus ayant obtenu le moins de voix. Il serait cependant prématuré de vouloir prendre une décision immédiatement. Il appartiendra au prochain Congrès de prendre une décision.

Mise aux voix, la proposition 015 est rejetée par 74 voix contre, 43 pour et 17 abstentions.

Sous réserve de la deuxième partie du paragraphe 3, la proposition 15. 102.5/Rev 1 est adoptée dans son ensemble par consensus.

Le siège supplémentaire du Conseil d'administration est attribué au groupe géographique 2 (Europe orientale et Asie du Nord) et la résolution C 11/Lausanne 1974 est amendée en conséquence.

b) Attributions
du Conseil
d'administration

Propositions
15. 102.6,
10. 17.2,
15. 102.8/Rev 1
et 15. 102.11

Le Conseil exécutif suggère, par sa proposition 15. 102.6, que le Conseil d'administration s'occupe de la supervision entre deux Congrès, des principes généraux et des politiques générales, essentiellement en ce qui concerne les services obligatoires. Ses fonctions et ses responsabilités seront notamment les suivantes:

- supervision de toutes les activités de l'Union entre les Congrès;
- supervision de l'établissement et de l'application des principes généraux et des politiques générales en matière de services obligatoires;
- approbation des mises à jour du plan stratégique dans l'intervalle entre les Congrès;
- aspects intergouvernementaux de la coopération technique;
- supervision de la qualité du service (politique et principes);
- homologation de normes techniques internationales pouvant influencer sur le secteur des services de distribution en général;
- approbation du budget;
- supervision de l'approbation des propositions tendant à modifier les dispositions de la Convention et des Arrangements, entre les Congrès;

- contrôle des activités du Bureau international;
- décision concernant les contacts avec les organisations internationales et les organismes extérieurs.

Les propositions 10. 17.2 et 15. 102.8/Rev 1 visent le même but: ancrer dans la Constitution et dans le Règlement général la planification stratégique et le contrôle budgétaire, deux fonctions importantes du Conseil d'administration. Le rôle de celui-ci ne peut pas se limiter à entériner le projet du Conseil d'exploitation postale et les responsabilités de chaque Conseil doivent être clairement définies.

De l'avis du porte-parole du Conseil exécutif, une telle mention dans les Actes serait de nature à limiter l'indépendance et le rôle essentiel que la proposition 15. 104.5, dans son paragraphe 9.9, cherche à donner au Conseil d'exploitation postale en matière d'élaboration du plan stratégique, avec l'aide du Bureau international et en consultation avec le Conseil d'administration. D'autre part, la primauté de décision du Conseil d'administration se trouve déjà affirmée au paragraphe 6.28bis de la proposition 15. 102.6 et, en matière budgétaire et financière, à l'article 102, paragraphe 6.5, du Règlement général ainsi que, d'une manière générale, au paragraphe 6.1 du même article.

Soumise au vote après vérification du quorum, la proposition 10. 17.2 est rejetée avec 61 oui, 58 non et 14 abstentions.

Le paragraphe 6.1 de la proposition 15. 102.6 est adopté par 124 oui, 2 non et 8 abstentions.

En conséquence, la proposition 15. 102.8/Rev 1 est rejetée.

La séance est levée à 18 heures 05.

Au nom de la Commission:	Le Président,	Le Secrétaire,
	K.J.S. McKeown	L.-Ph. Ducommun

Les Secrétaires adjoints,
H.R. Ranaivoson
C. Finkpon

Troisième séance

Mardi 30 août 1994, 15 h 05

Présidence de M. K.J.S. McKeown, Président

Quorum	La vérification des présences montre que le quorum de 80 est largement atteint.
Observateur	Le représentant de la Chambre de commerce internationale, M. G. Jiménez, assiste comme observateur aux délibérations relatives au point 3 de l'ordre du jour, conformément à la décision prise par la Commission lors de sa première séance.
<i>Structure organique</i>	
b) Attributions du Conseil d'administration	La Commission poursuit l'examen de la proposition 15. 102.6.
Propositions 15. 102.6, 10. 17.2, 15. 102.8/Rev 1 et 15. 102.11 (suite)	<p><u>La proposition 15. 102.6 est adoptée par consensus, sous réserve de:</u></p> <p>– <u>remplacer aux paragraphes 6.17, 6.26 et 6.27 l'expression «après consultation avec» par «après consultation du»;</u></p> <p>– <u>modifier le paragraphe 6.17 ainsi: «après consultation du Conseil d'exploitation postale, décider des contacts à prendre (le reste sans changement);».</u></p> <p>La proposition 15. 102.11 tend à mentionner le pouvoir du Conseil d'administration d'arrêter les règles régissant le Fonds spécial ainsi que celles régissant le Fonds volontaire parmi les attributions énumérées à l'article 102 du Règlement général.</p> <p><u>La proposition 15. 102.11 est adoptée par consensus.</u></p>
c) Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'exploitation postale	La proposition 15. 104.3, dont le paragraphe 3 sera examiné sous le point 3.5 de l'ordre du jour de la Commission, contient les modifications suggérées par le Conseil exécutif et relatives à la composition et au fonctionnement du nouveau Conseil d'exploitation postale. Le nombre des membres est, selon le paragraphe 1, porté à 40 pour tenir compte de ses nouvelles attributions et de l'augmentation du nombre des Pays-membres de l'Union. Le paragraphe 2 est une solution de compromis en ce sens que le système de répartition géographique spécifiée des sièges qu'il propose est à mi-chemin entre les deux systèmes valables anciennement pour le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales. Cette solution de compromis est détaillée dans la proposition 016. Les modifications aux autres paragraphes sont l'équivalent de celles apportées aux dispositions correspondantes relatives au Conseil d'administration.
Propositions 15. 104.3, 15. 104.4 et 016	

La proposition 15. 104.4 vise à introduire, pour l'élection des membres du Conseil d'exploitation postale, le principe de la répartition géographique équitable et la limitation de la durée des mandats des pays, comme pour le Conseil d'administration. A l'appui de sa proposition, l'auteur relève qu'il est injuste de répartir les sièges du Conseil d'exploitation postale à parts égales entre les pays développés et les pays en développement et de permettre à certains pays de conserver leur siège au Conseil trop longtemps.

Après avoir accepté de porter à 40 le nombre des sièges du Conseil d'exploitation postale, la Commission examine ensemble le paragraphe 2 de la proposition 15. 104.3 ainsi que les propositions 15. 104.4 et 016 qui portent sur le mode d'élection des membres de ce Conseil.

Les intervenants favorables à la proposition du Conseil exécutif relèvent la nécessité, pour la survie des services postaux et le bon fonctionnement de l'Union dans le cadre concurrentiel actuel, de préserver l'apport financier et technologique des pays développés et, par conséquent, la participation de ceux-ci aux activités du Conseil d'exploitation postale. Une telle participation est dans l'intérêt même des pays en développement. Une délégation souhaite toutefois qu'un pays ne puisse pas être membre en même temps des deux Conseils.

Pour d'autres délégations en revanche, le système de la répartition géographique équitable se justifie par le fait que le nouveau Conseil est doté de compétences beaucoup plus étendues et d'un large pouvoir de décision, notamment pour arrêter les Règlements d'exécution. Il garantit l'universalité de l'Union.

Les avis sont également partagés en ce qui concerne l'introduction éventuelle du système de la rotation obligatoire des membres du Conseil, cette question n'étant pas forcément liée à celle de la répartition géographique des sièges.

L'Amérique (Etats-Unis), porte-parole du Conseil exécutif, relève que l'introduction du système de la répartition géographique équitable poserait des problèmes pour les pays développés au sein du Conseil d'exploitation postale car, après dix ans, seuls des pays développés européens pourraient encore être réélus. Ce Conseil est responsable des questions opérationnelles et commerciales et ne devrait pas être soumis à des contraintes politiques. L'Union a besoin des contributions supplémentaires des pays développés.

Sur proposition du Secrétaire général, un groupe de travail est constitué, composé de l'Amérique (Etats-Unis), de l'Argentine, de la Belgique, du Costa-Rica, de la France, de l'Iran (Rép. islamique), du Pakistan, de la Tanzanie (Rép. unie) et du Bureau international, chargé de rechercher une solution de compromis entre les diverses tendances exprimées. Ce groupe présentera ses conclusions à la prochaine séance de la Commission.

Sous réserve des paragraphes 2 et 3, la proposition 15. 104.3 est adoptée par consensus.

d) Attributions
du Conseil
d'exploitation
postale

Compte tenu de la place importante qu'occuperont les questions commerciales et d'exploitation dans les attributions du Conseil d'exploitation postale, le Conseil exécutif a estimé opportun de compléter l'article 18 de la Constitution. C'est l'objet de la proposition 10. 18.1 qui définit le domaine de compétence du Conseil d'exploitation postale.

Propositions

10. 18.1,
15. 104.5,
15. 104.2,
15. 104.7,
20. 10.2 et
19. 25.2

Plusieurs tendances se manifestent au cours du débat.

De nombreuses délégations appuient la proposition du Conseil exécutif. L'une d'elles pense cependant que le qualificatif «technologique», qui implique une idée de recherche dans le domaine postal, serait mieux adapté que le mot «technique» et une autre qu'il faudrait associer à la notion de commerce les notions de neutralité et de compétitivité qui ont été mentionnées lors du débat général.

L'Espagne, appuyée par d'autres délégations, trouve inapproprié le terme «commercial», surtout dans la Constitution. Elle estime aussi superflue l'énumération, proposée à l'article 18, des attributions du Conseil d'exploitation postale qui figure déjà de manière détaillée dans la proposition 15. 104.5. Elle présente en conséquence l'amendement suivant: «Le Conseil d'exploitation postale est chargé des questions d'exploitation intéressant le service postal».

L'Amérique (Etats-Unis), porte-parole du Conseil exécutif, rappelle que le texte proposé par le Conseil exécutif est le fruit du débat nourri qui s'est déroulé lors de la session de février 1994. Les termes employés reflètent les objectifs du Programme général d'action de Washington (résolution C 91/1989) visant notamment la satisfaction de la clientèle postale.

Soumis au vote après vérification du quorum, l'amendement de l'Espagne est rejeté par 108 voix contre, 15 pour et 22 abstentions.

La proposition 10. 18.1 est adoptée par 129 oui, 1 non et 13 abstentions.

La proposition 15. 104.5 définit les nouvelles attributions du Conseil d'exploitation postale. Plusieurs d'entre elles étaient exercées par l'ancien Conseil exécutif et sont en relation avec les nouvelles attributions du Conseil d'administration telles que définies à l'article 102 du Règlement général et sur lesquelles la Commission s'est déjà prononcée.

La proposition 15. 104.5 est adoptée par consensus dans son ensemble, sous réserve de deux amendements présentés par le Brésil, qui feront l'objet d'une proposition écrite.

La séance est levée à 18 h 05.

Au nom de la Commission:

Le Président,
K.J.S. McKeown

Le Secrétaire,
L.-Ph. Ducommun

Les Secrétaires adjoints,
H.R. Ranaivoson
C. Finkpon

Quatrième séance

Mercredi 31 août 1994, 15 h 05

Présidence de M. K.J.S. McKeown, Président

Quorum	La vérification des présences montre que le quorum de 81 est largement atteint.
Structure organique	L'Amérique (Etats-Unis) présente les conclusions du groupe de travail chargé de rechercher une solution de compromis concernant la répartition des sièges et la rotation obligatoire des membres du Conseil d'exploitation postale. Le nouveau texte que le groupe de travail propose pour le paragraphe 2 de l'article 104 du Règlement général fait l'objet de la proposition 15. 104.8 qui contient les trois éléments retenus, à savoir la répartition géographique spécifiée, l'attribution de 24 sièges aux pays en développement et de 16 sièges aux pays développés ainsi que le renouvellement de la moitié au moins des sièges à l'occasion de chaque Congrès. La question du mode de renouvellement sera examinée ultérieurement par le Conseil d'administration et sera tranchée par le prochain Congrès. Plusieurs mécanismes sont en effet possibles.
c) Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'exploitation postale	
Propositions 15. 104.3, 15. 104.4, 15. 104.8 et 016 (suite)	<p>La proposition 016 complète la proposition 15. 104.3 en précisant en quoi consiste la répartition géographique spécifiée des sièges du Conseil d'exploitation postale. Vingt-cinq sièges sont attribués en fonction de la répartition géographique, sur la base du taux de 60 % du nombre des sièges par groupe géographique dans le Conseil d'administration. Pratiquement, il sera procédé de la manière suivante:</p> <p>Les candidats seront classés par ordre dégressif du nombre de voix obtenu. Les pays élus seront déterminés successivement comme suit:</p> <ol style="list-style-type: none">1° les 5 premiers pays du groupe 1;2° les 3 premiers pays du groupe 2;3° les 4 premiers pays du groupe 3;4° les 6 premiers pays du groupe 4;5° les 7 premiers pays du groupe 5;6° le nombre nécessaire de pays en développement non encore élus pour arriver à 24 pays en développement élus;7° le nombre nécessaire de pays développés non encore élus pour arriver à 16 pays développés élus. <p>Soumise au vote après vérification du quorum, <u>la proposition 15. 104.8 est adoptée</u> par 126 oui, 9 non et 4 abstentions.</p>

Le paragraphe 2 de la proposition 15. 104.3 ainsi que la proposition 15. 104.4 deviennent sans objet.

La proposition 016 est adoptée sans opposition, sous réserve de supprimer la note figurant au bas de la proposition.

Après la réunion, le Gabon dépose la déclaration suivante:

«La délégation du Gabon, sans vouloir remettre en cause les propositions adoptées qui concernent l'élection des membres du Conseil d'exploitation postale, notamment les propositions 15. 104.3 et 15. 104.8 portant amendement à l'article 104 du Règlement général, voudrait exprimer son inquiétude quant à l'introduction prochaine dans les Actes de l'Union de la distinction «pays développés» et «pays en développement».

La délégation gabonaise estime en effet que, si cette distinction a servi de critère dans la proposition de modification de l'article 104 du Règlement, elle ne saurait en aucune façon être consacrée dans les Actes sans porter atteinte de façon significative au principe d'universalité défini à l'article premier, paragraphe 1, de la Constitution de l'Union postale universelle.

Elle pense que la référence aux notions de «pays développés» et «pays en développement» pourrait être renvoyée dans les annotations du Bureau international, le tableau issu de l'adoption de la proposition 016 pouvant à lui seul servir d'explication aux modifications intervenues, et de base pour l'élection des membres du Conseil d'exploitation postale au cours du présent Congrès.

En tout état de cause, la délégation gabonaise souhaite que l'étude sur la désignation des membres du CEP soit poursuivie par le prochain Conseil d'administration.»

d) Attributions
du Conseil
d'exploitation
postale

Propositions
10. 18.1,
15. 104.5,
15. 104.2,
15. 104.7,
15. 104.9,
20. 10.2
et 19. 25.2

Dans sa troisième séance, la Commission a adopté la proposition 15. 104.5, sous réserve des deux amendements présentés oralement par le Brésil. Ces amendements font maintenant l'objet de la proposition 15. 104.9.

Quelques délégations trouvent inutile l'adjonction du paragraphe 9.0bis, la supervision des activités de l'Union incombant d'abord au Conseil d'administration. L'auteur renonce en conséquence à cette partie de son amendement.

Le paragraphe 9.9bis de la proposition 15. 104.9 est adopté par consensus et la proposition 15. 104.5, ainsi complétée, est adoptée définitivement.

Dans sa première séance, la Commission 3 a adopté provisoirement la proposition 15. 104.2, sous réserve du complément qui sera encore apporté concernant les compétences respectives des deux Conseils en matière de Règlements d'exécution. Ce complément fait l'objet de l'amendement 15. 104.7 qui vise à préciser que le Conseil d'exploitation postale tient compte, lorsqu'il revise les Règlements d'exécution, des directives du Conseil d'administration en ce qui concerne les politiques et les principes fondamentaux.

Plusieurs délégations appuient l'amendement tandis que d'autres insistent sur l'équilibre recherché par le Conseil exécutif entre les attributions des nouveaux Conseils et craignent que l'amendement proposé ne vienne rompre cet équilibre.

Soumise au vote après vérification du quorum, la proposition 15. 104.7 est adoptée par 98 voix pour, 30 non et 14 abstentions. La proposition 15. 104.2, ainsi amendée, est adoptée définitivement.

La proposition 20. 10.2, relative à l'article 10 de la Convention, est une conséquence de la modification du paragraphe 9.4 de l'article 104 du Règlement général. La compétence de reviser et de modifier entre deux Congrès les taxes d'affranchissement des envois de la poste aux lettres est transférée au Conseil d'exploitation postale, ce qui nécessite la modification de l'article 10 de la Convention qui réserve aussi l'approbation du Conseil d'administration.

La nouvelle description des attributions des deux Conseils rend superflue la répartition des tâches telle qu'elle était décrite à l'article 25 du Règlement intérieur des Congrès. La proposition 19. 25.2 apporte les modifications nécessaires à cet article 25.

Les propositions 20. 10.2 et 19. 25.2 sont adoptées par consensus.

e) Conditions
d'approbation
des propositions
concernant
la Convention et
les Arrangements

Propositions
20. 57.3, 30. 41.3,
40. 13.3, 50. 17.3
et 60. 9.3

Dans le cadre de son étude sur la gestion du travail de l'Union, le Conseil exécutif était aussi chargé de revoir la procédure de modification des Actes entre deux Congrès en vue de l'assouplir. Pour réaliser cet objectif, il propose de remplacer chaque fois l'unanimité par les deux tiers des suffrages et les deux tiers par la majorité des suffrages.

L'Espagne demande que, dans la proposition 20. 57.3, les paragraphes 3.2 et 3.3 soient fusionnés puisqu'ils prévoient tous les deux la même majorité.

Le Japon propose d'ajouter chaque fois une nouvelle disposition permettant aux Pays-membres dont la législation intérieure n'est pas compatible avec la modification introduite d'adresser au Directeur général du Bureau international une réserve écrite par laquelle ils déclarent qu'ils ne sont pas en mesure d'accepter ladite modification.

Plusieurs délégations soulèvent la question du droit d'émettre des réserves et des conditions de leur acceptation. Le Secrétaire rappelle à ce sujet qu'une procédure a été prévue en ce qui concerne les réserves aux Règlements d'exécution et il pose la question de savoir si une réserve à une modification de la Convention ou d'un Arrangement devrait faire l'objet d'un vote par voie de correspondance ou pourrait revêtir la forme d'une déclaration unilatérale. Une délégation suggère d'admettre la déclaration unilatérale, mais sous réserve de ratification par le Congrès suivant.

Afin d'être mieux renseignée sur cette question, la Commission charge le Secrétariat général de préparer et de diffuser un document sur la base de la proposition du Japon.

Structure des
Conseils par
Commission

Congrès – Doc 70/
Rev 1,
paragraphe 20

Proposition 017

Le consultant extérieur Ernst & Young, dans son étude pour le Conseil exécutif, avait déjà élaboré un projet de structure par Commission pour chacun des deux Conseils. Le Conseil exécutif a estimé que ce travail ne devait pas être perdu et qu'il convenait au contraire d'inviter les Conseils à s'en inspirer lorsqu'ils fixeront la composition et les attributions de leurs Commissions et Groupes de travail. La Commission 3 n'est donc pas appelée à prendre une décision sur le nombre de Commissions des Conseils ni sur leurs attributions, car il s'agit là d'une question qui relève de la compétence propre à chaque organe.

La proposition 017 est adoptée sans opposition.

Représentation
et participation

Congrès – Doc 70/
Rev 1,
paragraphe 21 à 30

Propositions
15. 104.3
(paragraphe 3),
018, 040, 044,
15. 112.1, 10. 20.3
et propositions
de conséquence
et 19. 5.1

La proposition 15. 104.3, paragraphe 3, à combiner avec la proposition 018, vise à répondre aux besoins des pays qui ont séparé les fonctions gouvernementales de celles des Administrations postales. Elle confirme la compétence de chaque Pays-membre de désigner la ou les entités chargées de remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements.

La proposition 018 est un compromis réalisé au sein du Conseil exécutif. Les Actes de l'UPU ne font pas toujours clairement la distinction entre «Pays-membre», «pays» ou «Administration postale». L'étude qui sera entreprise après le Congrès de Séoul devrait permettre d'introduire une terminologie plus cohérente et qui tienne mieux compte de la tendance à séparer les fonctions gouvernementales et celles d'opérateur. La proposition 018 cherche à apporter certains correctifs à la situation actuelle, au moins à titre provisoire. Elle va plus loin que la proposition 15. 104.3, notamment dans le chiffre 4° de la déclaration officielle.

L'amendement 040 vise à simplifier la déclaration officielle en la limitant à constater qu'il appartient à chaque Pays-membre de définir et de désigner son Administration postale.

L'amendement 044 précise que les Actes de l'UPU ne comportent pas seulement des obligations mais aussi des droits.

La proposition 15. 112.1 revient à ancrer dans les Actes certaines idées contenues dans la proposition 018 du Conseil exécutif. En outre, l'article 112 du Règlement général a une portée plus générale que l'article 104 limité au Conseil d'exploitation postale.

La série de propositions de la France tend à remplacer dans plusieurs dispositions des Actes le terme «Administration postale» par «Pays-membre» toutes les fois où la disposition ne vise pas expressément l'opérateur public. Ces propositions deviennent sans objet si la proposition 018 est adoptée par le Congrès. Cette dernière résout en effet provisoirement la question de l'emploi des termes «Pays-membre» et «Administration postale» dans les Actes et une étude sera entreprise à ce sujet dans le cadre des futures activités liées à la gestion du travail de l'Union.

La proposition 19. 5.1 concernant le Règlement intérieur des Congrès a déjà été approuvée par le Congrès lors de sa séance plénière du 23 août 1994. La Commission 3 n'a plus à l'examiner.

Certaines délégations relèvent que la proposition du Conseil exécutif présente plusieurs inconvénients. Elle prévoit par exemple une ou plusieurs entités alors que les Actes ne mentionnent que l'Administration postale et une voix par Pays-membre. Elle envisage la participation d'entités autonomes, parfois même de droit privé, alors que l'UPU est une organisation intergouvernementale. Elle ne préserve pas la souveraineté nationale des pays en intervenant dans la désignation de l'entité responsable de l'application de la Convention et des Arrangements.

D'autres délégations se prononcent en faveur de la proposition 018 et estiment au contraire que celle-ci n'empiète pas sur la souveraineté des Pays-membres. Elle évite également le risque de voir des concurrents privés participer aux travaux des organes de l'UPU.

Le Brésil, auteur de la proposition 040, signale que la «déclaration officielle» présentée dans la dernière partie de la résolution 018 définit le terme «Administration postale», ce qui pourrait interférer dans la législation nationale de chaque pays. Ainsi, dans la proposition 040, il a suggéré de modifier le paragraphe «déclare officiellement», en laissant à chaque Pays-membre la responsabilité de définir le terme «Administration postale», afin d'éviter que l'UPU ne s'ingère dans les affaires internes des Pays-membres.

La Nouvelle-Zélande se réfère au chiffre 28 du Congrès – Doc 70/Rev 1 où il est question du cas d'un pays qui désigne une certaine entité pour lui confier une partie de ses obligations et une autre entité pour la charger de remplir le reste de ses obligations. Elle demande dès lors si la résolution 018 s'appliquerait aussi dans le cas où un Pays-membre souhaiterait désigner plus d'une entité, publique ou privée, pour s'acquitter de toutes ses obligations de membre de l'UPU. Il est concevable en effet qu'un pays qui envisage une déréglementation complète de son secteur postal veuille donner la possibilité à plusieurs opérateurs postaux concurrents d'échanger du courrier international avec d'autres pays, dans le respect des Actes de l'UPU. Selon ce scénario, ces opérateurs pourraient être habilités à émettre leurs propres timbres-poste et ce droit ne serait plus réservé à la seule Administration postale. Il deviendrait nécessaire de prendre des dispositions au niveau national pour soutenir l'idée que plusieurs entités d'un pays quelconque fournissent les mêmes services, sous le couvert des Actes de l'UPU. Rien dans les Actes ne s'oppose à ce qu'un pays désigne plus d'une entité pour l'échange du courrier avec d'autres pays, conformément aux règles de l'UPU, mais la Nouvelle-Zélande souhaite recevoir confirmation de ce point de vue. La Commission n'émet aucune objection.

L'Amérique (Etats-Unis), porte-parole du Conseil exécutif, précise que le but de la proposition 018 est de laisser chaque Pays-membre choisir l'entité ou les entités chargées d'assumer les obligations résultant des Actes. Ainsi, chaque Administration postale traite pratiquement avec une seule entité d'un autre pays, ce dernier devant veiller au respect des Actes par les diverses entités.

La proposition 040 est adoptée par 61 voix pour, 49 non et 26 abstentions.

La proposition 018 devient sans objet.

Les autres propositions seront examinées à une séance ultérieure.

Déclaration

L'observateur de la Chambre de commerce internationale tient à remercier l'UPU de la compréhension dont elle a fait preuve à l'égard de son organisation en l'autorisant à assister à certaines des réunions du Congrès. La Chambre de commerce internationale, avec ses 70 000 entreprises membres réparties dans une centaine de pays, est sensible aux préoccupations des Administrations postales et elle se considère elle-même comme un gros client de la poste, vu que 70 % du courrier postal revêt un caractère commercial. L'observateur assure l'UPU de la collaboration de la Chambre de commerce internationale, notamment en favorisant un dialogue constructif avec la clientèle.

La séance est levée à 18 h 20.

Au nom de la Commission:

Le Président,

K.J.S. McKeown

Le Secrétaire,

L.-Ph. Ducommun

Les Secrétaires adjoints,

H.R. Ranaivoson

C. Finkpon

Cinquième séance

Vendredi 2 septembre 1994, 17 h 15

Présidence de M. K.J.S. McKeown, Président

Quorum	La vérification des présences montre que le quorum de 82 est largement atteint.
Représentation et participation	<i>Propositions 15. 104.3 (paragraphe 3), 018, 040, 044, 15. 112.1 et 19. 5.1</i>
Congrès – Doc 70/ Rev 1, paragraphes 21 à 30	<p>Au cours de quatrième séance, la Commission a retenu la proposition 040, la proposition 018 devenant ainsi sans objet.</p> <p>A la suite de cette décision, <u>la proposition 044 devient également sans objet.</u></p> <p>Le paragraphe 3 de la proposition 15. 104.3 était lié à la proposition 018 qui n'a pas été retenue. Certains intervenants ne voient toutefois pas de contradiction entre l'adjonction proposée à ce paragraphe et la proposition 040. Ce complément permet de créer la base juridique nécessaire sans porter atteinte à la souveraineté nationale des Pays-membres. Il indique ce que signifie le terme «Administration postale» alors que la proposition 040 laisse aux Pays-membres le soin de désigner la ou les entités qui joueront le rôle de l'Administration postale.</p> <p>De nombreuses délégations pensent au contraire que le paragraphe 3 proposé est incompatible avec l'adoption de la proposition 040 ou, pour le moins, qu'il est superflu.</p> <p>Soumis au vote après vérification du quorum, <u>le paragraphe 3 de la proposition 15. 104.3 est rejeté</u> par 74 voix contre, 28 pour et 31 abstentions.</p> <p>Pour son auteur, la proposition 15. 112.1 s'inscrit dans la logique de la proposition 040.</p> <p>D'autres délégations pensent au contraire que cette proposition n'est pas nécessaire, l'idée qu'elle veut introduire étant déjà comprise dans la proposition 040. En outre, l'obligation de notification au Bureau international ne saurait être imposée à tous les Pays-membres, mais seulement à ceux qui connaissent la séparation entre les fonctions de régulateur et d'opérateur.</p> <p>Devant cette opposition, <u>l'auteur retire la proposition 15. 112.1.</u></p>

Planification
stratégique*Proposition 020*

Congrès – Doc 70/
Rev 1,
paragraphe 31 à 33

La proposition 020 invite la Commission à se prononcer sur la conduite des opérations de planification stratégique et de budgétisation par programme à mener par les organes permanents de l'Union.

La Grande-Bretagne, membre du Noyau de gestion du projet du Groupe de travail GT 3/3 du Conseil exécutif, relève la nécessité pour l'Union d'un processus qui permette de répartir au mieux entre ses activités les ressources disponibles. Le processus de planification stratégique élaboré par le Conseil exécutif avec la collaboration du consultant extérieur est un cadre bien structuré et coordonné sans être rigide. Il recommande les grandes lignes à suivre par les organes permanents de l'Union.

La proposition 020 est adoptée sans opposition.

Financement souple

Congrès – Doc 70/Rev 1, paragraphes 34 à 37, et Congrès – Doc 19, partie III

Durant toute la période financière, le strict respect de la croissance zéro en termes réels dans l'établissement du budget a aidé l'Union à tenir une discipline budgétaire stricte et a limité la charge financière des Pays-membres. D'un autre côté, ce principe fait peser des contraintes limitant la capacité de l'Union à entreprendre de nouvelles activités de développement. Bien que le processus de planification stratégique et le budget-programme offrent aux Pays-membres une certaine souplesse quant au choix des programmes à financer par le budget ordinaire, il incombera aux nouveaux Conseils d'étudier, en concertation avec le Bureau international, diverses possibilités de financement extrabudgétaire.

Le Congrès – Doc 19, partie III, est le résultat des travaux du Groupe de travail restreint constitué du Canada, de l'Italie, du Japon et du Bureau international afin de trouver des solutions pour le financement des activités de l'Union. Dans sa présentation, le Bureau international précise que les recommandations formulées dans cette partie du document sont en conformité avec les conclusions du plan financier (Congrès – Doc 74/Annexe 2 et Congrès – Doc 74/Add 1), notamment celle qui concerne la création d'un Groupe de travail qui étudierait en profondeur le financement extrabudgétaire des activités de renforcement sur la base des grandes lignes esquissées. Le Groupe de travail devrait consulter les Pays-membres afin de déterminer quelles sont leurs priorités et si les Pays-membres sont en mesure de les financer par des ressources extrabudgétaires. Une telle consultation ne pourrait être effectuée que sur la base des plans opérationnel et financier détaillés qui indiquent clairement les éléments essentiels, tels que la durée et le contenu des activités, ainsi que les ressources requises, tout en déterminant les résultats attendus, pour que les Pays-membres puissent analyser les coûts et bénéfices de chaque activité.

La Commission prend note des travaux entrepris jusqu'à présent. Le Congrès – Doc 19 sera examiné dans son ensemble par la Commission des finances.

Bureau international *Propositions 10. 20.2, 15. 103.2, 15. 105.2, 15. 107.1, 15. 109.3, 15. 109.4, 15. 109.5, 15. 109.6 et 024*

Congrès – Doc 70/
Rev 1,
paragraphe 38

Les résultats de l'étude sur la gestion du travail de l'Union se traduisent, en ce qui concerne le Bureau international, par un développement substantiel de ses tâches et méthodes de travail. Ainsi qu'il ressort de la proposition 10. 20.2, le Bureau international est désormais appelé à exécuter non seulement toutes les tâches qui lui sont confiées, mais aussi les activités d'appui nécessaires.

Soumise au vote après vérification du quorum, la proposition 10. 20.2 est adoptée par 134 oui, aucun non et 3 abstentions.

Les propositions 15. 103.2 et 15. 105.2 visent deux buts:

- a) réduire le coût, tant en ressources humaines, financières que matérielles, en matière de production et de diffusion des documents du CE. La diffusion des documents aux Administrations postales et aux Unions restreintes devrait être limitée à l'essentiel, en l'occurrence le compte rendu analytique et les décisions prises;
- b) adapter à la rationalisation des méthodes de travail des organes de l'Union, dont l'étude est en cours, le système d'information du Bureau international en direction des Administrations postales et des Unions restreintes.

Selon l'article 107, paragraphe 4, du Règlement général, la documentation publiée directement par le Bureau international est en principe distribuée simultanément dans les différentes langues demandées. Le remplacement de la mention «en principe» par «dans la mesure du possible», objet de la proposition 15. 107.1, permettrait d'expédier les différentes versions linguistiques au fur et à mesure qu'elles sont prêtes et aussi d'éviter les problèmes d'entreposage au Bureau international.

Les propositions 15. 103.2, 15. 105.2 et 15. 107.1 sont adoptées par consensus.

La première partie de la proposition 15. 109.3 porte sur la prise en considération, dans le texte français, des qualifications professionnelles plutôt que sur les titres de compétence. Elle est adoptée par consensus.

La deuxième partie de la proposition vise à supprimer l'obligation que les candidats aient la nationalité du pays qui les recommande. Les avis sont partagés. Certaines délégations estiment que le droit des Pays-membres à l'égard de leurs ressortissants ne devrait pas être ignoré et optent pour le maintien des dispositions en vigueur. La Grande-Bretagne, porte-parole du Conseil exécutif, précise que la proposition a pour but de permettre à l'Union de recruter des personnes hautement qualifiées travaillant dans un pays autre que celui dont elles ont la nationalité; elle n'affecte en rien la souveraineté des Pays-membres et, de toute façon, les qualifications professionnelles restent déterminantes.

Le Brésil propose d'ajouter, après «dont ils ont la nationalité», les mots «ou bien où ils exercent leur activité professionnelle».

Soumise au vote après vérification du quorum, la deuxième partie de la proposition 15. 109.3 est rejetée avec 75 oui, 50 non et 8 abstentions.

L'amendement du Brésil est adopté par 116 oui, 1 non et 16 abstentions.

La séance est levée à 18 h 20.

Au nom de la Commission:	Le Président, K.J.S. McKeown	Le Secrétaire, L.-Ph. Ducommun
--------------------------	---------------------------------	-----------------------------------

Les Secrétaires adjoints,
H.R. Ranaivoson
C. Finkpon

Sixième séance

Mardi 6 septembre 1994, 15 h 40

Présidence de M. K.J.S. McKeown, Président

Représentations	La Gambie est représentée par l'Amérique (Etats-Unis).
Quorum	La vérification des présences montre que le quorum de 84 est largement atteint.
Approbation de rapports	Les rapports de la première, de la deuxième et de la troisième séance sont approuvés sans observation.
Bureau international	<i>Propositions 10. 20.2, 15. 103.2, 15. 105.2, 15. 107.1, 15. 109.3, 15. 109.4, 15. 109.5, 15. 109.6 et 024 (suite)</i>
Congrès – Doc 70/ Rev 1, paragraphe 38	<p>La Commission poursuit l'examen de ce point. Pour la mise au concours des postes de spécialistes, le Bureau international a déjà publié dans certains cas (informatique, EDI, planification stratégique et budget-programme) les vacances dans les journaux, simultanément avec la diffusion aux Administrations postales et à l'intérieur du Bureau international. La proposition 15. 109.4 vise à élargir cette possibilité, mais pas d'une manière systématique, étant donné que les fonctionnaires P et hors classe doivent aussi avoir une large expérience de la poste.</p> <p>Une délégation estime que les Administrations postales devraient continuer d'avoir la préférence.</p> <p>Le Brésil propose de limiter la durée d'engagement des futurs candidats, surtout des spécialistes, à deux ans, sous réserve de prolongation du contrat après consultation des Conseils. Pour le Secrétaire général, une telle limitation imposerait des conditions trop restrictives au nouveau Directeur général du Bureau international en matière de recrutement du personnel et prolongerait le processus de recrutement.</p> <p>Compte tenu de ces explications, <u>la proposition 15. 109.4 est adoptée par consensus.</u></p>

La proposition 15. 109.5 a trait au principe de la répartition géographique au sein du personnel de haut niveau du Bureau international. Elle précise, d'une part, la non-application de ce principe aux promotions des fonctionnaires du Bureau international et, d'autre part, l'ordre de priorité des exigences à prendre en considération.

La proposition 15. 109.6 vise tout d'abord, aux paragraphes 2.3, 2.3bis, 2.3ter, 2.3quater et 2.3sexies, à entériner ou à élargir les fonctions exercées dans la pratique par le Directeur général. Elle introduit en outre, aux paragraphes 2.3quinquies et 2.4, de nouvelles attributions du Directeur général découlant de la restructuration: il s'agit de la préparation du projet de plan stratégique et de la fonction d'intermédiaire dans les relations entre l'UPU et les organismes internationaux, associations ou entreprises.

Dans le cadre de l'amélioration de la productivité du Bureau international et de ses fonctionnaires, le Conseil exécutif propose au Congrès, par sa proposition 024, de recommander aux Pays-membres quatre mesures qui concernent l'une des activités principales du Bureau international, à savoir l'organisation des conférences et réunions de l'UPU. Il s'agit de:

- 1° la limitation du nombre des réunions;
- 2° l'organisation de réunions restreintes de spécialistes pour les questions techniques;
- 3° la tenue des réunions en principe au siège de l'Union;
- 4° la nécessité d'éviter de modifier les calendriers des réunions peu de temps avant les réunions.

Les propositions 15. 109.5, 15. 109.6 et 024 sont adoptées par consensus.

Futures activités

Propositions 022 et 043/Rev 1

Congrès – Doc 70/
Rev 1,
paragraphes 41 à 43

Les résultats qui ont été obtenus à ce jour peuvent être considérés comme un pas important fait vers l'amélioration de la gestion du travail de l'Union. Mais, même avec l'approbation par le Congrès dans leur substance des réformes proposées, il semble nécessaire d'établir un programme de travail complémentaire pour le prochain cycle quinquennal. Le programme de travail complémentaire en question est soumis au Congrès dans la proposition 022. Il porte essentiellement sur les aspects suivants:

- revision de la mission de l'UPU;
- poursuite de la refonte des Actes;
- revision du mode de financement;
- revision de la structure organique du Bureau international;
- poursuite de l'élaboration des systèmes de planification stratégique et de budgétisation par programme;
- revision des Conseils;
- suivi du statut des membres de l'Union.

L'amendement 043/Rev 1 tend à accorder une importance plus grande, dans l'étude qui sera entreprise, à la définition de la mission de l'UPU, au statut de ses membres, à la participation d'autres acteurs et au financement des services.

La Grande-Bretagne, membre du Noyau de gestion du projet du Groupe de travail GT 3/3 et porte-parole du Conseil exécutif, commente la proposition 022 et rappelle les principaux objectifs de l'étude envisagée:

- maintenir un budget croissance zéro en valeur réelle sans toutefois nuire au travail de l'Union ni mettre en péril sa stabilité budgétaire;
- adapter les activités de l'Union à l'environnement concurrentiel;
- ne pas financer les activités du secteur commercial par le budget de l'Union.

Le Portugal présente l'amendement 043/Rev 1 qui vise essentiellement à accorder plus d'importance et de priorité à certains éléments de l'étude dans le sens d'une ouverture plus large de l'Union et d'un financement plus souple de ses activités.

Les intervenants sont unanimes à reconnaître la nécessité de poursuivre l'étude sur la gestion du travail de l'Union mais les avis sont partagés sur la formulation à retenir. Si l'amendement 043/Rev 1 a l'avantage d'être plus précis et de fixer certaines priorités, il présente aussi l'inconvénient, aux yeux de quelques intervenants, de permettre l'entrée des concurrents au sein de l'UPU et d'accorder trop d'importance à la recherche d'un système de financement souple qui pourrait être contraire aux intérêts de l'Union.

Le Japon rappelle les difficultés que rencontrent beaucoup de pays pour faire ratifier les Actes signés à chaque Congrès. Le Règlement intérieur des Congrès étant annexé au Règlement général, il doit être compris dans la procédure de ratification. L'étude sur la refonte des Actes devra donc tenir aussi compte de la possibilité de séparer le Règlement intérieur des Congrès du Règlement général afin de faciliter et d'accélérer la procédure de ratification.

En réponse à la question d'une délégation, l'Amérique (Etats-Unis), au nom du Conseil exécutif, précise que le texte de la résolution n'exclut pas la possibilité de faire appel, si nécessaire, à des experts postaux ou extérieurs, même si cette possibilité n'est pas expressément mentionnée.

Soumis au vote, l'amendement 043/Rev 1 est adopté par 80 voix pour, 23 contre et 51 abstentions. La proposition 022 devient ainsi sans objet.

Langues

Propositions 15. 106.91/Rev 1, 15. 106.94, 15. 106.95, 15. 107.2/Rev 1 et 021/Rev 1

Congrès – Doc 70/
Add 1 et Corr 1

Compte tenu du nombre élevé de ses membres et de la contribution financière importante du groupe linguistique anglais, il semblerait logique et équitable d'améliorer le statut de ce groupe au sein de l'Union. Cela irait également dans le sens de la tendance de plus en plus forte à adopter l'anglais dans le monde du commerce et des échanges internationaux. La revalorisation du statut de l'anglais pourrait être mise en oeuvre par la création d'un nouvel article 106bis du Règlement général prévoyant deux langues de travail du Bureau international soit le français, langue officielle, et l'anglais, tel que le préconise la proposition 15. 106.91/Rev 1 que la Zambie présente en qualité de porte-parole du Conseil exécutif.

L'amendement 15. 106.94, introduit par l'Espagne, tend à ajouter l'arabe et l'espagnol aux langues de travail du Bureau international proposées. Ces deux langues et la langue anglaise sont équivalentes et sont généralement admises dans les autres organisations internationales du système des Nations Unies. Il convient de maintenir un équilibre linguistique, langues de travail ne signifiant pas langues officielles. La proposition du Conseil exécutif n'apporte qu'une solution partielle et incomplète au problème.

Le Portugal introduit l'amendement 15. 106.95 qui vise à ajouter, comme langue de travail, le portugais en plus de l'arabe et de l'espagnol, car il s'agit de l'une des langues les plus parlées dans le monde et elle est utilisée sur tous les continents.

De l'avis de nombreuses délégations de pays anglophones et aussi de quelques pays dans lesquels l'anglais n'est pas la langue officielle, l'introduction de l'anglais comme langue de travail à l'UPU s'impose non pas pour des raisons politiques ni même purement linguistiques, mais d'un point de vue commercial car c'est la langue la plus répandue dans le monde des affaires. Les activités de l'UPU étant de plus en plus tournées vers le secteur opérationnel, la pratique de l'anglais améliorerait l'image de l'Union vis-à-vis de la clientèle. Elle constituerait la suite logique et nécessaire de la restructuration que l'Union est en train d'entreprendre et elle permettrait d'améliorer l'efficacité du Bureau international en élargissant l'éventail des candidats hautement qualifiés à recruter. De plus et en pratique, beaucoup de documents techniques ne sont publiés qu'en anglais et la majorité des Pays-membres de l'Union utilisent cette langue.

Pour quelques d'intervenants, l'anglais mériterait même le statut de langue officielle de l'UPU.

Le porte-parole des pays arabes rappelle que l'anglais, l'arabe et l'espagnol ont le même statut depuis le Congrès de Lausanne 1974. Ces trois langues sont des langues officielles de l'ONU. L'UPU devrait s'adapter; la qualité des travaux et la solidarité entre les Pays-membres priment l'aspect financier.

Tout en appuyant la proposition du Conseil exécutif, certaines délégations pensent qu'il ne serait pas raisonnable d'adopter en bloc les autres amendements sans une étude préalable globale. Un nombre trop élevé de langues de travail nuirait à la qualité et à l'efficacité du travail du Bureau international et entraînerait des dépenses superflues.

D'autres délégations, francophones, sans mettre en doute l'importance de l'anglais, sont d'avis que toutes les conséquences du changement proposé n'ont pas été suffisamment examinées, par exemple la définition des notions de langue officielle et de langue de travail, les rapports avec les groupes linguistiques et les incidences financières. Elles estiment en conséquence qu'il serait préférable, avant de prendre une décision, de demander au Conseil d'administration d'entreprendre une étude de l'ensemble du système linguistique afin de rechercher une solution globale qui puisse être acceptée par tout le monde et qui soit également conforme aux systèmes adoptés dans les autres organisations internationales. C'est en particulier le point de vue défendu par la France qui, en cas de vote et dans un esprit de conciliation, ne s'opposerait pas à l'introduction de l'anglais comme langue de travail du Bureau international, tout en soutenant l'introduction de plusieurs autres langues.

Une délégation rappelle que la reconnaissance du français comme langue officielle représente un des principes fondamentaux de l'UPU. La création d'un groupe linguistique français ne serait pas compatible avec ce principe.

Plusieurs orateurs étant encore inscrits, la discussion sera poursuivie lors de la prochaine séance de la Commission.

La séance est levée à 18 h 10.

Au nom de la Commission:	Le Président,	Le Secrétaire,
	K.J.S. McKeown	L.-Ph. Ducommun

Les Secrétaires adjoints,
H.R. Ranaivoson
C. Finkpon

Septième séance

Mercredi 7 septembre 1994, 15 h 10

Présidence de M. K.J.S. McKeown, Président

Représentations Malte et Saint-Vincent-et-Grenadines sont représentés respectivement par l'Irlande et les Bahamas.

Quorum La vérification des présences montre que le quorum de 84 est largement atteint.

Langues *Propositions 15. 106.91/Rev 1, 15. 106.94, 15. 106.95, 15. 107.2/Rev 1 et 021/Rev 1*

Congrès – Doc 70/
Add 1 et Corr 1

La Commission poursuit la discussion générale sur la question des langues et l'examen des propositions 15. 106.91/Rev 1, 15. 106.94 et 15. 106.95.

Compte tenu des opinions exprimées lors de la séance précédente, le Secrétaire général suggère une solution de compromis qu'il a discuté la veille avec le chef de la délégation française comportant les quatre points suivants:

- 1° maintien du français comme langue officielle et de référence;
- 2° admission du français et de l'anglais comme langues de secrétariat;
- 3° maintien du français, de l'anglais, de l'arabe et de l'espagnol, ainsi que du portugais, comme langues de documentation;
- 4° constitution d'un groupe linguistique français.

Tout en acceptant les trois premiers points d'une telle solution, la France déclare ne pouvoir accepter en aucun cas la constitution d'un groupe linguistique français.

Plusieurs délégations appuient la suggestion du Secrétaire général. Certaines estiment cependant opportun de réfléchir sur les incidences financières ou expriment des doutes sur la définition de la langue de travail du Bureau international.

Le représentant de l'Association du personnel du Bureau international exprime le souhait que l'Association soit associée aux travaux futurs découlant des décisions du Congrès concernant la restructuration du Bureau international, notamment la création éventuelle d'un Groupe linguistique français ou l'adoption d'autres langues de travail que le français. En effet, de telles décisions auront des conséquences pour le personnel de tous les Groupes linguistiques existant déjà. Il espère également que les conditions d'emploi des titulaires

actuels du service de traduction française ne seront pas affectés par un transfert au Groupe linguistique français si celui-ci est créé. D'autre part, compte tenu des dispositions de l'article premier du Règlement du Fonds social pour le personnel du Bureau international de l'UPU, les ressources de ce Fonds ne sont pas prévues pour financer la formation linguistique des fonctionnaires en service, celle-ci, comme toutes autres formations professionnelles, devant être financée par l'Union. La réorganisation de l'UPU intéresse au plus haut point le personnel du Bureau international qui est conscient de sa nécessité pour donner un élan nouveau à l'Union. La réorganisation du Bureau international ne devrait cependant pas avoir un effet négatif sur le statut et les conditions de travail du personnel. L'Association du personnel désire donc être consultée sur toutes les propositions ayant des conséquences pour les fonctionnaires et souhaite que les avis qu'elle émettra soient, le cas échéant, portés à la connaissance des organes de l'UPU qui auront à statuer en la matière. Le souci premier de l'Association étant la réussite de la réorganisation de l'UPU, elle émet le vœu qu'il soit tenu compte du facteur humain tout au long de ce processus. Comme précédemment, l'UPU pourra compter sans réserve sur les fonctionnaires du Bureau international.

Les défenseurs des propositions 15. 106.94 et 15. 106.95 proposent que leurs propositions soient présentées au CA comme base pour une autre étude concernant la situation linguistique du Bureau international.

Une majorité d'intervenants se prononcent en faveur de l'utilisation de l'anglais comme langue de travail du Bureau international et d'une étude d'ensemble du système linguistique en vue d'arriver à une solution globale, applicable à toutes les langues, qui tienne compte de l'intérêt de tous les Groupes linguistiques ainsi que des incidences financières. Cette étude devrait également prendre en considération la pratique suivie dans les autres institutions du système des Nations Unies.

En conclusion de ce débat, la Commission note qu'aucune opposition n'a été manifestée quant au statut du français et de l'anglais en tant que langues de travail du Bureau international. Elle décide de charger le Conseil d'administration d'effectuer une étude de l'ensemble du système linguistique pour élargir la base linguistique et de transférer en conséquence au Conseil d'administration les propositions 15. 106.94 et 15. 106.95. Le texte de la décision figure en annexe 1 au présent rapport.

La proposition 15. 106.91/Rev 1 est adoptée par consensus.

D'après la proposition 15. 107.2/Rev 1, la création d'un groupe linguistique français avait pour objet de permettre l'instauration d'un système de partage de frais de traduction plus juste et plus équitable. Ce groupe fonctionnerait d'une manière semblable à celle dont opèrent les autres groupes linguistiques. La décision de créer un tel groupe placerait tous les Pays-membres sur un pied d'égalité en ce qui concerne les services de traduction. Les frais de traduction de l'arabe, de l'anglais et de l'espagnol vers le français seraient retirés du budget de l'Union et facturés au groupe linguistique français, les autres frais afférents à la production des documents étant assumés par l'Union.

La France réaffirme son opposition à la création d'un Groupe linguistique français, contraire à la notion de langue officielle et à l'article 107 du Règlement général. La traduction des documents des autres langues vers la langue officielle est une obligation de l'Union et non un privilège en faveur des pays fran-

cophones. Faire supporter à ces pays les coûts inhérents à la création d'un Groupe linguistique français constituerait une injustice notamment envers ceux qui éprouvent déjà de sérieuses difficultés économiques. Si le Congrès impose la création d'un Groupe linguistique français, la France n'y adhérerait pas.

D'autres délégations partagent le point de vue de la France et estiment que la création d'un Groupe linguistique français serait incompatible avec la notion de langue officielle.

Plusieurs intervenants rappellent la décision de charger le Conseil d'administration d'effectuer une étude globale sur le système linguistique de l'UPU et proposent que la création éventuelle d'un Groupe linguistique français soit incluse dans cette étude. Certains estiment équitable que les frais de traduction des documents de la langue officielle vers les autres langues et vice versa soient à la charge de tous les Pays-membres.

Un Pays-membre a fait remarquer que de nombreux pays appartenant aux groupes linguistiques existants connaissent également de sérieux problèmes économiques, et que, dans le cadre du système actuel, ces mêmes pays subventionnent pourtant la production de la version française des documents que reçoivent les pays développés.

Soumise au vote après vérification du quorum, la proposition 15. 107.2/Rev 1 est adoptée par 85 voix pour, 34 contre et 25 abstentions.

Le Conseil exécutif s'est rendu compte de l'importance de la production des documents en plusieurs langues à l'UPU. Par la proposition 021/Rev 1, il suggère au Congrès de charger le Conseil d'administration de conduire une étude séparée au sujet de la rentabilité générale des procédures suivies en matière de traduction à la fois au sein du Bureau international et des groupes linguistiques. Cette étude devrait notamment permettre de déterminer la manière dont cette question influe sur la rentabilité globale du travail de l'Union et d'y apporter des améliorations.

L'observateur de l'Union postale des Amériques, de l'Espagne et du Portugal propose que l'étude à entreprendre s'étende au volume et à la quantité de la documentation des organes de l'Union. Il regrette la distribution tardive des documents qui ne permet guère de les étudier ou de les exploiter efficacement. Il suggère la diffusion de la documentation par le réseau PostNet qu'il conviendrait de développer en conséquence.

Le Secrétaire général adjoint tient à préciser que les retards dans la distribution des documents sont imputables en grande partie aux Pays-membres qui n'observent pas toujours les délais de réponse ou qui ne tiennent pas compte des délais nécessaires à la traduction, à l'impression et à la diffusion de la documentation. Il en résulte pour le personnel du Bureau international des conditions de travail extrêmement pénibles, notamment dans les services de traduction, ce qui engendre des risques d'erreurs susceptibles d'affecter l'efficacité et la qualité du travail. S'agissant du volume et de la quantité des documents, les efforts de rationalisation des méthodes de travail des organes de l'Union, entrepris avant le Congrès de Washington et intensifiés depuis, apportent des améliorations appréciables. Il serait souhaitable que l'étude envisagée prenne également cet aspect en considération.

La proposition 021/Rev 1 est adoptée sans opposition sous réserve d'ajouter que l'étude portera aussi sur l'élaboration et la distribution des documents et d'inclure dans l'étude les coûts de la traduction des documents vers la langue officielle.

Structure organique *Propositions 20. 57.3, 20. 57.4, 30. 41.3, 30. 41.4, 40. 13.3, 40. 13.4, 50. 17.3, 50. 17.4 et 60. 9.3 (suite)*

e) Conditions
d'approbation
des propositions
concernant la
Convention et les
Arrangements

Congrès – Doc 95

A la quatrième séance de la Commission, le Japon a proposé d'ajouter à chacune des propositions modifiant les conditions de modification de la Convention et des Arrangements entre deux Congrès une disposition nouvelle permettant aux Pays-membres dont la législation intérieure n'est pas compatible avec la modification introduite d'adresser au Directeur général du Bureau international une réserve écrite par laquelle ils déclarent qu'ils ne sont pas en mesure d'accepter ladite modification. Les amendements du Japon font l'objet des propositions 20. 57.4, 30. 41.4, 40. 13.4 et 50. 17.4.

Le Secrétariat général a élaboré le Congrès – Doc 95 qui contient le commentaire du Bureau international. La déclaration par laquelle un Pays-membre indique qu'il ne lui est pas possible d'accepter la modification introduite entre deux Congrès serait valable jusqu'à l'entrée en vigueur des Actes du Congrès suivant.

La Commission passe en revue ces diverses propositions. Elle les adopte sans opposition.

A la demande de plusieurs délégations qui n'ont pas eu le temps d'examiner tous les textes, la poursuite de l'examen de ce point de l'ordre du jour, en particulier l'amendement éventuel à apporter à la proposition relative à l'Arrangement concernant les envois contre remboursement, est renvoyé à la prochaine réunion.

Remboursement
des frais de voyage
pour les réunions
des organes du CE

Propositions 15. 102.2, 15. 102.9 et 15. 102.10

Ces trois propositions concernent l'article 102, paragraphe 10, du Règlement général relatif aux frais de participation des membres aux réunions du Conseil d'administration et de ses organes en dehors du Congrès.

1. *Proposition 15. 102.2 du Conseil exécutif*

Cette proposition vise simplement à confirmer la pratique déjà existante de pouvoir rembourser les frais de voyage aussi pour les réunions isolées des organes, notamment des Groupes de travail.

2. *Proposition 15. 102.9 des Pays-Bas*

Cette proposition vise, dans un souci d'économie, à aligner le système applicable au Conseil d'administration sur celui du Conseil d'exploitation postale, article 104, paragraphe 4, du Règlement général. Le remboursement des frais de voyage se limiterait alors aux seuls représentants des pays défavorisés définis comme tels par l'ONU.

3. Proposition 15. 102.10 des pays arabes

Cette proposition vise à rendre obligatoire le remboursement des frais de voyage au représentant de chaque membre des Commissions, Groupes de travail, et autres organes du Conseil d'administration se réunissant en dehors du Congrès et des sessions dudit Conseil.

Une délégation se déclare opposée à limiter le remboursement des frais de voyage aux seuls pays considérés comme défavorisés par les Nations Unies et le porte-parole du Conseil exécutif attire l'attention sur le fait que la plupart des autres organisations internationales remboursent les frais de voyage et versent en plus une indemnité journalière. Les incidences financières sont nulles dans la mesure où on se limite à officialiser la pratique suivie jusqu'ici. Un intervenant mentionne également le fait que les pays en développement sont les plus éloignés de Berne.

Le Secrétaire général adjoint rappelle l'article 17 de la Constitution selon lequel les membres du Conseil d'administration exercent leurs fonctions au nom et dans l'intérêt de l'Union, ce qui justifie le remboursement des frais de voyage. En outre, la liste des pays considérés comme défavorisés comprend moins de la moitié des pays en développement.

Après vérification du quorum, la proposition 15. 102.9 est rejetée par 69 voix contre, 39 pour et 22 abstentions.

La proposition 15. 102.2 et l'amendement 15. 102.10 sont adoptés par consensus.

La séance est levée à 18 h 20.

Au nom de la Commission:	Le Président,	Le Secrétaire,
	K.J.S. McKeown	L.-Ph. Ducommun

Les Secrétaires adjoints,
H.R. Ranaivoson
C. Finkpon

Décision

Etude sur le système linguistique de l'Union

Le Congrès,

notant

que le français est la langue officielle de l'Union et que le français ainsi que l'anglais doivent devenir les langues de travail du Bureau international,

charge

le Conseil d'administration:

- 1° d'entreprendre une étude de l'ensemble du système linguistique de l'Union afin de rechercher une solution globale ainsi que des systèmes adoptés dans d'autres institutions spécialisées des Nations Unies en prenant notamment en considération les propositions 15. 106.94 et 15. 106.95 ainsi que d'autres langues, en particulier l'allemand, le chinois et le russe;
- 2° d'analyser aussi la définition des notions de langue officielle et de langue de travail et les rapports entre ces deux notions;
- 3° d'examiner toutes les conséquences, notamment financières, de l'introduction éventuelle d'autres langues de travail;
- 4° de soumettre les propositions pertinentes au prochain Congrès.

Huitième séance

Jeudi 8 septembre 1994, 8 h 45

Présidence de M. K.J.S. McKeown, Président

Quorum	La vérification des présences montre que le quorum de 84 est atteint.
Approbation de rapports	Les rapports de la quatrième et de la cinquième séance sont approuvés, compte tenu des modifications annoncées au rapport de la quatrième séance. Le Président est autorisé par la Commission à approuver définitivement les rapports des dernières séances de la Commission, en tenant compte des observations présentées éventuellement dans le délai de vingt-quatre heures prévu à l'article 23, paragraphe 4, du Règlement intérieur des Congrès.
Structure organique	<i>Propositions 20. 57.3, 20. 57.4, 30. 41.3, 30. 41.4, 40. 13.3, 40. 13.4, 50. 17.3, 50. 17.4 et 60. 9.3 (suite)</i>
e) Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et les Arrangements	La Commission ne revient pas sur l'adoption des propositions visant à modifier les majorités requises pour modifier, entre deux Congrès, la Convention et les Arrangements, ainsi que sur les amendements proposés par le Japon.
Congrès – Doc 95	<p>Une délégation s'inquiète qu'une faible minorité puisse, le cas échéant, imposer son point de vue à l'ensemble des Pays-membres. Il serait souhaitable d'exiger, par exemple, que les deux tiers au moins des Pays-membres répondent à la consultation.</p> <p>Pour une autre délégation, la procédure de déclaration proposée par le Japon équivaut en fait à une réserve qui ne serait pas soumise à approbation, ce qui n'est pas possible.</p> <p>En réponse à la question d'un intervenant, le Secrétaire estime que la majorité introduite à l'article 57 de la Convention, par exemple, ne tient pas compte des abstentions ni des pays qui ne participent pas à la consultation.</p> <p>Sur proposition du Président, les délégations intéressées se consulteront pour examiner l'opportunité de déposer un appel en séance plénière et présenter, le cas échéant, une solution commune.</p> <p>Au vu des opinions divergentes exprimées, la Commission renonce à amender également la proposition du Conseil exécutif relative à l'article 9 de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement.</p>

Liquidation et
assainissement des
comptes arriérés

Propositions 15. 124.1, 15. 124.4 et 15. 124.2

La proposition 15. 124.1 crée la base légale permettant de renoncer, dans des circonstances exceptionnelles, aux intérêts dus lorsqu'un pays qui avait des arriérés s'en est acquitté en capital. Cette faculté répondrait, par exemple, au cas posé par le Liban, dont le Conseil exécutif a été saisi.

La proposition 15. 124.4, qui constitue un amendement à la proposition précitée, suggère des conditions de remboursement plus précises en limitant cette possibilité à une seule fois et le délai de remboursement à cinq ans.

La proposition 15. 124.2 consiste à libérer, de tout ou partie des intérêts accumulés ou à courir, le Pays-membre qui aurait remboursé ses dettes arriérées dans le cadre d'un plan d'amortissement de ses comptes arriérés approuvé par le Conseil exécutif. Cette idée avait déjà fait l'objet de la résolution C 61/ Washington 1989 et, durant la présente période financière, six accords ont été conclus entre les Pays-membres intéressés et le Bureau international et approuvés par le Conseil exécutif afin que des plans d'amortissement soient établis.

Le porte-parole du Conseil exécutif pense que la limitation à une seule fois n'est pas réaliste.

Le Secrétaire général tient à cette occasion à remercier tous les pays qui ont conclu des plans d'amortissement. Il se déclare favorable à l'introduction d'un délai de cinq ans, car certains pays ont proposé des plans d'amortissement sur des durées beaucoup plus longues.

Sur proposition du Secrétaire général adjoint et avec l'accord des Pays-Bas, le délai de cinq ans est ajouté à l'article 8ter et non à l'article 8bis.

La proposition 15. 124.1 est adoptée par consensus.

La proposition 15. 124.2 est adoptée par consensus, sous réserve de compléter le texte par les mots «dans un délai convenu de cinq ans au maximum».

La proposition 15. 124.4 devient sans objet.

Création ou
suppression de
postes de travail
du Bureau
international

Propositions 15. 102.1 et 15. 102.12

Conformément à l'article 21, paragraphe 1, lettre a), de la Constitution, le Congrès arrête le montant maximal que peuvent atteindre les dépenses de l'Union. Concrètement, le Congrès fixe à l'article 124, paragraphe 1, du Règlement général les sommes que les dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union ne doivent pas dépasser. Il en résulte que le Congrès ne fixe pas le nombre maximal des postes de travail mais qu'il en arrête seulement le chiffre dont il accepte de tenir compte dans la fixation du plafond des dépenses. Il appartient en revanche au seul Conseil d'administration d'autoriser la création de nouveaux postes. Afin d'apporter toute la clarté souhaitable dans les Actes, le Conseil exécutif suggère, par la proposition 15. 102.1, de compléter en conséquence l'article 102, paragraphe 6, du Règlement général qui fixe les attributions du Conseil d'administration.

Dans leur amendement 15. 102.12, les Pays-Bas suggèrent de préciser que le Conseil d'administration doit tenir compte des restrictions liées au plafond des dépenses.

Les propositions 15. 102.1 et 15. 102.12 sont adoptées par consensus.

Application
immédiate des
dispositions relatives
au Conseil
d'administration et
au Conseil
d'exploitation
postale

Proposition 023

Pour répondre à la nécessité d'appliquer tout de suite la nouvelle réglementation relative aux deux Conseils, sans attendre l'entrée en vigueur des Actes, le Conseil exécutif propose de mettre immédiatement en vigueur les dispositions relatives au Conseil d'administration et au Conseil d'exploitation postale. Cette proposition a déjà été adoptée par l'assemblée plénière le 2 septembre 1994 et la Commission 3 n'a plus à l'examiner.

Comité de
coordination des
travaux des organes
permanents de
l'Union

Propositions 08 et 041/Rev 2

La proposition 08 vise à préciser le statut juridique, la fonction et la méthode de travail du Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union. Le Comité n'est pas habilité à prendre des décisions et sa fonction se limite à coordonner les travaux et les opinions des organes permanents et à présenter des suggestions. Le pouvoir de décision appartient à chacun des deux Conseils.

L'amendement 041/Rev 2 a pour objet de mentionner également le rôle important du processus de planification stratégique, conçu précisément pour aborder la question de l'amélioration de la coordination. Une fois que ce processus aura prouvé son efficacité, il sera utile de réexaminer le rôle et les fonctions du Comité de coordination.

La proposition 08, amendée par la proposition 041/Rev 2, est adoptée par consensus.

Institutionnalisation
d'une réunion
à haut niveau entre
les Congrès

Propositions 06 et 042

La proposition 06 tend à institutionnaliser la réunion à haut niveau qui se tiendrait la troisième année suivant chaque Congrès.

Par son amendement 042, la Grande-Bretagne désire ne pas limiter la liberté d'action des organes permanents et laisser au Conseil d'administration le soin de décider, après consultation du Conseil d'exploitation postale et du Bureau international, de l'opportunité de tenir une réunion à haut niveau et de la date la mieux appropriée.

Une délégation suggère que cette réunion soit réservée aux Ministres et une autre qu'elle soit précédée d'une réunion préparatoire de techniciens; de l'avis de certains, il appartient aux Pays-membres de décider de leur représentation; la possibilité de tenir une réunion extraordinaire étant déjà prévue dans les Actes, un pays suggère d'ajouter la mention «en principe» au dispositif; le Président propose d'en biffer le mot «postaux».

La proposition 06, amendée par la proposition 042, est adoptée sans opposition, sous réserve de rédiger la deuxième partie du dispositif comme suit: «... tenir une réunion à haut niveau en principe dans la troisième année suivant le Congrès, à laquelle assisteraient les responsables de haut niveau».

Chevauchement
dans les travaux du
Bureau international
et du CCEP

Proposition 15. 113.3

L'article 113, paragraphe 4, du Règlement général stipule que le Bureau international saisit, à toutes fins utiles, le Président du Conseil d'exploitation postale des questions qui sont de la compétence de cet organe. Le trouvant superflu eu égard au rôle de secrétariat du Conseil assumé par le Bureau international, la Chine (Rép. pop.), par sa proposition 15. 113.3, suggère de supprimer le paragraphe 4 en question, d'autant plus que les attributions de chaque organe ont été redéfinies et précisées.

La proposition 15. 113.3 est adoptée par consensus.

Formules fournies
par le Bureau
international

Proposition 15. 115.1

La Commission 4 (Convention) a décidé de supprimer les cartes d'identité postales et la formule y relative. Par voie de conséquence, la référence aux cartes d'identité postales doit aussi être supprimée à l'article 115 du Règlement général.

La proposition 15. 115.1 est adoptée par consensus.

La gestion de
l'information en tant
qu'activité
stratégique de l'UPU

Congrès – Doc 71

Le document fournit un premier tour d'horizon de ce qui a été fait et de ce qui est à faire au titre de la gestion de l'information au sein de l'UPU et du Bureau international. Il conviendrait de continuer dans la voie tracée par le CCEP avec la publication des classeurs opérationnels et de créer en outre un système de gestion des documents, ouvert aux Administrations postales. On pourrait inclure dans la base de données les informations comprises dans les publications de l'UPU, telles que la Liste des objets interdits, les différents recueils ou la Liste des distances aéropostales.

La base de données, dont la création avait été décidée par le Congrès de Washington, a déjà été mise en service au sein du Bureau international. Elle contient pour le moment les résultats des contrôles de la qualité de service, la liste des adresses et la statistique des services postaux. Il est prévu d'ouvrir prochainement la base de données aux Administrations postales. Il est également envisagé de créer un groupe d'utilisateurs intéressés qui aurait pour but de tester les nouvelles fonctions et de juger de la priorité des données à entrer dans la base de données afin de faire correspondre son contenu aux souhaits des Administrations.

La Commission décide:

- de reconnaître la gestion de l'information, plus particulièrement la gestion de l'information par des moyens informatiques, comme activité stratégique de l'UPU;
- de prendre note de l'état de la mise en place de la base de données au profit des Administrations postales et du Bureau international.

Plan stratégique de
l'UPU pour les
années 1995–1999

Congrès – Doc 74 et Corr 1 et Add 1 et propositions 019 et 048

Le Plan stratégique de l'UPU pour 1995–1999 est présenté par M. Gharbi, Sous-Directeur général au Bureau international.

Dans le cadre de cette présentation faisant largement appel à des schémas et des graphiques, M. Gharbi aborde successivement:

- l'origine, la finalité et le mode de fonctionnement du processus de planification stratégique tel que retenu par l'Union;
- le contenu du plan stratégique proposé au Congrès est constitué de 6 objectifs et de 53 programmes;
- enfin, les mécanismes et procédures d'actualisation du plan stratégique dont la responsabilité incombera aux nouveaux organes de l'Union.

L'additif 1 présente, dans ses annexes 1 et 2, la liste des objectifs et des programmes identifiés dans le plan stratégique avec une indication prévisionnelle de l'organe permanent de l'Union susceptible d'en assurer la mise en œuvre ainsi que les coûts approximatifs associés à chaque programme, répartis par type d'activité.

Le Bureau international présente le projet de plan financier (Congrès – Doc 74/Annexe 2). Ce projet a pour but principal, en conformité avec la décision du Conseil exécutif (décision CE 6/1994), de permettre au Congrès de déterminer facilement si le plan financier est susceptible de dépasser les plafonds des dépenses et dans quelle mesure. Le projet de plan financier indique les ressources financières requises pour la mise en œuvre du plan stratégique, ainsi qu'une classification des activités contenues dans le projet de plan stratégique. Cependant, les contributions en nature de la part des Pays-membres ne sont ni prises en considération, ni quantifiées. Le Bureau international insiste sur le fait que le plan financier devrait être affiné sur la base des plans stratégique et opérationnel qui indiqueront clairement les éléments essentiels de planification, tels que la durée, le contenu des activités ainsi que les résultats attendus, afin que les Pays-membres puissent analyser les coûts et bénéfices de chaque activité, étant donné qu'il s'agit pour le moment d'une première estimation financière des programmes figurant dans le Congrès – Doc 74. Après le Congrès, le plan financier devra être traduit, au sein des Conseils, en budget-programme comportant l'allocation des ressources nécessaires.

Par ailleurs, le Bureau international fait remarquer que des ressources extra-budgétaires seront certainement indispensables en tant que complément du budget ordinaire pour la mise en œuvre du plan stratégique. Dans ce but, il faudra effectuer une consultation des Pays-membres qui indiqueraient leurs priorités ainsi que les moyens et modalité de financement extrabudgétaire.

Le Japon propose d'insérer, au deuxième dispositif de la proposition 019, à la fin de la lettre d), le membre de phrase suivant: «dans le cadre de leurs compétences respectives». La France propose en outre d'amender la fin de la même phrase figurant à la lettre d) comme suit: «... et du Conseil d'exploitation postale en ce qui concerne le montant et l'affectation des dépenses ainsi que les sources de financement».

La proposition 019, amendée par la proposition 048, est adoptée sans opposition, sous réserve de modifier, au deuxième dispositif, la fin de la lettre d) comme suit: «... et du Conseil d'exploitation postale en ce qui concerne le montant et l'affectation des dépenses ainsi que les sources de financement dans le cadre de leurs compétences respectives».

Divers et imprévu Sous ce point, le Canada, au nom de toute la Commission, exprime sa sincère reconnaissance au Président et le félicite pour la manière parfaite dont il a dirigé les débats.

Clôture Arrivé aux termes des travaux incombant à la Commission 3, le Président relève l'importance des textes adoptés par la Commission conformément au mandat assigné au CE par le Congrès de Washington et après bon nombre de réunions et ateliers organisés par le NGP et remercie tous les membres de la Commission, les Vice-Présidents, les observateurs, les Présidents du CE et du CCEP ainsi que la Direction du Bureau international, le NGP, le Secrétaire de la Commission et ses deux adjoints, ses collègues australiens, son assistant, les interprètes et les techniciens pour leur soutien et leur précieux concours.

La séance est levée à 12 h 30.

Au nom de la Commission:	Le Président, K.J.S. McKeown	Le Secrétaire, L.-Ph. Ducommun
		Les Secrétaires adjoints, H.R. Ranaivoson C. Finkpon
		Les Assistants, T. Beaucent T. Mizutani

Résolution

La gestion de l'information en tant qu'activité stratégique de l'UPU

Le Congrès,

ayant pris connaissance
du rapport du Secrétaire général sur la gestion de l'information en tant qu'activité stratégique de l'UPU
(Congrès – Doc 71),

décide

- de reconnaître la gestion de l'information, et plus particulièrement la gestion de l'information par des moyens informatiques, comme activité stratégique de l'UPU;
- de prendre note de l'état de la mise en place de la base de données au profit des Administrations postales et du Bureau international.

Rapports de la Commission 4

Première séance

Vendredi 26 août 1994, 9 h 30

Présidence de M. H. El Qudah, Président

Ouverture

En ouvrant cette première séance, le Président, après avoir souhaité une cordiale bienvenue à tous les membres de la Commission 4, a exprimé sa gratitude pour l'honneur fait à son pays, la Jordanie, et à lui-même en l'appelant à la présidence. Ensuite, il a salué les Vice-Présidents de la Commission, à savoir M. Aivars Droiskis, de la Lettonie, M. Victor Acuña del Solar, du Pérou, et M. Luciano Capicchioni, de Saint-Marin.

Le Président a ensuite remercié chaleureusement l'Allemagne du dîner qu'elle a organisé la veille dans un cadre prestigieux et durant lequel musique et spécialités ont remis en mémoire l'atmosphère du Congrès de Hamburg et de son excursion en Bavière.

Secrétariat

M. Raman, Sous-Directeur général au Bureau international, assume la fonction de coordinateur et MM. C. Gheorghiev, Conseiller supérieur, G. Goudet, Conseiller adjoint, V. Barbosa, Premier secrétaire au Bureau international, ont été désignés respectivement en qualité de Secrétaire, de Secrétaire adjoint, et d'Assistant au Secrétariat de la Commission.

Procurations

Le Belize, la Géorgie, le Liechtenstein, Saint-Christophe-et-Nevis sont représentés respectivement par la Barbade, la Russie (Fédération de), la Suisse et Sainte-Lucie.

Quorum

La vérification des présences a montré que 129 Pays-membres étaient représentés dans la salle. Le quorum étant fixé à 78, la Commission peut valablement délibérer.

Déclaration	<p>Le Secrétaire général adjoint, après avoir excusé le Secrétaire général pris par ailleurs, fait part à la Commission de quelques réflexions personnelles sur les travaux à accomplir. Il a tout d'abord fait remarquer que les décisions qu'elle prendra sont primordiales pour l'avenir des services postaux et qu'il importe que toute discussion soit marquée par une attitude constructive des intervenants. Il a ensuite exprimé le souhait que les décisions de la Commission soient toujours empreintes d'un esprit de solidarité, valeur toujours plus nécessaire dans les relations entre les Pays-membres, afin que la poste puisse vraiment rester universelle.</p>
Approbation de l'ordre du jour	<p>L'ordre du jour (Congrès – Doc 10) a été adopté sans modification.</p>
Participation des observateurs	<p>Ce document fait état de la demande de la Chambre de commerce internationale (CCI) de participer comme observateur à certaines Commissions du Congrès, y compris la Commission 4. Cette demande doit être traitée par chaque Commission selon l'article 5, paragraphe 2, du Règlement intérieur des Congrès dont les dispositions stipulent que les observateurs ne peuvent être admis qu'aux séances où sont discutées des questions les concernant. Le Président fait remarquer que la CCI est intéressée par les questions relatives aux frais terminaux, aux tarifs postaux et par les mesures risquant de créer des distorsions commerciales, mais que ce dernier point est assez imprécis.</p>
Congrès – Doc 91	<p><u>En conséquence, la Commission autorise le Président à fixer précisément avec l'observateur de la CCI les moments de sa présence aux travaux de la Commission 4.</u></p>
Propositions renvoyées à d'autres Commissions	<p>De l'avis du Bureau international, seulement deux propositions peuvent être considérées comme d'ordre rédactionnel. Il s'agit de la 20. 41.1/Rev 1 et de la 20. 41.2. Ces deux propositions concernent la modification du paragraphe 1 de l'article 41 de la Convention.</p> <p>Elles ont été renvoyées à la Commission 10.</p>
Frais de transit	<p>Ce point de l'ordre du jour fait l'objet de trois sous-points comme indiqué au Congrès – Doc 10.</p> <p>a) Revision des barèmes des frais de transit et poursuite de l'étude</p> <p><i>Congrès – Doc 57 et propositions 20. 46.1 et 25. RE 02.</i></p> <p>Après la présentation par le Bureau international du Congrès – Doc 57, la discussion est ouverte sur la proposition 20. 46.1 du CE qui comporte les barèmes de frais de transit.</p> <p>La plupart des intervenants font remarquer que l'adoption de ces derniers entraînerait une augmentation des tarifs postaux, ce qui serait peu favorable sur le marché. Certains mettent même en doute la représentativité des données.</p>

A ce sujet le Bureau international, responsable des calculs, a fait remarquer que l'augmentation constatée est bien réelle et qu'elle découle des réponses reçues, mais que ces dernières ne concernent que 54 % des pays de transit. La prise en compte de données en provenance de la totalité des pays effectuant du transit aboutirait forcément à des barèmes assez différents.

Au cours de la discussion, on constate que d'aucuns souhaitent une adaptation raisonnable des barèmes de Washington, alors que d'autres préfèrent que les barèmes actuels soient maintenus lors de ce Congrès mais actualisés, dès que possible, par le CEP. Cette dernière idée, émise par un membre de la Commission a été développée par le Secrétariat. Elle a alors rencontré un vif succès. De plus il a été souligné que:

- le CE est autorisé à reviser et à modifier les taxes de base (article 10 de la Convention);
- le CEP, si les propositions y relatives sont approuvées par le présent Congrès, pourrait, entre deux Congrès, modifier les frais terminaux ainsi que le taux de base pour le transport aérien.

Dans ce contexte, le CEP pourrait également avoir la faculté de modifier les barèmes de frais de transit et de décider de la date de mise en vigueur. Cela devrait permettre de collecter les données des pays de transit si possible afin d'assurer la représentativité souhaitée des barèmes avec une méthodologie améliorée. Entre temps, les barèmes fixés à Washington seraient maintenus.

Tenant compte des débats, une revision de la proposition 20. 46.1 qui prenne en compte l'avis de la Commission sera examinée lors d'une prochaine séance. En conséquence, la proposition 25. RE 02 devient sans objet.

b) Frais de transit

Proposition 20. 45.1

Cette dernière vise à assurer à l'Administration de transit la couverture des frais de traitement et de réacheminement du courrier de surface en transit à découvert, lorsque ce type de courrier reçu par l'Administration de transit de l'Administration d'origine dépasse la limite de poids de 3 kg.

La suggestion d'un pays de tenir compte d'une marge d'erreur au-dessus de la limite des 3 kg n'a pas été retenue.

La proposition 20. 45.1 a été adoptée sans objection.

c) Frais de traitement des envois par avion en transit

Proposition 20. 46.91

L'auteur indique que les Administrations chargées du transit des dépêches-avion closes ne sont pas rémunérées pour leur travail bien que le coût de l'acheminement soit couvert. Or ce travail peut être considérable pour une Administration comme la Grande-Bretagne, qui, en raison de la présence de l'un des aéroports les plus importants au monde, est inévitablement un centre de transit essentiel. Le taux proposé couvrirait le coût des activités de documentation et de réorganisation des envois en transit ainsi que les tâches comptables pour facturer l'Administration d'origine.

Le tarif a été calculé en fonction des données suivantes:

- nombre d'heures de travail requises pour le traitement de sacs envoyés en transit postal;
- frais de photocopie des formules AV 7 qui accompagnent les transits postaux pour la portion suivante de l'acheminement;
- frais financiers et administratifs pour facturer les Administrations d'origine.

La quasi-totalité des intervenants, tout en approuvant le principe de la rémunération, trouve cette dernière, soit trop élevée, soit pas assez représentative des coûts réels supportés, soit difficilement applicable dans les cas où le transbordement prévu n'a pas pu intervenir.

La Commission, tout en approuvant le principe proposé, décide de renvoyer pour étude cette question au futur CEP qui devra déterminer le taux adéquat et les modalités d'application à faire figurer dans le règlement d'exécution.

La séance a été levée à 12 h 30.

Au nom de la Commission:

Le Président,
H. El Qudah

Le Secrétaire,
C. Gheorghiev

Le Secrétaire adjoint,
G. Goudet

L'Assistant,
V. Barbosa

Deuxième séance

Lundi 29 août 1994, 9 h 30

Présidence de M. H. El Qudah, Président

Ouverture	Le Président a chaleureusement remercié le Japon du dîner qu'il a organisé vendredi soir, ainsi que la Corée (Rép.) pour les excursions organisées durant la journée de samedi dans des cadres très poétiques.
Procurations	Le Belize, la Dominique, la Géorgie, la Lituanie, le Liechtenstein et Saint-Christophe-et-Nevis sont représentés respectivement par la Barbade, la Grande-Bretagne, la Russie (Fédération de), la Lettonie, la Suisse et Sainte-Lucie.
Quorum	La vérification des présences a montré que 124 Pays-membres étaient représentés dans la salle. Le quorum étant fixé à 78, la Commission peut valablement délibérer.
Formules	<p><i>Congrès – Doc 59</i></p> <p><i>Propositions 20. 0.1, 20. 0.13, 25. RE 601.2, 25. RE 1403.1, 25. RE 2102.1, 25. RE 2303.1, 25. RE 3001.2, 25. RE 3101.8, 25. RE 3102.2, 25. RE 3601.2, 25. RE 3802.2, 25. RE 4106.2, 25. RE 4107.1, 25. RE 4109.2, 25. RE 4111.1, 25. RE 4117.3, 25. RE 4119.3, 25. RE 4121.1, 25. RE 4127.5, 25. RE 4405.3, 25. RE 4602.1, 25. RE 4701.1, 25. RE 5001.2, 25. RE 5002.1, 25. RE 5003.1, 25. RE 5006.2, 25. RE 5008.1, 25. RE 5202.1, 25. RE 5204.2, 25. RE 5205.2, 25. RE 5206.2, 25. RE 5301.2, 25. RE 5406.1, 25. RE 5407.1, 25. RE 5408.1, 29. 0.1, 29. 3.1, 29. 7.1, 29. 9.1, 29. 14.1, 29. 18.1, 29. 18.2, 29. 18.3, 29. 18.4, et 29. 18.91.</i></p> <p>Le Président indique que les travaux entrepris en la matière font suite aux résolutions C 83 et C 84 du Congrès de Washington. Le CE a réalisé une étude très complète sur les formules de l'UPU qui a été confiée au Groupe de travail 4/1 dont la Suède était le pays rapporteur. Suite à la présentation du Congrès – Doc 59 et des propositions 20. 0.12 et 20. 0.13, le Président propose de renvoyer au Conseil d'exploitation postale les propositions concernant le Règlement d'exécution figurant à ce point de l'ordre du jour.</p>

La Commission prend acte du Congrès – Doc 59 et décide de renvoyer au CEP toutes les propositions relatives aux formules et qui concernent le Règlement d'exécution, à savoir: 25. RE 601.2, 25. RE 1403.1, 25. RE 2102.1, 25. RE 2303.1, 25. RE 3001.2, 25. RE 3101.8, 25. RE 3102.2, 25. RE 3601.2, 25. RE 3802.2, 25. RE 4106.2, 25. RE 4107.1, 25. RE 4109.2, 25. RE 4111.1, 25. RE 4117.3, 25. RE 4119.3, 25. RE 4121.1, 25. RE 4127.5, 25. RE 4405.3, 25. RE 4602.1, 25. RE 4701.1, 25. RE 5001.2, 25. RE 5002.1, 25. RE 5003.1, 25. RE 5006.2, 25. RE 5008.1, 25. RE 5202.1, 25. RE 5204.2, 25. RE 5205.2, 25. RE 5206.2, 25. RE 5301.2, 25. RE 5406.1, 25. RE 5407.1, 25. RE 5408.1, 29. 0.1, 29. 3.1, 29. 7.1, 29. 9.1, 29. 14.1, 29. 18.1, 29. 18.2, 29. 18.3, 29. 18.4 et 29. 18.91.

La proposition 20. 0.12 vise à confier à la Suède, assistée du Bureau international, la tâche de poursuivre les travaux sur la rationalisation des formules en fonction des décisions qui seront prises par le Congrès. Cela permettra au Conseil d'exploitation postale de se prononcer sur des projets de formules qui tiennent compte de l'ensemble des travaux du Congrès. Un intervenant souligne que tous les aspects liés aux formules n'ont pu être traités par le GT 4/1 et qu'il serait dommage de s'arrêter en si bon chemin.

La Commission approuve la proposition 20. 0.12 avec l'amendement proposé de recommander au CEP la poursuite des travaux de rationalisation des formules jusqu'au prochain Congrès, notamment en ce qui concerne l'utilisation des codes à barres dynamiques.

La proposition 20. 0.13 vise à charger le Conseil d'exploitation postale, responsable de l'approbation des Règlements d'exécution des Actes de l'Union d'appliquer le nouveau principe de numérotation des formules de l'UPU. Par conséquent, le Bureau international est chargé d'adapter les textes des Actes et de procéder à la renumérotation définitive des formules.

La proposition 20. 0.13 est approuvée sans objection.

Cartes d'identité
postales et
engagements relatifs
aux mesures pénales

Propositions 20. 6.1, 20. 6.2, 20. 56.1, 25. RE 601.1 et 25. RE 601.2

Ces propositions visent à la suppression du service des cartes d'identité postales. En effet, les consultations menées dans le cadre des travaux de rationalisation des formules du GT 4/1 ont fait apparaître que 80% des Pays-membres étaient favorables à une telle suppression.

La Commission approuve les propositions 20. 6.1 et 20. 6.2 ainsi que les propositions corrélatives 20. 56.1 et 25. RE 601.1 et 25. RE 601.2.

Liberté de transit

Propositions 20. 1.2 et 25. RE 101.1

La proposition 20. 1.2 vise à transférer à l'article premier de la Convention les dispositions qui, depuis la refonte des Actes, figurent à l'article 101, paragraphes 1 et 3, du Règlement d'exécution.

La Commission approuve la proposition 20. 1.2 sous réserve des modifications y relatives à apporter au texte du Règlement d'exécution.

Sur proposition du Président, la Commission a décidé de renvoyer la proposition 25. RE 101.1 au Conseil d'exploitation postale.

Questions douanières

Proposition 20. 0.17

Des intervenants, dont l'observateur du CCD, ont souligné que la collaboration entre les Administrations postales et douanières est très importante et fructueuse. Au niveau international, elle s'exprime par le Comité de contact entre l'Union et le Conseil de coopération douanière – CCD. Un des résultats directs des travaux du Comité de contact CCD/UPU est le protocole d'accord entre ces deux organisations pour lutter contre le trafic illicite des stupéfiants, ainsi que les directives concernant le dédouanement des envois express.

La Commission approuve la proposition 20. 0.17 de reconstitution du Comité de contact CCD/UPU et en charge le Conseil d'exploitation postale.

Proposition 20. 0.10

La proposition 20. 0.10, relative à la liste des objets interdits, vise à donner un temps supplémentaire pour la mise au point de cette liste qui requiert une coopération des Administrations postales et douanières et à l'informatiser, ce qui permettra une exploitation plus aisée et la prise en compte des difficultés rencontrées jusqu'à présent dans sa mise au point.

La Commission approuve la proposition 20. 0.10.

Proposition 20. 33.1

La proposition 20. 33.1 vise à restreindre la perception de la taxe de présentation à la douane aux seuls envois effectivement frappés de droits de douane.

Plusieurs intervenants ont appuyé cette proposition en remarquant son caractère éminemment commercial répondant aux intérêts des clients. Ils mentionnent qu'une proposition semblable a déjà été approuvée par la Commission 7 et qu'il serait judicieux d'adopter, pour les envois de la poste aux lettres, la même politique décidée pour les colis postaux. Par contre, d'autres ont indiqué qu'ils s'opposaient à la proposition compte tenu du fait que la prestation de service par les postes et les coûts y relatifs sont les mêmes, que l'envoi soit frappé de droits de douane ou non. Des remarques ont été formulées quant à la portée de l'expression «droits de douane» qui ne semble pas prendre en compte les taxes à valeur ajoutée (TVA) habituellement perçues sur les territoires de plusieurs pays. De plus, il ne semble pas possible de supprimer complètement l'actuel paragraphe 1 qui précise les limites de la taxe à percevoir sur le client.

L'auteur de la proposition ayant accepté ces deux dernières observations, la proposition amendée est soumise au vote et obtient les résultats suivants:

Pour: 94
Contre: 27
Abstentions: 11

La proposition 20. 33.1 amendée est adoptée par la Commission, la mise au point définitive de son libellé étant confiée à la Commission 10.

Envois de la poste
aux lettres

Conformément à l'article 15, paragraphe 4, du Règlement intérieur des Congrès, le Président propose l'ordre de discussion suivant: 20. 9.5, 20. 9.1, 20. 9.2/ Rev 1 et 20. 9.3.

La Commission adopte cet ordre de travail.

Proposition 20. 9.5

Cette proposition vise à mettre en évidence la classification des envois selon la vitesse de traitement tout en maintenant la classification traditionnelle selon le contenu. Les auteurs ont souligné que cette proposition allait dans le sens d'une plus grande prise en compte de la qualité de service.

La plupart des intervenants ont exprimé leur appui au principe de la proposition. Quelques remarques ont été formulées sur certaines divergences entre différentes dispositions de l'article remanié. Les auteurs de la proposition ont accepté les amendements suivants:

- aux paragraphes 2 et 3, l'expression «Ils sont...» est remplacée par «Ces derniers sont...»;
- au paragraphe 3, le membre de phrase «, applicable par les Administrations qui ne sont pas en mesure d'utiliser le premier système,» est supprimé;
- le paragraphe 4 devient l'avant-dernier paragraphe de l'article 9.

La Commission approuve la proposition amendée comme indiqué.

Proposition 20. 9.1

Cette proposition entraîne la suppression des petits paquets et porte à 5 kg la limite de poids des imprimés. Cependant, l'auteur indique qu'il y a eu erreur dans la formulation de la proposition et qu'il n'avait pas l'intention de proposer la suppression des petits paquets, lesquels seraient maintenus avec la limite de poids de 2 kg.

La Commission considère que la proposition 20. 9.1 présente un caractère rédactionnel et la transmet à la Commission 10.

Proposition 20. 9.2/Rev 1

Cette proposition vise à appliquer à tous les imprimés la limite de poids de 5 kg qui n'était appliquée jusqu'à présent que pour les livres. L'auteur, soutenu par divers intervenants, indique que la poste a laissé à la concurrence le marché des imprimés entre 2 et 5 kg et qu'il serait bon de le récupérer pour augmenter les recettes des Administrations. D'autres délégations se sont exprimées pour indiquer leur préférence à l'égard des dispositions de la proposition 20. 9.5 que la Commission venait d'approuver.

La proposition, soumise au vote, obtient les résultats suivants:

Pour: 75
Contre: 49
Abstentions: 14

La proposition 20. 9.2/Rev 1 est approuvée.

La séance est levée à 12 h 45.

Au nom de la Commission: Le Président,
H. El Qudah

Le Secrétaire,
C. Gheorghiev

Le Secrétaire adjoint,
G. Goudet

L'Assistant,
V. Barbosa

Troisième séance

Mardi 30 août 1994, 9 h 30

Présidence de M. H. El Qudah, Président

Ouverture	Le Président a chaleureusement remercié la France de sa réception donnée en l'honneur du Congrès de Séoul. L'atmosphère parisienne, le bon goût, l'authenticité et la générosité du peuple français qui la caractérisaient ont ravi les invités.
Procurations	Le Belize, la Dominique, la Géorgie, la Lituanie, le Liechtenstein et Saint-Christophe-et-Nevis sont représentés respectivement par la Barbade, la Grande-Bretagne, la Russie (Fédération de), la Lettonie, la Suisse et Sainte-Lucie.
Quorum	La vérification des présences a montré que 129 Pays-membres étaient représentés dans la salle. Le quorum étant fixé à 80, la Commission peut valablement délibérer.
Approbation de rapport	Le rapport de la première réunion est adopté.
Frais de transit (suite)	<p><i>Proposition 20. 46.1/Rev 1</i></p> <p>Le secrétariat a préparé cette proposition pour répondre aux souhaits exprimés par la Commission lors de la première séance.</p> <p><u>La proposition 20. 46.1/Rev 1 est approuvée sans objection.</u></p>
Envois de la poste aux lettres (suite)	<p><i>Proposition 20. 9.3</i></p> <p>L'auteur de cette proposition indique que cette dernière avait pour but de résoudre le problème posé aux services d'exploitation par les sacs M de faible poids. Ayant constaté qu'une proposition du CE sur le même sujet, dans le cadre des propositions des frais terminaux, aura certainement le même résultat, il retire sa proposition.</p> <p><u>La proposition 20. 9.3 est retirée.</u></p>

Propositions 25. RE 901.1, 25. RE 902.1, 25. RE 904.2 et 25. RE 905.1

Ces quatre propositions concernant le Règlement d'exécution sont la conséquence de la proposition 20. 9.5 approuvée lors de la deuxième réunion. La Commission est d'avis que ces propositions soient renvoyées au CEP sans examen préalable.

Les propositions 25. RE 901.1, 25. RE 902.1, 25. RE 904.2 et 25. RE 905.1 sont renvoyées au CEP.

Congrès – Doc 88

Le Congrès – Doc 88 «Réglementation des imprimés» a été présenté par la Belgique.

L'intérêt de la poste étant de connaître et de satisfaire les besoins de ses clients, la poursuite du dialogue avec les éditeurs a paru souhaitable à la Commission, et par conséquent le maintien du Comité de contact «Editeurs/UPU» s'impose. Un intervenant a fait remarquer que les relations entre l'Union et les éditeurs devrait prendre une orientation plus commerciale. De plus comme toutes les délégations qui se sont exprimées ont été favorables à la poursuite de l'étude par les éditeurs, le Président a proposé que le Secrétariat soit chargé d'élaborer un projet de décision du Congrès allant dans ce sens.

La Commission approuve la reconstitution du Comité de contact «Editeurs/UPU», et charge le Secrétariat d'élaborer un projet de résolution chargeant le CEP d'étudier les questions figurant au Congrès – Doc 88 en tenant compte des observations faites en séance.

Frais de transport
aériena) Taux de base et
calcul des frais
de transport
aérien*Congrès – Doc 76 et Add 1*

Pour traiter la question du taux de base et du calcul des frais de transport aérien, les observateurs de l'IATA et de l'OACI sont invités par la Commission lors de la présentation du Congrès – Doc 76 et de son additif 1.

Le Congrès – Doc 76 qui fait le point des travaux du Comité de contact IATA/UPU est présenté par la Grande-Bretagne qui fait état des points d'accord intervenus. Il appartient au Comité de décider si la variation du taux ne devrait pas être limitée à 5 %, à la hausse comme à la baisse, afin d'éviter ainsi des variations trop brutales préjudiciables aux uns comme aux autres.

L'observateur de l'IATA expose les points de vue de son organisation (Congrès – Doc 76/Add 1) et confirme que la révision annuelle n'interviendrait qu'à partir d'un seuil de 3 % de variation du taux calculé.

De nombreuses questions concernant les différents éléments de la formule du calcul du taux et la fiabilité des chiffres utilisés ont été posées soit au pays rapporteur, soit à l'IATA, soit à l'OACI qui a la responsabilité de la fourniture des données statistiques. Une fois les questions concernant la présentation de l'IATA épuisées, le Président prie les observateurs de cette organisation de quitter la salle.

Proposition 20. 52.1

Elle établit le principe du calcul du taux de base par le Bureau international et de son approbation par le CEP grâce à la formule dite de Montréal spécifiée dans le Règlement d'exécution de la Convention.

Deux délégations sont d'avis que, les taux du marché étant constamment à la baisse ces dernières années, le danger était grand de calculer le taux du courrier aérien par une formule fixée dans le Règlement d'exécution et dont les paramètres sont liés d'une manière trop rigide aux variations économiques mondiales. Par contre, l'acceptation du taux donné comme exemple et révisable en 1995 grâce à une méthode adéquate leur paraissait préférable.

Le rapporteur de l'étude fait remarquer qu'un taux fixe sur une longue période était inacceptable par l'IATA. Un accord à long terme devrait être établi. Le CEP devrait, entre autres, prendre en compte la limitation de la variation du taux de $\pm 5\%$.

Le Président met alors aux voix la proposition 20. 52.1 qui est plus éloignée du texte de base que celle présentée oralement.

Le quorum étant atteint avec 133 présents, la proposition 20. 52.1 est mise au vote et obtient les résultats suivants:

Pour:	125
Contre:	4
Abstentions:	4

La proposition 20. 52.1 est approuvée, le CEP devant remplacer le CE dans la version définitive de l'article.

b) Principes
généraux

Propositions 25. RE 5201.1/Rev 1, 25. RE 5201.2, 25. RE 5201.3, 25. RE 5201.4

La Commission accepte d'examiner les propositions 25. RE 5201.1/Rev 1 (dite formule de Montréal) et 25. RE 5201.2 avec un amendement de l'Indonésie 25. RE 5201.4.

Ce sont des propositions de conséquence de la proposition 20. 52.1 qui vient d'être approuvée.

L'Indonésie présente les particularités de la formule contenue dans la proposition 25. RE 5201.4 et souligne qu'un compromis avait été esquissé avec les partenaires de l'IATA sur la base de la formule de Montréal et des données 1992 figurant au Congrès – Doc 76/Annexe 3. Le compromis envisagé, qui consistait à ramener le pourcentage de bénéfice prévu de 10 à 8 % tout en retenant la seule formule de Montréal, n'a cependant pas été maintenu. En effet, le représentant de l'OACI ayant fourni très récemment des données révisées pour l'année 1992 qui abaissent le chiffre indicatif fourni de 0,555 à 0,535 DTS, il apparaît que ce dernier montant représente, par rapport au taux de base figurant dans la Convention (0,568 millième de DTS), une baisse importante et un seuil que les compagnies aériennes ne peuvent franchir.

Lors de l'exposé fait par l'IATA, les compagnies aériennes se sont engagées, dans certaines conditions, à maintenir la priorité accordée au courrier par rapport au fret et à garantir le retour des sacs vides en fonction de l'espace disponible à bord des aéronefs.

Une autre délégation s'associe pleinement aux remarques faites ci-dessus et appuie également la proposition 25. RE 5201/Rev 1 tout en soulignant l'intérêt d'être attentif, à l'avenir, à l'évolution de la marge bénéficiaire qui figure dans la formule.

En l'absence d'autres interventions, la proposition 25. RE 5201.1/Rev 1 est approuvée, les propositions 25. RE 5201.2 et 25. RE 5201.4 devenant sans objet.

Les représentants de l'IATA sont alors rappelés en salle. Le Président les informe des résultats des débats. Ils remercient la Commission de conclure de si constructive manière les longs travaux entrepris depuis le Congrès de Washington 1989. Ils assurent qu'une telle décision sera bénéfique aux deux parties et, qu'après Séoul, la collaboration va se poursuivre dans le même esprit.

La séance a été levée à 12 h 30.

Au nom de la Commission:

Le Président,
H. El Qudah

Le Secrétaire,
C. Gheorghiev

Le Secrétaire adjoint,
G. Goudet

L'Assistant,
V. Barbosa

Quatrième séance

Mercredi 31 août 1994, 9 h 30

Présidence de M. H. El Qudah, Président

- Ouverture Le Président a chaleureusement remercié le maire de Séoul, ville si chargée d'histoire et si accueillante, pour le déjeuner offert aux délégués. Il a également exprimé de vifs remerciements à la Chine (Rép. pop.), dont la réception, en soirée, augure bien de ce que devrait être le prochain Congrès.
- Procurations Le Belize, la Dominique, la Géorgie, la Lituanie, le Liechtenstein et Saint-Christophe-et-Nevis sont représentés respectivement par la Barbade, la Grande-Bretagne, la Russie (Fédération de), la Lettonie, la Suisse et Sainte-Lucie.
- Quorum La vérification des présences a montré que 132 Pays-membres étaient représentés dans la salle. Le quorum étant fixé à 81, la Commission peut valablement délibérer.
- Frais terminaux *Congrès – Doc 61 et Add 1 et Add 2, Congrès – Doc 90*
- a) Présentation du système proposé La Nouvelle-Zélande qui a présidé le Groupe de travail des frais terminaux présente le Congrès – Doc 61 avec projections de diapositives. Le texte de ces dernières a été remis aux délégations. Cette présentation générale du système proposé par le CE doit faciliter l'examen en détail des propositions concernant la Convention et certaines dispositions du Règlement d'exécution relatives à des aspects importants de la rémunération des frais terminaux.
- Le Président remercie l'orateur de son exposé très didactique et, au nom de la Commission 4, exprime sa reconnaissance pour le travail accompli par le Groupe de travail 5/1 sous sa présidence.
- Le Président ouvre la discussion sur les principes sur lesquels repose le système et qui sont énoncés au paragraphe 11 du Congrès – Doc 61. Il demande, à ce stade des débats, que les intervenants ne se prononcent pas encore sur certains aspects spécifiques des propositions, lesquelles seront mises en examen ultérieurement. Le temps étant très limité, il souhaite que chacun s'exprime brièvement.
- Jusqu'à la fin de la séance, trente-six Pays-membres se sont exprimés, certains orateurs inscrits auprès du Président devant prendre la parole lors de la prochaine séance.

Le système proposé par le CE n'a été rejeté par aucun des intervenants. Vingt-trois Pays-membres le soutiennent sans réserve, tandis que, parmi les autres, un petit nombre a exprimé des réticences marquées à propos de l'option courrier en nombre. Le reste des intervenants a fait part de doutes sur le bien-fondé de la création immédiate d'une telle catégorie de courrier avec les caractéristiques définies.

Le maintien du seuil pour l'application du mécanisme de correction à 150 tonnes n'ayant été remis en cause par aucun intervenant, les principales remarques exprimées devant la Commission vis-à-vis du système proposé par le CE se résument comme suit:

- le taux unique répond au principe de simplicité;
- le mécanisme de correction permet d'aligner la rémunération au titre des frais terminaux à la composition constatée du courrier d'arrivée;
- l'application de l'option courrier en nombre fondée sur les tarifs intérieurs peut conduire à augmenter le prix du courrier international, ce qui désavantagera la poste vis-à-vis de la concurrence;
- les procédures opérationnelles, statistiques et comptables relatives au courrier en nombre pouvant se révéler trop lourdes pour les pays en développement, elles risquent de générer des frais qui ne seront pas en rapport avec les recettes escomptées;
- pour lutter contre le repostage, on devrait renforcer le cadre juridique de l'article 26 de la Convention plutôt que de recourir à l'application d'une nouvelle rémunération;
- la définition de courrier en nombre n'étant pas applicable exclusivement au courrier reposté, cette option sera préjudiciable au courrier commercial;
- pour quelques-uns, l'option courrier en nombre a été soumise trop tardivement et l'incidence financière du courrier en nombre pour les Administrations d'origine n'a pas pu être évaluée avec assez de précision. Il apparaît également souhaitable que le CEP soit compétent pour l'étudier jusqu'au prochain Congrès;
- l'option du courrier en nombre ne peut être appuyée que si les valeurs de seuil prévues sont revues à la hausse: des intervenants ont suggéré les limites de 1500 envois par dépêche ou par jour et de 5000 envois dans la période de deux semaines;
- les pays en développement seront financièrement touchés par l'application de l'option courrier en nombre; il est aussi signalé que les pays en développement recevant plus de courrier en nombre qu'ils n'en expédient, la rémunération de cette nouvelle catégorie de courrier profitera en fait aux pays en développement;
- le système proposé par le CE constitue un progrès considérable par rapport à celui en vigueur, car les intérêts de tous les membres de la communauté postale ont été pris en compte;

- il ne semble pas juste d'appliquer au courrier en nombre constitué d'imprimés une rémunération fondée sur le tarif intérieur d'une lettre;
- le nouveau système prend en compte les besoins des pays en développement. La solidarité à leur égard s'exprime par la non-application à la baisse du mécanisme de correction. Il reconnaît également la nécessité pour les pays industrialisés dont le coût de distribution est élevé de recevoir une juste rémunération de leurs travaux;
- le nouveau système fait preuve de souplesse puisque les taux pourraient être modifiés dans l'intervalle entre deux Congrès;
- l'option courrier en nombre est étudiée depuis 1992, la mise au point des propositions concernant le courrier en nombre a pu être finalisée pour le CE 1994;
- le nouveau système est fondé sur une base économique saine;
- l'article 26 de la Convention ne protège pas les Administrations du repostage, ces dispositions n'étant même plus applicables dans un nombre croissant de pays. Le nouveau système y arrive en partie, même s'il est encore perfectible par le CEP;
- le nouveau système ne peut pas subir des modifications importantes sans que soient remises en cause sa crédibilité et son efficacité;
- l'option courrier en nombre encouragera les Administrations inefficaces à augmenter leurs tarifs intérieurs afin de maximaliser leurs recettes dues à la rémunération des frais terminaux;
- la rémunération du courrier en nombre en relation avec les tarifs intérieurs devrait se faire sur la base d'une lettre au tarif économique ou d'un imprimé, plutôt que sur la base d'une lettre de 20 g;
- la concurrence étant très dynamique, il ne faut pas attendre pour adopter un système plus adapté aux réalités du marché;
- les paramètres du nouveau système sont à la limite de l'inacceptable pour quelques pays qui n'hésiteront pas à s'opposer fermement si on l'altère trop;
- avec le nouveau système, les pays industrialisés pourront protéger leur courrier national;
- par le biais d'accords bilatéraux, il sera possible d'admettre, sous certaines conditions, du courrier en nombre qui bénéficiera d'un taux de rémunération aligné aux tarifs des imprimés du pays destinataire;
- la définition de courrier en nombre ne tient pas compte des pays disposant de plusieurs bureaux d'échange;
- le courrier en nombre est contraire à l'universalité des taux;
- quelques modifications devraient être apportées aux propositions concernant l'article 26 pour les harmoniser avec les dispositions concernant le courrier en nombre;
- il faudrait distinguer, pour appliquer le courrier en nombre, le courrier commercial et le courrier reposté et ne pas confondre les expéditeurs réguliers des expéditeurs occasionnels;

Cinquième séance

Jeudi 1er septembre 1994, 9 h 30

Présidence de M. H. El Qudah, Président

Ouverture	Le Président a chaleureusement remercié au nom du Doyen, M. Koller, et des délégations l'Administration de la Corée (Rép.), pour l'invitation à l'extraordinaire spectacle donné en leur honneur au Centre de la musique coréenne. Chaque personne présente a été persuadée que le charme aérien des danseuses, la mélodie des voix et le rythme rapide des percussions ont laissé transparaître ce que nous pensons être l'essence même de la civilisation coréenne.
Procurations	Le Belize, la Dominique, la Géorgie, la Lituanie, le Liechtenstein et Saint-Christophe-et-Nevis sont représentés respectivement par la Barbade, la Grande-Bretagne, la Russie (Fédération de), la Lettonie, la Suisse et Sainte-Lucie.
Quorum	La vérification des présences a montré que 120 Pays-membres étaient représentés dans la salle. Le quorum étant fixé à 81, la Commission peut valablement délibérer.
Participation de la Chambre de commerce internationale (CCI)	Le Président salue au nom de la Commission cet observateur qui assistera encore aujourd'hui à la partie de nos débats consacrée aux frais terminaux.
Frais terminaux (suite)	<p>Le Président ouvre la séance sur la suite de la discussion des principes sur lesquels repose le nouveau système et qui sont énoncés au paragraphe 11 du Congrès – Doc 61. Il donne la parole aux orateurs inscrits la veille et qui n'avaient pas pu s'exprimer. Le temps disponible pour la Commission étant de plus en plus limité compte tenu de la tâche restant à effectuer, il exhorte chaque intervenant à s'exprimer brièvement ou à renoncer à son temps de parole si sa déclaration ne consiste qu'en une reprise de propos tenus la veille.</p> <p>Treize Pays-membres se sont exprimés.</p> <p>Le système proposé par le CE n'est rejeté par aucun des intervenants. Une partie des orateurs le soutient sans réserve tandis que, comme la veille, certains intervenants expriment des réticences marquées à propos de l'option courrier en nombre (CEN).</p>

Ni le maintien du seuil pour l'application du mécanisme de correction à 150 tonnes, ni le mécanisme de correction ne sont, cette fois encore, remis en cause, les principales remarques exprimées devant la Commission allant dans le même sens que celles exprimées la veille au sujet du nombre d'envois permettant de déclencher l'option CEN.

Le Président du GT 5/1, après avoir répondu à certaines interrogations qu'avaient exprimées les orateurs, a reconnu sans détour les critiques adressées aux normes de déclenchement du CEN. Mais il a souligné également que personne ne remettait en cause les principes du système décrit dans la proposition 20. 47.2.

Proposition 20. 47.2

La proposition 20. 47.2 est soumise au vote, car plus éloignée du texte actuel que la proposition 20. 47.5. Elle obtient les résultats suivants:

Pour:	135
Contre:	0
Abstentions:	7

La proposition 20. 47.2 est approuvée, la 20. 47.5 devenant sans objet.

Proposition 20. 47.3

Cette proposition du CE vise, lors de la rémunération des frais terminaux, à facturer pour un poids de 5 kg les sacs M qui seraient d'un poids inférieur afin d'éviter la prolifération de ce type d'envois.

La proposition 20. 47.3 est approuvée à l'unanimité.

Proposition 20. 47.1

La Suède retire sa proposition 20. 47.1.

Proposition 20. 47.4

Cette proposition du Canada, appuyée par 14 Pays-membres, vise à instaurer une rémunération additionnelle pour le courrier recommandé fondée sur la taxe appliquée par l'Administration de destination aux recommandés qu'elle expédie à l'étranger. Des taux de rémunération figurent dans la proposition.

Ces derniers n'ont pas paru refléter une réalité acceptable pour la majorité des intervenants, aucune étude n'ayant été faite par l'Union à ce sujet. Par contre, aucune délégation ne s'oppose au principe de la demande exprimée.

Sur suggestion du Président, le Canada accepte de soumettre ce problème au CEP afin qu'il mène une étude à ce sujet.

Le Secrétariat est chargé d'incorporer dans la résolution du CE faisant l'objet de la proposition 039 un texte répondant au souhait exprimé par le Canada et mentionnant l'intérêt d'une étude qui pourrait être élargie à l'ensemble des services spéciaux.

Propositions 25. RE 4401.2, 25. RE 4701.2, 25. RE 4702.1, 25. RE 4703.1, 25. RE 4704.1, 25. RE 4705.1, 25. RE 4706.1, 25. RE 4707.1, 25. RE 4708.1/Rev 1, 25. RE 4708.91, 25. RE 4708.92

Le Président, constatant que l'examen des propositions concernant l'article 47 de la Convention est terminé, suggère que les 11 propositions de conséquence relatives au Règlement d'exécution qui figurent sous ce point (non compris celles figurant sous d'autres points de l'ordre du jour, notamment sous le point 38: Comptabilité) soient transférées au CEP.

La Commission décide de renvoyer au CEP les propositions suivantes qui touchent au RE et qui sont relatives aux frais terminaux: 25. RE 4401.2, 25. RE 4701.2, 25. RE 4702.1, 25. RE 4703.1, 25. RE 4704.1, 25. RE 4705.1, 25. RE 4706.1, 25. RE 4707.1, 25. RE 4708.1/Rev 1, 25. RE 4708.91, 25. RE 4708.92.

b) Envois de la poste aux lettres *Propositions 20. 9.6, 25. RE 904.4, 25. RE 904.7, 25. RE 904.8*

Cette proposition 20. 9.6, soumise par le CE, vise à établir, dans l'article 9 de la Convention, la définition générale du courrier en nombre qui sera précisée dans le Règlement d'exécution.

La proposition 20. 9.6 est approuvée sans objection.

Le Président propose l'ordre de discussion 25. RE 904.8, 25. RE 904.7, 25. RE 904.4 en tenant compte des changements qu'elles proposent.

L'Afrique du Sud, au nom des coauteurs de l'amendement 25. RE 904.8, propose de le retirer en faveur de la proposition 25. RE 904.7.

La proposition 25. RE 904.8 est retirée par ses auteurs.

La proposition 25. RE 904.7, amendement à la 25. RE 904.4, vise à redéfinir les nombres d'envois qui permettent le déclenchement de l'option CEN.

Le Président soumet cette proposition au vote.

Le quorum étant atteint (144 présents), la proposition obtient les résultats suivants:

Pour:	115
Contre:	10
Abstentions:	19

La proposition 25. RE 904.7 est approuvée et la 25. RE 904.4, devient sans objet.

c) Frais terminaux pour les envois prioritaires, les envois non prioritaires ainsi que les envois mixtes

Propositions 20. 48.1 et 20. 48.2

Le Président suggère de traiter d'abord la proposition qui s'éloigne le plus du texte actuel, c'est-à-dire la proposition 20. 48.2 du CE.

Cette dernière propose la suppression de l'article 48. En effet, l'établissement d'un taux unique de frais terminaux, indépendamment de la catégorie des envois, rend sans objet l'article 48.

La proposition 20. 48.2 est approuvée sans objection, la proposition 20. 48.1 devenant sans objet.

d) Proposition d'ordre général

Proposition 039

Il s'agit d'un projet de résolution, approuvé par le CE 1994, qui donne les directives pour la poursuite de l'étude permanente des frais terminaux.

Le Président du GT 5/1 présente ce projet de résolution.

Le Président indique que cette proposition doit être amendée pour tenir compte de la décision prise par la Commission lors de l'examen de la proposition 20. 47.4.

La Commission adopte la proposition 039 avec l'amendement décidé.

Motion d'ordre

Une motion d'ordre est déposée par la Nouvelle-Zélande, qui souhaite que la Commission examine la proposition du Règlement d'exécution 25. RE 4708.91.

Le Président prend note et déclare que cette question sera traitée lors de la prochaine séance.

La séance a été levée à 12 h 30.

Au nom de la Commission:	Le Président, H. El Qudah	Le Secrétaire, C. Gheorghiev
--------------------------	------------------------------	---------------------------------

Le Secrétaire adjoint,
G. Goudet

L'Assistant,
V. Barbosa

Sixième séance

Jeudi 1er septembre 1994, 19 h 05

Présidence de M. H. El Qudah, Président

- Ouverture** Le Président souhaite la bienvenue au Secrétaire général qui participe à cette séance supplémentaire.
- Procurations** Le Belize, la Dominique, la Géorgie, la Lituanie, le Liechtenstein et Saint-Christophe-et-Nevis sont représentés respectivement par la Barbade, la Grande-Bretagne, la Russie (Fédération de), la Lettonie, la Suisse et Sainte-Lucie.
- Quorum** La vérification des présences a montré que 99 Pays-membres étaient représentés dans la salle. Le quorum étant fixé à 81, la Commission peut valablement délibérer.
- Le Président ouvre la séance en mettant en discussion la proposition signalée par la motion d'ordre intervenue à la fin de la séance précédente.
- Frais terminaux (suite)** *Proposition 25. RE 4708.91*
- La proposition vise à fixer la rémunération du courrier en nombre en relation avec les tarifs intérieurs.
- Le Président signale que cette dernière complète le système déjà voté, les niveaux de taxes qui y figurent lui paraissant raisonnables.
- Un intervenant fait remarquer que, dans l'article à l'étude, il est fait référence à un taux représentant 60 % de la taxe d'une lettre de 20 g du régime intérieur. Dans le cas où le courrier intérieur est formé d'envois prioritaires et d'envois non prioritaires, quel taux utilisera-t-on?
- Le Président du GT 5/1 répond que cet article fait partie du «paquet de base» définissant le nouveau système des frais terminaux. Ce n'est qu'une première étape destinée «in fine» à procurer l'égalité d'accès à tous les flux de courrier à destination des pays dans lesquels le coût de la distribution est très élevé. Dans ce contexte, la remarque faite est pertinente. Pour les Administrations qui, vraisemblablement, feront partie d'un système multilatéral fondé sur les tarifs intérieurs, la taxe du service intérieur à utiliser sera celle d'un envoi prioritaire

ou de 1re classe. L'article en question précise des limites et fixe des valeurs à appliquer pour 1996. Les valeurs futures sont de la compétence du CEP. De plus, ce dernier devra s'attacher à ce qu'il ait égalité d'accès et que les travaux préparatoires donnent droit aux tarifs réduits appliqués sur le marché intérieur. Tout ceci devra être présent à la mémoire de ceux qui voudront augmenter soit les tarifs intérieurs, soit le taux plafond UPU. De toute manière, actuellement, seuls sept Pays-membres de l'Union ont des tarifs intérieurs supérieurs au taux de l'UPU.

La proposition 25. RE 4708.91 est approuvée.

Frais de transport
aérien
(suite)

Proposition 20. 52.2

Cette dernière est liée à la proposition 20. 9.5 déjà approuvée. Elle introduit la notion d'envois prioritaires et non prioritaires dans l'article.

a) Taux de base et
calcul des frais
aériens
(suite)

La proposition 20. 52.2 est approuvée sans commentaire.

b) Principes
généraux
(suite)

Proposition 25. RE 5201.3

Le Président suggère que cette proposition soit transférée au CEP.

La Commission décide de renvoyer au CEP la proposition 25. RE 5201.3.

Proposition 20. 51.3

Le Président fait remarquer qu'il s'agit d'une conséquence de la proposition 20. 9.5. Cette proposition introduit les notions d'envois prioritaires et d'envois-avion ainsi que de dépêches prioritaires et de dépêches-avion dans l'article.

La proposition 20. 51.3 est approuvée sans commentaire, sous réserve des modifications entraînées par l'éventuelle approbation des autres propositions de ce point de l'ordre du jour.

Proposition 20. 51.2

Proposition de l'Italie bénéficiant de 22 appuis.

Elle vise à supprimer le paragraphe 3 de l'article, qui est en contradiction avec le principe de la négociation des tarifs offerts par les compagnies aériennes.

Sans cette suppression, l'accès des Administrations aux tarifs les plus favorables pourrait être gêné.

Deux intervenants s'opposent à cette suppression, car toutes les Administrations ne sont pas en mesure de négocier des tarifs, et une comptabilité compliquée pourrait en résulter. Le Président soumet la proposition au vote.

Le quorum étant atteint avec 122 votants, les résultats obtenus sont les suivants:

Pour:	79
Contre:	33
Abstentions:	10

La proposition 20. 51.2 est approuvée sans changement.

Proposition 20. 51.1

Cette proposition de la Grèce vise à la suppression du paragraphe 4 de l'article 51 et donc à la suppression du remboursement des frais de transport aérien du courrier international à l'intérieur du pays de destination. Le Président rappelle que le Congrès de Washington 1989 avait limité ce remboursement aux pays dont la distance moyenne pondérée était supérieure à 300 km. La présente proposition vise à la suppression totale de ce remboursement.

A l'exception de l'auteur, tous les orateurs prenant la parole s'opposent à la proposition.

Le Président soumet la proposition au vote. Le quorum étant atteint avec 125 présents, les résultats obtenus sont les suivants:

Pour:	56
Contre:	59
Abstentions:	10

La proposition 20. 51.1 est rejetée.

Proposition 20. 51.4

Cette proposition de la Grande-Bretagne appuyée par 13 Pays-membres vise à exempter du paiement des frais de transport aérien à l'intérieur du pays de destination le courrier dont les frais terminaux sont rémunérés d'après un système fondé sur les coûts ou les tarifs intérieurs de l'Administration de destination. Elle éviterait aux pays directement concernés de payer deux fois le transport aérien.

Certains intervenants appuient la proposition, car les pays expéditeurs de courrier auxquels on appliquerait des taux de frais terminaux fondés sur les tarifs intérieurs seraient ainsi assimilés à des usagers du service intérieur non soumis à ce paiement. D'autres la refusent comme non fondée parce que le système de frais terminaux en question adopté par la Commission 4 ne tient pas compte de l'élément coût de transport aérien à l'intérieur du pays de destination. Les pays de destination visés ne recevront donc aucun paiement pour le transport aérien effectué pour le compte des pays vis-à-vis desquels ils appliquent les frais terminaux fondés sur les coûts. De plus, il n'y a aucun résultat d'étude approfondie en la matière.

Le Président soumet la proposition au vote. Le quorum étant atteint avec 125 présences, les résultats obtenus sont les suivants:

Pour: 77
Contre: 34
Abstentions: 14

La proposition 20. 51.4 est adoptée.

Responsabilité et réclamations

Proposition d'ordre général 20. 0.3

Cette proposition de la Suède bénéficie de 22 appuis. Elle vise à l'amélioration du traitement des réclamations.

Plusieurs imperfections de forme sont signalées par divers intervenants.

La proposition est acceptée sous réserve que le secrétariat mette au point un texte tenant compte des observations et que le CEP y figure comme l'organe chargé de s'occuper des modalités pratiques.

a) Réclamations

Propositions 20. 31.1, 20. 31.2, 20. 31.3, 20. 31.4, 20. 31.5, 20. 31.6 et 25. RE 3101.2

Le Président propose d'examiner les propositions figurant au point 10 a) relatives à l'article 31 (Réclamations) dans l'ordre suivant: 20. 31.1, 20. 31.5, 20. 31.2, 20. 31.4 et son amendement, 20. 31.6 et 20. 31.3.

Proposition 20. 31.1

Soumise par l'Oman, elle vise à réduire le délai d'acceptation des réclamations d'un an à six mois après le dépôt de l'envoi.

Les trois intervenants qui s'expriment s'opposent à cette proposition.

Le quorum étant atteint avec 123 présences, la proposition est soumise au vote et obtient les résultats suivants:

Pour: 8
Contre: 105
Abstentions: 10

La proposition 20. 31.1 est rejetée.

La séance a été levée à 21 heures.

Au nom de la Commission:	Le Président,	Le Secrétaire,
	H. El Qudah	C. Gheorghiev

Le Secrétaire adjoint,
G. Goudet

L'Assistant,
V. Barbosa

Septième séance

Lundi 5 septembre 1994, 8 h 45

Présidence de M. H. El Qudah, Président

Ouverture

Le Président a chaleureusement remercié la «FOUNDATION OF CHE SEONG HOI», le «POSTAL FINANCE PROMOTION CORPORATION» et la «KOREA RADIO STATION MANAGEMENT AGENCY» pour le superbe dîner offert vendredi soir en l'honneur du Congrès durant lequel nous avons pu, une fois encore, bénéficier de la grande générosité du peuple coréen. Le lendemain, samedi 3 septembre, la nouvelle excursion organisée par la Corée (Rép.), aussi remarquable que la précédente. Au nom du Doyen, et au nom de la Commission, il exprime à nos deux hôtes les remerciements les plus chaleureux.

Procurations

Le Belize, la Dominique, la Géorgie, la Lituanie, le Liechtenstein et Saint-Christophe-et-Nevis sont représentés respectivement par la Barbade, la Grande-Bretagne, la Russie (Fédération de), la Lettonie, la Suisse et Sainte-Lucie.

Quorum

La vérification des présences a montré que 90 Pays-membres étaient représentés dans la salle. Le quorum étant fixé à 82, la Commission peut valablement délibérer.

**Réclamations
(suite)***Proposition 20. 31.5*

Soumise par la Grande-Bretagne et bénéficiant de l'appui de 9 Pays-membres cette proposition vise à introduire un nouveau paragraphe pour éviter les réclamations prématurées en cas de perte.

La proposition 20. 31.5 est adoptée sans commentaire.

Proposition 20. 31.2

Soumise par l'Indonésie cette proposition vise à supprimer les réclamations relatives aux envois ordinaires.

Cinq orateurs s'expriment contre en invoquant que la poste doit toujours s'occuper de ses clients, même pour des problèmes concernant les envois ordinaires qui sont difficile à localiser. De plus, les plaintes de clients sont une source d'information sur les points faibles de l'organisation. Aucun appui ne s'est exprimé.

La proposition est soumise au vote et obtient les résultats suivants:

Pour: 0
Contre: 75
Abstentions: 16

La proposition 20. 31.2 est rejetée.

Propositions 20. 31.4 et 20. 31.6

La proposition 20. 31.4 est soumise par la Grande-Bretagne et bénéficie de l'appui de 10 Pays-membres. Elle vise à établir pour les clients la gratuité du traitement des réclamations. La proposition 20. 31.6 est un amendement de l'Argentine à la proposition 20. 31.4 qui vise à établir une exception à la gratuité du traitement des réclamations. La taxe prévue ne serait perçue que si la réclamation se révèle non justifiée.

La Grande-Bretagne n'accepte pas l'amendement de l'Argentine. Un nombre plus important d'orateurs s'expriment en faveur de la proposition de la Grande-Bretagne. L'avantage pour la clientèle est souligné par les pays ayant introduit un tel système dans le service intérieur citant les bons résultats obtenus par le service postal et l'image de marque améliorée de la poste. Un intervenant rappelle qu'un texte similaire concernant les colis postaux a été adopté par la Commission 7. Un seul appui s'exprime pour l'amendement de l'Argentine invoquant le risque que dans les pays en développement (PED) la réclamation ne soit utilisée pour obtenir une preuve de la distribution par un moyen détourné et non par la demande d'un avis de réception.

La proposition est soumise au vote et obtient les résultats suivants:

Pour: 62
Contre: 27
Abstentions: 25

La proposition 20. 31.4 est approuvée et les propositions 20. 31.3 et 20. 31.6 deviennent sans objet.

Proposition 25. RE 3101.2

La Commission renvoie au CEP la proposition 25. RE 3101.2 relative au délai de renvoi des formules C 8 ou C 9.

Responsabilité des
Administrations
postales. Indemnités

Propositions 20. 35.1, 20. 35.2, 20. 35.3, 20. 35.4, 20. 35.5

La Commission accepte la suggestion du Président d'examiner les propositions figurant sous ce sous-point dans l'ordre suivant: 20. 35.5, 20. 35.2, 20. 35.1, 20. 35.4 et 20. 35.3. La proposition 20. 35.1 doit être examinée avant la proposition 20. 35.4, puisqu'elle s'éloigne plus du texte de base (article 15, paragraphe 4, du Règlement intérieur des Congrès).

Proposition 20. 35.5

Cette proposition est la conséquence de la proposition 20. 9.5 qui a été acceptée.

La proposition 20. 35.5 a été approuvée sans commentaire.

Proposition 20. 35.2

Soumise par le Brésil, elle vise à établir que les montants des indemnités fixés à 35. 2.1.1 et à 35. 2.1.2 couvrent la valeur des taxes payées lors du dépôt des envois.

Trois intervenants sur cinq appuient cette proposition, car elle favorise de bonnes relations avec les clients. Un intervenant a fait cependant remarquer que le texte actuel était plus favorable au client, car rien n'empêchait l'Administration de rajouter au montant prévu la valeur des taxes payées au dépôt.

La proposition est soumise au vote et obtient les résultats suivants:

Pour:	56
Contre:	54
Abstentions:	24

La proposition 20. 35.2 est approuvée.

Proposition 20. 35.1

Cette proposition du Japon vise à établir de nouvelles valeurs pour les indemnités, à savoir 40,43 DTS pour les envois recommandés et 202,15 DTS pour les sacs M recommandés. Le Japon indique que la valeur actuelle est trop basse et qu'elle ne fait que des insatisfaits parmi la clientèle. Une valeur normale serait même encore plus élevée que celle figurant dans la proposition.

Six intervenants sur sept ont approuvé l'idée d'actualisation mais ont trouvé l'augmentation proposée trop élevée. Un seul orateur a fait remarquer que l'augmentation était forte mais ne permettait pas de s'aligner sur les pratiques de la concurrence

La proposition est soumise au vote et obtient les résultats suivants:

Pour:	9
Contre:	126
Abstentions:	3

La proposition 20. 35.1 est rejetée.

Proposition 20. 35.4

Cette proposition de la Corée (Rép.) vise aussi à établir des nouvelles valeurs pour les indemnités: 30 DTS pour les envois recommandés et 150 DTS pour les sacs M recommandés.

Quatre intervenants appuient cette augmentation de 25%.

La proposition 20. 35.4 est adoptée sans modification.

Proposition 20. 35.3

Cette proposition du Brésil vise à établir pour l'indemnité des sacs M une valeur fixe, à l'exemple de l'indemnité des envois recommandés.

La proposition 20. 35.3 est adoptée sans modification.

Non-responsabilité
des Administrations
postales

Propositions 20. 36.1, 20. 36.2, 25. RE 3601.1

La Commission accepte la suggestion du Président d'examiner d'abord la proposition 20. 36.2.

Proposition 20. 36.2

Celle-ci est la conséquence de la proposition 20. 9.5. qui a été approuvée.

La proposition 20. 36.2 est approuvée.

Proposition 20. 36.1

Cette proposition de la Hongrie (Rép.) appuyée par 10 Pays-membres vise à étendre la responsabilité des Administrations, en fonction de la réglementation nationale, en cas de distribution d'un envoi recommandé dans une boîte aux lettres.

La plupart des délégations qui se sont exprimées ont été favorable à cette proposition sauf une à qui il a été répondu que sa préoccupation était déjà couverte par le texte proposé.

La proposition est soumise au vote et obtient les résultats suivants:

Pour:	65
Contre:	29
Abstentions:	40

La proposition 20. 36.1 est approuvée.

Le Président propose de renvoyer au CEP la proposition 25. RE 3601.1 (conséquence de la proposition 20. 9.5).

La proposition 25. RE 3601.1 est renvoyée au CEP.

Paiement de
l'indemnité

Propositions 20. 38.1, 20. 38.2/Rev 1, 20. 38.3, 25. RE 3801.1, 25. RE 3801.4

La Commission accepte la suggestion du Président d'examiner les propositions figurant sous ce sous-point dans l'ordre suivant: 20. 38.2/Rev 1 et ensuite les propositions 20. 38.1 et 20. 38.3.

Proposition 20. 38.2/Rev 1

Cette proposition de la Hongrie (Rép.) bénéficie de l'appui de 14 Pays-membres. Elle vise à établir un dépassement du délai de quatre mois prévu pour désintéresser l'ayant droit prévu dans RE 3801.1 quand la formule C 9 est insuffisamment remplie.

La Hongrie (Rép.) indique que le texte devrait être revu par la Commission de rédaction pour l'aligner sur celui relatif aux colis postaux. Deux des trois intervenants qui appuient le texte approuvent cette suggestion.

La proposition 20. 38.2/Rev 1 est adoptée et transmise à la Commission 10 pour mise au point.

Propositions 20. 38.1 et 20. 38.3

Les propositions 20. 38.1, soumise par Israël, et 20. 38.3, soumise par la Norvège appuyée par deux Pays-membres, sont identiques.

La Commission accepte la suggestion du Président d'examiner ces propositions simultanément.

Elles visent à réduire de trois à deux mois le délai au-delà duquel une Administration est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour la compte de l'autre Administration, lorsque cette dernière n'a pas donné une solution définitive à la réclamation.

La Commission note qu'une disposition identique a été adoptée par la Commission 7.

Les propositions 20. 38.1 et 20. 38.3 sont adoptées sans modification.

Propositions 25. RE 3801.1 et 25. RE 3801.4

Le Président propose de renvoyer au CEP les propositions de conséquence 25. RE 3801.1 et 25. RE 3801.4.

Les propositions 25. RE 3801.1 et 25. RE 3801.4. sont renvoyées au CEP.

Récupération
éventuelle de
l'indemnité sur
l'expéditeur ou sur le
destinataire

Proposition 20. 39.1

Celle-ci est la conséquence de la proposition 20. 9.5. qui a été approuvée.

La proposition 20. 39.1 est approuvée.

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales

Propositions 20. 44.1, 20. 44.2, 25. RE 4401.1, 25. RE 4403.1

Proposition 20. 44.1

Celle-ci est la conséquence de la proposition 20.9.5. qui a été approuvée.

La proposition 20. 44.1 est approuvée.

Proposition 20. 44.2

Cette proposition du Pakistan bénéficie de l'appui de deux Pays-membres. Elle vise à préciser que les dispositions du paragraphe 6 de l'article 44 s'appliquent en cas de spoliation totale et d'avarie totale.

Trois pays prennent la parole pour s'opposer à cette proposition dont les conséquences risquent d'être coûteuses.

La proposition est soumise au vote et obtient les résultats suivants:

Pour:	10
Contre:	108
Abstentions:	19

La proposition 20. 44.2 est rejetée.

Propositions 25. RE 4401.1 et 25. RE 4403.1

Le Président propose de renvoyer au CEP les propositions de conséquence 25. RE 4401.1 et 25. RE 4403.1.

La Commission renvoie au CEP les propositions 25. RE 4401.1 et 25. RE 4403.1.

Taxes

Propositions 20. 7.1, 20. 7.2/Rev 1, 20. 7.3

La Commission accepte la suggestion du Président d'examiner les propositions figurant sous ce sous-point dans l'ordre suivant: 20. 7.2/Rev 1, 20. 7.3 et 20. 7.1.

Proposition 20. 7.2/Rev 1

Cette proposition de la Suède bénéficie de l'appui de 13 Pays-membres. Elle vise à expliciter au paragraphe 1 que les taxes sont indicatives. Le paragraphe 2 est modifié pour n'admettre les dépassements des taxes indicatives que lorsque des taxes plus élevées sont appliquées dans le régime intérieur. Les taxes ne doivent cependant être inférieures à celles appliquées dans le régime intérieur aux envois présentant les mêmes caractéristiques. De plus, le paragraphe 3 est supprimé.

La plupart des intervenants ont suggéré des changements dans les paragraphes 1 et 2. La Suède accepte de supprimer «à titre indicatif» dans le premier, et souhaite un texte assez souple qui évite de donner les raisons justifiant la hausse ou la baisse. C'est cette intention qui avait guidé le choix des mots «pour un motif raisonnable». De ce fait, la Suède suggère que la Commission de rédaction pourrait se charger de cette tâche ainsi que de la modification de la dernière phrase du 2e paragraphe.

La proposition est soumise au vote et obtient les résultats suivants:

Pour:	57
Contre:	51
Abstentions:	34

La proposition 20. 7.2/Rev 1 est approuvée et transmise à la Commission 10 pour mise au point.

Proposition 20. 7.3

Cette proposition de l'Allemagne vise à ajouter une phrase au paragraphe 1 de l'article 7 pour établir le principe de fixation des taxes indicatives en relation avec les coûts des services.

Une seule Administration s'oppose à cette proposition. Le texte actuel lui paraît suffisant, car l'acception du mot «coût» figurant dans la rédaction proposée n'est pas suffisamment précise.

La proposition est soumise au vote et obtient les résultats suivants:

Pour:	90
Contre:	27
Abstentions:	23

La proposition 20. 7.3 est approuvée.

Proposition 20. 7.1

Cette proposition de la Suède, qui bénéficie de l'appui de 13 Pays-membres, vise à préciser que les dispositions du paragraphe 4 de l'article 7 ne se réfèrent qu'aux relations entre la poste et ses clients.

Deux appuis ont été exprimés et une opposition. Cette dernière se fondait sur l'idée que pour le service international il appartient à chaque pays de fixer la relation entre la poste et le client.

La proposition est soumise au vote et obtient les résultats suivants:

Pour:	115
Contre:	9
Abstentions:	19

La proposition 20. 7.1 est approuvée.

Tarifs préférentiels *Proposition 20. 12.1*

Cette proposition est la conséquence de la proposition 20. 7.2/Rev 1 qui a été approuvée.

La proposition 20. 12.1 est adoptée sans commentaire.

Exemption des frais *Proposition 20. 49.1*
de transit et des
frais terminaux

Cette proposition du Japon vise à exempter des frais de transit et des frais terminaux les envois retournés à l'origine dans des dépêches closes, car non remis au destinataire en raison d'une demande de retrait ou d'une suspension temporaire des services.

Le Japon retire sa proposition d'exemption des envois retournés à l'origine suite à une demande de retrait. En effet, de tels envois peu nombreux font partie des envois retournés à l'origine dans des dépêches closes. Le maintien de la proposition dans le cas d'une suspension temporaire de service suscite une discussion. Pour la plupart des intervenants, le texte actuel de l'article 49 a été déclaré suffisant.

La proposition est soumise au vote et obtient les résultats suivants:

Pour:	38
Contre:	66
Abstentions:	33

La proposition 20. 49.1 est rejetée.

La séance est levée à 12 h 37.

Au nom de la Commission: Le Président,
H. El Qudah

Le Secrétaire,
C. Gheorghiev

Le Secrétaire adjoint,
G. Goudet

L'Assistant,
V. Barbosa

Huitième séance

Lundi 5 septembre 1994, 15 heures

Présidence de M. H. El Qudah, Président

Procurations

Le Belize, la Dominique, la Géorgie, la Jamaïque, la Lituanie, le Liechtenstein, Saint-Christophe-et-Nevis et le Turkménistan sont représentés respectivement par la Barbade, la Grande-Bretagne, la Russie (Fédération de), la Guyane, la Lettonie, la Suisse, Sainte-Lucie et l'Ukraine.

Quorum

La vérification des présences a montré que 107 Pays-membres étaient représentés dans la salle. Le quorum étant fixé à 84, la Commission peut valablement délibérer.

**Approbation
de rapports**

Les rapports des deuxième, quatrième et cinquième séances sont adoptés sans commentaire. Le rapport de la troisième séance est adopté avec la correction figurant au Congrès/C 4 – Rapp 3/Corr 1 et sous réserve du remplacement, à la page 4, de «proposition 25. RE 5201/Rev 1» par «proposition 25. RE 5201.1/Rev 1».

**Décompte des frais
de transit et des
frais terminaux***Proposition 20. 50.1*

Cette proposition du CE est la conséquence des propositions 20. 47.2 et 20. 47.3 sur les frais terminaux déjà approuvées par la Commission. La Nouvelle-Zélande la présente et répond à la question de savoir pourquoi la périodicité annuelle des paiements a été maintenue.

Une Administration suggère qu'au troisième tiret du 2.2 on indique «jusqu'à 5 kg» au lieu de «de moins de 5 kg». La Nouvelle-Zélande n'y voit pas d'objections.

La proposition 20. 50.1 est adoptée et transmise à la Commission 10 pour mise au point de la modification suggérée.

**Taxes
d'affranchissement***Propositions 20. 10.3, 20. 10.4*

La Commission accepte la suggestion du Président d'examiner d'abord la proposition 20. 10.4, qui s'éloigne le plus du texte de base.

Proposition 20. 10.4

Cette proposition est la conséquence de la proposition 20. 9.5 qui a déjà été approuvée par la Commission.

La proposition 20. 10.4 est adoptée sans modification.

Proposition 20. 10.3

Cette proposition de la Suède bénéficie de l'appui de 13 Pays-membres. Elle vise à expliciter au paragraphe 3, de l'article 10, que la revision des taxes indicatives peut être effectuée à n'importe quel moment par le CEP.

La Suède rappelle les anciens travaux déjà accomplis lors du précédent quinquennat et indique qu'elle veut, grâce à son texte, donner plus de souplesse en laissant au CEP le choix du moment et du nombre de revisions.

Plusieurs opposants se sont inquiétés des conséquences qui pouvaient résulter de changements trop fréquents de tarification.

Une Administration suggère même que les nouvelles taxes de base ne soient applicables qu'avec l'approbation du CA, mais cette demande n'a pas été appuyée, le CEP ayant été reconnu comme seul compétent en la matière.

La proposition est soumise au vote et obtient les résultats suivants:

Pour:	82
Contre:	26
Abstentions:	28

La proposition 20. 10.3 est approuvée.

Tarification
selon le mode
d'acheminement
ou la vitesse

Proposition 20. 11.1

Cette proposition est la conséquence de la proposition 20. 9.5, qui a été approuvée par la Commission.

La proposition 20. 11.1 est adoptée sans modification.

Taxes spéciales

Proposition 20. 13.1

Cette proposition de la Grande-Bretagne bénéficie de l'appui de 19 Pays-membres. Elle vise à remplacer l'actuel paragraphe 1 de l'article 13 par de nouvelles dispositions qui ne permettent la perception d'une taxe de remise au destinataire que pour les petits paquets de plus de 500 g, quand cette taxe existe dans le régime intérieur.

La proposition 20. 13.1 est approuvée sans commentaire.

Affranchissement

Propositions 25. RE 1401.1, 25. RE 1405.2

Il s'agit de deux propositions de conséquence: la première de la proposition 20. 5.1, la seconde de la proposition 20. 9.5.

Le Président propose de les renvoyer au CEP.

Les propositions 25. RE 1401.1 et 25. RE 1405.2 sont renvoyées au CEP.

Coupons-réponse internationaux

Propositions 20. 0.5, 20. 16.1

La Commission accepte la suggestion du Président d'examiner d'abord la résolution qui figure à la proposition 20. 0.5 soumise par le Brésil.

Cette dernière vise à charger le CEP d'étudier tout d'abord la possibilité de supprimer les coupons-réponse ou de restreindre leur utilisation aux seuls pays qui désireraient garder ce service et ensuite de présenter au prochain Congrès les propositions adéquates.

Le Brésil présente cette proposition en mettant l'accent sur le fait que les coupons-réponse internationaux (CRI) sont de moins en moins utilisés. Il en résulte un service fonctionnant à perte car les frais liés à la vérification, à la sécurité et à la comptabilité sont incompressibles.

Certains intervenants font remarquer que dans leur Administration le nombre de coupons échangés augmente. Par ailleurs, il est noté que le décompte général bisannuel des coupons-réponse fait apparaître une croissance relative du nombre de coupons-réponse échangés par l'ensemble des Administrations postales. Dans ces conditions, une étude préalable du CEP s'impose avant toute mesure hâtive, car ce produit postal pourrait être amélioré et retrouver une seconde jeunesse.

La Commission accepte cette manière de procéder.

La proposition 20. 0.5 est adoptée et transmise à la Commission 10 pour mise au point de la résolution en liaison avec le Brésil et le secrétariat.

Proposition 20. 16.1/Rev 1

Cette proposition de l'Allemagne introduit dans le texte une modification presque rédactionnelle dans le sens qu'elle vise à préciser que le coupon-réponse est échangé contre des timbres-poste représentant l'affranchissement minimal d'une lettre ordinaire par voie aérienne ou d'un envoi prioritaire ordinaire.

La proposition 20. 16.1/Rev 1 est adoptée sans commentaire.

Envois recommandés

Proposition 20. 17.1

Celle-ci est la conséquence de la proposition 20. 9.5, qui a été approuvée par la Commission.

La proposition 20. 17.1 est adoptée sans modification.

Envois à livraison attestée

Propositions 20. 0.4 et 20. 18.1

La Commission accepte la suggestion du Président d'examiner d'abord la résolution figurant à la proposition 20. 0.4 de l'Amérique (Etats-Unis).

Proposition 20. 0.4

Cette proposition de l'Amérique (Etats-Unis) vise à renforcer le service des envois à livraison attestée par une invitation des Administrations à mettre en place ce service et par une recommandation au CEP d'étudier les moyens d'étendre ce service à un plus grand nombre d'Administrations.

Deux Administrations trouvent le projet trop complexe. Une troisième désire supprimer le mot «échec» dans le texte car elle le juge trop négatif. Il y a consensus pour qu'une étude soit faite par le CEP.

La Commission adopte la proposition 20. 0.4 et charge le secrétariat en liaison avec l'Amérique (Etats-Unis) de revoir le texte de cette proposition à la lumière des observations formulées.

Proposition 20. 18.1

Cette proposition est la conséquence de la proposition 20. 9.5, qui a été approuvée par la Commission.

La proposition 20. 18.1 est adoptée sans modification.

Lettres avec valeur déclarée

Propositions 20.19.1, 20.19.2 et 20.19.3

La Commission accepte la suggestion du Président d'examiner les propositions figurant sous ce sous-point dans l'ordre suivant: 20. 19.3, 20. 19.2 et 20. 19.1.

Proposition 20. 19.3

Même si elle ne concerne qu'un paragraphe, cette proposition introduit une modification de fond qui s'éloigne le plus du texte actuel de la Convention. Elle est soumise par la Grande-Bretagne et bénéficie de l'appui de 17 Pays-membres. Elle vise à rendre obligatoire le service des lettres avec valeur déclarée, service jusqu'à présent facultatif.

Un intervenant souhaite faire figurer au 1er paragraphe, après valeurs-papiers l'expression: «virements bancaires, chèques».

La plus grande partie des Administrations qui s'expriment sont opposées à la modification de l'article 19 rendant le service obligatoire, car cela concurrencerait des produits similaires développés par leurs soins. Des réserves au Protocole final sont même envisagées.

La Grande-Bretagne ayant accepté l'amendement proposé: «virements bancaires, chèques» c'est sous cette forme que la proposition est soumise au vote et obtient les résultats suivants:

Pour:	54
Contre:	64
Abstentions:	20

La proposition 20. 19.3 est rejetée.

Proposition 20. 19.2

Cette proposition est la conséquence de la proposition 20. 9.5, qui a déjà été approuvée par la Commission.

La proposition 20. 19.2 est adoptée sans modification.

Proposition 20. 19.1

Cette proposition de la Corée (Rép.) vise à élever le montant de la déclaration de valeur pour les lettres à valeur déclarée de 3266,91 DTS à 4000 DTS.

La proposition 20. 19.1 est adoptée sans modification.

Propositions 25. RE 1901.3, 25. RE 1902.2 et 25. RE 1903.1

Le Président propose de renvoyer au CEP les propositions de conséquence 25. RE 1901.3, 25. RE 1902.2 et 25. RE 1903.1.

La Commission renvoie au CEP les propositions 25. RE 1901.3, 25. RE 1902.2 et 25. RE 1903.1.

Envois exprès

Propositions 20. 20.1, 25. RE 0.3, 25. RE 2002.1

La Commission accepte la suggestion du Président d'examiner d'abord la recommandation figurant à la proposition 25. RE 0.3 soumise par le Pérou et qui bénéficie de l'appui de huit Pays-membres.

Proposition 25. RE 0.3

Elle vise à recommander aux Administrations d'enliasser les envois exprès et de placer ces liasses dans des enveloppes spéciales plastifiées au moment de la transmission à l'Administration correspondante.

Quatre intervenants appuient ce texte qui faciliterait l'acheminement mais l'un d'entre eux suggère d'indiquer «enveloppe spéciale de préférence plastifiée». En effet, la mention «de préférence» donne plus de souplesse aux Administrations qui auraient des difficultés à se procurer ce type d'enveloppe.

Le Pérou accepte l'amendement proposé.

La proposition 25. RE 0.3 est adoptée avec l'expression additionnelle «de préférence».

Proposition 20. 20.1

Celle-ci est la conséquence de la proposition 20. 9.5.

L'Espagne, son auteur, reconnaît, suite à une remarque d'une Administration, que la forme pourrait en être améliorée et accepte que la Commission 10 en soit chargée.

La proposition 20. 20.1 est adoptée et transmise à la Commission 10 pour mise au point.

Proposition 25. RE 2002.1

Le Président propose de renvoyer au CEP la proposition 25. RE 2002.1.

La Commission renvoie au CEP la proposition 25. RE 2002.1.

Avis de réception

Proposition 20. 21.1

La proposition 20. 21.1 est la conséquence de la proposition 20. 9.5, qui a été approuvée par la Commission.

La proposition 20. 21.1 est adoptée sans modification.

Remise
en main propre

Proposition 20. 22.1

La proposition 20. 22.1 est la conséquence de la proposition 20. 9.5, qui a été approuvée par la Commission.

La proposition 20. 22.1 est adoptée sans modification.

Envois francs
de taxes et de droits

Proposition 20. 23.1

La proposition 20. 23.1 est la conséquence de la proposition 20. 9.5, approuvée par la Commission.

La proposition 20. 23.1 est adoptée sans modification.

Service
correspondance
commerciale-
réponse
internationale

Propositions 20. 0.11, 20. 24.3, 20. 24.4

La Commission accepte d'examiner d'abord la résolution qui figure à la proposition 20. 0.11 du Conseil exécutif.

Proposition 20. 0.11

La Grande-Bretagne présente cette proposition et exprime le souhait que le nombre d'Administrations participant au service augmente.

La proposition 20. 0.11 est adoptée sans modification.

Proposition 20. 24.3

Cette proposition du CE vise à déterminer que les dispositions relatives à l'exploitation du service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI) figurent au Règlement d'exécution. Jusqu'à présent, elles figuraient dans une décision du Congrès de Washington.

Le Président informe la Commission que les propositions 20. 24.1 et 20. 24.2 concernant ces mêmes dispositions ont été adoptées par la Commission 3. De ce fait, si la proposition 20. 24.3 est approuvée, c'est son texte qui sera retenu en forme définitive.

Un intervenant fait part de ses préoccupations, car il n'est pas sûr de pouvoir exploiter le service conformément à des règles rigides préétablies, ce qui l'obligera à faire une réserve au Protocole final.

La Grande-Bretagne rappelle alors qu'il en est toujours de même avec des services nouveaux. Mais il faut fixer des normes et les faire respecter. Par contre, il convient de ne pas oublier, comme il est précisé à l'article 24.1, le caractère facultatif du CCRI.

La proposition 20. 24. 3 est adoptée sans modification.

Proposition 20. 24.4

Cette proposition de l'Italie bénéficie de l'appui de cinq Pays-membres. Elle vise à établir la possibilité pour les Administrations de mettre en place un système de compensation qui tienne compte des coûts supportés par l'Administration de destination.

La proposition 20. 24.4 est adoptée sans commentaire.

Matières biologi-
ques périssables.
Matières
radioactives

Proposition 20. 25.1

La proposition 20. 25.1 est la conséquence de la proposition 20. 9.5, qui a été adoptée par la Commission.

La proposition 20. 25.1 est adoptée sans modification.

Envois non admis.
Interdictions

Proposition 20. 27.1

La proposition 20. 27.1 est la conséquence de la proposition 20. 9.5, qui a été adoptée par la Commission.

La proposition 20. 27.1 est adoptée sans modification.

Réexpédition

Proposition 20. 0.19

Cette proposition de l'Amérique (Etats-Unis) bénéficie de l'appui de huit Pays-membres. Elle consiste en un projet de résolution qui vise à inviter les Administrations à mettre en place ou à améliorer le service de réexpédition et correction d'adresses et à charger l'organe approprié de l'Union d'une étude sur les différents aspects de ce service.

L'Amérique (Etats-Unis), en présentant la proposition, indique les difficultés et les coûts qu'induisent ces pratiques. L'auteur souhaite qu'une étude soit faite sur ce sujet afin que des recommandations soient promulguées en la matière.

Un intervenant fait remarquer que ce service a un grand avenir avec de bonnes possibilités commerciales. En conséquence il appuie pleinement la proposition.

La proposition 20. 0.19 est adoptée sous réserve de remplacer la mention «l'organe approprié de l'UPU» par «le Conseil d'exploitation postale».

Objectifs en
matière de qualité
de service

Propositions 20. 40.1 et 25. RE 4001.1

Proposition 20. 40.1

Elle est la conséquence de la proposition 20. 9.5, qui a déjà été approuvée par la Commission.

La proposition 20. 40.1 est adoptée sans modification.

Proposition 25. RE 4001.1

Le Président propose de renvoyer au CEP la proposition de conséquence 25. RE 4001.1.

La Commission renvoie au CEP la proposition 25. RE 4001.1.

La séance a été levée à 18 heures.

Au nom de la Commission:

Le Président

H. El Qudah

Le Secrétaire,

C. Gheorghiev

Le Secrétaire adjoint,

G. Goudet

L'Assistant,

V. Barbosa

Neuvième séance

Mercredi 7 septembre, 9 h 40

Présidence de M. H. El Qudah, Président

Ouverture	Le Président exprime ses sentiments à propos de la réception de la veille offerte par la délégation de l'Espagne. La grande hospitalité ibérique, la chaleur de l'accueil, les mets présentés ont transporté tous les participants, l'espace de quelques heures, vers les villes ensorcelantes qui ont pour nom Séville, Grenade, témoignage permanent de la grandeur espagnole. Au nom du Doyen et de la Commission, il exprime ses remerciements les plus chaleureux à la délégation en formulant des vœux de plein succès pour leurs travaux.
Procurations	Le Belize, la Dominique, l'Estonie, la Géorgie, la Jamaïque, la Lituanie, le Liechtenstein, Saint-Christophe-et-Nevis et le Turkménistan sont représentés respectivement par la Barbade, la Grande-Bretagne, la Finlande, la Russie (Fédération de), la Guyane, la Lettonie, la Suisse, Sainte-Lucie et l'Ukraine.
Quorum	La vérification des présences a montré que 118 Pays-membres étaient représentés dans la salle. Le quorum étant fixé à 84, la Commission peut valablement délibérer.
Communication	Le Président indique les modifications à apporter à l'ordre du jour du Congrès – Doc 10/Rev 3, en particulier le fait que la proposition 25. RE 0.1 n'a pas été traitée par la Commission 6 et qu'il appartient à la Commission 4 de l'examiner.
Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres	<i>Propositions 20. 26.1, 20. 26.2, 20. 26.3/Rev 1, 20. 26.4</i>
Congrès – Doc 58	<p>Le Président indique que sous ce point important de l'ordre du jour seulement trois propositions sont à examiner, la proposition 20. 26.4 ayant été retirée. De plus, la proposition 20. 26.3/Rev 1 est un amendement à la proposition 20. 26.2.</p> <p>La Commission accepte la suggestion du Président, à savoir que la proposition 20. 26.2 qui s'éloigne plus du texte de base que la proposition 20. 26.1 soit la première traitée avec son amendement 20. 26.3/Rev 1 qui vient d'être diffusé.</p>

L'Italie présente le Congrès – Doc 58 et les changements les plus importants proposés à l'article 26 dans la proposition du CE 20. 26.2. Le pays rapporteur de l'étude se déclare convaincu de la cohérence de l'amendement avec les principes fondamentaux de la proposition du CE. Il accepte l'amendement figurant à la proposition 20. 26.3/Rev 1, tout en exprimant des réserves sur la formulation.

Le Président met en discussion la proposition 20. 26.2 amendée par la proposition 20. 26.3/Rev 1. Il donne auparavant la parole aux deux auteurs dudit amendement qui font remarquer que le texte présenté est le fruit d'un compromis prenant en compte les nouvelles dispositions du système des frais terminaux approuvées par la Commission. La mesure économique consistant à indiquer la valeur que pourra atteindre la rémunération de la distribution des envois déposés à l'étranger paraît seule être capable de mettre un frein à de telles pratiques.

Durant le débat, 18 intervenants ont pris la parole. Treize ont appuyé sans réserve l'amendement à la proposition du CE, tandis que cinq ne le faisaient que pour les trois premiers paragraphes de l'amendement. En effet ces derniers mettaient en doute la formulation adoptée pour indiquer la rémunération pour la distribution des envois déposés à l'étranger. Ils souhaitaient remplacer dans le 4e paragraphe la définition de la rémunération par une mention faisant seulement référence aux limites autorisées dans la Convention ou le RE s'appliquant à la rémunération des frais terminaux du courrier en nombre (CEN).

Outre la déclaration de la Nouvelle-Zélande figurant en annexe 1 au présent rapport, les principaux arguments avancés pour appuyer ou non les propositions examinées furent les suivants:

- l'article 26 devrait être flexible comme dans la proposition du CE pour permettre aux Administrations de faire face aux conséquences encore imprévisibles découlant de la mise en œuvre du nouveau système des frais terminaux;
- la proposition de l'amendement est précise et logique, elle s'aligne sur les dispositions du nouveau système des frais terminaux;
- l'amendement proposé fournit une protection supplémentaire, donc meilleure, aux Administrations contre les abus toujours possibles;
- l'article 26 doit ou devrait assurer la viabilité économique de la poste internationale mais son usage devrait rester exceptionnel;
- un intervenant s'interroge sur la légalité des dispositions figurant au paragraphe 4 vis-à-vis de la législation de la Communauté européenne et du GATT. Trois pays européens présents n'ayant pas soutenu cette manière de voir, l'auteur de l'amendement estime que les craintes exprimées sont infondées;
- cet article peut être appliqué indûment à du courrier déposé par des multinationales ou des éditeurs;
- la délégation des Pays-Bas exprime son opposition à l'amendement (voir déclaration en annexe 2), en l'absence d'une définition du repostage. Cette remarque est immédiatement appuyée par deux Administrations;
- un intervenant s'étonne des soucis exprimés, car la réglementation envisagée ne sera appliquée qu'en cas d'abus;

- l'application des tarifs intérieurs ne représente pas une réelle solution au problème du repostage, car cette activité est stimulée par les tarifs trop élevés de certains pays;
- un intervenant propose d'ajouter un 5e paragraphe précisant que, en cas de renvoi du courrier à l'Administration de dépôt, l'Administration de distribution est autorisée à déduire les frais y relatifs des sommes dues à l'autre Administration;
- les dispositions du système des frais terminaux concernant le courrier en nombre ne sont pas suffisantes pour protéger les Administrations d'expédition. L'article 26 doit donc être modifié dans le sens de l'amendement 20. 26.3/Rev 1;
- un intervenant propose d'approuver la proposition originale du CE avec l'amendement des paragraphes 3 et 4 donnant aux Administrations de distribution la possibilité de traiter les envois selon leur législation intérieure en cas de non-paiement de la rémunération demandée;
- l'amendement proposé est accusé d'instaurer dès à présent, d'une manière détournée, la rémunération des frais terminaux pour le courrier en nombre qui ne devrait intervenir, au mieux, qu'en l'an 2000. La délégation de la Grande-Bretagne souhaite que son opposition à l'amendement proposé soit consignée au rapport.

La Commission décide d'examiner les amendements figurant à la proposition 20. 26.3/Rev 1 et celui présenté par la Nouvelle-Zélande qui consiste à remplacer dans le 4e paragraphe la définition de la rémunération par la mention suivante: «dans les limites autorisées dans la Convention et le RE concernant le courrier en nombre».

Par application du paragraphe 4 de l'article 15 du Règlement intérieur des Congrès, la proposition 20. 26.3/Rev 1 est soumise au vote en premier et obtient les résultats suivants:

Pour: 64
Contre: 57
Abstentions: 22

La proposition 20. 26.3/Rev 1 est approuvée. L'amendement de la Nouvelle-Zélande et les propositions 20. 26.2 et 20. 26.1 deviennent sans objet.

Envois non
distribuables

Propositions 20. 29.1, 20. 29.2, 20. 29.3, 20. 29.4, 25. RE 2902.1, 25. RE 2902.2, 25. RE 2903.1/Rev 1, 25. RE 3101.4/Rev 1

La Commission accepte l'ordre de discussion suivant: 20. 29.4, 20. 29.1, 20. 29.3 et 20. 29.2.

Proposition 20. 29.4

Cette proposition des Etats-Unis d'Amérique bénéficie de l'appui de quatre Pays-membres. Elle vise à établir la possibilité pour une Administration de demander à l'expéditeur jusqu'à 1 DTS par échelon de poids et par envoi qui lui est renvoyé et qui a été déposé en nombre dans une autre Administration.

Tous les intervenants s'interrogent sur l'application pratique de la mesure préconisée. Certains d'entre eux préféreraient que cette question fasse tout d'abord l'objet d'une étude approfondie par le CEP.

Le Président propose de voter sur cette question. En cas de rejet de la proposition, cette dernière serait renvoyée au CEP pour étude ainsi que deux délégations l'ont suggéré.

La proposition 20. 29.4, soumise au vote, obtient les résultats suivants:

Pour: 30
Contre: 67
Abstentions: 44

La proposition 20. 29.4 est rejetée, la Commission est d'avis de renvoyer la question au CEP pour étude.

Proposition 20. 29.1

Cette proposition de l'Indonésie vise à indiquer que le renvoi à l'origine des envois non distribuables n'est pas obligatoire dans le cas d'envois ayant été soumis au repostage et admis à tort au sens de l'article 26.

Deux intervenants mettent en exergue que le but recherché est déjà atteint par les nouvelles dispositions de l'article 26 que la Commission vient d'approuver.

La proposition 20. 29.1, soumise au vote, obtient les résultats suivants:

Pour: 5
Contre: 83
Abstentions: 44

La proposition 20. 29.1 est rejetée.

La séance a été levée à 12 h 37.

Au nom de la Commission: Le Président,
H. El Qudah

Le Secrétaire,
C. Gheorghiev

Les Secrétaires adjoints,
G. Goudet
V. Barbosa

Intervention de la Nouvelle-Zélande au sujet de l'article 26 de la Convention

Merci, Monsieur le Président.

Les propositions relatives à l'article 26 sont étroitement liées aux décisions de cette Commission au sujet des frais terminaux. En principe, la Nouvelle-Zélande est d'avis qu'il n'est pas opportun de maintenir une protection juridique contre le repostage dans un marché postal de plus en plus livré à la concurrence. L'orientation qu'il conviendrait de prendre serait de chercher à lui opposer une réaction de caractère économique, en alignant le plus possible les frais terminaux sur les coûts. En concevant le nouveau système de frais terminaux que nous avons adopté, nous avons essayé de supprimer la nécessité de prévoir une protection spéciale supplémentaire contre le repostage.

Toutefois, la Nouvelle-Zélande souscrit à l'idée que nous pourrions continuer de nous conformer à l'article 26, du moins jusqu'à ce que nous soyons assurés que le système de frais terminaux révisé fonctionne correctement. Nous sommes d'accord avec la remarque faite par l'Italie, la semaine dernière, selon laquelle l'article 26 pourrait être considéré comme une position de repli, pour le moment.

Si nous acceptons de conserver l'article 26, il reste encore à évaluer le degré de protection à prévoir.

Le système de frais terminaux qui a été approuvé la semaine dernière offre une protection financière aux pays en développement. Il offre aussi une protection financière supplémentaire à certains des pays qui encourrent des coûts relativement élevés, par la prise en compte du courrier en nombre par rapport aux tarifs intérieurs.

Mais, il y a une limite à fixer à la protection que l'UPU devrait prévoir. Le système accepté la semaine dernière ne protège pas les pays encourant des coûts relativement bas contre la pratique de «l'insertion directe dans le circuit», qui consiste à expédier du courrier dans un pays et à le poster dans ce pays pour tirer avantage des faibles tarifs intérieurs.

Dans un environnement concurrentiel, il y a une limite à fixer aux pouvoirs de l'UPU d'isoler un pays dans sa propre structure de coûts.

Nous ne devrions pas non plus viser à verrouiller les tarifs postaux des pays qui encourrent des coûts très élevés. Certains d'entre eux devraient tout d'abord voir comment leur niveau d'exécution des services affecte leurs coûts, avant de chercher à obtenir une protection juridique. Les tarifs applicables au courrier en nombre, approuvés en même temps que l'ensemble du système des frais terminaux, constituent des tarifs compétitifs permettant de rentrer dans leurs frais à presque tous les pays, si ce n'est une poignée de pays encourant des coûts très élevés.

Pour en venir maintenant à la nouvelle proposition des Etats-Unis d'Amérique et du Japon, elle se rapproche davantage de l'esprit des discussions qui ont précédé l'adoption du système des frais terminaux. Je peux dire que cette proposition m'agréee complètement car elle permet de faire appliquer à cent pour cent les tarifs intérieurs au courrier faisant l'objet d'un repostage ABA. Toutefois, en ce qui concerne le courrier faisant l'objet d'un repostage ABC, tout simplement, peut-être, parce qu'une entreprise recherche le meilleur imprimeur ou la meilleure société d'expédition d'envois en nombre, cette proposition fait correspondre la compensation des frais à la somme la plus élevée des deux formules suivantes: 80 % du tarif intérieur ou 0,14 DTS par envoi, plus 1 DTS par kilogramme.

La Nouvelle-Zélande est d'avis que ces taux visant à la protection des pays développés sont excessifs dans la proposition révisée par les Etats-Unis d'Amérique et le Japon. Il se pourrait, dans certains cas, qu'ils servent tout simplement à protéger un manque d'efficacité. Nous ne pensons pas non plus que des taux spécifiques, comme ceux proposés, devraient être annoncés dans la Convention, car cela pourrait influencer à l'avance sur la décision du CEP au sujet de la mise en corrélation du taux applicable au courrier en nombre avec les tarifs intérieurs. Aussi, souhaitons-nous faire un amendement à la proposition des Etats-Unis d'Amérique et du Japon et réaffirmer la nécessité d'établir un lien avec le taux applicable au courrier en nombre, pour le repostage ABC.

Nous proposons que le libellé du paragraphe de la proposition 20. 26.3/Rev 1 «qui ne pourra être supérieur au montant le plus élevé des deux formules suivantes: soit 80 % du tarif intérieur applicable à des envois équivalents, soit 0,14 DTS par envoi plus 1 DTS par kilo» soit remplacé par les termes suivants «dans les limites autorisées dans la Convention et dans le Règlement d'exécution pour le courrier en nombre».

Cette mention permettra d'offrir un certain degré de protection économique au profit de nos clients et des pays en développement, lesquels ne devront pas payer plus que le taux applicable au courrier en nombre considéré comme avoir fait l'objet d'un repostage ABC.

Monsieur le Président, nous souhaiterions aussi demander au Congrès d'accepter que le CEP soit prié d'étudier la nécessité de conserver pour l'avenir l'article 26, lorsqu'il s'avérera que le système de frais terminaux révisé contenu dans la proposition se trouvera dans une impasse.

Monsieur le Président, je demande que cette déclaration soit inscrite dans le procès-verbal de la réunion. En conclusion, nous appuyons l'amendement des Etats-Unis d'Amérique et du Japon, sous réserve des modifications additionnelles que nous venons de proposer.

Je vous remercie.

Intervention des Pays-Bas au sujet de l'article 26 de la Convention

Merci, Monsieur le Président.

Les Pays-Bas souhaitent exprimer leur avis au sujet de cette question importante. Nous avons étudié la proposition du Conseil exécutif. Il avait déjà été noté, lors de la session du Conseil exécutif en février 1994, que cette proposition du CE ne prenait pas encore convenablement en compte le fait qu'un élément complètement nouveau serait ajouté au système de frais terminaux. Cela n'était pas encore possible à cette époque parce que le système de frais terminaux proposé était entièrement nouveau. Aussi le Conseil exécutif a-t-il conclu que la possibilité demeurerait de modifier la proposition du CE afin de prendre correctement en compte ce nouveau système de frais terminaux. Ce nouveau système a maintenant été accepté à une majorité écrasante, ce qui est tout au crédit du Congrès. Nous pensons que l'Amérique (Etats-Unis) a très bien agi en formulant une modification de la proposition du Conseil exécutif qui prend en compte les résultats de la session du CE de février 1994 et des décisions de la Commission 4, concernant le nouveau système de frais terminaux. L'amendement original l'Amérique (Etats-Unis) avant révision, était, à notre avis, le fruit d'une réflexion, sur laquelle a été fondée la consultation générale qui a été faite. Cet amendement aurait été acceptable pour nous. Nous regrettons qu'il n'en soit plus question.

Venons-en donc à ce que l'on traite aujourd'hui, c'est-à-dire la proposition du CE (20. 26.2) et la proposition du Japon et de l'Amérique (Etats-Unis) (20. 26.3/Rev 1).

Que pensent les Pays-Bas à propos de ces différents aspects?

Il conviendrait tout d'abord d'assurer une protection appropriée contre le repostage ABA abusif. Ce point est traité dans les deux propositions, dans les trois premiers paragraphes. Les Pays-Bas admettent qu'une telle protection contre le repostage abusif soit assurée. Mais le problème demeure quant à la définition exacte de ce qu'est le repostage ABA abusif. Mais nous n'argumenterons pas davantage sur ce point.

Le second point concerne le paragraphe 4 des propositions. Celui-ci porte sur ce que l'on appelle le repostage ABC. Nous pensons qu'il n'est pas acceptable d'introduire dans ce paragraphe de nouveaux schémas de rémunération spécifique différents du système de frais terminaux, comme ce que préconise la proposition conjointe de l'Amérique (Etats-Unis) et du Japon. Le nouveau système de frais terminaux a été accepté à une majorité écrasante. De gros problèmes sont à prévoir si l'on y introduit de nouveaux éléments de rémunération, plus élevés, spécifiques au repostage ABC. Ici encore, le problème réside dans la définition à donner du repostage ABC et du courrier ABC. Dans les deux propositions, cette définition est laissée au jugement du pays de destination. Dans la proposition du Conseil exécutif, le taux de rémunération n'est pas défini, tandis que dans la proposition de l'Amérique (Etats-Unis), la rémunération est fondée sur la prise en compte du montant le plus élevé résultant des deux formules suivantes: soit 80 % des tarifs intérieurs, soit 100 % du taux UPU applicable au courrier en nombre. Cela représente un taux bien plus élevé que le taux applicable au courrier en nombre convenu peu auparavant. Le pays de destination ayant toute latitude pour en décider, cela conduira à des coûts bien plus élevés pour un très grand nombre de pays en développement et, surtout, pour les clients. Cette mesure n'est certainement pas dans l'intérêt des clients.

J'en viendrai maintenant à un point plus général, Monsieur le Président. Nous sommes d'avis que l'article 26 devrait donner aux Pays-membres la possibilité d'assurer la viabilité économique du service postal universel (service public). Nous pensons par conséquent que cet article devrait être appliqué

uniquement dans les cas où cette viabilité économique du service universel est mise en péril. Cela veut dire qu'il conviendrait d'en faire une application restrictive. Cet article n'est en aucun cas prévu pour être utilisé de façon arbitraire à l'encontre de toutes sortes d'activités commerciales de petite envergure. C'est la viabilité économique de l'obligation d'instaurer un service universel qui serait en jeu si l'on appliquait cet article (qui n'est pas destiné aux petites expéditions de la poste aux lettres!).

Nous avons de sérieux doutes, Monsieur le Président, quant à la légalité de ces deux propositions, et à leur conformité avec les législations nationales et le droit international. Je fais précisément allusion au Traité de la Communauté européenne et aux résultats des négociations du GATT.

Nous devons examiner cela en profondeur, Monsieur le Président. Aussi, les Pays-Bas se sentent-ils tenus d'envisager de faire une réserve au sujet des deux propositions.

En résumé, Monsieur le Président:

- ces deux propositions sont une source de gros problèmes;
- il convient d'examiner en profondeur si elles sont conformes aux législations nationales et à la législation internationale à laquelle nous devons nous plier;
- nous devons envisager d'émettre une réserve au sujet de cet article.

Nous souhaiterions voir notre intervention reproduite dans le procès-verbal.

Dixième séance

Jeudi 8 septembre 1994, 15 h 10

Présidence de M. H. El Qudah, Président

Procurations	<p>Le Belize, la Dominique, la Géorgie, la Jamaïque, la Lituanie, le Liechtenstein, Saint-Christophe-et-Nevis et le Turkménistan sont représentés respectivement par la Barbade, la Grande-Bretagne, la Russie (Fédération de), la Guyane, la Lettonie, la Suisse, Sainte-Lucie et l'Ukraine.</p>
Quorum	<p>La vérification des présences a montré que 94 Pays-membres étaient représentés dans la salle. Le quorum étant fixé à 86, la Commission peut valablement délibérer.</p>
Approbation de rapport	<p>Dans les vingt-quatre heures de sa publication, le Secrétariat a reçu une notification de correction pour le rapport 6 qui figurera au Congrès/C 4 – Rapp 6/Corr 1, en cours de préparation.</p> <p><u>Le rapport 6 de la Commission 4 est approuvé sous réserve de la correction figurant au Congrès/C 4 – Rapp 6/Corr 1. La Commission donne pouvoir au Président d'approuver en son nom les quatre derniers rapports qui seront publiés une fois qu'elle aura cessé de siéger.</u></p>
Envois non distribuables (suite)	<p><i>Proposition 20. 29.3</i></p> <p>Cette proposition de l'Italie bénéficie de l'appui de neuf Pays-membres. Elle vise à établir une distinction entre les envois qui n'ont pas été distribués en raison d'un refus de la part du destinataire et les envois non distribuables pour d'autres raisons.</p> <p>L'Italie présente sa proposition et indique que la Chine (Rép. pop.) retirerait sa proposition 20. 29.2 si au paragraphe 4 on ajoute «A l'exception des cas mentionnés au RE», modification à laquelle l'Italie ne s'oppose pas.</p> <p>Plusieurs intervenants appuient le principe de la proposition et présentent d'autres amendements pour préciser les cas de renvoi immédiat.</p> <p>Le Secrétariat rappelle le principe de la refonte des Actes selon lequel la Convention doit se limiter aux principes fondamentaux et que les cas particuliers relèveraient plutôt du Règlement.</p>

D'autres intervenants remarquent que le texte actuel est suffisant pour prendre en compte les situations évoquées.

Le Président suggère que l'Italie et le Secrétariat préparent un texte qui tiendra compte des suggestions de l'Italie, de la Chine (Rép. pop.) et des remarques faites par le Sous-Directeur général.

La proposition 20. 29.3 est adoptée sous réserve d'une rédaction par l'Italie d'un texte conforme aux vœux de la Commission dont la mise au point est laissée à la Commission de rédaction.

Proposition 20. 29.2

La proposition 20. 29.3 ayant été adoptée en y incluant un amendement de la Chine (Rép. pop.), cette dernière retire sa proposition.

La proposition 20. 29.2 est retirée.

Propositions 25. RE 2902.1, 25. RE 2903.1/Rev 1 et 25. RE 3101.4/Rev 1

La Commission approuve la suggestion du Président de transférer les propositions de conséquence qui figurent sous ce point de l'ordre du jour au CEP.

La Commission décide de renvoyer au CEP les propositions du RE suivantes: 25. RE 2902.1, 25. RE 2903.1/Rev 1 et 25. RE 3101.4/Rev 1.

Echange des envois

Propositions 20. 41.3, 25. RE 4101.1, 25. RE 4102.3, 25. RE 4104.2, 25. RE 4106.1, 25. RE 4106.3, 25. RE 4109.1, 25. RE 4111.2, 25. RE 4112.91, 25. RE 4113.2, 25. RE 4118.3, 25. RE 4121.2, 25. RE 4602.2

Proposition 20. 41.3

Cette proposition de la Suède bénéficie de l'appui de 19 Pays-membres. Elle vise à supprimer l'obligation d'obtenir l'accord de l'Administration postale du pays de transit dans les cas de transit de courrier sans la participation de cette Administration. Si cette proposition est adoptée il suffirait simplement d'informer par avance du transport en transit le pays traversé.

Une délégation fait remarquer que c'est faire peu de cas de la souveraineté des nations. Une autre délégation qui appuie la proposition rétorque que les contraintes qui découlent de ce principe ne gênent en aucune manière les transporteurs privés et qu'introduire un peu de modernité dans nos règlements ne peut que rendre les services postaux plus concurrentiels.

La proposition 20. 41.3 est adoptée sans autre commentaire.

Propositions 25. RE 4101.1, 25. RE 4102.3, 25. RE 4104.2, 25. RE 4106.1, 25. RE 4106.3, 25. RE 4109.1, 25. RE 4111.2, 25. RE 4112.91, 25. RE 4113.2, 25. RE 4118.3, 25. RE 4121.2, 25. RE 4602.2

La Commission approuve la suggestion du Président de transférer les propositions de conséquence qui figurent sous ce point de l'ordre du jour au CEP.

La Commission décide de renvoyer au CEP les propositions du RE suivantes: 25. RE 4101.1, 25. RE 4102.3, 25. RE 4104.2, 25. RE 4106.1, 25. RE 4106.3, 25. RE 4109.1, 25. RE 4111.2, 25. RE 4112.91, 25. RE 4113.2, 25. RE 4118.3, 25. RE 4121.2, 25. RE 4602.2.

Comptabilité	<i>Propositions 20. 0.8/Rev 1, 20. 0.9/Rev 1, 20. 0.18, 25. RE 0.4, 25. RE 5003.91, 25. RE 5006.1, 25. RE 5006.3, 25. RE 5007.1, 25. RE 5008.2, 25. RE 5009.2, 25. RE 5202.2, 25. RE 5204.3, 25. RE 5301.3, 25. RE 5303.1, 29.12.1</i>
Congrès – Doc 62 et Corr 1	
Congrès – Doc 86	<i>Congrès – Doc 62 et Corr 1</i>

La Commission accepte d'examiner d'abord le Congrès – Doc 62 et Corr 1 qui est le rapport du Conseil exécutif sur les nouveaux principes de comptabilité de la poste aérienne et des colis postaux.

Les Pays-Bas présentent ce Congrès – Doc et en particulier les principales nouveautés des propositions de caractère général.

Le Président indique que le Congrès – Doc 62 demande à la Commission l'approbation des propositions figurant au paragraphe 37 qui découlent des études sur la comptabilité. Cependant, ces propositions ne sont pas la conséquence de modifications de la Convention et sont donc renvoyées directement au CE (CEP). Par contre, d'autres propositions découlant de cette étude et devant être traitées par la Commission figurent au paragraphe 40 de ce document. Il s'agit des propositions d'ordre général.

Proposition 20. 0.8/Rev 1

Cette résolution vise à charger le CEP du suivi du nouveau système de facturation directe dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur des Actes de Séoul. Avant d'examiner cette proposition, le Président informe la Commission que la Commission 7, saisie de ce même document, a approuvé la facturation directe en ce qui concerne les colis postaux.

La Commission approuve la proposition 20. 0.8/Rev 1 sans discussion.

Proposition 20. 0.9/Rev 1

Cette résolution vise à charger le Bureau international de faire connaître les avantages du décompte général et d'encourager les Administrations à en faire usage.

La Commission approuve la proposition 20. 0.9/Rev 1 sans discussion.

Proposition 20. 0.18

Il s'agit d'une recommandation aux Administrations visant à inciter ces dernières à remplir les documents comptables au moyen de machines à écrire ou d'imprimantes d'ordinateur.

La Commission approuve la proposition 20. 0.18 sans discussion.

Proposition 25. RE 0.4

Cette décision vise à charger le Bureau international d'examiner le libellé des articles concernant la comptabilité figurant aux règlements d'exécution de la Convention et de l'Arrangement concernant les colis postaux et de soumettre des propositions à l'organe compétent d'ici à 1997 pour les rendre plus compréhensibles. Le Bureau international est aussi chargé d'élaborer un Recueil opérationnel de la comptabilité.

Les Pays-Bas ont estimé que l'étude devrait être entreprise au plus tôt.

La Commission approuve la proposition 25. RE 0.4 sans discussion.

Congrès – Doc 86

Présenté par le Secrétariat, ce document exprime la volonté d'élargissement du système de compensation du Bureau international.

Or ceci peut intervenir sans aucune modification des Actes. Il est suggéré en conclusion de confier au CEP la charge de simplifier les procédures comptables en transmettant, à cet organe, la proposition 25 RE 0.4 avec l'amendement en conséquence.

Une Union restreinte souhaite que des liaisons informatiques soient établies sur ce point entre le Bureau international et des Administrations. A défaut, cette Union demande que le Bureau international diffuse des logiciels comptables avant la mise en vigueur des Actes en 1996.

Le Secrétariat intervient pour indiquer qu'il faudra effectuer des études pour cela et obtenir des moyens financiers. Cette question pourrait également être traitée dans l'étude sur la comptabilité qu'il est déjà prévu de demander au CEP.

La Commission prend acte du Congrès – Doc 86 et demande que le CEP étudie:

- la simplification des procédures comptables de la poste aux lettre et des colis postaux;
- la possibilité d'utiliser les moyen informatiques et télématiques adaptés. La proposition 25. RE 0.4 sera donc modifiée en conséquence par le Secrétariat et la Commission de rédaction.

Propositions 25. RE 0.4, 25. RE 5003.91, 25. RE 5006.1, 25. RE 5006.3, 25. RE 5007.1, 25. RE 5008.2, 25. RE 5009.2, 25. RE 5202.2, 25. RE 5204.3, 25. RE 5301.3, 29. 12.1

Le Président donne parole à la Nouvelle-Zélande sur l'ensemble des propositions de la comptabilité des frais terminaux qui touchent au Règlement.

La Commission accepte sans discussion de renvoyer les propositions 25. RE 5003.91, 25. RE 5006.1, 25. RE 5006.3, 25. RE 5007.1, 25. RE 5008.2, 25. RE 5009.2, 25. RE 5202.2, 25. RE 5204.3, 25. RE 5301.3, 25. RE 5303.1 et 29. 12.1 au CEP.

Timbres-poste

Proposition 20. 5.2

La proposition 20. 5.2 a été retirée.

Proposition 20. 5.1/Rev 1

Elle concerne l'article 7 et confirme la responsabilité des Administrations postales, seules autorisées à émettre des timbres-poste destinés à l'affranchissement selon les Actes de l'Union.

La Suède, coauteur de la proposition, la présente tant du point de vue du fond que de celui de la forme.

La proposition 20. 5.1/Rev 1 est acceptée sans discussion.

Propositions
examinées
par d'autres
Commissions et
renvoyées à la
Commission 4

Proposition 25. RE 0.1

Le Président indique que cette proposition 25. RE 0.1 avait été attribuée à la Commission 6 (Qualité de service) mais que cette dernière ne s'est pas prononcée. La Commission 4 doit donc l'examiner.

Il s'agit d'une recommandation portant sur les envois en transit à découvert. Elle vise à encourager les Administrations à toujours appliquer les dispositions de l'article RE 4103 lors de la transmission de ces envois et recommander que des dispositions sur ces envois figurent dans les accords bilatéraux concernant les objectifs en matière de qualité de service.

La proposition 25. RE 0.1 est approuvée sans commentaire.

Propositions
à renvoyer au CEP
(article 15,
paragraphe 3,
du Règlement
intérieur
des Congrès)

Congrès – Doc 10/Annexe 1

Ces propositions figurent à l'annexe 1 à l'ordre du jour. Aucune demande d'examen n'a été émise par la Commission.

La Commission accepte que, conformément à l'article 15, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès, les propositions de modification du Règlement d'exécution qui ne sont pas la conséquence de propositions de modification de la Convention soient renvoyées au Conseil d'exploitation postale.

Le Secrétariat est chargé d'élaborer la partie de la résolution du Congrès comportant ces propositions renvoyées.

Résolution
(article 15,
paragraphe 10,
du Règlement
intérieur
des Congrès)

Propositions relatives au Règlement d'exécution:

- renvoyées au CEP pour examen;
- renvoyées au CEP pour examen avec des directives du Congrès.

Le Président indique que conformément à l'article 15, paragraphe 10, du Règlement intérieur des Congrès, au terme de leurs travaux, les Commissions établissent, au sujet des propositions de modification du Règlement d'exécution, une résolution en deux parties qui comportent:

- les numéros des propositions renvoyées au Conseil d'exploitation postale pour examen;
- les numéros des propositions renvoyées au Conseil d'exploitation postale pour examen avec des directives du Congrès.

Or, le Secrétariat vient d'être chargé d'élaborer cette résolution pour ce qui est des propositions qui ne sont pas la conséquence des modifications de la Convention.

En ce qui concerne les propositions qui sont la conséquence des modifications de la Convention, elles figurent dans la troisième colonne de l'ordre du jour. Leur renvoi au CEP sans directives a fait l'objet de décisions spécifiques de la Commission sous les différents points de l'ordre du jour. Ces décisions figurent dans les rapports de notre Commission.

La Commission accepte que le Secrétariat soit chargé d'inclure ces propositions dans la résolution du Congrès mentionnée au point précédent. La Commission prend acte:

- que les propositions qui ont été approuvées (propositions 25. RE 601.1, 25. RE 601.2, 25. RE 904.7, 25. RE 4708.91 et 25. RE 5201.2) figureront dans une résolution du Congrès élaborée par la Commission de rédaction;
- que les propositions 25. RE 904.4, 25. RE 904.8, 25. RE 5201.2 et 25. RE 5201.4 ont été retirées ou sont devenues sans objet;
- que la Commission n'a renvoyé au CEP aucune proposition avec des directives.

Protocole final
de la Convention
et de son Règlement
d'exécution

Congrès – Doc 65/Rev 1

a) Mise à jour

Le Président indique que ce document présente les modifications intervenues dans le Protocole final de la Convention et de son Règlement d'exécution, soit du fait de nouvelles adhésions à l'Union, soit du fait du retrait de certaines réserves.

Le Président rajoute que le Rev 2 de ce document est en cours de préparation. Il comportera toutes les demandes de retrait de réserves déposées auprès du Secrétariat jusqu'à la date d'hier.

Il invite les délégations à prendre note de ce document, dont la mise à jour continuera à être assurée par le Secrétariat en fonction d'éventuelles nouvelles demandes de retrait de réserves.

La Commission prend note du Congrès – Doc 65/Rev 1.

b) Réserves

Propositions 23. 5.1, 23. 8.1, 23. 8.2, 23. 8.3, 23. 9.1, 23. 9.2, 23. 9.3, 23. 11.1, 23. 19.1, 23. 19.2, 23. 19.3, 23. 19.4

Le Président indique que le Secrétariat les fera figurer au Protocole final et passe à l'examen des propositions concernant les réserves déposées auprès du Secrétariat diffusées jusqu'au mercredi 6. Les deux propositions 23. 8.1 et 23. 8.2 ont été retirées par leurs auteurs respectifs.

Les propositions 23. 5.1, 23. 8.3, 23. 9.1, 23. 9.2, 23. 9.3, 23. 11.1, 23. 19.1, 23. 19.2, 23. 19.3, et 23. 19.4 sont approuvées sans commentaire.

Divers et imprévu

La Suède prend la parole au nom de la Commission pour indiquer combien tous les participants ont apprécié la bonne humeur du Président qui a permis de travailler sur des sujets difficiles dans une ambiance détendue. L'ordre du jour complexe avait été bien préparé, ce qui a permis de trouver des solutions aux problèmes abordés qui soient satisfaisantes pour tous. En son nom et au nom des participants à la Commission, il adresse ses meilleurs remerciements au Président.

Le Président se déclare fier des commentaires qu'il vient d'entendre et qui, à ses yeux, constituent la plus belle des récompenses. Il tient avant tout à partager les propos flatteurs entendus avec l'équipe du Secrétariat de cette Commission qui, bien avant le Congrès, lui a déjà fourni son appui.

Le Président se met alors à évoquer la lettre si souvent chargée de sentiments et d'émotion, et sa famille, mais aussi sa deuxième famille, la grande famille postale, si différente des familles formées par les autres organisations internationales. Cette famille unie par un seul territoire, celui de l'Union, source de paix.

Se laissant aller à rêver, il évoque un monde où les politiciens laisseraient les postiers s'occuper d'affaires internationales. Si le rêve se réalisait, alors la paix régnerait parmi tous les hommes.

Puis le Président dit sa joie et sa tristesse, sa joie de retrouver bientôt sa famille et son épouse, sa tristesse de quitter la famille postale de Séoul.

Mais une de ses consolations sera d'avoir essayé de diriger ses débats en se référant à la grande tradition arabe qui allie souplesse et fermeté. Les aimables remarques de la Suède lui laissent à penser que cela a plu à l'ensemble de la Commission.

Ne pouvant qu'à peine réprimer son émotion, au nom de la Jordanie, le Président serre symboliquement dans ses bras tous les postiers présents, y compris les postières dont la beauté fait pâlir les plus brillants lustres coréens.

C'est sur les vœux traditionnels «Que Dieu soit avec vous» que le Président termine son allocution.

La séance a été levée à 18 heures.

Au nom de la Commission: Le Président,
H. El Qudah

Le Secrétaire,
C. Gheorghiev

Le Secrétaire adjoint,
G. Goudet

L'Assistant,
V. Barbosa

Rapports de la Commission 5

Première séance

Jeudi 1er septembre 1994, 15 heures

Présidence de M. Rogério Barrionuevo Gonçalves Leques, Président

Ouverture	En ouvrant cette première séance, le Président, après avoir souhaité une cordiale bienvenue à tous les membres de la Commission 5, a exprimé sa gratitude pour l'honneur fait à son pays, le Brésil, et à lui-même en l'appelant à la présidence. Il a salué les Vice-Présidents de la Commission, à savoir Mme M. Madrigal Arguedas, du Costa-Rica, M. Lee Shin Koi, de Singapour, et M. M. Starodub, de l'Ukraine, et se dit heureux de pouvoir compter sur leur aide et leur coopération.
Secrétariat	M. M.S. Raman, Sous-Directeur général au Bureau international, assume la fonction de coordinateur alors que MM. M.N. Harding, Conseiller supérieur, et A. Johnsen, Conseiller adjoint au Bureau international ont été désignés respectivement comme Secrétaire et Secrétaire adjoint de la Commission.
Procurations	Le Belize, l'Estonie, la Géorgie, la Lituanie, le Liechtenstein, Saint-Christophe-et-Nevis et la Dominique ont été représentés respectivement par la Barbade, la Finlande, la Russie (Fédération de), la Lettonie, la Suisse, Sainte-Lucie et la Grande-Bretagne.
Quorum	La vérification des présences a montré que 117 pays étaient représentés dans la salle. Le quorum étant fixé à 82 présences, la Commission peut valablement délibérer.
Déclaration	M. M.S. Raman, Sous-Directeur général au Bureau international, a transmis le meilleurs vœux du Secrétaire général pour les travaux de la Commission. Il a également fait part à la Commission de quelques réflexions personnelles du Secrétaire général compte tenu de l'évolution du volume du trafic postal. La situation actuelle des services de la poste aux lettres n'est pas mauvaise, mais ces services sont menacés par le développement technologique, notamment par

la transmission électronique de bout en bout et les multimédias. Il faut donc adapter les services de la poste aux lettres. Les services du courrier électronique seront importants à cet égard. A peu près la moitié des Pays-membres ont introduit des services du type bureaufax, alors qu'un nombre réduit d'Administrations ont introduit des services de messagerie électronique. En ce qui concerne le transport des marchandises, il a fait remarquer que le nombre de colis postaux, estimé à plus de 66 millions en 1982 est descendu à moins de 55 millions en 1992. Même si, partiellement, la baisse est due au transfert du trafic vers la poste aux lettres (petits paquets) et vers l'EMS, la situation des colis postaux est très préoccupante. Il a finalement relevé le développement positif du service EMS. Ce service a atteint en 1993 un trafic de 24,8 millions d'envois, ce qui représente une croissance de 12,2 % par rapport au trafic de 1992. Il est probable que le trafic atteindra, en 1994, 28 millions envois. Le réseau EMS, desservi à présent par environ 156 Administrations postales, continue de se développer.

Approbation de
l'ordre du jour

L'ordre du jour (Congrès – Doc 11) a été adopté sans modification.

Participation des
observateurs

En se référant à la décision C 8 du Congrès, le Président a suggéré d'admettre la Chambre de commerce internationale comme observateur lors de la discussion des points 5, 6 et 7 de l'ordre du jour de la Commission, compte tenu du fait que cette organisation semble s'intéresser à ces points. Cependant, n'ayant pas souhaité limiter la présence de cette organisation à ses délibérations, la Commission a accepté la Chambre de commerce internationale en qualité observateur durant toutes ses séances.

Propositions
renvoyées
à d'autres
Commissions

Aucune proposition n'a été renvoyée à la Commission 10.

Examen des
Congrès – Doc et
des propositions

Le Bureau international a présenté le Congrès – Doc 20, dont la Commission a pris acte. Le Secrétariat a pris note d'une faute dans l'orthographe du nom de Tonga dans l'annexe 2 de la version anglaise du rapport.

Rapport
quinquennal sur
le développement
des services
postaux

Certains délégués ont regretté le manque de données concernant plusieurs Administrations dans les statistiques de l'UPU. Pour des raisons commerciales, certaines Administrations ne souhaitent pas divulguer leurs informations. Cela étant, deux participants ont recommandé que le CEP examine le nombre de données devant être recueillies pour les statistiques postales et de quelle manière ces données doivent être recueillies et publiées.

Plusieurs pays ont exprimé leur inquiétude en ce qui concerne le développement du volume du trafic des colis postaux et ont suggéré que le CEP se penche sur ce problème, en tenant compte des difficultés des pays en développement, afin de renverser cette tendance.

Service EMS

Congrès – Doc 20/
Add 1

Le Bureau international a présenté le Congrès – Doc 20/Add 1, dont la Commission a pris acte. Plusieurs délégations ont fait part à la Commission de leurs réflexions concernant le développement du volume du trafic EMS. Dans la plupart des pays, la croissance de ce service est bonne. Or, pour l'Afrique, il y a une baisse qui est principalement due à une réduction de 70 % pour l'Administration qui a le plus important trafic EMS du continent.

Résolution
concernant le
service EMS

Propositions 20. 0.2, 20. 0.23, 20. 0.24, 20. 0.6 et 20. 0.7

La Nouvelle-Zélande a présenté la proposition 20. 0.2 qui vise à entériner l'accord-cadre et les recommandations existantes concernant l'EMS et de charger le CEP d'élaborer de nouvelles recommandations, de contrôler la qualité du service EMS et d'organiser le colloque annuel EMS.

Le Président a scindé la discussion en deux, à savoir d'abord sur le texte de la résolution et ensuite sur les annexes à cette dernière.

Le texte de la résolution de la proposition 20. 0.2, tel que modifié par la proposition 20. 0.23 a été adopté par consensus. Néanmoins, la Commission de rédaction sera priée de porter une attention particulière au deuxième tiret du premier dispositif afin de trouver éventuellement une formulation qui accentue la différence entre le système de contrôle des envois EMS et celui du courrier ordinaire.

En ce qui concerne les annexes, la proposition 20. 0.24 a été adoptée par consensus. Les montants des limites de la responsabilité est à insérer dans la proposition par la Commission 10 sur la base des montants adoptés par les Commissions 4 et 7 pour les envois recommandés et pour les colis postaux.

Les propositions 20. 0.6 et 20. 0.7 ont également été discutées. Les préoccupations qui ont motivé ces propositions ont été partagées par la Commission. Le développement du volume du trafic a été le plus rapide dans la région Asie/Pacifique où les taux de compensation ont été maintenus à un niveau modéré. L'Union restreinte de cette région a, en effet, adopté une recommandation concernant ce taux. Certains délégués ont toutefois exprimé un doute relatif à la nécessité de ces propositions, compte tenu qu'il ne s'agit que d'un modèle pour les accords bilatéraux entre les Administrations. Il a aussi été suggéré que l'expression «de faire face à la concurrence» n'était pas appropriée et qu'elle aurait donc dû être remplacée par «d'assurer la compétitivité du service».

Par ailleurs, le CCEP 1993 a chargé le Bureau international, en collaboration avec les pays rapporteurs de l'étude 721, d'examiner la question du taux de compensation des déséquilibres. Lors de la discussion au sein de la Commission, plusieurs éléments susceptibles d'enrichir cette étude ont été relevés. Il a, entre autres, été suggéré de ne pas autoriser des modifications à partir d'autres dates que le 1er janvier et seulement à condition que le nouveau taux ait pu être communiqué aux autres Administrations par le Bureau international suffisamment à l'avance. Un représentant d'un pays en développement a

également relevé qu'il était difficile de juger si les taux de compensation étaient fondés sur les coûts, car ils paraissent souvent arbitraires. A son avis, il serait utile pour les Administrations qui ne disposent pas de systèmes pour mesurer les coûts, de disposer d'un guide qui indique la manière de fixer leurs taux.

La séance a été levée à 18 heures.

Au nom de la Commission:	Le Président,	Le Secrétaire,
	Rogério Barrionuevo	M.N. Harding
	Gonçalves Leques	
		Le Secrétaire adjoint,
		A. Johnsen

Deuxième séance

Lundi 5 septembre 1994, 9 h 30

Présidence de M. Rogério Barrionuevo Gonçalves Leques, Président

Ouverture	Le Président a remercié les sociétés coréennes qui ont organisé une réception pour tous les participants du Congrès vendredi soir, ainsi que l'Administration postale de la Corée (Rép.) qui a organisé des excursions de samedi très réussies.
Procurations	Le Belize, l'Estonie, la Géorgie, la Lituanie, le Liechtenstein, Monaco, Saint-Christophe-et-Nevis et Dominique ont été représentés respectivement par la Barbade, la Finlande, la Russie (Fédération de), la Lettonie, la Suisse, la France, Sainte-Lucie et la Grande-Bretagne.
Quorum	La vérification des présences a montré que 86 pays étaient représentés dans la salle. Le quorum étant fixé à 82 présences, la Commission peut valablement délibérer.
Examen des Congrès – Doc et des propositions	
Service EMS	<i>Propositions 20. 0.2, 20. 0.6 et 20. 0.7</i>
Résolution concernant le service EMS	La discussion relative aux propositions 20. 0.6 et 20. 0.7 entamée durant la première réunion de la Commission a continué. Un pays a demandé une modification, acceptée par les Administrations postales à l'origine des propositions, en signalant que l'expression «qui permettrait de faire face à la concurrence» n'était pas la plus appropriée et devait plutôt être remplacée par celle-ci: «qui lui permette de garantir la compétitivité du service». Trois délégations sont intervenues pour souligner que le service EMS a besoin de souplesse pour des raisons commerciales. Cela étant, ces délégations n'étaient pas en faveur des deux propositions. Un intervenant a, par contre, estimé qu'il convient d'inclure de tels aspects dans l'accord-cadre. Mises au vote, les propositions ont obtenu les résultats suivants: <div data-bbox="411 1823 641 1919" data-label="Text"> <p>Pour: 23 Contre: 41 Abstentions: 28</p> </div>

Les propositions 20. 0.6 et 20. 0.7 ont donc été rejetées. La proposition 20. 0.2 a ensuite été adoptée par consensus, comme amendée par les propositions 20. 0.23 et 20. 0.24 déjà adoptées lors de la première séance de la Commission.

Article 55

Proposition 20. 55.1

Cette proposition vise à:

- a) limiter le taux de compensation de déséquilibre EMS dans les accords à 5 DTS au maximum (paragraphe 3bis);
- b) fixer à 300 envois par an le seuil de déséquilibre à partir duquel le taux serait appliqué (3ter);
- c) préciser qu'aucune compensation de déséquilibre n'est payée pour les envois EMS perdus. Par contre, l'Administration de destination doit payer celle d'origine le double de la compensation pour versement à l'expéditeur (3quater).

Certains intervenants n'ont pas pu appuyer cette proposition car cette dernière limite la souplesse nécessaire au service EMS. Mais il y eut des délégations qui ont appuyé partiellement la proposition en rejetant un ou deux paragraphes. Une délégation, autre que celle de l'auteur, a été en faveur de la totalité de la proposition. Une délégation a suggéré d'envoyer la proposition au CEP pour qu'elle soit incluse dans son étude sur l'EMS. Cependant, l'auteur de la proposition 20. 55.1 a souhaité que celle-ci soit soumise au vote et ne soit transmise au CEP qu'au cas où la proposition serait rejetée.

Mise au vote, la proposition a obtenu les résultats suivants:

Paragraphe 3bis		Paragraphe 3ter		Paragraphe 3quater	
Pour:	15	Pour:	8	Pour:	19
Contre:	60	Contre:	64	Contre:	51
Abstentions:	23	Abstentions:	26	Abstentions:	28

La proposition 20. 55.1 a donc été complètement rejetée.

Proposition 20. 55.3

Comme la proposition précédente, cette proposition vise à engager la responsabilité de l'Administration de destination quand le dommage est causé par cette dernière.

Cependant, faute d'appui dans la Commission, la proposition 20. 55.3 a été rejetée.

Proposition 20. 55.2

Le but de cette proposition est d'indiquer que la liberté de transit des dépêches EMS et des envois EMS à transit à découvert est garantie sur tout le territoire de l'Union. L'auteur a accepté un amendement limitant la proposition à ne comprendre que les dépêches EMS et non les envois à découvert.

L'idée de la proposition était généralement acceptée, mais plusieurs intervenants ont évoqué que la liberté de transit était applicable aux dépêches EMS, même sans cette proposition, qu'ils considèrent comme inutile. Une Administration, qui ne fait plus partie du réseau EMS, a estimé que la proposition était acceptable si les dépêches EMS en transit pourraient être traitées comme du courrier de la poste aux lettres et non comme EMS. L'auteur a répondu que la priorité pour ces dépêches devrait pourtant être garantie. Une délégation a jugé qu'une telle disposition éventuelle devrait être placée à l'article premier de la Convention plutôt qu'à l'article 55.

Mise au vote, la proposition a obtenu le résultat suivant:

Pour:	29
Contre:	43
Abstentions:	33

La proposition 20. 55.2 a ainsi été rejetée.

Proposition 20. 55.4

Cette proposition qui vise à préciser que les aspects concernant le service EMS, qui ne sont pas expressément régis par les accords bilatéraux, sont soumis aux dispositions appropriées des Actes, a occasionné une seule intervention. La délégation en question a estimé que la proposition était inutile car le dernier article de l'accord-cadre contient une disposition similaire.

Mise au vote, la proposition a obtenu le résultat suivant:

Pour:	31
Contre:	30
Abstentions:	39

La proposition 20. 55.4 a donc été adoptée.

Services
de courrier
électronique

Le Bureau international a présenté le Congrès – Doc 20/Annexe 3, dont la Commission a pris acte.

Propositions 20. 0.1 et 20. 39.91

L'Allemagne, pays rapporteur de l'étude 722 du CCEP, a présenté la proposition 20. 39.91, qui vise à ancrer les services du courrier électronique dans la Convention, et la proposition 20. 0.1, qui vise à charger le CEP d'élaborer des accords-cadres et des recommandations pour faciliter l'exploitation des services. L'amendement contenu dans la proposition 20. 0.25 tient compte de la restructuration de l'UPU.

En ce qui concerne la proposition 20. 39.91, une délégation avait proposé de préciser au paragraphe 2 de l'article 39bis que le courrier électronique est un service postal et de biffer les mots «d'une personne à une autre» dans l'article 39ter. Ces modifications étaient acceptables pour le rapporteur de l'étude.

Cependant, certaines délégations ont émis des doutes relatifs à la question de savoir si l'UPU devait préciser que le courrier électronique est un service postal sans une consultation préalable de l'UIT. D'autres intervenants ont souligné que les télécommunications n'interviennent que comme un moyen de transport.

Les amendements ont pourtant été acceptés par 93 voix contre 14 (aucune abstention). La proposition amendée a ensuite été mise au vote. 96 délégations ont voté pour la proposition et 11 contre (aucune abstention). La proposition 20. 0.25 a également été soumise au vote et a obtenu le résultat suivant:

Pour: 99
Contre: 0
Abstentions: 8

Les propositions 20. 0.25 et 20. 39.91 ont été adoptées. Suite à l'adoption de la proposition 20. 0.25, la proposition 20. 0.1 est devenue sans objet.

Déclaration

L'observateur de la Chambre de commerce internationale a noté avec satisfaction l'esprit d'une plus grande ouverture au sein de l'UPU et l'accent de l'organisation sur les besoins des clients. Il était en faveur de plus de concurrence en ce qui concerne la poste internationale, car la concurrence devrait inciter la poste à améliorer la qualité de service, ce qui est dans l'intérêt des clients. Les conditions de concurrence devraient être égales pour tous. A son avis, la poste ne devrait pas utiliser des recettes des services réservés pour subventionner de nouveaux services.

La séance a été levée à 12 h 30.

Au nom de la Commission:	Le Président,	Le Secrétaire,
	Rogério Barrionuevo Gonçalves Leques	M.N. Harding
		Le Secrétaire adjoint, A. Johnsen

Troisième séance

Lundi 5 septembre 1994, 15 h 25

Présidence de M. Rogério Barrionuevo Gonçalves Leques, Président

Procurations	Outre les huit procurations qui sont valables pour toutes les réunions du Congrès, l'Estonie et Monaco ont été représentés respectivement par la Finlande et la France.
Quorum	Le quorum fixé à 84 présences a été atteint au début des délibérations.
Approbation de rapport	Le rapport de la première réunion a été adopté.
Examen des Congrès – Doc et des propositions	<p><i>Proposition 20. 0.20</i></p> <p><u>La proposition 20. 0.20, qui vise à charger le Conseil d'exploitation postale d'une étude sur l'opportunité d'introduire un service facultatif de correspondance commerciale-réponse internationale pour les marchandises, a été adoptée par consensus.</u></p>
Nouveaux services	<p><i>Proposition 20. 0.22</i></p> <p>Cette proposition vise à charger le Conseil d'exploitation postale d'une étude sur l'opportunité d'introduire un service facultatif «Courrier publicitaire international», qui est un service de correspondance commerciale-réponse internationale permettant d'envoyer une réponse à une adresse dans le pays de destination de l'envoi publicitaire.</p> <p><u>La proposition 20. 0.22 a été adoptée par consensus.</u></p> <p><i>Proposition 20. 0.21</i></p> <p><u>La proposition 20. 0.21, qui vise à charger le Conseil d'exploitation postale d'une étude sur l'opportunité d'introduire un service international de distribution à domicile d'envois sans adresse, a été adoptée par consensus.</u></p>

Proposition 30. 13.91/Rev 2

Cette proposition vise à ancrer dans l'Arrangement des colis postaux le service «Consignment» qui est déjà effectué entre dix Administrations postales.

Plusieurs intervenants ont souligné l'importance d'introduire ce service dans les Actes de l'Union. Ils avaient jugé opportun de laisser le Conseil d'exploitation postale élaborer les dispositions détaillées pour le service afin de garder la souplesse qui est nécessaire lors de la période d'enfance d'un service. Certaines délégations ont exprimé le souhait que le CEP étudie également la question d'élargir le service au transport également des envois de la poste aux lettres. Personne ne s'est opposé à cette étude.

Une délégation a estimé qu'il était prématuré d'introduire le service dans l'Arrangement concernant les colis postaux avant que les détails concernant le service aient été fixés. Les pays nordiques, qui effectuent ce service depuis une dizaine d'années, ont promis de fournir les informations nécessaires à l'intervenant.

Ensuite, le libellé de l'article a été modifié par un petit groupe de travail pour indiquer que les détails concernant le service seraient fixés bilatéralement entre l'Administration d'origine et celle de destination sur la base des dispositions définies par le Conseil d'exploitation postale. Sur proposition d'une Administration francophone qui participe déjà au service sous le nom «Consignment», ce nom a été retenu également dans la version française pour obtenir l'uniformité.

L'intervenant, qui avait considéré l'introduction de ce service comme prématurée, n'a pas pu accepter le texte amendé car le logo y figurait toujours.

Quatre-vingt-sept sur les 90 délégations présentes dans la salle représentaient des Pays-membres qui avaient signé l'Arrangement des colis postaux et qui ont donc pu participer au vote où la proposition 30. 13.91/Rev 2 amendée a obtenu les résultats suivants:

Pour: 77
Contre: 1
Abstentions: 9

La proposition 30. 13.91/Rev 2 figurant en annexe 1 a donc été adoptée. Une résolution élaborée sur la base de la discussion chargeant le CEP d'une étude figure en annexe 2.

Reconstitution du
Comité de contact
Opérateurs
privés/UPU

Proposition 011

Le Président du CE a présenté cette proposition qui a pour objet d'autoriser le CE à reconstituer le Comité de contact Opérateurs privés/UPU. Compte tenu que certains sujets traités au sein du Comité ont amené les opérateurs privés à soulever des questions d'un caractère intérieur à l'UPU, par exemple les frais terminaux et la restructuration de l'UPU, il a recommandé la prudence dans les contacts avec les opérateurs privés. Cependant, étant donné que les discussions concernant des questions opérationnelles comme la sécurité, le traitement douanier et l'EDI ont été utiles pour les deux côtés, il a recommandé la reconstitution du Comité.

Plusieurs intervenants ont appuyé la proposition. L'un d'entre eux a estimé que le Conseil d'exploitation postale devrait représenter l'UPU dans ce comité, car la coopération concerne des aspects techniques. Cependant, trois délégations ont estimé que le Conseil d'administration était l'organe le plus approprié, compte tenu que des questions politiques pourraient être discutées. Les trois intervenants ont souhaité supprimer les mots «le cas échéant» dans le dispositif de la résolution. Le Président du CE, qui était également le Président du Comité de contact, a estimé que le Conseil d'administration devrait participer du côté de l'UPU avec l'assistance du Conseil d'exploitation postale. Il ne s'est pas opposé à la suppression des mots «le cas échéant».

La proposition 011 a été adoptée avec le dispositif suivant:

autorise

le Conseil d'Administration à reconstituer le Comité de contact Opérateurs privés/UPU en vue de poursuivre l'étude des problèmes techniques, commerciaux et opérationnels communs.

Projet de
programme
des études pour
la période
1995-1999

Congrès – Doc 68 et propositions 03 et 04

La partie du projet de programme des études qui concerne le marché ainsi que le service EMS et les services du courrier électronique a été examinée.

La plupart des Administrations ont exprimé une opinion favorable au sujet des études figurant à l'annexe 1/pièces 1 à 5 du document. Une délégation a souligné qu'il est important d'étudier les services de la messagerie électronique dans le cadre de l'étude sur le courrier électronique. Une autre a proposé d'inclure le nouveau produit «Eurogiro» dans le programme. Deux intervenants ont estimé qu'il est nécessaire de coordonner le programme avec le plan stratégique de l'UPU, ce qui, en règle générale, a déjà été fait.

Or, la Commission a complété le programme par la proposition 03, qui a été adoptée sans opposition après que la dernière partie du chiffre 2° (sous réserve que...) avait été supprimée.

La proposition 04 a également été adoptée sans objection après que les mots «de laisser à ce Conseil le soin» figurant dans le dispositif avaient été complétés par «, dans le cadre du Plan stratégique.».

Propositions à
transférer au CEP

Les propositions 25. RE 5501.1, 25. RE 5501.2 et 25. RE 5501.3 ont été transférées au CEP sans discussion.

Approbation
des rapports

Conformément à l'article 23, paragraphe 5, du Règlement intérieur des Congrès, les rapports des 2e et 3e séances seront approuvés par le Président au nom de la Commission.

La séance a été levée à 17 h 30.

Au nom de la Commission: Le Président,
Rogério Barrionuevo
Gonçalves Leques

Le Secrétaire,
M.N. Harding

Le Secrétaire adjoint,
A. Johnsen

Libellé révisé de la proposition 30. 13.91/Rev 2 présenté en séance

Article 13bis

«Consignment»

1. Les Administrations peuvent convenir entre elles de participer à un service facultatif «Consignment», qui est la dénomination utilisée pour les envois groupés destinés à l'étranger.
2. Dans la mesure du possible, ce service est identifié par un logo composé des éléments suivants:
 - le mot CONSIGNMENT en bleu;
 - trois bandes horizontales (une rouge, une bleue et une verte).

 **CONSIGNMENT**

3. Les détails de ce service seront fixés bilatéralement entre l'Administration d'origine et celle de destination sur la base des dispositions définies par le Conseil d'exploitation postale.

Résolution

Consignment

Le Congrès,

ayant
introduit dans l'Arrangement concernant les colis postaux les dispositions de base relatives au service
Consignment,

conscient
que les Administrations qui souhaitent effectuer ce service ont besoin de dispositions plus détaillées,

estimant
que ce même service pourrait ultérieurement être offert pour le transport des envois de la poste aux
lettres,

charge

le Conseil d'exploitation postale:

- 1° d'élaborer les dispositions dont les Administrations postales ont besoin pour effectuer le service
Consignment;
- 2° d'étudier la question d'étendre ce service au transport des envois de la poste aux lettres et, le cas
échéant, de présenter des propositions appropriées au prochain Congrès.

Rapports de la Commission 6

Première séance

Lundi 29 août 1994, 15 heures

Présidence de M. K. Fisher, Président

Ouverture de la séance

En ouvrant la première séance, le Président, après avoir souhaité une cordiale bienvenue à tous les membres de la Commission 6, a exprimé sa gratitude pour l'honneur fait à son pays, la Grande-Bretagne, et à lui-même en l'appelant à la présidence. Il a salué les trois Vice-Présidents de la Commission, à savoir la Malaisie, la Slovénie et le Zimbabwe, ainsi que le Secrétaire général et l'observateur de l'IATA.

Secrétariat

M. M. Mazou, Sous-Directeur général au Bureau international, assume la fonction de coordinateur et M. M. Fohouo, Conseiller, et MM. F. Ghanbari, J. Gunderson et J. Svenka, Premiers secrétaires au Bureau international, ont été désignés respectivement en qualité de Secrétaire et de Secrétaires adjoints.

Procurations

Le Belize, la Géorgie, le Liechtenstein, Saint-Christophe-et-Nevis, la Dominique, Malte et Monaco ont été représentés respectivement par la Barbade, la Russie (Fédération de), la Suisse, Sainte-Lucie, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la France. L'Estonie et la Lituanie ont été représentées par la Finlande.

Quorum

La vérification des présences a montré que 79 pays étaient représentés dans la salle. Le quorum étant fixé à 77 présences, la Commission peut valablement délibérer.

Ordre du jour

Congrès – Doc 12/Rev 1 et Add 1

La proposition du Président de discuter le point 10 de l'ordre du jour lors de la première séance de la Commission est adoptée.

L'ordre du jour (Congrès – Doc 12/Rev 1) est approuvé avec additif (Congrès – Doc 12/Add 1), avec la modification mentionnée ci-dessus.

Déclarations

Le Secrétaire général a rappelé le travail excellent effectué par le Président de la Commission, ancien président du Groupe normatif des transmissions électroniques (GNTE), dans l'intérêt de la poste mondiale et a fait part à la Commission de quelques réflexions. Il a tout d'abord présenté un bref bilan des travaux menés dans le cadre de la mise en œuvre du Projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international, en constatant que la qualité reste l'une des priorités des Administrations postales. Les autres domaines que la Commission a à examiner (tels que la sécurité et l'environnement) constituent également une partie importante des activités de l'Union. Les travaux concernant la télématique représentent une nouvelle activité qui connaît une évolution rapide. La télématique et les technologies de l'EDI sont d'une importance capitale pour le développement et la modernisation des postes. L'UPU se doit d'assurer la pérennité des efforts et des investissements faits dans ces domaines.

Evaluation des travaux menés dans le cadre de la résolution C 22

Congrès – Doc 22

Le Congrès – Doc 22, relatif à l'évaluation des travaux menés dans le cadre de la résolution C 22 du Congrès de Washington (Projet permanent visant à sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser) a été présenté par M. M. Mazou, Sous-Directeur général au Bureau international.

Lors de la discussion, toutes les délégations ont souligné l'importance des travaux accomplis par l'Union dans le domaine de la qualité du service. La majorité des pays a notamment apprécié les travaux des consultants sur le terrain. Des problèmes de deux types ont été relevés. D'un côté, l'insuffisance des moyens financiers et des infrastructures des pays en développement, de l'autre côté ceux de coopération avec les autorités douanières et aéroportuaires.

La Commission prend acte du rapport.

Stratégies de l'Union postale universelle pour la sauvegarde et le renforcement de la qualité du service postal international

Congrès – Doc 64

La Grande-Bretagne a présenté le document ainsi que la proposition 037 y relative en soulignant qu'ils avaient été élaborés par l'Equipe de gestion du Projet permanent en collaboration étroite avec le Bureau international et qu'ils ont été ensuite examinés par le Conseil exécutif de 1994. Après la présentation, la discussion a été ouverte.

Les intervenants ont apprécié la forme et le contenu du programme «Qualité de service» et son importance pour l'avenir de la poste pour la concurrence. Ils ont appuyé pleinement le document en question. Certaines délégations ont présenté des exemples concrets de leurs efforts dans les domaines du suivi et de l'amélioration de la qualité.

Le Président de la Commission 2 relève la complexité de la question du financement des activités de l'Union et souligne la nécessité de chercher des sources de cofinancement de certaines actions de l'Union dans les contributions volontaires. Il indique que la Commission 2 examinera cette question en temps oppor-

tun. Il appartient à la Commission 6, dans ses délibérations, de fixer des priorités. Le Président a suggéré que toutes les propositions ayant des incidences financières soient réexaminées lors de la dernière séance de la Commission 6.

Le Congrès – Doc 64 est approuvé.

Proposition 037

La proposition 037 a été adoptée, la Commission a confié à la Commission de rédaction le soin de préciser formellement la première phrase de cette proposition.

Réédition de la
Nomenclature
internationale des
bureaux de poste

Congrès – Doc 79

Suite à la décision du Conseil exécutif de 1994 de rééditer la Nomenclature internationale des bureaux de poste sur support papier et sur CD-Rom, il est proposé au Congrès de faire sienne cette décision et de prévoir les crédits nécessaires dans le cadre du plafond budgétaire quinquennal pour 1996–1997.

L'Allemagne, qui a présenté le document à la Commission, a fait savoir que la Deutsche PostConsult GmbH est disposée à contribuer à la réédition de la Nomenclature sous forme de parrainage de la part des entreprises à certaines conditions (cf. annexe 1 au présent rapport). Une délégation a confirmé la valeur commerciale de la publication.

La Commission a approuvé le document, y compris les conclusions.

La séance a été levée à 18 h 05.

Au nom de la Commission: Le Président,
K. Fisher

Le Secrétaire,
M. Fohouo

Les Secrétaires adjoints,
F. Ghanbari
J. Gunderson
J. Svenka

Deutsche PostConsult GmbH

Günter Böhm, Ing. dipl.
Responsable des services techniques

Mémoire

adressé à la Délégation allemande participant au XXII^e Congrès de l'Union postale universelle, Séoul

Nomenclature internationale des bureaux de poste (NIBP): Nouvelle édition

1. La société de conseil, Deutsche PostConsult GmbH, à Bonn, a été créée par la Deutsche Bundespost POSTDIENST (service postal de l'Administration postale de la République fédérale d'Allemagne) en vue de mettre à la disposition d'autres organismes les données d'expériences et les connaissances techniques du service postal et de permettre à ces mêmes destinataires de les utiliser.
2. La Deutsche PostConsult GmbH est disposée à contribuer à la publication d'une nouvelle édition de la Nomenclature internationale des bureaux de poste.
3. La Deutsche PostConsult GmbH s'est mise en rapport avec certaines grandes entreprises industrielles allemandes, qui travaillent avec la Deutsche Bundespost POSTDIENST, afin d'attirer leur attention sur l'utilité que présente la NIBP pour leurs activités. Elles ont répondu favorablement à la demande de soutien qui leur a été adressée. Elles ont considéré que le parrainage (sous réserve que le nom de l'entreprise intéressée soit indiqué) et les annonces publicitaires étaient des formes de soutien réalistes. Ces entreprises attendent maintenant de connaître les coûts exacts du parrainage et de la publicité.
4. La Deutsche PostConsult GmbH pense que le projet qui consiste à utiliser les sommes versées par ces entreprises allemandes au titre d'un parrainage et d'une action publicitaire pour financer, dans une large mesure du moins, la nouvelle édition de la Nomenclature internationale des bureaux de poste de l'UPU est un projet réalisable.

La Deutsche PostConsult GmbH se déclare disposée à coordonner la campagne de lancement.

5. La Deutsche PostConsult GmbH recommande de soumettre le présent mémoire à la Commission intéressée.

Günter Böhm

Deuxième séance

Mercredi 31 août 1994, 9 h 30

Présidence de M. K. Fischer, Président

Quorum	La vérification des présences a montré que 88 pays étaient représentés dans la salle. Le quorum étant fixé à 81, la Commission peut valablement délibérer.
Ordre du jour	<p><i>Congrès – Doc 12/Rev 2</i></p> <p><u>L'ordre du jour (Congrès – Doc 12/Rev 2) est approuvé.</u></p>
Propositions concernant la qualité du service postal international	<p><i>Proposition 20. 0.16</i></p> <p>La proposition 20. 0.16 vise à charger le Conseil d'exploitation postale de procéder à la réalisation d'une étude sur les possibilités de transporter exclusivement par voie aérienne (S.A.L.) le courrier expédié actuellement par voie maritime.</p> <p>Tout en soutenant le principe exprimé dans cette proposition, la Commission émet des réserves quant à la nécessité de conduire une étude formelle sur cette question. Certaines Administrations proposent d'entamer des discussions bilatérales avec l'auteur de la proposition.</p> <p><u>En conséquence, la proposition 20. 0.16 est rejetée.</u></p> <p><i>Propositions 20. 20.2 et 20. 20.3</i></p> <p><u>Ces propositions, visant à améliorer la qualité du service fourni pour les envois express, sont adoptées.</u></p> <p><i>Proposition 20. 40.2</i></p> <p>Cette proposition concerne la modification de l'article 40 relatif aux objectifs en matière de qualité de service et porte principalement sur la publication des normes de service, le besoin de réaliser les contrôles de la qualité de service, ainsi que sur la nécessité de fournir des informations concernant l'exploitation, telles que les derniers délais d'admission.</p>

Dans la discussion qui suit l'exposé de la Grande-Bretagne, un certain nombre d'Administrations soulignent la nécessité de définir avec plus de précision les termes utilisés, tels que «derniers délais d'admission». La Commission décide de soumettre cette question au Conseil d'exploitation postale. La question d'inclure dans l'article 40 une date à partir de laquelle les Administrations devraient respecter les normes de service est également laissée à la compétence du CEP. Les intervenants soutiennent la proposition, mais un amendement est proposé concernant la recommandation de faire réaliser également des contrôles externes de la qualité du service.

La proposition 20. 40.2 est adoptée et transmise à la Commission 10 pour rédiger le texte final

Proposition 30. 30.1

La proposition 30. 30.1 relative aux objectifs en matière de qualité de service est adoptée sans discussion.

Rapport sur
l'ensemble de
l'activité du
Groupe normatif
des transmissions
électroniques
(GNTE)

Congrès – Doc 75a

La Grande-Bretagne, Président du Groupe normatif des transmissions électroniques (GNTE), présente le Congrès – Doc 75a qui résume les travaux accomplis par le GNTE depuis le Congrès de Washington de 1989. Ayant comme objectif primordial l'utilisation de nouvelles technologies pour l'amélioration de la qualité du service au niveau mondial, le GNTE a concentré ses efforts sur la normalisation et les questions de gestion relatives à l'introduction de l'EDI dans la communauté postale.

Les travaux sur les messages EDI, codes et codes à barres, ont abouti à la définition des messages et des codes à barres normalisés. Des documents de base, tels que l'Etat des besoins des utilisateurs et le Guide de conception de messages, ont été élaborés, permettant l'échange de messages EDI, dans des conditions réelles de production, entre un certain nombre d'Administrations de l'UPU qui génèrent 50 % du courrier international. Dans le domaine de la gestion des activités EDI de l'UPU, une stratégie de gestion a été définie et a abouti à la création au Bureau international d'une unité spécialisée chargée de promouvoir le développement de l'EDI au profit de tous les membres de l'UPU.

Grâce aux travaux du GNTE et du Bureau international, l'infrastructure technologique est maintenant mise en place. Celle-ci permettra aux Administrations postales d'améliorer la qualité de service offert à leurs clients.

La Commission prend acte du Congrès – Doc 75a.

Proposition 20. 52.91

La proposition 20. 52.91, visant à introduire dans la Convention des règles générales que les Administrations doivent suivre lorsqu'elles établissent des liaisons télématiques, est adoptée sans discussion.

Activités de
l'UPU dans le
domaine de l'EDI
1995–1999

Congrès – Doc 75b et Add 1

Le Bureau international présente le Congrès – Doc 75b et Add 1 concernant les activités de l'UPU dans le domaine de l'EDI pour la période 1995 à 1999. Ces documents résument les réalisations du Bureau international par le biais de l'Unité de développement EDI et qui comportent notamment la mise en place:

- des applications postales facilitant l'expédition et la réception du courrier ainsi que le suivi et la localisation des envois;
- du réseau mondial de télécommunications postales de l'UPU (POST*Net);
- des services à valeur ajoutée (POST*Mail, POST*Star, POST*Info).

Le plan d'activité EDI pour la période allant de 1995 à 1999 est également présenté. Il comprend les aspects suivants:

- le perfectionnement des produits et des services télématiques existants;
- une structure adaptée et efficace au sein de l'UPU;
- les besoins en personnel afin d'assurer le développement et le suivi des activités;
- les besoins financiers.

En appuyant pleinement les Congrès – Doc 75a et 75b, tous les intervenants félicitent le GNTE et le Bureau international pour le grand progrès réalisé dans le domaine de l'EDI postal. Ils expriment leur gratitude aux nombreux pays qui ont généreusement contribué au développement de l'EDI au sein de l'UPU. A cet égard, la Corée (Rép.) annonce qu'elle contribuera pour 50 000 CHF en 1994 et pour la même somme en 1995 au Fonds volontaire de l'UPU afin de promouvoir l'extension de l'EDI. Enfin, les intervenants félicitent le Secrétaire général de l'UPU pour sa vision de l'avenir de l'UPU, qui a permis aux Pays-membres de prendre des décisions difficiles mais nécessaires afin de faire de l'EDI postal une réalité.

Les délégués sont invités, dès leur rentrée du Congrès, à prendre les mesures nécessaires afin d'entreprendre les travaux de préparation pour l'introduction de l'EDI au sein de leur Administration.

Le Congrès – Doc 75b et ses conclusions sont approuvés par la Commission.

Résolution 010

La résolution 010 relative aux activités de l'UPU dans le domaine de l'EDI 1995–1999 est adoptée.

Rapport sur
l'ensemble de
l'activité du
Groupe d'action
de l'UPU pour la
sécurité postale
(GASP)

Congrès – Doc 23

Congrès – Doc 23

Le Président du Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale (GASP) présente le Congrès – Doc 23 et Add 1. Le texte de son exposé se trouve en annexe au présent rapport.

En raison de la nouvelle proposition 046 soumise à la Commission pour examen, l'Irlande annonce qu'elle retire sa proposition 20. 0.15.

Trois intervenants expriment leur plein soutien aux conclusions du Congrès – Doc 23 et Add 1. La suite de la discussion est différée à la prochaine séance.

La séance est levée à 12 h 40.

Au nom de la Commission:

Le Président,
K. Fisher

Le Secrétaire,
M. Fohouo

Les Secrétaires adjoints,
F. Ghanbari
J. Gunderson
J. Svenka

Présentation du document 23 – Rapport complet sur le travail du Groupe d'action de l'UPU en faveur de la sécurité postale (GASP) – Grandes lignes d'une politique générale future de l'UPU dans le domaine de la sécurité postale et résolution 027 amendée par la résolution 046 – Politique et stratégie à suivre en matière de sécurité postale

Merci, Monsieur le Président.

Etant le dernier Président en date du Groupe d'action pour la sécurité postale, plus communément connu sous son sigle «GASP», j'ai le plaisir de vous soumettre les documents 23 et 23/Add 1, qui constituent le rapport concernant les activités du GASP et contiennent la résolution du Congrès 027 amendée, qui porte désormais le numéro 046, laquelle établit une politique et une stratégie en matière de sécurité postale pour les cinq années à venir.

Le document 23 est une excellente récapitulation des progrès accomplis dans le domaine de la sécurité postale par l'UPU au cours des cinq dernières années. Dans son introduction, il évoque brièvement l'origine du GASP, qui a été créé à la suite de l'adoption de la résolution C 12 par le Congrès de Washington. Il est extrêmement important que nous gardions en mémoire les conditions qui prévalaient en 1989 et qui ont mené le Congrès à agir comme il l'a fait au regard de la sécurité postale.

En 1989 – comme c'est le cas aujourd'hui et peut-être de façon encore plus marquée – les services postaux assurés dans le monde étaient exposés aux attaques d'éléments criminels qui employaient des moyens de plus en plus élaborés. Alors, tout comme aujourd'hui, les malfaiteurs ne faisaient pas que voler du courrier et nous priver de recettes mais ils ternissaient aussi notre réputation professionnelle et détournaient de nous nos clients à l'avantage de nos concurrents.

Le vol d'envois express est un gros problème dans plusieurs régions du monde, aujourd'hui. De plus, plusieurs pays enregistrent depuis peu un grand manque à gagner du fait de la contrefaçon de vignettes d'affranchissement et de l'altération de machines à affranchir.

A l'heure actuelle, la liste des problèmes auxquels nous sommes confrontés s'allonge, ce qui rend nécessaire une action coordonnée en faveur de la sécurité au sein des institutions postales. La croissance continue de la poste internationale, l'ébranlement des barrières commerciales, la réduction des inspections douanières, tout cela associé à une augmentation des délits dans le monde – dont les services postaux ne sont bien sûr pas les seules victimes – constituent un défi pour notre profession.

Depuis la création du Groupe d'action pour la sécurité postale en 1990, l'UPU a réussi de façon notable à éveiller l'attention, au sein de nombreuses Administrations postales, sur les conséquences néfastes pour notre activité d'une sécurité insuffisante, se traduisant notamment par la perte de revenus qui résulte du détournement de nos clients estimant que le service postal n'est pas sûr. J'aimerais ici vous montrer un petit film qui met en lumière la nécessité d'une sécurité postale réelle.

Pouvons-nous projeter le film maintenant?

Si vous ne l'avez pas encore fait, j'invite vivement chacun d'entre vous à s'arrêter au stand consacré à la sécurité postale, juste en face de l'entrée des salles de conférence, et de prendre connaissance du matériel exposé, dont beaucoup d'éléments ont été mentionnés dans le film vidéo que nous venons de

voir. Une ample documentation sur la sécurité, mise au point par le GASP, est disponible dans toutes les langues officielles de l'UPU. Je tiens aussi à exprimer nos remerciements à la Grande-Bretagne pour tous les efforts et les dépenses qu'elle a consentis pour la production de ce film.

Comme il l'est dit dans ce film, le GASP a été créé par le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales pour régler les nombreuses questions de sécurité liées à la poste. De sa création en 1990 à la clôture du dernier Conseil exécutif, le GASP s'est réuni huit fois et sa composition s'est élargie en passant du groupe initial de dix pays à un total de 19 pays. Beaucoup de nos réunions ont accueilli des observateurs, portant parfois ce chiffre à 26 pays supplémentaires. Bien entendu, ce progrès n'a été rendu possible que grâce au ferme soutien de M. Boris Boutenko, Président du CCEP, et de M. Thomas Leavey, Président du CE. Leur direction, ainsi que le soutien du Bureau international, ont permis au GASP d'enregistrer des résultats excellents dans plusieurs domaines extrêmement critiques de la sécurité postale, comme on peut le lire dans le document 23.

Je dois aussi signaler le travail effectué par le spécialiste de la sécurité et consultant, M. Peter Alleman, qui, ces trois dernières années, a accompli une œuvre énorme de diffusion du message concernant la sécurité aux Administrations postales de par le monde. Son travail a confirmé que la présence d'un spécialiste de la sécurité au Bureau international est indispensable. Je suis extrêmement heureux de vous faire savoir que l'Administration du Japon, grâce à une contribution extraordinairement généreuse au Fonds volontaire, destinée spécialement aux activités concernant la sécurité, a assuré à l'UPU les moyens d'engager un expert de la sécurité au Bureau international jusqu'en 1995.

Jusqu'ici, nous avons parlé du passé. Il est maintenant temps de regarder vers l'avenir, car, en dépit des progrès impressionnants que nous avons faits en faveur de la sécurité postale au cours de ces quelques années, du courrier continue d'être volé et des envois contenant des substances dangereuses continuent d'être acheminés.

Le document 23 expose les futurs plans que l'UPU devra appliquer en matière de sécurité dans les cinq prochaines années, et ceux d'entre nous qui ont ces derniers temps été actifs au sein du GASP sont maintenant d'avis que la meilleure façon de poursuivre ce travail vital serait d'en charger le Groupe d'action pour la sécurité postale reconstitué, décision qui appartient au Congrès.

Comme beaucoup d'entre vous le savent, le GASP soutenait, jusqu'à très récemment, la création d'une commission pour la sécurité, au sein du nouveau Conseil d'exploitation postale. Le Groupe de travail GT 3/3 a inclus une commission pour la sécurité dans son projet de structure du CEP. Mais de récents développements, dont la résolution issue d'une réflexion profonde soumise par nos collègues irlandais, nous ont poussés à étudier de très près quelle serait la meilleure manière de traiter les problèmes de sécurité, à l'UPU, pendant la prochaine période quinquennale.

Ce qui a peut-être fait la plus grande force du GASP a été le pouvoir qui lui avait été donné de rendre compte directement aussi bien au CE qu'au CCEP en séance plénière. Cette procédure a permis au GASP de se réunir deux fois dans l'année, tandis que les commissions ne se réunissent qu'une fois. Le dynamisme du GASP, dans son action de sensibilisation des postes aux problèmes de sécurité, a tenu, dans une grande mesure, à sa capacité de se réunir plus fréquemment et de faire part de ses progrès directement aux organes d'approbation. Une grande partie de cet avantage serait perdue si les questions de sécurité devaient être traitées séparément soit par le CA, soit par le CEP.

Le GASP a aussi joui d'un accès sans précédent aux divers groupes gouvernementaux, réglementaires et internationaux, avec lesquels l'UPU a des rapports. Les experts de la sécurité du GASP ont eu des contacts directs autorisés avec l'OACI, l'IATA, le PNUCID, le CCD et bien d'autres. Toute limitation de ce type d'accès direct amoindrirait sérieusement l'aptitude du GASP à fournir des conseils en matière de sécurité aux deux Conseils.

Convaincus de ce que le maintien du GASP serait du plus grand intérêt pour l'UPU, nous soumettons aujourd'hui une résolution 027 amendée, qui porte maintenant le numéro 046, et que 21 pays ont endossée. En adoptant cette résolution, le Congrès garantira la poursuite des progrès dans le domaine de la sécurité, grâce à la reconstitution du Groupe d'action pour la sécurité postale. Les défenseurs de

cette mesure pensent qu'il importe de faire en sorte que le GASP existe dans les deux Conseils nouvellement constitués et de laisser au jugement de chaque Conseil la façon dont il souhaite utiliser les services du Groupe d'action pour la sécurité postale, dans le cadre de son mandat.

Permettez-moi aussi d'attirer votre attention sur le document 23/Add 1 qui contient un modeste budget pour le futur développement des activités liées à la sécurité, pour les cinq prochaines années. L'affectation des ressources limitées dont l'UPU peut disposer sera difficile à répartir entre les activités mais, vu l'importance accordée à la sécurité postale par les Pays-membres, mentionnée dans le Congrès – Doc 74, les activités concernant la sécurité devraient être bien placées pour recevoir une bonne part des ressources financières. Comme il est fait état dans le document 74, dans une récente enquête à laquelle 117 pays ont répondu, la sécurité a été placée au quatrième rang des programmes figurant dans le Plan stratégique pour 1995–1999.

Si nous voulons conserver notre compétitivité sur les marchés postaux mondiaux, nous n'avons pas d'autre choix que d'augmenter les fonds consacrés à la sécurité, en les affectant plus précisément à la formation et à la constitution d'une documentation que les pays pourraient utiliser à leur plus grand profit.

Comme je l'ai dit il y a un moment, notre travail dans le domaine de la sécurité postale ne vient que de commencer. Le document 23 et la résolution 046 amendée sont des supports directeurs qui nous aideront à conduire notre travail en faveur de la sécurité, à l'Union, dans les cinq prochaines années. Je vous les sou mets et je vous invite instamment à les adopter.

Je vous remercie de votre attention ce matin et, pour terminer, je demande que mes observations soient incluses in extenso dans le procès-verbal de cette réunion.

Troisième séance

Jeudi 1er septembre 1994, 9 h 30

Présidence de M. K. Fisher, Président

Ouverture de la séance

En ouvrant la séance, le Président souhaite une cordiale bienvenue aux délégués ainsi qu'au Secrétaire général et au Sous-Directeur général qui participent à cette dernière séance de la Commission 6.

Quorum

La vérification des présences a montré que 87 Pays-membres étaient représentés dans la salle. Le quorum étant fixé à 82, la Commission peut valablement délibérer.

Rapport sur l'ensemble de l'activité du Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale (GASP)

Congrès – Doc 23 et Add 1

La discussion continue au sujet du Congrès – Doc 23 et Add 1. Tous les intervenants félicitent le Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale (GASP) pour les réalisations importantes depuis sa création en 1990. Les intervenants remercient le Japon pour sa contribution au Fonds volontaire de l'UPU en 1995 d'un montant de 110 000 CHF afin de financer les frais de consultants en matière de sécurité postale. La Commission prend note de la suggestion visant à recenser tous les cas d'irrégularités constatés au niveau mondial et à prendre les mesures urgentes pour les corriger.

Concernant les aspects budgétaires, le Président de la Commission 2 (Finances) attire l'attention de l'assemblée sur les conséquences financières des actions prévues dans Congrès – Doc 23/Add 1/Annexe 2. Le Secrétaire général souligne l'importance pour l'Union des travaux sur la sécurité postale et déclare que la sécurité postale n'a pas de prix.

La Commission prend acte du Congrès – Doc 23 et Add 1.

Proposition 046

L'Amérique (Etats-Unis), Président du GASP, présente la proposition 046 qui modifie la proposition 027 et porte sur la reconstitution, pour la prochaine période quinquennale, du GASP, qui ferait rapport directement aux deux organes de l'UPU. A la suite des discussions sur ce point, un consensus s'est dégagé en faveur de la proposition 046. Cependant quelques intervenants soulignent la nécessité de bien définir le mandat du nouveau GASP en tenant compte des tâches et des responsabilités de chacun des nouveaux organes.

En conséquence, la Commission adopte la proposition 046, tout en ajoutant «, etc.» après le mot «pornographie» du troisième tiret des considérants. La proposition 027 devient sans objet.

Résolution 028

Le Président du GASP présente la résolution 028 au sujet de l'exclusion des marchandises interdites et dangereuses du service postal, en soulignant le besoin de renforcer la coopération qui existe déjà dans ce domaine avec l'IATA, le CCD et d'autres organisations internationales concernées. Le représentant de l'IATA déclare que son organisation continuera de collaborer de près avec l'UPU.

La résolution 028 est adoptée.

Proposition 20. 1.1/Rev 1

La proposition 20. 1.1/Rev 1 visant à ajouter les aspects de sécurité à l'article premier de la Convention est adoptée.

Programme des
études pour la
période 1995–1999

Congrès – Doc 68

La Russie (Fédération de), ancien Président de CCEP, présente le projet de programme des études pour la période 1995–1999. Le Président rappelle que ce programme indique seulement les domaines prioritaires de l'intervention qui étaient envisageables au moment de sa préparation. Il est du ressort du CEP de l'adapter selon les besoins des Administrations et de l'environnement.

La Commission prend acte du Congrès – Doc 68.

Résolution 09

Les intervenants soulignent que des études portant sur l'amélioration des services postaux dans les zones rurales ont été déjà effectuées précédemment par l'UPU et qu'il serait souhaitable de prévoir plutôt des études au niveau régional.

A la suite des discussions, la résolution 09 visant à introduire une nouvelle étude au programme d'études est adoptée sous réserve que le CEP tienne compte des études déjà effectuées dans le domaine des services postaux dans les zones rurales.

Résolution 04

Un intervenant fait remarquer que la résolution 03 concernant une étude sur la distribution des envois EMS par des entreprises privées est soumise à la Commission 5 et qu'il y a lieu de l'inclure dans le programme d'études dans le cas où celle-ci serait adoptée.

La résolution 04 relative au programme des études pour la période 1995–1999 est adoptée, tenant compte des décisions relatives aux résolutions 03 et 09.

La poste et
l'environnement

Congrès – Doc 78

Sur proposition du Président du Conseil exécutif, le CCEP a approuvé en 1992 le lancement d'une étude urgente sur la poste et l'environnement. L'Amérique (Etats-Unis), pays rapporteur de cette étude, présente le Congrès – Doc 78 qui résume les actions déjà entreprises dans ce domaine par l'UPU ainsi que les perspectives d'avenir, comprenant notamment la recommandation de constituer un groupe d'experts en matière d'environnement. Les intervenants félicitent le CCEP et le Bureau international pour les actions entreprises dans le domaine de la protection de l'environnement et soulignent la nécessité de poursuivre ces travaux importants.

La Commission prend acte du Congrès – Doc 78.

Résolution 07

La résolution 07, qui porte sur la politique de l'environnement au sein de l'UPU, est adoptée avec la modification suivante:

incite

les pays membres à:

- a) (sans changement);
- b) (sans changement);
- c) entretenir des contacts réguliers avec le Bureau international, **ainsi qu'avec les autorités nationales responsables de protection de l'environnement**, au sujet des mesures prises, de l'assistance souhaitée ou offerte.

Introduction d'un
système de codes
postaux
internationaux

Congrès – Doc 81 et Add 1 et proposition 20, 0.14

Le Japon, pays rapporteur de la sous-étude 741.1, présente le Congrès – Doc 81 et Add 1. Après une large discussion, la Commission, tenant compte des opinions exprimées, décide que l'introduction d'un code international est prématurée et que cette question devrait faire l'objet d'une étude approfondie du CEP.

Tout en acceptant le bien fondé de la proposition 20. 0.14, celle-ci est rejetée. Cependant, la Commission décide de poursuivre l'étude qui devrait tenir compte des réserves et recommandations formulées.

Propositions à
transférer au CA
ou au CEP

Propositions 25. RE 01, 25. RE 4128.1, 25. RE 5401.1 et 25. RE 5210.91

La Commission décide de transmettre ces propositions au CEP.

Divers et imprévu

L'observateur de la Chambre de commerce internationale (CCI) présente à la Commission un aperçu général de son organisation, qui représente près de 7000 entreprises commerciales dans 130 pays du monde. Il souligne le fait que 90 % des envois postaux émanent ou sont adressés aux entreprises commerciales. En conséquence, les membres de la CCI accordent une importance primordiale à la qualité de service et à la sécurité des envois et aux coûts des prestations. Il félicite l'UPU pour les travaux accomplis dans les domaines de la qualité de service, de l'EDI et de la sécurité postale et déclare que la CCI serait disposée à coopérer avec l'UPU, notamment en ce qui concerne la fraude dans le secteur du transport, par le biais de son «Commercial Crime Bureau».

Le Secrétaire général félicite le Président et les membres de la Commission des travaux accomplis dans un excellent esprit de coopération et rappelle l'importance pour l'Union des décisions prises.

Le Président rappelle la décision de la Commission d'accorder la priorité aux activités relatives à la qualité de service, à l'EDI et à la sécurité postale. Il remercie le Secrétaire général, tous les participants, les membres du secrétariat de la Commission et les interprètes.

La séance est levée à 12 h 40.

Au nom de la Commission:

Le Président,
K. Fisher

Le Secrétaire,
M. Fohouo

Les Secrétaires adjoints,
F. Ghanbari
J. Gunderson
J. Svenka

Rapports de la Commission 7

Première séance

Vendredi 26 août 1994, 15 h 20

Présidence de M. Y. Cong, Président

Ouverture des travaux

Le Président a ouvert cette première séance en souhaitant une cordiale bienvenue à tous les membres de la Commission 7. Il a exprimé sa gratitude pour l'honneur fait à son pays et à lui-même en l'appelant à la présidence de la Commission 7. Il s'est ensuite déclaré satisfait de pouvoir compter sur la grande expérience des trois Vice-Présidents de la Commission, Mme L.E. Renderos de Hernandez, Sous-Directeur de l'Administration (El Salvador), Mme K.S. Maluki, General Manager, Postal Services (Kenya), M. Hurlen, International Post (Norvège), ainsi que sur la coopération des délégués des Administrations participantes. Il espère que les travaux de la Commission se dérouleront dans une ambiance cordiale et de compréhension mutuelle, et qu'ils pourront être accomplis sans trop de hâte mais assez rapidement.

Discours du Vice- Directeur général

En saluant, au nom du Directeur général, le Président ainsi que les chefs de délégation, M. Ascandoni, Vice-Directeur général du Bureau international, a félicité le Président d'avoir été nommé à cette fonction par laquelle il assurera, avec le soutien des trois Vice-Présidents, la bonne marche des travaux de la Commission. La Commission a devant elle beaucoup de questions importantes à discuter, telle que l'adoption du taux universel pour les quotes-parts territoriales et maritimes, qui permettra de calculer des frais plus réalistes et de contribuer ainsi au développement du service des colis postaux; les propositions de modification concernant les envois par exprès et avec valeur déclarée; et en particulier l'admission du principe de la facturation directe sur la base des CP 16.

Désignation du Secrétariat

Après avoir salué M. M.S. Raman, Sous-Directeur général au Bureau international, coordonnateur des travaux des Commissions techniques, le Président a présenté MM. Peng Mingdao, Conseiller supérieur au Bureau international, et A.C. Brix, Premier Secrétaire, désignés respectivement Secrétaire et Secrétaire adjoint de la Commission.

Compte rendu des délibérations	Le Président a informé la Commission que le CE, par sa décision CE 18/1994, a décidé que les délibérations de la Commission feraient l'objet d'un rapport pour chacune de ses séances. Les dispositions concernant ces rapports figurent au Congrès – Doc 35.
Procurations	Malte est représentée par l'Irlande et Monaco par la France.
Quorum	Le Président a constaté que le quorum (75 pays) est atteint et que la Commission peut ainsi valablement délibérer.
Approbation de l'ordre du jour	<p><i>Congrès – Doc 13/Rev 1, Add 1/Rev 1 et Add 2</i></p> <p>L'ordre du jour (Congrès – Doc 13/Rev 1 et son annexe 1) ainsi que l'ordre de discussion (Congrès – Doc 13/Add 1/Rev 1) sont approuvés.</p> <p>Il convient de souligner que la proposition 33. 4.1 a été retirée par son auteur, et que les propositions 30. 0.2, 30. 0.4/Rev 1, et 30. 0.5 ont été renumérotées (Congrès – Doc 13/Add 2).</p>
Participation des observateurs	Compte tenu de la décision du Congrès d'admettre la Chambre de commerce internationale comme observateur, la Commission, en conformité avec l'article 5, paragraphe 2, du Règlement intérieur des Congrès, a décidé d'admettre cette organisation à ses première et troisième séances.
Liste des Pays-membres de la Commission 7 et mise à jour du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux	<u>Les Congrès – Doc 27/Rev 1 et 66/Rev 3 sont approuvés sans discussion.</u>
Examen des propositions	
Arrangement	
Introduction et extension du service des colis postaux	<p><i>Proposition 30. 0.1/Rev 1</i></p> <p>La proposition 30. 0.1/Rev 1 vise à charger le Bureau international de continuer les activités entreprises suite à la résolution C 16/Washington 1989, notamment d'encourager les Pays-membres non encore signataires de l'Arrangement concernant les colis postaux à y adhérer.</p>

Il convient de signaler que, dans le libellé de cette proposition, il y a lieu de tenir compte de l'entrée à l'Union d'un nouveau Pays-membre, qui n'est pas pour le moment en mesure d'adhérer à l'Arrangement concernant les colis postaux.

La proposition 30. 0.1/Rev 1 est adoptée sous réserve de modifier, sous le deuxième considérant, le nombre de pays non signataires de l'Arrangement et le nombre total des Pays-membres de l'Union soit 22 et 189 respectivement (annexe 1).

Dédouanement des
colis postaux
contenant des
cadeaux ou des
souvenirs

Proposition 30. 0.6

Le but de cette proposition de recommandation est d'encourager les Administrations à intervenir auprès de leur autorité douanière afin de faire étendre aux colis postaux contenant des cadeaux ou des souvenirs les procédures de dédouanement plus favorables souvent accordées aux bagages des voyageurs.

Lors de la discussion sur cette proposition il est signalé que la mesure prévue devrait avoir un effet positif sur le trafic des colis postaux. Il est observé pourtant que, selon une recommandation émanant des travaux du Comité de contact CCD-UPU, il est recommandé aux Administrations d'établir les contacts nécessaires avec leur autorité nationale douanière, dans le but d'améliorer les conditions de dédouanement des colis postaux. Cela étant, il est décidé de modifier la recommandation proposée en ajoutant le membre de phrase suivant: «à condition que ces procédures soient plus libérales que les règles s'appliquant aux colis postaux.».

Ainsi amendée, la proposition 30. 0.6 est adoptée (annexe 2).

Principes
Article 3.1

Propositions 30. 3.2 et 30. 3.1

Dans le but de favoriser le développement des échanges internationaux, la proposition 30. 3.2 vise à augmenter à 31,5 kg la limite de poids maximal des colis échangés sans obligation de conclure un accord bilatéral. L'auteur de la proposition a signalé, lors des discussions sur cette proposition, que le nouveau poids maximal – équivalent de la limite de 70 livres pratiquée par une société concurrente importante – avait été adopté par le CCEP au terme de son étude 714 «Introduction d'une nouvelle gamme de produits/service de colis postaux», et figure dans l'accord-cadre qui en est le résultat et qui a été entériné par le CE 1993. Reflétant ainsi la limite pratiquée dans le marché, il n'était pas souhaitable de l'arrondir à 30 kg, comme l'ont souhaité un nombre de délégations. Il a été précisé en outre que selon la proposition, le traitement des colis au-dessus de 10 kg resterait facultatif.

Mise au vote, la proposition 30. 3.2 est adoptée par 64 voix pour, 22 voix contre et 13 abstentions.

La proposition 30. 3.1, qui est d'ordre rédactionnel, vise à clarifier le libellé de l'article 3.1.

La Commission décide d'appliquer la modification proposée au libellé de la proposition 30. 3.2 qu'elle vient d'adopter, de façon que l'article 3.1 se lise comme suit: Les colis peuvent être échangés soit directement, soit par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs pays. L'échange des colis dont le poids unitaire dépasse 10 kg est facultatif, avec un maximum de poids unitaire ne dépassant pas 31,5 kg.

Proposition 35. RE 301.1

Conséquence de la proposition 30. 3.2, la proposition 35. RE 301.1 est adoptée sans discussion.

Proposition 35. RE 3103.1

Vu que le nouveau plafond de 31,5 kg excède le poids maximal prévu pour les sacs et les autres récipients, la proposition 35. RE 3103.1 vise à ajuster la limite de poids des sacs à 32 kg.

La proposition 35. RE 3103.1 est adoptée sans discussion.

Taxes spéciales
Article 7

Proposition 30. 7.1

Cette proposition, qui se base sur l'idée que l'expéditeur s'attend à bénéficier d'un service de bout en bout à un prix toutes taxes comprises, vise à la suppression des taxes spéciales suivantes: a) taxe de livraison perçue par l'Administration de destination sur les destinataires, à l'exception des cas où, en réponse à un avis d'arrivée, la livraison est offerte à titre optionnel; b) taxe d'avis d'arrivée et c) taxe de remballage.

La proposition 30. 7.1 est adoptée sans discussion.

Colis exprès
Article 10.2

Proposition 30. 10.1

Dans le but de prévoir une rémunération pour le pays de destination des frais occasionnés par le traitement des colis exprès, cette proposition vise à autoriser à l'Administration de destination à percevoir, sur le destinataire, la taxe supplémentaire payée actuellement par l'expéditeur.

Compte tenu du principe de l'orientation vers les intérêts du client qui sous-tend l'adoption de la proposition 30. 7.1, il n'est pas souhaitable de grever le destinataire d'une taxe supplémentaire, et, par conséquent, affaiblir la situation de la poste par rapport à la concurrence.

Mise au vote, la proposition 30. 10.1 est rejetée par 72 voix contre, 10 voix pour et 19 abstentions.

Colis avec valeur déclarée Article 11.2	<p><i>Proposition 30. 11.1</i></p> <p>Cette proposition a pour but d'élever de 3266,91 DTS à 4000 DTS la limite inférieure de déclaration de valeur que les Administrations peuvent appliquer.</p> <p><u>La proposition 30. 11.1 est adoptée sans discussion.</u></p>
Avis de réception Article 14.1	<p><i>Proposition 30. 14.1</i></p> <p>Cette proposition vise à permettre aux Administrations une plus grande liberté de choix quant aux catégories de colis pour lesquels elles fourniront un avis de réception.</p> <p><u>Vu que l'intention de cette proposition n'est pas clairement exprimée, elle est rejetée sans discussion.</u></p>
Colis francs de taxes et de droits Article 15.1	<p><i>Proposition 30. 15.1</i></p> <p>Vu que la possibilité de demander, postérieurement au dépôt d'un colis, que celui-ci soit livré franc de taxes et de droits est en réalité un service peu utilisé et très coûteux, la proposition 30. 15.1 vise la suppression de cette prestation.</p> <p><u>La proposition 30. 15.1 est adoptée sans discussion.</u></p>
Taxe de présentation à la douane Article 23.2	<p><i>Proposition 30. 23.1</i></p> <p>Cette proposition vise à limiter la perception de la taxe de dédouanement aux cas où les colis sont grevés de droits de douane. Plusieurs délégations ont signalé le besoin d'une rémunération pour le travail occasionné lors des procédures de dédouanement. Par contre, il est rappelé que le dédouanement est souvent effectué par le biais des documents d'accompagnement. Invoquant la nécessité de l'orientation vers les intérêts du client, certaines autres délégations jugent la perception de cette taxe comme anticommerciale.</p> <p><u>Mise au vote, la proposition 30. 23.1 est adoptée par 68 voix pour, 13 voix contre et 13 abstentions.</u></p>
Rémunération spéciale pour la réparation de colis endommagés Article 29bis	<p><i>Proposition 30. 29.91/Rev 1</i></p> <p>Conséquence du nombre très élevé de colis endommagés reçus par une Administration, la proposition 30. 29.91/Rev 1 vise à permettre à l'Administration qui a reçu un grand nombre de colis endommagés de récupérer, au moyen d'une rémunération de 5 DTS par colis au maximum, les frais encourus pour la réparation de ces colis.</p> <p>Cette proposition est admise comme étant bien motivée, mais inapplicable en raison de certaines ambiguïtés. Il s'agit en effet d'un problème quotidien, résolu au mieux directement entre les Administrations concernées.</p>

Mise au vote, la proposition 30. 29.91/Rev 1 est rejetée par 69 voix contre, 12 voix pour et 14 abstentions.

La séance est levée à 18 h 40.

Au nom de la Commission: Le Président,
 Y. Cong

Le Secrétaire,
M. Peng

Le Secrétaire adjoint,
A.C. Brix

Résolution

Introduction et extension du service des colis postaux

Le Congrès,

prenant acte
des résultats de l'étude effectuée par le Conseil exécutif en exécution de la résolution C 16 du Congrès de Washington 1989,

notant
que, d'après les résultats de ladite étude, 22 des 189 Pays-membres de l'Union n'ont pas adhéré à l'Arrangement concernant les colis postaux,

convaincu
de la nécessité de créer un service universel des colis postaux pour mieux servir la clientèle postale et faire face à la concurrence,

ayant
adopté la proposition 30. 0.1/Rev 1 relative au service des colis postaux,

renouvelle

son invitation aux Administrations des Pays-membres n'adhérant pas encore à l'Arrangement à introduire ce service dans leurs échanges postaux internationaux,

charge

le Bureau international de continuer les activités entreprises suite à la résolution C 16 du Congrès de Washington 1989 en encourageant les Pays-membres non signataires de l'Arrangement concernant les colis postaux à y adhérer.

(Proposition 30. 0.1/Rev 1, Commission 7, première séance)

Recommandation

Dédouanement des colis postaux contenant des cadeaux ou des souvenirs

Le Congrès,

conscient

des avantages pouvant découler de l'application aux colis postaux des procédures de dédouanement accordées aux bagages des voyageurs,

recommande

à toutes les Administrations des Pays-membres d'intervenir auprès de leur autorité douanière nationale en vue de l'extension aux colis postaux contenant des cadeaux ou des souvenirs les procédures de dédouanement appliquées aux bagages des voyageurs, à condition que ces procédures soient plus libérales que les règles s'appliquant aux colis postaux.

Motifs. – Cette recommandation vise à faciliter la réalisation des objectifs du Programme général d'action de Washington, dans le sens où un meilleur service sera fourni à la clientèle du fait de l'accélération du dédouanement des envois postaux.

(Proposition 30. 0.6, Commission 7, première séance)

Deuxième séance

Mardi 30 août 1994, 15 h 10

Présidence de M. Y. Cong, Président

Procurations Malte est représentée par l'Irlande, l'Estonie et la Lituanie par le Danemark et Monaco par la France.

Quorum Le Président a constaté que le quorum (75 pays) est atteint et que la Commission peut valablement délibérer.

Quote-part territoriale de départ et d'arrivée *Propositions 30. 33.1, 30. 33.2, 30. 33.3, 30. 33.4, 33. 8.2 et 35. RE 3801.1*

Article 33

A l'invitation du Président, le pays rapporteur (Maroc) de l'étude du Conseil exécutif sur l'introduction éventuelle d'un «taux universel» (combinaison d'un taux par colis et d'un taux par kilogramme) et de la revision des quotes-parts territoriales et maritimes a fait un bref résumé du Congrès – Doc 77, en soulignant les simplifications opérationnelles et comptables qu'apportera le taux universel pour un service qui se montre parfois trop cher, trop complexe et qui manque de compétitivité.

La proposition 30. 33.1 vise notamment à remplacer la quote-part traditionnelle par échelon de poids avec un taux universel comportant un taux par colis, pour tenir compte des coûts fixes, et d'un taux par kilogramme de poids brut des dépêches, pour tenir compte des charges variables. Les taux proposés représentent une augmentation de 8,25 % (taux de croissance des quotes-parts d'arrivée constaté pour la période 1988-1993) par rapport aux quotes-parts actuelles, compte tenu de la répartition par échelons de poids du trafic à l'arrivée. Elle vise d'ailleurs la suppression de la faculté selon laquelle les Administrations d'origine et de destination peuvent convenir de se créditer de sommes soit par colis, soit par kilogramme de poids brut de la dépêche, étant donné que la possibilité d'une rémunération sur base bilatérale est prévue dans l'accord-cadre relatif à une nouvelle gamme de produits et de services des colis postaux qui a été entériné par le Conseil exécutif 1993.

La proposition 30. 33.1 est adoptée par 78 voix pour, 6 voix contre et 17 abstentions.

La proposition 30. 33.3 a pour but la suppression de la quote-part territoriale de départ. Entre autres, celle-ci constitue une base que la quote-part d'arrivée ne peut dépasser que jusqu'à 30 %. A l'avis de l'auteur de la proposition, la quote-part territoriale de départ est mal comprise et est devenue inefficace comme moyen de contrôle sur les quotes-parts d'arrivée.

La proposition 30. 33.3 est adoptée par 71 voix pour, 8 voix contre et 23 abstentions. Ses propositions de conséquence, 33. 8.2 et 35. RE 3801.1, sont adoptées sans discussion.

Lors des débats sur la proposition 30. 33.3, une délégation, en rappelant que le service des colis postaux, dont les prix sont parfois trop cher par rapport à ceux pratiqués par la concurrence, signale que la modification en question entraînera la suppression du rapport de contrôle précitée qui est prévue à l'article 33.3 et qui vise à décourager l'adoption de quotes-parts territoriales d'arrivée excessives. La Commission décide, sous forme de résolution, de charger le Conseil d'exploitation postale d'effectuer une étude sur ce problème, sous forme de résolution (annexe 1).

Suite à l'adoption de la proposition 30. 33.1, les propositions 30. 33.2 et 30. 33.4 deviennent sans objet.

Quote-part
territoriale de transit

Propositions 30. 34.1 et 30. 34.3

Article 34

La proposition 30. 34.1 vise à remplacer les quotes-parts territoriales de transit présentées selon les échelons de poids par un «taux universel» comportant un taux par colis et un taux par kilogramme de poids brut de la dépêche. Les montants dont se compose le taux universel se basent sur les frais de transit de la poste aux lettres révisés (voir Congrès – Doc 57). Conformément à la résolution C 18 du Congrès de Washington, ils ont été calculés selon la «méthode comparative poste aux lettres – colis postaux». D'ailleurs, cette proposition vise la suppression de la faculté selon laquelle les Administrations d'origine et de destination peuvent convenir de se créditer de sommes soit par colis, soit par kilogramme de poids brut de la dépêche.

Par contre, la proposition d'amendement 30. 34.3 se base sur les frais de transit adoptés au Congrès de Washington 1989 et est présentée suite à la décision de la Commission 4 du Congrès visant à maintenir les frais de transit actuels, lors de l'entrée en vigueur des Actes de Séoul.

Lors des discussions sur ces deux propositions, il est souligné la nécessité d'éviter à tout prix des augmentations excessives, compte tenu de la concurrence vive dans le marché des colis postaux et de l'influence exercée sur le service postal par les coûts relatifs au transit.

Mise au vote, la proposition 30. 34.1, amendée par la proposition 30. 34.3, est adoptée par 79 voix pour, 9 voix contre et 17 abstentions.

Propositions 30. 34.2 et 35. RE 3401.2

Les propositions 30. 34.2 et 35. RE 3401.2 visent à introduire une quote-part forfaitaire par colis de 0,40 DTS comme rémunération pour le travail supplémentaire occasionné à l'Administration intermédiaire par les colis transmis à découvert. Le cas échéant, cette quote-part s'ajoutera à la quote-part territoriale de transit.

La proposition 30. 34.2 est adoptée à l'unanimité. La proposition 35. RE 3401.2 est adoptée sans opposition, sous réserve d'insérer, au paragraphe 2, le mot «postaux» après «services».

Proposition 30. 34.4

Le but de cette proposition est de donner au Conseil d'exploitation postale la compétence de reviser et de modifier les quotes-parts figurant à l'article 34 dans l'intervalle entre deux Congrès.

La proposition 30. 34.4 est adoptée sans observation.

Proposition 35. RE 3401.1

La proposition 35. RE 3401.1 vise la suppression du concept de la distance moyenne pondérée permettant de calculer des rémunérations plus réalistes pour le transport territorial des colis.

La proposition 35. RE 3401.1 est adoptée sans objection.

Quote-part
maritime

Article 35

Propositions 30. 35.1 et 30. 35.2

La proposition 30. 35.1 vise à remplacer les quotes-parts maritimes présentées selon les échelons de poids par un «taux universel» comportant un taux par colis et un taux par kilogramme de poids brut de la dépêche. Les montants dont se compose le taux universel se basent sur les frais de transit de la poste aux lettres révisés (voir Congrès – Doc 57). Conformément à la résolution C 18 du Congrès de Washington, ils ont été calculés selon la «méthode comparative poste aux lettres – colis postaux». D'ailleurs, cette proposition vise la suppression de la faculté selon laquelle les Administrations d'origine et de destination peuvent convenir de se créditer de sommes soit par colis, soit par kilogramme de poids brut de la dépêche.

Par contre, la proposition d'amendement 30. 35.2 se base sur les frais de transit adoptés au Congrès de Washington 1989 et est présentée suite à la décision de la Commission 4 du Congrès visant à maintenir les frais de transit actuels, lors de l'entrée en vigueur des Actes de Séoul.

La proposition 30. 35.1, amendée par la proposition 30. 35.2, est adoptée sans discussion.

Proposition 30. 35.3

Le but de cette proposition est de donner au Conseil d'exploitation postale la compétence de reviser et de modifier les quotes-parts figurant à l'article 35 dans l'intervalle entre deux Congrès.

La proposition 30. 35.3 est adoptée sans discussion.

Coupures de poids	<i>Propositions 30. 4.1 et 35. RE 401.1</i>
Article 4	<p>La proposition 30. 4.1, qui vise la suppression des coupures de poids prévues à l'article 4 de l'Arrangement, est la conséquence de l'adoption du principe du taux universel. Elle maintient pourtant le kilogramme comme unité de poids à utiliser dans les échanges des colis postaux. La proposition 35. RE 401.1 a pour but de maintenir le droit des Administrations qui ne peuvent pas adopter le type de poids métrique décimal d'appliquer des équivalents en livres avoirdupois dans leurs services.</p> <p><u>Les propositions 30. 4.1 et 35. RE 401.1 sont adoptées sans discussion.</u></p>
Attribution des quotes-parts	<i>Propositions 30. 36.2, 35. RE 3601.1 et 35. RE 3603.1</i>
Article 36	<p>La proposition 30. 36.2 vise à supprimer les dispositions concernant, d'une part, l'attribution des quotes-parts globalement par coupure de poids et, d'autre part, le calcul de taux par colis et par kilogramme de poids brut de la dépêche. Les propositions 35. RE 3601.1 et 35. RE 3603.1, conséquences de la proposition 30. 36.2, visent à supprimer les références aux taux soit par colis, soit par kilogramme.</p> <p><u>Les propositions 30. 36.2, 35. RE 3601.1 et 35. RE 3603.1 sont adoptées sans observation.</u></p>
Résolution concernant la revision des quotes-parts territoriales et maritimes	<i>Proposition 30. 0.3</i>
	<p>La proposition 30. 0.3 a pour but de charger le Conseil d'exploitation postale de procéder à une nouvelle étude sur le montant des taux indicatifs applicables aux quotes-parts d'arrivée et de rajuster les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes en cas de revision des frais de transit de la poste aux lettres.</p> <p><u>La proposition 30. 0.3 est adoptée sous réserve de modifier son libellé selon les modifications adoptées pour les articles 33, 34 et 35, sous forme de résolution (annexe 2).</u></p> <p>La Commission a également chargé le Conseil d'exploitation postale d'examiner la possibilité d'introduire un taux par kilogramme relatif au transit territorial et maritime des colis en sacs fermés qui tiendrait compte du nombre des sacs et de leur volume (annexe 3).</p>
Protocole final de l'Arrangement	<i>Proposition 33. 2.1</i>
Interdictions Article II.2bis	<p>Cette proposition vise à autoriser le Brésil à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie et des billets de monnaie en circulation, ainsi que toute valeur au porteur, étant donné que sa réglementation s'y oppose.</p> <p><u>La proposition est adoptée sans observation.</u></p>

Dédommagement	<i>Proposition 33. 4.1</i>
Article IV.2	<u>Cette proposition a été retirée par son auteur.</u>
Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles	<i>Propositions 33. 8.1, 33. 8.3 et 33. 8.4</i>
Article VIII	<p>Ces propositions visent à autoriser la Tunisie, le Tchad et la Mongolie respectivement à fixer leurs quotes-parts d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 % leurs quotes-parts territoriales de départ.</p> <p><u>Suite à l'adoption de la proposition 33. 8.2, les propositions 33. 8.1, 33. 8.3 et 33.8 .4 deviennent sans objet.</u></p>
Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles	<i>Propositions 33. 0.1/Rev 1 et 33. 0.2</i>
	<p>La proposition 33. 0.1/Rev 1 vise à inviter les Administrations ayant fait une réserve à l'article IX du Protocole final de l'Arrangement en matière des quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles de retirer lesdites réserves en raison de leur libellé devenu inadapté suite à l'adoption du principe du taux universel.</p> <p>Dans le même ordre d'idées, la proposition 33. 0.2 vise la suppression desdites réserves ainsi que celles figurant à l'article XI, paragraphe 2, qui sont présentées selon des échelons de poids.</p> <p><u>La proposition 33. 0.2 est adoptée sans discussion. La proposition 33. 0.1/Rev 1 devient ainsi sans objet.</u></p>
Quotes-parts supplémentaires	<i>Propositions 33. 11.2 et 33. 11.3</i>
Article XI	<p>La proposition 33. 11.2 vise à autoriser l'Egypte et le Soudan à augmenter jusqu'à 1 DTS la quote-part supplémentaire percevable en sus des quotes-parts territoriales de transit pour les colis en transit par le lac Nasser entre le Shallal (Egypte) et Wadi Halfa (Soudan).</p> <p>La proposition 33. 11.3 vise à étendre au parcours Danemark–Groenland la perception des quotes-parts supplémentaires figurant à l'article XI.4 du Protocole final de l'Arrangement.</p> <p><u>Compte tenu de l'adoption de la proposition 33. 0.2, ces propositions deviennent sans objet.</u></p>
Exploitation du service par les entreprises de transport	<i>Proposition 30. 2.1</i>
Article 2	<p>La proposition 30. 2.1 vise à souligner que la responsabilité de l'exécution de l'Arrangement incombe toujours à l'Administration postale qui fait exécuter le service des colis postaux par une entreprise de transport. La proposition 35. RE 201.1 a pour but de modifier l'article RE 201 du Règlement d'exécution dans le même sens.</p>

Mise au vote, la proposition 30. 2.1 est adoptée par 50 voix pour, 14 voix contre et 38 abstentions, sous réserve de modification à la lumière de la décision que fera la Commission 3 sur les propositions 018 et 040. Il en est de même pour la proposition 35. RE 201.1.

La séance est levée à 18 h 15.

Au nom de la Commission:	Le Président, Y. Cong	Le Secrétaire, M. Peng
		Le Secrétaire adjoint, A.C. Brix

Résolution

Contrôle des quotes-parts territoriales d'arrivée

Le Congrès,

ayant supprimé

le rapport de contrôle entre les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée,

conscient

de la situation compétitive sur le marché des colis et du besoin primordial de pratiquer des prix qui ne soient pas excessifs,

charge

le Conseil d'exploitation postale:

- d'examiner des moyens permettant de décourager tout excès éventuel en matière des quotes-parts territoriales d'arrivée;
- de soumettre, le cas échéant, des propositions résultant de cette étude au prochain Congrès.

(Proposition 30. 33.3, Commission 7, 2e séance)

Résolution

Revision des quotes-parts territoriales et maritimes

Le Congrès,

ayant adopté

les nouvelles quotes-parts territoriales et maritimes proposées par le Conseil exécutif en conclusion des études découlant des résolutions C 17 et C 18 du Congrès de Washington 1989,

étant donné

- que le système des quotes-parts territoriales et maritimes fixées selon des taux par colis et par kg de poids brut de la dépêche permet de mieux refléter la réalité des coûts, tout en simplifiant le calcul desdites quotes-parts;
- que les taux indicatifs applicables aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée ont été établis de manière que les quotes-parts permettent aux Administrations de couvrir les frais de traitement des colis à l'arrivée tout en veillant à ce que le service des colis postaux reste compétitif;
- que les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes ont été fixées par référence aux frais de transit de la poste aux lettres selon la «méthode comparative poste aux lettres – colis postaux» décrite dans le Congrès – Doc 13 de Tokyo 1969 (Documents de Tokyo 1969, tome II, pages 449 à 452),

charge

le Conseil d'exploitation postale:

- 1° de procéder à une nouvelle étude sur le montant des taux indicatifs applicables aux quotes-parts territoriales et d'arrivée prévues à l'article 33 de l'Arrangement concernant les colis postaux (Séoul 1994), et de soumettre, le cas échéant, les propositions résultant de cette étude au prochain Congrès;
- 2° en conformité avec les articles 34.4bis et 35.4bis de l'Arrangement, de rajuster les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes prévues aux articles 34 et 35 dudit Arrangement en cas de revision des frais de transit de la poste aux lettres.

(Proposition 30. 0.3, Commission 7, 2e séance)

Résolution

Transit territorial et maritime des colis en sacs fermés

Le Congrès,

compte tenu
des conséquences qu'ont le nombre et le volume des sacs pour les coûts de transit territorial et maritime des colis en sacs fermés,

conscient
de la simplification éventuelle des procédures comptables qui découleraient de l'adoption d'un taux par kg pour le trafic en question,

charge

le Conseil d'exploitation postale:

- de mener une étude sur la possibilité d'introduire un taux par kilogramme relatif au transit territorial et maritime des colis en sacs fermés qui tiendrait compte du nombre des sacs et de leur volume;
- de soumettre, le cas échéant, les propositions résultant de cette étude au prochain Congrès.

(Proposition 30. 0.3, Commission 7, 2e séance)

Troisième séance

Mercredi 31 août 1994, 15 h 10

Présidence de M. Y. Cong, Président

Procurations Malte est représentée par l'Irlande, l'Estonie et la Lituanie par le Danemark et Monaco par la France.

Quorum Le Président a constaté que le quorum (76 pays) est atteint et que la Commission peut valablement délibérer.

Approbation du rapport de la Commission Le rapport de la première séance de la Commission (Congrès/C 7 – Rapp 1) est approuvé.

Frais de transport aérien *Propositions 30. 37.2 et 35. RE 3701.1*

Article 37.2 La proposition 30. 37.2 vise à supprimer le paiement des frais de transport aérien des colis postaux à l'intérieur du pays de destination.

Douze délégations – notamment des pays de grande superficie – s'opposent à cette proposition. Elles estiment cette forme de rémunération légitime, vu les longs parcours de transit de leur territoire qui, pour assurer la qualité de service, rendent nécessaire le transport aérien dont les coûts élevés ne peuvent pas être assimilés aux quotes-parts territoriales d'arrivée. Par contre, 22 délégations appuient la proposition en raison des simplifications administratives qui pourraient être réalisées en assimilant les coûts en question aux quotes-parts territoriales d'arrivée.

La proposition 30. 37.2 est adoptée par 52 voix pour, 37 voix contre et 16 abstentions.

La proposition 35. RE 3701.1 qui en est la conséquence est adoptée sans discussion.

Proposition 30. 37.1

Le but de cette proposition est le transfert à l'article 34 du paragraphe 4, qui stipule que la quote-part territoriale de transit n'est percevable ni dans les cas de transbordement des dépêches-avion entre deux aéroports desservant une même ville, ni pour le transport des dépêches entre un aéroport et un entrepôt avoisinant.

La proposition 30. 37.1 est adoptée sans observation.

Réclamations

Propositions 30. 21.2 et 30. 21.4

Article 21

La proposition 30. 21.2 vise à introduire la gratuité des réclamations, dans le but d'assurer un service orienté vers la clientèle. La proposition d'amendement 30. 21.4 cherche à autoriser la perception d'une taxe spéciale de 0,65 DTS au maximum pour des réclamations injustifiées.

L'auteur de la proposition 30. 21.2 ne peut pas accepter cet amendement, estimant que le traitement des réclamations est une prestation qui doit être fournie à titre gratuit pour maintenir la bonne réputation de la poste. Certaines délégations par contre considèrent que l'amendement leur fournira une procédure efficace contre les réclamations abusives pouvant survenir si le traitement des réclamations devient gratuit.

Mise au vote, la proposition 30. 21.2 est adoptée par 53 voix pour, 35 voix contre et 17 abstentions. La proposition 30. 21.4 est rejetée.

Proposition 30. 21.3

Afin d'éviter des réclamations prématurées, cette proposition vise à introduire dans le texte de l'article 21 l'obligation d'informer l'expéditeur du délai de transmission de son envoi s'il présente sa réclamation avant l'expiration de ce délai.

La proposition 30. 21.3 est adoptée sans discussion.

Proposition 30. 21.1

Cette proposition vise à réduire à six mois le délai prévu pour la présentation des réclamations. Un nombre de délégations s'y opposent en raison des délais de traitement pouvant aller jusqu'à six mois.

N'ayant eu aucun appui, la proposition 30. 21.2 est rejetée.

Responsabilité des Administrations postales

Propositions 30. 25.1, 30. 25.2, 30. 25.3, 30. 25.4, 30. 25.5, 30. 25.6, 30. 25.7 et 30. 25.8

Article 25

En raison de l'adoption du principe du taux universel (proposition 30. 33.1), la proposition 30. 25.7 vise une présentation plus conforme à ce nouveau taux des indemnités prévues pour les colis sans valeur déclarée perdus, spoliés ou avariés. Les taux de 40 DTS par colis et de 4,50 DTS par kilogramme donnent lieu à des indemnités au moins égales ou supérieures aux indemnités actuelles, afin de ne pas diminuer l'indemnité maximale offerte aux clients. L'indemnité par colis, prévue au paragraphe 4 de l'article, est alignée sur le nouveau montant prévu au paragraphe 3 pour les colis de 20 kg.

La proposition 30. 25.8 visant à amender cette proposition présente des indemnités augmentées de 50 % par rapport aux indemnités actuelles. Son auteur accepte un amendement modifiant l'indemnité forfaitaire par colis à 160 DTS, montant qui correspond à celui des colis de 20 kilogrammes.

Certaines délégations estiment que les montants figurant à la proposition 30. 25.8 n'ont pas été suffisamment pris en considération et expriment leur intention de faire appel en séance plénière.

Une délégation ne pouvant pas accepter l'amendement visé par la proposition 30. 25.8, les deux propositions sont mises au vote.

La proposition 30. 25.8 est rejetée par 50 voix contre, 35 voix pour et 17 abstentions.

La proposition 30. 25.7 est adoptée par 83 voix pour, 5 voix contre et 14 abstentions.

En raison de l'adoption de la proposition 30. 25.7, les propositions 30. 25.1, 30. 25.2, 30. 25.3, 30. 25.4, 30. 25.5 et 30. 25.6 deviennent sans objet.

Païement de l'indemnité

Proposition 30. 28.4

Article 28

Cette proposition vise à introduire un délai de trente jours au terme duquel une Administration est en droit de désintéresser l'ayant droit, lorsque le cas est signalé par voie de télécommunication entre les Administrations concernées.

Un certain nombre de délégations s'opposent à cette proposition en raison, d'une part, de l'ambiguïté qui serait la conséquence de l'introduction d'un deuxième délai relatif à l'indemnité payée à l'ayant droit et, d'autre part, de la difficulté souvent éprouvée quand il y a lieu de distinguer entre un document transmis par télécopie et un document transmis par la poste.

Mise au vote, la proposition 30. 28.4 est rejetée par 65 voix contre, 16 voix pour et 18 abstentions.

Propositions 30. 28.1 et 30. 28.3

Ces propositions qui sont de libellé identique visent à réduire de trois à deux mois le délai au terme duquel une Administration est en droit de désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'Administration qui, saisie de l'affaire, n'a toujours pas fourni de renseignements concernant la réclamation.

Les propositions 30. 28.1 et 30. 28.3 sont adoptées par 51 voix pour, 37 contre et 9 abstentions.

Etant donné qu'à 18 h 15, l'ordre du jour n'est pas encore épuisé, la Commission continuera la séance le lendemain (1er septembre 1994) à 8 h 30.

Jeudi 1er septembre 1994, 8 h 30

Proposition 30. 28.2/Rev 2

Cette proposition a pour but de préciser un cas additionnel où une Administration sera en droit de désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'Administration qui a été saisie de l'affaire: le retour par cette dernière d'une formule de réclamation C 9 insuffisamment remplie qui a pour conséquence le dépassement du délai de quatre mois prévu à l'article RE 2801.1 du Règlement d'exécution prévu pour indemniser l'ayant droit.

La proposition 30. 28.2/Rev 2 est adoptée et renvoyée à la Commission de rédaction pour mise au point.

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales

Article 32

Proposition 30. 32.2

La proposition 30. 32.2 prévoit une modification de l'article 32.2 nécessitée par l'adoption, à l'article 25.3.2, d'un taux d'indemnité du type «taux universel» (proposition 30. 25.7). Comme il s'agit de fixer une limite en dessous de laquelle le montant de l'indemnité est supporté à parts égales uniquement par les Administrations d'origine et de destination et qui ne différerait pas beaucoup de la limite actuelle de 44,10 DTS, il est proposé d'adopter l'indemnité relative aux colis de 1 kilogramme. Certaines délégations ont exprimé leur désir de maintenir l'indemnité relative aux colis de 5 kilogrammes prévue dans la disposition actuelle.

La proposition 30. 32.2 est adoptée par 63 voix pour, 5 voix contre et 11 abstentions.

Proposition 30. 32.1

Cette proposition vise à dégager le bureau de destination de toute responsabilité en matière des colis de surface endommagés ou spoliés lorsque, ayant constaté les dégâts lors de la réception et de l'ouverture des sacs, et cela en dépit de récipients et fermetures qui paraissaient intacts, il a émis à temps un bulletin de vérification CP 13 et a avisé les bureaux concernés de ses constatations.

Un nombre de délégations expriment leur inquiétude quant aux conséquences de cette proposition pour la qualité du service.

N'ayant eu aucun appui, la proposition 30. 32.1 est rejetée.

Nouveaux principes
de comptabilité de la
poste aérienne et du
service des colis
postaux

Congrès – Doc 62
et 86

Le Président invite les Pays-Bas, pays rapporteur de l'étude 751 «Comptabilité internationale – Modernisation des systèmes de facturation et règlements des comptes» du CCEP, à résumer les résultats de la consultation qu'il avait menée auprès des membres du CE et du CCEP en matière de comptabilité de la poste aérienne et du service des colis postaux, et qui a été ensuite élargie à toutes les Administrations de l'Union. En bref, les propositions émanant de cette étude visent à:

- a) introduire, dans le cadre de la comptabilité relative au transport aérien et aux colis postaux, un système de facturation directe sur la base des AV 5 et des CP 16 entre les Administrations;
- b) faire connaître les avantages de la possibilité de la compensation multilatérale par le biais du Décompte général du Bureau international et encourager les Administrations à en faire usage, pour réaliser tous les bénéfices de la facturation directe proposée, notamment par la réduction des virements. Cependant, la possibilité de la compensation bilatérale n'est pas exclue;
- c) réduire les délais d'acceptation et de règlement des sommes dues dans les domaines précités pour les Administrations qui n'adopteraient pas le système de facturation directe.

La Commission prend acte du Congrès – Doc 62, ainsi que du Congrès – Doc 86 qui signale en particulier la forte réduction du nombre de transactions comptables qu'offre la compensation multilatérale fournie à titre gratuit au moyen du Décompte général du Bureau international, et la souplesse en matière des périodes comptables.

Propositions d'ordre général 20. 0.8/Rev 1, 20. 0.9/Rev 1, 20. 0.18 et 25. RE 0.4

Proposition 20. 0.8/Rev 1

Cette proposition prévoit un contrôle du nouveau système de facturation directe sur la base des comptes récapitulatifs AV 5 et CP 16 pendant le trois ans suivant l'entrée en vigueur des Actes de Séoul et de proposer au prochain Congrès les actions nécessaires pour la mise au point continue des systèmes de comptabilité en question.

Proposition 20. 0.9/Rev 1

Cette proposition vise à charger le Bureau international d'effectuer une campagne de persuasion auprès des Administrations afin de les faire connaître les avantages du Décompte général et de les encourager à en faire usage.

Proposition 20. 0.18

Cette proposition vise à recommander aux Administrations d'éviter dans la mesure du possible d'élaborer à la main les documents comptables qui doivent être transmis aux autres Administrations, mais d'utiliser dans ce but des moyens mécaniques ou électroniques afin d'assurer la lisibilité de ces documents.

Proposition 25. RE 0.4

Dans le but d'améliorer la rédaction du texte des articles de la Convention et de l'Arrangement concernant les colis postaux relative à la comptabilité, cette proposition vise à charger le Bureau international, d'une part, d'examiner les textes en question et de soumettre des propositions y relatives au prochain Congrès, et, d'autre part, d'élaborer un Recueil opérationnel qui reprendrait une partie du Guide opérationnel des frais terminaux et des frais de transit.

La Commission prend acte des propositions 20. 0.8/Rev 1, 20. 0.9/Rev 1, 20. 0.18 et 25. RE 0.4.

Rationalisation des formules de l'UPU

Le pays rapporteur de l'étude du Conseil exécutif «Rationalisation des formules de l'UPU» résume le Congrès – Doc 59 et informe la Commission que le Conseil d'exploitation postale est chargé de reprendre les travaux sur les formules afin d'incorporer toutes les modifications y relatives émanant des décisions du Congrès de Séoul. Il a remercié toutes les Administrations postales ayant participé aux travaux de son Groupe de travail.

Colis avec valeur déclarée. Réserve au Protocole final de l'Arrangement

Proposition 33. 12.91

Cette proposition vise à autoriser la Suède à fournir le service des colis avec valeur déclarée conformément à d'autres spécifications que celles définies à l'article 11 de l'Arrangement et dans les articles pertinents du Règlement d'exécution.

La proposition 33. 12.91 est adoptée sans observation.

Article 15, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès

Le Président a attiré l'attention de la Commission sur l'annexe 1 au Congrès – Doc 13/Rev 2, où sont regroupées toutes les propositions concernant le Règlement d'exécution de l'Arrangement qui, au sens de l'article 15, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès, ne sont pas la conséquence de propositions de modification de l'Arrangement et peuvent par conséquent être renvoyées au Conseil d'exploitation postale.

La Commission approuve le renvoi au Conseil d'exploitation postale des propositions en question, et charge son Secrétariat d'élaborer la résolution y relative (annexe 1).

Allocution du Président de la Commission	<p>L'ordre du jour étant épuisé, le Président a observé que les résultats importants des travaux de la Commission ont été accomplis grâce à la collaboration et la compétence de ses membres dans tous les domaines abordés.</p> <p>Il a exprimé ses remerciements aux membres de la Commission pour leur compréhension et collaboration précieuses, ainsi qu'au Secrétariat du Bureau international, au secrétariat coréen et aux interprètes pour leur dévouement et compétence.</p>
Allocution du Secrétaire général	<p>Le Secrétaire général félicite la Commission pour le résultat obtenu ainsi que l'esprit d'ouverture dont elle a fait preuve en accomplissant ses travaux, dont les résultats fourniront aux Administrations postales les moyens de s'ouvrir de nouveaux marchés.</p> <p>Il a exprimé ses remerciements au Président pour la tâche qu'il venait d'accomplir et qui a abouti dans des mesures qui apporteront des bénéfices importants à l'Union.</p>
Approbation du rapport	<p>Conformément à l'article 23, paragraphe 5, du Règlement intérieur des Congrès, les rapports des 2e et 3e séances seront approuvés par le Président au nom de la Commission.</p> <p>La séance est levée à 9 h 30.</p> <div><div>Au nom de la Commission :</div><div><div>Le Président, Y. Cong</div><div>Le Secrétaire, M. Peng</div><div>Le Secrétaire adjoint, A.C. Brix</div></div></div>

Résolution C .../1994

Propositions relatives au Règlement d'exécution renvoyées au CE (CEP) pour examen

Le Congrès,

en vertu

de l'article 15, paragraphes 2, 3 et 10 du Règlement intérieur des Congrès,

charge

le Conseil d'exploitation postale d'examiner les propositions suivantes concernant le Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux:

35. RE 1503.1/Rev 2, 35. RE 3604.1/Rev 2, 35. RE 3605.1/Rev 2, 35. RE 306.3, 35. RE 306.1, 35. RE 306.2, 35. RE 306.4, 35. RE 307.1, 35. RE 307.6, 35. RE 307.3, 35. RE 307.4, 35. RE 307.2, 35. RE 307.5, 35. RE 1102.1, 35. RE 1503.2, 35. RE 1601.1, 35. RE 1902.2, 35. RE 1902.1, 35. RE 1903.1, 35. RE 1904.5, 35. RE 1904.3, 35. RE 1904.4, 35. RE 1904.1, 35. RE 2101.1, 35. RE 2601.1, 35. RE 2602.1, 35. RE 2801.4, 35. RE 2801.2, 35. RE 2801.1, 35. RE 2801.3, 35. RE 2801.5, 35. RE 2802.1, 35. RE 3106.1, 35. RE 3107.1, 35. RE 3110.1, 35. RE 3111.1, 35. RE 3112.2, 35. RE 3112.1, 35. RE 3114.1, 35. RE 3115.1, 35. RE 3116.1, 35. RE 3117.1/Rev 1, 35. RE 3118.1, 35. RE 3118.2, 35. RE 3203.1, 35. RE 3205.1, 35. RE 3604.3, 35. RE 3604.2, 35. RE 3605.2, 35. RE 3803.1, 39. 2.1, 39. 20.1, 39. 0.1, 39. 0.2.

(Commission 7, 3e séance)

Rapports de la Commission 8

Première séance

Vendredi 2 septembre 1994, 15 heures

Présidence de M. M. Akalay, Président

Ouverture de la
séance

En ouvrant la première séance, le Président souhaite une cordiale bienvenue aux membres et à tous les participants de la Commission. Il se déclare très conscient de l'honneur fait à son pays ainsi qu'à lui-même et exprime sa gratitude pour la marque de confiance témoignée en le nommant à la présidence, tout en formulant le vœu que les travaux de la Commission se déroulent dans un parfait esprit de compréhension mutuelle. Il félicite les Vice-Présidents de la Commission, à savoir le Qatar, la Suède et l'Uruguay de leur désignation et se dit heureux de pouvoir compter sur leur concours actif pour accomplir la tâche importante qui lui est assignée. Il fait état des questions de l'évolution de l'environnement des services financiers postaux, des difficultés parfois rencontrées lors de leur développement et met en exergue certaines questions relatives à leur avenir.

Discours du
Secrétaire général

Dans son allocution, M. M.S. Raman, Sous-Directeur général au Bureau international, en saluant au nom du Secrétaire général le Président, les trois Vice-Présidents de la Commission et l'ensemble des participants, attire l'attention sur les points saillants des documents qui feront l'objet de discussions au sein de la Commission et souhaite une bonne réussite aux travaux de cette Commission.

Désignation du
Secrétariat

M. M.S. Raman, Sous-Directeur général au Bureau international, assume les fonctions de coordonnateur, M. K.K. Samawi, Conseiller supérieur, et M. A. Soudakov, Premier Secrétaire au Bureau international, assument respectivement celles de Secrétaire et Secrétaire adjoint de la Commission.

Procurations et quorum	Après avoir informé la Commission que Monaco, le Liechtenstein et Saint-Christophe-et-Nevis sont représentés respectivement par les délégations de la France, de la Suisse et de Sainte-Lucie, le Président indique que la vérification des présences a montré que 57 Pays-membres de la Commission 8 sont présents dans la salle, constate que le quorum étant fixé à 45 présences est largement dépassé et déclare que la Commission peut valablement délibérer. Ont également assisté à la réunion en tant qu'observateurs un certain nombre de Pays-membres de l'Union non signataires des Arrangements concernant les services financiers postaux, ainsi que le représentant de la CAPTAC.
Approbation de l'ordre du jour	L'ordre du jour (Congrès – Doc 14/Rev 1) est adopté sans modification. Ayant été informée de la présentation de l'annexe 1 de l'ordre du jour regroupant les propositions relatives aux Règlements d'exécution devant être traitées au sens de l'article 15, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès, la Commission a accepté le principe du renvoi des propositions faisant l'objet de cette annexe au CEP ainsi que d'autres propositions ayant des conséquences pour les Règlements d'exécution.
Liste des Pays-membres de la Commission	La Commission prend note de la Liste des Pays-membres de la Commission 8 (Congrès – Doc 28).
Mise à jour du Protocole final	La Commission, constatant qu'aucune modification n'est intervenue dans le Protocole final des Arrangements concernant les services financiers postaux, prend acte du Congrès – Doc 67.
Débat élargi sur le thème «Avenir des services financiers postaux» avec en introduction la présentation du système EUROGIRO	La Commission, en prenant acte de la proposition du CE d'organiser un débat élargi lors du Congrès de Séoul sur le thème «Avenir des services financiers postaux», procède à ce débat dont la présidence est assurée par le Président de la Commission 8, secondé par M. Berset, Chef de la section des services financiers postaux de la Direction générale des PTT suisses, qui assume les fonctions d'animateur.
Congrès – Doc 63 et Add 1	<p>Les principes et les buts du débat ont été définis comme suit:</p> <ol style="list-style-type: none">1° Le principe du débat élargi a été reconnu comme étant susceptible d'inciter les Pays-membres de l'Union à réaffirmer leur volonté de tout mettre en œuvre pour mieux répondre aux défis en matière de développement des services financiers postaux, pour les adapter à l'évolution de l'environnement et aux nouvelles exigences du marché.2° Le débat devait être la source essentielle de rassemblement des idées et conclusions pouvant être retenues lors des discussions afin de les intégrer dans le futur programme d'action (PASFP), d'affiner les composantes du document de base Congrès – Doc 63 et la résolution «Programme d'action visant à dynamiser les services financiers postaux» (proposition 40. 0.1), laquelle, après mise au point, pourrait être soumise au Congrès pour approbation.

Deux documents (Congrès – Doc 63 et son additif 1) soumis à la Commission sur cet important sujet représentent la base essentielle pour entamer le débat élargi.

Suite au plan des discussions retenu par la Commission, le débat élargi se déroule d'après le schéma suivant:

- introduction du Président de la Commission 8 (Congrès – Doc 63/Add 1);
- présentation du système EUROGIRO;
- exposé introductif de l'animateur sur le thème principal «Avenir des services financiers postaux» (Congrès – Doc 63);
- exposés des pays sur les sous-thèmes proposés suite à la participation précédemment annoncée (les plans détaillés font l'objet du Congrès – Doc 63/Add 1/Annexe 3;
- interventions des délégations des Administrations postales participant au débat;
- synthèse générale de l'animateur;
- conclusions du Président de la Commission 8.

Après avoir introduit les questions de procédure du débat en corrélation avec le Congrès – Doc 63/Add 1 et sensibilisé par un appel pressant du Président adressé à tous les participants de la Commission 8 pour qu'ils s'associent activement aux discussions sur le thème «Avenir des services financiers postaux, ce débat élargi s'ouvre par la présentation du système EUROGIRO.

L'exposé détaillé de M. M.T. Hansen, Director GiroBank, Danemark, consacré à la présentation du système EUROGIRO, fait état des objectifs de la création du réseau EUROGIRO, de sa structure actuelle, de son fonctionnement et des projets de développement dans l'avenir, de même qu'il relève les prestations que le réseau EUROGIRO peut offrir à ses membres ou utilisateurs, les conditions à remplir pour devenir membre/utilisateur d'EUROGIRO, les coûts d'installation et d'exploitation du système, les données techniques, les avantages liés à l'utilisation de ce système.

On retient de cette présentation qu'en implantant le réseau EUROGIRO sur le marché des paiements financiers de la poste, la société EUROGIRO a mis à la disposition de toutes les Administrations un outil très efficace pour l'échange de messages concernant des versements et pour effectuer les transferts électroniques de fonds des services financiers postaux. Vu sa simplicité, sa sûreté et sa souplesse, le réseau est appelé à connaître une croissance considérable dans l'avenir, tant en termes de volume que d'étendue.

Le pays animateur, la Suisse, prend ensuite le relais du débat pour faire l'exposé sur le thème principal «Avenir des services financiers postaux». Cet exposé, présenté par M. J.-M. Berset, fait état du condensé des résultats des réflexions communes Suisse et Bureau international sur le problème crucial du développement et de l'adaptation des services financiers postaux face aux mutations de leur environnement.

L'analyse de la situation actuelle relevée dans la présentation débouche sur une constatation majeure: les services financiers postaux et les prestations actuelles, même avec des conditions de fonctionnement simplifiées, ne sont plus adaptés à l'évolution des exigences du marché et de la clientèle, notamment:

- a) sous les aspects économiques: immobilisation des fonds; non-adaptation au marché financier, taux de change approximatifs; ignorance des intérêts; règlements des comptes désuets;
- b) sous les aspects techniques (moyens de transmission): supports papier presque exclusivement, voies postales conventionnelles d'accès aux services et transports trop lents, absence de réseau électronique performant de transmission et de distribution.

Partant de cette analyse, il semble impératif d'apporter des changements au système actuel des services financiers postaux en définissant les besoins réels et réciproques entre les partenaires, en fixant des objectifs concrets justifiant, d'une part, l'élaboration d'une réglementation nouvelle et, d'autre part, la poursuite des activités au sein de l'UPU.

Dans cet exposé, parmi les lignes essentielles de la politique future à suivre, on retiendra les suivantes:

a) *Mandats de poste et virement postal*

- donner des formes nouvelles aux services pour les rendre compétitifs avec l'utilisation de moyens d'acheminement dûment adaptés pour accélérer la transmission des titres;
- permettre une extension significative du réseau, en donnant une liberté presque totale aux formes de l'ordre donné et du paiement pour permettre au service de mandats de poste de faire face au grand nombre de transactions domestiques échangées entre particuliers et partenaires commerciaux;
- développer l'utilisation des moyens électroniques pour la transmission des titres afin de supprimer le papier et leur acheminement par voie postale;
- développer les virements en mettant en place, dans le plus grand nombre possible de pays, une structure de gérance de comptes (comptes postaux ou d'épargne) afin de constituer un réseau compétitif par rapport à celui des banques.

b) *Moyens de transmission*

- promouvoir le développement et l'extension du nouveau système (réseau) de transmission de fonds EUROGIRO en vue de constituer à l'avenir une base, susceptible d'offrir à la clientèle des transferts de fonds rapides, sûrs et à des conditions financières abordables à tous.

c) *Nouveaux services (produits)*

- développer les produits Postchèque et POSTNET en adhérant aux réseaux en place (cartes de retrait et de paiement, distributeurs automatiques de billets de banque, etc.).

En faisant appel à la volonté des membres de la Commission de mettre en œuvre les principes suggérés, la Suisse propose comme première action d'effectuer une refonte des Actes des services financiers postaux et met l'accent sur le caractère vital de la participation de toutes les délégations à ce débat qui aura une influence prépondérante sur l'esprit dans lequel les travaux futurs seront entrepris et sur la philosophie et le contenu des activités dans le domaine des services financiers postaux.

Les participations d'ores et déjà annoncées au stade de la préparation du débat sont présentées par les délégations de la Corée (Rép.), de la France, de l'Indonésie, du Japon et de la République tchèque, cela dans le cadre des sous-thèmes envisagés.

Plus particulièrement, les intervenants mettent en exergue dans leurs exposés le fonctionnement des services en décrivant les caractéristiques de l'environnement, les difficultés parfois rencontrées, les démarches entreprises ou envisagées en vue de développer ce secteur de la poste.

Des préoccupations exprimées par les orateurs, quatre lignes directrices de la politique de l'avenir des services financiers postaux ressortent principalement:

- a) augmentation du nombre des pays participant aux services financiers postaux;
- b) poursuite et développement du partenariat aux services conventionnels sur la base des Arrangements des services financiers postaux (ou des nouveaux Actes);
- c) sensibilisation des services financiers postaux au développement des transferts de fonds électroniques;
- d) adhésion en tant que partenaire/utilisateur au système EUROGIRO.

Plusieurs objectifs et actions cités dans les exposés sont reconnus comme étant susceptibles d'enrichir et de compléter le programme d'action visant à dynamiser les services financiers postaux et seront finalement retenus dans la synthèse de l'animateur (Suisse) à la fin du débat.

Conformément au plan du débat, le Président donne la parole aux participants désirant intervenir sur les questions et aspects évoqués lors des exposés soumis auparavant par certaines délégations. Les interventions sous ce point du débat ont été présentées par la CAPTAC, l'Italie, le Congo (Rép.) et le Togo.

Le représentant de la CAPTAC fait un constat de l'état de développement des services financiers postaux dans les pays en développement. Il formule des propositions d'ordre institutionnel et opérationnel dans le cadre d'une série d'actions visant la modernisation des systèmes d'exploitation et leur gestion tout en donnant aux services financiers postaux de ces pays la place qui devrait être la leur dans ce secteur postal.

Dans le cadre de son intervention, l'Italie fait état des processus d'innovation en cours dans son pays et basés sur la nécessité d'adaptation des services financiers postaux à l'environnement d'aujourd'hui, du développement, d'une bonne qualité du service axée sur des moyens de transmission efficaces, d'une intégration des prestations financières et bancaires ainsi que d'une vision nouvelle de la stratégie commerciale dans ce domaine.

Le Congo (Rép.) souhaite que les pays développés assistent d'urgence les pays en développement pour instaurer et améliorer les services financiers postaux. Pour leur part, les Administrations postales dans les pays en développement doivent profiter de la restructuration en cours qui vise la séparation de la poste et des télécommunications en vue d'améliorer les services financiers postaux.

Quant au Togo, en se félicitant du système EUROGIRO qui de façon générale constitue une réponse positive à la lutte contre la régression des services financiers postaux, il souhaite qu'une étude préliminaire soit effectuée par l'UPU afin d'éviter la marginalisation de certains pays en développement.

La synthèse générale du débat est présentée par l'animateur (M. J.-M. Berset, de la Suisse). Il regroupe et résume les idées, les conclusions et les vœux exprimés par les délégués lors des discussions ainsi que des points essentiels qui émergent de ce débat, comme suit:

- 1° le débat, d'une façon globale, peut être considéré comme positif, encourageant chacun à développer et à moderniser les prestations des services financiers postaux actuellement offertes et à mettre sur pied des services de transferts de fonds dignes des prestataires;
- 2° il y a un intérêt général manifeste à poursuivre une activité dans le cadre de l'Union postale universelle;
- 3° les activités doivent être redéfinies et principalement axées, dans un premier temps, sur les transferts de fonds;
- 4° pour les transferts électroniques, la plate-forme EUROGIRO est la base sur laquelle de tels échanges pourront être développés ou introduits;
- 5° une collaboration effective des institutions financières postales avec la société EUROGIRO devra être discutée sans délai et définie au niveau de l'UPU et de chaque pays;
- 6° pour les transferts conventionnels, sur support papier, le Bureau international doit servir de coordinateur, d'informateur et, le cas échéant, de conseiller.
- 7° ces tâches doivent impérativement être précédées d'une «Refonte des actes des services financiers».

Parmi les lignes maîtresses des exposés et des interventions présentées, l'animateur a relevé les suivantes:

- 1° La Corée (Rép.) a présenté sa stratégie de développement à long terme laquelle vise à fournir un service polyvalent permettant de traiter instantanément aux guichets postaux toutes les transactions de paiements. Elle envisage, par ailleurs, une adhésion à EUROGIRO et voit un rôle accru attribué à l'UPU, notamment dans la promotion et dans la coopération visant à créer un réseau universel de transmission de paiements.
- 2° La France a proposé le développement des virements par la généralisation d'EUROGIRO, le passage des mandats par ce même canal, une amélioration de la sécurité et l'introduction du «rôle d'intermédiaire» pour les pays qui n'ont pas la possibilité d'adhérer à EUROGIRO. Elle a souhaité également un développement des cartes de paiement par l'adhésion aux grands réseaux existants et une extension des équipements aux bureaux de poste pour les retraits d'argent liquide et elle s'est posé la question du rôle de l'UPU à l'endroit du développement des services financiers et aussi d'épargne.
- 3° L'Indonésie analyse objectivement le Congrès – Doc 63 et suggère que l'UPU agisse en tant qu'agent de coordination dans la mise en œuvre du programme stratégique de développement. Elle parle de solidarité, de coopération, de conseils, de concurrence et relève que le réseau postal Post*Net/EDI pourrait offrir un bon moyen pour développer aussi les services financiers.

- 4° Le Japon est déjà bien intégré aux systèmes informatiques et de transmission, tant sur le plan interne qu'international puisque depuis peu il est adhérent à EUROGIRO. Le tableau présenté de sa situation actuelle et future est éloquent, et il ne fait aucun doute que les échanges avec ce pays devraient connaître un développement exemplaire. Il a proposé que le plan d'action envisagé devait être activé le plus vite possible.
- 5° L'Administration de la République tchèque a brossé un tableau des difficultés qu'elle rencontre dans la mise sur pied d'un service bancaire/postal mais se propose de collaborer activement avec tous les partenaires intéressés. Elle offre, cependant, d'ores et déjà, toutes formes de services de paiement au niveau national et est prête à en faire de même dans le domaine international.
- 6° La CAPTAC a informé sur la stratégie qu'elle a définie lors d'un colloque et suggère entre autres:
- une fusion des chèques postaux et des caisses d'épargne;
 - la fixation d'objectifs en matière de rentabilité et de qualité de service;
 - la négociation d'accords de coopération entre partenaires postaux et/ou bancaires;
 - l'introduction de l'informatique;
 - de donner aussi une formation spéciale aux cadres chargés de mettre sur pied des services financiers.

La CAPTAC propose, en outre, qu'il soit fait mention dans la résolution (proposition 40. 0.1) des aspects «recettes» et «fidélisation de la clientèle».

A la fin du débat, le Président a remercié tous les délégués qui y ont pris la parole et a qualifié de très vif l'intérêt manifesté à l'égard des thèmes traités pour ce qui concerne le développement du secteur des services financiers postaux. Il résume le motif et la ligne directrice de la politique future exprimée au débat comme suit: Notre objectif est de mettre tout en œuvre pour dynamiser les services financiers postaux et les adapter aux mutations de l'environnement, répondre efficacement aux défis lancés sur le marché des paiements internationaux par la concurrence, créer un réseau universel de services financiers postaux informatisé, compétitif et fonctionnel qui desserve l'ensemble de la communauté à l'aube du XXI^e siècle.

Résolution,
proposition 40. 0.1

Congrès – Doc 63/
Add 2

La résolution (proposition 40. 0.1), préparée en prévision du débat et adoptée par le CE 1994, vise à dégager les activités futures à suivre dans le domaine des services financiers postaux.

A la lumière des résultats et des conclusions du débat élargi résumés par l'animateur dans la synthèse et vu que le débat a permis de concevoir le cadre complet du programme d'action et de définir ses composantes, le Président propose d'adapter le texte de cette résolution en fonction des conclusions et de rédiger le projet de programme d'action qui y sera rajouté. La résolution qui pourrait être adaptée en conséquence devrait permettre de délimiter le cadre d'adoption et de donner la force juridique requise pour la réalisation du programme d'action visant à dynamiser les services financiers postaux (PASFP).

Ayant annoncé qu'un premier texte de programme, qui s'est appuyé initialement sur le projet de résolution du CE (proposition 40. 0.1) et sur les contributions des Administrations reçues en prévision du débat, a été préparé par le Bureau international et a fait l'objet du Congrès – Doc 63/Add 2, le Président propose de l'utiliser comme base pour esquisser le cadre complet du programme et faciliter son adaptation en fonction des résultats concrets du débat élargi.

Le Président propose de confier au Secrétariat de la Commission, avec le concours de l'animateur, la tâche d'adapter la résolution 40. 0.1 et de préparer le projet de PASFP et de les soumettre à l'approbation de la Commission en annexe au rapport pour sa 2e séance.

Il a été également indiqué que les conséquences financières de la mise en œuvre du programme d'action visant à dynamiser les services financiers postaux ont été estimées à 97 000 CHF par année à partir de 1996, comme il en ressort du Congrès – Doc 19/Annexe 10, chiffre 8. Partant de cette constatation et vu que la Commission 2 (Finances) doit examiner les incidences financières des décisions et des résolutions prises par d'autres Commissions, lors de sa séance prévue le lundi 5 septembre 1994, le Président propose d'autoriser le Secrétariat de la Commission 8 à communiquer à la Commission 2 ce montant qui doit être retenu comme strict minimum en vue de la mise en œuvre dudit programme d'action.

La Commission approuve les estimations des ressources nécessaires (97 000 CHF par an, pour la période de 1996 à 2000) pour la réalisation des activités prioritaires visant à développer les échanges financiers postaux, comme il ressort du Congrès – Doc 19/Annexe 10, chiffre 8. Elle engage le Secrétariat de la Commission 8 à communiquer à la Commission 2 ce montant qui doit être retenu comme strict minimum en vue de la mise en œuvre du programme d'action visant à dynamiser les services financiers postaux.

La Commission décide de confier au Secrétariat de la Commission, avec le concours de l'animateur (Suisse), la tâche d'adapter le texte de la résolution (40. 0.1) comportant le projet de PASFP qui sera soumise à l'approbation de la Commission en deuxième séance, le 6 septembre 1994 (Congrès/C 8 – Rapp 1/Annexe 1).

La séance est levée à 17 h 50.

Au nom de la Commission:	Le Président,	Le Secrétaire,
	M. Akalay	K.K. Samawi

Le Secrétaire adjoint,
A. Soudakov

Texte remplaçant celui de la proposition 40. 0.1, préparé par le Secrétariat de la Commission 8

Résolution

Programme d'action visant à dynamiser les services financiers postaux

Le Congrès,

vu

le Débat élargi de Séoul organisé le 2 septembre 1994 au sein de la Commission 8 du Congrès sur le thème «Avenir des services financiers postaux»,

considérant

- l'importance primordiale de l'extension des services financiers postaux pour atteindre une meilleure couverture et universalité du réseau des systèmes de paiements postaux internationaux au plan mondial;
- la nécessité de sauvegarder et d'améliorer la qualité des services financiers postaux;
- le développement des applications télématiques pour le transfert de fonds des services financiers postaux et l'utilisation des systèmes informatisés comme condition essentielle de l'efficacité opérationnelle des services;
- l'importance des recettes attendues des échanges financiers postaux et la nécessité de fidéliser la clientèle aussi bien au niveau national qu'international;
- que, pour rester compétitifs, les services doivent s'adapter rapidement aux mutations de l'environnement et plus particulièrement au développement du marché des paiements financiers internationaux,

constatant

l'absence de services financiers postaux internationaux dans un grand nombre de Pays-membres de l'UPU,

estimant

cette situation peu satisfaisante pour la poursuite d'échanges financiers efficaces entre partenaires des différents continents,

estimant

la réglementation actuelle non adaptée, d'une part, aux règles économiques en vigueur et, d'autre part, ne permettant pas la flexibilité nécessaire dans le domaine de la production,

conscient

du fait qu'une politique de développement ne suffit pas à elle seule à concrétiser la mise sur pied de services financiers sûrs, modernes et économiquement viables,

tenant compte

de l'intérêt d'un engagement commun s'appuyant sur des principes d'action reconnus,

approuve

le Programme d'action visant à dynamiser les services financiers postaux (PASFP) ci-joint,

exhorte

les Administrations postales à développer leurs échanges financiers postaux en s'inspirant des objectifs du PASFP, notamment en vue de l'extension des services financiers postaux au plan mondial,

invite

les Unions restreintes à tenir largement compte du PASFP dans leur programme régional et à définir des priorités à leur niveau,

charge

le Conseil d'exploitation postale:

1° de prendre les mesures pour:

- inciter les Pays-membres de l'Union à créer des services permettant en premier lieu les transferts de fonds;
- faciliter la modernisation de ces transferts;
- favoriser la flexibilité dans les échanges;
- simplifier les modes de règlements réciproques;
- favoriser les échanges techniques dans le domaine des services financiers postaux;
- assurer une promotion adéquate des services;

2° d'adapter la réglementation actuelle en fonction de ces mesures;

3° d'assurer le suivi de l'application du PASFP;

4° de faire rapport au prochain Congrès sur l'exécution du PASFP,

charge

le Bureau international de suivre ces activités et, le cas échéant, de proposer au Conseil d'exploitation postale des adaptations à ce programme d'action.

Programme d'action visant à dynamiser les services financiers postaux (PASFP)

Objectifs	Projets/Actions/Activités	Responsabilité ¹⁾
Stratégie	A. Développer les échanges financiers postaux grâce à la mise sur pied à l'échelle internationale d'un réseau universel, évolutif et opérationnel de systèmes (services) de paiements financiers de la poste	
A 1 Extension des services financiers postaux au plan mondial, universalité des systèmes de paiements financiers de la poste	A 1.1 Augmenter le nombre de pays participant activement aux services financiers postaux afin de développer la couverture des services à l'échelle mondiale	
	A 1.1.1 Inciter les Pays-membres de l'Union et les Etats respectifs à créer des services financiers postaux permettant en premier lieu les transferts de fonds dans le régime international.	CEP, UR
	A 1.1.2 Accorder une priorité à la création des services financiers postaux au sein des Administrations qui ne fournissent pas actuellement de prestations dans ce domaine.	Adm, UR
	A 1.2 Simplifier la réglementation actuelle et les conditions d'exécution des services afin d'inciter de nombreuses Administrations à participer et à adhérer aux systèmes de paiements financiers internationaux de la poste	
	A 1.2.1 Mettre en oeuvre la refonte des Actes des services financiers postaux tendant à simplifier et à rendre plus souples les conditions d'exécution des services financiers postaux.	CEP, UR
	A 1.3 Favoriser l'adhésion aux services financiers postaux sur la base des Arrangements en vigueur de l'UPU	
	A 1.3.1 Envisager les mesures pour sensibiliser les Administrations offrant les services sur la base d'accords bilatéraux à se rallier aux Arrangements en vigueur de l'UPU.	CEP, UR
	A 1.3.2 Détecter les raisons empêchant de se rallier aux Arrangements universels de l'UPU relatifs aux services financiers postaux et prendre les mesures visant à s'adapter aux conditions du service universel sur la base de ces Arrangements de l'UPU.	Adm, CEP, UR
A 2 Développer et améliorer les services financiers postaux conventionnels et informatisés	A 2.1 Développer et optimiser l'organisation interne des institutions financières postales pour un réseau de services financiers postaux encore plus efficace pour les paiements à distance et de proximité	
	A 2.1.1 Augmenter le nombre de bureaux de poste assurant des prestations financières postales dans toutes les régions et zones rurales eu égard aux coûts/bénéfices.	Adm
	A 2.1.2 Automatiser les bureaux de poste et informatiser les processus de traitement internes des titres aux guichets en utilisant les modes et procédures d'échange les plus performants.	Adm, CEP
	A 2.2 Améliorer le service des mandats de poste	
	A 2.2.1 Améliorer les délais d'acheminement des mandats.	Adm, CEP
	A 2.2.2 Améliorer la sûreté du service et diminuer les délais de réclamation.	Adm, CEP
	A 2.2.3 Pousser les pays qui n'ont pas de service de mandats à l'arrivée à jouer le rôle d'intermédiaire en émettant des chèques à destination des bénéficiaires.	Adm, CEP
	A 2.2.4 Confier à un groupe d'experts l'étude de mesures qui permettraient d'améliorer le service des mandats internationaux.	CEP

1) Cette colonne indique les entités responsables des actions. Les abréviations utilisées sont les suivantes:

Adm = Administrations
BI = Bureau international
CEP = Conseil d'exploitation postale
UR = Unions restreintes

Objectifs	Projets/Actions/Activités	Responsabilité
	A 2.3 <i>Améliorer le service des chèques postaux</i>	
	A 2.3.1 Développer l'émission de cartes de retrait et équiper les bureaux de poste de terminaux et de distributeurs automatiques de billets de banque (DAB).	Adm, CEP
	A 2.3.2 Augmenter le nombre de pays acceptant de payer les Postchèques dans les bureaux de poste.	Adm, CEP
	A 2.3.3 Confier à un groupe d'experts l'étude de mesures qui permettaient d'améliorer le service des chèques postaux.	CEP
	A 2.4 <i>Simplifier les modes d'échange de mandats de poste et de chèques postaux ainsi que des processus d'encaissement et de paiement</i>	
	A 2.4.1 Mener à terme une étude visant à simplifier les modes opératoires, les processus d'encaissement et de paiement et les modes d'échange de mandats de poste internationaux et de chèques postaux.	CEP
	A 2.5 <i>Simplifier les modes de facturation des comptes et les règlements réciproques</i>	
	A 2.5.1 Promouvoir l'utilisation du compte courant postal de liaison.	Adm, CEP
	A 2.5.2 Mettre en place l'utilisation de moyens informatiques pour: émission et vérification des relevés de comptes, établissement et transmission électronique des comptes mensuels et des listes récapitulatives pour les mandats de poste.	Adm, CEP
A 3 Créer la future configuration du réseau universel informatisé des transferts électroniques de fonds des services financiers postaux	A 3.1 <i>Développer les applications télématiques pour le transfert de fonds des services financiers postaux</i>	
	A 3.1.1 Promouvoir la mise en place, l'extension et le développement du système de transferts électroniques de fonds financiers postaux au plan mondial pour créer le réseau de paiements internationaux informatisé dont le système pivot sera EUROGIRO.	Adm, CEP
	A 3.1.2 Evaluer les critères de participation des institutions financières postales au système EUROGIRO, coûts, frais d'installation, de participation/bénéfices.	Adm, CEP
	A 3.1.3 Encourager les services financiers postaux capables d'offrir le service des virements à adhérer en tant qu'utilisateurs au système EUROGIRO.	CEP
	A 3.1.4 Promouvoir l'encaissement de mandats de poste et des échanges internationaux de mandats de poste par le biais du réseau EUROGIRO.	Adm
	A 3.1.5 Promouvoir la mise en oeuvre d'un nouveau concept du réseau de paiement informatisé permettant d'offrir un système électronique de transferts des titres peu coûteux aux institutions financières postales qui ont un faible volume de transactions et/ou qui ne possèdent pas de systèmes de traitement des données.	Adm, CEP
A 4 Mettre en œuvre des programmes de contrôle de qualité des services financiers postaux	A 4.1 <i>Fournir un contrôle informatisé de la qualité des transactions</i>	
	A 4.1.1 Favoriser l'application de moyens visant à assurer un contrôle informatisé des opérations financières postales en ligne depuis les bureaux de poste et utiliser les avantages du système EUROGIRO.	Adm, CEP
	A 4.1.2 Envisager les mesures visant à instaurer un contrôle permanent de la qualité de fonctionnement des services financiers postaux et mener les études à terme pour le renforcer.	Adm, CEP

Objectifs	Projets/Actions/Activités	Responsabilité
A 5 Intensifier une coordination, coopération et collaboration des Pays-membres de l'UPU, des institutions financières postales	A 5.1 <i>Poursuivre le partenariat aux services conventionnels sur la base des Arrangements bilatéraux et multilatéraux relatifs aux services financiers postaux</i>	CEP
	A 5.1.1 Développer l'échange des informations avec les Administrations qui ne fournissent ces services que de façon bilatérale (multilatérale).	
	A 5.2 <i>Favoriser les contacts et la coopération entre les pays désirant développer les nouveaux systèmes des services financiers postaux</i>	Adm, CEP, UR CEP, UR
	A 5.2.1 Favoriser les échanges techniques dans le domaine des services financiers postaux.	
A 5.2.2 Mettre en oeuvre des programmes permanents de coopération consistant à fournir une assistance technique axée sur la création de centres des services financiers postaux et l'introduction des services de mandats de poste et de chèques postaux.		
Stratégie	B. Adapter les services financiers postaux à l'évolution du marché, aux besoins de la clientèle, aux techniques et au développement des moyens de communication pour les rendre plus rentables et compétitifs au niveau international	
B 1 Mieux définir le marché des services financiers postaux	B 1.1 <i>Parvenir à une meilleure connaissance du marché des services financiers postaux</i>	Adm, UR, CEP
	B 1.1.1 Mettre en oeuvre des études pour définir: – les structures du marché et les produits à développer; – les groupes de clients, besoins des utilisateurs, leur degré de satisfaction; – la concurrence: méthodes, parts du marché qu'ils détiennent; – les tendances et le développement potentiel des services.	
	B 1.1.2 Mettre en oeuvre des programmes de relations avec la clientèle.	Adm
B 2 Adapter les services financiers postaux aux besoins évolutifs de la clientèle	B 2.1 <i>Elargir et normaliser la gamme des produits/prestations des services financiers postaux au plan national et international</i>	Adm, UR, CEP
	B 2.1.1 Intervenir afin que la gamme des produits/prestations des services financiers postaux soit élargie dans tous les pays pour effectuer les paiements à distance et de proximité et favoriser la mise en place des prestations de base pour renforcer l'universalité des services fournis à la clientèle.	
	B 2.1.2 Développer les prestations des services financiers postaux pour répondre à des besoins spécifiques de la clientèle par exemple, dépôts de salaires, virements automatiques de débits, service des transactions automatiques avec cartes de retrait et distributeurs automatiques de billets de banque, livret d'épargne, service automatique de dépôt de dividendes, d'indemnités, etc.	Adm, CEP
	B 2.1.3 Assurer une promotion adéquate des services conventionnels et des nouveaux produits de paiements financiers de la poste grâce à la mise en oeuvre de politiques commerciales de marketing et à l'application de nouvelles technologies et techniques.	Adm, UR, CEP
	B 2.1.4 Inciter les Administrations à prendre toutes les mesures nécessaires pour adapter les services financiers postaux aux mutations commerciales et techniques.	CEP
	B 2.2 <i>Faciliter les relations entre Administrations par l'adoption de conditions plus souples d'exécution des services</i>	CEP
	B 2.2.1 Modifier les dispositions en vigueur dans le cadre de l'étude sur la refonte des Actes des services financiers postaux	
	B 2.2.2 Adopter des mesures pratiques au plan bilatéral.	

Objectifs	Projets/Actions/Activités	Responsabilité
	<i>B 2.3 Appliquer entre Administrations des dispositions prévoyant une rémunération/compensation équitable et liée aux coûts</i>	Adm, CEP
B 3 Assurer un degré suffisant d'autonomie de gestion des services financiers postaux (institutions financières postales)	<i>B 3.1 Disposer de plans et de politiques d'entreprise à long terme relatifs au développement des services financiers postaux</i> <i>B 3.1.1 Elaborer et mettre en oeuvre les plans énonçant des actions clairement définies, assorties d'objectifs, de coûts et de délais quantifiés permettant de solliciter des investissements.</i>	Adm
B 4 Rôle accru de l'UPU face à l'adaptation des services financiers postaux à un nouvel univers	<i>B 4.1 Assurer la mise en œuvre du PASFP compte tenu des pouvoirs accordés et des moyens disponibles</i> <i>B 4.1.1 Répartir entre les organes permanents de l'UPU les attributions et les procédures d'exécution et du contrôle du déroulement du PASFP.</i> <i>B 4.1.2 Définir les mesures concrètes et les études visant à l'exécution du PASFP.</i> <i>B 4.1.3 Mener des consultations auprès des Administrations relatives au suivi de l'exécution du PASFP.</i> <i>B 4.1.4 Gérer les ressources financières allouées aux activités d'exécution et de suivi du PASFP.</i>	CEP, BI CEP, BI CEP

Deuxième séance

Mardi 6 septembre 1994, 15 h 00

Présidence de M. M. Akalay, Président

Procurations	Monaco, le Liechtenstein et Saint-Christophe-et-Nevis ont été représentés respectivement par les délégations de la France, de la Suisse et de Sainte-Lucie.
Quorum	Le Président, après avoir indiqué que le quorum (46 pays) exigé est atteint, a déclaré que la Commission peut valablement délibérer.
Approbation d'un rapport	Le projet de rapport de la première séance de la Commission (Congrès/C 8 – Rapp 1) et son annexe comportant le projet de résolution «Programme d'action visant à dynamiser les services financiers postaux» avec le projet dudit programme (proposition 40. 0.1 modifiée), sont adoptés. La Commission, sur suggestion du Président, charge le Secrétariat d'ajouter au texte du rapport un paragraphe signalant l'allocution du Secrétaire général, donné par M. M.S. Raman, Sous-Directeur général au Bureau international durant ladite séance.
Communication	En corrélation avec l'adoption du programme d'action, la Suède, Vice-Président de la Commission, donne de renseignements complémentaires sur les travaux en cours d'un Groupe spécial dans le cadre du système EUROGIRO dénommé «Projet pour les ordres monétaires». La tâche de ce groupe consiste à élaborer un concept moderne pour les services des mandats de poste. Il s'agit de remplacer le produit actuel existant sur un support papier en échanges électroniques par le réseau EUROGIRO. Il propose de prendre contact avec ce groupe dès le début des travaux de la réalisation de programme d'action visant à dynamiser les services financiers postaux.
Refonte des Actes des services financiers postaux	<p><i>Résolution. Proposition 40. 0.2</i></p> <p>En présentant cette question, le Président et ensuite la Suisse ont fait remarquer que la proposition 40. 0.2 est la conséquence de l'étude, initialement entreprise dans le cadre du Conseil exécutif de 1993, qui a abouti à l'adoption lors du CE 1994 des principes de la refonte et du projet d'architecture des futurs Actes des services financiers postaux. La proposition présentée est axée, pour l'essentiel, sur les actions suivantes:</p>

- réinstaurer une refonte des Actes des services financiers postaux et notamment, fusionner l'Arrangement concernant les mandats de poste et celui concernant les chèques postaux en un seul Arrangement uniforme;
- poursuivre au sein du Conseil d'exploitation postale, conjointement avec le Bureau international l'étude initialement entreprise par le CE sur ce sujet;
- présenter au prochain Congrès les projets de propositions de modification des Actes qui s'imposent.

La proposition 40. 0.2 est adoptée sans discussion.

Utilisation d'un compte courant postal de liaison pour la facturation et le règlement des mandats de poste

Propositions 40. 11.1, 40. 12.1, 45. RE 1105.91, 45. RE 1202.91, 45. RE 1202.92 et 45. RE 1202.93

Ces propositions sont la conséquence de l'étude du CE sur la modernisation des systèmes de facturation et de règlement des comptes des services financiers postaux qui a abouti à l'acceptation des procédures opérationnelles pouvant être appliquées au service des mandats de poste en vue d'assurer le règlement des mandats de poste par l'intermédiaire d'un compte courant postal de liaison. Le CE a adopté en conséquence les propositions concernant la modification des articles correspondants de l'Arrangement concernant les mandats de poste.

La proposition 40. 11.1 vise à incorporer dans l'article 11 de l'Arrangement concernant les mandats de poste, des dispositions permettant aux Administrations d'effectuer les règlements des comptes par l'intermédiaire d'un compte courant postal de liaison. La proposition 40. 12.1 a pour objet de modifier l'article 12 dudit Arrangement en instituant des procédures d'ouverture du compte courant postal de liaison. Les procédures proposées sont semblables à celles qui sont utilisées depuis longtemps pour les virements et ont déjà été testées par un certain nombre d'Administrations européennes. Certaines délégations ont exprimé leur préoccupation quant aux difficultés pouvant se produire pour l'alimentation de ce compte, eu égard aux aspects de convertibilité des monnaies dans divers pays et à la nécessité d'avoir l'autorisation pour ces transferts. En réponse à cela, il a été indiqué que l'ouverture d'un compte postal de liaison n'est pas une obligation mais une possibilité supplémentaire pour le règlement des mandats de poste qui pourrait être convenue réciproquement entre les partenaires.

Les propositions 40. 11.1 et 40. 12.1 sont adoptées sans modification.

Ayant signalé que les propositions 45. RE 1105.91, 45. RE 1202.91, 45. RE 1202.92 et 45. RE 1202.93, qui touchent aux dispositions du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste, sont la conséquence des propositions de base 40. 11.1 et 40. 12.1 précédemment adoptées, le Président propose de les renvoyer au CEP aux termes de l'article 15, paragraphe 2, du Règlement intérieur des Congrès.

En conséquence, la Commission décide de renvoyer les propositions 45. RE 1105.91, 45. RE 1202.91, 45. RE 1202.92 et 45. RE 1202.93 au CEP.

Propositions des
Administrations
postales

La Commission a traité les différentes propositions présentées par les Administrations postales relatives à la modification des dispositions de l'Arrangement concernant les mandats de poste, à savoir 40. 4.1, 40. 5.1, 40. 6.1, 40. 9.1, 40. 10.1, 40. 10.2.

Article 4 – Proposition 40. 4.1

Cette proposition de la France vise à remplacer les limites de la taxe supplémentaire perçue par l'Administration intermédiaire par une procédure permettant à l'Administration intermédiaire de fixer ces taxes librement en fonction des coûts générés par les opérations qu'elle effectue.

Lors de la discussion, deux tendances se sont dégagées. Ainsi, certaines délégations s'opposent à cette proposition en faisant remarquer que l'augmentation de la taxe supplémentaire du mandat en transit pourrait, d'une part pénaliser davantage l'expéditeur du mandat et, d'autre part, diminuer le volume des échanges des mandats en transit.

Par contre, plusieurs délégations marquent leurs appuis à la proposition de la France en signalant que si l'on n'a pas de véritable remboursement des coûts pour les services de transmission intermédiaire, aucun pays ne sera plus disposé à offrir de tels services à un autre pays.

Mise au vote, la proposition 40. 4.1 a été adoptée par 28 voix pour, 19 contre et 13 abstentions.

Article 5 – Proposition 40. 5.1

La proposition 40. 5.1 vise à donner la possibilité à l'expéditeur d'envoyer lui-même le titre directement au bénéficiaire sous condition de l'acceptation réciproque de cette procédure par les Administrations. L'application de ce mode de transmission prévoit l'insertion du mandat dans un envoi avec d'autre matériel comme un message, une lettre, etc., dans une même enveloppe.

N'étant pas appuyée, la proposition 40. 5.1 est rejetée.

Article 6 – Proposition 40. 6.1

Cette proposition soumise par l'Indonésie vise à prolonger la période de validité des mandats en cas d'utilisation de mandats-listes afin qu'elle puisse s'étendre jusqu'à l'expiration du cinquième mois qui suit celui de l'émission.

Le Président attire l'attention de la Commission sur le fait que suite à la suppression de la notion de pays éloignés, la période exceptionnelle de validité des mandats applicable à ces pays a été également supprimée. Etant donné que les mandats (cartes et listes) seront transmis par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), il a été estimé que la période de validité de trois mois était suffisante pour tous les pays.

Constatant une divergence d'opinions exprimées par les délégations quant à la possibilité d'accepter cette proposition, le Président propose de la mettre au vote.

A l'issue du vote, la proposition 40. 6.1 est rejetée par 27 voix contre, 27 pour et 7 abstentions.

Article 9 – Proposition 40. 9.1

Cette proposition de la France vise à harmoniser les dispositions actuelles de l'Arrangement concernant les mandats de poste stipulant des délais limites pour désintéresser le réclamant identiques à ceux prévus dans les dispositions analogues des articles 38, RE 3801 et RE 3802 de la Convention et de son Règlement d'exécution.

Une délégation a fait remarquer de son opposition à cette proposition et a évoqué des difficultés d'ordre d'exploitation en indiquant les procédures parfois longues pour déterminer la responsabilité entre les Administrations.

En signalant que le Congrès de Séoul a déjà modifié les dispositions analogues de la Convention relatives aux délais limites pour désintéresser le réclamant, la France suggère d'apporter les mêmes modifications au texte de cette proposition. Il s'agit de diminuer le délais de quatre mois, prévu au paragraphe 5.1 de la proposition 40. 9.1, à trois mois et le délai de trois mois, prévu au paragraphe 5.3 de ladite proposition, à deux mois.

Mise au vote, la proposition 40. 9.1, avec les modifications suggérées par la France, est adoptée par 36 voix pour, 5 contre et 20 abstentions.

Article 10 – Propositions 40. 10.1 et 40. 10.2

Les propositions 40. 10.1 et 40. 10.2 visent à augmenter le taux de rémunération pour les Administrations de paiement.

La proposition 40. 10.1 de la Turquie tend à relever les taux de rémunération de l'Administration de paiement pour chaque échelon de montant moyen des mandats et à introduire de nouveaux taux pour les deux échelons supérieurs proposés: entre 326,69 DTS et 392,02 DTS ainsi qu'au-delà de 392,02 DTS.

Mise au vote, la proposition 40. 6.1 est adoptée par 26 voix pour, 17 contre et 17 abstentions.

Etant donné, que la proposition 40. 10.1 a été adoptée par la Commission, la proposition 40. 10.2 devient sans objet.

Dispositions
finales.
Propositions
résultant de
l'étude du CE
sur la gestion
de l'Union

Propositions 40. 13.1, 40. 13.2, 40. 13.3, 40. 13.4, 50. 17.1, 50. 17.2, 50. 17.3, 50. 17.4, 60. 9.1, 60. 9.2, 60. 9.3, 45. RE 1303.1, 45. RE 1303.2, 55. RE 1702.1, 55. RE 1702.2, 65. RE 903.1, 65. RE 903.2

Ces propositions sont la conséquence de l'étude générale du CE sur la gestion de l'Union (Congrès – Doc 70, propositions 10. 13.1 et 10. 22.2) traitées par la Commission 3. La Commission 8 est donc appelée à prendre acte des décisions prises quant à ces propositions.

Ayant été informé par le Président des décisions prises par la Commission 3 quant aux propositions précitées, la Commission 8 prend acte de l'approbation des propositions 40. 13.2, 45. RE 1303.2, 50. 17.2, 55. RE 1702.2, 60. 9.2, 65. RE 903.2, du fait que les propositions 40. 13.1, 45. RE 1303.1, 50. 17.1, 55. RE 1702.1, 60. 9.1, 65. RE 903.1 sont devenues sans objet, ainsi que du fait que la Commission 3 devra traiter les propositions 40. 13.3, 40. 13.4, 50. 17.3, 50. 17.4, 60. 9.3 dans le cadre de l'une de ses prochaines séances.

Propositions
relatives à
l'Arrangement
concernant le
service des
chèques postaux

Propositions 50. 2.1, 50. 15.91, 55. RE 201.1, 55. RE 1304.91, 55. RE 1304.92, 55. RE 1304.93

Les propositions 50. 2.1 et 50. 15.91 de la France visent à introduire dans l'Arrangement des dispositions de la réglementation du réseau POSTNET (réseau de distributeurs automatiques de billets de banque), notamment pour ce qui concerne l'offre de cette prestation par le service des chèques postaux et les conditions d'adhésion des institutions postales au réseau POSTNET.

Création
du réseau
POSTNET

Les propositions 40. 11.1 et 40. 12.1 sont adoptées sans modification.

Ayant signalé que les propositions 55. RE 201.1, 55. RE 1304.91, 55. RE 1304.92 et 55. RE 1304.93, qui touchent aux dispositions du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux, sont la conséquence des propositions de base 50. 2.1 et 50. 15.91 précédemment adoptées par la Commission, le Président propose de les renvoyer au CEP aux termes de l'article 15, paragraphe 2, du Règlement intérieur des Congrès.

La Commission décide de renvoyer les propositions 55. RE 201.1, 55. RE 1304.91, 55. RE 1304.92 et 55. RE 1304.93 au CEP.

Propositions à
renvoyer au CEP
(article 15,
paragraphe 3,
du Règlement
intérieur des
Congrès)

Congrès – Doc 14/Rev 2/Annexe 1

Propositions 45. RE 605.1, 45. RE 801.1, 45. RE 1101.1, 55. RE 317.1, 55. RE 1302.1

Etant donné que ces propositions ne sont pas la conséquence des propositions de modification des Arrangements concernant les services financiers postaux mais qu'elles visent à modifier les dispositions des Règlements desdits Arrangements et aux termes de l'article 15, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès, le Président propose de les renvoyer au CEP.

La Commission approuve la proposition de renvoyer au CEP les propositions 45. RE 605.1, 45. RE 801.1, 45. RE 1101.1, 55. RE 317.1 et 55. RE 1302.1 faisant l'objet du Congrès – Doc 14/Rev 2/Annexe 1.

Résolution
(article 15,
paragraphe 10,
du Règlement
intérieur des
Congrès).
Propositions
relatives aux
Règlements
d'exécution

La Commission est appelée à établir une résolution aux termes de l'article 15, paragraphe 10, du Règlement intérieur des Congrès, stipulant que les Commissions établissent, au sujet des Règlements d'exécution qui les concernent, une résolution en deux parties qui comportent:

- 1° les numéros des propositions renvoyées au Conseil d'exploitation postale pour examen;
- 2° les propositions renvoyées au Conseil d'exploitation postale pour examen avec les directives du Congrès.

En présentant le principe de cette résolution et en se basant sur les décisions prises au cours des travaux de la Commission 8, le Président a cité les numéros des propositions devant être renvoyées au CEP pour examen. Il a suggéré de confier la tâche d'établir la version définitive de la résolution au Secrétariat de la Commission 8, à charge de la transmettre à la Commission de rédaction.

La Commission accepte le principe de la résolution et charge le Secrétariat de la Commission 8 d'élaborer le texte définitif de cette résolution en tenant compte des décisions prises par la Commission quant au renvoi de certaines propositions au CEP. Le texte de la résolution est reproduit dans le rapport de la deuxième séance de la Commission (Congrès/C 8 – Rapp 2/Annexe 1) et est également soumis à la Commission de rédaction.

Approbation du
rapport

Le Président indique que, cette séance étant la dernière, il approuvera, au nom de la Commission 8 le rapport de la deuxième séance comme le lui autorise l'article 23, paragraphe 5, du Règlement intérieur des Congrès.

Allocution du
Président de la
Commission

L'ordre du jour étant épuisé, le Président a relevé que les travaux de la Commission 8 s'étaient déroulés dans une atmosphère très constructive, ce qui lui a permis d'accomplir exhaustivement la tâche qui lui avait été assignée et d'effectuer un travail remarquable.

Constatant qu'actuellement 100 pays sont signataires des Arrangements concernant les services financiers postaux et conscient du fait que la meilleure couverture de ces services à l'échelle mondiale est l'un des grands soucis d'aujourd'hui, le Président lance un appel aux autres pays dans une plus large mesure afin qu'ils participent à ces services. Il exprime l'espoir et le vœu que certains pays qui assurent actuellement ces services au niveau bilatéral pourront signer les Actes concernant les services financiers postaux à la fin de ce Congrès.

Le Président a remercié tous les membres de la Commission, les trois Vice-Présidents, le Secrétariat de la République de Corée, le Secrétariat du Bureau international, les interprètes qui ont travaillé de façon infatigable, les hôtes et tous ceux qui ont participé au travail de l'aide, sans faille, qu'ils lui ont apportée au cours de ces deux séances. Il exprime sincèrement toute sa gratitude pour les efforts déployés afin que les travaux de la Commission 8 soient effectués dans un parfait esprit de compréhension mutuelle et puissent être menés à bonne fin dans les délais impartis.

Il remercie chaleureusement tous les participants pour l'atmosphère amicale qui a régné au cours des travaux de la Commission et annonce la fin de la deuxième et dernière séance de la Commission 8 lors du XXI^e Congrès de l'Union postale universelle à Séoul.

La séance est levée à 17 h 15.

Au nom de la Commission: Le Président,
M. Akalay

Le Secrétaire,
K.K. Samawi

Le Secrétaire adjoint,
A. Soudakov

Résolution

Propositions relatives aux Règlements d'exécution des Arrangements concernant les services financiers postaux renvoyées au CEP

Le Congrès,

en vertu

de l'article 15, paragraphes 2, 3 et 10, du Règlement intérieur des Congrès,

charge

le Conseil d'exploitation postale d'examiner les propositions suivantes relatives aux Règlements d'exécution des Arrangements concernant les services financiers postaux:

45. RE 605. 1	55. RE 201.1
45. RE 801.1	55. RE 317.1
45. RE 1101.1	55. RE 1302.1
45. RE 1105.91	55. RE 1304.91
45. RE 1202.91	55. RE 1304.92
45. RE 1202.92	55. RE 1304.93
45. RE 1202.93	

(Commission 8, 2e séance)

Rapports de la Commission 9

Première séance

Vendredi 26 août 1994, 9 h 30

Présidence de M. J.C. Kasama, Président

Procuration

Monaco sera représenté par la France.

Ouverture des travaux

La Commission 9 (Coopération technique) a tenu sa première séance, sous la présidence de M. J.C. Kasama, «Postmaster General, Posts and Telecommunications Corporation Limited, Zambia». Les fonctions de Vice-Présidents ont été confiées à MM. Omar Tabbarah, Directeur général des postes du Liban, et Petros Ioannidis, Directeur de la Direction du développement des communications du Ministère des transports et communications de la Grèce. Le troisième pays assumant la vice-présidence, la Géorgie, était absent.

Dans son allocution d'ouverture (voir annexe 1), le Président a exprimé sa gratitude pour la marque de confiance manifestée à l'égard de son pays et de lui-même et remercié l'Administration postale de la Corée (Rép.) pour les excellentes conditions de travail mises à la disposition de la Commission. Il a fait un exposé sur la conjoncture mondiale défavorable actuelle et sur les perspectives d'avenir. Donnant un aperçu général sur la situation dans les différentes régions du monde, il a relevé que l'instabilité persistante dans certaines régions et les grands bouleversements de notre temps ont contribué au ralentissement économique. Même si ces tendances peu heureuses se répercutent sur l'activité postale, les progrès réalisés depuis le Congrès de Washington donnent de l'espoir pour l'avenir.

Le Secrétaire général du Congrès a, dans son allocution (voir annexe 2), attiré l'attention des délégués sur les points saillants des documents qui feront l'objet de discussion au sein de la Commission. Il a signalé également que, compte tenu de l'évolution de la coopération internationale du système des Nations Unies et notamment de la politique du PNUD, l'Union postale universelle s'est efforcée de pallier les insuffisances des ressources en mettant en œuvre le nouveau concept de l'assistance technique au titre de ses propres moyens. En outre, il a relevé le rôle clé des Conseillers régionaux qui ont contribué de manière significative aux travaux d'analyse du fonctionnement des services postaux dans les pays visités et à la conception des projets initiés au titre du PNUD ou des ressources propres de l'UPU. Il a indiqué que la stabilité politique et la paix constituent la condition sine qua non du développement économique et social mondial.

Désignation du Secrétariat	M. M. Mazou, Sous-Directeur général, assume les fonctions de Coordonnateur et M. Haider, Conseiller, Mlle Chandrasiri, Conseiller adjoint, MM. Cuadra et Pettersson, Premiers Secrétaires, ont été désignés respectivement comme Secrétaire, Secrétaire adjoint et Assistants de la Commission.
Quorum	Le Président, après avoir constaté que le quorum (78 pays) exigé est atteint, a déclaré que la Commission peut valablement délibérer.
Approbation de l'ordre du jour	L'ordre du jour (Congrès – Doc 15/Rev 2) a été adopté sans modification.
Note sur les documents à examiner par le Congrès en matière de coopération technique	La Commission a pris acte du Congrès – Doc 48 qui constitue une note introductive donnant un aperçu complet de l'ensemble des documents (Congrès – Doc 49 à 56 et Add 1) et propositions 029, 030, 031, 032, 033, 034, 035 et 036 soumis à l'examen du Congrès au sein de la Commission 9.
Congrès – Doc 48	
Assistance technique au sein de l'UPU	A la demande du Président, M. Mazou, Sous-Directeur général chargé de la coopération au développement, a présenté le document dont la première partie décrit la politique de coopération internationale. Il y est fait état des grandes lignes de la stratégie des Nations Unies en matière de développement mondial, y compris les domaines prioritaires retenus par le PNUD pour son 5e cycle de programmation 1992–1996, ainsi que le rôle primordial et central que doivent jouer les gouvernements dans la détermination des objectifs de développement national.
Congrès – Doc 49	<p>La situation financière du PNUD pendant la période 1989–1993 a connu des fluctuations. Son Conseil d'administration ayant décidé de réduire de 25 % les ressources affectées aux pays au titre du 5e cycle de programmation, le secteur postal a ressenti les effets défavorables de cette décision.</p> <p>La politique de l'UPU dans le domaine de la coopération technique pendant la période quinquennale écoulée s'inspire à la fois des orientations du PNUD et du Programme général d'action de Washington (PGAW). Le nouveau concept de l'aide au développement postal sous forme de projets intégrés pluriannuels (PIP) a été mis en œuvre, grâce, notamment, à la présence accrue de l'UPU sur le terrain, assurée par les Conseillers régionaux.</p> <p>En ce qui concerne les ressources propres de l'Union, il est relevé que les fonds affectés à la coopération technique sont restés inchangés si l'on tient compte de l'érosion monétaire due à l'inflation.</p> <p>S'agissant du Fonds spécial UPU, le secteur de la coopération au développement a pu compter sur un don exceptionnel et unique du Gouvernement suisse. Ce don a permis de lancer un certain nombre de projets intégrés pluriannuels au</p>

titre de ce Fonds. D'autres contributions affectées obtenues de l'Allemagne, de la Belgique et de la Chine (Rép. pop.) ont également favorisé la mise en œuvre de ce même type de projets.

La deuxième partie du document traite du bilan et de l'évaluation des activités pour la période quinquennale 1989–1993. Tout en baissant légèrement, en terme réel, la contribution du PNUD reste toutefois pour l'UPU la source principale de financement.

En ce qui concerne l'évaluation, on note que, depuis l'instauration du système de la présence accrue de l'UPU sur le terrain, il est fait un usage systématique de la méthode de surveillance plutôt que de celle de l'évaluation des projets à la fin de leur exécution. Le recours à des consultants extérieurs pour évaluer les projets intégrés pluriannuels est limité aux projets d'un certain montant.

L'annexe 2 au Congrès – Doc 49 «Mécanisme de l'assistance technique de l'UPU» a pour but de fournir des informations sur les différentes phases de l'assistance technique ainsi que les diverses sources de financement.

Les avis et commentaires portant sur le Congrès – Doc 49 peuvent se résumer comme suit:

- Plusieurs délégations se sont déclarées satisfaites des efforts déployés par l'UPU dans le domaine de la coopération technique.
- Une délégation a suggéré qu'une aide plus importante soit concentrée sur l'intégration des réseaux postaux mondiaux et le transfert de technologie en faveur des pays en développement.
- S'agissant des projets intégrés pluriannuels (PIP), plusieurs délégations ont exprimé leur satisfaction pour cette modalité d'assistance. Les prestations des Conseillers régionaux dans la mise en œuvre des PIP ont été appréciées.
- En revanche, une délégation a suggéré que le système des projets intégrés pluriannuels soit revu afin d'améliorer son efficacité.
- La nécessité de procéder à l'évaluation des PIP a été soulignée par une autre délégation.
- L'observateur d'une Union restreinte, tout en relevant le succès de la mise en œuvre du nouveau concept en matière d'assistance, a souligné l'importance de la coopération Sud-Sud. Une délégation a également appuyé la promotion de la CTPD et a proposé l'organisation des activités inter-régionales, comme par exemple les séminaires et autres actions de formation.
- L'importance de la formation a été réaffirmée par certaines délégations. Etant donné la diminution des fonds du PNUD, il semble nécessaire de renforcer les activités de formation dans les régions en profitant des structures déjà existantes dans plusieurs écoles nationales et multinationales. Cette observation visait particulièrement les écoles du Kenya et du Malawi, toutes deux créées grâce au concours de la communauté internationale et ayant une vocation multinationale.
- En remerciant les pays industrialisés pour l'aide qu'ils accordent aux pays en développement, plusieurs intervenants ont lancé un appel aux pays nantis pour qu'ils poursuivent leurs efforts.

- Un pays de l'Europe centrale a suggéré que l'UPU prenne des mesures exceptionnelles afin d'aider ses nouveaux Pays-membres de cette région à s'intégrer facilement à la communauté postale mondiale. Il a souligné en particulier l'importance de la formation professionnelle.
- Une délégation s'est félicitée des progrès réalisés, notamment dans le domaine de la sécurité postale.
- La délégation d'un pays bénéficiant d'un projet PNUD et d'un autre programme complémentaire de restructuration sous l'égide de la Banque mondiale a fait part de ses expériences en soulignant le rôle primordial et crucial qui incombe aux dirigeants postaux en matière de mobilisation des ressources internationales pour le développement du secteur postal. A ce sujet, elle recommande aux pays de faire usage du «Modèle de procédure» élaboré par le Groupe d'action pour le développement postal (GADP).
- Deux délégations sont d'avis que, compte tenu de la diminution des apports financiers du PNUD et des autres agences internationales d'aide, il importe de promouvoir l'aide bilatérale.
- Le pourcentage élevé (56%) des ressources consacrées au recrutement des experts et consultants a donné lieu à des questions sur l'efficacité des missions opérationnelles.
- La nécessité d'une réflexion approfondie sur le système de la coopération technique a été relevée. Une étude qui permettrait à l'UPU de s'inspirer du système mis en œuvre par une Union restreinte en la matière a été recommandée.
- En réponse aux délégations qui ont montré un intérêt dans l'implantation du système EDI, le Secrétaire général a fait connaître que le projet EDI de l'UPU est ouvert à tous les pays à condition qu'ils soient prêts au niveau technique à recevoir ses prestations. Il a profité de cette occasion pour remercier les pays industrialisés qui ont contribué à la mise en œuvre de ce projet.

La Commission a pris acte du Congrès – Doc 49.

La séance est levée à 12 h 30.

Au nom de la Commission:

Le Président,
J.C. Kasama

Le Secrétaire,
I. Haider

Le Secrétaire adjoint,
V. Chandrasiri

Les Assistants,
R. Cuadra
P. Pettersson

Allocution de M. J.C. Kasama, Président de la Commission 9, au XXI^e Congrès postal universel de Séoul (26 août 1994)

Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,
Monsieur le Secrétaire général,
Honorables délégués,
Mesdames et Messieurs,

A l'occasion de l'ouverture de la première séance de la Commission 9, je voudrais tout d'abord rappeler que le XXI^e Congrès a élu trois Vice-Présidents pour cette Commission lors de sa première séance plénière. C'est donc avec le plus grand plaisir que je vous présente MM. Omar Tabbarah, Directeur général de la poste du Liban, et Petros Ioannidis, Directeur du développement des communications au Ministère des transports et des communications de la Grèce. La Géorgie, troisième pays assumant la vice-présidence, est absente.

Je leur demande de bien vouloir prendre place à la tribune.

Messieurs, je vous félicite très sincèrement pour votre élection. Je suis persuadé de pouvoir compter sur votre concours actif pour accomplir la tâche qui m'est assignée.

Mesdames et Messieurs,

C'est un très grand honneur et un privilège pour la Zambie d'avoir été élue par le XXI^e Congrès postal universel pour assurer la présidence de la Commission de la coopération technique. Au nom du Gouvernement et de l'Administration postale de mon pays, j'adresse au Congrès notre sincère gratitude et nos remerciements pour la marque de confiance qui nous est ainsi témoignée.

La délégation de la Zambie et moi-même sommes conscients de la lourde responsabilité qui nous incombe. Toutefois, je suis persuadé que, avec la participation active et constructive de la quasi-totalité des Pays-membres présents dans la salle, nous serons en mesure de nous acquitter avec satisfaction du mandat qui nous a été confié par le Congrès.

Permettez-moi de saisir cette occasion pour remercier, au nom de tous les membres de la Commission, l'Administration postale de la République de Corée qui a fourni aux délégations au Congrès d'excellentes conditions de travail, ici à Séoul, et qui nous a entourés de sa généreuse hospitalité et de sa grande sollicitude.

Je voudrais également exprimer mes sentiments de grande déférence aux Chefs de délégation présents à notre rencontre d'aujourd'hui, aux observateurs des Unions postales restreintes et de toutes les autres organisations qui participent à nos travaux. Leur présence témoigne du vif intérêt que leurs organisations attachent à la coopération internationale et au développement des services postaux.

Je note aussi avec un plaisir tout particulier la présence parmi nous de M. Adwaldo Cardoso Botto de Barros, Secrétaire général du Congrès.

Je tiens à souligner, devant cette auguste assemblée, combien nous apprécions les efforts déployés par le Bureau international et la qualité des prestations fournies par celui-ci au Congrès et à notre Commission.

Je voudrais en particulier féliciter l'équipe de la Division de la Coopération au développement, dirigée avec compétence par notre frère et ami, M. Moussibahou Mazou. Comme en témoignent le bilan très positif des activités réalisées par cette Division pendant la période quinquennale écoulée et la qualité des documents soumis à la Commission 9, le travail accompli par cette Division peut être qualifié comme étant de premier ordre.

Il m'est agréable de vous présenter:

- M. Ijaz Haider, Conseiller
- Mlle Vanida Chandrasiri, Conseiller adjoint
- M. Rudy Cuadra, Premier Secrétaire, et
- M. Per Pettersson, Premier Secrétaire.

Ces fonctionnaires du Bureau international assument respectivement les fonctions de Secrétaire, de Secrétaire adjoint et d'assistants, ainsi que cela est indiqué au Congrès – Doc 36.

Nous aurons recours à eux toutes les fois que notre Commission aura besoin d'un avis technique. D'avance, je les remercie pour leur concours.

Honorables délégués,
Mesdames, Messieurs,

Afin de mieux apprécier les défis auxquels la coopération au développement est confrontée, il paraît nécessaire de prendre note de la conjoncture mondiale actuelle et d'envisager des perspectives d'avenir.

En général, l'économie mondiale est en récession depuis 1990, bien que dans certaines régions, notamment en Asie, il y ait d'heureuses exceptions.

La production mondiale par habitant a baissé ces dernières années après avoir virtuellement stagné au début de la décennie. L'instabilité politique, persistante dans bon nombre de pays et sporadique dans d'autres, semble avoir contribué sensiblement à cette situation. Les économies des pays d'Afrique ont dans leur ensemble à peine réussi à suivre l'accroissement démographique. Par conséquent, les indicateurs sociaux africains restent toujours peu réjouissants. Les pays d'Europe centrale et orientale traversent actuellement de grands bouleversements qui ont perturbé le rythme de leur croissance économique. Les pays d'Amérique latine semblent revivre après dix ans de stagnation; quant aux pays arabes, ils reprennent seulement après la crise de 1991.

En fait, le ralentissement économique et l'instabilité politique sont deux facteurs responsables de la dégradation des conditions de vie, du chômage, des conflits internes, des migrations incontrôlables dans plusieurs endroits du monde.

Cette situation est lourde de conséquences pour les pays en développement en général et les PMA en particulier. Les 47 PMA représentant une population de plus de 500 millions de personnes connaissent des problèmes structurels d'un caractère et d'une gravité sans équivalent.

Mesdames et Messieurs,

La question qui se pose est celle de savoir comment se situe la poste dans l'environnement que je viens de décrire.

La faible croissance économique se répercute inéluctablement sur le trafic postal et les revenus des Administrations postales. Les difficultés financières entraînent les Administrations concernées dans des situations peu heureuses vis-à-vis de leurs clients et de leur tutelle. Pour combler les déficits budgétaires, elles sont amenées à réduire leurs prestations, à réduire les effectifs du personnel, à solliciter les subventions de l'Etat ou à augmenter les tarifs, et ce à contre-courant de l'opinion publique. Une des conséquences d'une telle situation réside dans le manque de ressources internes nécessaires

pour le développement du secteur postal. Quant aux ressources en provenance des institutions internationales de développement, la situation économique mondiale fait qu'elles s'amenuisent de plus en plus.

Mesdames et Messieurs,

Je dois toutefois souligner que cette situation, bien que peu réjouissante, ne devrait pas nous décourager. L'adversité doit nous faire réfléchir. Nous devons faire preuve d'ingéniosité et d'habileté face aux contraintes.

Les pronostics économiques pour 1995 sont déjà encourageants. Grâce aux intenses activités menées par le Bureau international et les Administrations postales elles-mêmes, dans le cadre du PGAW, la volonté politique favorise lentement mais sûrement le développement postal. Dans de nombreux pays, la restructuration du secteur est en cours et devra être poursuivie. La culture de la commercialisation s'installe au sein des Administrations pour lesquelles, jusqu'à présent, la vocation sociale de la poste était, sinon la seule, du moins une des principales raisons d'être. Le client devient de plus en plus le centre de notre attention. Il est bien clair que le vent du changement souffle.

Mesdames et Messieurs,

Notre Commission est interpellée par tous ces développements. Elle est également intéressée par les différentes mesures de restructuration et de développement proposées pour l'Union postale universelle, notamment l'installation des systèmes de planification stratégique et du budget-programme, et naturellement par la Stratégie postale de Séoul qui sera issue du Débat général.

Au cours de nos travaux, nous serons appelés à nous pencher sur un certain nombre de questions vitales, à savoir:

- le renforcement du système de la présence accrue sur le terrain;
- le développement des ressources humaines;
- les priorités et les principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique;
- la mise en œuvre de la politique et du programme du Groupe d'action pour le développement postal dans la prochaine période quinquennale.

Notre grand défi en ce moment est de sensibiliser davantage les autorités gouvernementales sur le rôle de la poste dans la vie économique des pays et de mobiliser des ressources internes et externes pour assurer le développement de ce secteur.

L'ordre du jour de notre Commission comporte donc des questions d'actualité et d'avenir importantes.

Je suis persuadé que nous aurons tous à cœur d'avoir des débats ouverts et constructifs, à la hauteur des ambitions que tous, pays développés et pays en développement, nous nourrissons pour l'avenir de la poste universelle.

Je vous remercie.

Allocution de M. A.C. Botto de Barros, Secrétaire général du Congrès, à la séance d'ouverture de la Commission 9 (Séoul, 26 août 1994)

Monsieur le Président,
Messieurs les Chefs de délégation,
Honorables délégués,
Mesdames et Messieurs,

C'est avec plaisir que je prends part à la séance d'ouverture de votre Commission. Tout d'abord, permettez-moi, Monsieur Kasama, de vous adresser mes sincères félicitations pour le choix opéré par le Congrès en désignant votre pays et, mieux encore, pour celui porté sur votre personne à la présidence de la Commission de la coopération technique. Je vous félicite également pour l'excellente analyse que vous venez de faire sur la situation économique mondiale et cette analyse va nous permettre d'analyser en profondeur tous les sujets de la coopération et de trouver des solutions aux grands problèmes de la poste.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

J'adresse aussi mes salutations aux Vice-Présidents nommés par le Congrès.

A ce rendez-vous, j'aimerais vous faire part d'un certain nombre d'observations concernant les questions dont vous allez débattre au cours des séances de cette Commission.

En premier lieu, il me plaît de vous signaler que, malgré certaines difficultés, les orientations données par le Congrès postal universel de Washington, notamment en ce qui concerne les priorités, les principes d'action et la présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique, ont été traduites par des activités mises en œuvre de façon satisfaisante.

Parmi les difficultés rencontrées, il faut relever que l'évolution de la politique de coopération internationale du système des Nations Unies, et notamment celle du PNUD, a eu des conséquences peu favorables pour le secteur postal. En effet, face à l'importance et à l'urgence des besoins dans les secteurs vitaux, comme les aides humanitaires, il s'est avéré encore plus difficile de convaincre les autorités gouvernementales chargées de la planification et de la programmation de consacrer une partie des ressources fournies par la communauté internationale au développement de la poste. L'UPU est d'ailleurs rarement associée à l'élaboration des programmes-cadres élaborés par les gouvernements nationaux sur la base du nouveau concept de l'approche-programme.

De plus, la baisse très significative des ressources du PNUD a eu un impact négatif sur les résultats des négociations des projets postaux soumis au financement de cette institution.

Je participe deux fois par année aux réunions du Comité de coordination (CAC) sous la présidence du Secrétaire général des Nations Unies et avec la participation des Directeurs généraux des organismes du système.

Le financement du secteur postal avec les ressources du PNUD a toujours été difficile, et maintenant, avec le problème des réfugiés, le PNUD doit aussi aider les pays concernés. Bien qu'il soit nécessaire d'aider les pays dans ce problème, il est encore plus important que la guerre se termine. Les ressources sont toujours les mêmes mais les besoins ont augmenté. Nous devons travailler ensemble pour cesser la guerre, pour mieux vivre et pour développer nos activités.

Grâce aux efforts conjugués des pays bénéficiaires, de l'UPU et de certains pays donateurs, le Bureau international a pu pallier les insuffisances des ressources en provenance du PNUD en mettant en œuvre le nouveau concept de l'assistance technique au titre des ressources de l'UPU.

En effet, les Administrations des pays en développement, et notamment celles des pays prioritaires définis par la résolution C 6 du Congrès de Washington, bénéficient de projets intégrés pluriannuels (PIP) qui tiennent lieu de contrats de développement dans les divers domaines prioritaires. Ainsi, outre les projets régionaux essentiellement consacrés aux activités de formation groupée, plus de 90 projets intégrés pluriannuels nationaux ont été exécutés ou sont en cours d'exécution ou de négociation.

Il y a lieu de relever les efforts déployés par les Conseillers régionaux qui, depuis leur prise de fonctions en 1991, ont contribué de manière significative aux travaux d'analyse du fonctionnement des services postaux dans les pays visités et à la conception de tous les projets initiés au titre du PNUD ou des ressources de l'UPU.

Je saisis cette occasion pour remercier tous les pays contributeurs au programme d'activités d'assistance technique de l'UPU. Mes remerciements vont aussi aux fournisseurs des services d'experts et de consultants, ainsi qu'aux pays d'accueil des activités de formation groupée ou de stages individuels organisés par l'Union pendant les cinq années écoulées.

Je voudrais aussi rendre hommage aux pays d'accueil pour l'appui appréciable fourni aux Conseillers régionaux dans l'accomplissement de leurs tâches. Les efforts financiers, auxquels les six pays sièges ont consenti, ont eu pour conséquence heureuse de réduire considérablement les charges de l'Union au titre de la présence accrue de l'UPU sur le terrain.

Je pense qu'il faut parler de la qualité professionnelle des Conseillers régionaux. Ils ont visité presque tous les pays de leur région, ils ont fait une analyse approfondie des services postaux et ont recueilli des informations très importantes grâce auxquelles aujourd'hui nous avons l'opportunité de prendre des décisions importantes.

Je dois vous dire également que, pour des raisons de contraintes financières, j'ai pris la décision que les Conseillers régionaux ne participent pas au Congrès. Je suis sûr que nous tous ressentons cette décision, mais il a été absolument nécessaire de la prendre.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Vous aurez à débattre de plusieurs questions fort importantes et à fixer les orientations et le programme d'action de l'UPU en matière d'assistance technique pour les cinq prochaines années.

Le Congrès est notamment invité à examiner le rapport du CE portant sur le programme d'action quinquennal 1996–2000 qui s'inspirera des objectifs et recommandations de la Stratégie postale de Séoul ainsi que du futur Plan stratégique.

Pour ce qui concerne les pays bénéficiaires, l'UPU se devra d'être sélective tout en maintenant le caractère universel de son action afin que l'aide accordée produise un véritable impact sur le fonctionnement des services postaux des pays récipiendaires.

S'agissant des objectifs prioritaires de développement, les objectifs globaux figurant dans le PGAW restent valables pour l'essentiel, sous réserve toutefois que ces objectifs se précisent au niveau des programmes, des projets et des activités en fonction des grandes options et des nouvelles orientations.

Les principes d'action définis par le Congrès de Washington devraient continuer à être appliqués sous réserve de certains ajustements. Je crois devoir relever que, parmi ces principes de base, figurent le renforcement et l'amélioration du système de la présence accrue de l'UPU sur le terrain par l'intermédiaire des Conseillers régionaux afin d'accroître l'impact des actions de coopération technique en faveur des Pays-membres de l'Union.

Je voudrais également souligner la nécessité de renforcer le système des projets intégrés pluriannuels instauré à la suite des orientations du Congrès de Washington. Outre l'efficacité de l'aide fournie, ce système vise à responsabiliser davantage les pays bénéficiaires conformément à la politique du système des Nations Unies en la matière.

Parmi les autres questions nécessitant une attention particulière de la part de votre Commission, je voudrais en relever trois. La première concerne les ressources humaines et la formation qui constituent un des éléments indispensables pour le développement de la poste. La politique en la matière devrait être orientée compte tenu de l'environnement dans lequel les Administrations postales opèrent.

Au sujet de la formation, je voudrais souligner que je n'ai jamais vu une seule Administration postale, une seule organisation dans le monde, qui a pu progresser sans le développement de la formation. Bien que les autres décisions à prendre par le Congrès soient très importantes, je dois vous dire que les ressources humaines sont des outils essentiels pour toute organisation. Pour cette raison, je vous prie d'ouvrir la porte à la formation et je peux vous assurer que tous les problèmes peuvent être résolus.

La seconde question porte sur le Groupe d'action pour le développement postal (GADP) dont le rôle essentiel consiste en la recherche de ressources supplémentaires pour le développement du secteur postal, notamment auprès des institutions bancaires.

Il y a dix ans que nous avons commencé cette affaire et les résultats sont importants.

Lors de la première visite que j'ai effectuée à la Banque mondiale, celle-ci n'avait aucun intérêt pour travailler avec la poste et tout était conditionné à élaborer des projets avec le secteur des télécommunications. Mais maintenant les choses ont changé et la Banque mondiale travaille déjà avec l'UPU pour le développement de projets viables et concrets.

La troisième question porte sur le financement des activités d'assistance technique de l'UPU. Afin de favoriser l'intégration des pays en développement dans un réseau postal universel performant, la communauté internationale et les pays bénéficiaires eux-mêmes doivent consentir des efforts financiers de plus en plus importants.

En effet, compte tenu notamment de la diminution de la capacité financière du PNUD et des besoins croissants des pays en développement, des moyens adéquats au titre de l'UPU devraient être dégagés afin d'aider les pays défavorisés, en complément aux efforts consentis par ceux-ci, à réaliser les objectifs, les programmes et les projets qui auront été identifiés comme prioritaires. Les contributions substantielles des pays donateurs sont plus que jamais indispensables.

Mais, au-delà du système traditionnel d'assistance, il s'agira d'instaurer un véritable partenariat qui engagerait deux ou plusieurs pays bénéficiaires et les bailleurs de fonds, avec, si nécessaire, une intervention de l'UPU en qualité de promoteur.

Je suis persuadé que, grâce à la bonne volonté et à la solidarité qui ont toujours caractérisé les relations entre les Pays-membres de notre Union, les décisions qui seront prises par votre Commission aboutiront à des résultats fructueux dans l'intérêt de tous.

Je pense qu'il faut avoir notre volonté de faire et la volonté politique du gouvernement. A mon avis, la coopération technique doit être le moteur de vos institutions, il faut que les décisions prises dans cette Commission nous amènent sur le bon chemin.

Je vous souhaite plein succès dans vos travaux et vous remercie de votre attention.

Deuxième séance

Lundi 29 août 1994, 9 h 35

Présidence de M. J.C. Kasama, Président

Communication	Le Président a remercié la Corée (Rép.) pour les excursions organisées le samedi 27 août 1994.
Quorum	Le Président, après avoir constaté que le quorum (79 pays) exigé est atteint, a déclaré que la Commission peut délibérer valablement.
Procuration	La Lettonie est représentée par la Finlande.
Assistance technique au sein de l'UPU	Le Sous-Directeur général chargé de la coopération au développement a fourni les indications ci-après, en réponse aux dernières interventions de la première séance de la Commission au sujet du Congrès – Doc 49 «Assistance technique au sein de l'UPU».
Congrès – Doc 49	<p>En ce qui concerne la progression des dépenses au titre des experts et des consultants durant la période quinquennale écoulée, il s'agit de missions demandées par les pays bénéficiaires eux-mêmes. S'agissant des projets nationaux financés par le PNUD, le pays bénéficiaire est souverain dans la détermination des éléments du projet et des moyens de l'aide. Les projets intégrés pluriannuels (PIP), financés par l'UPU, font eux aussi l'objet d'un processus de consultation au niveau de la programmation et on tient pleinement compte des besoins et des souhaits des pays concernés. Par conséquent, les missions d'experts et de consultants ne sont pas imposées aux pays.</p> <p>Au sujet de l'utilité des missions d'experts et de consultants, le résultat final dépend de plusieurs facteurs, à savoir:</p> <ul style="list-style-type: none">– le degré de précision des termes de référence;– les travaux préparatoires accomplis par le pays bénéficiaire avant le démarrage de la mission;– la qualité professionnelle du consultant ou de l'expert;– le degré d'engagement du personnel de contrepartie;– le mécanisme mis en place et la motivation pour la mise en œuvre des recommandations formulées par le consultant international.

A l'occasion des missions d'experts et de consultants, les pays bénéficiaires sont appelés à détacher à plein temps un ou plusieurs fonctionnaires en qualité d'homologues afin de renforcer les capacités nationales et d'assurer le suivi des travaux entrepris.

En ce qui concerne la suggestion portant sur la réorientation de la modalité de l'assistance technique de l'UPU et la proposition de s'inspirer de celle de l'UPAEP en vue de mieux adapter les actions d'aide aux besoins des pays bénéficiaires, on peut relever que le nouveau concept de l'assistance technique de l'UPU, qui consiste notamment en la fourniture de l'aide sous forme de projets intégrés pluriannuels, correspond dans une très large mesure au système de l'UPAEP. En effet, le nouveau concept prévoit une analyse de l'ensemble de la situation des services postaux des pays bénéficiaires et des révisions des PIP qui tiennent compte des nouveaux besoins, en principe dans la limite des ressources affectées aux pays concernés.

Orientation
et programme
d'action pour
la période
quinquennale
1996-2000

En introduisant le Congrès – Doc 51/Rev 1 relatif à l'orientation et au programme d'action en matière d'assistance technique et aux moyens nécessaires, le Sous-Directeur général chargé de la coopération au développement indique que le document porte sur les perspectives d'avenir et les programmes d'action pour la période 1996-2000, qui sont subordonnés à un environnement économique qui s'annonce difficile et à l'érosion de la capacité financière du PNUD. Par ailleurs, les objectifs prioritaires de développement de cette institution de financement ne coïncident pas avec les grandes préoccupations du secteur postal.

Congrès – Doc 51/
Rev 1

Proposition 029

En ce qui concerne la définition des pays prioritaires, il est proposé de maintenir les critères adoptés par le Congrès de Washington. Aussi, les pays les moins avancés (PMA) bénéficient de la première priorité et les autres pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure), selon le classement de la Banque mondiale, ont la deuxième priorité.

S'agissant des objectifs prioritaires de développement, les objectifs globaux fixés par le PGAW restent valables pour l'essentiel. Quatre objectifs prioritaires de développement sont retenus, en harmonie avec ceux du Plan stratégique de l'UPU:

- Amélioration du système des comptes internationaux (Objectif 2 du Plan stratégique).
- Amélioration de l'exploitation et de la qualité de service (Objectif C du PGAW et 3 du Plan stratégique).
- Identification des marchés et des besoins de la clientèle (Objectifs A et B du PGAW et 4 du Plan stratégique).
- Renforcement et modernisation des structures et des modes opératoires (Objectif D du PGAW et 5 du Plan stratégique).

Au plan régional, les objectifs de développement tiennent compte des réalités propres à chaque région et des constatations faites lors des réunions à haut niveau tenues dans presque toutes les régions.

Les principes d'action fixés par la résolution C 6/1989 devraient continuer à être appliqués sous réserve de certains ajustements. Les principes d'action essentiels qui devraient être appliqués et qui s'appuient sur le programme 6.10 du Plan stratégique sont:

- l'insertion des plans de développement postal dans les plans nationaux;
- l'adoption d'une politique de décentralisation accrue, notamment grâce à la présence accrue sur le terrain;
- le perfectionnement du système des projets intégrés pluriannuels (PIP), qui vise notamment à la responsabilisation des nationaux en matière de programmation et d'exécution;
- la coordination accrue avec les pays qui pratiquent l'assistance technique à titre bilatéral et l'adoption de nouvelles approches pour la mobilisation des ressources;
- le renforcement des relations avec les Unions restreintes, les Commissions économiques et d'autres organismes concernés.

On espère que, malgré les difficultés actuelles, le PNUD continuera à être la source principale de financement pour les projets postaux nationaux et régionaux.

Les pays bénéficiaires eux-mêmes doivent consentir un effort supplémentaire, en prenant en charge une partie des frais de l'assistance fournie sous forme de PIP. Cette contribution peut se situer entre 25 et 50 %, selon la capacité des Administrations bénéficiaires.

Le document reprend également l'idée de Build – Lease – Transfer (location-vente) pour faciliter le transfert de technologie entre le Nord et le Sud.

Par ailleurs, il faudrait intensifier la recherche de nouvelles sources de financement, telles que les institutions bancaires. Les contacts avec les différents bailleurs de fonds devraient être poursuivis par l'UPU et ses Conseillers régionaux, par les Unions restreintes, par le GADP ainsi que par les pays bénéficiaires eux-mêmes.

Les moyens humains affectés aux activités opérationnelles sont les experts et les consultants au titre du PNUD, les fonctionnaires du siège, les Conseillers régionaux et les consultants engagés pour des missions ponctuelles, essentiellement dans le cadre des PIP.

La Hongrie (Rép.), chargée à cet effet par le Conseil exécutif, a présenté le projet de résolution (proposition 029) en soulignant les points les plus saillants.

Les interventions relatives au Congrès – Doc 51/Rev 1 et à la proposition 029 peuvent être résumées comme suit:

- plusieurs délégations ont exprimé leur satisfaction pour la qualité du document qui renseigne sur les actions à entreprendre pour les cinq années à venir;

- une délégation a proposé que l'UPU revoie la modalité de l'assistance technique et s'inspire de la méthode appliquée au sein de l'UPAEP. Le représentant de cette Union restreinte a expliqué que les ressources de la coopération technique au sein de l'UPAEP sont prévues selon un système de distribution des ressources à tous les pays; les pays qui n'utilisent pas les ressources qui leur reviennent les mettent à la disposition d'autres pays. Une autre délégation a demandé que l'UPAEP prépare un document d'information à l'intention de tous les membres du Congrès pour décrire la méthode appliquée au sein de cette Union restreinte;
- plusieurs délégations ont indiqué que les efforts provenant des pays en développement eux-mêmes sont essentiels. Une délégation a souligné que les autorités nationales doivent s'engager totalement dans les projets d'assistance technique; les pays doivent être conscients des contraintes budgétaires de la coopération technique. Ils doivent, à long terme, devenir autosuffisants ou moins dépendants des donateurs qu'actuellement.

Il a par ailleurs été indiqué que:

- les experts et consultants doivent jouer un rôle plus actif afin de préparer le personnel de contrepartie à prendre le relais une fois que les missions du personnel international seront terminées;
- le développement des activités en matière de philatélie constituerait une source de revenus appréciable pouvant aider au développement des services postaux;
- l'UPU doit s'efforcer d'aider les Administrations à accéder aux ressources des bailleurs de fonds internationaux en poursuivant une large diffusion du «Modèle de procédure» élaboré dans le cadre des activités du Groupe d'action pour le développement postal (GASP);
- les Administrations doivent, de leur côté, adopter des structures et systèmes de gestion de type commercial afin de convaincre les bailleurs de fonds de leur crédibilité;
- les ressources humaines et la formation doivent demeurer l'une des actions prioritaires de l'UPU;
- les Administrations devraient réserver un pourcentage de leur budget à la formation du personnel;
- l'UPU devrait consacrer davantage de ressources aux bourses de formation et un peu moins aux missions de consultants;
- plutôt que d'envoyer les stagiaires en formation à l'étranger, il conviendrait d'aider les pays à créer davantage d'écoles et y faire intervenir des experts ou consultants pour y dispenser des enseignements; les stagiaires formés à l'étranger ne sont pas toujours en mesure de faire bénéficier d'autres fonctionnaires de leurs connaissances;
- il conviendrait que l'UPU instaure ses propres critères pour la classification des «PMA postaux» en se fondant sur d'autres indicateurs de développement que ceux adoptés par les Nations Unies;
- la rémunération des Conseillers régionaux ne devrait pas être imputée au budget de l'assistance technique;

- il importe que les recettes des frais terminaux soient utilisées pour le développement de la poste. A cette fin, il faut encourager la poste à obtenir un statut qui lui permette d'avoir accès à ces recettes;
- les activités d'évaluation doivent être développées pour que les agences d'aide internationale (comme le PNUD) puissent apprécier l'utilité des activités réalisées et l'utilisation des moyens fournis à un projet;
- la CTPD doit être pratiquée de façon plus systématique, notamment dans les relations entre les pays appartenant à la même région;
- l'importance des Unions restreintes dans les activités de coopération technique exige qu'un mandat fixant les modalités de collaboration entre l'UPU et les Unions restreintes soit fixé;
- l'UPAEP s'est félicitée du fait que les Unions restreintes doivent jouer un rôle plus important et a proposé que la mise en œuvre de certaines activités identifiées dans le Plan stratégique de l'UPU soient confiées aux Unions restreintes. Il a été suggéré que l'UPU passe des contrats ponctuels avec les Unions restreintes pour certains projets et que les Conseillers régionaux soient en quelque sorte des «vérificateurs» de la réalisation de ces projets. Cela donnerait aussi une meilleure image de marque à la présence accrue de l'UPU sur le terrain;
- pour obtenir des ressources supplémentaires, l'UPU doit coopérer de façon plus systématique avec les Unions restreintes et les Commissions économiques régionales. Par ailleurs, l'instauration du système de partenariat entre pays développés et pays en développement permettrait d'élargir les possibilités de financement des projets postaux;
- les PIP devraient exclusivement être réservés aux bourses et aux achats d'équipements; les missions de consultants devraient être prises en charge par d'autres moyens (d'autres Administrations postales ou partenaires).

La Grande-Bretagne a présenté oralement une proposition d'amendement au projet de résolution (proposition 029), qui consistait à ajouter un nouveau tiret dans le dispositif «charge» n° 3, qui s'intitule comme suit: «tenir les Administrations postales informées au sujet des sources de financement de l'assistance technique, autres que celles de l'UPU et du PNUD, ainsi que des procédures d'obtention de fonds de ces sources».

Le Sous-Directeur général chargé de la coopération au développement a remercié toutes les délégations pour leurs contributions au débat. Il a en outre répondu comme suit aux observations et aux questions posées:

- consciente du fait que la philatélie peut constituer une source importante de recettes pour les Administrations postales, l'UPU organise régulièrement des colloques sur la philatélie pour les encourager dans cette activité. Des activités de formation dans ce domaine sont menées dans le cadre des projets intégrés pluriannuels;
- des actions en matière d'EDI sont prévues dans chaque région au titre de la contribution à la mise en œuvre du Plan stratégique soumis au Congrès;
- jadis, l'UPU avait un système de classification des pays qui tenait compte des pays les moins avancés postalement. Cependant, comme cette classification n'était pas la même que celle de l'ONU et qu'elle introduisait certaines distorsions, l'UPU a abandonné son système de classification des «PMA postaux»;

- la question de l'utilisation des recettes provenant des frais terminaux pour l'amélioration des services postaux dans le cadre de l'assistance technique doit relever du choix des pays qui restent souverains en la matière;
- le «Modèle de procédure» élaboré par le GADP permet aux Administrations d'être mieux informées sur la manière d'approcher les banques et d'autres bailleurs de fonds;
- les activités d'évaluation des projets d'assistance technique sont essentielles pour l'amélioration des résultats de l'assistance technique. Il est prévu de recruter des consultants extérieurs pour effectuer des travaux d'évaluation pour en assurer la totale transparence;
- le Bureau international est conscient de l'importance de la formation et des ressources humaines, domaines soulignés par plusieurs délégations. Cette question sera examinée plus en détail lors de l'examen du Congrès – Doc 53 et de la proposition 032;
- la coopération technique entre pays en développement (CTPD) constitue l'une des dimensions essentielles de l'assistance technique; c'est la raison pour laquelle ce sujet fait l'objet d'un document séparé que la Commission examinera prochainement au titre du Congrès – Doc 52b et de la proposition 031;
- il existe des accords de coopération entre l'UPU et les Unions restreintes; des activités concrètes sont menées en commun entre l'UPU et les Unions restreintes; en outre les Conseillers régionaux collaborent très étroitement avec les Unions restreintes;
- le Bureau international avait informé, en 1992, les Administrations postales des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique de la possibilité de recourir à l'aide financière au titre de la coopération entre les pays de la Communauté européenne et les pays susmentionnés (Convention de Lomé IV); très peu de réponses des Administrations postales sont parvenues au Bureau international jusqu'à présent; les Conseillers régionaux continuent à assurer le suivi de ce dossier afin d'aider les Pays-membres à effectuer les demandes nécessaires auprès des divers organes compétents.

La Commission a pris acte du Congrès – Doc 51/Rev 1.

En référence à la proposition de certaines délégations et d'une Union restreinte (UPAEP) de réorienter la modalité de l'assistance technique de l'UPU en s'inspirant de la méthode appliquée au sein de l'UPAEP, la Commission recommande au Congrès de charger le futur Conseil d'administration d'entreprendre une étude de la question d'une éventuelle réorientation de la modalité de l'assistance technique dans le sens indiqué par l'UPAEP.

Le Président a proposé à la Commission d'examiner le projet de résolution qui fait l'objet de la proposition 029.

La Commission a approuvé la proposition 029 avec l'amendement suivant:

- dans le dispositif sous «charge» n° 3, ajouter un tiret selon la proposition de la Grande-Bretagne, à savoir:
- tenir les Administrations postales informées au sujet des sources de financement de l'assistance technique, autres que celles de l'UPU et du PNUD, ainsi que des procédures d'obtention de fonds de ces sources.

La séance est levée à 12 h 55.

Au nom de la Commission:

Le Président,
J.C. Kasama

Le Secrétaire,
I. Haider

Le Secrétaire adjoint,
V. Chandrasiri

Les Assistants,
R. Cuadra
P. Pettersson

Troisième séance

Mardi 30 août 1994, 9 h 30

Présidence de M. J.C. Kasama, Président

Procurations	Monaco est représenté par la France et la Lettonie par la Finlande.
Quorum	Le Président, après avoir indiqué que le quorum (80 pays) exigé est atteint, a déclaré que la Commission peut délibérer valablement.
Présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique	En introduisant le Congrès – Doc 54, le Sous-Directeur général chargé de la coopération au développement a indiqué que ce document a pour but d'informer la Commission 9 et le Congrès des résultats de la première expérience de la mise en œuvre de la présence accrue de l'UPU sur le terrain. Il a signalé que les programmes de travail des Conseillers régionaux ont été organisés de façon à donner la priorité aux différents travaux de programmation, d'analyse du fonctionnement des services postaux, d'élaboration des projets PNUD, de mobilisation des ressources et de représentation de l'UPU à certaines réunions techniques régionales.
Congrès – Doc 54	
Proposition 034	<p>Compte tenu du fait que les travaux au titre du 5e cycle de programmation du PNUD 1992–1996 ont déjà commencé en 1991, les programmes de travail des Conseillers régionaux visaient en particulier l'analyse du fonctionnement des services et la négociation des projets d'assistance technique identifiés à la suite de cette analyse.</p> <p>Il a indiqué que, conformément à la résolution C 21 du Congrès de Washington, un rapport d'évaluation se basant sur une soixantaine de réponses de pays participants a été soumis l'an dernier au CE. Le Congrès – Doc 54 se fonde sur l'analyse des réponses en provenance de 89 pays sur 105 pays visités par les Conseillers régionaux. Du point de vue quantitatif et qualitatif, les résultats de l'évaluation sont jugés positifs.</p> <p>Les domaines dans lesquels les interventions des Conseillers régionaux sont jugées fructueuses par les pays sont:</p> <ul style="list-style-type: none">– la programmation et l'élaboration de projets: 79 %;– la promotion et la sensibilisation: 60 %. <p>Parmi les domaines dans lesquels les résultats les plus significatifs sont obtenus, les pays ont cité la sensibilisation des autorités nationales sur les besoins de la poste, la planification des services et l'aide dans la recherche de</p>

financement des projets postaux. L'élaboration des projets intégrés pluriannuels (PIP) a été fréquemment mentionnée comme une contribution importante fournie par les Conseillers régionaux.

En ce qui concerne l'appréciation de caractère général, 89 % des pays ont indiqué que la présence d'un Conseiller régional leur offre la possibilité de discuter leurs problèmes avec un interlocuteur suffisamment compétent et facilement accessible; 88 % ont considéré que la continuité de la présence de l'UPU sur le terrain par l'intermédiaire des Conseillers régionaux est importante pour leurs services.

Au sujet des mesures à prendre pour l'amélioration du système, un nombre important de pays ont exprimé l'avis que les résultats obtenus jusqu'à présent pourraient être améliorés grâce aux mesures mentionnées à l'annexe 4 du document 54. Il s'agit notamment d'une plus grande collaboration entre le Conseiller régional et l'Administration postale visitée, de la disponibilité des données statistiques fiables, des préparatifs plus soignés des missions et des efforts de suivi plus poussés de la part des Administrations bénéficiaires.

Plusieurs pays sont en faveur de l'idée que les Conseillers régionaux aident les Administrations postales dans certains domaines opérationnels, par exemple l'acheminement, la formation sur le tas et l'élaboration du plan de développement.

Pour ce qui est des perspectives d'avenir, les Conseillers régionaux devront jouer un rôle dynamique dans l'application de la politique de l'UPU sur le terrain, la sensibilisation et la modernisation du secteur postal.

Afin que les Conseillers régionaux puissent répondre aux attentes de l'Union, il paraît nécessaire que le système actuel soit convenablement renforcé. A cet effet, diverses mesures sont proposées dans la section B, au chapitre VI du document 54, par exemple l'affectation d'experts associés ou de volontaires et la collaboration entre les Conseillers régionaux et des équipes opérationnelles «Task Force».

En raison des évolutions survenues dans les pays d'Europe centrale et orientale, la région compte maintenant une trentaine de pays en développement au lieu de 9 en 1991. Il est donc proposé de créer un nouveau poste de Conseiller régional pour cette région.

Les apports des six pays, à savoir, le Bénin, le Zimbabwe, l'Egypte, le Costa-Rica, la Thaïlande et l'Indonésie qui ont accueilli les bureaux des Conseillers régionaux sont fortement appréciés.

Le Japon a présenté à la Commission la proposition 034, en signalant l'importance du système pour le développement des services postaux ainsi que les effets positifs de cette expérience.

Les observations et commentaires des membres de la Commission sur le Congrès – Doc 54 et la proposition 034 se résument comme suit:

- Plusieurs délégations ont exprimé leur satisfaction pour les résultats positifs de la première expérience de la mise en œuvre de la présence accrue de l'UPU sur le terrain, en signalant l'importance du rôle des Conseillers régionaux dans l'analyse du fonctionnement des services postaux et l'élaboration des projets d'assistance technique.

- Les différentes mesures proposées dans le Congrès – Doc 54 portant sur le renforcement des bureaux des Conseillers régionaux et en particulier celles concernant la création des équipes opérationnelles et l'affectation des experts associés et volontaires ont été fermement appuyées.
- Plusieurs intervenants ont appuyé l'initiative de créer un poste de Conseiller régional pour l'Europe centrale et orientale compte tenu des changements politiques survenus dans cette région au cours de ces dernières années.
- Les Conseillers régionaux devraient être pleinement associés à la mise en œuvre de la Stratégie postale de Séoul.
- Les Conseillers régionaux pourraient apporter une contribution importante dans les domaines de la planification et de l'exploitation postales. Cette catégorie de personnel doit avoir les qualifications professionnelles requises.
- Le système de la présence accrue de l'UPU sur le terrain doit être évalué de façon continue, afin d'en accroître l'efficacité.
- Le Suriname, tout en étant membre de l'UPAEP, souhaite figurer parmi les pays des Caraïbes pour ce qui concerne les activités des Conseillers régionaux.
- Compte tenu de l'incidence financière importante du système et de la réduction conséquente des fonds affectés aux activités purement opérationnelles de la coopération technique, il importe que le système de la présence accrue de l'UPU sur le terrain soit réexaminé dans son ensemble et les nouvelles ressources visant son financement dégagées.
- Chaque Conseiller régional doit se voir fixer des objectifs précis en termes de projets à élaborer et à mettre en œuvre. A titre d'exemple, il peut être exigé d'un Conseiller régional d'élaborer au moins six projets de développement par an, dont trois doivent trouver un financement.
- La charge de travail du Conseiller régional responsable pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes est très lourde, cette région étant composée de 41 pays et territoires en développement; la création d'un poste de Conseiller régional exclusivement consacré aux pays des Caraïbes s'avère nécessaire et urgente. Un amendement à la proposition 034, qui vise à créer un poste de Conseiller régional pour les pays de la sous-région des Caraïbes, a été examiné par la Commission. L'amendement a reçu l'appui de nombreuses délégations représentant les Caraïbes et d'autres régions.
- Pour résoudre le problème de financement consécutif à la création d'un poste de Conseiller régional pour la sous-région des Caraïbes, le Secrétaire général a proposé à la Commission de créer le poste en question en transformant un poste P 3 à la Division de la coopération au développement au Bureau international en poste de Conseiller régional.

La Commission a approuvé le Congrès – Doc 54 et la proposition 034, avec l'amendement concernant la création du poste de Conseiller régional pour la sous-région des Caraïbes.

Financement de l'assistance technique

Congrès – Doc 55

A la suite des remarques liminaires faites par le Président, le Sous-Directeur général chargé de la coopération au développement a présenté le Congrès – Doc 55 qui vise à fournir au Congrès les indications nécessaires sur les moyens propres à financer le Plan stratégique ainsi que les programmes régionaux en matière de coopération technique figurant au Congrès – Doc 51/Rev 1.

Proposition 035

Il a signalé que le montant des ressources nécessaires pour aider les pays à mettre en œuvre les objectifs prioritaires, les objectifs régionaux et les activités des Conseillers régionaux pour la période 1996–2000 est de 64,3 millions de francs suisses, et que le problème principal est de trouver les moyens pour financer un programme d'une telle envergure, car les ressources traditionnelles de l'assistance technique de l'UPU ne suffisent pas.

En ce qui concerne le financement des projets par le PNUD, il a signalé qu'il dépend en grande partie de l'effort des Administrations postales de faire reconnaître, par les autorités nationales de programmation et de développement, l'importance du secteur postal.

Pour ce qui est du budget de l'Union, il est proposé une adaptation du montant arrêté à Washington (1 817 200 CHF par année) à l'augmentation du coût de la vie encourue depuis 1989. L'estimation du montant ajusté à 2 290 000 CHF est indiquée pour l'année 1996 à la proposition 035. Le Sous-Directeur général a signalé également que, contrairement à la pratique appliquée jusqu'à présent où le montant arrêté par le Congrès restait inchangé pendant toute la période quinquennale, le Conseil exécutif propose une adaptation annuelle aux coûts de la vie selon le taux fixé par les Nations Unies pour les ajustements des budgets des institutions du système des Nations Unies.

S'agissant du Fonds spécial UPU, un nouveau rappel a été fait afin de pouvoir compter sur les nouvelles contributions des pays, compte tenu du fait que ce Fonds ne disposera plus de l'injection importante dont il a pu bénéficier de la part du Gouvernement de la Confédération suisse dans la période quinquennale précédente.

Afin de pouvoir réaliser les projets identifiés pour appuyer le Plan stratégique, il a été signalé qu'il faudra pouvoir compter sur la participation aux coûts par les pays bénéficiaires eux-mêmes.

Proposition 035

La délégation de la Tanzanie (Rép. unie) a présenté à la Commission la proposition 035 sur le financement des activités d'assistance technique de l'UPU, en soulignant la nécessité absolue de disposer des moyens nécessaires pour mettre en œuvre les activités essentielles d'assistance technique envisagées dans le Plan stratégique de l'UPU et les programmes régionaux.

Les interventions des délégations peuvent être résumées comme suit:

- Du fait que les Conseillers régionaux sont chargés des activités d'ordre général en plus de celles relevant purement de l'assistance technique, il paraît nécessaire d'imputer une partie des dépenses y relatives au budget global de l'Union.
- Compte tenu de l'environnement économique actuel, la politique qui vise à promouvoir la mise en œuvre des projets se fondant sur le principe du cofinancement et du partage des coûts mérite d'être soutenue et appliquée.

- Du fait que la présence accrue sur le terrain absorbe un pourcentage important des allocations destinées à la coopération technique, il importe que les Conseillers régionaux soient aptes à aider les pays en développement dans divers domaines et en particulier dans la détermination des termes de référence des missions, la surveillance de la mise en œuvre des programmes et l'évaluation.
- Pour résoudre le problème du financement de l'assistance technique, peut-être pourrait-on créer un Fonds d'investissement du développement postal.
- Il convient de préciser la notion du système Build – Lease – Transfer (BLT).
- Le recrutement des Conseillers régionaux localement permettrait de réaliser des économies en matière de présence accrue sur le terrain.

En réponse à des questions posées par certaines délégations, le Sous-Directeur général chargé de la coopération au développement a fourni les réponses suivantes:

- La question de la création d'un fonds de développement postal a fait l'objet d'un examen à maintes reprises dans le passé et même assez récemment à l'initiative d'un Pays-membre du GADP; cette suggestion n'a pas été retenue pour diverses raisons.
- Le système Build – Lease – Transfer (BLT) constitue un mécanisme pour faciliter le transfert de technologie. Il s'agit d'un système par lequel un pays en développement peut négocier, avec un partenaire d'un pays industrialisé fournisseur de technologie, un contrat sur l'implantation, la mise en œuvre et le transfert final d'une technologie, ainsi que sur la modalité de paiement.
- Selon les dispositions de la fonction publique internationale, il n'est pas possible de procéder au recrutement d'un Conseiller régional dans son pays d'origine. Par ailleurs, pour pouvoir bénéficier de nouvelles expériences, l'équipe des Conseillers régionaux est, en principe, renouvelable.
- Pour ce qui est du coût des Conseillers régionaux, l'affectation des volontaires et des experts associés vise à améliorer l'efficacité du système sans augmenter les frais.
- La contribution attendue des pays bénéficiaires d'aide, se situant entre 25 et 50 %, sera fixée par négociation et en fonction de la capacité de ceux-ci. La contribution des PMA à la réalisation des projets qui les concernent peut être fixée en principe à 25 %.
- La nécessité de privilégier le développement des ressources humaines a été prise en compte dans les programmes d'assistance technique pour la période 1996-2000.
- Le renforcement des rapports entre l'UPU et les Unions restreintes constitue un élément important de la politique de l'UPU. Le Directeur général de l'UPU, dès sa prise de fonctions en 1985, avait conclu des accords avec toutes les Unions restreintes, grâce auxquels des activités opérationnelles communes sont programmées et mises en œuvre dans presque toutes les régions.

- L'augmentation de 26 % indiquée au paragraphe 36 du Congrès – Doc 55 a été estimée en appliquant les taux d'inflation arrêtés pour les budgets des institutions de la famille des Nations Unies à Genève et non en fonction du taux d'inflation réelle en Suisse. Le Bureau international a appliqué rétroactivement la méthode d'adaptation du budget pour maintenir la «croissance zéro» que le Conseil exécutif voudra voir appliquée à l'avenir au montant attribué à l'assistance technique.

La Commission a pris note du Congrès – Doc 55 et a approuvé la proposition 035.

La séance est levée à 12 h 45.

Au nom de la Commission:

Le Président,
J.C. Kasama

Le Secrétaire,
I. Haider

Le Secrétaire adjoint,
V. Chandrasiri

Les Assistants,
R. Cuadra
P. Pettersson

Quatrième séance

Mercredi 7 septembre 1994, 9 h 35

Présidence de M. J.C. Kasama, Président

Communication Le Président a remercié l'Espagne, au nom de tous les participants, de la magnifique réception organisée le 6 septembre 1994.

Quorum Le Président, après avoir constaté, lors d'un deuxième appel, que le quorum (85 pays) exigé est atteint, a déclaré que la Commission peut délibérer valablement.

Approbation des rapports des première, deuxième et troisième séances Les rapports qui font l'objet des Congrès/C 9 – Rapp 1, Rapp 2 et Rapp 3 sont approuvés sans modification.

Procuration Monaco est représenté par la France.

Analyse du fonctionnement des services postaux dans les pays en développement En introduisant le Congrès – Doc 50 (et Corr 1), le Sous-Directeur général chargé de la coopération au développement a indiqué que ce document est composé d'une série de six rapports élaborés par les Conseillers régionaux et porte sur le fonctionnement des services postaux dans les pays de leur ressort.

Congrès – Doc 50 et 50/Corr 1 Les six rapports traitent de l'environnement socio-économique dans lequel les postes fonctionnent, son incidence sur les services publics en général, y compris la poste, du profil et des caractéristiques des services postaux dans les régions, de la mise en œuvre du PGAW, de l'état d'avancement en matière de ressources humaines, ainsi que des perspectives d'avenir pour les régions considérées.

Il ressort de l'analyse que:

- en général, le niveau du fonctionnement et la qualité des prestations sont liés au contexte socio-économique du pays. Malheureusement, la plupart des régions connaissent des situations économiques difficiles;

- les évolutions en matière de restructuration des services postaux sont satisfaisantes. La politique de dérégulation progressive menée par les gouvernements ainsi que les actions de promotion du PGAW, menées par l'intermédiaire des Conseillers régionaux, sont deux facteurs majeurs qui ont servi de catalyseurs dans ce domaine;
- un certain nombre de pays en développement ne disposent pas encore d'un plan de développement proprement dit. Lorsqu'un plan de développement existe, celui-ci représente souvent un répertoire des activités désirées, démunies de programmes et calendriers précis, et des apports financiers nécessaires. Dans ce secteur, le rôle des Conseillers régionaux doit être plus systématique;
- les pays qui peuvent prétendre à une politique générale en matière de ressources humaines sont encore peu nombreux. Il apparaît de l'analyse que la politique de formation doit être axée sur le renforcement accru des infrastructures nationales de formation afin de doter les pays d'une certaine autosuffisance en matière de formation;
- les Administrations postales sont devenues de plus en plus attentives à l'application des normes de qualité, même si les outils employés sont parfois rudimentaires. On constate que les PMA rencontrent des difficultés matérielles et financières importantes pour assurer un service de transport adéquat.

La plupart des délégations qui ont pris la parole au sujet du Congrès – Doc 50 (et Corr 1) ont exprimé leur satisfaction au sujet du contenu du document. Les interventions peuvent être résumées comme suit:

- la nécessité de connaître le degré d'évolution de la transformation des Administrations postales en vue de l'acquisition d'un statut d'entreprise commerciale a été soulignée. L'appui des Conseillers régionaux a été réclamé pour aider les Administrations postales dans cette transformation. Il a aussi été indiqué que, selon l'expérience d'un pays, il est nécessaire de bien préparer la poste à une autonomie avant qu'une séparation des entités poste et télécommunications ne soit effectuée;
- il importe que les recommandations faites dans le document en considération se traduisent en activités concrètes;
- la difficulté d'obtenir le financement du PNUD pour des projets postaux élaborés par les Conseillers régionaux en collaboration avec les Administrations postales a été évoquée. Il importe que les Conseillers régionaux assistent les Administrations postales à trouver d'autres sources de financement. Plusieurs intervenants ont également souligné l'intérêt pour les pays eux-mêmes de fournir le maximum de ressources disponibles sur place pour la mise en œuvre des projets de développement postal à leur profit;
- les Conseillers régionaux doivent consacrer suffisamment de temps dans les pays de mission afin d'aider ceux-ci à mettre en œuvre les recommandations et les projets;
- les Conseillers régionaux devraient avoir des mandats et des objectifs précis. On devrait notamment fixer un objectif pour chaque Conseiller régional concernant le nombre de projets à négocier et à faire aboutir en une année;

- les Conseillers régionaux devraient répondre aux qualifications professionnelles requises, pour exercer leurs fonctions de façon dynamique et efficace;
- il y a parfois un certain manque de souplesse de la part de l'UPU dans la planification et l'exécution des projets.

Le Sous-Directeur général chargé de la coopération au développement a remercié toutes les délégations pour leurs contributions au débat. Pour répondre aux observations faites, il a donné les explications suivantes:

- le document en examen renseigne sur l'état actuel de fonctionnement des services postaux des Administrations postales des pays en développement; il doit aider l'UPU à mieux programmer les activités; bien entendu, les Conseillers régionaux ont aussi fait des rapports individuels pour chacun des pays visités;
- le rôle des Conseillers régionaux dans les activités du GADP, notamment dans les efforts de mobilisation de ressources, est clairement défini (voir Congrès – Doc 54 et 56); cependant, il est important que les pays eux-mêmes se mobilisent pour trouver de nouvelles sources de financement;
- l'exécution des activités de l'UPU est vérifiée par des vérificateurs extérieurs qui attendent du Bureau international l'application stricte des dispositions en vigueur en ce qui concerne l'exécution des projets. Cela ne permet pas au Bureau international d'appliquer la souplesse réclamée par la délégation de la Nouvelle-Zélande; néanmoins, des initiatives allant dans le sens d'une certaine souplesse pourraient être prises – dans la limite prévue par le Règlement financier – à la suite de la décentralisation des activités vers les Conseillers régionaux;
- bien entendu, les Conseillers régionaux ont reçu un mandat pour leurs activités; or, quand ils ont pris leurs fonctions en 1991, l'activité la plus urgente était d'entreprendre les travaux relatifs au 5e cycle de programmation du PNUD. La raison principale pour laquelle ces travaux de programmation n'ont pas donné les résultats escomptés est la baisse de 25% de la capacité financière du PNUD.

La Commission a pris acte des Congrès – Doc 50 et 50/Corr 1.

L'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)	Le Sous-Directeur général chargé de la coopération au développement a présenté le Congrès – Doc 52a relatif à l'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA). Actuellement, 47 pays sont classés dans cette catégorie.
Congrès – Doc 52a	Le document constitue un rapport sur les actions entreprises par l'UPU en faveur des PMA pour la période 1991–1993 et sur les initiatives envisagées pour la période 1996–2000. Il fait également le point de la situation socio-économique et du fonctionnement des services postaux dans les PMA durant les années 1980 et l'évolution récente au début des années 1990.
Proposition 030	

Les PMA bénéficient d'une attention particulière de la part de l'UPU en raison de leur situation socio-économique. La part de l'aide accordée aux PMA au titre des ressources de l'UPU est passée de 27 % en 1980 à 39,7 % en 1987 et à 55 % en 1993 par rapport à l'assistance totale octroyée aux pays en développement.

Durant la période 1991–1993, les PMA ont été les premiers bénéficiaires des missions de programmation effectuées par les Conseillers régionaux. Des 71 projets intégrés pluriannuels (PIP) en cours d'exécution au 31 décembre 1993, 31 concernaient des PMA. En outre, le montant maximal d'un PIP destiné à un PMA s'élève à 72 500 francs suisses, tandis que ce montant se limite à 48 000 francs suisses pour les PIP destinés aux pays en développement de deuxième priorité. S'agissant des domaines d'activités entreprises au titre des PIP, plusieurs projets visaient à aider les pays à élaborer leur plan de développement, à améliorer la qualité de service et leur système de statistique ainsi que de comptabilité internationale.

Sur la base des besoins particuliers à chaque région ou pays, les domaines prioritaires dans lesquels l'aide pourrait être portée en faveur des PMA pour la période 1996–2000 seraient les suivants:

- mise en place d'un système de contrôle de la qualité de la distribution du courrier (notamment par la formation de spécialistes);
- développement et implantation d'un système de localisation des envois (fourniture d'équipements);
- amélioration de la gestion (notamment plan de développement et création d'une cellule de planification);
- modernisation des méthodes comptables: formation de spécialistes et fourniture d'équipement informatique.

Comme il a été indiqué dans le Congrès – Doc 51/Rev 1, les PMA doivent également participer financièrement à la réalisation des projets mis en œuvre en leur faveur (à hauteur d'environ 25 %). Par conséquent, les PMA sont invités à mobiliser toutes les ressources humaines, financières et matérielles disponibles à l'intérieur du pays.

Le Bénin, chargé à cet effet par le Conseil exécutif, a présenté le projet de résolution (proposition 030) en soulignant les points les plus saillants.

Les délégations qui ont pris la parole ont exprimé leur satisfaction pour le contenu du Congrès – Doc 52a et ont apporté leur appui à la proposition 030. La Sierra Leone a suggéré d'ajouter à la proposition que les PMA doivent identifier et renforcer les domaines susceptibles d'accroître leurs sources de revenus, telles que la philatélie, la comptabilité internationale, et élaborer de nouvelles stratégies commerciales. L'UPU doit les aider dans ces activités.

Le Congo (Rép.) a proposé une modification d'ordre rédactionnel à la proposition 030, qui a été approuvée.

Par ailleurs, certaines délégations ont informé la Commission sur les séminaires que l'Administration postale de leur pays avaient organisés en faveur des PMA et sur des activités prévues.

La Commission a pris acte du Congrès – Doc 52a et a adopté la proposition 030 avec les amendements proposés.

Coopération
technique entre pays
en développement
(CTPD)

Congrès – Doc 52b

Proposition 031

Le Sous-Directeur général chargé de la coopération au développement a commenté le Congrès – Doc 52b relatif à la coopération technique entre pays en développement (CTPD). Selon la récente redéfinition donnée par le Comité à haut niveau, le concept de la CTPD consiste en la réalisation de programmes conçus, financés et exécutés par les pays en développement eux-mêmes dans le cadre de la coopération de gouvernement à gouvernement ou d'institution à institution. L'activité vise à un partage d'expérience et de savoir-faire.

Compte tenu des difficultés financières auxquelles sont confrontées les agences d'aide internationale et de la nécessité de promouvoir et d'accélérer l'accès des pays en développement à une autosuffisance collective, il est indispensable d'accroître systématiquement la collaboration Sud-Sud, en complément à la coopération technique traditionnelle Nord-Sud.

Le Plan stratégique de l'UPU prévoit la promotion de cette forme de coopération, notamment par des actions de sensibilisation et grâce à la présence sur le terrain des Conseillers régionaux.

La Chine (Rép. pop.), chargée à cet effet par le Conseil exécutif, a présenté le projet de résolution (proposition 031), en soulignant les points les plus saillants.

Toutes les délégations qui sont intervenues ont exprimé leur satisfaction pour le contenu du document Congrès – Doc 52b et ont apporté leur appui à la proposition 031. Certaines délégations ont informé la Commission des activités de CTPD entreprises par leur Administration postale ou dans leur région et sur les actions prévues.

Il a par ailleurs été indiqué que:

- la CTPD peut jouer un rôle important dans les activités de restructuration des Administrations postales;
- parmi les activités de sensibilisation prévues dans le cadre de la CTPD, il serait souhaitable d'ajouter le thème «marketing»;
- les Conseillers régionaux devront apporter leur concours dans la mise en œuvre des activités de CTPD, notamment en informant les pays de leur ressort des expertises et des technologies disponibles dans la région.

La Commission a pris acte du Congrès – Doc 52b et a adopté la proposition 031.

A la fin de la séance, la délégation de la Sierra Leone a fait oralement une suggestion concernant le renforcement de la Division de la coopération au développement. Cependant, étant donné que la Commission ne disposait pas d'un texte précis à ce sujet, il a été proposé qu'un projet soit rédigé et présenté à la Commission lors de sa cinquième et dernière séance. Cette suggestion a été acceptée.

La séance est levée à 12 h 45.

Au nom de la Commission:

Le Président,
J.C. Kasama

Le Secrétaire,
I. Haider

Le Secrétaire adjoint,
V. Chandrasiri

Les Assistants,
R. Cuadra
P. Pettersson

Cinquième séance

Jeudi 8 septembre 1994, 9 h 50

Présidence de M. J.C. Kasama, Président

Procuration

Monaco est représenté par la France.

Quorum

Le Président, après avoir indiqué que le quorum (85 pays) exigé est atteint, a déclaré que la Commission peut délibérer valablement.

Ressources
humaines et
formation

Congrès – Doc 53

Propositions 032
et 033

En introduisant le Congrès – Doc 53, concernant les ressources humaines et la formation, le Sous-Directeur général chargé de la coopération au développement a signalé que ce document a pour but d'informer la Commission et le Congrès des principes fondamentaux sur lesquels la politique de l'UPU a été conçue et appliquée en la matière. Il a également indiqué que le document présente un bilan sur les efforts déployés depuis le Congrès de Washington dans le domaine considéré.

Après une analyse de la situation des systèmes de formation et des politiques pratiquées en matière de gestion des ressources humaines, le document propose des actions complémentaires aux programmes déjà entamés depuis le Congrès de Washington.

Le programme d'assistance technique en matière de ressources humaines proposé repose essentiellement sur le développement de la formation modulaire au sein des écoles postales et le développement de la gestion moderne des ressources humaines, inspirés des techniques de planification, de la gestion informatisée, de la motivation du personnel, de l'orientation de la gestion vers les nouvelles fonctions de la poste en tant qu'entreprise commerciale.

La formation modulaire est axée sur le principe du transfert de technologie en matière de gestion des ressources humaines, car elle permet aux Administrations de disposer de gestionnaires des ressources humaines, de concepteurs de cours capables d'analyser les positions de travail et de concevoir des systèmes de formation appropriés et des formateurs maîtrisant les techniques d'enseignement.

Les systèmes de formation modulaire ont démontré leur efficacité puisque plusieurs organisations du système des Nations Unies ont adopté cette technique.

L'action de l'UPU dans le domaine considéré doit être axée prioritairement sur la formation des cadres moyens et des futurs spécialistes dans les nouveaux métiers de la poste.

Proposition 032

Le Costa-Rica a présenté la résolution 032 en soulignant l'importance du développement des ressources humaines pour les Administrations postales ainsi que la nécessité de mettre en œuvre le système de formation modulaire, compte tenu du fait que celui-ci permettra aux pays en développement de renforcer leurs capacités locales et de réduire les coûts de la formation.

Les observations et commentaires des membres de la Commission sur le Congrès – Doc 53 et la proposition 032 se résument comme suit:

- Le Congrès – Doc 53 a reçu l'appui de tous les intervenants qui ont relevé le rôle clé des ressources humaines et de la formation dans le développement des services postaux.
- Plusieurs délégations ont fait part de leurs expériences dans les domaines considérés. Il s'agit de l'application des nouvelles stratégies portant sur la valorisation des ressources humaines à la suite des mesures de restructuration. Selon ces expériences, aucun effort visant à la modernisation et la commercialisation des postes ne pourrait aboutir aux résultats escomptés sans une refonte complète de la stratégie en matière de ressources humaines et de formation du personnel.
- Le développement des cours dans les domaines de la gestion, de l'informatique et de la commercialisation a été recommandé.
- Compte tenu des changements rapides que connaît le marché postal, il a été considéré nécessaire que les programmes de cours évoluent continuellement.
- La France, qui a fait une déclaration appuyée sur la nécessité de poursuivre des efforts dans le domaine de la formation, a informé la Commission que sa contribution financière au Fonds spécial UPU sera portée de 35 000 CHF à 125 000 CHF.
- Le Secrétaire général du Congrès a remercié la France de cette initiative et a invité les pays développés à accroître leurs efforts pour appuyer les nouvelles stratégies de l'UPU en matière de formation et de ressources humaines.
- L'idée d'implanter le système d'enseignement modulaire au sein de l'UPU a reçu un appui unanime.
- Une délégation (Brésil), appuyée par plusieurs autres, a suggéré d'amender la proposition 032 de façon à inciter les Administrations postales à réserver un montant adéquat représentant un certain pourcentage de la masse salariale ou du revenu, à la formation. Une délégation (Nigeria), appuyée par une autre (Ghana), a suggéré que ce montant représente 5 à 20 % du revenu des Administrations.
- Soumise au vote, la modification suggérée par le Nigeria a été rejetée avec 2 voix pour, 69 contre et 22 abstentions.

La Commission a approuvé le Congrès – Doc 53 et la proposition 032 avec l'amendement concernant la recommandation qui consiste à réserver un pourcentage du revenu ou de la masse salariale à la formation.

Propositions 033 et 045

La proposition 033, relative à la création d'un institut des hautes études postales sous l'égide de l'UPU, a été présentée par son auteur, la Corée (Rép.). La proposition en question vise à charger le Conseil d'exploitation d'étudier conjointement avec le Bureau international la possibilité de mettre sur pied ledit institut. La Corée (Rép.) a signalé qu'elle était d'accord avec l'amendement proposé par la Grande-Bretagne (proposition 045), qui vise à modifier le dispositif chargeant le Conseil d'exploitation d'étudier cette question en tenant compte des structures et du potentiel des écoles de gestion existantes et des écoles de gestion en général qui se trouvent dans le monde, ainsi que des conséquences financières détaillées de la proposition.

En rappelant qu'une étude sur l'organisation de cours par correspondance au niveau universel avait déjà été rejetée par l'UPU en raison des problèmes liés à l'architecture des programmes et aux coûts, une délégation a demandé que l'étude sur la création de l'institut, préconisée par la proposition 033, tienne compte également des recherches effectuées à cette occasion.

Lors de l'examen de la proposition 045, une délégation (Pays-Bas) a suggéré de l'amender afin que l'étude en question tienne compte de l'expérience des autres organisations internationales.

La proposition 045 est adoptée par la Commission avec l'amendement proposé par la délégation des Pays-Bas.

Groupe d'action pour le développement postal (GADP)	Le Président du Groupe d'action pour le développement postal (GADP) a présenté le Congrès – Doc 56, qui est un rapport commun du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales, et qui porte sur les activités du GADP depuis sa création en 1991.
Congrès – Doc 56	Pour réaliser les objectifs du Programme général d'action de Washington (PGAW), il s'est avéré nécessaire d'entreprendre des changements importants au niveau de la gestion des Administrations postales. Il est devenu clair aussi que les ressources traditionnelles de la coopération technique ne pourraient plus suffire pour entreprendre les activités nécessaires pour réaliser la transformation des Administrations postales en entreprises commerciales.
Proposition 036	
Suivi de la mise en œuvre du Plan d'action adopté à l'issue du Colloque sur le développement postal	En avril 1991, un Colloque sur le développement postal s'est tenu à Berne pour discuter de ces questions. A l'issue de ce Colloque, le Conseil exécutif a adopté un Plan d'action. La même résolution a également créé le Groupe d'action pour le développement postal (GADP), qui est composé de pays développés et de pays en développement.
Congrès – Doc 56/ Add 1	En complément au PGAW, le Plan d'action vise à aider les Administrations postales à assurer le redressement de leurs services. Les objectifs principaux du Plan d'action sont les suivants: <ul style="list-style-type: none">– Renforcement du réseau mondial– Elaboration et mise en œuvre de plans de développement postal– Mobilisation des ressources humaines au service du développement– Recherche de l'équilibre financier et augmentation des ressources internes

Le GADP a été chargé d'assurer l'exécution du Plan d'action et aussi de définir une méthodologie sur la manière d'approcher les bailleurs de fonds internationaux, tels que la Banque mondiale, et de promouvoir ces sources de financement auprès des Administrations postales.

C'est dans ce but que le «Modèle de procédure» a été élaboré. Ce document vise à aider les Administrations postales qui le souhaitent à analyser l'état de leur fonctionnement, à identifier les changements nécessaires pour transformer l'Administration en une entreprise commerciale et à déterminer les investissements nécessaires pour réaliser une telle transformation.

Parmi les autres activités entreprises au titre du GADP, il convient de mentionner celles qui suivent:

- sensibilisation des institutions financières pour qu'elles s'intéressent au développement du secteur postal;
- organisation d'un séminaire sur le développement postal en Tchéquie (Rép.);
- définition des termes de référence des missions de consultants GADP;
- établissement des modalités de sélection des pays bénéficiaires des missions de consultants GADP;
- établissement d'un répertoire de consultants à choisir pour effectuer les missions au titre du GADP;
- Obtention d'un financement du PNUD pour plus de quinze missions de consultants en faveur des pays en développement.

Le Président du GADP a par ailleurs indiqué qu'il a été décidé de mettre en œuvre un projet commun Banque mondiale/UPU intitulé: «Etude globale de la réforme du secteur postal». Au cours d'une première phase, la Banque mondiale a procédé à l'examen des informations disponibles dans les statistiques postales annuelles de l'UPU. La deuxième phase, qui est en cours d'exécution, consiste en la description des principaux problèmes économiques et structurels auxquels sont confrontées les Administrations postales et en l'identification de certaines des stratégies employées par diverses Administrations qui ont transformé, avec succès, l'Administration postale en une entreprise commerciale. Pour cette deuxième phase, six pays ont été choisis comme pays de missions. La dernière phase de l'étude constituera une synthèse de ces diverses études en vue de développer une série de stratégies de réforme et de modèles de développement postal réussis, construits sur la base des directives de la Banque mondiale en matière de développement.

La Finlande, animateur-coordonnateur du GADP, a présenté la proposition 036 concernant le programme de travail du GADP pour la période 1995-1999. Les cinq projets ci-après sont proposés:

1. Faire contribuer les gouvernements au développement postal
2. Faire connaître aux investisseurs multilatéraux les services postaux
3. Utiliser le développement postal pour moderniser les services postaux
4. Rechercher d'autres moyens d'obtenir des ressources extérieures en faveur du développement postal
5. Aider les Administrations postales à préparer un programme de développement ou de restructuration

Le Sous-Directeur général chargé de la coopération au développement a présenté le Congrès – Doc 56/Add 1, qui est un rapport du Secrétaire général sur le suivi de la mise en œuvre du Plan d'action adopté par la résolution CE 34/1991 à l'issue du Colloque sur le développement postal, tenu à Berne en avril 1991.

La mise en œuvre des quatre objectifs du Plan d'action, mentionnés plus haut, devrait être assurée aussi rapidement que possible par les Administrations postales.

L'analyse des réponses à un questionnaire sur la réalisation de ces objectifs montre que plus de 60 % des Administrations postales ayant répondu au questionnaire ont pris des mesures adéquates pour atteindre deux des objectifs, à savoir:

- renforcement du réseau mondial (63 %);
- élaboration et mise en œuvre des plans de développement postal (68 %).

En ce qui concerne les deux autres objectifs, le taux de réalisation se situe entre 43 et 49 %.

Il résulte également de cette analyse que plusieurs Administrations souhaitent bénéficier d'un concours technique pour l'exécution du Plan d'action. Le Bureau international tiendra compte des besoins exprimés dans le cadre de son programme d'assistance technique.

Les délégations qui ont pris la parole à la suite des présentations des Congrès – Doc 56 et 56/Add 1 et de la proposition 036 ont donné leur plein appui aux activités du GADP. Il a par ailleurs été rappelé que, pour pouvoir bénéficier d'un prêt des bailleurs de fonds internationaux, il est impératif d'avoir un plan de développement et la capacité de pouvoir rembourser la somme empruntée.

La Commission a pris acte des Congrès – Doc 56 et 56/Add 1, et a adopté la proposition 036 en y ajoutant sous le dispositif «ayant» que le Congrès – Doc 56 est bien un rapport du Conseil exécutif **et du Conseil consultatif des études postales.**

Divers

Le projet de résolution (proposition 047) présenté oralement par la Sierra Leone à la fin de la quatrième séance (voir Congrès/C 9 – Rapp 4) a été discuté sous ce point de l'ordre du jour. Cependant, faute de temps, la Commission n'a pas été en mesure de l'étudier à fond et de prendre une décision en la matière.

Le Président a indiqué que, cette séance étant la dernière, il approuvera au nom de la Commission les rapports des quatrième et cinquième séances comme le lui autorise l'article 23, paragraphe 5, du Règlement intérieur des Congrès. Par ailleurs, il soumettra un rapport final de la Commission au Congrès.

Le Président a procédé à la clôture des travaux de la Commission 9 en prononçant l'allocution jointe au présent rapport (annexe 1).

La séance est levée à 13 h 10.

Au nom de la Commission: Le Président,
J.C. Kasama

Le Secrétaire,
I. Haider

Le Secrétaire adjoint,
V. Chandrasiri

Les Assistants,
R. Cuadra
P. Pettersson

Discours du Président de la Commission 9 à la session de clôture

Monsieur le Secrétaire général, Mesdames et Messieurs les délégués,
Mesdames et Messieurs,

Notre Commission vient d'achever sa tâche, et je suis sûr que nous pouvons tous contempler le travail accompli avec un sentiment de satisfaction.

Au cours de ses cinq sessions, la Commission a examiné des questions complexes et parfois épineuses au sujet des politiques, des programmes et des procédures de l'UPU dans le domaine de l'assistance technique.

L'intérêt de nos discussions n'a jamais faibli, et les interventions des membres de la Commission ont été incontestablement d'une excellente qualité.

Je souhaiterais vous remercier tous chaleureusement non seulement d'avoir apporté votre contribution aux débats, mais aussi de m'avoir aidé à conduire ceux-ci d'une manière efficace, dans le délai imparti.

Nos réunions ont permis de dégager quelques points importants. Tout d'abord, elles nous ont aidés à évaluer la situation des services postaux dans les différentes régions de la planète. Nous nous sommes fait part mutuellement de nos préoccupations, de nos espoirs et de nos aspirations. Nous avons pris conscience que nous devons poursuivre à un rythme accéléré nos efforts en matière de qualité du service et de marketing des produits postaux. Heureusement, les Administrations postales manifestent de plus en plus d'intérêt pour la restructuration de la poste qui vise à une plus grande autonomie de gestion. Il faut encourager cette tendance. L'intérêt croissant pour l'EDI et l'unification du réseau postal mondial grâce aux techniques avancées nous permettent également d'envisager l'avenir avec beaucoup d'espoir.

Deuxièmement, le nouveau concept de coopération technique de l'UPU institué à la suite du Congrès de Washington a reçu un appui sans équivoque. Fondée essentiellement sur l'analyse approfondie des services postaux et sur des projets intégrés pluriannuels, cette forme d'aide est, à mon avis, bien établie pour le moment. Il va de soi que les procédures d'application de ce concept doivent être continuellement améliorées et que cette responsabilité incombe collectivement au Bureau international, aux Conseillers régionaux, aux Unions restreintes et aux pays bénéficiaires eux-mêmes.

L'idée d'une présence accrue de l'UPU sur le terrain a également été approuvée, après avoir été expérimentée pendant environ trois ans et demi. Consciente de l'énorme potentiel de cette approche, la Commission a estimé qu'il faut la rendre de plus en plus efficace et qu'elle devrait produire bientôt des fruits en rapport avec les efforts accomplis.

La décentralisation accrue des activités vers le terrain, la rationalisation de l'attribution des tâches assignées aux Conseillers régionaux et les hautes compétences professionnelles que doivent posséder ces fonctionnaires, sont certaines des suggestions qui ont été émises au sein de la Commission.

D'une manière générale, les membres de la Commission ont souhaité que les activités d'assistance technique de l'UPU gagnent en efficacité. L'une des suggestions faites à cet égard a été que soit étudié le système appliqué par l'UPAEP afin que l'on s'en inspire dans la mesure du possible. Cette étude sera entreprise par le Conseil d'administration.

Compte tenu des exigences spécifiques de deux sous-régions, à savoir l'Europe centrale et orientale et les Caraïbes, la Commission a décidé de créer deux nouveaux postes de Conseillers régionaux.

Elle a également pris note des besoins particuliers des pays les moins avancés auxquels il convient de continuer d'accorder la priorité pour réduire l'écart qui les sépare des autres pays en développement. Cependant, il a été ressenti que tous les PMA ne sont pas forcément en retard sur le plan postal.

La Commission a noté que la coopération technique entre pays en développement (CTPD) était un moyen de parvenir à l'autosuffisance. Ses vertus et ses avantages sont trop nombreux pour pouvoir les récapituler ici. Il suffit de dire que cela devrait être le souci de tous, Bureau international, Conseillers régionaux, Unions restreintes et pays eux-mêmes, d'encourager les activités de la coopération technique entre pays en développement.

En ce qui concerne le financement de l'assistance technique, la Commission est convenue d'appliquer aux postes budgétaires annuels un mécanisme d'ajustement suivant l'inflation. La contribution de base de 2 290 000 CHF pour 1996 sera ajustée chaque année, dans les années suivantes, de manière à tenir compte du taux d'inflation. Selon le système actuel, les affectations budgétaires annuelles demeurent fixes, indépendamment du taux d'inflation.

Avant de terminer, je souhaiterais répéter ce que j'ai déjà dit à la séance d'ouverture. Je suis très honoré de la confiance que le Congrès a accordée à mon pays et à moi-même en nous donnant la responsabilité de présider cette importante Commission.

Ma sincère gratitude va au Gouvernement de la République de Corée et au Secrétariat coréen pour les excellentes conditions de travail qu'ils nous ont offertes pour nos réunions. Rien en effet ne laisse à désirer et nous leur sommes redevables de leur admirable soutien.

Je remercie M. Mazou et son équipe de m'avoir aidé à m'acquitter de la tâche ardue de Président.

Mes remerciements vont aussi à MM. Ionidis et Tabbarah, représentant respectivement la Grèce et le Liban, pour m'avoir assisté avec compétence en tant que Vice-Présidents.

Je remercie aussi les interprètes, les traducteurs et les secrétaires de leur compréhension et de leur travail de grande qualité.

Enfin et surtout, je souhaiterais manifester ouvertement ma grande reconnaissance envers le Secrétaire général, M. Botto de Barros, qui s'est arrangé pour participer à nos réunions et dont la sagesse et l'expérience nous ont guidés et inspirés dans une large mesure.

Je vous remercie tous encore de votre coopération.

Rapports de la Commission 10

Première séance

Vendredi 26 août 1994

Présidence de M. H. Demaret, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Ouverture

Le Président prononce des paroles de bienvenue à l'adresse des représentants des Pays-membres de la Commission, au Sous-Directeur général, M. Gharbi, ainsi qu'aux membres du Secrétariat.

Ayant constaté qu'à l'exception de l'Algérie et de la Tunisie tous les autres Pays-membres de la Commission sont représentés, le Président déclare que le quorum est largement atteint et que la Commission peut valablement délibérer.

Le Président et le Secrétaire passent en revue la méthode de travail de la Commission en soulignant l'importance de la coordination avec les Commissions et les plénières concernant les décisions prises. A cet égard, la présence du Secrétaire ou de l'adjoint des Commissions ou des plénières est jugée indispensable lors des réunions de la Commission de rédaction. La méthode de travail figurant à l'annexe 1 est adoptée.

Composition de la Commission

Le Président donne lecture de la composition de la Commission, dont les Pays-membres et leurs représentants sont les suivants:

Administration

Algérie
Belgique (présidence)
Bénin
Centrafrique (vice-présidence)
France
Grande-Bretagne
Italie

Représentant

M. Ouramdane Nadri/
M. Ali Younsiou
M. Henri Demaret
M. Bruno Gouhizoun
M. Justin Salamate
Mme Marie-José Filippini
M. Peter King
Mme Anna Maria Miceli

Administration

Représentant

Roumanie (vice-présidence)
Suisse

Mme Daniela-Maria Tanasescu
M. Jean-Marie Berset/
M. Charles Barbey

Thaïlande (vice-présidence)
Togo
Tunisie

M. Chao Thongma
M. Atsutse Gbemou
M. Bechir Langar

Le Secrétaire présente également les membres du Secrétariat de la Commission, dont les noms et fonctions sont les suivants:

Fonctionnaire

Fonction

M. Renatus Tallon
M. Arne Johnsen
Mme Maria Libera
M. Lahcène Chouïter
M. Jean Miserez
M. Thierry Grossenbacher

Secrétaire
Secrétaire adjoint
Assistant
Assistant
Attaché
Attaché

Examen
des propositions

Propositions
adoptées
sans modification

01, 012, 013, 014, 025/Rev 2, 026, 19. 5.1, 19. 10.1, 19. 24.1

Décisions
du Congrès
adoptées
sans modification

«Décision

Etude sur l'éventualité de la création d'une «Commission des intérêts des clients» au prochain Congrès postal universel

Le Congrès
charge

le Conseil exécutif d'entreprendre une étude sur l'éventualité de la création d'une «Commission des intérêts des clients» au prochain Congrès postal universel.

(Proposition 038, 2e séance plénière)»

«Décision

Participation de la Chambre de commerce internationale, en qualité d'observateur, à certaines Commissions du Congrès

Le Congrès
décide

- 1° d'admettre la Chambre de commerce internationale, en qualité d'observateur et sans droit de vote, aux séances des Commissions suivantes du Congrès si la Commission concernée y consent:
- Commission 3 (Affaires générales et structure de l'Union);
 - Commission 4 (Convention);

- Commission 5 (Services nouveaux et marchés);
 - Commission 6 (Qualité de service);
 - Commission 7 (Colis postaux);
- 2° de charger les Commissions concernées de fixer les conditions de cette participation, notamment les dates des séances et les points de l'ordre du jour pour lesquels la Chambre de commerce internationale est admise.

(Congrès – Doc 91, 3e séance plénière)»

La séance est levée à 9 heures.

Au nom de la Commission:

Le Président,
H. Demaret

Le Secrétaire,
R. Tallon

Le Secrétaire adjoint,
M. Johnsen

L'Assistante,
M. Libera

Méthode de travail de la Commission

Aux termes de l'article 15, paragraphe 9, du Règlement intérieur des Congrès, **«Le Président du Congrès et les Présidents des Commissions font remettre à la Commission de rédaction, après chaque séance, le texte écrit des propositions, amendements ou décisions adoptés.»**

Des instructions ont été données aux Secrétariats du Congrès et des Commissions afin qu'ils observent strictement cette prescription, de manière à ce que la Commission de rédaction reçoive le résultat des travaux à l'issue de chaque séance considérée.

Sur la base des renseignements qui lui parviennent des Commissions, le Secrétariat de la Commission de rédaction établit des «pièces» qui servent de base aux discussions de la Commission 10 et qui ne sont distribuées qu'aux membres de celle-ci.

Chaque membre de la Commission dispose, dans la salle de réunion (bureau 056), d'un cahier spécial pour le classement des «pièces» précitées, auxquelles sont joints tous les documents (propositions, résolutions, etc.) décrits sur les «pièces» et qui doivent permettre aux membres d'accomplir leur tâche. A l'issue de chaque séance, ce cahier spécial doit rester dans la salle de réunion, à la place occupée par chaque délégué, afin que le Secrétariat puisse préparer les séances suivantes. Dans ces conditions, il n'est pas nécessaire que les membres de la Commission apportent leurs cahiers de propositions personnels pour assister aux séances de la Commission.

Les «pièces» seront en principe examinées dans l'ordre de leur numérotage. Etant donné que les textes de base ne sont pas reproduits dans les propositions au regard de l'article modifié, les membres de la Commission devront, pour l'examen des textes qui leur sont soumis, utiliser les fascicules 1 et 4 du Code annoté ainsi que les additifs 1 à 4 du Congrès – Doc 60. Ces documents seront mis à leur disposition dans la salle de réunion de la Commission.

Un membre au moins du Secrétariat de chaque Commission participera aux séances de la Commission de rédaction traitant des questions relevant de la Commission considérée.

Les rapports de la Commission de rédaction porteront la cote «Congrès/C 10 – Rapp ...». Ils reproduiront sous une forme succincte les décisions arrêtées par la Commission.

Séoul, le 26 août 1994

Deuxième séance

Lundi 29 août 1994

Présidence de M. H. Demaret, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Tous les membres de la Commission sont présents, à l'exception du délégué de la Tunisie.

Approbation
du rapport de la
séance précédente

Le rapport de la première séance est approuvé.

Examen
des propositions

Propositions
adoptées
sans modification

Dénomination des organes de l'Union

10. 13.1/Rev 1, 10. 8.1, 10. 17.1, 10. 20.1, 15. 101.1, 15. 103.1, 15. 104.1,
15. 105.1, 15. 108.1, 15. 113.1, 15. 116.1, 15. 118.1, 15. 124.3, 15. 125.1,
19. 4.1, 19. 6.1, 19. 7.1, 19. 21.1, 19. 23.1.

Le Secrétariat veillera à ce que les nouvelles dénominations des organes com-
pétents soient appliquées systématiquement dans les Actes de Séoul.

Changement de compétence des organes de l'Union

10. 22.2, 10. 25.2, 15. 102.4, 15. 109.2, 15. 120.2, 15. 121.2, 15. 122.2,
19. 15.2, 20. 24.2, 20. 57.2, 30. 41.2, 40. 13.2, 50. 17.2, 60. 9.2

Autres

20. 45.1

Propositions
adoptées
avec modifications

15. 102.3: le paragraphe 6.2 est supprimé en raison de l'approbation de la
proposition 15. 102.4.

15. 109.1: la modification du paragraphe 2.2 devient sans objet du fait de l'ap-
probation de la proposition 15. 109.2.

Propositions adoptées à inclure dans la résolution selon l'article 15, paragraphe 10, du Règlement intérieur	25. RE 4128.2, 25. RE 5801.2, 35. RE 4201.2, 45. RE 1303.2, 55. RE 1702.2, 65. RE 903.2
Propositions dont l'examen est différé	19. 25.1, 20. 10.1
Propositions dont l'examen est confié au CEP	20. 46.91: voir décision ci-après.
Décision adoptée sans modification	<p>«Décision</p> <p>Frais de traitement des envois par avion en transit</p> <p>Le Congrès,</p> <p>ayant accepté le principe de la rémunération de l'Administration de transit pour lui permettre de couvrir les frais de traitement des dépêches-avion en transit par l'intermédiaire de cette dernière,</p> <p><i>charge</i></p> <p>le Conseil d'exploitation postale:</p> <ul style="list-style-type: none">- de fixer après étude le taux adéquat;- d'établir les modalités d'application à faire figurer dans le Règlement d'exécution. <p>(Proposition 20. 46.91, Commission 4, 1re séance)»</p>
Propositions transférées à la Commission 10	
a) adoptée	20. 41.2
b) non retenue	20. 41.1/Rev 1: la Commission a préféré la version de la proposition 20. 41.2.

Propositions
non retenues par
les Commissions
concernées

*10. 22.1, 10. 25.1, 15. 120.1, 15. 121.1, 15. 122.1, 19. 15.1, 20. 24.1, 20. 57.1,
25. RE 5801.1, 30. 41.1, 35. RE 4201.1, 40. 13.1, 45. RE 303.1, 50. 17.1,
55. RE 1702.1, 60. 9.1, 65. RE 903.1*

La séance est levée à 8 h 45.

Au nom de la Commission:

Le Président,
H. Demaret

Le Secrétaire,
R. Tallon

Le Secrétaire adjoint,
A. Johnsen

L'Assistant
L. Chouiter

Troisième séance

Mardi 30 août 1994

Présidence de M. H. Demaret, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Tous les membres de la Commission sont présents, à l'exception du délégué de la Tunisie.

Approbation
du rapport de la
séance précédente

Le rapport de la deuxième séance est approuvé.

Examen
des propositions

Propositions
adoptées
sans modification

20. 1.2, 20. 6.1, 20. 6.2, 20. 56.1, 30. 11.1, 30. 15.1

Propositions
adoptées
avec modifications

20. 0.10: remplacer, au dernier dispositif, «le nouvel organe de l'UPU» par «le **Conseil d'exploitation postale**».

20. 0.12: le dernier dispositif est modifié comme suit:

«recommande

- que les travaux sur la rationalisation des formules de l'UPU soient poursuivis après le Congrès jusqu'à la première session **du Conseil d'exploitation postale**, dans le but d'adapter les formules de l'UPU en fonction des décisions du Congrès;
- que cette tâche soit confiée au pays rapporteur de l'étude effectuée précédemment par le CE, assisté par le Bureau international;
- **que la rationalisation des formules continue à être étudiée par le Conseil d'exploitation postale, notamment en ce qui concerne l'utilisation des codes à barres dynamiques.**»

20. 0.13: les deux derniers dispositifs sont modifiés comme suit:

charge

le Conseil d'exploitation postale d'appliquer le nouveau principe de numérotation des formules de l'UPU, qui consiste à:

- 1° **regrouper** les séries actuelles des formules «C», «AV» et «VD» de la Convention en une seule série avec la dénomination «CN 1 à CN XX» sans **adjonction** de «bis», «ter» et «S», où les numéros «XX» correspondront à un numéro d'ordre spécifique indiquant l'ordre dans lequel les formules apparaîtront dans les futurs Actes de l'Union;
- 2° introduire une certaine flexibilité dans la nouvelle numérotation des formules; deux numéros libres par dizaine ont été réservés; **ils** pourraient être ultérieurement utilisés, en cas d'introduction d'une nouvelle formule, **sans aucun changement** de la numérotation des formules existantes;
- 3° garder l'indication de l'ancien numéro au-dessous du nouveau numéro, en petits caractères et entre parenthèses, pour toutes les formules pendant une période transitoire jusqu'en 2001,

charge

en conséquence le Bureau international:

- d'adapter les textes des Actes refondus à la suite de l'application du nouveau principe de numérotation des formules;
- de procéder à **une nouvelle numérotation** des formules dans l'étape ultime du projet, lorsque le nouveau texte des Actes refondus aura été adopté par le Congrès.

20. 0.17: au troisième considérant, remplacer «poursuivie» par «**développée**»; au dernier dispositif, remplacer «le Conseil exécutif» par «le Conseil **d'exploitation postale**».

30. 0.1/Rev 1: au deuxième dispositif, remplacer «21 des 188» par «**22 des 189**».

30. 0.6: le dispositif est complété par «**à condition que ces procédures soient plus libérales que les règles s'appliquant aux colis postaux**».

Les propositions 30. 3.1 et 30. 3.2 ont été fusionnées et l'article 3 de la Convention se lit comme suit: «**Les colis peuvent être échangés soit directement, soit par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs pays. L'échange des colis dont le poids unitaire dépasse 10 kilogrammes est facultatif, avec un maximum de poids unitaire n'excédant pas 31,5 kilogrammes.**»

029: insérer le tiret suivant à la fin du deuxième dispositif:

- «**tenir les Administrations postales informées au sujet des sources de financement de l'assistance technique, autres que celles de l'UPU et du PNUD, ainsi que des procédures d'obtention de fonds de ces sources,**»

30. 23.1: afin de l'harmoniser avec la proposition 20. 33.1, le libellé suivant est retenu: «**Cette taxe n'est perçue qu'au titre de la présentation à la douane et du dédouanement des envois qui ont été frappés de droits de douane ou tout autre droit de même nature.**»

Propositions mises au point par la Commission 10	20. 33.1: maintenir les deux premières phrases du texte de l'article actuel et remplacer la dernière phrase par « Cette taxe n'est perçue qu'au titre de la présentation à la douane et du dédouanement des envois qui ont été frappés de droits de douane ou tout autre droit de même nature. »
	20. 9.2/Rev 1, 20. 9.5: fusionnées (voir annexe 1).
Propositions adoptées à inclure dans la résolution selon l'article 15, paragraphe 10, du Règlement intérieur	25. RE 601.1, 25. RE 601.2, 35. RE 301.1, 35. RE 3103.1
Proposition différée	30. 7.1: modifications apportées à l'article 1bis: <ul style="list-style-type: none">– à la première ligne, remplacer «Là où un colis est» par «Lorsqu'un colis est»;– à la deuxième ligne, remplacer «Là où la livraison au domicile du destinataire n'est d'ordinaire» par «Lorsque la livraison au domicile du destinataire n'est normalement»;– à la quatrième ligne, remplacer «optionnel» par «facultatif».
Proposition non retenue par la Commission 10	20. 9.1: la proposition 20. 9.2/Rev 1, allant plus loin, a été adoptée par la Commission 4. La proposition 20. 9.1 contient également certains éléments qui pourraient être proposés pour le Règlement d'exécution.
Propositions non retenues par les Commissions concernées	30. 10.1, 30. 14.1, 30. 29.91/Rev 1 La séance est levée à 10 h 15.
	<div>Au nom de la Commission:</div> <div><div>Le Président, H. Demaret</div><div>Le Secrétaire, R. Tallon</div><div>Le Secrétaire adjoint, A. Johnsen</div><div>L'Assistante, M. Libera</div></div>

CONVENTION

Article 9

Envois de la poste aux lettres

Texte modifié fondé sur les propositions 20.9.2/Rev 1 et 20.9.5 qui ont été adoptées par la Commission 4. Les modifications par rapport à la proposition 20.9.5 sont indiquées en gras.

1. Les envois de la poste aux lettres sont classifiés selon l'un des deux systèmes suivants. Chaque Administration postale est libre de choisir le système qu'elle applique à son trafic sortant.
2. Le premier système est fondé sur la vitesse de traitement des envois. Ces derniers sont alors répartis en:
 - 2.1 envois prioritaires: envois transportés par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) avec priorité; limites de poids: 2 kilogrammes en général, 5 kilogrammes pour les envois contenant des livres et brochures (service facultatif), 7 kilogrammes pour les cécogrammes;
 - 2.2 envois non prioritaires: envois pour lesquels l'expéditeur a choisi un tarif moins élevé qui implique un délai de distribution plus long; limites de poids: identiques à celles en 2.1.
3. Le second système /.../ est fondé sur le contenu des envois. Ces derniers sont alors répartis en:
 - 3.1 /.../ lettres et /.../ cartes postales, collectivement dénommées «LC»; limite de poids: 2 kilogrammes;
 - 3.2 /.../ imprimés, /.../ cécogrammes et /.../ petits paquets, collectivement dénommés «AO»; limites de poids: 2 kilogrammes pour /.../ les petits paquets, 5 kilogrammes pour les imprimés, 7 kilogrammes pour les cécogrammes.
4. Dans le système de classification basé sur le contenu:
 - 4.1 les envois de la poste aux lettres transportés par la voie aérienne avec priorité sont dénommés «envois-avion»;
 - 4.2 les envois de surface transportés par la voie aérienne avec priorité réduite sont dénommés «envois S.A.L.».
5. Chaque Administration a la faculté d'admettre que les envois prioritaires et les lettres-avion soient constitués d'une feuille de papier, convenablement pliée et collée sur tous les côtés. De tels envois sont dénommés «aérogrammes».
6. Les sacs spéciaux contenant des journaux, écrits périodiques, livres et autres objets imprimés, à l'adresse du même destinataire et de la même destination, sont dans les deux systèmes dénommés «sacs M»; limite de poids: 30 kilogrammes.
7. Les limites de dimensions et les conditions d'acceptation, de même que les particularités relatives aux limites de poids, ressortent du Règlement.

Quatrième séance

Mercredi 31 août 1994

Présidence de M. H. Demaret, Président

La séance est ouverte à 7 h 45.

Tous les membres de la Commission sont présents, à l'exception du délégué de la Tunisie.

Approbation du rapport de la séance précédente	Le rapport de la troisième séance est approuvé après quelques légères modifications. Par ailleurs, le texte concernant l'article 9 de la Convention, adopté par la Commission, est soumis au Président de la Commission 4 pour avis.
Examen des propositions	
Propositions adoptées sans modification	035
Propositions adoptées avec modifications	<p>15. 102.5/Rev 1: le paragraphe 3, complété, se lit comme suit: «Les quarante autres membres du Conseil d'administration sont élus par le Congrès sur la base d'une répartition géographique équitable. La moitié au moins des membres est renouvelée à l'occasion de chaque Congrès; aucun Pays-membre ne peut être choisi successivement par trois Congrès.»</p> <p>20. 46.1/Rev 1: à la deuxième phrase, insérer des virgules après les mots «revision» et «transit».</p> <p>037: le premier considérant a été modifié comme suit: «que l'amélioration de la qualité par la réduction des délais d'acheminement dans les échanges internationaux et par la sécurisation du réseau postal mondial et des envois postaux constitue un objectif primordial pour sauvegarder l'image de la poste auprès du public».</p> <p>20. 52.1: remplacer «le Conseil exécutif» par «le Conseil d'exploitation postale».</p>
Propositions dont l'examen est différé	034: l'examen de cette proposition est différé en raison de l'absence de motivation en ce qui concerne la création du poste de Conseiller régional pour la sous-région des Caraïbes. Le Secrétariat de la Commission 9 présentera un texte dûment complété à la Commission 10 lors de sa prochaine séance.

Propositions
dont l'examen
est confié au CA

05/Rev 1: voir décision ci-après.

Décision
et résolution
de la Commission 3
adoptées
sans modification

«**Décision**

Nombre de groupes géographiques pour la répartition des sièges du Conseil d'administration

Le Congrès

décide

de transférer au Conseil d'administration, pour étude, la proposition 05/Rev 1 concernant le nombre de groupes géographiques pour la répartition des sièges du Conseil d'administration.

(Proposition 05/Rev 1, Commission 3, 2e séance)»

«**Résolution**

Répartition des sièges du Conseil d'administration

Le Congrès,

ayant approuvé

la disposition de l'article 102 du Règlement général, qui fixe la composition du Conseil d'administration,

décide

- 1° de répartir de la manière suivante les sièges dudit Conseil entre les différents groupes géographiques:

Hémisphère occidental	8 sièges
Europe orientale et Asie du Nord	5 sièges
Europe occidentale	6 sièges
Asie et Océanie	10 sièges
Afrique	11 sièges

 plus un siège pour la présidence du pays hôte du Congrès. En cas de désistement de ce pays, le groupe géographique auquel il appartient dispose d'un siège supplémentaire, conformément à l'article 102, paragraphe 2, du Règlement général;
- 2° d'annuler la résolution C 11/Lausanne 1974.

(Proposition 05/Rev 1, Commission 3, 2e séance)»

Résolution
de la Commission 4
adoptée
sans modification

«Résolution
Reconstitution du Comité de contact Editeurs/UPU

Le Congrès,
ayant pris acte
des résultats des travaux du Comité de contact Editeurs/UPU,
estimant
que les efforts visant à moderniser et à simplifier la réglementation relative aux
imprimés doivent être poursuivis,
tenant compte
de questions dont l'étude doit être développée,
estimant
que la collaboration instaurée entre l'UPU et les Editeurs sert l'intérêt des deux
organisations,
considérant
que les relations entre les deux organisations devraient prendre une orientation
plus commerciale,
autorise
le Conseil d'exploitation postale à reconstituer le Comité de
contact Editeurs/UPU en vue de poursuivre l'étude des problèmes communs.

(Commission 4, 3e séance)»

Proposition adoptée
à inclure
dans la résolution
selon l'article 15,
paragraphe 10, du
Règlement intérieur

25. RE 5201.1/Rev 1

Propositions
non retenues par
les Commissions
concernées

015, 10. 17.2, 15. 102.28/Rev 1, 20. 9.3, 25. RE 02, 25. RE 5201.2,
25. RE 5201.4

La séance est levée à 9 h 15.

Au nom de la Commission:

Le Président,
H. Demaret

Le Secrétaire,
R. Tallon

Le Secrétaire adjoint,
A. Johnsen

L'Assistant,
L. Chouiter

Cinquième séance

Jeudi 1er septembre 1994

Présidence de M. H. Demaret, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Tous les membres de la Commission sont présents.

Approbation
du rapport de la
séance précédente

Le rapport de la quatrième séance est approuvé.

Examen
des propositions

Propositions
adoptées
sans modification

010, 10. 18.1, 30. 2.1, 30. 4.1, 30. 30.1, 30. 34.2, 30. 34.3, 30. 34.4, 30. 35.2,
30. 35.3, 30. 36.2, 33. 0.2, 33. 2.1, 33. 8.2

Propositions
adoptées
avec modifications

15. 102.11: le texte de 6.9ter devient 6.8bis.

15. 102.6: les modifications suivantes sont adoptées:

- au chiffre 6.17, lire «/.../ après consultation du Conseil **d'exploitation postale, décider** des contacts à prendre (le reste sans changement)»;
- au chiffre 6.17bis, troisième ligne, remplacer «taxes de base» par «**taux** de base»;
- aux chiffres 6.26 et 6.27, remplacer «avec le Conseil consultatif des études postales» par «**du Conseil d'exploitation postale**».

20. 20.2, 20. 20.3: fusionnées; l'article 1bis de 20. 20.2 devient l'article 1bis de 20. 20.3 et l'article 1bis de 20. 20.3 devient l'article 1ter.

30. 0.3: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- au deuxième considérant, remplacer «étant donné» par «**considérant**»;
- au deuxième tiret du deuxième considérant, supprimer «**de départ**»;
- le dernier dispositif est formulé comme suit:

«charge

le Conseil d'exploitation postale:

- 1° de procéder à une nouvelle étude sur le montant des taux indicatifs applicables aux quotes-parts territoriales /.../ d'arrivée prévues à l'article 33 de l'Arrangement concernant les colis postaux (Séoul 1994) **et de soumettre au prochain Congrès, le cas échéant, les propositions résultant de cette étude;**
- 2° **en conformité avec les articles 34.4bis et 35.4bis de l'Arrangement,** de rajuster les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes prévues aux articles 34 et 35 dudit Arrangement en cas de revision des frais de transit de la poste aux lettres.
- 3° (supprimé).»

35. RE 3401.2: à la première ligne du paragraphe 2, «par les services» a été complété par «**postaux**» (le reste sans changement).

30. 33.1, 30. 33.3: fusionnées; les mots «de départ» figurant dans la proposition 30. 33.1 sont supprimés.

35. RE 201.1: au chiffre 1, troisième ligne, remplacer «Elle sera» par «Elle **est**».

Propositions dont la mise au point a été confiée à la Commission 10

20. 40.2: l'article 2ter suivant a été ajouté: «**Il est également souhaitable que les Administrations postales vérifient périodiquement le respect des délais établis par le moyen d'autres systèmes de contrôle, notamment des contrôles externes.**» L'article 2ter de la proposition actuelle devient 2quater, etc.

Résolutions adoptées par les Commissions concernées

«Résolution

Transit territorial et maritime des colis en sacs fermés

Le Congrès,
compte tenu
des conséquences qu'entraînent le nombre et le volume des sacs pour les coûts de transit territorial et maritime des colis en sacs fermés,
conscient
de la simplification éventuelle des procédures comptables qui découlerait de l'adoption d'un taux par kilogramme pour le trafic en question,
charge

le Conseil d'exploitation postale:

- de mener une étude sur la possibilité d'introduire un taux par kilogramme relatif au transit territorial et maritime des colis en sacs fermés qui tiendrait compte du nombre des sacs et de leur volume;
- de soumettre au prochain Congrès, le cas échéant, les propositions résultant de cette étude.

(Proposition 30. 0.3, Commission 7, 2e séance)»

«Résolution

Contrôle des quotes-parts territoriales d'arrivée

Le Congrès,

ayant supprimé

le rapport de contrôle entre les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée,

conscient

de la situation compétitive sur le marché des colis et du besoin primordial de pratiquer des prix qui ne soient pas excessifs,

charge

le Conseil d'exploitation postale:

- d'examiner des moyens permettant de décourager tout excès éventuel en matière de quotes-parts territoriales d'arrivée;
- de soumettre, le cas échéant, des propositions résultant de cette étude au prochain Congrès.

(Proposition 30. 33.1, Commission 7, 2e séance)»

Proposition
dont l'examen
avait été différé

034: les modifications suivantes ont été apportées:

«Le Congrès,

vu

(sans changement),

notant

(sans changement),

considérant

(sans changement),

conscient

- (un premier tiret a été ajouté au texte actuel, le reste sans changement);
- **également des besoins particuliers de la sous-région des Caraïbes et de la charge que constitue pour le Conseiller régional la responsabilité de l'ensemble des pays d'Amérique latine et des Caraïbes,**

convaincu

(sans changement),

charge

le Directeur général du Bureau international de:

- porter à **huit** le nombre de postes de Conseiller régional en en créant un pour les pays d'Europe centrale et orientale **et un pour la sous-région des Caraïbes, ce dernier en transformant un poste (P 3) de la Division de la coopération au développement du Bureau international en un poste de Conseiller régional;**
- (sans changement),

charge également

le Conseil d'administration:

- (sans changement);
- (sans changement).»

Propositions adoptées à inclure dans la résolution selon l'article 15, paragraphe 10, du Règlement intérieur	35. RE 201.1, 35. RE 401.1, 35. RE 3401.1, 35. RE 3401.2, 35. RE 3601.1, 35. RE 3603.1, 35. RE 3801.1
Proposition différée	20. 52.91 (en attendant que la Commission 3 examine les propositions figurant au point 3.5 de son ordre du jour concernant la définition du terme «Administration postale»).
Propositions non retenues par les Commissions concernées	20. 0.15, 20. 0.16, 30. 33.2, 30. 33.4, 33. 0.1/Rev 1, 33. 8.1, 33. 8.3, 33. 8.4, 33. 8.5, 33. 11.2, 33. 11.3
	La séance est levée à 9 h 25.

Au nom de la Commission:	Le Président, H. Demaret	Le Secrétaire, R. Tallon
		Le Secrétaire adjoint, A. Johnsen
		L'Assistante, M. Libera

Sixième séance

Vendredi 2 septembre 1994

Présidence de M. H. Demaret, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Tous les membres de la Commission sont présents.

Approbation
du rapport de la
séance précédente

Le rapport de la cinquième séance est approuvé.

Examen
des propositions

Propositions
adoptées
sans modification

19. 25.1, 19. 25.2, 20. 1.1/Rev 1, 20. 9.6, 20. 10.1, 20. 10.2, 20. 47.3, 20. 48.2,
30. 25.7, 30. 28.1, 30. 28.3, 30. 32.2, 30. 37.1, 30. 37.2, 33. 12.91

Propositions
adoptées
avec modifications

017: adoptée avec les modifications suivantes:

- au premier considérant, lire «la réforme de la gestion du travail de l'Union et la restructuration de **ses organes**, /.../»;
- au début du deuxième considérant, lire «de la création **des** deux nouveaux organes, **le** Conseil d'administration et **le** Conseil d'exploitation postale, et (le reste sans changement)».

016: supprimer la note*.

040: au chiffre 1° du troisième dispositif, lire «le terme «Administration postale» figurant dans les Actes de l'Union doit être défini par chaque Pays-membre dans le cadre de **sa** législation nationale;».

039: après le premier tiret, insérer:

- «- **d'examiner la possibilité d'établir une rémunération fondée sur les coûts spécifiques aux envois ayant fait l'objet d'un service spécial, avec en priorité une étude portant sur les envois recommandés;**»

Dans la deuxième phrase du quatrième tiret, supprimer la préposition «à» entre les mots «parer» et «l'exploitation».

20. 47.2: à l'article 47.4ter, remplacer «le Conseil exécutif» par «le Conseil **d'exploitation postale**», sauf à la dernière phrase, où l'expression «**ce dernier**» est utilisée.

07: adoptée avec les modifications suivantes:

- à la lettre b) du premier dispositif, lire «de former un groupe d'experts en matière d'environnement ayant /.../ mandat de **conseiller** (le reste sans changement);»;
- à la lettre c) du deuxième dispositif, lire «entretenir des contacts réguliers avec le Bureau international au sujet des mesures prises, de l'assistance souhaitée ou offerte **ainsi qu'avec les autorités nationales responsables de protection de l'environnement**;».

09: au troisième considérant, remplacer «au-dessous» par «**en deçà**».

046: modifiée selon l'annexe 1.

30. 21.2, 30. 21.3: fusionnées comme suit: insérer le paragraphe 1bis de la proposition 30. 21.3 après la première phrase du paragraphe 1 de la proposition 30. 21.2. Les modifications du paragraphe 1 de la proposition 30. 21.2 deviennent le paragraphe 1bis (le reste sans changement).

Propositions
adoptées à inclure
dans la résolution
selon l'article 15,
paragraphe 10, du
Règlement intérieur

25. RE 904.7, 35 RE 3701.1

Propositions
dont l'examen
est différé

04

30. 28.2/Rev 2 (en vue de l'examiner avec la proposition 20. 38.2/Rev 1).

15. 104.2, 15. 104.5, 15. 104.7, 15. 104.8, 15. 104.9: afin de faciliter l'examen des propositions adoptées concernant l'article 104 du Règlement général, le Secrétariat de la Commission 10 présentera un texte global qui tiendra compte de toutes les modifications retenues dès que toutes les propositions s'y référant seront examinées par la Commission 3.

Résolution adoptée
sans modification

«**Résolution**

Propositions relatives au Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux renvoyés au CEP

Le Congrès,

en vertu

de l'article 15, paragraphes 2, 3 et 10, du Règlement intérieur des Congrès,

charge

le Conseil d'exploitation postale d'examiner les propositions suivantes relatives au Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux:

35. RE 306.1, 35. RE 306.2, 35. RE 306.3, 35. RE 306.4, 35. RE 307.1, 35. RE 307.2, 35. RE 307.3, 35. RE 307.4, 35. RE 307.5, 35. RE 307.6, 35. RE 1102.1, 35. RE 1503.1/Rev 2, 35. RE 1503.2, 35. RE 1601.1, 35. RE 1902.1, 35. RE 1902.2, 35. RE 1903.1, 35. RE 1904.1, 35. RE 1904.3, 35. RE 1904.4, 35. RE 1904.5, 35. RE 2101.1, 35. RE 2601.1, 35. RE 2602.1, 35. RE 2801.1, 35. RE 2801.2, 35. RE 2801.3, 35. RE 2801.4, 35. RE 2801.5, 35. RE 2802.1, 35. RE 3106.1, 35. RE 3107.1, 35. RE 3110.1, 35. RE 3111.1, 35. RE 3112.1, 35. RE 3112.2, 35. RE 3114.1, 35. RE 3115.1, 35. RE 3116.1, 35. RE 3117.1/Rev 1, 35. RE 3118.1, 35. RE 3118.2, 35. RE 3203.1, 35. RE 3205.1, 35. RE 3604.1/Rev 2, 35. RE 3604.2, 35. RE 3604.3, 35. RE 3605.1/Rev 2, 35. RE 3605.2, 35. RE 3803.1, 39.0.1, 39.0.2, 39.2.1, 39.20.1

(Commission 7, 3e séance)»

Propositions
non retenues par
les Commissions
concernées

018, 15. 104.4, 20. 0.14, 20. 47.1, 20. 47.4, 20. 47.5, 20. 48.1, 25. RE 904.4, 25. RE 904.8, 30. 21.1, 30. 21.4, 30. 25.1, 30. 25.2, 30. 25.3, 30. 25.4, 30. 25.5, 30. 25.6, 30. 25.8, 30. 28.4, 30. 32.1

La séance est levée à 9 h 45.

Au nom de la Commission:

Le Président,
H. Demaret

Le Secrétaire,
R. Tallon

Le Secrétaire adjoint,
A. Johnsen

L'Assistant,
L. Chouiter

Proposition d'ordre général

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS), COLOMBIE, COSTA-RICA,
ÉTHIOPIE, FINLANDE, GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE,
GUYANE, KENYA, LESOTHO, MEXIQUE, NOUVELLE-
ZÉLANDE, PAYS-BAS, PÉROU, SAINT-CHRISTOPHE-ET-
NEVIS, SAINTE-LUCIE, TANZANIE (RÉP. UNIE), URUGUAY,
ZAMBIE, ZIMBABWE

046

Amendement à la proposition 027

Résolution

Politique et stratégie en matière de sécurité postale

Le Congrès,

rappelant

la résolution C 12/1989 du Congrès de Washington, appelant **les Administrations** à prendre des mesures en vue de renforcer la sécurité et l'intégrité des dépêches internationales,

considérant

- la nécessité de sauvegarder la qualité des services postaux;
- que, pour rester compétitives sur les marchés postaux mondiaux, les postes doivent inclure la garantie de la sécurité dans /.../ leurs activités postales;
- la vulnérabilité du système postal international face aux délits commis **au sein des services postaux** ou aux dépens de **ceux-ci** (vols, fraudes, trafic de drogues, pornographie, etc.);
- **le caractère spécifique** des connaissances et des compétences requises pour empêcher que soient commis des actes délictueux aux dépens de la poste et les ressources limitées **disponibles** pour faire obstacle à ces délits,

conscient

- de l'importance sociale et commerciale que revêt le maintien de la confiance du public dans la sécurité des envois postaux;
- **du fait** que les problèmes de sécurité postale sont si importants et si complexes, aussi bien aux niveaux des politiques de gestion que des activités opérationnelles, que la sécurité devrait être considérée comme un domaine d'activité à part entière;
- de la nécessité urgente de prendre des mesures en faveur de la sécurité postale,

tenant compte

- des résultats des deux colloques sur la sécurité postale organisés en avril 1990 et en mai 1991 et de la création du Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale (GASP);

- des succès obtenus grâce aux nombreuses décisions et recommandations prises en matière de sécurité par le CE et le CCEP, à la suite des travaux du GASP, dont il est fait une description détaillée dans le Congrès – Doc 23, dans les domaines suivants:
 - qualité de service;
 - établissement de normes et de politiques en matière de sécurité;
 - constitution de réseaux de sécurité postale;
 - amélioration des mesures de sécurité aérienne;
 - organisation et promotion d'actions de formation et d'assistance technique;
 - protection et génération accrues de revenus;
 - amélioration des contacts avec les Unions restreintes, les organisations internationales et les autres organisations concernées en matière de sécurité;
- du fait que les questions de sécurité postale /.../ couvrent tous les aspects, réglementaires et opérationnels, des activités postales et que leur étude et leur suivi devraient jouir de l'attention tant du Conseil d'administration que du Conseil d'exploitation postale, chacun agissant dans son domaine de compétence,

notant

- que le Conseil exécutif a entériné l'étude sur la restructuration de l'Union, dont une des recommandations **porte sur la création** d'une Commission consacrée aux questions de sécurité;
- que les activités relatives à la sécurité ont été incorporées dans la planification stratégique de l'UPU pour l'avenir;
- que les questions de sécurité ont été incluses dans le programme d'études futur de l'UPU;
- les progrès considérables déjà accomplis par le Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale, pour /.../ la sensibilisation **sur** l'importance de la sécurité au sein de l'Union,

invite instamment

les Administrations postales:

- à adopter une stratégie en matière de sécurité, à tous les niveaux de l'exploitation postale, afin de conserver et d'accroître leurs avantages concurrentiels sur le marché et d'améliorer leur image auprès du public;
- à organiser des cours de formation régionaux en matière de sécurité et à constituer des réseaux afin de donner aux messages concernant la sécurité une plus grande audience;
- à utiliser les instruments mis à disposition et préparés par le Bureau international de l'UPU (manuels, guides d'utilisation, répertoires, classeurs et recueils opérationnels, etc.) afin d'accroître la sécurité de la poste,

décide

de reconstituer au sein de l'UPU le Groupe d'action pour la sécurité postale, qui rendrait compte directement aux réunions plénières du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale.

charge

le Conseil d'administration, le Conseil d'exploitation postale et le Bureau international, chacun dans son domaine de compétence, de veiller à ce que des mesures appropriées soient prises en matière de sécurité postale, en prévoyant les ressources humaines et financières suffisantes pour assurer la mise en œuvre des activités en la matière.

Séoul, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Voir Congrès – Doc 23.

Prise en compte du projet de résolution 20. 0.15.

Septième séance

Lundi 5 septembre 1994

Présidence de M. H. Demaret, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Tous les membres de la Commission sont présents, à l'exception du délégué de Centrafrique, qui, en tant que Vice-Président, participe à une réunion du Bureau du Congrès.

Approbation
du rapport de la
séance précédente

Le rapport de la sixième séance est approuvé.

Examen
des propositions

Propositions
adoptées
sans modification

020, 10. 20.2, 15. 107.1, 20. 51.2, 20. 51.3, 20. 52.2
Congrès – Doc 19/Annexe 4, Congrès – Doc 19/Annexe 5

Propositions
adoptées
avec modifications

- 023: adoptée avec les modifications suivantes:
- le titre se lit «Application immédiate des dispositions **relatives au Conseil d'administration (CA) et au Conseil d'exploitation postale (CEP) adoptées par le Congrès**»;
 - au quatrième considérant, remplacer «tenant compte du fait qu'une nouvelle composition et de nouvelles attributions sont adoptées par le Congrès» par «**tenant compte de la composition et des attributions adoptées par le Congrès**».
- 028: adoptée avec les modifications suivantes:
- à la deuxième ligne des deuxième et troisième considérants, remplacer «IATA/GASP» par «IATA/**UPU**-GASP»;
 - à la quatrième ligne du troisième considérant, remplacer «usagers» par «**clients**»;
 - à la deuxième ligne du cinquième considérant, remplacer «mettant en danger les biens et la vie des personnes» par «mettant en danger **la vie des personnes et les biens**»;
 - modifier le dernier dispositif comme suit:

«invite instamment

les Administrations postales, aidées par le Bureau international de l'UPU, à:

- /.../ renforcer les mesures destinées à empêcher et à détecter l'insertion d'objets prohibés et dangereux dans les envois postaux;
- /.../ prendre à cet effet des mesures éducatives adaptées à la situation locale et destinées aux **clients** et au personnel de la poste;
- /.../ assurer une vaste diffusion de ces mesures et une formation appropriée du personnel, à l'aide des moyens techniques modernes les plus efficaces.»

15. 103.2: adoptée avec les modifications suivantes:

- dans le titre et au paragraphe 1, remplacer «Conseil exécutif» par «Conseil **d'exploitation**»;
- à la troisième ligne du paragraphe 1, remplacer «les résolutions» par «**ses** résolutions».

15. 104.1, 15. 104.2, 15. 104.3, 15. 104.5, 15. 104.7, 15. 104.8, 15. 104.9: fusionnées dans le texte figurant à l'annexe 1.

15. 105.2: adoptée avec les modifications suivantes:

- dans le titre et au paragraphe 1, remplacer «Conseil consultatif des études postales» par «Conseil **d'exploitation postale**»;
- à la troisième ligne du paragraphe 1, remplacer «les résolutions» par «**ses** résolutions».

15. 109.3: à la troisième ligne du paragraphe 1, remplacer la suppression «/.../» par «**dont ils ont la nationalité, ou bien dans lesquels ils exercent leur activité professionnelle**» (le reste sans changement).

20. 51.4: à la première ligne du paragraphe 4ter, insérer une virgule après «exclut».

20. 52.91: au paragraphe 1, remplacer «avec d'autres Administrations postales et avec des partenaires extérieurs» par «**entre elles et avec d'autres partenaires**».

20. 0.3: adoptée avec les modifications suivantes:

«Résolution

Responsabilité

Le Congrès,

se référant

aux dispositions des articles 35 à 39 et 44 de la Convention **ainsi que des articles 25 à 29 et 32 de l'Arrangement concernant les colis postaux relatives aux** questions de responsabilité **de différentes natures,**

conscient du fait

que les opérateurs postaux **doivent fournir** des services **de haute qualité** aux clients /.../,

considérant

que la réglementation postale en matière de responsabilité doit être adaptée **aux exigences** du marché de distribution en général,

constatant

que toutes les procédures postales pour la détermination de la responsabilité doivent être simplifiées /.../ pour réduire aussi bien le travail administratif que les coûts y relatifs,

prie instamment

les opérateurs postaux de faire face aux attentes légitimes des clients et d'accélérer le **traitement** des réclamations **de ces derniers ainsi que le règlement qui en résulte,**

charge

le Conseil d'exploitation postale d'établir et de présenter **à l'organe compétent, pour approbation, des propositions** concernant tous les aspects de la responsabilité reconnue par les opérateurs postaux à l'égard des envois **postaux.**

(Commission 4, proposition 20. 0.3, 6e séance)»

25. RE 4708.91: au paragraphe 1.1.2, remplacer «le Conseil exécutif» par «le Conseil **d'exploitation postale**».

Décisions
adoptées par les
Commissions
et les plénières

«**Décision**

Définition d'une norme pour l'introduction d'un système de codes postaux internationaux

Le Congrès

charge

le Conseil d'exploitation postale de poursuivre l'étude visant à définir une norme pour l'introduction d'un système de codes postaux internationaux, en tenant compte, d'une part, des résultats de la sous-étude 741.1 du CCEP et, d'autre part, des réserves et recommandations formulées à cet égard lors du Congrès.

(Proposition 20 .0.14, Commission 6, 3e séance)»

«**Décision**

Approbation du Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1989–1994

Le Congrès

décide

d'approuver le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1989–1994.

(Congrès – Doc 16, 8e séance plénière)»

«Décision

Approbation du Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1989–1994

Le Congrès

décide

d'approuver le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1989–1994.

(Congrès – Doc 17, 8e séance plénière)»

«Décision

Approbation du Rapport du Directeur général du Bureau international 1989–1994

Le Congrès

décide

d'approuver le Rapport du Directeur général du Bureau international 1989–1994.

(Congrès – Doc 18, 8e séance plénière)»

«Décision

Rotation obligatoire des membres du Conseil d'administration

Le Congrès

décide

de rejeter l'appel introduit par le Japon demandant que soit examinée en séance plénière la proposition 015 portant sur la non-application temporaire de la rotation obligatoire des membres du Conseil d'administration.

(Congrès – Doc 92, proposition 015, 9e séance plénière)»

Proposition
adoptée à inclure
dans la résolution
selon l'article 15,
paragraphe 10, du
Règlement intérieur

25. RE 4708.91

Propositions
différées

20. 0.23 (en attendant la proposition 20.0.2).

20. 0.24 (en fonction des montants de compensation fixés pour les envois recom-mandés et les colis postaux).

Propositions non retenues par les Commissions concernées	044, 15. 112.1, 20. 31.1, 20. 51.1
Correction	30. 34.4: une erreur a été constatée dans cette proposition. A la deuxième ligne du paragraphe 4bis, lire « 1 et 2 », et non «3 et 4».

La séance est levée à 10 heures.

Au nom de la Commission:	Le Président, H. Demaret	Le Secrétaire, R. Tallon
		Le Secrétaire adjoint, A. Johnsen
		L'Assistante, M. Libera

Article 104

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'exploitation postale

1. Le Conseil d'exploitation postale se compose de quarante membres qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.
2. Les membres du Conseil d'exploitation postale sont élus par le Congrès, en fonction d'une répartition géographique spécifiée. Vingt-quatre sièges sont réservés aux pays en développement et seize sièges aux pays développés. La moitié au moins des membres est renouvelée à l'occasion de chaque Congrès.
3. Le représentant de chacun des membres du Conseil d'exploitation postale est désigné par l'Administration postale de son pays. Ce représentant doit être un fonctionnaire qualifié de l'Administration postale.
4. Les frais de fonctionnement du Conseil d'exploitation postale sont à la charge de l'Union. Ses membres ne reçoivent aucune rémunération. Les frais de voyage et de séjour des représentants des Administrations participant au Conseil d'exploitation postale sont à la charge de celles-ci. Toutefois, le représentant de chacun des pays considérés comme défavorisés d'après les listes établies par l'Organisation des Nations Unies a droit, sauf pour les réunions qui ont lieu pendant le Congrès, au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1^{re} classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique.
5. A sa première réunion, qui est convoquée et ouverte par le Président du Congrès, le Conseil d'exploitation postale choisit, parmi ses membres, un Président, un Vice-Président, les Présidents des Commissions et le Président du Groupe de planification stratégique.
6. Le Conseil d'exploitation postale arrête son Règlement intérieur.
7. En principe, le Conseil d'exploitation postale se réunit tous les ans au siège de l'Union. La date et le lieu de la réunion sont fixés par son Président, après accord avec le Président du Conseil d'administration et le Directeur général du Bureau international.
8. Le Président, le Vice-Président et les Présidents des Commissions et le Président du Groupe de planification stratégique du Conseil d'exploitation postale forment le Comité de gestion. Ce Comité prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil d'exploitation postale et assume toutes les tâches que ce dernier décide de lui confier ou dont la nécessité apparaît durant le processus de planification stratégique.
9. Les attributions du Conseil d'exploitation postale sont les suivantes:
 - 9.1 conduire l'étude des problèmes d'exploitation, commerciaux, techniques /.../, économiques et de coopération technique les plus importants qui présentent de l'intérêt pour les Administrations postales de tous les Pays-membres de l'Union, notamment des questions ayant des répercussions

financières importantes (taxes, frais terminaux, frais de transit, taux de base du transport aérien du courrier, quotes-parts des colis postaux et dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres), élaborer des informations et des avis à leur sujet et recommander des mesures à prendre à leur égard;

9.1bis procéder à la revision des Règlements d'exécution de l'Union dans les six mois qui suivent la clôture du Congrès, à moins que celui-ci n'en décide autrement. En cas d'urgente nécessité, le Conseil d'exploitation postale peut également modifier lesdits Règlements à d'autres sessions. Dans les deux cas, le Conseil d'exploitation reste subordonné aux directives du Conseil d'administration en ce qui concerne les politiques et les principes fondamentaux;

9.2 coordonner les mesures pratiques pour le développement et l'amélioration des services postaux internationaux;

9.3 entreprendre, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration dans le cadre des compétences de ce dernier, toute action jugée nécessaire pour sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et le moderniser;

9.4 réviser et modifier, dans l'intervalle entre deux Congrès et selon la procédure prescrite dans la Convention postale universelle, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, les taxes d'affranchissement des envois de la poste aux lettres;

9.5 formuler des propositions qui seront soumises à l'approbation soit du Congrès, soit des Administrations postales conformément à l'article 121; l'approbation du Conseil d'administration est requise lorsque ces propositions portent sur des questions relevant de la compétence de ce dernier;

9.6 examiner, à la demande de l'Administration postale d'un Pays-membre, toute proposition que cette Administration transmet au Bureau international selon l'article 120, en préparer les commentaires et charger le Bureau de les annexer à ladite proposition avant de la soumettre à l'approbation des Administrations postales des Pays-membres;

9.7 recommander, si nécessaire, et éventuellement après approbation par le Conseil d'administration et consultation de l'ensemble des Administrations postales, l'adoption d'une réglementation ou d'une nouvelle pratique en attendant que le Congrès décide en la matière;

9.8 élaborer et présenter, sous forme de recommandations aux Administrations postales, des normes en matière technique, d'exploitation et dans d'autres domaines de sa compétence où une pratique uniforme est indispensable. De même, il procède, en cas de besoin, à des modifications de normes qu'il a déjà établies;

9.9 élaborer, avec l'aide du Bureau international ainsi qu'en consultation avec le Conseil d'administration et avec son approbation, le projet de plan stratégique à soumettre au Congrès; réviser le plan approuvé par le Congrès, chaque année, également avec l'aide du Bureau international et l'approbation du Conseil d'administration;

9.9bis approuver le rapport annuel établi par le Bureau international sur les activités de l'Union dans ses parties qui ont trait aux responsabilités et fonctions du Conseil d'exploitation postale;

9.10 décider des contacts à prendre avec les Administrations postales pour remplir ses fonctions;

9.11 procéder à l'étude des problèmes d'enseignement et de formation professionnelle intéressant les pays nouveaux et en développement;

9.12 prendre les mesures nécessaires en vue d'étudier et de diffuser les expériences et les progrès faits par certains pays dans les domaines de la technique, de l'exploitation, de l'économie et de la formation professionnelle intéressant les services postaux;

9.13 étudier la situation actuelle et les besoins des services postaux dans les pays nouveaux et en développement et élaborer des recommandations convenables sur les voies et les moyens d'améliorer les services postaux dans ces pays;

9.14 prendre, après entente avec le Conseil d'administration, les mesures appropriées dans le domaine de la coopération technique avec tous les Pays-membres de l'Union, en particulier avec les pays nouveaux et en développement;

9.15 examiner toutes autres questions qui lui sont soumises par un membre du Conseil d'exploitation postale, par le Conseil d'administration ou par toute Administration d'un Pays-membre;

10. Les membres du Conseil d'exploitation postale participent effectivement à ses activités. Les Administrations postales des Pays-membres n'appartenant pas au Conseil d'exploitation postale peuvent, sur leur demande, collaborer aux études entreprises, en respectant les conditions que le Conseil peut établir pour assurer le rendement et l'efficacité de son travail. Elles peuvent aussi être sollicitées pour présider des Groupes de travail lorsque leurs connaissances ou leur expérience le justifient.

11. (Supprimé.)

12. Le Conseil d'exploitation postale établit, à sa session précédant le Congrès, le projet de programme de travail de base du prochain Conseil à soumettre au Congrès, compte tenu du projet de plan stratégique, ainsi que des demandes des Pays-membres de l'Union, /.../ du Conseil d'administration et du Bureau international. Ce programme de base, comprenant un nombre limité d'études sur des sujets d'actualité et d'intérêt commun, est révisable chaque année en fonction des réalités et des priorités nouvelles.

13. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Conseil d'administration peut désigner des représentants pour assister aux réunions du Conseil d'exploitation postale en qualité d'observateurs.

14. Le Conseil d'exploitation postale peut inviter à ses réunions sans droit de vote:

14.1 tout organisme international ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux;

14.2 des Administrations postales de Pays-membres n'appartenant pas au Conseil d'exploitation postale;

14.3 toute association ou entreprise qu'il souhaite consulter sur des questions concernant ses activités.

Huitième séance

Mardi 6 septembre 1994

Présidence de M. H. Demaret, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Tous les membres de la Commission sont présents, à l'exception de la déléguée de l'Italie.

Le rapport de la septième séance est approuvé.

20. 7.1, 20. 7.3, 20. 12.1, 20. 35.2, 20. 35.3, 20. 35.4, 20. 35.5, 20. 36.2, 20. 38.1, 20. 38.3, 20. 39.1, 20. 44.1, 20. 55.4

20. 0.2: adoptée avec les modifications suivantes:

- au premier tiret du deuxième considérant, remplacer «donc» qui précède «l'amélioration» par «**par conséquent**»;
- au deuxième dispositif, lire «les recommandations **existantes** du CCEP /.../ et l'Accord-cadre (le reste sans changement»;
- au troisième dispositif, remplacer «le CCEP (ou le Conseil d'exploitation postale);» par «le **Conseil d'exploitation postale**;»;
- au troisième tiret, insérer «**assurant le service**» entre «Administrations» et «EMS»;
- au dernier dispositif, remplacer «publier» par «**diffuser**».

20. 0.23: insérer «**activités**» après «Washington,».

20. 0.24: les valeurs «**30**» et «**130 DTS**» ont été insérées successivement au chiffre 2° sur la base des décisions des Commissions 4 et 7 concernant la responsabilité pour les envois recommandés et les colis postaux.

Approbation
du rapport de la
séance précédente

Examen
des propositions

Propositions
adoptées
sans modification

Propositions
adoptées
avec modifications

20. 0.25: modifier ainsi le dispositif:

- «– le Conseil d'exploitation postale **d'élaborer, diffuser et tenir à jour:**
 1° un ou plusieurs types (le reste sans changement);
 2° des recommandations (le reste sans changement).»

Afin d'harmoniser l'article 31 de la Convention avec l'article 21 de l'Arrangement concernant les colis postaux (voir 30. 21.2 et 30. 21.3), les modifications suivantes ont été apportées aux propositions 20. 31.4 et 20. 31.5.

20. 31.4: au début de la deuxième phrase du paragraphe 3, insérer «**Toutefois,**».

20. 31.5: le paragraphe 1bis est modifié comme suit: «Pendant cette période, les réclamations sont **acceptées** dès que le problème est signalé par l'expéditeur ou par le destinataire. **Cependant,** lorsque la réclamation d'un expéditeur concerne un envoi non distribué et que le délai d'acheminement prévu n'**est** pas encore expiré, (le reste sans changement).»

Par ailleurs, en ce qui concerne l'Arrangement concernant les colis postaux (proposition 30. 21.3), remplacer «publié» par «**prévu**», qui reflète mieux l'intention de l'auteur, qui a utilisé le terme anglais «anticipated».

20. 36.1: le paragraphe 1.2bis est modifié comme suit: «lorsque, la réglementation intérieure le permettant, l'envoi recommandé a été distribué dans une boîte aux lettres et **que le destinataire déclare ne pas l'avoir reçu lors de la procédure de réclamation;**».

30. 28.2/Rev 2, 20. 38.2/Rev 1: le texte adopté figure à l'annexe 1; l'auteur de ces deux propositions sera consulté sur les modifications apportées.

Propositions
dont l'examen
est différé

20. 39.91, 20. 7.2/Rev 1

Propositions
non retenues par
les Commissions
concernées

20. 0.1, 20. 0.6, 20. 0.7, 20. 31.2, 20. 31.3, 20. 31.6, 20. 35.1, 20. 44.2,
20. 49.1, 20. 55.1, 20. 55.2, 20. 55.3

La séance est levée à 9 h 30.

Au nom de la Commission:

Le Président,
H. Demaret

Le Secrétaire,
R. Tallon

Le Secrétaire adjoint,
A. Johnsen

L'Assistant,
L. Chouiter

Article 38 de la Convention et article 28 de l'Arrangement concernant les colis postaux

Paiement de l'indemnité

**20. 38.2/Rev 1
et 30. 28.2/Rev 2**

Texte des paragraphes 3 et 3bis:

3. L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'Administration qui, ayant participé au transport et régulièrement saisie, a laissé s'écouler **deux** mois sans donner de solution définitive à l'affaire /.../ ou sans avoir signalé:

3.1 que le dommage paraissait dû à un cas de force majeure;

3.2 que l'envoi avait été retenu, confisqué ou détruit par l'autorité compétente en raison de son contenu ou saisi en vertu de la législation du pays de destination.

3bis. L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est aussi autorisée à désintéresser l'ayant droit dans le cas où la formule C 9 est insuffisamment remplie et a dû être retournée pour complément d'information, entraînant le dépassement du délai prévu au paragraphe 3.

Neuvième séance

Mercredi, 7 septembre 1994

Présidence de M. H. Demaret, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Tous les membres de la Commission sont présents.

Approbation
du rapport de la
séance précédente

Le rapport de la huitième séance est approuvé.

Propositions
adoptées
sans modification

02, 024, 15. 109.4, 20. 16.1/Rev 1, 20. 19.1, 20. 19.2, 20. 21.1, 20. 22.1,
20. 23.1, 20. 24.4, 20. 25.1, 20. 40.1

Propositions
adoptées
avec modifications

Congrès – Doc 93: adopté sous réserve de remplacer, à la troisième ligne du deuxième considérant, «et» par «et **selon lequel**».

043/Rev 1: adoptée avec les modifications suivantes:

- au cinquième considérant, supprimer «de»;
- au dernier dispositif, ajouter «**de:**» à la fin de la deuxième ligne et le supprimer au début des chiffres 1° à 4°;
- à la première ligne de la lettre d) du chiffre 2°, remplacer «le» par «**la**»;
- ajouter «**à**» à la deuxième ligne du chiffre 3° et le supprimer au début des lettres a) et b).

15. 109.5: à la dixième ligne du paragraphe 1, remplacer «Lors d'une promotion» par «Lors **de la** promotion».

15. 109.6: adoptée avec les modifications suivantes:

- à la deuxième ligne du paragraphe 2.2, remplacer «Conseil exécutif» par «Conseil **d'exploitation postale**»;
- au paragraphe 2.3, remplacer «Conseil exécutif» par «Conseil **d'administration**»;

- à la première ligne du paragraphe 2.3quater, remplacer «au Conseil exécutif ou au Conseil consultatif des études postales» par «au Conseil **d'administration** ou au Conseil **d'exploitation postale**»;
- à la première ligne du paragraphe 2.3quinquies, remplacer «du Conseil consultatif des études postales» par «du Conseil **d'exploitation postale**».

20. 0.4: adoptée avec les modifications suivantes:

- au deuxième considérant, lire «que la majorité des Administrations n'a pas adopté ce service facultatif et **que cela** rend difficile la fourniture de cette prestation pour les Administrations qui l'ont incluse dans **leur** gamme de services, /.../»;
- supprimer le texte du premier dispositif;
- remplacer le dernier dispositif par:
«charge
le Conseil d'exploitation postale de:
 - **faire une étude approfondie de ce service d'envois à livraison attestée;**
 - **présenter au prochain Congrès les propositions appropriées.»**

20. 0.5: adoptée avec les modifications suivantes:

- compléter le premier considérant comme suit: «restreinte **dans certains pays, bien que le nombre total de coupons échangés augmente au niveau mondial,**»;
- à la troisième ligne du deuxième considérant, remplacer «lorsque nous considérons» par «lorsque **l'on considère**»;
- lire le dispositif comme suit:
«charge
le Conseil d'exploitation postale:
 - **de conduire une étude approfondie sur les coupons-réponse, de façon à analyser tous les aspects concernant ce service, y inclus sa comptabilité;**
 - de présenter au prochain Congrès les propositions **appropriées.**»

20. 0.11: adoptée avec les modifications suivantes:

- compléter le deuxième considérant par «Congrès **de Washington**»;
- à la fin du premier tiret du premier dispositif, remplacer «l'avantage compétitif dont elle dispose sur ses concurrents;» par «**son** avantage compétitif; /.../»;
- au début du dernier dispositif, supprimer «le Conseil d'administration et».

20. 0.19: adoptée avec les modifications suivantes:

- à la deuxième ligne du quatrième considérant, remplacer «assurés le plus efficacement et le plus rentablement possible,» par «assurés **de la façon la plus efficace et la plus rentable,**»;
- au dernier dispositif, première ligne, remplacer «l'organe approprié de l'UPU» par «**le Conseil d'exploitation postale**»; à la fin de la quatrième ligne, ajouter la préposition «**à**», la supprimer au début des deux tirets suivants, et supprimer «et à» au début du dernier tiret.

20. 10.3: à la deuxième ligne du paragraphe 3, supprimer «à n'importe quel moment».

20. 10.4: au début des paragraphes 2.2 et 7, remplacer «système basé sur» par «système **fondé** sur».

20. 11.1: adoptée avec les modifications suivantes:

- au début du paragraphe 2, remplacer «système basé sur» par «système **fondé** sur»;
- à la première ligne du paragraphe 2.3, remplacer «du courrier S.A.L.» par «**des envois** S.A.L.»;
- à la première ligne du paragraphe 3, remplacer «10.4.1 et 2 et 10.5» par «10.4.1, **4.2** et 10.5».

20. 13.1: à la première ligne du paragraphe 1bis, remplacer «perçue du destinataire pour des petits paquets» par «perçue **sur le** destinataire pour **les** petits paquets».

20. 17.1: à la deuxième ligne du paragraphe 2, remplacer «et de catégorie» par «et **sa** catégorie».

20. 18.1: à la deuxième ligne du paragraphe 2, remplacer «et de catégorie» par «et **sa** catégorie».

20. 20.1: aux deuxième et troisième lignes du paragraphe 2, remplacer «d'un envoi prioritaire/non prioritaire, selon le cas, non recommandé ou d'une lettre ordinaire» par «d'un envoi **ordinaire** prioritaire/non prioritaire, selon le cas, /.../ ou d'une lettre ordinaire».

20. 24.3: lire, au paragraphe 2, «Les Administrations qui assurent **ce** service doivent respecter les dispositions définies dans le Règlement /.../.»

20. 27.1: à la cinquième ligne du paragraphe 2, remplacer «expédiés dans des envois recommandés sous enveloppe close» par «expédiés /.../ sous enveloppe close **comme envois recommandés.**»

20. 50.1: adoptée avec les modifications suivantes:

- au troisième tiret du paragraphe 2.2, remplacer «de moins de 5 kilogrammes» par «**jusqu'à** 5 kilogrammes»;
- à la deuxième ligne du paragraphe 2.3bis, supprimer «d'exécution» après «Règlement».

25. RE 0.3: adoptée avec les modifications suivantes:

- à la première ligne du premier considérant, supprimer «d'exécution» après «Règlement»;
- à la deuxième ligne du dernier dispositif, remplacer «enveloppe spéciale plastifiée» par «enveloppe spéciale, **de préférence** plastifiée».

Décisions adoptées
par les Commissions
et les plénières

«Décision
Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organi-
sations internationales

Le Congrès
prend acte
du rapport du Directeur général sur les relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales,
invite
le Directeur général du Bureau international à:
– maintenir et à intensifier les relations avec l'ONU et d'autres organisations internationales;
– continuer à suivre l'évolution des questions évoquées dans son rapport;
– prendre les mesures qu'il jugera nécessaires dans l'intérêt de l'Union et de ses membres, compte tenu d'instructions éventuelles du Conseil d'administration;
– en rendre compte chaque année, dans une mesure appropriée, au Conseil d'administration.

(Congrès – Doc 24, 10e séance plénière)»

«Décision
Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux
peuples coloniaux par les institutions spécialisées

Le Congrès
prend acte
– du rapport du Directeur général sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées;
– des efforts déployés par l'UPU pour venir en aide aux réfugiés et aux territoires non autonomes ainsi qu'aux pays nouvellement indépendants et aux pays les moins avancés (PMA);

décide
d'intensifier les efforts dans la mesure des possibilités et des ressources disponibles pour accroître l'assistance à ces pays, orientant les interventions en fonction de l'évolution de la situation dans les régions concernées et dans le cadre d'un plan d'action concerté.

(Congrès – Doc 25, 10e séance plénière)»

Proposition qui
avait été différée

20. 39.91: le texte modifié figure à l'annexe 1. Le Secrétariat est chargé de recueillir l'avis de l'Allemagne, qui a mené à bien l'étude sur le courrier électronique.

Observations de la
Commission 10

- 1° Les modifications par rapport aux Actes précédents sont normalement soulignées et les suppressions sont indiquées par le signe /.../. Cette procédure sera, cette fois-ci, utilisée pour le Règlement général, le Règlement intérieur des Congrès et pour les Arrangements concernant les services financiers. Cependant, sur la base de la recommandation du Conseiller juridique du Bureau international, les modifications de la Convention et de l'Arrangement concernant les colis postaux ne seront pas signalées de cette manière, car les modifications ont été effectuées par rapport au Congrès – Doc 60/Add 1 et 3, qui ont un caractère intermédiaire. Néanmoins, pour des raisons pratiques, la renumérotation des articles et paragraphes et la modification des références seront, comme d'habitude, effectuées par le Bureau international après le Congrès.
- 2° Durant la lecture de l'Arrangement concernant les colis postaux, le Secrétariat a constaté certaines erreurs dans les articles 34 et 35. Ces erreurs ont été communiquées au Secrétariat de la Commission, qui publiera un corrigendum au rapport de sa deuxième réunion. Le texte correct de ces articles figure à l'annexe 2.

Propositions
non retenues par
les Commissions
concernées

022, 20. 19.3

La séance est levée à 10 h 40.

Au nom de la Commission:

Le Président,
H. DemaretLe Secrétaire,
R. TallonLe Secrétaire adjoint,
A. JohnsenL'Assistante,
M. Libera

Convention – Proposition

Deuxième partie

Dispositions concernant la poste aux lettres: Offre de prestations

CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES

20. 39.91

Créer le nouveau chapitre 6 suivant:

Chapitre 6

Courrier électronique

Article 39bis

Dispositions générales

1. Les Administrations postales peuvent convenir entre elles de participer aux services de courrier électronique.
2. Le courrier électronique **est un service postal qui utilise la voie des** télécommunications pour transmettre, conformes à l'original et en quelques secondes, des messages reçus de l'expéditeur sous forme physique ou électronique et qui doivent être remis au destinataire sous forme physique ou électronique. Dans le cas de la remise sous forme physique, les informations sont en général transmises par voie électronique **sur la plus grande distance** possible et reproduites sous forme physique **aussi près que** possible du destinataire. Les messages sous forme physique sont remis sous pli au destinataire comme envoi de la poste aux lettres.
3. Les tarifs relatifs au courrier électronique sont fixés par les Administrations en considération des coûts et des exigences du marché.

Article 39ter

Service de télécopie

La gamme de services du type bureaufax permet de transmettre des textes et illustrations conformes à l'original, par télécopie /.../.

Article 39quaterService de téléimpression

La gamme de services permet la transmission de textes et d'illustrations **générés** par des installations d'informatique (PC, ordinateur central).

Motifs. – A titre d'élargissement de leur offre de prestations dans le service de la poste aux lettres, plusieurs Administrations postales ont introduit le «courrier électronique» comme possibilité de transmission de correspondances.

Il existe deux alternatives techniques pour le dépôt, la transmission et la reproduction de messages à l'aide du courrier électronique: le codage sur la base de télécopies (points d'image) ou le codage sur la base de textes (alphanumérique).

La première est offerte dans le service de téléimpression par environ 70 Administrations postales et approximativement par le même nombre d'Administrations des télécommunications. Il est probable que d'autres Administrations postales introduiront ce service dans un proche avenir. Actuellement, l'organisation et le déroulement du service de télécopie sont réglés entre les Administrations individuelles par des arrangements bilatéraux – surtout sur la base des recommandations concernant le bureaufax F.160, F.170 et F.190 du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT-T). En raison de la diffusion croissante de la gamme de services et de l'état sophistiqué des recommandations susmentionnées de l'UIT-T qui a été atteint entre-temps, il paraît urgent de mettre ces règlements détaillés pour le service de télécopie à la disposition des Administrations postales.

Entre-temps, quelques Administrations postales offrent des prestations pour la communication hybride individuelle et/ou de masse dans le service électronique de téléimpression. Dans ce domaine aussi, des recommandations de l'UIT-T ont été élaborées entre-temps en coopération avec les télécommunications, qui doivent être portées à la connaissance des Administrations postales – bien qu'elles ne soient pas encore aussi stables que celles concernant les télécopies – pour donner de l'assistance aux Administrations postales intéressées en matière de planning et d'introduction de ce service.

Article 34
Quote-part territoriale de transit

1. Les colis échangés entre deux Administrations ou entre deux bureaux du même pays au moyen des services terrestres d'une ou de plusieurs autres Administrations sont soumis, au profit des pays dont les services participent à l'acheminement territorial, aux quotes-parts territoriales de transit calculées en combinant le taux par colis et le taux par kilogramme ci-après, selon l'échelon de distance qui s'applique:

Echelons de distance 1	Taux par colis 2	Taux par kg de poids brut de la dépêche 3
	DTS	DTS
Jusqu'à 600 km	0,77	0,10
Au-delà de 600 jusqu'à 1000 km	0,77	0,19
Au-delà de 1000 jusqu'à 2000 km	0,77	0,29
Au-delà de 2000 km	0,77	0,08 par 1000 km en sus

2. (Supprimé.)
3. Pour les colis en transit à découvert, les Administrations intermédiaires sont autorisées à réclamer une quote-part forfaitaire de 0,40 DTS par envoi.
4. Les quotes-parts visées sous 1 et 3 sont à la charge de l'Administration du pays d'origine, à moins que le présent Arrangement ne prévoie des dérogations à ce principe.
- 4bis. Le Conseil d'exploitation postale est autorisé à reviser et à modifier le tableau mentionné sous 1 dans l'intervalle entre deux Congrès. La revision, qui pourra être faite grâce à une méthodologie qui assure une rémunération équitable aux Administrations effectuant des opérations de transit, devra s'appuyer sur des données économiques et financières fiables et représentatives. La modification éventuelle qui pourra être décidée entrera en vigueur à une date fixée par le Conseil d'exploitation postale.
- 4ter. Aucune quote-part territoriale de transit n'est due pour:
- 4.1 le transbordement des dépêches-avion entre deux aéroports desservant une même ville;
- 4.2 le transport de ces dépêches entre un aéroport desservant une ville et un entrepôt situé dans cette même ville et le retour de ces mêmes dépêches en vue de leur réacheminement.

Article 35
Quote-part maritime

1. Chacun des pays dont les services participent au transport maritime de colis est autorisé à réclamer les quotes-parts maritimes visées sous 2. Ces quotes-parts sont à la charge de l'Administration du pays d'origine, à moins que le présent Arrangement ne prévoie des dérogations à ce principe.
2. Pour chaque service maritime emprunté, la quote-part maritime est calculée en combinant le taux par colis et le taux par kilogramme ci-après, selon l'échelon de distance qui s'applique:

Echelons de distance

a) exprimés en milles marins	b) exprimés en km après conversion sur la base de 1 mille marin = 1,852 km	Taux par colis	Taux par kg de poids brut de la pêche
		DTS	DTS
Jusqu'à 500 milles marins	Jusqu'à 926 km	0,58	0,06
Au-delà de 500 jusqu'à 1000	Au-delà de 926 jusqu'à 1852	0,58	0,09
Au-delà de 1000 jusqu'à 2000	Au-delà de 1852 jusqu'à 3704	0,58	0,12
Au-delà de 2000 jusqu'à 3000	Au-delà de 3704 jusqu'à 5556	0,58	0,14
Au-delà de 3000 jusqu'à 4000	Au-delà de 5556 jusqu'à 7408	0,58	0,16
Au-delà de 4000 jusqu'à 5000	Au-delà de 7408 jusqu'à 9260	0,58	0,17
Au-delà de 5000 jusqu'à 6000	Au-delà de 9260 jusqu'à 11 112	0,58	0,19
Au-delà de 6000 jusqu'à 7000	Au-delà de 11 112 jusqu'à 12 964	0,58	0,20
Au-delà de 7000 jusqu'à 8000	Au-delà de 12 964 jusqu'à 14 816	0,58	0,21
Au-delà de 8000	Au-delà de 14 816	0,58	0,01 par 1000 milles marins (1852 km) en sus

3. (Supprimé.)

4. Les Administrations ont la faculté de majorer de 50 pour cent au maximum la quote-part maritime fixée sous 2. Par contre, elles peuvent la réduire à leur gré.

4bis. Le Conseil d'exploitation postale est autorisé à reviser et à modifier le tableau mentionné sous 2 dans l'intervalle entre deux Congrès. La revision, qui pourra être faite grâce à une méthodologie qui assure une rémunération équitable aux Administrations effectuant des opérations de transit, devra s'appuyer sur des données économiques et financières fiables et représentatives. La modification éventuelle qui pourra être décidée entrera en vigueur à une date fixée par le Conseil d'exploitation postale.

Article 36

Attribution des quotes-parts

1. L'attribution des quotes-parts aux Administrations intéressées est effectuée, en principe, par colis.

2. (Supprimé.)

3. (Supprimé.)

4. Les colis de service et les colis de prisonniers de guerre et d'internés civils ne donnent lieu à l'attribution d'aucune quote-part, exception faite des frais de transport aérien applicables aux colis-avion.

Dixième séance

Jeudi 8 septembre 1994

Présidence de M. H. Demaret, Président

La séance est ouverte à 8 heures.

Tous les membres de la Commission sont présents.

Approbation du rapport de la séance précédente	Le rapport de la neuvième séance est approuvé après quelques légères modifications.
Examen des propositions	
Propositions adoptées sans modification	40. 4.1, 40. 10.1, 40. 11.1, 40. 12.1, 50. 2.1
Propositions adoptées avec modifications	<p>20. 7.2/Rev 1: adoptée selon l'annexe 1, sous réserve de l'accord du Président de la Commission 4.</p> <p>20. 26.3/Rev 1: à la fin du paragraphe 3, supprimer «interne», à la fin du paragraphe 4, supprimer «intérieure», et ajouter à chaque fois «propre» avant «législation».</p> <p>030: le texte modifié figure en annexe 2.</p> <p>031: au deuxième considérant, remplacer «notant» par «se référant à»; au sixième considérant, ajouter «également» après «notant».</p> <p>40. 0.1: dans le titre du tableau du document Congrès/C 8 – Rapp 1/Annexe 1, supprimer «Projet de» (voir annexe 3).</p> <p>40. 0.2: à la deuxième ligne du premier considérant, remplacer «voir effectuer» par «procéder à».</p> <p>40. 9.1: au paragraphe 5.1, remplacer «quatre mois» par «trois mois»; au paragraphe 5.3, remplacer «trois mois» par «deux mois».</p> <p>50. 15.91: au paragraphe 1, supprimer la virgule après «POSTNET».</p>

Proposition
dont l'examen
est différé

30. 13.91

Proposition
dont l'examen
est confié au CEP

20. 29.4: voir décision ci-après.

Décision adoptée
sans modification

«Décision

Envois non distribuables

Le Congrès,

ayant examiné

la question de la perception d'une taxe au titre des envois en nombre non distribués et qui sont renvoyés à l'expéditeur dans un pays autre que celui où ils ont été déposés,

estimant

qu'une éventuelle rémunération ne devrait être établie qu'après une étude prenant en compte les nouvelles dispositions du système des frais terminaux, notamment le courrier en nombre,

charge

le Conseil d'exploitation postale:

- d'étudier la possibilité d'établir une rémunération à percevoir sur l'expéditeur des envois en question;
- d'élaborer, le cas échéant, à l'intention des organes compétents les propositions appropriées.

(Proposition 20. 29.4, Commission 4, 9e séance).»

Résolution
de la Commission 8
adoptée
sans modification

«Résolution

Propositions relatives au Règlement d'exécution des Arrangements concernant les services financiers postaux renvoyés au CEP

Le Congrès,

en vertu

de l'article 15, paragraphes 2, 3 et 10, du Règlement intérieur des Congrès,

charge

le Conseil d'exploitation postale d'examiner les propositions suivantes relatives au Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les services financiers postaux:

45. RE 605. 1, 45. RE 801.1, 45. RE 1101.1, 45. RE 1105.91, 45. RE 1202.91, 45. RE 1202.92, 45. RE 1202.93, 55. RE 201.1, 55. RE 317.1, 55. RE 1302.1, 55. RE 1304.91, 55. RE 1304.92, 55. RE 1304.93

(Commission 8, 2e séance).»

Propositions
non retenues par
les Commissions
concernées

20. 26.1, 20. 26.2, 20. 29.1, 40. 5.1, 40. 6.1, 40. 10.2

La séance est levée à 10 heures.

Au nom de la Commission:	Le Président, H. Demaret	Le Secrétaire, R. Tallon
		Le Secrétaire adjoint, A. Johnsen
		L'Assistant, L. Chouiter

Article 7

Taxes

Modification des paragraphes 2 et 3:

- 2. Les taxes appliquées, y compris celles fixées à titre indicatif dans les Actes, doivent être au moins égales à celles appliquées aux envois du régime intérieur présentant les mêmes caractéristiques (catégorie, quantité, délai de traitement, etc.).**
- 3. Les Administrations postales sont autorisées à dépasser toutes les taxes figurant dans la Convention et les Arrangements, y compris celles qui ne sont pas fixées à titre indicatif:**
 - 3.1 si les taxes qu'elles appliquent pour les mêmes services dans leur régime intérieur sont plus élevées que celles fixées;**
 - 3.2 si cela est nécessaire pour couvrir les coûts d'exploitation de leurs services ou pour tout autre motif raisonnable.**

Résolution

Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)

Le Congrès,

vu
(sans changement),

considérant
(sans changement),

rappelant
(sans changement),

reconnaissant
(sans changement),

tenant compte
(sans changement),

invite

les pays les moins avancés à:

- /.../ mobiliser toutes les ressources humaines, financières et matérielles disponibles sur place et /.../ tirer le meilleur profit possible de l'aide qui leur est fournie dans le secteur postal;
- **identifier, renforcer les activités susceptibles d'accroître leurs sources de revenus telles que la philatélie et la comptabilité internationale et élaborer de nouvelles stratégies commerciales,**

invite également

les Unions restreintes à accroître l'assistance fournie aux PMA,

charge

les organes de l'Union:

- de prendre les mesures **nécessaires** (le reste sans changement);
- (sans changement);
- (sans changement);
- **d'aider les PMA à renforcer leur capacité à tirer davantage de revenus des activités telles que la philatélie, la comptabilité internationale et les nouveaux services,**

charge **également**

le Directeur général du Bureau international:

- (sans changement);
- de proposer **aux organes de l'UPU** un programme d'activité fondé sur les secteurs prioritaires et les besoins spécifiques des pays considérés, **en particulier dans les domaines où un accroissement des sources de revenus est possible.**

Résolution

Programme d'action visant à dynamiser les services financiers postaux

Le Congrès,

vu

le Débat élargi de Séoul organisé le 2 septembre 1994 au sein de la Commission 8 du Congrès sur le thème «Avenir des services financiers postaux»,

considérant

- l'importance primordiale de l'extension des services financiers postaux pour atteindre une meilleure couverture et universalité du réseau des systèmes de paiements postaux internationaux au plan mondial;
- la nécessité de sauvegarder et d'améliorer la qualité des services financiers postaux;
- le développement des applications télématiques pour le transfert de fonds des services financiers postaux et l'utilisation des systèmes informatisés comme condition essentielle de l'efficacité opérationnelle des services;
- l'importance des recettes attendues des échanges financiers postaux et la nécessité de fidéliser la clientèle aussi bien au niveau national qu'international;
- que, pour rester compétitifs, les services doivent s'adapter rapidement aux mutations de l'environnement et plus particulièrement au développement du marché des paiements financiers internationaux,

constatant

l'absence de services financiers postaux internationaux dans un grand nombre de Pays-membres de l'UPU,

estimant

cette situation peu satisfaisante pour la poursuite d'échanges financiers efficaces entre partenaires des différents continents,

estimant

la réglementation actuelle non adaptée, d'une part, aux règles économiques en vigueur et, d'autre part, ne permettant pas la flexibilité nécessaire dans le domaine de la production,

conscient

du fait qu'une politique de développement ne suffit pas à elle seule à concrétiser la mise sur pied de services financiers sûrs, modernes et économiquement viables,

tenant compte

de l'intérêt d'un engagement commun s'appuyant sur des principes d'action reconnus,

approuve

le Programme d'action visant à dynamiser les services financiers postaux (PASFP) ci-joint,

exhorte

les Administrations postales à développer leurs échanges financiers postaux en s'inspirant des objectifs du PASFP, notamment en vue de l'extension des services financiers postaux au plan mondial,

invite

les Unions restreintes à tenir largement compte du PASFP dans leur programme régional et à définir des priorités à leur niveau,

charge

le Conseil d'exploitation postale:

1° de prendre les mesures pour:

- inciter les Pays-membres de l'Union à créer des services permettant en premier lieu les transferts de fonds;
- faciliter la modernisation de ces transferts;
- favoriser la flexibilité dans les échanges;
- simplifier les modes de règlements réciproques;
- favoriser les échanges techniques dans le domaine des services financiers postaux;
- assurer une promotion adéquate des services;

2° d'adapter la réglementation actuelle en fonction de ces mesures;

3° d'assurer le suivi de l'application du PASFP;

4° de faire rapport au prochain Congrès sur l'exécution du PASFP,

charge

le Bureau international de suivre ces activités et, le cas échéant, de proposer au Conseil d'exploitation postale des adaptations à ce programme d'action.

Programme d'action visant à dynamiser les services financiers postaux (PASFP)

Objectifs	Projets/Actions/Activités	Responsabilité ¹⁾
Stratégie	A. Développer les échanges financiers postaux grâce à la mise sur pied à l'échelle internationale d'un réseau universel, évolutif et opérationnel de systèmes (services) de paiements financiers de la poste	
A 1 Extension des services financiers postaux au plan mondial, universalité des systèmes de paiements financiers de la poste	A 1.1 Augmenter le nombre de pays participant activement aux services financiers postaux afin de développer la couverture des services à l'échelle mondiale	
	A 1.1.1 Inciter les Pays-membres de l'Union et les Etats respectifs à créer des services financiers postaux permettant en premier lieu les transferts de fonds dans le régime international.	CEP, UR
	A 1.1.2 Accorder une priorité à la création des services financiers postaux au sein des Administrations qui ne fournissent pas actuellement de prestations dans ce domaine.	Adm, UR
	A 1.2 Simplifier la réglementation actuelle et les conditions d'exécution des services afin d'inciter de nombreuses Administrations à participer et à adhérer aux systèmes de paiements financiers internationaux de la poste	
	A 1.2.1 Mettre en oeuvre la refonte des Actes des services financiers postaux tendant à simplifier et à rendre plus souples les conditions d'exécution des services financiers postaux.	CEP, UR
	A 1.3 Favoriser l'adhésion aux services financiers postaux sur la base des Arrangements en vigueur de l'UPU	
	A 1.3.1 Envisager les mesures pour sensibiliser les Administrations offrant les services sur la base d'accords bilatéraux à se rallier aux Arrangements en vigueur de l'UPU.	CEP, UR
	A 1.3.2 Détecter les raisons empêchant de se rallier aux Arrangements universels de l'UPU relatifs aux services financiers postaux et prendre les mesures visant à s'adapter aux conditions du service universel sur la base de ces Arrangements de l'UPU.	Adm, CEP, UR
	A 2.1 Développer et optimiser l'organisation interne des institutions financières postales pour un réseau de services financiers postaux encore plus efficace pour les paiements à distance et de proximité	
	A 2.1.1 Augmenter le nombre de bureaux de poste assurant des prestations financières postales dans toutes les régions et zones rurales eu égard aux coûts/bénéfices.	Adm
A 2 Développer et améliorer les services financiers postaux conventionnels et informatisés	A 2.1.2 Automatiser les bureaux de poste et informatiser les processus de traitement internes des titres aux guichets en utilisant les modes et procédures d'échange les plus performants.	Adm, CEP
	A 2.2 Améliorer le service des mandats de poste	
	A 2.2.1 Améliorer les délais d'acheminement des mandats.	Adm, CEP
	A 2.2.2 Améliorer la sûreté du service et diminuer les délais de réclamation.	Adm, CEP
	A 2.2.3 Pousser les pays qui n'ont pas de service de mandats à l'arrivée à jouer le rôle d'intermédiaire en émettant des chèques à destination des bénéficiaires.	Adm, CEP
	A 2.2.4 Confier à un groupe d'experts l'étude de mesures qui permettraient d'améliorer le service des mandats internationaux.	CEP

1) Cette colonne indique les entités responsables des actions. Les abréviations utilisées sont les suivantes:
Adm = Administrations
BI = Bureau international
CEP = Conseil d'exploitation postale
UR = Unions restreintes

Objectifs	Projets/Actions/Activités	Responsabilité
	<i>A 2.3 Améliorer le service des chèques postaux</i>	
	A 2.3.1 Développer l'émission de cartes de retrait et équiper les bureaux de poste de terminaux et de distributeurs automatiques de billets de banque (DAB).	Adm, CEP
	A 2.3.2 Augmenter le nombre de pays acceptant de payer les Postchèques dans les bureaux de poste.	Adm, CEP
	A 2.3.3 Confier à un groupe d'experts l'étude de mesures qui permettraient d'améliorer le service des chèques postaux.	CEP
	<i>A 2.4 Simplifier les modes d'échange de mandats de poste et de chèques postaux ainsi que des processus d'encaissement et de paiement</i>	
	A 2.4.1 Mener à terme une étude visant à simplifier les modes opératoires, les processus d'encaissement et de paiement et les modes d'échange de mandats de poste internationaux et de chèques postaux.	CEP
	<i>A 2.5 Simplifier les modes de facturation des comptes et les règlements réciproques</i>	
	A 2.5.1 Promouvoir l'utilisation du compte courant postal de liaison.	Adm, CEP
	A 2.5.2 Mettre en place l'utilisation de moyens informatiques pour: émission et vérification des relevés de comptes, établissement et transmission électronique des comptes mensuels et des listes récapitulatives pour les mandats de poste.	Adm, CEP
A 3 Créer la future configuration du réseau universel informatisé des transferts électroniques de fonds des services financiers postaux	<i>A 3.1 Développer les applications télématiques pour le transfert de fonds des services financiers postaux</i>	
	A 3.1.1 Promouvoir la mise en place, l'extension et le développement du système de transferts électroniques de fonds financiers postaux au plan mondial pour créer le réseau de paiements internationaux informatisé dont le système pivot sera EUROGIRO.	Adm, CEP
	A 3.1.2 Evaluer les critères de participation des institutions financières postales au système EUROGIRO, coûts, frais d'installation, de participation/bénéfices.	Adm, CEP
	A 3.1.3 Encourager les services financiers postaux capables d'offrir le service des virements à adhérer en tant qu'utilisateurs au système EUROGIRO.	CEP
	A 3.1.4 Promouvoir l'encaissement de mandats de poste et des échanges internationaux de mandats de poste par le biais du réseau EUROGIRO.	Adm
	A 3.1.5 Promouvoir la mise en oeuvre d'un nouveau concept du réseau de paiement informatisé permettant d'offrir un système électronique de transferts des titres peu coûteux aux institutions financières postales qui ont un faible volume de transactions et/ou qui ne possèdent pas de systèmes de traitement des données.	Adm, CEP
A 4 Mettre en œuvre des programmes de contrôle de qualité des services financiers postaux	<i>A 4.1 Fournir un contrôle informatisé de la qualité des transactions</i>	
	A 4.1.1 Favoriser l'application de moyens visant à assurer un contrôle informatisé des opérations financières postales en ligne depuis les bureaux de poste et utiliser les avantages du système EUROGIRO.	Adm, CEP
	A 4.1.2 Envisager les mesures visant à instaurer un contrôle permanent de la qualité de fonctionnement des services financiers postaux et mener les études à terme pour le renforcer.	Adm, CEP

Objectifs	Projets/Actions/Activités	Responsabilité
A 5 Intensifier une coordination, coopération et collaboration des Pays-membres de l'UPU, des institutions financières postales	A 5.1 <i>Poursuivre le partenariat aux services conventionnels sur la base des Arrangements bilatéraux et multilatéraux relatifs aux services financiers postaux</i>	CEP
	A 5.1.1 Développer l'échange des informations avec les Administrations qui ne fournissent ces services que de façon bilatérale (multilatérale).	
	A 5.2 <i>Favoriser les contacts et la coopération entre les pays désirant développer les nouveaux systèmes des services financiers postaux</i>	Adm, CEP, UR CEP, UR
	A 5.2.1 Favoriser les échanges techniques dans le domaine des services financiers postaux.	
	A 5.2.2 Mettre en oeuvre des programmes permanents de coopération consistant à fournir une assistance technique axée sur la création de centres des services financiers postaux et l'introduction des services de mandats de poste et de chèques postaux.	
Stratégie	B. Adapter les services financiers postaux à l'évolution du marché, aux besoins de la clientèle, aux techniques et au développement des moyens de communication pour les rendre plus rentables et compétitifs au niveau international	
B 1 Mieux définir le marché des services financiers postaux	B 1.1 <i>Parvenir à une meilleure connaissance du marché des services financiers postaux</i>	Adm, UR, CEP
	B 1.1.1 Mettre en oeuvre des études pour définir: <ul style="list-style-type: none">– les structures du marché et les produits à développer;– les groupes de clients, besoins des utilisateurs, leur degré de satisfaction;– la concurrence: méthodes, parts du marché qu'ils détiennent;– les tendances et le développement potentiel des services.	
	B 1.1.2 Mettre en oeuvre des programmes de relations avec la clientèle.	Adm
B 2 Adapter les services financiers postaux aux besoins évolutifs de la clientèle	B 2.1 <i>Elargir et normaliser la gamme des produits/prestations des services financiers postaux au plan national et international</i>	Adm, UR, CEP
	B 2.1.1 Intervenir afin que la gamme des produits/prestations des services financiers postaux soit élargie dans tous les pays pour effectuer les paiements à distance et de proximité et favoriser la mise en place des prestations de base pour renforcer l'universalité des services fournis à la clientèle.	
	B 2.1.2 Développer les prestations des services financiers postaux pour répondre à des besoins spécifiques de la clientèle par exemple, dépôts de salaires, virements automatiques de débits, service des transactions automatiques avec cartes de retrait et distributeurs automatiques de billets de banque, livret d'épargne, service automatique de dépôt de dividendes, d'indemnités, etc.	Adm, CEP
	B 2.1.3 Assurer une promotion adéquate des services conventionnels et des nouveaux produits de paiements financiers de la poste grâce à la mise en oeuvre de politiques commerciales de marketing et à l'application de nouvelles technologies et techniques.	Adm, UR, CEP
	B 2.1.4 Inciter les Administrations à prendre toutes les mesures nécessaires pour adapter les services financiers postaux aux mutations commerciales et techniques.	CEP
	B 2.2 <i>Faciliter les relations entre Administrations par l'adoption de conditions plus souples d'exécution des services</i>	CEP
	B 2.2.1 Modifier les dispositions en vigueur dans le cadre de l'étude sur la refonte des Actes des services financiers postaux	
	B 2.2.2 Adopter des mesures pratiques au plan bilatéral.	Adm

Objectifs	Projets/Actions/Activités	Responsabilité
	<i>B 2.3 Appliquer entre Administrations des dispositions prévoyant une rémunération/compensation équitable et liée aux coûts</i>	Adm, CEP
B 3 Assurer un degré suffisant d'autonomie de gestion des services financiers postaux (institutions financières postales)	<i>B 3.1 Disposer de plans et de politiques d'entreprise à long terme relatifs au développement des services financiers postaux</i> B 3.1.1 Elaborer et mettre en oeuvre les plans énonçant des actions clairement définies, assorties d'objectifs, de coûts et de délais quantifiés permettant de solliciter des investissements.	Adm
B 4 Rôle accru de l'UPU face à l'adaptation des services financiers postaux à un nouvel univers	<i>B 4.1 Assurer la mise en œuvre du PASFP compte tenu des pouvoirs accordés et des moyens disponibles</i> B 4.1.1 Répartir entre les organes permanents de l'UPU les attributions et les procédures d'exécution et du contrôle du déroulement du PASFP. B 4.1.2 Définir les mesures concrètes et les études visant à l'exécution du PASFP. B 4.1.3 Mener des consultations auprès des Administrations relatives au suivi de l'exécution du PASFP. B 4.1.4 Gérer les ressources financières allouées aux activités d'exécution et de suivi du PASFP.	CEP, BI CEP, BI CEP

Onzième séance

Vendredi 9 septembre 1994

Présidence de M. H. Demaret, Président

La séance est ouverte à 7 h 30.

Tous les membres de la Commission sont présents.

Approbation
du rapport de la
séance précédente

Le rapport de la dixième séance est approuvé.

Propositions
adoptées
sans modification

15. 102.1 (telle qu'amendée par la proposition 15. 102.12), 15. 106.91/Rev 1, 15. 107.2/Rev 1, 15. 113.3, 15. 115.1, 20. 0.21, 20. 0.22, 20. 57.4, 30. 41.4, 40. 13.4, 50. 17.4, 60. 9.3

Propositions
adoptées
avec modifications

03: adoptée avec les modifications suivantes:

«Le Congrès

charge

le Conseil d'exploitation postale d'introduire dans le programme des études pour la période 1995–1999 une sous-étude intitulée «Distribution des envois EMS par des entreprises privées» en vue de:

- 1° préparer un projet d'accord-cadre entre les Administrations postales et les sociétés privées assurant la distribution des envois EMS;
- 2° élaborer un guide opérationnel pour la distribution des envois EMS par des entreprises privées /.../.

04: adoptée avec les modifications suivantes:

- au premier considérant, remplacer «Conseil consultatif des études postales» par «Conseil **d'exploitation postale**»;
- au deuxième considérant, remplacer «vu» par «vu **également**»;
- à la deuxième ligne du quatrième considérant, après «d'intérêt commun», remplacer «programme» par «**et**»;
- compléter la première ligne du dispositif comme suit: «de laisser à ce Conseil le soin, **dans le cadre du plan stratégique**:».

011: au dispositif, remplacer «le Conseil exécutif» par «le Conseil **d'administration**» et supprimer «le cas échéant».

021/Rev 1: modifier le dispositif comme suit:

«charge

le Conseil d'administration, travaillant en collaboration avec le Bureau international:

- d'entreprendre une étude sur les méthodes de travail et les procédures de service de traduction et de dactylographie suivies tant au sein du Bureau international que par les groupes linguistiques, **ainsi que sur l'élaboration et la distribution des documents**, afin de déterminer les conséquences de ces procédures sur l'efficacité de la gestion du travail de l'Union et de faire des recommandations au sujet **des améliorations appropriées**, à appliquer le plus rapidement possible;
- **d'inclure dans son étude les coûts de la traduction des documents vers la langue officielle.**»

032: insérer le dispositif suivant après le dernier considérant:

«**invite instamment**

les autorités postales à réserver pour la formation un pourcentage de la masse salariale ou de la recette opérationnelle.».

036: adoptée avec les modifications suivantes:

- modifier le deuxième considérant comme suit:
«ayant
examiné le rapport **commun** du Conseil exécutif **et du Conseil consultatif des études postales** sur les activités du Groupe d'action pour le développement postal (GADP) (Congrès – Doc 56),»;
- modifier le dernier dispositif comme suit:
«**décide**
d'adopter le programme de travail **ci-annexé** du Groupe d'action pour le développement postal pour 1995–1999. /.../».

041/Rev 2: adoptée avec les modifications suivantes:

- modifier le troisième considérant comme suit:
«reconnaissant
a) que le Comité est un **organe** de coordination au sein de l'Union, qui se compose du Président du Conseil **d'administration**, du Président du Conseil **d'exploitation postale** et du **Directeur général du Bureau international**;
b) que le Comité est convoqué par le Président du Conseil **d'administration** et (le reste sans changement),»;
- à la troisième ligne du chiffre 2° du dispositif, supprimer «(proposition 022)».

042: modifier le dispositif comme suit:

«**invite**

le Conseil d'administration à **examiner**, de concert avec le Conseil d'exploitation postale et le Bureau international, /.../ l'utilité de tenir une réunion à haut niveau, **en principe** dans la troisième année suivant le Congrès, à laquelle assisteraient les responsables /.../ de haut niveau.

045: compléter la fin du dispositif par «à cet égard, **ainsi que l'analyse de l'expérience des autres organisations internationales concernant des initiatives similaires**».

048: adoptée avec les modifications suivantes:

- à la deuxième ligne de la lettre a) du deuxième dispositif, remplacer «en incorporant dans cette mise en œuvre» par «en **y** incorporant»;
- à la première ligne de la lettre d) du deuxième dispositif, remplacer «chiffres» par «**résultats**»;
- à la fin de la lettre d) du deuxième dispositif, remplacer «de réaffecter au besoin les fonds et les ressources;» par «**en ce qui concerne le montant et l'affectation des dépenses ainsi que les sources de financement dans le cadre de leurs compétences respectives**;».

15. 102.2 (telle qu'amendée par la proposition 15. 102.10): à la première ligne, remplacer «Conseil exécutif» par «Conseil **d'administration**».

15. 124.1: à la première ligne, remplacer «Conseil exécutif» par «Conseil **d'administration**».

15. 124.2: à la deuxième ligne, remplacer «Conseil exécutif» par «Conseil **d'administration**», et compléter la fin du paragraphe par «**dans un délai convenu de cinq ans au maximum**».

20. 0.20: à la troisième ligne du deuxième considérant, remplacer «retourner» par «**renvoyer**».

Résolutions
et décision
adoptées par
les Commissions

«Résolution

Service de groupage «Consignment»

Le Congrès,

ayant

introduit dans l'Arrangement concernant les colis postaux les dispositions de base relatives au service de groupage «Consignment»,

conscient

que les Administrations qui souhaitent offrir ce service ont besoin de dispositions plus détaillées,

estimant

que ce même service pourrait ultérieurement être offert pour le transport des envois de la poste aux lettres,

charge

le Conseil d'exploitation postale:

- 1° d'élaborer les dispositions dont les Administrations postales ont besoin pour offrir le service de groupage «Consignment»;
- 2° d'étudier la question d'étendre ce service au transport des envois de la poste aux lettres et, le cas échéant, de présenter des propositions appropriées au prochain Congrès.

(Proposition 30. 13.91/Rev 2, Commission 5, 3e séance)»

Observations de la
Commission 10

La Commission a été appelée à recueillir les avis des Secrétaires des Commissions 3 et 5 en ce qui concerne la meilleure manière de traduire la version française du nouveau terme «Consignment» dans la résolution pertinente décidée par la Commission 5. Les dispositions de la proposition 30. 13.91/Rev 2, qui avait été différée, devaient également être conformes au contenu de ladite résolution. Le texte révisé de la proposition 30. 13.91/Rev 2 figure à l'annexe 1.

Résolutions
et décision
adoptées par
les Commissions
(suite)**«Décision****Etude sur le système linguistique de l'Union**

Le Congrès

charge

le Conseil d'administration:

- 1° d'entreprendre une étude de l'ensemble du système linguistique de l'Union afin de rechercher une solution globale qui puisse être acceptée par tous les Pays-membres, en prenant notamment en considération les propositions 15. 106.94 et 15. 106.95 ainsi que d'autres langues, en particulier l'allemand, le chinois et le russe, et en s'inspirant des systèmes adoptés par les autres institutions spécialisées des Nations Unies;
- 2° d'analyser également la définition des notions de langue officielle et de langue de travail et les rapports entre ces deux notions;
- 3° d'examiner toutes les conséquences, notamment financières, de l'introduction éventuelle d'autres langues de travail;
- 4° de soumettre les propositions pertinentes au prochain Congrès.

(Propositions 15. 106.94, 15. 106.95, Commission 3, 7e séance)»

«Résolution**La gestion de l'information en tant qu'activité stratégique de l'UPU**

Le Congrès,

ayant pris connaissance

du rapport du Secrétaire général sur la gestion de l'information en tant qu'activité stratégique de l'UPU (Congrès – Doc 71),

décide

- de reconnaître la gestion de l'information, et plus particulièrement celle assurée par des moyens informatiques, comme activité stratégique de l'UPU;
- de prendre note de l'état de la mise en place de la base de données au profit des Administrations postales et du Bureau international.

(Commission 3, 8e séance)»

Propositions
non retenues par
les Commissions
concernées

06, 08, 019, 033, 047, 15. 102.9, 15. 124.4, 20. 57.3, 30. 41.3, 40. 13.3,
50. 17.3

La séance est levée à 9 h 50.

Au nom de la Commission:	Le Président, H. Demaret	Le Secrétaire, R. Tallon
		Le Secrétaire adjoint, A. Johnsen
		L'Assistante, M. Libera

Article 13bis

Service de groupage «Consignment»

Libellé révisé de l'article 13bis:

1. Les Administrations peuvent convenir entre elles de participer à un service facultatif de groupage dénommé «Consignment» pour les envois groupés d'un seul expéditeur destinés à l'étranger.
2. Dans la mesure du possible, ce service est identifié par un logo composé des éléments suivants:
 - le mot CONSIGNMENT en bleu;
 - trois bandes horizontales (une rouge, une bleue et une verte).



3. Les détails de ce service seront fixés bilatéralement entre l'Administration d'origine et celle de destination sur la base des dispositions définies par le Conseil d'exploitation postale.

Douzième séance

Vendredi 9 septembre 1994

Présidence de M. H. Demaret, Président

La séance est ouverte à 17 heures.

Neuf membres de la Commission sont présents.

Approbation
du rapport de la
séance précédente

Le rapport de la onzième séance est approuvé.

Examen
des propositions

Propositions
adoptées
sans modification

20. 0.18

Propositions
adoptées
avec modifications

20. 0.9/Rev 1: à la première ligne du dispositif, remplacer la conjonction «et» après «général» par une virgule et, à la deuxième ligne, supprimer la virgule après «usage».

20. 5.1/Rev 1: à la fin, supprimer «d'exécution de la Convention».

20. 0.8/Rev 1: à la première ligne du dispositif, remplacer «l'organe compétent de l'UPU» par «**le Conseil d'exploitation postale**».

20. 29.3: dans le titre, biffer «Renvoi au pays d'origine ou à l'expéditeur», et remplacer les paragraphes 2 et 3 par le nouveau paragraphe 2 suivant: «**Le renvoi des envois non distribuables ainsi que leur délai de garde relèvent du Règlement.**»

20. 41.3: à la deuxième ligne, remplacer «cette Administration» par «cette **dernière**».

25. RE 0.1: au deuxième considérant, supprimer «envoyés».

25. RE 0.4: adoptée avec les modifications suivantes:

- insérer le premier dispositif suivant:

«charge

le Conseil d'exploitation postale:

- **de réaliser une étude visant à simplifier davantage les procédures comptables de la poste aux lettres et des colis postaux;**
- **d'étudier la possibilité de faciliter les règlements internationaux par l'utilisation des moyens les plus performants au niveau du Bureau international et de l'ensemble des Administrations postales intéressées,»;**
- le deuxième dispositif est introduit par «charge **également**»;
- au premier tiret, remplacer «à l'organe compétent» par «**au Conseil d'exploitation postale**»;
- au deuxième tiret, insérer «**qui**» avant «s'appuierait».

Congrès – Doc 19/Annexe 12: adopté sous réserve de remplacer, aux paragraphes 2bis et 5, «Conseil exécutif» par «**Conseil d'administration**»; figure à l'annexe 1.

Résolutions
et décisions
adoptées

«Résolution

Propositions relatives au Règlement d'exécution de la Convention renvoyées au CEP pour examen

Le Congrès,

en vertu

de l'article 15, paragraphes 2, 3 et 10, du Règlement intérieur des Congrès,

charge

le Conseil d'exploitation postale d'examiner les propositions suivantes concernant le Règlement d'exécution de la Convention (voir annexe 2).

(Commission 4, 10e séance; Commission 5, 3e séance; Commission 6, 3e séance)».

«Décision

Financement des activités de l'Union

Le Congrès

exprime

son accord sur les grandes orientations relatives au financement des activités de l'Union, indiquées dans la partie III du Congrès – Doc 19, en tenant compte de la proposition 022.

(Congrès – Doc 19, Commission 2, 3e séance)».

«Décision

Propositions transmises au CA et au CEP

Le Congrès

charge

le Conseil d'administration, en concertation avec le Conseil d'exploitation postale et le Bureau international, d'examiner les propositions suivantes:

- constituer un Groupe de travail se composant d'un certain nombre de Pays-membres ainsi que du Bureau international avec le mandat d'étudier en profondeur le financement extrabudgétaire des activités de l'Union;
- consulter tous les Pays-membres sur la question du financement extrabudgétaire des activités de renforcement de l'Union, afin que leurs avis soient pris en considération dans le cadre d'une étude à mener par ledit Groupe de travail;
- fonder l'étude sur les principes contenus dans le Congrès – Doc 19 et également envisager la possibilité de définir de nouveaux moyens de financement extrabudgétaire;
- examiner et prendre en considération les pratiques des autres institutions spécialisées du système commun des Nations Unies afin de faire face à des contraintes financières.

charge également

le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale d'étudier l'éventualité d'un financement extrabudgétaire des activités de l'Union, au cas par cas, sur la base de la pratique actuelle de l'Union ainsi que des résultats de l'étude susmentionnée par le Groupe de travail.

Congrès – Doc 19, Commission 2, 3e séance)»

«Décision

Date de la facturation des parts contributives

Le Congrès

autorise

le Bureau international à procéder à une facturation, en juin de chaque année, de la part contributive établie sur la base du budget de l'exercice précédent en tenant compte du taux d'inflation fixé par le Comité consultatif pour les questions administratives du système commun des Nations Unies, étant entendu qu'un ajustement de cette facture pourrait être fait à l'issue du Conseil d'administration d'automne.

(Congrès – Doc 19, Commission 2, 3e séance)»

«Résolution**Financement des activités prioritaires de l'Union**

Le Congrès,

préoccupé

par le niveau du Fonds volontaire de l'Union pour la prochaine période financière 1996-2000,

estimant nécessaire

de renforcer d'urgence les sources de financement des activités prioritaires de l'Union,

considérant

les pressants appels lancés par le Conseil exécutif et le Bureau international à tous les Pays-membres de l'Union, durant la période allant de 1992 jusqu'à 1994, pour solliciter de leur part le versement d'une contribution volontaire en plus de la contribution au budget ordinaire de l'Union,

prenant dûment compte

de la décision du Conseil exécutif (CE 7/1994) de charger le Bureau international d'élaborer un projet de résolution du Congrès en ce sens,

invite

tous les Pays-membres de l'Union à verser des contributions extrabudgétaires pour le financement des activités prioritaires de l'Union,

charge

le Conseil d'administration, le Conseil d'exploitation postale et le Bureau international de prendre des mesures adéquates dans le domaine de leurs compétences respectives pour alimenter un fonds extrabudgétaire.

(Congrès – Doc 19, Commission 2, 3e séance)»

«Décision**Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle**

Le Congrès,

vu

l'article 108, paragraphe 1, du Règlement général,

élit

- au poste de Directeur général du Bureau international M. Thomas E. Leavey (Etats-Unis d'Amérique), Directeur principal du Département des affaires postales internationales du Service postal des Etats-Unis (USPS);
- au poste de Vice-Directeur général du Bureau international M. Mousibahou Mazou (Rép. du Congo), Sous-Directeur général au Bureau international.

La présente décision prend effet au 1er janvier 1995.

(Congrès – Doc 40, 12e séance plénière)»

Proposition
non retenue par
la Commission
concernée

20. 29.2

La séance est levée à 18 h 30.

Au nom de la Commission:	Le Président, H. Demaret	Le Secrétaire, R. Tallon
		Le Secrétaire adjoint, A. Johnsen
		L'Assistant, L. Chouiter

Modifications à apporter aux paragraphes 1, 2, 2bis et 5 de l'article 124 du Règlement général

Règlement général

Article 124

Fixation et règlement des dépenses de l'Union

1. Sous réserve des paragraphes 2 à 6, les dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union ne doivent pas dépasser les sommes ci-après pour les années 1996 et suivantes:

35 278 600 francs suisses pour l'année 1996;

35 126 900 francs suisses pour l'année 1997;

35 242 900 francs suisses pour l'année 1998;

35 451 300 francs suisses pour l'année 1999;

35 640 700 francs suisses pour l'année 2000;

La limite de base pour l'année 2000 s'applique également aux années postérieures en cas de report du Congrès prévu pour 1999.

2. Les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès (déplacements du secrétariat, frais de transport, frais d'installation technique de l'interprétation simultanée, frais de reproduction des documents durant le Congrès, etc.) ne doivent pas dépasser la limite de 3 599 300 francs suisses.

2bis. **Le Conseil d'administration** est autorisé à dépasser les limites fixées au paragraphe 1 pour tenir compte de la réédition de la Nomenclature internationale des bureaux de poste. Le montant total du dépassement autorisé à cet effet ne doit pas excéder 900 000 francs suisses.

5. Par dérogation au paragraphe 1, **le Conseil d'administration**, ou en cas d'extrême urgence le Directeur général, peut autoriser un dépassement des limites fixées pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international, sans toutefois que le montant du dépassement puisse excéder 125 000 francs suisses par an.

Les autres paragraphes de l'article 124 du Règlement général restent inchangés.

Motifs. – Quant aux dépenses annuelles de l'Union, il faudrait insérer les montants que le Congrès de Séoul arrêtera pour la prochaine période financière couvrant les années 1996 à 2000.

Pour ce qui concerne la Nomenclature internationale des bureaux de poste, le Congrès de Lausanne a inséré, en 1974, un texte semblable à l'article 122, paragraphe 4, du Règlement général de ce dernier Congrès. Par ailleurs, l'insertion d'un tel paragraphe est en conformité avec la conclusion du Congrès – Doc 79 de Séoul.

Concernant le paragraphe 5, en raison du vieillissement de l'immeuble du Bureau international, il y a lieu d'ajuster le montant de 65 000 Sfr fixé par le Congrès de Lausanne en 1974 en fonction de l'évolution du coût de la vie en Suisse depuis cette année-là.

**Propositions relatives au Règlement d'exécution de la Convention
renvoyées au CEP pour examen**

25. RE 101.1	25. RE 3101.9	25. RE 4118.3	25. RE 5003.91
25. RE 901.1	25. RE 3101.10	25. RE 4119.1	25. RE 5006.1
25. RE 902.1	25. RE 3101.11	25. RE 4119.2	25. RE 5006.2
25. RE 903.1	25. RE 3102.1	25. RE 4119.3	25. RE 5006.3
25. RE 903.2/Rev 1	25. RE 3102.2	25. RE 4119.4	25. RE 5007.1
25. RE 903.3	25. RE 3201.1	25. RE 4120.1	25. RE 5008.1
25. RE 903.4	25. RE 3601.1	25. RE 4121.1	25. RE 5008.2
25. RE 904.1	25. RE 3601.2	25. RE 4121.2	25. RE 5009.1
25. RE 904.2	25. RE 3801.1	25. RE 4122.1	25. RE 5009.2
25. RE 904.3	25. RE 3801.4	25. RE 4122.2	25. RE 5201.3
25. RE 904.5	25. RE 3801.5	25. RE 4122.3	25. RE 5202.1
25. RE 904.6	25. RE 3802.1	25. RE 4124.1	25. RE 5202.2
25. RE 905.1	25. RE 3802.2	25. RE 4126.1	25. RE 5204.1
25. RE 907.1	25. RE 4001.1	25. RE 4127.1	25. RE 5204.2
25. RE 907.1/Rev 1	25. RE 4101.1	25. RE 4127.2	25. RE 5204.3
25. RE 1401.1	25. RE 4102.1	25. RE 4127.3	25. RE 5205.1/Rev 2
25. RE 1403.1	25. RE 4102.2	25. RE 4127.4	25. RE 5205.2
25. RE 1405.1	25. RE 4102.3	25. RE 4127.5	25. RE 5206.1/Rev 2
25. RE 1405.2	25. RE 4104.1	25. RE 4127.6	25. RE 5206.2
25. RE 1601.1	25. RE 4104.2	25. RE 4128.1	25. RE 5208.1
25. RE 1901.1	25. RE 4105.1	25. RE 4401.1	25. RE 5208.2/Rev 1
25. RE 1901.2	25. RE 4105.2	25. RE 4401.2	25. RE 5210.91
25. RE 1901.3	25. RE 4105.3	25. RE 4403.1	25. RE 5301.1/Rev 2
25. RE 1902.1	25. RE 4105.4	25. RE 4405.1/Rev 2	25. RE 5301.2
25. RE 1902.2	25. RE 4105.5	25. RE 4405.2	25. RE 5301.3
25. RE 1902.3	25. RE 4106.1	25. RE 4405.3	25. RE 5303.1
25. RE 1903.1	25. RE 4106.2	25. RE 4501.1	25. RE 5401.1
25. RE 2001.1	25. RE 4106.3	25. RE 4501.2	25. RE 5406.1
25. RE 2002.1	25. RE 4106.4	25. RE 4501.3	25. RE 5407.1
25. RE 2102.1	25. RE 4106.5	25. RE 4602.1	25. RE 5408.1
25. RE 2303.1	25. RE 4107.1	25. RE 4602.2	25. RE 5501.1
25. RE 2701.1	25. RE 4109.1	25. RE 4604.1	25. RE 5501.2
25. RE 2902.1	25. RE 4109.2	25. RE 4604.2	25. RE 5501.3
25. RE 2902.2	25. RE 4111.1	25. RE 4701.1	27. RE 4.1
25. RE 2903.1/Rev 1	25. RE 4111.2	25. RE 4701.2	27. RE 5.1
25. RE 3001.1	25. RE 4112.91	25. RE 4702.1	29. 0.1
25. RE 3001.2	25. RE 4113.1	25. RE 4703.1	29. 3.1
25. RE 3001.3	25. RE 4113.2	25. RE 4704.1	29. 7.1
25. RE 3001.4	25. RE 4113.3	25. RE 4705.1	29. 9.1
25. RE 3101.1/Rev 1	25. RE 4113.4	25. RE 4706.1	29. 12.1
25. RE 3101.2	25. RE 4114.1	25. RE 4707.1	29. 14.1
25. RE 3101.3	25. RE 4115.1	25. RE 4708.1/Rev 1	29. 18.1
25. RE 3101.4/Rev 1	25. RE 4117.1	25. RE 4708.92	29. 18.2
25. RE 3101.5	25. RE 4117.2	25. RE 5001.1	29. 18.3
25. RE 3101.6	25. RE 4117.3	25. RE 5001.2	29. 18.4
25. RE 3101.7	25. RE 4118.1	25. RE 5002.1	29. 18.91
25. RE 3101.8	25. RE 4118.2	25. RE 5003.1	

(Commission 4, 10e séance; Commission 5, 3e séance; Commission 6, 3e séance)

Treizième séance

Mardi, 13 septembre 1994

Présidence de M. H. Demaret, Président

La séance est ouverte à 17 heures.

Tous les membres de la Commission sont présents, à l'exception des délégués du Bénin, de Centrafrique et du Togo.

Approbation
du rapport de la
séance précédente

Le rapport de la douzième séance est approuvé.

Décisions
des plénières
adoptées
sans modification

«Décision

Lieu du XXIIe Congrès postal universel

Le Congrès

décide

d'accepter l'invitation du Gouvernement de la République populaire de Chine à tenir le XXIIe Congrès postal universel dans ce pays en 1999.

(Congrès – Doc 80, 13e séance plénière)»

«Décision

Principe de croissance réelle zéro en matière de budget

(Voir annexe 1.)

Résolution dont
la mise au point
est confiée
au Bureau
international

Congrès – Doc 87 (Stratégie postale de Séoul): à défaut de temps, la mise au point éventuelle de la résolution relative à la Stratégie postale de Séoul est confiée au Bureau international.

Propositions relatives aux Règlements d'exécution traitées par le Congrès	Le projet de résolution C 94, figurant à l'annexe 2, reprend toutes les propositions relatives aux Règlements d'exécution traitées par la Commission 10 durant ses séances précédentes et qui sont à transmettre au CEP pour être incluses dans les Règlements concernés, conformément à l'article 15 du Règlement intérieur des Congrès.
---	---

Divers et imprévu	20. 35.2: révisée en raison de l'harmonisation des textes; à la deuxième ligne des paragraphes 2.1.1 et 2.1.2, remplacer «de l'objet» par «de l' envoi ».
-------------------	--

Le Président remercie tous les membres de la Commission et du Secrétariat pour tous les efforts consentis afin de mener à bien les travaux qui ont été confiés à la Commission 10.

Approbation du rapport	Le rapport de la treizième séance est approuvé séance tenante.
------------------------	--

La séance est levée à 17 h 30.

Au nom de la Commission:	Le Président, H. Demaret	Le Secrétaire, R. Tallon
		Le Secrétaire adjoint, A. Johnsen
		® L'Assistante, M. Libera

Résolution

Principe de croissance réelle zéro en matière de budget

Le Congrès,

notant

que le respect du principe d'une «croissance réelle zéro» dans le budget de l'Union a contribué au maintien d'un ferme contrôle budgétaire et a limité la charge financière imposée aux Pays-membres pour le financement du budget par le biais de leur part contributive,

sachant

que les Pays-membres expriment le désir d'entreprendre de nouvelles activités de développement postal au sein de l'UPU,

accepte

une certaine souplesse introduite dans l'établissement des plafonds approuvés par le Congrès,

demande

au Conseil d'administration de continuer de respecter, comme cela se fait actuellement et dans toute la mesure possible, le principe d'une croissance réelle zéro en matière de budget,

prie instamment

le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale d'explorer de nouveaux moyens de financer la diversification et le développement des activités de l'Union.

(Congrès – Doc 83/Annexe 3, 15e séance plénière)

Résolution C 94

Transmission au CEP des propositions relatives aux Règlements d'exécution traitées par le Congrès

Le Congrès,

en vertu

de l'article 15, paragraphe 10, du Règlement intérieur des Congrès,

charge

le Conseil d'exploitation postale d'intégrer dans les Règlements d'exécution respectifs les propositions examinées par le Congrès, dont les textes retenus sont les suivants:

Règlement d'exécution de la Convention

25. RE 601.1, 25. RE 601.2, 25. RE 904.7, 25. RE 4128.2: adoptés sans modification.

25. RE 4708.91: au paragraphe 1.1.2, «le Conseil exécutif» a été remplacé par «**le Conseil d'exploitation postale**».

25. RE 5201.1/Rev 1, 25. RE 5801.2: adoptées sans modification.

Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux

35. RE 201.1: au paragraphe 1, 3e ligne, «Elle sera» a été remplacé par «**Elle est**».

35. RE 301.1, 35. RE 401.1, 35. RE 3103.1, 35. RE 3401.1: adoptées sans modification.

35. RE 3401.2: au paragraphe 2, 1re ligne, lire «par les services **postaux**».

35. RE 3601.1, 35. RE 3603.1, 35. RE 3701.1, 35. RE 3801.1, 35. RE 4201.2: adoptées sans modification.

Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste

45. RE 1303.2: adoptée sans modification.

Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux

55. RE 1702.2: adoptée sans modification.

Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement

65. RE 903.2: adoptée sans modification.

(Commission 10, 13e séance)

Index alphabétique

Index alphabétique

Note. – 1° Un tiret remplace, pour les indications suivantes, une partie de titre commune, dont on évite ainsi la répétition.

2° Le présent index étant subdivisé par Acte ou catégorie d'Actes, il convient de rechercher les références en partant de la disposition des Actes qui est à l'origine de l'objet des recherches. Il y a lieu de préciser que tout ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement de l'Union ainsi que les questions d'ordre général se trouve dans la partie I.

I. Constitution, Règlement général, Règlement intérieur des Congrès

– Questions d'ordre général

– Organisation et fonctionnement du Congrès

Abréviations et signes utilisés 5–6

Actes du Congrès de Séoul. Mise en vigueur 257–260

– Refonte 63

Activités de l'UPU dans le domaine de l'EDI 515

Afrique du Sud. Levée de l'interdiction de réadmission 32–35

Appel des Pays-membres 17–19

– en séances plénières 238–239, 274, 288–292, 305–308, 309–311

Application immédiate des dispositions adoptées par le Congrès relatives au CA et au CEP 243–245, 429

Approbation des Actes 319

– Chèques postaux 321

– Cinquième Protocole additionnel à la Constitution 320

– Colis postaux 320, 321

– Convention et Protocole final 319, 320

– Envois contre remboursement 321

– Mandats de poste 321

– Règlement général, y compris le Règlement intérieur des Congrès 320

– des comptes de l'Union 1989–1993 385

– du Plan stratégique de l'UPU pour les années 1995–1999 293

– des procès-verbaux du Congrès 215, 253, 265, 293

Arrangements. Conditions d'approbation des propositions 408, 424, 427

– concernant les colis postaux 297–299, 319, 320, 526, 536, 547

Assistance technique au sein de l'UPU 574–576, 583–584

Attribution des propositions d'ordre général et des

Congrès – Doc aux différents organes du Congrès 63

Bulletin du GDEW «News Flash». Distribution 64

Bureau international 414–417

– Chevauchement dans les travaux 430

– Création ou suppression de postes de travail 428–429

– Réparations importantes et imprévues du bâtiment 392

Cinquième Protocole additionnel à la Constitution de l'UPU 320

Classes de contribution. Changement 256–257

Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union 429

Commission 1 (Vérification des pouvoirs)

– Rapports 215, 261–263, 265–267, 345–382

– Complément oral au dernier rapport 318–319

Commission 2 (Finances)

– Ordre du jour 384

– Rapport final 294, 302–304, 393

– Rapports 383–393

– Secrétariat 384

Commission 3 (Affaires générales et structure de l'Union)

– Ordre du jour 396

– Rapports 395–433

– Secrétariat 395

Commission 4 (Convention)

– Observateurs. Participation 452

– Ordre du jour 436

– Rapports 435–493

– Secrétariat 435

Commission 5 (Services nouveaux et marchés)

– Observateurs. Participation 496

– Ordre du jour 496

– Rapports 495–508

– Secrétariat 495

Commission 6 (Qualité de service)

– Observateurs. Participation 523

– Ordre du jour 509

– Rapports 509–523

– Secrétariat 509

Commission 7 (Colis postaux)

– Observateurs. Participation 526

– Ordre du jour 526

– Rapports 525–549

– Secrétariat 525

Commission 8 (Services financiers postaux)

– Ordre du jour 552

– Rapports 551–571

– Secrétariat 551

Commission 9 (Coopération technique)

– Allocutions 577–582, 608–609

– Ordre du jour 574

– Rapports 573–609

– Rapport final. Approbation 295–297

– Secrétariat 574

Commission 10 (Rédaction)

– Méthode de travail de la Commission 614

– Rapports 611–682

– Secrétariat 612

Commission des intérêts des clients 54–55

Commissions du Congrès. Approbation des désignations des présidences et des vice-présidences 31

– restrictions. Approbation des désignations des membres 31

Comptes arriérés. Liquidation et assainissement 428

– de l'Union 1989–1993. Approbation 385

Congrès. Lieu du XXIIe 282–283

Conseil d'administration (CA). Application immédiate des dispositions adoptées par le Congrès 243–245

– Attributions 401–402, 403

- Composition, fonctionnement et réunions 399–401
- Election des membres 267–269, 276–277, 278–280
- Remboursement des frais de voyage pour les réunions des organes 424–425
- Structure par Commission 409
- Conseil d'exploitation postale (CEP). Application immédiate des dispositions adoptées par le Congrès 243–245
- Attributions 405, 407–408
- Composition, fonctionnement et réunions 403–404, 406–407
- Election des membres 280–281
- Structure par Commission 409
- Transfert au CEP de la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution 397–398
- Convention. Conditions d'approbation des propositions 408, 424, 427
- Coopération technique. Note sur les documents à examiner par le Congrès 574
- Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA) 598–600
- Assistance technique au sein de l'UPU 574–576, 583–584
- Coopération technique entre pays en développement (CTPD) 600–601
- Financement de l'assistance technique 593–595
- Groupe d'action pour le développement postal 604
- Présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique 590–592
- Programme d'action pour la période quinquennale 1996–2000 584–589
- Ressources humaines et formation 602–604
- Suivi de la mise en œuvre du Plan d'action adopté à l'issue du Colloque sur le développement postal 604–606
- Création ou suppression de postes de travail du Bureau international 428–429
- Date de facturation des parts contributives 392
- Débat général sur le thème «L'UPU et la poste de demain: planification stratégique globale face à un environnement concurrentiel» 72–76
- Admission des médias au Débat général 61
- Sous-thème n° 1 «Les structures de l'UPU à l'aube du XXI^e siècle» 76–100
- Sous-thème n° 2 «La dualité «services postaux universels» et «approche commerciale»» 100–134
- Sous-thème n° 3 «La qualité totale dans un environnement concurrentiel» 134–141, 148–170
- Sous-thème n° 4 «Stratégie globale et développement postal» 170–202
- Synthèse générale et conclusions 202–213
- Déclarations et communications de diverses délégations 43–54, 56–60, 65–71, 142–148, 180–181, 235–237, 246–252, 264–265, 277–278, 284–287, 300–301, 317–318, 321
- de la Chambre de commerce internationale 411
- sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées. Application 255–256
- Dépenses de l'Union. Fixation des limites des dépenses de la prochaine période financière (1996 à 2000) 385–393
- Détermination des pays et territoires en développement au sein de l'UPU 63
- Directeur général et Vice-Directeur général du Bureau international. Election 269–273
- Prestation de serment 275–276
- Discours
- Doyen 19–20
- Président d'honneur du Congrès 21–23
- Président du Congrès 24–25
- Secrétaire général 26–29
- Doyen 19–20
- EDI. Activités de l'UPU 515
- EMS 497–498, 499–500
- Examen des Congrès – Doc et des propositions 496, 499, 503
- Financement de l'assistance technique 593–595
- des activités de l'Union. Travaux du Groupe de travail du Conseil exécutif 392
- souple 413
- Formules fournies par le Bureau international 430
- Gestion de l'information en tant qu'activité stratégique de l'UPU 430–431, 433
- GNTE. Rapport sur l'ensemble de l'activité 514
- Groupe d'action pour le développement postal 604
- linguistique français 288–292
- Langues 288–292, 418–424, 426
- Limite des dépenses afférentes à la réédition de la Nomenclature internationale des bureaux de poste 392
- du prochain Congrès (XXII^e Congrès) 392
- Liquidation et assainissement des comptes arriérés 428
- Liste des anciens délégués qui ont fait valoir leur droit à la retraite 39–41
- des Pays-membres présents à l'ouverture du Congrès 36–48
- Nom des deux Conseils 397
- Nomenclature internationale des bureaux de poste. Fixation de la limite des dépenses afférentes à la réédition 392
- Réédition 511, 512
- Nouveaux services 503–504, 507–508
- Organisation des Nations Unies (ONU). Message du Secrétaire général 42–43
- Participation en qualité d'observateur. Demande
- Association du personnel du Bureau international de l'UPU 63
- Chambre de commerce internationale 61–62, 436, 496
- Participation et représentation 409–410, 412
- Pays et territoires en développement au sein de l'UPU. Détermination 63
- Pays-membres présents à l'ouverture du Congrès 36–48
- Planification stratégique 413
- Plan stratégique de l'UPU pour les années 1995–1999 431–432
- Approbation 293
- Président du Congrès. Discours 24–25
- Election 23
- Président d'honneur
- Désignation 20
- Discours 21–23
- Programme général d'action de Washington. Mise en œuvre 239–243
- Propositions à renvoyer au CEP 491
- Conditions d'approbation concernant la Convention et les Arrangements 408, 424, 427
- renvoyées à d'autres Commissions 436, 496
- Protocole final de la Convention postale universelle 319, 320, 492
- de l'Arrangement concernant les colis postaux 297–299, 319, 320, 526, 536, 547
- Rapport du Directeur général 226–234
- sur l'ensemble de l'activité du CCEP 219–225
- sur l'ensemble de l'activité du CE 215–219
- sur l'ensemble de l'activité du GASP 516, 517–519, 520–521
- sur l'ensemble de l'activité du GNTE 514
- Refonte de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements d'exécution 63
- Règlement intérieur des Congrès. Examen des propositions 55, 60–61, 547
- Relations de l'UPU avec l'Organisation des Nations Unies et avec les autres organisations internationales 254–255
- postales dans la péninsule Coréenne 252–253
- Remboursement des frais de voyage pour les réunions des organes du CA 424–425
- Réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international 392
- Représentation et participation 409–410, 412
- Résolution C 22. Evaluation des travaux menés 510
- Résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes 273, 311
- Restructuration de l'Union 396–397
- Futures activités 417–418
- Réunion à haut niveau entre les Congrès. Institutionnalisation 429–430

Séance de clôture 321-343

- d'ouverture 17-41
- inaugurale 9-16
- plénières. Ordre du jour 215, 265, 287

Service EMS 497-498, 499-500

Services postaux dans les pays en développement. Analyse du fonctionnement 596-598

- Rapport quinquennal sur le développement des services postaux 496

Signes et abréviations utilisés 5-6

Stratégie postale de Séoul 311-316

Structure des Conseils par Commission 409

Structure organique 399-408, 424, 427

Union postale universelle. Relations avec l'ONU et avec les autres organisations internationales 254-255

- Restructuration 396-397
- Futures activités 417-418

Vice-Présidents du Congrès. Approbation des désignations 30

- Déclarations 30-31

II. Convention

Affranchissement 471

Avis de réception 474

Cartes d'identité postales 430, 440

Codes postaux internationaux. Introduction du système 522

Comité de contact Opérateurs privés/UPU. Reconstitution 504-505

Comptabilité de la poste aérienne et des colis postaux 488-490

Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et les Arrangements 408, 424, 427

«Consignment» 504, 507-508

Coupons-réponse internationaux 471

Courrier électronique 501-502

Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres 478-480, 482-485

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales 466

Echange des envois 487-488

EMS. Service 497-498, 499-501

Envois de la poste aux lettres 442-443, 444-445, 454

- Dépôt à l'étranger 478-480, 482-485
- Echange des envois 487-488
- en livraison attestée 472
- exprès 473-474
- francs de taxes et de droits 474
- non admis. Interdictions 476
- non distribuables 480-481, 486-487
- recommandés 471

Etudes pour la période 1995-1999. Programme 505, 521

Evaluation des travaux menés dans le cadre de la résolution C 22 510

Examen des Congrès - Doc et des propositions 496, 499, 503

Formules renvoyées au CEP 439-440

Frais de transit 436-437, 444

- et frais terminaux. Décompte 469
- Exemption 468

Frais de transport aérien 445-447, 457-459

- Principes généraux 446-447, 457-459
- Taux de base et calcul des frais de transport aérien 445-446, 457

Frais terminaux 448-451, 452-457

- Envois de la poste aux lettres 454
- pour les envois prioritaires, les envois non prioritaires ainsi que les envois mixtes 455
- Présentation du système proposé par le CE 448-451, 452-454
- Résolution relative à l'étude permanente des frais terminaux 455

Lettres avec valeur déclarée 472, 473

Liberté de transit 440-441

Matières biologiques périssables. Matières radioactives 476

Nouveaux services 503-504, 507-508

Païement de l'indemnité 465

Poste et environnement 522

Propositions examinées par d'autres Commissions et renvoyées à la Commission 4 490

- à renvoyer au CA ou au CEP 491, 505, 522

Protocole final 319, 320

- Mise à jour 492
- Réserves 492

Qualité de service. Evaluation des travaux 510

- Objectifs 476-477
- Propositions 513-514
- Stratégies de l'Union pour la sauvegarde et le renforcement 510-511

Questions douanières 441-442

Réclamations 459-462

Réexpédition 476

Refonte des Actes 63

Remise en main propre 474

Résolutions 491, 508

Responsabilité des Administrations postales. Indemnités 462-464

- Détermination de la responsabilité 466

Service correspondance commerciale-réponse internationale 475

- EMS 497-498, 499-500

Stratégies de l'Union pour la sauvegarde et le renforcement de la qualité du service postal international 510-511

Système de codes postaux internationaux. Introduction 522

Tarifification selon le mode d'acheminement ou la vitesse 470

Tarifs préférentiels 468

Taux de base du transport aérien du courrier 445-446

Taxes 466-467

- d'affranchissement 469-470
- spéciales 470

Timbres-poste 490

III. Colis postaux

Actes. Refonte 63

Arrangement 297-299, 319, 320, 526, 536, 547

Avis de réception 529

Colis

- avec valeur déclarée 529, 547
- endommagés. Rémunération spéciale pour la réparation 529-530
- exprès 528
- francs de taxes et de droits 529
- Poids 536

Comptabilité de la poste aérienne et des colis postaux 488-490

- Nouveaux principes 546-547

Conditions d'approbation des propositions 408, 424, 427

Dédommagement 537

Dédouanement 527, 532

Exploitation du service par les entreprises de transport 537-538

Formules 547

Frais de transport aérien 542-543

Indemnité. Paiement 544-545

Interdictions 536

Introduction et extension du service des colis postaux 526-527, 531

Limite de poids maximal 527-528

Propositions. Conditions d'approbation 408, 424, 427

- renvoyées au CA ou au CEP 547, 549

Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux
297–299, 319, 320, 526, 536, 547

Quotes-parts

- Attribution 536
- d'arrivée exceptionnelles 537
- de transit exceptionnelles 537
- maritimes 535
- supplémentaires 537
- territoriales de départ et d'arrivée 533–534, 539
- territoriales de transit 534–535
- territoriales et maritimes. Revision 536, 540, 541

Réclamations 543

Rémunération spéciale pour la réparation de colis
endommagés 529–530

Responsabilité des Administrations 544

- Détermination 545–546

Taxes spéciales 528

- de présentation à la douane 529

IV. Services financiers postaux

Actes. Refonte 565–566

Chèques postaux. Arrangement 321, 569

Débat élargi sur le thème «Avenir des services financiers
postaux» 552–557

Envois contre remboursement. Arrangement 321

Mandats de poste. Arrangement 321

- Propositions des Administrations postales 567–568

- Utilisation d'un compte courant postal de liaison
pour la facturation et le règlement 566

Programme d'action visant à dynamiser les services financiers
postaux 557–558, 559–560, 561–564

Propositions résultant de l'étude du CE sur la gestion
de l'Union 568

- renvoyées au CEP 569–570, 571

Protocole final. Mise à jour 552

Réseau POSTNET. Création 569

